





Digitized by the Internet Archive in 2022 with funding from University of Toronto

C-2

Governmen Publications

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-2

PROJET DE LOI C-2

IBRE DES COMMUNES DU CANADA

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse

FIRST READING, DECEMBER 1, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2008

THE MINISTER OF INTERNATIONAL TRADE AND MINISTER FOR THE ASIA PACIFIC GATEWAY

LE MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL ET MINISTRE DE LA PORTE D'ENTRÉE DE L'ASIE-**PACIFIQUE**

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation".

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse».

SUMMARY

This enactment implements the Free Trade Agreement and the bilateral agreements between Canada and the Republic of Iceland, the Principality of Liechtenstein, the Kingdom of Norway and the Swiss Confederation signed at Davos on January 26, 2008.

The general provisions of the enactment specify that no recourse may be taken on the basis of the provisions of Part 1 of the enactment or any order made under that Part, or the provisions of the Free Trade Agreement or the bilateral agreements themselves, without the consent of the Attorney General for Canada.

Part 1 of the enactment approves the Free Trade Agreement and the bilateral agreements and provides for the payment by Canada of its share of the expenditures associated with the operation of the institutional aspects of the Free Trade Agreement and the power of the Governor in Council to make orders for carrying out the provisions of the enactment.

Part 2 of the enactment amends existing laws in order to bring them into conformity with Canada's obligations under the Free Trade Agreement and the bilateral agreements.

Part 3 of the enactment provides for its coming into force.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre l'accord de libre-échange et les accords bilatéraux entre le gouvernement du Canada et les gouvernements de la République d'Islande, de la Principauté de Liechtenstein, du Royaume de Norvège et de la Confédération suisse, signés à Davos le 26 janvier 2008.

Les dispositions générales du texte édictent qu'aucun recours privé ne peut, sans le consentement du procureur général du Canada, être exercé sur la base des dispositions de la partie 1 ou de ses textes d'application, non plus que sur le fondement des dispositions de l'accord ou des accords bilatéraux eux-mêmes.

La partie 1 du texte approuve l'accord et les accords bilatéraux et prévoit le paiement par le Canada de sa part des frais liés à la mise en place du soutien institutionnel et administratif nécessaire; elle confère au gouverneur en conseil le pouvoir de prendre des décrets en vue de l'exécution des dispositions du texte.

La partie 2 modifie certaines lois afin de donner suite aux obligations prévues par l'accord et les accords bilatéraux.

La partie 3 prévoit l'entrée en vigueur du texte.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT TO IMPLEMENT THE FREE TRADE
AGREEMENT BETWEEN CANADA AND THE STATES
OF THE EUROPEAN FREE TRADE ASSOCIATION
(ICELAND, LIECHTENSTEIN, NORWAY,
SWITZERLAND), THE AGREEMENT ON AGRICULTURE
BETWEEN CANADA AND THE REPUBLIC OF ICELAND,
THE AGREEMENT ON AGRICULTURE BETWEEN
CANADA AND THE KINGDOM OF NORWAY AND THE
AGREEMENT ON AGRICULTURE BETWEEN CANADA
AND THE SWISS CONFEDERATION

SHORT TITLE

1. Canada-EFTA Free Trade Agreement Implementation Act

INTERPRETATION

- Definitions
- 3. Interpretation consistent with agreements

PURPOSE

4. Purpose

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

GENERAL

- 6. Causes of action under Part 1
- 7. Non-application of agreements to water
- 8. Construction

PART 1

IMPLEMENTATION OF AGREEMENTS GENERALLY

APPROVAL OF AGREEMENTS

9. Agreements approved

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL PROVISIONS

- 10. Representative on Joint Committee
- 11. Payment of expenditures
- 12. Administrative support

TABLE ANALYTIQUE

LOI PORTANT MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS DE L'ASSOCIATION EUROPÉENNE DE LIBRE-ÉCHANGE (ISLANDE, LIECHTENSTEIN, NORVÈGE ET SUISSE), DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ENTRE LE CANADA ET LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE, DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ENTRE LE CANADA ET LE ROYAUME DE NORVÈGE ET DE L'ACCORD SUR L'AGRICULTURE ENTRE LE CANADA ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE

TITRE ABRÉGÉ

 Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-AELÉ

DÉFINITIONS

- 2. Définitions
- 3. Compatibilité

OBJET

4. Objet

SA MAJESTÉ

5. Obligation de Sa Majesté

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 6. Droits et obligations fondés sur la partie 1
- 7. Non-application des accords aux eaux
- 8. Interprétation

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX

APPROBATION DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX

9. Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET ADMINISTRATIVES

- 10. Représentant au comité mixte
- 11. Paiement des frais
- 12. Soutien administratif

	SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS		Sous-comités et groupes de travail
13.	Appointments to subcommittees and working groups	13.	Nominations
14.	Costs	14.	Frais
15.	ORDERS Orders re Article 31	15.	DÉCRETS Décrets: article 31 de l'Accord
	PART 2		PARTIE 2
RELATED AND CONSEQUENTIAL AMENDMENTS			MODIFICATIONS CONNEXES
16-22.	Canadian International Trade Tribunal Act	16-22.	Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur
23-29.	Customs Act	23-29.	Loi sur les douanes
30-37.	Customs Tariff	30-37.	Tarif des douanes
	PART 3		PARTIE 3
	COMING INTO FORCE		ENTRÉE EN VIGUEUR
38.	Order in council	38.	Décret

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-2

PROJET DE LOI C-2

An Act to implement the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), the Agreement on Agriculture between Canada and the Republic of Iceland, the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway and the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation

Loi portant mise en oeuvre de l'Accord de libreéchange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Norvège et Suisse), de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège et de l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the Canada-EFTA Free Trade Agreement Implementation 5 libre-échange Canada-AELÉ. Act.

1. Loi de mise en oeuvre de l'Accord de Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions

Short title

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

"Agreement" « Accord »

"Agreement" means the Free Trade Agreement between Canada and the States of the European 10 Free Trade Association (Iceland, Liechtenstein, Norway, Switzerland), signed on January 26, 2008.

"bilateral agreement' « accord bilatéral »

"bilateral agreement" means

- (a) the Agreement on Agriculture between 15 Canada and the Republic of Iceland, signed on January 26, 2008;
- (b) the Agreement on Agriculture between Canada and the Kingdom of Norway, signed 20 on January 26, 2008; or

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

> « Accord » 'Agreement'

Définitions

«Accord» L'Accord de libre-échange entre le Canada et les États de l'Association européenne de libre-échange (Islande, Liechtenstein, Nor-10 vège et Suisse), signé le 26 janvier 2008.

« accord bilatéral » L'un ou l'autre des accords suivants:

« accord bilatéral» "bilateral agreement"

- a) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la République d'Islande, signé le 26 janvier 15 2008;
- b) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et le Royaume de Norvège, signé le 26 janvier 2008;

90464

(c) the Agreement on Agriculture between Canada and the Swiss Confederation, signed on January 26, 2008.

"EFTA state" « Etat de l'AELÉ»

"EFTA state" means a member state of the European Free Trade Association, namely:

- (a) the Republic of Iceland;
- (b) the Principality of Liechtenstein;
- (c) the Kingdom of Norway; or
- (d) the Swiss Confederation.

"federal law" « texte législatif fédéral»

"federal law" means the whole or any portion of 10 an Act of Parliament or a regulation, order or other instrument issued, made or established in the exercise of a power conferred by or under an Act of Parliament.

"Joint Committee" « comité mixte »

"Joint Committee" means the committee estab- 15 tional. lished pursuant to Article 26 of the Agreement.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister for International Trade.

Publication of agreements

(2) The Agreement and the bilateral agreements shall be published in the Canada Treaty 20 publiés dans le Recueil des traités du Canada. 20 Series.

Interpretation consistent with agreements

3. For greater certainty, this Act, any provision of an Act enacted or amended by Part 2 and any other federal law that implements a provision of the Agreement or a bilateral 25 met en oeuvre une disposition de l'Accord ou agreement or fulfils an obligation of the Government of Canada under the Agreement or a bilateral agreement shall be interpreted in a manner consistent with the Agreement or bilateral agreement, as the case may be.

PURPOSE

Purpose

- 4. The purpose of this Act is to implement the Agreement and the bilateral agreements, the objectives of which, as elaborated more specifically through their provisions, are to
 - (a) establish a free trade area in accordance 35 with the Agreement and the bilateral agreements;
 - (b) promote, through the expansion of reciprocal trade, the harmonious development of the economic relations between Canada and 40

c) l'Accord sur l'agriculture entre le Canada et la Confédération suisse, signé le 26 janvier 2008.

«comité mixte» Le comité mixte constitué en 5 application de l'article 26 de l'Accord.

« comité mixte » "Joint 5 "Joint Committee"

«État de l'AELÉ» L'un ou l'autre des États membres de l'Association européenne de libreéchange, soit:

« État de l'AELÉ» "EFTA state"

- a) la République d'Islande;
- b) la Principauté de Liechtenstein;

10

- c) le Royaume de Norvège;
- d) la Confédération suisse.

«ministre» Le ministre du Commerce interna-

« ministre » "Minister"

« texte législatif fédéral » Tout ou partie d'une 15 « texte législatif loi fédérale ou d'un règlement, décret ou autre texte pris dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous le régime d'une loi fédérale.

fédéral > "federal law"

(2) L'Accord et les accords bilatéraux sont

Publication de l'Accord et des bilatéraux

Compatibilité

3. Il est entendu que la présente loi, les dispositions d'une loi fédérale édictées par la partie 2 et tout autre texte législatif fédéral qui d'un accord bilatéral ou permet au gouverne-25 ment du Canada d'exécuter une obligation contractée par lui aux termes de l'Accord ou d'un accord bilatéral s'interprètent d'une ma-30 nière compatible avec l'Accord ou l'accord bilatéral, selon le cas. 30

OBJET

4. La présente loi a pour objet la mise en oeuvre de l'Accord et des accords bilatéraux, dont les objectifs, définis de façon plus précise dans leurs dispositions, sont les suivants:

Objet

- a) établir une zone de libre-échange confor- 35 mément à l'Accord et aux accords bilatéraux;
- b) favoriser, par l'accroissement des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques

the EFTA states in order to foster in Canada and in the EFTA states the advancement of economic activity;

- (c) provide fair conditions of competition affecting trade between Canada and the 5 EFTA states;
- (d) establish a framework for further cooperation between Canada and the EFTA states in the light of developments in international economic relations, in particular 10 with the aim of liberalizing trade in services and increasing investment opportunities; and
- (e) contribute, by the removal of barriers to trade, to the harmonious development and expansion of world trade. 15

entre le Canada et les États de l'AELÉ et promouvoir ainsi la progression de l'activité économique au Canada et dans ces États;

- c) prévoir des conditions équitables de concurrence dans les échanges commerciaux 5 entre le Canada et les États de l'AELÉ;
- d) établir un cadre pour favoriser la coopération entre le Canada et les États de l'AELÉ dans le contexte de l'évolution des relations économiques internationales, particulière- 10 ment dans le but de libéraliser le commerce dans le domaine des services et d'accroître les possibilités d'investissement:
- e) contribuer, en éliminant les obstacles aux échanges commerciaux, au développement et 15 à l'essor harmonieux du commerce mondial.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

5. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada.

SA MAJESTÉ

5. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Obligation de Sa

Causes of action under Part 1

6. (1) No person has any cause of action and no proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of 20 la partie 1 ou ses règlements ou décrets Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of Part 1 or an order or regulation made under Part 1.

GENERAL

6. (1) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur 20 d'application, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur la partie 1

Causes of action under agreements

(2) No person has any cause of action and no 25 proceedings of any kind shall be taken, without the consent of the Attorney General of Canada, to enforce or determine any right or obligation that is claimed or arises solely under or by virtue of the Agreement or a bilateral agreement. 30

(2) Le droit de poursuite, relativement aux droits et obligations fondés uniquement sur 25 l'Accord ou un accord bilatéral, ne peut être exercé qu'avec le consentement du procureur général du Canada.

Droits et obligations fondés sur les accords

Non-application of agreements to water

7. For greater certainty, nothing in this Act, the Agreement or the bilateral agreements applies to natural surface or ground water in liquid, gaseous or solid state.

7. Il est entendu que ni la présente loi, ni l'Accord, ni les accords bilatéraux ne s'appli- 30 des accords aux quent aux eaux de surface ou souterraines naturelles, à l'état liquide, gazeux ou solide.

Non-application

Construction

8. For greater certainty, nothing in this Act, 35 by specific mention or omission, shall be construed to affect in any manner the right of Parliament to enact legislation to implement any provision of the Agreement or a bilateral agreement or fulfil any of the obligations of 40 nécessaire à la mise en oeuvre d'une disposition the Government of Canada under the Agreement or a bilateral agreement.

8. Il est entendu qu'aucune des dispositions de la présente loi ne doit s'interpréter, ni par ses mentions expresses ni par ses omissions, 35 comme ayant pour effet de porter atteinte au pouvoir du Parlement d'adopter la législation de l'Accord ou d'un accord bilatéral ou à

Interprétation

PART 1

IMPLEMENTATION OF AGREEMENTS **GENERALLY**

APPROVAL OF AGREEMENTS

Agreements approved

9. The Agreement and the bilateral agreements are approved.

ADMINISTRATIVE AND INSTITUTIONAL **PROVISIONS**

Representative on Joint Committee

10. The Minister is the principal representative of Canada on the Joint Committee.

Payment of

11. The Government of Canada shall pay its 5 appropriate share of the aggregate of any expenditures incurred by or on behalf of the Joint Committee.

Administrative

12. The Minister shall designate an agency, division or branch of the Government of Canada 10 service de l'administration fédérale pour facilito facilitate the operation of, and provide administrative assistance to arbitral tribunals established under, Chapter VIII of the Agreement.

SUBCOMMITTEES AND WORKING GROUPS

Appointments to subcommittees and working groups

13. The Minister may appoint any person to 15 be a representative of Canada on the subcommittee referred to in Article 9 of the Agreement or on any subcommittee or working group established under Article 26 of the Agreement.

Costs

- 14. The Government of Canada shall pay the 20 costs of or its appropriate share of the costs of
 - (a) the remuneration and expenses payable to members of arbitral tribunals, subcommittees and working groups; and
 - (b) the general expenses incurred by arbitral 25 tribunals, subcommittees and working groups.

l'exécution des obligations contractées par le gouvernement du Canada aux termes de l'Accord ou d'un accord bilatéral.

PARTIE 1

MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX

APPROBATION DE L'ACCORD ET DES ACCORDS BILATÉRAUX

9. L'Accord et les accords bilatéraux sont approuvés.

Approbation

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET **ADMINISTRATIVES**

10. Le Canada est représenté au comité mixte par le ministre.

Représentant au comité mixte

11. Le gouvernement du Canada paie sa quote-part du total des frais supportés par le comité mixte ou en son nom. 10

Paiement des

12. Le ministre désigne un organisme ou un ter la mise en oeuvre du chapitre VIII de l'Accord et assurer le soutien administratif des tribunaux arbitraux constitués en vertu de ce 15 chapitre.

Soutien administratif

SOUS-COMITÉS ET GROUPES DE TRAVAIL

13. Le ministre peut nommer les représentants du Canada au sous-comité visé à l'article 9 de l'Accord et aux sous-comités et groupes de travail constitués en vertu de l'article 26 de 20 l'Accord.

Nominations

- 14. Le gouvernement du Canada paie les Frais frais ci-après ou sa quote-part de ceux-ci:
 - a) la rémunération et les indemnités des membres des tribunaux arbitraux, sous-comi- 25 tés et groupes de travail;
 - b) les frais généraux supportés par les tribunaux arbitraux, sous-comités et groupes de travail.

ORDERS

Orders re Article

- 15. (1) The Governor in Council may, for the purpose of suspending benefits or obligations in accordance with Article 31 of the Agreement, by order, do any one or more of the following:
 - (a) suspend rights or privileges granted by Canada to an EFTA state or to goods of an EFTA state under the Agreement, a bilateral agreement or any federal law;
 - (b) modify or suspend the application of any 10 federal law enacted by Part 2, with respect to an EFTA state or to goods of an EFTA state;
 - (c) extend the application of any federal law to an EFTA state or to goods of an EFTA 15 state: and
 - (d) take any other measure that the Governor in Council considers necessary for that purpose.

Period of order

(2) Unless revoked, an order made under in the order.

DÉCRETS

15. (1) Le gouverneur en conseil peut par décret, en vue de la suspension des avantages et obligations aux termes de l'article 31 de l'Accord:

Décrets : article 31 de l'Accord

- 5 a) suspendre les droits ou privilèges que le 5 Canada a accordés à un État de l'AELÉ ou à des marchandises d'un État de l'AELÉ en vertu de l'Accord, d'un accord bilatéral ou d'un texte législatif fédéral;
 - b) modifier ou suspendre l'application d'un 10 texte législatif fédéral, édicté par la partie 2, à un État de l'AELÉ ou à des marchandises d'un État de l'AELÉ:
 - c) étendre l'application d'un texte législatif fédéral à un État de l'AELÉ ou à des 15 marchandises d'un État de l'AELÉ:
 - d) prendre toute autre mesure qu'il estime nécessaire.
- (2) Le décret pris en vertu du paragraphe (1) Durée subsection (1) has effect for the period specified 20 s'applique, sauf révocation, pendant la période 20 d'application qui y est spécifiée.

PART 2

RELATED AND CONSEQUENTIAL **AMENDMENTS**

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL ACT

R.S., c. 47 (4th Supp.)

2001, c. 28, s. 19(2)

16. Subsection 2(5) of the Canadian International Trade Tribunal Act is replaced by the following:

- (4.1) In this Act,
- (a) "EFTA state" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Canada-EFTA Free Trade Agreement Implementation Act;
- (b) "Iceland Tariff" means the rates of customs duty referred to in section 52.1 of 30 the Customs Tariff;
- (c) "Norway Tariff" means the rates of customs duty referred to in section 52.2 of the Customs Tariff; and
- (d) "Switzerland-Liechtenstein Tariff" 35 means the rates of customs duty referred to in section 52.3 of the Customs Tariff.

PARTIE 2

MODIFICATIONS CONNEXES

LOI SUR LE TRIBUNAL CANADIEN DU **COMMERCE EXTÉRIEUR**

L.R., ch. 47 (4^e suppl.)

16. Le paragraphe 2(5) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur est remplacé par ce qui suit:

2001, ch. 28, par. 19(2)

25 Terminologie

(4.1) Dans la présente loi:

25

- a) «État de l'AELÉ» s'entend au sens du
- paragraphe 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange Canada-AELÉ;
- b) «tarif de l'Islande» s'entend des taux de droits de douane visés à l'article 52.1 du Tarif 30 des douanes:
- c) «tarif de la Norvège» s'entend des taux de droits de douane visés à l'article 52.2 du Tarif des douanes;
- d) «tarif de Suisse-Liechtenstein» s'entend 35 des taux de droits de douane visés à l'article 52.3 du Tarif des douanes.

Same meaning

Goods imported from an EFTA state, a NAFTA country, Chile or Costa Rica

(5) For the purposes of this Act, goods are imported from an EFTA state, from a NAFTA country, from Chile or from Costa Rica if they are shipped directly to Canada from the EFTA state, the NAFTA country, Chile or Costa Rica, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the Customs Tariff.

17. The Act is amended by adding the following after section 19.013:

Definition of "principal cause"

19.014 (1) In this section, "principal cause" 10 means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

Emergency measures Iceland

(2) The Tribunal shall inquire into and report 15 to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Iceland Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they 20 du tarif de l'Islande, importées en quantité alone constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it 25 for inquiry and report.

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the 30 l'occurrence investi par le gouverneur en Minister, as the case may be.

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on 35 transmission à son destinataire. which that House is sitting after the report is so submitted.

Notice of report

(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the 40 Canada Gazette.

Definition of "principal cause"

19.015 (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the serious injury or threat.

(5) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un État de l'AELÉ, d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica les marchandises expédiées directe-5 ment au Canada à partir de cet État de l'AELÉ, de ce pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica, selon le cas, aux termes des articles 17 et 18 du Tarif des douanes.

Marchandises importées d'un État de l'AELÉ d'un pays ALÉNA, du Chili on du 5 Costa Rica

57 ELIZ. II

17. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 19.013, de ce qui suit :

19.014 (1) Au présent article, « cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage. 15

Définition de principale »

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient 20 tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similai- 25 res ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.

Mesures d'urgence: Islande

(3) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en 30 conseil ou le ministre, selon le cas.

Mandat

(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les guinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa 35

Dépôt au Parlement

- (5) Le Tribunal fait publier dans la Gazette du Canada un avis de transmission du rapport.
- 19.015 (1) Au présent article, «cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont 40 «cause principale» l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la 45 menace d'un tel dommage.

Définition de

Emergency measures. Norway

(2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Norway Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, if the Governor in Council, on the recommen- 10 dation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference estab-15 lished by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of 20 Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is so submitted.

Notice of report

(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the 25 du Canada un avis de transmission du rapport. Canada Gazette.

Definition of "principal cause"

19.016 (1) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of a serious injury, an important cause that is no less important than any other cause of the 30 serious injury or threat.

Emergency measures Switzerland or

(2) The Tribunal shall inquire into and report to the Governor in Council on the question whether goods that are entitled to the benefit of the Switzerland-Liechtenstein Tariff are, as a 35 result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly 40 competitive goods, if the Governor in Council, on the recommendation of the Minister, refers the question to it for inquiry and report.

- (2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, enquête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient 5 du tarif de la Norvège, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similai- 10 res ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage.
- (3) Le Tribunal mène l'enquête visée au Mandat paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en 15 l'occurrence investi par le gouverneur en conseil ou le ministre, selon le cas.
- (4) Le ministre dépose le rapport devant Dépôt au Parlement chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa 20 transmission à son destinataire.

(5) Le Tribunal fait publier dans la Gazette

19.016 (1) Au présent article, « cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont 25 l'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

(2) Le Tribunal, saisi par le gouverneur en conseil sur recommandation du ministre, en- 30 d'urgence quête et fait rapport au gouverneur en conseil sur la question de savoir si des marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions 35 telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage. 40

Mesures

d'urgence

Norvège

Définition de « cause principale »

Mesures

Terms of reference

(3) The Tribunal shall conduct an inquiry under subsection (2) and prepare its report in accordance with the terms of reference established by the Governor in Council or the Minister, as the case may be.

Tabling of report

(4) The Minister shall cause a copy of each report submitted to the Governor in Council or the Minister to be laid before each House of Parliament on any of the first fifteen days on which that House is sitting after the report is so 10 submitted.

Notice of report

(5) The Tribunal shall cause notice of the submission of a report to be published in the Canada Gazette.

2001, c. 28, s. 21

18. Section 21.1 of the Act is replaced by 15 the following:

Definition of "complaint"

- 21.1 In sections 23 to 30, "complaint" means a written complaint filed with the Tribunal under subsection 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.07), (1.08), (1.09), (20), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.07), (1.07), (1.091) or (1.092) and, for the purposes of those subsections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23. 25
- 19. Section 23 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.08):

Filing of complaint Iceland Tariff

(1.09) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods being imported into Canada and that are entitled 30 to the Iceland Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being 35 imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods. 40

Filing of complaint-Norway Tariff

(1.091) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods being imported into Canada and that are entitled to the Norway Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic 45 producer, may file a written complaint with the

(3) Le Tribunal mène l'enquête visée au paragraphe (2) et établit le rapport correspondant dans le strict cadre du mandat dont il est en l'occurrence investi par le gouverneur en 5 conseil ou le ministre, selon le cas.

(4) Le ministre dépose le rapport devant chaque chambre du Parlement dans les quinze premiers jours de séance de celle-ci suivant sa transmission à son destinataire.

Dépôt au Parlement

Mandat

- (5) Le Tribunal fait publier dans la Gazette 10 Avis du Canada un avis de transmission du rapport.
- 18. L'article 21.1 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2001, ch. 28, art. 21

21.1 Aux articles 23 à 30, «plainte» s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du 15 Tribunal en vertu des paragraphes 23(1), (1.01), (1.08), (1.09), (1.091) ou (1.092). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 20 23.

Définition de « plainte »

- 19. L'article 23 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1.08), de ce qui suit:
- (1.09) Lorsqu'il estime que certaines mar- 25 Dépôt: Tarif de chandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de l'Islande, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave — ou de la 30 menace d'un tel dommage - qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à 35 cet effet.

(1.091) Lorsqu'il estime que certaines marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Norvège, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions 40 telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave — ou de la

Dépôt: Tarif de la Norvège

Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods.

Filing of complaint-Switzerland-Liechtenstein

(1.092) Any domestic producer of goods that are like or directly competitive with any goods being imported into Canada and that are entitled 10 bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, to the Switzerland-Liechtenstein Tariff, or any person or association acting on behalf of such a domestic producer, may file a written complaint with the Tribunal alleging that, as a result of that entitlement, the imported goods are being 15 qui lui est ainsi porté, le producteur national de imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competi-20 tive goods.

20. Paragraph 25(2)(c) of the Act is 2001, c. 28, s. 23 replaced by the following:

> (c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

21. Paragraph 26(1)(a) of the Act is the end of subparagraph (i.8) and by adding the following after that subparagraph:

> (i.9) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.09), the goods that are entitled to the Iceland Tariff are, as a result 35 of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly 40 competitive goods,

> (i.91) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.091), the goods that are entitled to the Norway Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in 45

menace d'un tel dommage — qui lui est ainsi porté, le producteur national de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou toute personne ou association le représentant, peut 5 déposer devant le Tribunal une plainte écrite à 5 cet effet.

(1.092) Lorsqu'il estime que certaines marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles importées en quantité tellement accrue et dans 10 des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave — ou de la menace d'un tel dommage marchandises similaires ou directement concur- 15 rentes, ou toute personne ou association le représentant, peut déposer devant le Tribunal une plainte écrite à cet effet.

Dépôt: Tarif de Liechtenstein

20. Le paragraphe 25(2) de la même loi est 2001, ch. 28, 20 art. 23 remplacé par ce qui suit:

(2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi (1.091) or (1.092), send to the Minister a 25 qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée aux paragraphes 23(1.03), (1.06), (1.08), (1.09), (1.091) ou (1.092), il transmet au 25 ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celle-ci.

21. L'alinéa 26(1)a) de la même loi est amended by striking out the word "or" at 30 modifié par adjonction, après le sous-alinéa 30 (i.8), de ce qui suit:

> (i.9) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.09), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de l'Islande, 35 importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou 40 directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage,

Dossier complet

such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods,

(i.92) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.092), the goods that are entitled to the Switzerland–Liechtenstein Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such in-10 creased quantities and under such conditions that they alone constitute a cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, or

22. Subsection 27(1) of the Act is amended by striking out the word "or" at the end of paragraph (a.8) and by adding the following after that paragraph:

(a.9) in the case of a complaint filed under 20 subsection 23(1.09), the goods that are entitled to the Iceland Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal 25 cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods;

(a.91) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.091), the goods that are 30 entitled to the Norway Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious 35 injury, to domestic producers of like or directly competitive goods;

(a.92) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.092), the goods that are entitled to the Switzerland–Liechtenstein 40 Tariff are, as a result of that entitlement,

(i.91) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.091), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Norvège, importées en quantité tellement accrue et 5 dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace 10 d'un tel dommage.

(i.92) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.092), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de Suisse-15 Liechtenstein, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises 20 similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage,

22. Le paragraphe 27(1) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a.8), de ce qui suit:

a.9) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.09), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de l'Islande, importées en quantité tellement accrue et 30 dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel 35 dommage;

a.91) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.091), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Norvège, 40 importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directe-45 ment concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage;

being imported in such increased quantities and under such conditions that they alone constitute a principal cause of serious injury, or threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive 5 goods; or

a.92) soit, s'il s'agit d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.092), que les marchandises sont, en conséquence du fait qu'elles bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, importées en quantité tellement 5 accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace 10 d'un tel dommage;

R.S., c. 1 (2nd Supp.)

CUSTOMS ACT

LOI SUR LES DOUANES

L.R., ch. 1 (2^e suppl.)

2001, ch. 28, par. 26(1)

2001, c. 28, s. 26(1)

23. (1) The definitions "free trade agreement" and "free trade partner" in subsection 2(1) of the Customs Act are replaced by the following:

libre-échange» et «partenaire de libreéchange», au paragraphe 2(1) de la Loi sur 10 les douanes, sont respectivement remplacées 15 par ce qui suit:

23. (1) Les définitions de «accord de

"free trade agreement" « accord de libre-échange» "free trade agreement" means NAFTA, CCFTA, CCRFTA, CEFTA or CIFTA;

«accord de libre-échange» L'ALÉNA, l'A-LÉCC, l'ALÉCCR, l'ALÉCA ou l'ALÉCI.

« accord de libreéchange» "free trade agreement"

"free trade partner' « partenaire de libre-échange»

"free trade partner" means

- (a) a NAFTA country,
- (b) Chile,
- (c) Costa Rica,
- (d) Israel or another CIFTA beneficiary, or
- (e) an EFTA state:

- « partenaire de libre-échange » Selon le cas :
 - a) un pays ALÉNA;

« partenaire de libre-échange » 20 "free trade partner"

«ALÉCA»

"EFTA state"

"CEFTA"

- 15 b) le Chili;
 - c) le Costa Rica;
 - d) Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI;
 - e) un État de l'AELÉ.

(2) Subsection 2(1) of the Act is amended by adding the following in alphabetical 20 modifié par adjonction, selon l'ordre alphaorder:

(2) Le paragraphe 2(1) de la même loi est 25 bétique, de ce qui suit:

"CEFTA" « ALÉCA » "CEFTA" has the same meaning as "Agreement" in subsection 2(1) of the Canada-EFTA Free Trade Agreement Implementation Act;

«ALÉCA» S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de

"EFTA state" l'AELÉ»

"EFTA state" has the same meaning as in 25 subsection 2(1) of the Canada-EFTA Free Trade Agreement Implementation Act;

l'Accord de libre-échange Canada-AELÉ. «État de l'AELÉ» S'entend au sens du « État de l'AELÉ» paragraphe 2(1) de la Loi de mise en oeuvre

"Iceland" « Islande » "Iceland" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Customs Tariff;

de l'Accord de libre-échange Canada-AELE. « Islande » S'entend au sens du paragraphe 2(1) « Islande » "Iceland" du Tarif des douanes.

"Liechtenstein" «Liechtenstein»

"Liechtenstein" has the same meaning as in 30 «Liechtenstein» S'entend au sens du parasubsection 2(1) of the Customs Tariff;

« Liechtenstein » "Liechtenstein

"Norway" has the same meaning as in subsec-

tion 2(1) of the Customs Tariff;

graphe 2(1) du Tarif des douanes.

"Norway" «Norvège» «Norvège» S'entend au sens du paragraphe 2(1) du Tarif des douanes.

«Norvège»

"Switzerland" «Suisse»

"preferential tariff treatment under CEFTA « traitement tarifaire préferentiel de l'ALÉCA»

"Switzerland" has the same meaning as in subsection 2(1) of the Customs Tariff;

"preferential tariff treatment under CEFTA" means, in respect of goods, entitlement to the in respect of one of the following tariffs:

- (a) the Iceland Tariff,
- (b) the Norway Tariff, or
- (c) the Switzerland–Liechtenstein Tariff:
- (3) Subsection 2(1.2) of the Act is amended 10 by striking out the word "or" at the end of paragraph (c), by adding the word "or" at the end of paragraph (d) and by adding the following after paragraph (d):
 - (e) preferential tariff treatment under 15 CEFTA.
- 24. (1) The portion of paragraph 1997, c. 14, s. 38 42.1(1)(a) of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:
 - (a) conduct a verification of origin of goods 20 for which preferential tariff treatment under a free trade agreement, other than CEFTA, is claimed
 - (2) Section 42.1 of the Act is amended by adding the following after subsection (1):

Method of verification under CEFTA

1997. c. 14. s. 38

(1.1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the President to act on behalf of such an 30 officer, may, subject to any prescribed conditions, conduct a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under CEFTA is claimed by requesting in writing that the customs administration of the EFTA state of 35 export conduct a verification and provide an opinion as to whether the goods are originating within the meaning of Annex C of CEFTA.

(3) Subsection 42.1(2) of the Act is replaced by the following:

« Suisse » S'entend au sens du paragraphe 2(1) du Tarif des douanes.

« traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCA » Le bénéfice des taux de droits de douane du tarif rates of customs duty under the Customs Tariff 5 de l'Islande, du tarif de la Norvège ou du tarif de Suisse-Liechtenstein, selon le cas, au titre du Tarif des douanes.

«Suisse» "Switzerland"

« traitement tarifaire préférentiel de 5 l'ALÉCA» "preferential tariff treatment under CEFTA'

(3) Le paragraphe 2(1.2) de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa d), 10 de ce qui suit:

e) du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCA.

24. (1) Le passage de l'alinéa 42.1(1)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit: 15

1997. ch. 14. art. 38

- a) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libreéchange autre que l'ALÉCA:
- (2) L'article 42.1 de la même loi est 20 25 modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:
 - (1.1) L'agent chargé par le président, indivi-Méthodes de vérification en duellement ou au titre de son appartenance à vertu de une catégorie d'agents, de l'application du 25 l'ALÉCA présent article ou la personne désignée par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des conditions réglementaires, vérifier l'origine des 30 marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCA en demandant par écrit à l'administration douanière de l'État d'exportation de l'AELÉ qu'elle effectue une vérification et fournisse un avis 35 indiquant si les marchandises sont originaires au sens de l'annexe C de l'ALÉCA.
- (3) Le paragraphe 42.1(2) de la même loi 40 est remplacé par ce qui suit :

1997, ch. 14, art. 38

20

Withdrawal of preferential tariff treatment

(2) If an exporter or producer of goods that are subject to a verification of origin under paragraph (1)(a) fails to comply with the prescribed requirements or, in the case of a verification of origin under subparagraph (1)(a)(i), does not consent to the verification of origin in the prescribed manner and within the prescribed time, preferential tariff treatment under a free trade agreement, other than CEFTA, may be denied or withdrawn from the 10 retiré aux marchandises en cause. goods.

(2) Dans le cas où l'exportateur ou le producteur ne se conforme pas aux exigences réglementaires de la vérification prévue à l'alinéa (1)a) ou, s'agissant d'une visite prévue 5 au sous-alinéa (1)a)(i), n'y consent pas suivant 5 les modalités — de temps et autres réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel demandé en vertu d'un accord de libreéchange autre que l'ALÉCA peut être refusé ou

Retrait du traitement préférentiel

Withdrawal of preferential tariff treatment under CEFTA

- (3) Preferential tariff treatment under CEFTA may be denied or withdrawn from the goods
 - (a) if the EFTA state of export fails to conduct a verification or provide an opinion 15 as to whether the goods are originating;
 - (b) if an officer or other person designated under subsection (1.1) is unable to determine whether the goods are originating; or
 - (c) in any other prescribed circumstances.

(3) Le traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCA peut être refusé ou retiré à des marchandises dans les cas suivants:

Retrait du tarifaire préférentiel de l'ALÉCA

- a) l'État d'exportation de l'AELÉ omet d'effectuer une vérification ou de fournir un 15 avis indiquant si les marchandises sont originaires:
- b) l'agent ou l'autre personne visé au paragraphe (1.1) n'est pas en mesure d'établir si les marchandises sont originaires;
- c) tout autre cas prévu par règlement.

25. Section 42.3 of the Act is amended by adding the following after subsection (4):

(5) If an exporter of goods from an EFTA Effect of detrimental state demonstrates, to the satisfaction of the reliance under Minister, that it has relied, in good faith and to 25 s'est fondé de bonne foi, à son détriment, sur CEFTA its detriment, on a ruling made by the Agency or the customs administration of an EFTA state with respect to the tariff classification or value of a non-originating material used in the production of goods, a redetermination of origin 30 by the Agency in respect of goods for which preferential tariff treatment under CEFTA is

25. L'article 42.3 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (4), de ce qui suit:

(5) Lorsque l'exportateur de marchandises 25 Information préjudiciable en d'un État de l'AELÉ convainc le ministre qu'il l'ALÉCA une décision de l'Agence ou de l'administration douanière d'un État de l'AELÉ concernant le classement tarifaire ou la valeur d'une matière 30 non originaire utilisée dans la production de marchandises, la révision de l'origine rendue par l'Agence en ce qui concerne les marchandises pour lesquelles le traitement tarifaire préférentiel est réclamé en vertu de l'ALÉCA 35 ne s'appliquera qu'à des importations de mar-

2001, c. 28, s. 28: 2004. c. 16, s. 6(F) tion.

26. Paragraph 43.1(1)(b) of the Act is replaced by the following:

claimed shall apply only to importations of the

goods made after the date of the redetermina-

(b) in the case of goods exported from a NAFTA country, from Chile, from Costa Rica or from an EFTA state, any other matter 40 concerning those goods that is set out in paragraph 1 of Article 509 of NAFTA, in paragraph 1 of Article E-09 of CCFTA, in

26. L'alinéa 43.1(1)b) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

35 chandises effectuées après la date de la révision.

2001, ch. 28. art. 28: 2004. ch. 16, art. 6(F)

b) s'agissant de marchandises exportées d'un 40 pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou d'un État de l'AELÉ, sur toute autre question portant sur l'application à celles-ci du paragraphe 1 de l'article 509 de l'ALÉNA, du paragraphe 1 de l'article E-09 de 45

paragraph 1 of Article V.9 or paragraph 10 of Article IX.2 of CCRFTA or in Article 28(2) of Annex C of CEFTA, as the case may be; and

27. Paragraph 74(1)(c.11) of the Act is 5 replaced by the following:

(c.11) the goods were imported from Costa Rica, from an EFTA state or from Israel or another CIFTA beneficiary but no claim for preferential tariff treatment under CCRFTA, 10 CEFTA or CIFTA, as the case may be, was made in respect of those goods at the time they were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5);

28. The Act is amended by adding the 15 following after section 97.2:

Verification of origin on behalf of an EFTA state

97.201 (1) The customs administration of an EFTA state to which goods were exported may request in writing that the Agency conduct a verification and provide an opinion as to 20 whether those goods are originating within the meaning of Annex C of CEFTA.

Methods of verification

- (2) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, or any person, or any 25 person within a class of persons, designated by the President to act on behalf of such an officer, may, subject to any prescribed conditions, conduct a verification of origin of goods referred to in subsection (1)
 - (a) by entering any prescribed premises or place at any reasonable time; or
 - (b) in any other prescribed manner.

Statement of origin

- (3) On completion of a verification of origin requested under subsection (1), an officer or 35 l'origine demandé en vertu du paragraphe (1), other person designated under subsection (2)
 - (a) provide, in the prescribed manner, the customs administration of an EFTA state referred to in subsection (1) with the opinion 40

l'ALÉCC ou du paragraphe 1 de l'article V.9 ou du paragraphe 10 de l'article IX.2 de l'ALÉCCR ou du paragraphe 28(2) de l'annexe C de l'ALÉCA, selon le cas;

27. L'alinéa 74(1)c.11) de la même loi est 5 remplacé par ce qui suit:

c.11) les marchandises ont été importées du Costa Rica, d'un État de l'AELÉ, d'Israël ou d'un autre bénéficiaire de l'ALÉCI, mais n'ont pas fait l'objet d'une demande visant 10 l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCCR, de l'ALÉCA ou de l'ALÉCI au moment de leur déclaration en détail en application des paragraphes 32(1), (3) ou (5);

28. La même loi est modifiée par adjonc- 15 tion, après l'article 97.2, de ce qui suit :

97.201 (1) L'administration douanière d'un État de l'AELÉ vers lequel des marchandises sont exportées peut demander par écrit à l'Agence qu'elle effectue une vérification et 20 l'AELÉ fournisse un avis indiquant si les marchandises sont originaires au sens de l'annexe C de l'ALÉCA.

Vérification de l'origine des marchandises pour le compte d'un État de

- (2) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à 25 une catégorie d'agents, de l'application du présent article ou la personne désignée par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des 30 30 conditions réglementaires, vérifier l'origine des marchandises mentionnées au paragraphe (1):
 - a) soit en pénétrant, à toute heure raisonnable, dans un lieu faisant partie d'une catégorie réglementaire; 35
 - b) soit de toute autre manière prévue par règlement.
 - (3) Dès l'achèvement de la vérification de l'agent ou l'autre personne visé au paragraphe 40 (2):
 - a) fournit à l'administration douanière de l'État de l'AELÉ, de la façon prévue par règlement, l'avis demandé ainsi que tout document à l'appui de celui-ci que peut 45 exiger cette administration douanière;

Méthodes de vérification

> Déclaration de l'origine

requested under that subsection and any relevant supporting documents that may be requested by that customs administration; and

(b) determine whether the goods are originating within the meaning of Annex C of 5 CEFTA.

b) décide si les marchandises sont originaires au sens de l'annexe C de l'ALÉCA.

Notice requirement

(4) The President shall without delay give notice of a decision made under paragraph (3)(b), including the rationale on which the decision is made, to the exporter or producer of 10 marchandises, selon le cas. the goods, as the case may be, subject to the verification of origin.

(4) Le président donne sans délai avis de la décision prise en vertu de l'alinéa (3)b), motifs à l'appui, à l'exportateur ou au producteur des 5

Avis de la décision

Determination treated as redetermination

(5) A determination made under paragraph (3)(b) is to be treated for the purposes of this Act as if it were a re-determination under 15 assimilée à la révision prévue à l'alinéa 59(1)a). paragraph 59(1)(a).

(5) Pour l'application de la présente loi, la décision prise en application de l'alinéa (3)b) est

Décision assimilée à la révision

29. Section 164 of the Act is amended by

adding the following after subsection (1.3):

29. L'article 164 de la même loi est modifié 10 par adjonction, après le paragraphe (1.3), de ce qui suit:

Regulations: CEFTA

(1.4) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regula-20 gouverneur en conseil peut prendre des règletions for the purpose of the uniform interpretation, application and administration of Chapter II and Annex C of CEFTA and any other matters that may be agreed on from time to time by the parties to CEFTA.

(1.4) Sur recommandation du ministre, le ments en vue de l'interprétation, de l'application 15 et de l'exécution uniformes du chapitre II et de l'annexe C de l'ALÉCA ou pour toute autre question dont peuvent convenir les parties à 25 celui-ci.

Règlements: ALÉCA

1997, ch. 36

1997, c. 36

CUSTOMS TARIFF

30. Subsection 2(1) of the Customs Tariff is amended by adding the following in alphabetical order:

"Canada-EFTA Free Trade Agreement' « Accord de libre-échange Canada-AELÉ»

"Canada-EFTA Free Trade Agreement" has the same meaning as "Agreement" in subsection 30 S'entend de l'Accord au sens du paragraphe 2(1) of the Canada-EFTA Agreement Implementation Act.

"Iceland" «Islande» "Iceland" means

- (a) the land territory, air space, internal waters and territorial sea of Iceland; and
- (b) the exclusive economic zone and continental shelf of Iceland.

"Liechtenstein" « Liechtenstein »

"Liechtenstein" means the land territory and air space of Liechtenstein.

30. Le paragraphe 2(1) du Tarif des 20

douanes est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

TARIF DES DOUANES

« Accord de libre-échange Canada—AELÉ» 2(1) de la Loi de mise en oeuvre de l'Accord de 25 libre-échange Canada-AELÉ.

« Accord de libre-échange Canada-AELÉ » "Canada-EFTA Free Trade Agreement'

« Islande »

« Islande » "Iceland"

- a) Territoire terrestre, espace aérien, eaux intérieures et mer territoriale de l'Islande;
- b) zone économique exclusive et plateau 30 continental de l'Islande.
- «Liechtenstein» Territoire terrestre et espace aérien du Liechtenstein.

« Liechtenstein »

«Norvège»

"Norway

"Norway" «Norvège» "Norway" means

- (a) the land territory, air space, internal waters and territorial sea of Norway; and
- (b) the exclusive economic zone and continental shelf of Norway.

"Switzerland" «Suisse»

"Switzerland" means the land territory and air space of Switzerland.

31. Section 5 of the Act is replaced by the 2001, c. 28, s. 32 following:

Goods imported from an EFTA state, a NAFTA country, Chile or Costa Rica

- 5. For the purposes of this Act, goods are 10 imported from one of the following countries if they are shipped directly to Canada from that country:
 - (a) a NAFTA country;
 - (b) Chile;
 - (c) Costa Rica;
 - (d) Iceland;
 - (e) Liechtenstein;
 - (f) Norway; or
 - (g) Switzerland.

32. Section 27 of the Act is replaced by the 2001, c. 28, s. 36 following:

Abbreviations

- 27. For the purposes of the List of Tariff Provisions and the "F" Staging List, the abbreviations "UST", "MT", "MUST", "CT"; 25 "CRT", "CIAT", "GPT", "LDCT", "CCCT", "AUT", "NZT", "IT", "NT" and "SLT" refer, respectively, to "United States Tariff", "Mexico Tariff', "Mexico-United States Tariff', "Chile Agreement Tariff', "General Preferential Tariff", "Least Developed Country Tariff", "Commonwealth Caribbean Countries Tariff", "Australia Tariff", "New Zealand Tariff", "Ice-Liechtenstein Tariff".
- 33. The Act is amended by adding the following after section 52:

« Norvège »

- a) Territoire terrestre, espace aérien, eaux intérieures et mer territoriale de la Norvège;
- b) zone économique exclusive et plateau continental de la Norvège.
- « Suisse » Territoire terrestre et espace aérien de la Suisse.

«Suisse» "Switzerland"

31. L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2001, ch. 28, art. 32

5. Pour l'application de la présente loi, les 10 Marchandises marchandises qui sont expédiées directement au Canada à partir d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica, de l'Islande, du Liechtenstein, de la Norvège ou de la Suisse sont des marchandises importées de ce pays, selon le cas. 15

importées d'un pays ALÉNA, du Chili, du Costa Rica ou d'un État de l'AELÉ

15

20

32. L'article 27 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

2001, ch. 28, art. 36

Abréviations

- 27. Pour l'application de la liste des dispositions tarifaires et du tableau des échelonnements, les abréviations « TÉU », « TM », 20 « TMÉU », « TC », « TCR », « TACI », « TPG », « TPMD », « TPAC », « TAU », « TNZ », « TI », « TN » et « TSL » désignent respectivement « Tarif des États-Unis », « Tarif Tariff', "Costa Rica Tariff', "Canada-Israel 30 du Mexique », « Tarif Mexique — États-25 Unis », « Tarif du Chili », « Tarif du Costa Rica », « Tarif de l'accord Canada-Israël », « Tarif de préférence général », « Tarif des pays les moins développés », « Tarif des pays land Tariff', "Norway Tariff' and "Switzerland- 35 antillais du Commonwealth », « Tarif de l'Aus- 30 tralie », « Tarif de la Nouvelle-Zélande », « Tarif de l'Islande », « Tarif de la Norvège » et « Tarif de Suisse-Liechtenstein ».
 - 33. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 52, de ce qui suit :

Iceland Tariff

Application of

52.1 (1) Subject to section 24, goods that are entitled to the Iceland Tariff are entitled to the Iceland Tariff rates of customs duty.

"A" final rate

(2) If "A" is set out in the column entitled Provisions following the abbreviation "IT" in relation to goods entitled to the Iceland Tariff, the Iceland Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate.

"F" staging for IT

(3) If "F" is set out in the column entitled 10 "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "IT" in relation to goods entitled to the Iceland Tariff, the Iceland Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced 15 étapes selon le tableau des échelonnements. as provided in the "F" Staging List.

Staging for IT

- (4) If "Q1" or "Q2" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "IT" in relation to goods entitled to the Iceland Tariff, 20 tion « TI » pour des marchandises qui bénéfithe Iceland Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced
 - (a) if "Q1" is set out,
 - (i) effective on the day that is three years after the day on which this subsection 25 comes into force, to seven eighths of the initial rate.
 - (ii) effective on the day that is four years after the day on which this subsection comes into force, to six eighths of the 30 initial rate,
 - (iii) effective on the day that is five years after the day on which this subsection comes into force, to five eighths of the 35 initial rate,
 - (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection comes into force, to four eighths of the initial rate,
 - (v) effective on the day that is seven years 40 after the day on which this subsection comes into force, to three eighths of the initial rate,

Tarif de l'Islande

52.1 (1) Sous réserve de l'article 24, les marchandises bénéficiant du tarif de l'Islande bénéficient des taux du tarif de l'Islande.

Application du

(2) Dans les cas où « A » figure dans la "Preferential Tariff" in the List of Tariff 5 colonne « Tarif de préférence » de la liste des 5 pour le TI dispositions tarifaires après l'abréviation « TI » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de l'Islande, le taux final s'applique.

Taux final « A »

Échelonnement

- (3) Dans les cas où «F» figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des 10 « F » pour le TI dispositions tarifaires après l'abréviation « TI » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de l'Islande, le taux initial s'applique, réduit par
- (4) Dans les cas où « Q1 » ou « Q2 » figure 15 Échelonnements dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviacient du tarif de l'Islande, le taux initial s'applique, réduit par étapes de la façon 20 suivante:
 - a) dans le cas de « O1 »:
 - (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux sept huitièmes du 25 taux initial,
 - (ii) à compter de la date du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six huitièmes du taux initial, 30
 - (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq huitièmes du taux initial,
 - (iv) à compter de la date du sixième 35 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre huitièmes du taux initial,
 - (v) à compter de la date du septième anniversaire de l'entrée en vigueur du 40 présent paragraphe, aux trois huitièmes du taux initial,

- (vi) effective on the day that is eight years after the day on which this subsection comes into force, to two eighths of the initial rate,
- (vii) effective on the day that is nine years 5 after the day on which this subsection comes into force, to one eighth of the initial rate, and
- (viii) effective on the day that is 10 years after the day on which this subsection 10 comes into force, to the final rate of "Free"; and

(b) if "Q2" is set out,

- (i) effective on the day that is three years after the day on which this subsection 15 comes into force, to twelve thirteenths of the initial rate,
- (ii) effective on the day that is four years after the day on which this subsection comes into force, to eleven thirteenths of 20 the initial rate,
- (iii) effective on the day that is five years after the day on which this subsection comes into force, to ten thirteenths of the initial rate,

 25
- (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection comes into force, to nine thirteenths of the initial rate.
- (v) effective on the day that is seven years 30 after the day on which this subsection comes into force, to eight thirteenths of the initial rate,
- (vi) effective on the day that is eight years after the day on which this subsection 35 comes into force, to seven thirteenths of the initial rate,
- (vii) effective on the day that is nine years after the day on which this subsection comes into force, to six thirteenths of the 40 initial rate,
- (viii) effective on the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force, to five thirteenths of the initial rate,

 45

- (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux huitièmes du taux initial,
- (vii) à compter de la date du neuvième 5 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au huitième du taux initial.
- (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du 10 présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane;

b) dans le cas de « Q2 »:

- (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du 15 présent paragraphe, aux douze treizièmes du taux initial,
- (ii) à compter de la date du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux onze treizièmes 20 du taux initial,
- (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux dix treizièmes du taux initial, 25
- (iv) à compter de la date du sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux neuf treizièmes du taux initial,
- (v) à compter de la date du septième 30 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux huit treizièmes du taux initial,
- (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du 35 présent paragraphe, aux sept treizièmes du taux initial,
- (vii) à compter de la date du neuvième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six treizièmes du 40 taux initial,
- (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq treizièmes du taux initial,

- (ix) effective on the day that is 11 years after the day on which this subsection comes into force, to four thirteenths of the initial rate.
- (x) effective on the day that is 12 years 5 after the day on which this subsection comes into force, to three thirteenths of the initial rate.
- (xi) effective on the day that is 13 years after the day on which this subsection 10 comes into force, to two thirteenths of the initial rate.
- (xii) effective on the day that is 14 years after the day on which this subsection comes into force, to one thirteenth of the 15 initial rate, and
- (xiii) effective on the day that is 15 years after the day on which this subsection comes into force, to the final rate of "Free".

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) 20 Rounding of specific rates results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.

Rounding of

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) 25 results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5. 30

Elimination of rates of less than two per cent

(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to "Free" immediately.

Norway Tariff

Application of NT

52.2 (1) Subject to section 24, goods that are 35 entitled to the Norway Tariff are entitled to the Norway Tariff rates of customs duty.

"A" final rate

(2) If "A" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "NT" in 40 dispositions tarifaires après l'abréviation relation to goods entitled to the Norway Tariff, the Norway Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate.

- (ix) à compter de la date du onzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre treizièmes du taux initial.
- (x) à compter de la date du douzième 5 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois treizièmes du taux initial,
- (xi) à compter de la date du treizième anniversaire de l'entrée en vigueur du 10 présent paragraphe, aux deux treizièmes du taux initial,
- (xii) à compter de la date du quatorzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au treizième du taux 15
- (xiii) à compter de la date du quinzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane. 20
- (5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, il est arrondi au dixième de cent inférieur.

Arrondissement des taux spécifiques

fraction autre

que 0,5

- (6) Dans le cas où le taux réduit en 25 Arrondissement: application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur.
- (7) Dans le cas où le taux réduit en Suppression des application des paragraphes (3) ou (4) est 30 taux inférieurs à deux pour cent inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s'applique immédiatement.

Tarif de la Norvège

52.2 (1) Sous réserve de l'article 24, les marchandises bénéficiant du tarif de la Norvège bénéficient des taux du tarif de la Norvège.

Application du

(2) Dans les cas où « A » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des « TN » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de la Norvège, le taux final s'applique. 40

pour le TN

Taux final « A »

Échelonnement « F » pour le TN

"F" staging for

(3) If "F" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "NT" in relation to goods entitled to the Norway Tariff, the Norway Tariff rate of customs duty that 5 applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the "F" Staging List.

Staging for NT

- (4) If "Q1" or "Q2" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "NT" in 10 relation to goods entitled to the Norway Tariff, the Norway Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced
 - (a) if "O1" is set out,
 - (i) effective on the day that is three years 15 after the day on which this subsection comes into force, to seven eighths of the initial rate.
 - (ii) effective on the day that is four years after the day on which this subsection 20 comes into force, to six eighths of the initial rate,
 - (iii) effective on the day that is five years after the day on which this subsection comes into force, to five eighths of the 25 initial rate.
 - (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection comes into force, to four eighths of the initial rate,
 - (v) effective on the day that is seven years after the day on which this subsection comes into force, to three eighths of the initial rate,
 - (vi) effective on the day that is eight years 35 after the day on which this subsection comes into force, to two eighths of the initial rate,
 - (vii) effective on the day that is nine years after the day on which this subsection 40 comes into force, to one eighth of the initial rate, and
 - (viii) effective on the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force, to the final rate of "Free"; 45 and

- (3) Dans les cas où « F » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TN » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de la Norvège, le taux initial s'applique, 5 réduit par étapes selon le tableau des échelonnements.
- (4) Dans les cas où « Q1 » ou « Q2 » figure dans la colonne « Tarif de préférence » de la liste des dispositions tarifaires après l'abrévia- 10 tion « TN » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de la Norvège, le taux initial s'applique, réduit par étapes de la façon suivante :

Échelonnements pour le TN

15

- a) dans le cas de « Q1 »:
 - (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux sept huitièmes du taux initial,
 - (ii) à compter de la date du quatrième 20 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six huitièmes du taux initial,
 - (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du 25 présent paragraphe, aux cinq huitièmes du taux initial,
 - (iv) à compter de la date du sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre huitièmes 30 du taux initial,
 - (v) à compter de la date du septième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois huitièmes du taux initial,
 - (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux huitièmes du taux initial.
 - (vii) à compter de la date du neuvième 40 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au huitième du taux initial.

- (b) if "Q2" is set out,
 - (i) effective on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force, to twelve thirteenths of the initial rate,
 - (ii) effective on the day that is four years after the day on which this subsection comes into force, to eleven thirteenths of the initial rate.
 - (iii) effective on the day that is five years 10 after the day on which this subsection comes into force, to ten thirteenths of the initial rate,
 - (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection 15 comes into force, to nine thirteenths of the initial rate.
 - (v) effective on the day that is seven years after the day on which this subsection comes into force, to eight thirteenths of the 20 initial rate,
 - (vi) effective on the day that is eight years after the day on which this subsection comes into force, to seven thirteenths of the initial rate,

 25
 - (vii) effective on the day that is nine years after the day on which this subsection comes into force, to six thirteenths of the initial rate,
 - (viii) effective on the day that is 10 years 30 after the day on which this subsection comes into force, to five thirteenths of the initial rate,
 - (ix) effective on the day that is 11 years after the day on which this subsection 35 comes into force, to four thirteenths of the initial rate.
 - (x) effective on the day that is 12 years after the day on which this subsection comes into force, to three thirteenths of the 40 initial rate,
 - (xi) effective on the day that is 13 years after the day on which this subsection comes into force, to two thirteenths of the initial rate,

 45

- (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane;
- b) dans le cas de « Q2 »:
 - (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux douze treizièmes du taux initial.
 - (ii) à compter de la date du quatrième 10 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux onze treizièmes du taux initial,
 - (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du 15 présent paragraphe, aux dix treizièmes du taux initial,
 - (iv) à compter de la date du sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux neuf treizièmes 20 du taux initial,
 - (v) à compter de la date du septième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux huit treizièmes du taux initial,
 - (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux sept treizièmes du taux initial,
 - (vii) à compter de la date du neuvième 30 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six treizièmes du taux initial,
 - (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du 35 présent paragraphe, aux cinq treizièmes du taux initial,
 - (ix) à compter de la date du onzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre treizièmes 40 du taux initial,
 - (x) à compter de la date du douzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois treizièmes du taux initial,

(xii) effective on the day that is 14 years after the day on which this subsection comes into force, to one thirteenth of the initial rate, and

(xiii) effective on the day that is 15 years 5 after the day on which this subsection comes into force, to the final rate of "Free".

Rounding of specific rates

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the 10 rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.

Rounding of amounts

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a fraction of one per cent other than 0.5, the 15 resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.

Elimination of rates of less than two per cent

(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a 20 application des paragraphes (3) ou (4) est percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to "Free" immediately.

Switzerland-Liechtenstein Tariff

Application of

52.3 (1) Subject to section 24, goods that are entitled to the Switzerland-Liechtenstein Tariff are entitled to the Switzerland-Liechtenstein 25 Liechtenstein bénéficient des taux du tarif de Tariff rates of customs duty.

"A" final rate

(2) If "A" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff Provisions following the abbreviation "SLT" in relation to goods entitled to the Switzerland-30 Liechtenstein Tariff, the Switzerland-Liechtenstein Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the final rate.

"F" staging for SLT

(3) If "F" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff35 colonne « Tarif de préférence » de la liste des Provisions following the abbreviation "SLT" in relation to goods entitled to the Switzerland-Liechtenstein Tariff, the Switzerland-Liechten-

- (xi) à compter de la date du treizième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux treizièmes du taux initial.
- (xii) à compter de la date du quatorzième 5 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au treizième du taux initial.
- (xiii) à compter de la date du quinzième anniversaire de l'entrée en vigueur du 10 présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane.
- (5) Dans le cas où le taux spécifique réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un dixième de cent, 15 il est arrondi au dixième de cent inférieur.

Arrondissement spécifiques

(6) Dans le cas où le taux réduit en application des paragraphes (3) ou (4) comporte une fraction de un pour cent autre que 0,5, il est arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur. 20

Arrondissement fraction autre aue 0.5

(7) Dans le cas où le taux réduit en inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s'applique immédiatement.

Suppression des taux inférieurs à deux pour cent

Tarif de Suisse-Liechtenstein

- 52.3 (1) Sous réserve de l'article 24, les 25 Application du marchandises bénéficiant du tarif de Suisse-Suisse-Liechtenstein.
- (2) Dans les cas où « A » figure dans la Taux final « A » colonne « Tarif de préférence » de la liste des 30 pour le TSL dispositions tarifaires après l'abréviation « TSL » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, le taux final s'applique.
- (3) Dans les cas où «F» figure dans la 35 échelonnement « F » pour le dispositions tarifaires après l'abréviation « TSL » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, le taux initial s'applique, réduit par étapes selon le tableau des 40 échelonnements.

15

stein Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced as provided in the "F" Staging List.

Staging for SLT

- (4) If "Q1" or "Q2" is set out in the column entitled "Preferential Tariff" in the List of Tariff 5 dans la colonne « Tarif de préférence » de la Provisions following the abbreviation "SLT" in relation to goods entitled to the Switzerland-Liechtenstein Tariff, the Switzerland-Liechtenstein Tariff rate of customs duty that applies to those goods is the initial rate, reduced
 - (a) if "O1" is set out,
 - (i) effective on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force, to seven eighths of the initial rate.
 - (ii) effective on the day that is four years after the day on which this subsection comes into force, to six eighths of the initial rate,
 - (iii) effective on the day that is five years 20 after the day on which this subsection comes into force, to five eighths of the initial rate.
 - (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection 25 comes into force, to four eighths of the initial rate.
 - (v) effective on the day that is seven years after the day on which this subsection comes into force, to three eighths of the 30 initial rate.
 - (vi) effective on the day that is eight years after the day on which this subsection comes into force, to two eighths of the initial rate, 35
 - (vii) effective on the day that is nine years after the day on which this subsection comes into force, to one eighth of the initial rate, and
 - (viii) effective on the day that is 10 years 40 after the day on which this subsection comes into force, to the final rate of "Free"; and
 - (b) if "Q2" is set out,

- (4) Dans les cas où « Q1 » ou « Q2 » figure liste des dispositions tarifaires après l'abréviation « TSL » pour des marchandises qui bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, le 5 taux initial s'applique, réduit par étapes de la 10 façon suivante:
 - Échelonnements

- a) dans le cas de « O1 »:
 - (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du 10 présent paragraphe, aux sept huitièmes du taux initial,
 - (ii) à compter de la date du quatrième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six huitièmes du 15 taux initial,
 - (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux cinq huitièmes du taux initial, 20
 - (iv) à compter de la date du sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre huitièmes du taux initial.
 - (v) à compter de la date du septième 25 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois huitièmes du taux initial.
 - (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du 30 présent paragraphe, aux deux huitièmes du taux initial,
 - (vii) à compter de la date du neuvième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au huitième du taux 35 initial.
 - (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane; 40
- b) dans le cas de « Q2 »:

- (i) effective on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force, to twelve thirteenths of the initial rate,
- (ii) effective on the day that is four years 5 after the day on which this subsection comes into force, to eleven thirteenths of the initial rate,
- (iii) effective on the day that is five years after the day on which this subsection 10 comes into force, to ten thirteenths of the initial rate,
- (iv) effective on the day that is six years after the day on which this subsection comes into force, to nine thirteenths of the 15 initial rate.
- (v) effective on the day that is seven years after the day on which this subsection comes into force, to eight thirteenths of the initial rate,
- (vi) effective on the day that is eight years after the day on which this subsection comes into force, to seven thirteenths of the initial rate,
- (vii) effective on the day that is nine years 25 after the day on which this subsection comes into force, to six thirteenths of the initial rate.
- (viii) effective on the day that is 10 years after the day on which this subsection 30 comes into force, to five thirteenths of the initial rate,
- (ix) effective on the day that is 11 years after the day on which this subsection comes into force, to four thirteenths of the 35 initial rate,
- (x) effective on the day that is 12 years after the day on which this subsection comes into force, to three thirteenths of the initial rate,

 40
- (xi) effective on the day that is 13 years after the day on which this subsection comes into force, to two thirteenths of the initial rate,

- (i) à compter de la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux douze treizièmes du taux initial,
- (ii) à compter de la date du quatrième 5 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux onze treizièmes du taux initial.
- (iii) à compter de la date du cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur du 10 présent paragraphe, aux dix treizièmes du taux initial,
- (iv) à compter de la date du sixième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux neuf treizièmes 15 du taux initial,
- (v) à compter de la date du septième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux huit treizièmes du taux initial,
- (vi) à compter de la date du huitième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux sept treizièmes du taux initial,
- (vii) à compter de la date du neuvième 25 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux six treizièmes du taux initial,
- (viii) à compter de la date du dixième anniversaire de l'entrée en vigueur du 30 présent paragraphe, aux cinq treizièmes du taux initial,
- (ix) à compter de la date du onzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux quatre treizièmes 35 du taux initial,
- (x) à compter de la date du douzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux trois treizièmes du taux initial, 40
- (xi) à compter de la date du treizième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, aux deux treizièmes du taux initial,

(xii) effective on the day that is 14 years after the day on which this subsection comes into force, to one thirteenth of the initial rate, and

(xiii) effective on the day that is 15 years 5 after the day on which this subsection comes into force, to the final rate of "Free".

Rounding of specific rates

(5) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a specific rate of customs duty that includes a fraction of one tenth of a cent, the 10 rate shall be rounded down to the nearest one tenth of a cent.

Rounding of amounts

(6) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that includes a resulting percentage shall be rounded down to the nearest percentage that divides evenly by 0.5.

Elimination of rates of less than two per cent

(7) If a reduction under subsection (3) or (4) results in a rate of customs duty that is a 20 application des paragraphes (3) ou (4) est percentage of less than two per cent, the rate shall be further reduced to "Free" immediately.

34. The Act is amended by adding the following after section 71.1:

Bilateral Emergency Measures — Iceland

Orders by Governor in Council

71.2 (1) Subject to subsections (2) to (4), if 25 at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.014(2) of the Canadian International Trade Tribunal Act or 30 19.014(2) de la Loi sur le Tribunal canadien du further to a complaint filed under subsection 23(1.09) of that Act, that goods that are entitled to the Iceland Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone 35 importées en quantité tellement accrue et dans constitute a principal cause of serious injury, or a threat of serious injury, to domestic producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order

(xii) à compter de la date du quatorzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au treizième du taux initial.

(xiii) à compter de la date du quinzième 5 anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe, au taux final, la franchise en douane.

(5) Dans le cas où le taux spécifique réduit Arrondissement en application des paragraphes (3) ou (4) 10 des taux spécifiques comporte une fraction de un dixième de cent. il est arrondi au dixième de cent inférieur.

(6) Dans le cas où le taux réduit en Arrondissement: que 0,5

application des paragraphes (3) ou (4) comporte fraction of one per cent other than 0.5, the 15 une fraction de un pour cent autre que 0.5, il est 15 arrondi au multiple de 0,5 pour cent inférieur.

fraction autre

(7) Dans le cas où le taux réduit en inférieur à deux pour cent, la franchise en douane s'applique immédiatement.

Suppression des taux inférieurs à deux pour cent

34. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 71.1, de ce qui suit :

Mesures d'urgence bilatérales : Islande

71.2 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une 25 enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe commerce extérieur ou en vertu d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.09) de 30 cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif de l'Islande, des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale du 35 dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement 40 concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, par décret: 40

Décrets de mesures temporaires 5

- (a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 52.1;
- (b) in respect of goods on which a customs duty is imposed on a seasonal basis, make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating 10 to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty set out in the List of Tariff Provisions that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the Most-Fa-15 voured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection; and
- (c) in respect of goods other than goods 20 referred to in paragraph (b), make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but 25 that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Iceland Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of
 - (i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate 30 of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection, and
 - (ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate 35 of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made.
- (2) An order under subsection (1)
- (a) may not, other than for tariff items 40 referred to in subsection (3), be made more than once during the period beginning on the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day that is five years after the day on which this 45 subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during

- a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 52.1;
- b) s'agissant de marchandises sur lesquelles 5 est imposé un droit de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne 10 peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la 15 veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe;
- c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres 20 droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur 25 égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée applicable à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du 30 décret.

(2) Le décret:

Modalités

a) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours 35 de la période commençant à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du cinquième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le

Terms and conditions

Certain tariff

that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the order; and

- (b) may, other than for tariff items referred to in subsection (3), be made after the expiry of 5 the period referred to in paragraph (a) only if it is based on an agreement between the Government of Canada and the Government of the Republic of Iceland relating to the application of subsection (1).
- (3) An order under subsection (1)
- (a) may not, in the case of tariff item Nos. 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 8905.20.20, 8905.90.10 and 8906.90.99, be made more than once during the period 15 beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force in respect of 20 goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the order; and
- (b) may not, in the case of tariff item Nos. 25 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 8905.10.00 and 8905.90.90, be made more than once during the period beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force and ending 30 on the day before the day that is 15 years after the day on which this subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three 35 years, specified in the order.
- (4) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar year,
 - (a) the rate of customs duty applicable to the 40 goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would otherwise have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 52.1; and 45

- cas échéant, demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;
- b) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris, après l'expiration du 5 délai visé à l'alinéa a), qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui de la République d'Islande portant sur l'application du paragraphe (1).

(3) Le décret:

10 Certains numéros tarifaires

- a) ne peut, dans le cas des nos tarifaires 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 8905.20.20, 8905.90.10 et 8906.90.99, être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période 15 commençant à la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du dixième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le cas échéant, demeure en 20 vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est spécifiée;
- b) ne peut, dans le cas des nos tarifaires 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 8905.10.00 et 8905.90.90, être pris qu'une 25 fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du quinzième 30 anniversaire de cette entrée en vigueur et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est spécifiée.
- (4) En cas de cessation d'effet du décret :

35 Taux à la cessation d'effet

- a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 52.1;
- b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (5).

Rate of duty when order ceases to have

Taux précisé par

arrêté

Specification of applicable rate

(b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (5).

- (5) For the purposes of subsection (4), the 5 Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (4)(b) is
 - (a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year following the year in which the order ceases 10 to have effect, if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 52.1, reduced for subsequent years in accordance with that section; or
 - (b) the rate of customs duty that would have 15 been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year following the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the 20 rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 52.1.

Definition of "principal cause"

(6) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious 25 pale » s'entend de toute cause sérieuse dont injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious injury or threat.

Reference to customs duty in

- (7) For the purposes of paragraph (1)(b), the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs 30 taux du tarif de la nation la plus favorisée en duty in effect in respect of a fresh fruit or vegetable is
 - (a) in respect of a fresh vegetable, the rate of customs duty applicable to that vegetable set out in the applicable tariff item referred to in 35 Supplementary Note 2(b) in Chapter 7 of the List of Tariff Provisions: and
 - (b) in respect of a fresh fruit, the rate of customs duty applicable to that fruit set out in the applicable tariff item referred to in 40 Supplementary Note 4(b) in Chapter 8 of the List of Tariff Provisions.

Bilateral Emergency Measures — Norway

71.3 (1) Subject to subsections (2) to (4), if at any time it appears to the satisfaction of the Governor in Council, as a result of an inquiry 45 conseil est convaincu, sur le fondement d'une

- (5) Pour l'application du paragraphe (4), le ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (4)b) est:
 - a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret 5 s'il avait été réduit en conformité avec l'article 52.1, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;
 - b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qui est, pendant la 10 période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l'article 52.1, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final. 15

(6) Dans le présent article, «cause princil'importance est égale ou supérieure à celle des autres causes du dommage grave ou de la menace d'un tel dommage.

Définition de « cause principale»

- (7) Pour l'application de l'alinéa (1)b), le vigueur à l'égard des légumes ou fruits frais est :
 - a) pour les premiers, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note sup-25 plémentaire 2b) du Chapitre 7 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est applicable:
 - b) pour les seconds, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note sup-30 plémentaire 4b) du Chapitre 8 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est applicable.

Mesures d'urgence bilatérales : Norvège

71.3 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à Décrets de (4), si, à un moment donné, le gouverneur en 35 mesures temporaires

Mention du taux en vigueur

Orders by Governor in Council

made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.015(2) of the Canadian International Trade Tribunal Act or further to a complaint filed under subsection 23(1.091) of that Act, that goods that are entitled to the Norway Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a principal cause of serious producers of like or directly competitive goods, the Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, by order

- (a) suspend, during the period that the order is in effect, any reduction of the rate of 15 par décret: customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 52.2:
- (b) in respect of goods on which a customs duty is imposed on a seasonal basis, make 20 those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs 25 duty set out in the List of Tariff Provisions that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods 30 immediately before the coming into force of this subsection; and
- (c) in respect of goods other than goods referred to in paragraph (b), make those goods subject to a temporary duty, in addition 35 to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs duty specified in the Norway Tariff that is in 40 effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of
 - (i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before 45 the coming into force of this subsection, and

enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.015(2) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur ou en vertu d'une plainte 5 déposée en vertu du paragraphe 23(1.091) de 5 cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif de la Norvège, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation injury, or a threat of serious injury, to domestic 10 constitue à elle seule une cause principale du 10 dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, 15

- a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 52.2;
- b) s'agissant de marchandises sur lesquelles 20 est imposé un droit de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne 25 peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à leur égard la 30 veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe;
- c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres 35 droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur 40 égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée applicable à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du 45 décret.

(ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made.

Terms and

Certain tariff

- (2) An order under subsection (1)
- (a) may not, other than for tariff items referred to in subsection (3), be made more than once during the period beginning on the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day 10 that is five years after the day on which this subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the 15 order; and
- (b) may, other than for tariff items referred to in subsection (3), be made after the expiry of the period referred to in paragraph (a) only if it is based on an agreement between the 20 Government of Canada and the Government of the Kingdom of Norway relating to the application of subsection (1).
- (3) An order under subsection (1)
- (a) may not, in the case of tariff item Nos. 25 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 8905.20.20, 8905.90.10 and 8906.90.99, be made more than once during the period beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into 30 force and ending on the day before the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, 35 not exceeding three years, specified in the order; and
- (b) may not, in the case of tariff item Nos. 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 8905.10.00 and 8905.90.90, be made more 40 than once during the period beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day that is 15 years after the day on which this subsection comes into 45 force in respect of goods of a particular kind

(2) Le décret:

Modalités

- a) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date de 5 l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du cinquième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est 10 spécifiée;
- b) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris, après l'expiration du délai visé à l'alinéa a), qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du 15 Canada et celui du Royaume de Norvège portant sur l'application du paragraphe (1).

(3) Le décret:

Certains numéros

- a) ne peut, dans le cas des nos tarifaires 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 20 8905.20.20, 8905.90.10 et 8906.90.99, être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent 25 paragraphe et se terminant la veille de la date du dixième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est spécifiée;
- b) ne peut, dans le cas des nos tarifaires 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 8905.10.00 et 8905.90.90, être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à 35 la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du quinzième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le

Rate of duty when order ceases to have effect and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the order.

- (4) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar 5 year,
 - (a) the rate of customs duty applicable to the goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would otherwise have been applicable one 10 year after the making of the order, as reduced in accordance with section 52.2; and
 - (b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister 15 under subsection (5).

Specification of applicable rate

- (5) For the purposes of subsection (4), the Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (4)(b) is
 - (a) the rate of customs duty that would have 20 been applicable on January 1 of the year following the year in which the order ceases to have effect, if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 52.2, reduced for subsequent years in accord-25 ance with that section; or
 - (b) the rate of customs duty that would have been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages beginning on January 1 of the year following 30 the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in accordance with section 52.2.

Definition of "principal cause"

(6) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious injury or threat.

Reference to customs duty in effect

(7) For the purposes of paragraph (1)(b), the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty in effect in respect of a fresh fruit or vegetable is

cas échéant, demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée.

(4) En cas de cessation d'effet du décret :

Taux à la cessation d'effet

- a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec l'article 52.2:
- b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux 10 applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (5).
- (5) Pour l'application du paragraphe (4), le ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (4)*b*) est:

Taux précisé par arrêté

- a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret s'il avait été réduit en conformité avec l'article 52.2, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes; 2
- b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qui est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret et se terminant le jour où le taux aurait été réduit en conformité 25 avec 1'article 52.2, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.
- (6) Dans le présent article, «cause principale» s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des 30 autres causes du dommage grave ou de la 40 menace d'un tel dommage.

la

« cause

(7) Pour l'application de l'alinéa (1)b), le taux du tarif de la nation la plus favorisée en vigueur à l'égard des légumes ou fruits frais est : 35

Mention du taux en vigueur

Définition de

principale »

Non-application

- (a) in respect of a fresh vegetable, the rate of customs duty applicable to that vegetable set out in the applicable tariff item referred to in Supplementary Note 2(b) in Chapter 7 of the List of Tariff Provisions; and
- (b) in respect of a fresh fruit, the rate of customs duty applicable to that fruit set out in the applicable tariff item referred to in Supplementary Note 4(b) in Chapter 8 of 10 the List of Tariff Provisions.

(8) This section does not apply in respect of goods of the territory of Svalbard.

Bilateral Emergency Measures — Switzerland-Liechtenstein

71.4 (1) Subject to subsections (2) to (4), if Orders by Governor in at any time it appears to the satisfaction of the Council Governor in Council, as a result of an inquiry 15 made by the Canadian International Trade Tribunal under subsection 19.016(2) of the Canadian International Trade Tribunal Act or further to a complaint filed under subsection 23(1.092) of that Act, that goods that are 20 entitled to the Switzerland-Liechtenstein Tariff are, as a result of that entitlement, being imported in such increased quantities and under such conditions as to alone constitute a principal

> (a) suspend, during the period that the order 30 is in effect, any reduction of the rate of customs duty with respect to those goods that would otherwise be made after that time by virtue of section 52.3:

cause of serious injury, or a threat of serious 25

injury, to domestic producers of like or directly

competitive goods, the Governor in Council

may, on the recommendation of the Minister, by

order

(b) in respect of goods on which a customs 35 duty is imposed on a seasonal basis, make those goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but 40 that rate, when added to the rate of customs duty set out in the List of Tariff Provisions that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty 45

- a) pour les premiers, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note supplémentaire 2b) du Chapitre 7 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est applicable;
- b) pour les seconds, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note supplémentaire 4b) du Chapitre 8 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est applicable.
- (8) Cet article ne s'applique pas aux marchandises du territoire de Svalbard.

Non application

5

10

30

Mesures d'urgence bilatérales: Suisse-Liechtenstein

71.4 (1) Sous réserve des paragraphes (2) à (4), si, à un moment donné, le gouverneur en conseil est convaincu, sur le fondement d'une 15 enquête menée par le Tribunal canadien du commerce extérieur en vertu du paragraphe 19.016(2) de la Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur ou en vertu d'une plainte déposée en vertu du paragraphe 23(1.092) de 20 cette loi, que des marchandises sont, du fait qu'elles bénéficient du tarif de Suisse-Liechtenstein, importées en quantité tellement accrue et dans des conditions telles que leur importation constitue à elle seule une cause principale 25 du dommage grave porté aux producteurs nationaux de marchandises similaires ou directement concurrentes, ou de la menace d'un tel dommage, il peut, sur recommandation du ministre, par décret:

a) suspendre, pendant la période de validité du décret, toute réduction du taux qui aurait pu être accordée ultérieurement à l'égard de ces marchandises au titre de l'article 52.3;

b) s'agissant de marchandises sur lesquelles 35 est imposé un droit de douane sur une base saisonnière, les assujettir à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne 40 peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation

Décrets de temporaires that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection; and

- (c) in respect of goods other than goods referred to in paragraph (b), make those 5 goods subject to a temporary duty, in addition to any other duty specified in this Act or in any other Act of Parliament relating to customs, at a rate set out in the order, but that rate, when added to the rate of customs 10 duty specified in the Switzerland–Liechtenstein Tariff that is in effect in respect of those goods at that time, may not exceed the lesser of
 - (i) the Most-Favoured-Nation Tariff rate 15 of customs duty that was in effect in respect of those goods immediately before the coming into force of this subsection, and
 - (ii) the Most-Favoured-Nation Tariff rate 20 of customs duty that is in effect in respect of those goods at the time the order is made.
- (2) An order under subsection (1)
- (a) may not, other than for tariff items 25 referred to in subsection (3), be made more than once during the period beginning on the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day that is five years after the day on which this 30 subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the order; and
- (b) may, other than for tariff items referred to in subsection (3), be made after the expiry of the period referred to in paragraph (a) only if it is based on an agreement between the Government of Canada and the Government 40 of the Swiss Confederation relating to the application of subsection (1).
- (3) An order under subsection (1)
- (a) may not, in the case of tariff item Nos. 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 45 8905.20.20, 8905.90.10 and 8906.90.99, be made more than once during the period

la plus favorisée en vigueur à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe;

c) s'agissant de marchandises autres que celles mentionnées à l'alinéa b), les assujettir 5 à un droit temporaire, en plus des autres droits prévus par la présente loi ou par toute autre loi fédérale en matière douanière, au taux précisé, lequel ne peut toutefois, quand il s'ajoute au taux de droits de douane de la liste 10 des dispositions tarifaires en vigueur à leur égard, excéder le taux de droits de douane du tarif de la nation la plus favorisée applicable à leur égard la veille de la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe, ou, s'il est 15 inférieur, celui qui l'est à la date de la prise du décret.

(2) Le décret:

Modalités

- a) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris qu'une fois à l'égard des 20 marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du cinquième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le 25 cas échéant, demeure en vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est spécifiée;
- b) ne peut, sauf pour l'application du paragraphe (3), être pris, après l'expiration du 30 délai visé à l'alinéa a), qu'aux termes d'un accord conclu par le gouvernement du Canada et celui de la Confédération suisse portant sur l'application du paragraphe (1).
- (3) Le décret:

a) ne peut, dans le cas des n^{os} tarifaires 8901.20.90, 8902.00.10, 8905.20.10, 8905.20.20, 8905.90.10 et 8906.90.99, être pris qu'une fois à l'égard des marchandises

Certain tariff

Terms and

35 Certains numéros tarifaires beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force and ending on the day before the day that is 10 years after the day on which this subsection comes into force in respect of 5 goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three years, specified in the order; and

(b) may not, in the case of tariff item Nos. 10 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 8905.10.00 and 8905.90.90, be made more than once during the period beginning on the day that is three years after the day on which this subsection comes into force and ending 15 on the day before the day that is 15 years after the day on which this subsection comes into force in respect of goods of a particular kind and, if made during that period, remains in effect for the period, not exceeding three 20 years, specified in the order.

(4) If an order made under subsection (1) ceases to have effect in a particular calendar year,

- (a) the rate of customs duty applicable to the 25 goods after the order ceases to have effect and until December 31 of that year is the rate that would otherwise have been applicable one year after the making of the order, as reduced in accordance with section 52.3; and 30
- (b) the rate of customs duty applicable to the goods beginning on January 1 of the following year is the rate specified by the Minister under subsection (5).
- (5) For the purposes of subsection (4), the 35 Minister shall, by order, specify that the rate referred to in paragraph (4)(b) is
 - (a) the rate of customs duty that would have been applicable on January 1 of the year following the year in which the order ceases 40 to have effect, if the rate of customs duty had been reduced in accordance with section 52.3, reduced for subsequent years in accordance with that section; or
 - (b) the rate of customs duty that would have 45 been applicable one year after the making of the order, reduced in equal annual stages

d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se terminant la veille de la date du dixième anniversaire de cette entrée en 5 vigueur et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période — d'au plus trois ans — qui y est spécifiée;

- b) ne peut, dans le cas des nos tarifaires 8901.10.90, 8901.90.99, 8904.00.00, 10 8905.10.00 et 8905.90.90, être pris qu'une fois à l'égard des marchandises d'une nature donnée au cours de la période commençant à la date du troisième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe et se 15 terminant la veille de la date du quinzième anniversaire de cette entrée en vigueur et, le cas échéant, demeure en vigueur pendant la période d'au plus trois ans qui y est spécifiée.
- (4) En cas de cessation d'effet du décret:

Taux à la cessation d'effet

- a) le taux applicable aux marchandises est, jusqu'au 31 décembre de l'année en cours, celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret, réduit en conformité avec 25 l'article 52.3;
- b) à compter du 1^{er} janvier suivant, le taux applicable est celui que le ministre spécifie en vertu du paragraphe (5).
- (5) Pour l'application du paragraphe (4), le 30 Taux précisé par ministre spécifie, par arrêté, que le taux visé à l'alinéa (4)b) est:
 - a) soit celui qui aurait été applicable le 1^{er} janvier suivant la cessation d'effet du décret s'il avait été réduit en conformité avec 35 l'article 52.3, lequel est réduit en conformité avec cet article pour les années suivantes;
 - b) soit celui qui aurait été applicable un an après la prise du décret et qui est, pendant la période commençant le 1^{er} janvier suivant la 40 cessation d'effet du décret et se terminant le

Specification of applicable rate

Rate of duty

when order

ceases to have effect

beginning on January 1 of the year following the year in which the order ceases to have effect and ending on the day on which the rate of customs duty for the goods would otherwise be reduced to the final rate in 5 accordance with section 52.3.

Definition of 'principal cause"

Reference to customs duty in

- (6) In this section, "principal cause" means, in respect of a serious injury or threat of serious injury, an important cause that is not less important than any other cause of the serious 10 autres causes du dommage grave ou de la injury or threat.
- (7) For the purposes of paragraph (1)(b), the Most-Favoured-Nation Tariff rate of customs duty in effect in respect of a fresh fruit or vegetable is
 - (a) in respect of a fresh vegetable, the rate of customs duty applicable to that vegetable set out in the applicable tariff item referred to in Supplementary Note 2(b) in Chapter 7 of the List of Tariff Provisions; and 20
 - (b) in respect of a fresh fruit, the rate of customs duty applicable to that fruit set out in the applicable tariff item referred to in Supplementary Note 4(b) in Chapter 8 of 25 the List of Tariff Provisions.

35. Section 87 of the Act is replaced by the following:

Goods of tariff item No. 9971.00.00

87. (1) Despite subsection 20(2), the value for duty of goods of tariff item No. 9971.00.00 that are entitled to the Iceland Tariff, the 30 Norway Tariff or the Switzerland-Liechtenstein Tariff is the value of the repairs or alterations made to those goods in Iceland, Norway, Switzerland or Liechtenstein, as the case may

Limitation

2001, c. 28, s. 45

(2) Subsection (1) ceases to have effect on the day before the day that is 15 years after the day on which this subsection comes into force.

36. Paragraph 133(j) of the Act is replaced by the following:

(j) for the purpose of tariff item No. 9971.00.00, prescribing conditions under which goods that have been exported to a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Israel or jour où le taux aurait été réduit en conformité avec l'article 52.3, réduit par tranches annuelles égales pour atteindre le taux final.

(6) Dans le présent article, «cause principale » s'entend de toute cause sérieuse dont l'importance est égale ou supérieure à celle des menace d'un tel dommage.

Définition de principale »

- (7) Pour l'application de l'alinéa (1)b), le Mention du taux taux du tarif de la nation la plus favorisée en 10 en vigueur vigueur à l'égard des légumes ou fruits frais est :
 - a) pour les premiers, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note supplémentaire 2b) du Chapitre 7 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est appli- 15 cable:
 - b) pour les seconds, le taux spécifié au numéro tarifaire mentionné à la Note supplémentaire 4b) du Chapitre 8 de la liste des dispositions tarifaires — qui leur est appli- 20 cable.

35. L'article 87 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

87. (1) Par dérogation au paragraphe 20(2), Marchandises du la valeur en douane des marchandises du n° 25 nº tarifaire tarifaire 9971.00.00 qui bénéficient du tarif de l'Islande, du tarif de la Norvège ou du tarif de Suisse-Liechtenstein est la valeur des réparations ou modifications dont elles ont fait l'objet en Islande, en Norvège, en Suisse ou au 30 35 Liechtenstein, selon le cas.

(2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet la veille de la date du quinzième anniversaire de l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

Cessation d'effet

36. L'alinéa 133j) de la même loi est 35 2001, ch. 28, art. 45 40 remplacé par ce qui suit:

j) pour l'application du n° tarifaire 9971.00.00, fixer les conditions de l'importation des marchandises qui ont été exportées vers un pays ALÉNA, le Chili, le Costa Rica, 40 Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI,

another CIFTA beneficiary, <u>Iceland</u>, <u>Norway</u>, <u>Switzerland or Liechtenstein</u> for repair or alteration may be imported;

(j.1) for the purpose of tariff item No. 9992.00.00, prescribing conditions under 5 which goods that have been exported to a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary for repair or alteration may be imported;

37. (1) The List of Tariff Provisions set 10 out in the schedule to the Act is amended by

(a) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate", below the reference to "CRT", a reference to "IT:";

(b) adding in the column "Preferential 15 Tariff / Final Rate", below the reference to "CRT", a reference to "IT:":

(c) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate" a reference to "Free" after the abbreviation "IT", and adding in 20 the column "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "Free (A)" after the abbreviation "IT", for all tariff items except tariff item No. 9971.00.00, tariff items under subheading 3504.00 and those 25 set out in Schedules 1, 2 and 7 to this Act;

(d) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "N/A" after the abbreviation "IT" for tariff items 30 under subheading 3504.00 and those set out in Schedule 1 to this Act;

(e) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" after the abbreviation 35 "IT", for each tariff item set out in Schedule 2 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule;

(f) adding in the column "Preferential 40 Tariff / Initial Rate", below the reference to "IT", a reference to "NT:";

(g) adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate", below the reference to "IT", a reference to "NT:";

l'Islande, la Norvège, la Suisse ou le Liechtenstein pour réparation ou modification;

j.1) pour l'application du n° tarifaire 9992.00.00, fixer les conditions de l'importation des marchandises qui ont été exportées vers un pays ALÉNA, le Chili, le Costa Rica, Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI pour réparation ou modification;

37. (1) La liste des dispositions tarifaires 10 de l'annexe de la même loi est modifiée :

a) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessous de la mention « TCR », de la mention « TI: »:

b) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », au-dessous de la mention « TCR », de la mention « TI: »:

c) par adjonction, dans la colonne « Tarif 20 de préférence / Taux initial », de la mention « En fr. », après l'abréviation « TI », et par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (A) », après l'abréviation 25 « TI », en regard de tous les numéros tarifaires à l'exception du n° tarifaire 9971.00.00, des numéros tarifaires sous la sous-position 3504.00 et de ceux figurant aux annexes 1, 2 et 7 de la présente loi; 30

d) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « S/O », après l'abréviation « TI », en regard des numéros tarifaires sous la 35 sous-position 3504.00 et de ceux figurant à l'annexe 1 de la présente loi;

e) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », après l'abré- 40 viation « TI », en regard des numéros tarifaires figurant à l'annexe 2 de la présente loi, des taux de droits de douanes et des catégories d'échelonnements correspondants;

- (h) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate" a reference to "Free" after the abbreviation "NT", and adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "Free (A)" after the 5 abbreviation "NT", for all tariff items except tariff item No. 9971.00.00, tariff items under subheading 3504.00 and those set out in Schedules 3, 4 and 7 to this Act;
- (i) adding in the columns "Preferential 10 Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "N/A" after the abbreviation "NT" for tariff items under subheading 3504.00 and those set out in Schedule 3 to this Act;
- (j) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" after the abbreviation "NT", for each tariff item set out in Schedule 4 to this Act, the rates of duty 20 and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule;
- (k) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate", below the reference to "NT", a reference to "SLT:"; 25
- (1) adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate", below the reference to "NT", a reference to "SLT:";
- (m) adding in the column "Preferential Tariff / Initial Rate" a reference to "Free" 30 after the abbreviation "SLT", and adding in the column "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "Free (A)" after the abbreviation "SLT", for all tariff items except tariff item No. 9971.00.00, tariff 35 items under subheading 3504.00 and those set out in Schedules 5, 6 and 7 to this Act;
- (n) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "N/A" 40 after the abbreviation "SLT" for tariff items under subheading 3504.00 and those set out in Schedule 5 to this Act; and
- (o) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential 45 Tariff / Final Rate" after the abbreviation "SLT", for each tariff item set out in

- f) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessous de la mention « TI », de la mention « TN: »;
- g) par adjonction, dans la colonne « Tarif 5 de préférence / Taux final », au-dessous de la mention « TI », de la mention « TN: »;
- h) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », de la mention « En fr. », après l'abréviation 10 « TN », et par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (A) », après l'abréviation « TN », en regard de tous les numéros tarifaires à l'exception du n° tarifaire 15 9971.00.00, des numéros tarifaires sous la sous-position 3504.00 et de ceux figurant aux annexes 3, 4 et 7 de la présente loi;
- i) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de 20 préférence / Taux final », de la mention « S/O », après l'abréviation « TN », en regard des numéros tarifaires sous la sousposition 3504.00 et de ceux figurant à l'annexe 3 de la présente loi;
- j) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », après l'abréviation « TN », en regard des numéros tarifaires figurant à l'annexe 4 de la 30 présente loi, des taux de droits de douanes et des catégories d'échelonnements correspondants;
- k) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », au-dessous 35 de la mention « TN », de la mention « TSL: »;
- I) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux final », au-dessous de la mention « TN », de la mention 40 « TSL: »;
- m) par adjonction, dans la colonne « Tarif de préférence / Taux initial », de la mention « En fr. », après l'abréviation « TSL », et par adjonction, dans la co-45 lonne « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « En fr. (A) », après

Schedule 6 to this Act, the rates of duty and staging categories set out with respect to that tariff item in that Schedule.

- (2) Tariff item Nos. 0208.40.00, 8901.10.00, 8901.20.00, 8901.90.90 and 8906.90.90 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act are repealed.
- (3) The List of Tariff Provisions set out in 10 the schedule to the Act is amended by adding, in numerical order, the tariff provisions set out in Schedule 7 to this Act.
- (4) The Description of Goods of tariff item set out in the schedule to the Act is amended by
 - (a) replacing the reference to "All the foregoing, regardless of the country of origin or tariff treatment, returned to 20 Canada after having been exported to the United States, Mexico, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary for repair or alteration in that country" with a reference to "All the foregoing, regardless 25 of the country of origin or tariff treatment, returned to Canada after having been exported to the United States, Mexico,

l'abréviation « TSL », en regard de tous les numéros tarifaires à l'exception du no tarifaire 9971.00.00, des numéros tarifaires sous la sous-position 3504.00 et de ceux figurant aux annexes 5, 6 et 7 de la 5 présente loi;

- n) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention «S/O», après l'abréviation «TSL», en 10 regard des numéros tarifaires sous la sousposition 3504.00 et de ceux figurant à l'annexe 5 de la présente loi;
- o) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif 15 de préférence / Taux final », après l'abréviation « TSL », en regard des numéros tarifaires figurant à l'annexe 6 de la présente loi, des taux de droits de douanes et des catégories d'échelonnements corres- 20 pondants.
- (2) Les nos tarifaires 0208.40.00, 1516.10.00, 1603.00.10, 2301.10.00, 51516.10.00, 1603.00.10, 2301.10.00, 8901.10.00, 8901.20.00, 8901.90.90 et 8906.90.90 de la liste des dispositions tarifai- 25 res de l'annexe de la même loi sont abrogés.
 - (3) La liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée par adjonction, selon l'ordre numérique, des dispositions tarifaires figurant à l'annexe 7 30 de la présente loi.
- (4) La Dénomination de marchandises du No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions 15 no tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même loi est modifiée: 35
 - a) par remplacement de « Tous les produits précités, quel que soit leur pays d'origine ou le traitement tarifaire qui leur est applicable, réadmis au Canada après ayoir été exportés aux États-Unis, au 40 Mexique, au Chili, au Costa Rica, en Israël ou en autre bénéficiaire de l'ALÉCI pour y être réparés ou modifiés dans ce pays. » par « Tout ce qui précède, quel que soit le pays d'origine ou le traitement tarifaire 45 qui y est applicable, et qui est réadmis au

Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary, Iceland, Norway, Switzerland or Liechtenstein for repair or alteration in that country."

(b) replacing Note 1 and Note 2 with the 5 following new Note 1:

Note 1:

The Iceland Tariff, Norway Tariff and Switzerland-Liechtenstein Tariff rate of customs duty applicable to goods classified under this tariff item shall be, in respect of the value of the 10 ses classées dans ce numéro tarifaire doit être, à repair or alteration to the goods carried out only in Iceland, Norway, Switzerland or Liechtenstein determined under section 87 of this Act, in accordance with their classification in Chapters 1 to 97.

- (5) Tariff item No. 9971.00.00 in the List of Tariff Provisions set out in the schedule to the Act is amended by
 - (a) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential 20 Tariff / Final Rate" a reference to "See Note 1" after the abbreviation "IT":
 - (b) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "See 25 Note 1" after the abbreviation "NT"; and
 - (c) adding in the columns "Preferential Tariff / Initial Rate" and "Preferential Tariff / Final Rate" a reference to "See Note 1" after the abbreviation "SLT".

PART 3

COMING INTO FORCE

Order in council

38. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Canada après avoir été exporté aux États-Unis, au Mexique, au Chili, au Costa Rica, en Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI, en Islande, en Norvège, en Suisse ou au Liechtenstein pour être réparé ou modifié 5 dans ce pays. »;

b) par remplacement des notes 1 et 2 par ce qui suit:

Note 1:

Le taux de droits de douane du tarif de l'Islande, du tarif de la Norvège et du tarif de 10 Suisse-Liechtenstein applicable aux marchandil'égard de la valeur de la réparation ou de la modification effectuée seulement en Islande, en Norvège, en Suisse ou au Liechtenstein, déter-15 miné en vertu de l'article 87 de la présente loi, 15 en conformité avec leur classement dans les Chapitres 1 à 97.

- (5) Le nº tarifaire 9971.00.00 de la liste des dispositions tarifaires de l'annexe de la même 20 loi est modifié:
 - a) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « Voir note 1 », après l'abréviation « TI »; 25
 - b) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « Voir note 1 », après l'abréviation « TN »; 30
 - c) par adjonction, dans les colonnes « Tarif de préférence / Taux initial » et « Tarif de préférence / Taux final », de la mention « Voir note 1 », après l'abréviation « TSL ».

PARTIE 3

ENTRÉE EN VIGUEUR

38. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.

SCHEDULE 1 (Paragraphs 37(1)(c) and (d))

0102.10.00	0206.30.00	0210.11.00	0406.20.12	0603.13.90
0102.90.00	0206.41.00	0210.12.00	0406.20.91	0603.14.00
0103.10.00	0206.49.00	0210.19.00	0406.20.92	0603.19.00
0103.91.00	0206.80.00	0210.20.00	0406.30.10	0603.90.20
0103.92.00	0206.90.00	0210.91.00	0406.30.20	0701.10.00
0104.10.00	0207.11.10	0210.92.00	0406.40.10	0701.90.00
0104.20.00	0207.11.91	0210.93.00	0406.40.20	0704.10.11
0105.11.10	0207.11.91	0210.99.11	0406.90.11	0704.10.11
0105.11.21	0207.11.92	0210.99.11	0406.90.12	0704.10.12
0105.11.22	0207.12.91	0210.99.13	0406.90.21	0704.90.10
0105.11.90	0207.12.92	0210.99.14	0406.90.22	0704.90.21
0105.12.10	0207.13.10	0210.99.15	0406.90.31	0704.90.29
0105.12.90	0207.13.91	0210.99.16	0406.90.32	0704.90.31
0105.19.10	0207.13.92	0210.99.19	0406.90.41	0704.90.39
0105.19.92	0207.13.93	0210.99.90	0406.90.42	0704.90.41
0105.19.93	0207.14.10	0401.10.10	0406.90.51	0704.90.49
0105.94.10	0207.14.21	0401.10.20	0406.90.52	0706.10.11
0105.94.91	0207.14.22	0401.20.10	0406.90.61	0706.10.12
0105.94.92	0207.14.91	0401.20.20	0406.90.62	0706.10.20
0105.99.11	0207.14.92	0401.30.10	0406.90.71	0706.10.31
0105.99.12	0207.14.93	0401.30.20	0406.90.72	0706.10.32
0105.99.90	0207.24.11	0402.10.10	0406.90.81	0706.10.40
0106.11.00	0207.24.12	0402.10.20	0406.90.82	0706.10.50
0106.12.00	0207.24.91	0402.21.11	0406.90.91	0706.90.10
0106.19.00	0207.24.92	0402.21.12	0406.90.92	0706.90.21
0106.20.00	0207.25.11	0402.21.21	0406.90.93	0706.90.22
0106.31.00	0207.25.12	0402.21.22	0406.90.94	0706.90.30
0106.32.00	0207.25.91	0402.29.11	0406.90.95	0706.90.40
0106.39.00	0207.25.92	0402.29.12	0406.90.96	0706.90.51
0106.90.00	0207.26.10	0402.29.21	0406.90.98	0706.90.59
0201.10.10	0207.26.20	0402.29.22	0406.90.99	0709.40.11
0201.10.20	0207.26.30	0402.91.10	0407.00.11	0709.40.12
0201.20.10	0207.27.11	0402.91.20	0407.00.12	0709.40.90
0201.20.20	0207.27.12	0402.99.10	0407.00.18	0709.51.10
0201.30.10	0207.27.91	0402.99.20	0407.00.19	0709.51.90
0201.30.20	0207.27.92	0403.10.20	0407.00.90	0709.59.10
0202.10.10	0207.27.93	0403.90.11	0408.11.10	0709.59.90
0202.10.20	0207.32.00	0403.90.12	0408.11.20	0709.90.21
0202.20.10	0207.33.00	0403.90.92	0408.19.10	0709.90.29
0202.20.20	0207.34.00	0404.10.10	0408.19.20	0710.10.00
0202.30.10	0207.35.00	0404.10.21	0408.91.10	0711.39.19
0202.30.20	0207.36.10	0404.10.22	0408.91.20	1001.10.20
0203.11.00	0207.36.90	0404.10.90	0408.99.10	1001.10.20
0203.11.00	0208.10.00	0404.90.10	0408.99.20	1003.00.12
0203.12.00	0208.30.00	0404.90.20	0602.10.00	1003.00.12
0203.21.00	0208.50.00	0405.10.10		
0203.21.00	0208.90.00	0405.10.20	0602.20.00	1101.00.20
0203.29.00	0209.00.10		0602.30.00 0602.40.10	1102.90.12
0205.29.00	0209.00.10	0405.20.10		1103.11.20
0205.00.00		0405.20.20	0602.40.90	1103.19.12
	0209.00.22	0405.90.10	0602.90.10	1103.20.12
0206.21.00	0209.00.23	0405.90.20	0603.11.00	1103.20.22
0206.22.00	0209.00.24	0406.10.20	0603.12.00	1104.19.12
0206.29.00	0209.00.29	0406.20.11	0603.13.10	1104.19.22

1104.29.12	1602.50.99
1104.29.22	1602.90.10
1104.30.12	1602.90.10
1107.10.12	1602.90.91
1107.10.12	1806.20.22
	1806.90.12
1107.20.12	
1107.20.92	1901.20.12
1108.11.20	1901.20.15
1108.19.12	1901.20.22
1109.00.20	1901.20.24
1517.10.20	1901.90.12
1517.90.21	1901.90.32 1901.90.34
1517.90.22	
1601.00.11	1901.90.52
1601.00.19	1901.90.54
1601.00.21	1902.11.21
1601.00.22	1902.11.29
1601.00.23	1902.19.23
1601.00.31	1902.19.92
1601.00.32	1902.19.93
1601.00.90	1902.30.31
1602.10.10	1902.30.39
1602.10.90	1904.10.21
1602.20.10	1904.10.29
1602.20.21	1904.10.41
1602.20.22	1904.10.49
1602.20.31	1904.20.21
1602.20.32	1904.20.29
1602.20.90	1904.20.41
1602.31.11	1904.20.49
1602.31.12	1904.20.62
1602.31.13	1904.20.64
1602.31.14	1904.30.21
1602.31.91	1904.30.29
1602.31.92	1904.30.62
1602.31.93	1904.90.21
1602.31.94	1904.90.29
1602.31.95	1904.90.40
1602.32.11	1904.90.62
1602.32.12	1904.90.64
1602.32.13	1905.10.29
1602.32.14	1905.10.51
1602.32.91	1905.10.59
1602.32.92	1905.10.72
1602.32.93	1905.31.22
1602.32.94	1905.31.23
1602.32.95	1905.31.92
1602.39.10	1905.31.93
1602.39.91	1905.32.92
1602.39.99	1905.32.93
1602.41.10	1905.40.39
1602.41.90	1905.40.61
1602.42.10	1905.40.69
1602.42.90	1905.90.32
1602.49.10	1905.90.33
1602.49.90	1905.90.35
1602.50.10	1905.90.43
1602.50.91	1905.90.44

1905.90.45 1905.90.62 1905.90.63 2001.10.00 2005.91.00 2005.99.11 2005.99.19 2005.99.20 2006.00.10 2006.00.20 2105.00.92 2106.90.32 2106.90.34 2106.90.41 2106.90.42 2106.90.51 2106.90.52 2106.90.93 2106.90.94 2106.90.95 2106.90.97 2202.90.43 2206.00.11 2206.00.12 2206.00.18 2206.00.19 2206.00.21 2206.00.22 2206.00.31 2206.00.39 2206.00.41 2206.00.49 2206.00.50 2206.00.61 2206.00.62 2206.00.63 2206.00.64 2206.00.65 2206.00.66 2206.00.67 2206.00.68 2206.00.71 2206.00.72 2206.00.80 2206.00.91 2206.00.92 2206.00.93 2207.10.10 2207.10.90 2302.10.00 2302.30.10 2302.30.20 2302.40.11 2302.40.12 2302.40.90 2302.50.00 2303.10.00 2303.20.10 2303.20.90 2303.30.00 2304.00.00 2305.00.00 2306.10.00 2306.20.00 2306.30.00 2306.41.00 2306.49.00 2306.50.00 2306.60.00 2306.90.00 2307.00.00 2308.00.00 2309.90.10 2309.90.20 2309.90.31 2309.90.32 2309.90.33 2309.90.34 2309.90.35 2309.90.36 2309.90.91 2309.90.99 3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

ANNEXE 1 (alinéas 37(1)c) et d))

0102.10.00	0206.30.00	0210.11.00	0406.20.12	0603.13.90
0102.90.00	0206.41.00	0210.12.00	0406.20.91	0603.14.00
0103.10.00	0206.49.00	0210.19.00	0406.20.92	0603.19.00
0103.91.00	0206.80.00	0210.20.00	0406.30.10	0603.90.20
0103.92.00	0206.90.00	0210.91.00	0406.30.20	0701.10.00
0104.10.00	0207.11.10	0210.92.00	0406.40.10	0701.90.00
0104.10.00	0207.11.10	0210.93.00	0406.40.20	0704.10.11
0104.20.00	0207.11.91	0210.99.11	0406.90.11	0704.10.11
0105.11.21	0207.11.92	0210.99.11	0406.90.11	0704.10.12
0105.11.21	0207.12.10	0210.99.12	0406.90.21	0704.90.10
		0210.99.13	0406.90.21	0704.90.10
0105.11.90	0207.12.92	0210.99.14	0406.90.31	0704.90.21
0105.12.10	0207.13.10			0704.90.29
0105.12.90	0207.13.91	0210.99.16	0406.90.32	
0105.19.10	0207.13.92	0210.99.19	0406.90.41	0704.90.39
0105.19.92	0207.13.93	0210.99.90	0406.90.42	0704.90.41
0105.19.93	0207.14.10	0401.10.10	0406.90.51	0704.90.49
0105.94.10	0207.14.21	0401.10.20	0406.90.52	0706.10.11
0105.94.91	0207.14.22	0401.20.10	0406.90.61	0706.10.12
0105.94.92	0207.14.91	0401.20.20	0406.90.62	0706.10.20
0105.99.11	0207.14.92	0401.30.10	0406.90.71	0706.10.31
0105.99.12	0207.14.93	0401.30.20	0406.90.72	0706.10.32
0105.99.90	0207.24.11	0402.10.10	0406.90.81	0706.10.40
0106.11.00	0207.24.12	0402.10.20	0406.90.82	0706.10.50
0106.12.00	0207.24.91	0402.21.11	0406.90.91	0706.90.10
0106.19.00	0207.24.92	0402.21.12	0406.90.92	0706.90.21
0106.20.00	0207.25.11	0402.21.21	0406.90.93	0706.90.22
0106.31.00	0207.25.12	0402.21.22	0406.90.94	0706.90.30
0106.32.00	0207.25.91	0402.29.11	0406.90.95	0706.90.40
0106.39.00	0207.25.92	0402.29.12	0406.90.96	0706.90.51
0106.90.00	0207.26.10	0402.29.21	0406.90.98	0706.90.59
0201.10.10	0207.26.20	0402.29.22	0406.90.99	0709.40.11
0201.10.20	0207.26.30	0402.91.10	0407.00.11	0709.40.12
0201.20.10	0207.27.11	0402.91.20	0407.00.12	0709.40.90
0201.20.20	0207.27.12	0402.99.10	0407.00.18	0709.51.10
0201.30.10	0207.27.91	0402.99.20	0407.00.19	0709.51.90
0201.30.20	0207.27.92	0403.10.20	0407.00.90	0709.59.10
0202.10.10	0207.27.93	0403.90.11	0408.11.10	0709.59.90
0202.10.20	0207.32.00	0403.90.12	0408.11.20	0709.90.21
0202.20.10	0207.33.00	0403.90.92	0408.19.10	0709.90.29
0202.20.20	0207.34.00	0404.10.10	0408.19.20	0710.10.00
0202.30.10	0207.35.00	0404.10.21	0408.91.10	0711.39.19
0202.30.20	0207.36.10	0404.10.22	0408.91.20	1001.10.20
0203.11.00	0207.36.90	0404.10.90	0408.99.10	1001.90.20
0203.12.00	0208.10.00	0404.90.10	0408.99.20	1003.00.12
0203.19.00	0208.30.00	0404.90.20	0602.10.00	1003.00.92
0203.21.00	0208.50.00	0405.10.10	0602.20.00	1101.00.20
0203.22.00	0208.90.00	0405.10.20	0602.30.00	1102.90.12
0203.29.00	0209.00.10	0405.20.10	0602.40.10	1103.11.20
0205.00.00	0209.00.21	0405.20.20	0602.40.90	1103.19.12
0206.10.00	0209.00.22	0405.90.10	0602.90.10	1103.20.12
0206.21.00	0209.00.23	0405.90.20	0603.11.00	1103.20.22
0206.22.00	0209.00.24	0406.10.20	0603.12.00	1104.19.12
0206.29.00	0209.00.29	0406.20.11	0603.13.10	1104.19.22
				2.0.17.222

1104.29.12	1602.50.99
1104.29.22	1602.90.10
1104.30.12	1602.90.91
1107.10.12	1602.90.99
1107.10.92	1806.20.22
1107.20.12	1806.90.12
1107.20.92	1901.20.12
1108.11.20	1901.20.15
1108.19.12	1901.20.13
1109.00.20	1901.20.24
	1901.20.24
1517.10.20	
1517.90.21	1901.90.32
1517.90.22	1901.90.34
1601.00.11	1901.90.52
1601.00.19	1901.90.54
1601.00.21	1902.11.21
1601.00.22	1902.11.29
1601.00.23	1902.19.23
1601.00.31	1902.19.92
1601.00.32	1902.19.93
1601.00.90	1902.30.31
1602.10.10	1902.30.39
1602.10.90	1904.10.21
1602.20.10	1904.10.29
1602.20.21	1904.10.41
1602.20.22	1904.10.49
1602.20.31	1904.20.21
1602.20.32	1904.20.21
1602.20.90	1904.20.41
1602.31.11	1904.20.49
1602.31.12	1904.20.62
1602.31.13	1904.20.64
1602.31.14	1904.30.21
1602.31.91	1904.30.29
1602.31.92	1904.30.62
1602.31.93	1904.90.21
1602.31.94	1904.90.29
1602.31.95	1904.90.40
1602.32.11	1904.90.62
1602.32.12	1904.90.64
1602.32.13	1905.10.29
1602.32.14	1905.10.51
1602.32.91	1905.10.59
1602.32.92	1905,10,72
1602.32.93	1905.31.22
1602.32.94	1905.31.23
1602.32.95	1905.31.92
1602.39.10	1905.31.93
1602.39.91	1905.32.92
1602.39.99	1905.32.93
	1905.40.39
1602.41.10	1905.40.61
1602.41.90	
1602.42.10	1905.40.69
1602.42.90	1905.90.32
1602.49.10	1905.90.33
1602.49.90	1905.90.35
1602.50.10	1905.90.43
1602.50.91	1905.90.44

1905.90.45 1905.90.62 1905.90.63 2001.10.00 2005.91.00 2005.99.11 2005.99.19 2005.99.20 2006.00.10 2006.00.20 2105.00.92 2106.90.32 2106.90.34 2106.90.41 2106.90.42 2106.90.51 2106.90.52 2106.90.93 2106.90.94 2106.90.95 2106.90.97 2202.90.43 2206.00.11 2206.00.12 2206.00.18 2206.00.19 2206.00.21 2206.00.22 2206.00.31 2206.00.39 2206.00.41 2206.00.49 2206.00.50 2206.00.61 2206.00.62 2206.00.63 2206.00.64 2206.00.65 2206.00.66 2206.00.67 2206.00.68 2206.00.71 2206.00.72 2206.00.80 2206.00.91 2206.00.92 2206.00.93 2207.10.10 2207.10.90 2302.10.00 2302.30.10 2302.30.20 2302.40.11 2302.40.12 2302.40.90 2302.50.00 2303.10.00 2303.20.10

2303.30.00 2304.00.00 2305.00.00 2306.10.00 2306.20.00 2306.30.00 2306.41.00 2306,49,00 2306.50.00 2306.60.00 2306.90.00 2307.00.00 2308.00.00 2309.90.10 2309.90.20 2309.90.31 2309.90.32 2309.90.33 2309.90.34 2309.90.35 2309.90.36 2309.90.91 2309.90.99 3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

2303.20.90

SCHEDULE 2 (Paragraphs 37(1)(c) and (e))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
1704.10.00	4.5%	4.5% (A)
1704.90.20	5%	5% (A)
1806.20.90	3%	3% (A)
1806.31.00	3%	3% (A)
2103.20.10	6%	6% (A)
2103.20.90	6%	6% (A)
2104.20.00	5.5%	5.5% (A)
2105.00.10	5%	5% (A)
2106.10.00	5.5%	5.5% (A)
2106.90.91	5%	5% (A)
2106.90.92	5%	5% (A)
2106.90.96	19%	19% (A)
2106.90.98	5%	5% (A)
8902.00.10	25%	Free (Q1)
8904.00.00	25%	Free (Q2)
8905.10.00	25%	Free (Q2)
8905.20.10	20%	Free (Q1)
8905.20.20	25%	Free (Q1)
8905.90.10	20%	Free (Q1)
8905.90.90	25%	Free (Q2)

ANNEXE 2 (alinéas 37(1)c) et e))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
1704.10.00	4,5 %	4,5 % (A)
1704.90.20	5 %	5, % (A)
1806.20.90	3 %	3 % (A)
1806.31.00	3 %	3 % (A)
2103.20.10	6 %	6 % (A)
2103.20.90	6 %	6 % (A)
2104.20.00	5,5 %	5,5 % (A)
2105.00.10	5 %	5 % (A)
2106.10.00	5,5 %	5,5 % (A)
2106.90.91	5 %	5 % (A)
2106.90.92	5 %	5 % (A)
2106.90.96	19 %	19 % (A)
2106.90.98	5 %	5 % (A)
8902.00.10	25 %	En fr. (Q1)
8904.00.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.10.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.20.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.20.20	25 %	En fr. (Q1)
8905.90.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.90.90	25 %	En fr. (Q2)

SCHEDULE 3 (Paragraphs 37(1)(h) and (i))

0101.10.00	0204.22.20	0402.21.11	0406.90.82	0702.00.11
0101.90.00	0204.23.00	0402.21.12	0406.90.91	0702.00.19
0102.10.00	0204.30.10	0402.21.21	0406.90.92	0702.00.21
0102.90.00	0204.41.00	0402.21.22	0406.90.93	0702.00.29
0103.10.00	0204.42.10	0402.29.11	0406.90.94	0702.00.91
0103.10.00	0204.42.10	0402.29.11	0406.90.95	0702.00.99
0103.91.00	0204.43.10	0402.29.12	0406.90.96	0703.10.10
0103.92.00	0204.43.10	0402.29.21	0406.90.98	0703.10.21
		0402.29.22	0406.90.99	0703.10.21
0104.20.00	0205.00.00	0402.91.10	0407.00.11	0703.10.29
0105.11.10	0207.11.92			
0105.11.21	0207.12.92	0402.99.10	0407.00.12	0703.10.39
0105.11.22	0207.13.92	0402.99.20	0407.00.18	0703.10.41
0105.11.90	0207.13.93	0403.10.20	0407.00.19	0703.10.49
0105.12.10	0207.14.22	0403.90.11	0407.00.90	0703.10.91
0105.12.90	0207.14.92	0403.90.12	0408.11.10	0703.10.99
0105.19.10	0207.14.93	0403.90.92	0408.11.20	0703.20.00
0105.19.92	0207.24.12	0404.10.10	0408.19.10	0703.90.00
0105.19.93	0207.24.92	0404.10.21	0408.19.20	0704.10.11
0105.94.10	0207.25.12	0404.10.22	0408.91.10	0704.10.12
0105.94.91	0207.25.92	0404.10.90	0408.91.20	0704.10.90
0105.94.92	0207.26.20	0404.90.10	0408.99.10	0704.20.11
0105.99.11	0207.26.30	0404.90.20	0408.99.20	0704.20.12
0105.99.12	0207.27.12	0405.10.10	0409.00.00	0704.20.90
0105.99.90	0207.27.92	0405.10.20	0410.00.00	0704.90.10
0106.11.00	0207.27.93	0405.20.10	0504.00.00	0704.90.21
0106.12.00	0208.10.00	0405.20.20	0506.10.00	0704.90.29
0106.19.00	0208.30.00	0405.90.10	0506.90.00	0704.90.31
0106.20.00	0208.50.00	0405.90.20	0601.10.11	0704.90.39
0106.31.00	0208.90.00	0406.10.10	0601.10.19	0704.90.41
0106.32.00	0209.00.10	0406.10.20	0601.10.21	0704.90.49
0106.39.00	0209.00.21	0406.20.11	0601.10.29	0704.90.90
0106.90.00	0209.00.22	0406.20.12	0601.20.10	0705.19.11
0201.10.10	0209.00.23	0406.20.91	0601.20.90	0705.19.12
0201.10.20	0209.00.24	0406,20,92	0602.10.00	0705.19.90
0201.20.10	0209.00.29	0406.30.10	0602.40.10	0705.21.00
0201.20.20	0210.11.00	0406.30.20	0602.40.90	0705.29.00
0201.30.10	0210.91.00	0406.40.10	0602.90.10	0706.10.11
0201.30.20	0210.92.00	0406.40.20	0603.11.00	0706.10.12
0202.10.10	0210.93.00	0406,90,11	0603.12.00	0706.10.20
0202.10.20	0210.99.11	0406.90.12	0603.13.10	0706.10.31
0202.20.10	0210.99.12	0406.90.21	0603.13.90	0706.10.32
0202.20.20	0210.99.13	0406.90.22	0603.14.00	0706.10.40
0202.30.10	0210.99.14	0406.90.31	0603.19.00	0706.10.50
0202.30.20	0210.99.15	0406.90.32	0603.90.10	0706.90.10
0203.11.00	0210.99.16	0406.90.41	0603.90.10	0706.90.21
0203.12.00	0401.10.10	0406.90.42	0603.90.90	0706.90.22
0203.12.00	0401.10.20	0406.90.51	0604.10.00	0706.90.30
0203.13.00	0401.20.10	0406.90.52	0604.10.00	0706.90.40
0203.21.00	0401.20.10	0406.90.52	0604.91.90	0706.90.40
0203.22.00	0401.20.20	0406.90.61	0604.99.10	0706.90.59
0204.10.00	0401.30.10	0406.90.62	0604.99.90	0706.90.39
0204.21.00	0402.10.10	0406.90.71	0701.10.00	0707.00.10
0204.21.00	0402.10.10	0406.90.72	0701.10.00	0707.00.10
0207.22.10	0402.10.20	0400.90.61	0701.90.00	0/0/.00.91

0707.00.99	0712.33.00	0806.20.00	0907.00.10	1103.19.11
0708.10.10	0712.39.11	0807.11.00	0907.00.20	1103.19.12
0708.10.91	0712.39.19	0807.19.00	0908.10.10	1103.19.90
0708.10.99	0712.39.19	0807.20.00	0908.10.20	1103.19.90
0708.20.10	0712.90.10	0808.10.10	0908.20.10	1103.20.12
0708.20.21	0712.90.20	0808.10.90	0908.20.20	1103.20.21
0708.20.22	0712.90.90	0808.20.10	0908.30.10	1103.20.22
0708.20.30	0713.10.10	0808.20.21	0908.30.20	1103.20.90
0708.20.90	0713.10.90	0808.20.29	0909.10.10	1104.12.00
0708.90.00	0713.20.00	0808.20.30	0909.10.20	1104.19.11
0709.20.10	0713.31.10	0809.10.10	0909.20.10	1104.19.12
0709.20.91	0713.31.90	0809.10.91	0909.20.20	1104.19.21
0709.20.99	0713.32.00	0809.10.99	0909.30.10	1104.19.22
0709.30.00	0713.33.10	0809.30.10	0909.30.20	1104.19.90
0709.40.11	0713.33.91	0809.30.21	0909.40.10	1104.22.00
0709.40.12	0713.33.99	0809.30.29	0909.40.20	1104.23.00
0709.40.90	0713.39.10	0809.30.30	0909.50.10	1104.29.11
0709.51.10	0713.39.90	0809.30.90	0909.50.20	1104.29.12
0709.51.90	0713.40.00	0809.40.10	0910.10.10	1104.29.21
0709.59.10	0713.50.10	0809.40.21	0910.10.20	1104.29.22
0709.59.20	0713.50.10	0809.40.29	0910.20.00	1104.29.90
0709.59.90	0713.90.10	0809.40.31	0910.30.00	1104.30.11
0709.60.10	0713.90.10	0809.40.39	0910.91.10	1104.30.11
			0910.91.10	1104.30.12
0709.60.90 0709.70.00	0714.10.00	0809.40.90		
	0714.20.00	0810.10.99	0910.99.10	1105.10.00
0709.90.11	0714.90.10	0810.20.11	0910.99.90	1105.20.00
0709.90.19	0714.90.90	0810.20.19	1001.10.10	1106.10.10
0709.90.21	0801.11.00	0810.20.90	1001.10.20	1106.10.90
0709.90.29	0801.19.00	0810.50.00	1001.90.10	1106.20.00
0709.90.31	0801.21.00	0810.60.00	1001.90.20	1106.30.00
0709.90.32	0801.22.00	0810.90.10	1002.00.00	1107.10.11
0709.90.40	0801.31.00	0810.90.90	1003.00.11	1107.10.12
0709.90.50	0801.32.00	0811.10.10	. 1003.00.12	1107.10.91
0709.90.90	0802.11.00	0811.10.90	1003.00.91	1107.10.92
0710.10.00	0802.12.00	0811.20.00	1003.00.92	1107.20.11
0710.21.00	0802.21.00	0811.90.10	1004.00.00	1107.20.12
0710.22.00	0802.22.00	0811.90.20	1005.10.00	1107.20.91
0710.29.10	0802.31.00	0811.90.90	1005.90.00	1107.20.92
0710.29.90	0802.32.00	0812.10.10	1006.10.00	1108.11.10
0710.30.00	0802.40.00	0812.10.90	1006.20.00	1108.11.20
0710.80.10	0802.50.00	0812.90.10	1006.30.00	1108.12.00
0710.80.20	0802.60.00	0812.90.20	1006.40.00	1108.13.00
0710.80.30	0802.90.00	0812.90.90	1007.00.00	1108.14.00
0710.80.40	0803.00.00	0813.10.00	1008.10.00	1108.19.11
0710.80.50	0804.10.00	0813.20.00	1008.20.00	1108.19.12
			1008.20.00	1108.19.12
0710.80.90	0804.20.00	0813.30.00	1008.90.00	1108.19.90
0710.90.00	0804.30.00	0813.40.00		
0711.20.00	0804.40.00	0813.50.00	1101.00.10	1109.00.10
0711.39.19	0804.50.00	0814.00.00	1101.00.20	1109.00.20
0711.40.10	0805.10.00	0903.00.00	1102.10.00	1201.00.00
0711.40.90	0805.20.00	0904.11.00	1102.20.00	1202.10.00
0711.51.00	0805.40.00	0904.12.00	1102.90.11	1202.20.00
0711.59.00	0805.50.00	0904.20.10	1102.90.12	1203.00.00
0711.90.10	0805.90.00	0904.20.90	1102.90.20	1204.00.00
0712.20.00	0806.10.11	0905.00.00	1102.90.90	1205.10.00
0712.31.00	0806.10.19	0906.11.00	1103.11.10	1205.90.00
0712.32.10	0806.10.91	0906.19.00	1103.11.20	1206.00.00
0712.32.90	0806.10.99	0906.20.00	1103.13.00	1207.20.00

1207.40.00	1512.19.10	1602.49.90	1904.10.21	2005.91.00
1207.50.00	1512.19.20	1602.50.10	1904.10.29	2005.99.11
1207.91.00	1512.21.00	1602.50.91	1904.10.41	2005.99.19
	1512.29.00	1602.50.99	1904.10.49	2005.99.20
1207.99.00			1904.10.49	2005.99.90
1208.10.10	1513.11.00	1701.11.10		
1208.10.20	1513.19.00	1701.11.20	1904.20.29	2006.00.10
1208.90.10	1513.21.00	1701.11.30	1904.20.41	2006.00.20
1208.90.20	1513.29.10	1701.11.40	1904.20.49	2008.19.10
1209.10.00	1513.29.90	1701.11.50	1904.20.62	2008.19.90
1209.21.00	1514.11.00	1701.11.60	1904.20.64	2008.20.00
1209.22.00	1514.19.00	1701.12.10	1904.30.21	2008.30.00
1209.23.00	1514.91.00	1701.12.90	1904.30.29	2008.40.10
1209.24.00	1514.99.00	1701.91.00	1904.30.62	2008.40.20
	1515.11.00	1701.99.00	1904.90.21	2008.40.90
1209.25.00			1904.90.21	2008.50.10
1209.29.00	1515.19.00	1702.11.00		
1209.30.10	1515.21.00	1702.19.00	1904.90.40	2008.50.90
1209.30.20	1515.29.00	1702.20.00	1904.90.62	2008.60.10
1209.91.10	1515.30.00	1702.30.10	1904.90.64	2008.60.90
1209.91.90	1515.50.10	1702.30.90	1905.10.29	2008.70.10
1209.99.10	1515.50.90	1702.40.00	1905.10.51	2008.70.90
1209.99.20	1515.90.10	1702.60.00	1905.10.59	2008.80.00
1210.10.00	1515.90.91	1702.90.11	1905.10.72	2008.92.10
1210.20.00	1515.90.99	1702.90.12	1905.31.22	2008.92.90
1211.20.10	1516.20.20	1702.90.12	1905.31.23	2008.99.10
		1702.90.13	1905.31.92	2008.99.20
1211.20.90	1516.20.90			2008.99.20
1211.30.00	1517.10.20	1702.90.15	1905.31.93	
1211.40.00	1517.90.21	1702.90.16	1905.32.92	2008.99.40
1211.90.10	1517.90.22	1702.90.17	1905.32.93	2009.11.10
1211.90.90	1518.00.90	1702.90.18	1905.40.39	2009.11.90
1212.20.00	1601.00.22	1702.90.20	1905.40.61	2009.12.00
1212.91.00	1601.00.32	1702.90.30	1905.40.69	2009.19.10
1212.99.10	1602.10.10	1702.90.50	1905.90.32	2009.19.90
1212.99.20	1602.10.90	1702.90.60	1905.90.33	2009.21.00
1212.99.90	1602.20.22	1702.90.90	1905.90.35	2009.29.00
1213.00.00	1602.20.32	1703.10.10	1905.90.43	2009.31.00
1214.10.00	1602.31.11	1703.10.90	1905.90.44	2009.39.00
1214.10.00	1602.31.11	1703.10.50	1905.90.45	2009.41.00
1301.20.00	1602.31.13	1703.90.90	1905.90.62	2009.49.00
1301.90.00	1602.31.14	1801.00.00	1905.90.63	2009.50.00
1302.11.00	1602.31.91	1802.00.00	2001.10.00	2009.61.10
1501.00.00	1602.31.92	1806.20.22	2001.90.10	2009.61.90
1502.00.00	1602.31.93	1806.90.12	2002.10.00	2009.69.10
1503.00.00	1602.31.94	1901.20.12	2003.10.00	2009.69.90
1505.00.00	1602.31.95	1901.20.15	2003.20.00	2009.71.10
1506.00.00	1602.32.11	1901.20.22	2003.90.00	2009.71.90
1507.10.00	1602.32.12	1901.20.24	2004.90.11	2009.79.10
1507.90.10	1602.32.13	1901.90.12	2004.90.12	2009.79.90
1507.90.90	1602.32.14	1901.90.32	2004.90.20	2009.80.11
1507.50.50	1602.32.94	1901.90.34	2004.90.30	2009.80.11
1508.10.00		1901.90.52		
	1602.32.95		2004.90.91	2009.80.20
1509.10.00	1602.39.10	1901.90.54	2005.10.00	2009.90.10
1509.90.00	1602.39.91	1902.11.21	2005.40.00	2009.90.20
1510.00.00	1602.39.99	1902.11.29	2005.51.10	2009.90.30
1511.10.00	1602.41.10	1902.19.23	2005.51.90	2009.90.40
1511.90.10	1602.41.90	1902.19.92	2005.59.00	2105.00.92
1511.90.20	1602.42.10	1902.19.93	2005.60.00	2106,90.32
1511.90.90	1602.42.90	1902.30.31	2005.70.10	2106.90.34
1512.11.00	1602.49.10	1902.30.39	2005.70.90	2106.90.41

.000	2100
2106.90.42	2206.00.72
2106.90.51	2206.00.80
2106.90.52	2206.00.91
2106.90.93	2206.00.92
2106.90.94	2206.00.93
2106.90.95	2207.10.10
	2207.10.10
2106.90.97	
2202.90.43	2302.10.00
2204.10.10	2302.30.10
2204.10.90	2302.30.20
2204.21.10	2302.40.11
2204.21.21	2302.40.12
2204.21.22	2302.40.90
2204.21.23	2302.50.00
2204.21.24	2303.10.00
2204.21.25	2303.20.10
2204.21.26	2303.20.90
2204.21.27	2303.30.00
2204.21.28	2304.00.00
2204.21.31	2305.00.00
2204.21.32	2306.10.00
2204.21.41	2306.20.00
2204.21.49	2306.30.00
2204.29.10	2306.41.00
2204.29.21	2306.49.00
2204.29.22	2306.50.00
2204.29.23	2306.60.00
2204.29.24	2306.90.00
2204,29,25	2307.00.00
2204.29.26	2308.00.00
2204.29.27	2309.10.00
2204.29.28	2309.90.10
2204.29.31	2309.90.20
2204.29.32	2309.90.31
2204.29.41	2309.90.32
2204.29.49	2309.90.33
2204.30.10	2309.90.34
2204.30.90	2309.90.35
2206.00.11	2309.90.36
2206.00.12	2309.90.39
2206.00.12	2309.90.91
2206.00.19	2309.90.99
2206.00.21	2401.10.10
2206.00.22	2401.10.91
2206.00.31	2401.10.99
2206.00.39	2401.20.10
2206.00.41	2401.20.90
2206.00.49	2401.30.00
2206.00.50	2402.10.00
2206.00.61	2402.20.00
2206.00.62	2402.90.00
2206.00.63	2403.10.00
2206.00.64	2403.91.10
2206.00.65	2403.91.20
2206.00.66	2403.91.90
2206.00.67	2403.99.10
	2403.99.10
2206.00.68	
2206.00.71	2403.99.90

3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

ANNEXE 3 (alinéas 37(1)h) et i))

0101.10.00	0204.22.20	0402.21.11	0406.90.82	0702.00.11
0101.90.00	0204.23.00	0402.21.12	0406.90.91	0702.00.19
0102.10.00	0204.30.10	0402.21.21	0406.90.92	0702.00,21
0102.90.00	0204,41.00	0402.21.22	0406.90.93	0702.00.29
0103.10.00	0204.42.10	0402.29.11	0406.90.94	0702.00.91
0103.91.00	0204.42.20	0402.29.12	0406.90.95	0702.00.99
0103.92.00	0204.43.10	0402.29.21	0406.90.96	0703.10.10
0104.10.00	0204.43.20	0402.29.22	0406.90.98	0703.10.21
0104.20.00	0205.00.00	0402.91.10	0406.90.99	0703.10.29
0105.11.10	0207.11.92	0402.91.20	0407.00.11	0703.10.31
0105.11.21	0207.12.92	0402.99.10	0407.00.12	0703.10.39
0105.11.22	0207.13.92	0402.99.20	0407.00.18	0703.10.41
0105.11.22	0207.13.93	0403.10.20	0407.00.19	0703.10.49
0105.12.10	0207.13.93	0403.90.11	0407.00.19	0703.10.47
0105.12.10	0207.14.92	0403.90.12	0408.11.10	0703.10.99
0105.12.30	0207.14.93	0403.90.12	0408.11.20	0703.20.00
0105.19.92	0207.14.93	0404.10.10	0408.19.10	0703.20.00
0105.19.93	0207.24.12	. 0404.10.11	0408.19.10	0704.10.11
0105.19.93	0207.24.92	0404.10.21	0408.19.20	0704.10.11
0105.94.10		0404.10.22	0408.91.10	0704.10.12
	0207.25.92	0404.10.90	0408.99.10	0704.10.90
0105.94.92	0207.26.20 0207.26.30		0408.99.10	0704.20.11
0105.99.11		0404.90.20		
0105.99.12	0207.27.12	0405.10.10	0409.00.00	0704.20.90
0105.99.90	0207.27.92	0405.10.20	0410.00.00	0704.90.10
0106.11.00	0207.27.93	0405.20.10	0504.00.00	0704.90.21
0106.12.00	0208.10.00	0405.20.20	0506.10.00	0704.90.29
0106.19.00	0208.30.00	0405.90.10	0506.90.00	0704.90.31
0106.20.00	0208.50.00	0405.90.20	0601.10.11	0704.90.39
0106.31.00	0208.90.00	0406.10.10	0601.10.19	0704.90.41
0106.32.00	0209.00.10	0406.10.20	0601.10.21	0704.90.49
0106.39.00	0209.00.21	0406.20.11	0601.10.29	0704.90.90
0106.90.00	0209.00.22	0406.20.12	0601.20.10	0705.19.11
0201.10.10	0209.00.23	0406.20.91	0601.20.90	0705.19.12
0201.10.20	0209.00.24	0406.20.92	0602.10.00	0705.19.90
0201.20.10	0209.00.29	0406.30.10	0602.40.10	0705.21.00
0201.20.20	0210.11.00	0406.30.20	0602.40.90	0705.29.00
0201.30.10	0210.91.00	0406.40.10	0602.90.10	0706.10.11
0201.30.20	0210.92.00	0406.40.20	0603.11.00	0706.10.12
0202.10.10	0210.93.00	0406.90.11	0603.12.00	0706.10.20
0202.10.20	0210.99.11	0406.90.12	0603.13.10	0706.10.31
0202.20.10	0210.99.12	0406.90.21	0603.13.90	0706.10.32
0202.20.20	0210.99.13	0406.90.22	0603.14.00	0706.10.40
0202.30.10	0210.99.14	0406.90.31	0603.19.00	0706.10.50
0202.30.20	0210.99.15	0406.90.32	0603.90.10	0706.90.10
0203.11.00	0210.99.16	0406.90.41	0603.90.20	0706.90.21
0203.12.00	0401.10.10	0406.90.42	0603.90.90	0706.90.22
0203.19.00	0401.10.20	0406.90.51	0604.10.00	0706.90.30
0203.21.00	0401.20.10	0406.90.52	0604.91.10	0706.90.40
0203.22.00	0401.20.20	0406.90.61	0604.91.90	0706.90.51
0203.29.00	0401.30.10	0406.90.62	0604.99.10	0706.90.59
0204.10.00	0401.30.20	0406.90.71	0604.99.90	0706.90.90
0204.21.00	0402.10.10	0406.90.72	0701.10.00	0707.00.10
0204.22.10	0402.10.20	0406.90.81	0701.90.00	0707.00.91
		,		

0707.00.99	0712.33.00	0806.20.00	0907.00.10	1103.19.11
0708.10.10	0712.39.11	0807.11.00	0907.00.20	1103.19.12
0708.10.91	0712.39.19	0807.19.00	0908.10.10	1103.19.90
0708.10.99	0712.39.20	0807.20.00	0908.10.20	1103.20.11
0708.20.10	0712.90.10	0808.10.10	0908.20.10	1103.20.12
0708.20.21	0712.90.20	0808.10.90	0908.20.20	1103.20.21
0708.20.21	0712.90.90	0808.20.10	0908.30.10	1103.20.22
0708.20.30	0713.10.10	0808.20.21	0908.30.20	1103.20.90
0708.20.90	0713.10.10	0808.20.29	0909.10.10	1103.20.90
0708.20.90	0713.20.00	0808.20.30	0909.10.10	1104.12.00
0709.20.10	0713.20.00	0809.10.10	0909.10.20	1104.19.11
0709.20.10		0809.10.10	0909.20.10	
	0713.31.90			1104.19.21
0709.20.99	0713.32.00	0809.10.99	0909.30.10	1104.19.22
0709.30.00	0713.33.10	0809.30.10	0909.30.20	1104.19.90
0709.40.11	0713.33.91	0809.30.21	0909.40.10	1104.22.00
0709.40.12	0713.33.99	0809.30.29	0909.40.20	1104.23.00
0709.40.90	0713.39.10	0809.30.30	0909.50.10	1104.29.11
0709.51.10	0713.39.90	0809.30.90	0909.50.20	1104.29.12
0709.51.90	0713.40.00	0809.40.10	0910.10.10	1104.29.21
0709.59.10	0713.50.10	0809.40.21	0910.10.20	1104.29.22
0709.59.20	0713.50.90	0809.40.29	0910.20.00	1104.29.90
0709.59.90	0713.90.10	0809.40.31	0910.30.00	1104.30.11
0709.60.10	0713.90.90	0809.40.39	0910.91.10	1104.30.12
0709.60.90	0714.10.00	0809.40.90	0910.91.20	1104.30.90
0709.70.00	0714.20.00	0810.10.99	0910.99.10	1105.10.00
0709.90.11	0714.90.10	0810.20.11	0910.99.90	1105.20.00
0709.90.19	0714.90.90	0810.20.19	1001.10.10	1106.10.10
0709.90.21	0801.11.00	0810.20.90	1001.10.20	1106.10.90
0709.90.29	0801.19.00	0810.50.00	1001.90.10	1106.20.00
0709.90.31	0801.21.00	0810.60.00	1001.90.20	1106.30.00
0709.90.32	0801.22.00	0810.90.10	1002.00.00	1107.10.11
0709.90.40	0801.31.00	0810.90.90	1003.00.11	1107.10.12
0709.90.50	0801.32.00	0811.10.10	1003.00.12	1107.10.91
0709.90.90	0802.11.00	0811.10.90	1003.00.91	1107.10.92
0710.10.00	0802.12.00	0811.20.00	1003.00.92	1107.20.11
0710.21.00	0802.21.00	0811.90.10	1004.00.00	1107.20.12
0710.22.00	0802.22.00	0811.90.20	1005.10.00	1107.20.91
0710.29.10	0802.31.00	0811.90.90	1005.90.00	1107.20.92
0710.29.90	0802.32.00	0812.10.10	1006.10.00	1108.11.10
0710.30.00	0802.40.00	0812.10.90	1006.20.00	1108.11.20
0710.80.10	0802.50.00	0812.90.10	1006.30.00	1108.12.00
0710.80.20	0802.60.00	0812.90.20	1006.40.00	1108.13.00
0710.80.30	0802.90.00	0812.90.90	1007.00.00	1108.14.00
0710.80.40	0803.00.00	0813.10.00	1008.10.00	1108.19.11
0710.80.50	0804.10.00	0813.20.00	1008.20.00	1108.19.12
0710.80.90	0804.20.00	0813.30.00	1008.30.00	1108.19.90
0710.90.00	0804.30.00	0813.40.00	1008.90.00	1108.20.00
0711.20.00	0804.40.00	0813.50.00	1101.00.10	1109.00.10
0711.39.19	0804.50.00	0814.00.00	1101.00.20	1109.00.20
0711.40.10	0805.10.00	0903.00.00	1102.10.00	1201.00.00
0711.40.10	0805.20.00	0904.11.00	1102.20.00	1202.10.00
0711.51.00	0805.40.00	0904.11.00	1102.90.11	1202.20.00
		0904.12.00	1102.90.11	1203.00.00
0711.59.00	0805.50.00			1203.00.00
0711.90.10	0805.90.00	0904.20.90	1102.90.20	1204.00.00
0712.20.00	0806.10.11	0905.00.00	1102.90.90	
0712.31.00	0806.10.19	0906.11.00	1103.11.10	1205.90.00
0712.32.10	0806.10.91	0906.19.00	1103.11.20	1206.00.00
0712.32.90	0806.10.99	0906.20.00	1103.13.00	1207.20.00

1207.40.00	1512.19.10	1602.49.90	1904.10.21	2005.91.00
1207.50.00	1512.19.20	1602.50.10	1904.10.29	2005.99.11
1207.91.00	1512.21.00	1602.50.91	1904.10.41	2005.99.19
1207.99.00	1512.29.00	1602.50.99	1904.10.49	2005.99.20
		1701.11.10	1904.10.47	2005.99.90
1208.10.10	1513.11.00			2006.00.10
1208.10.20	1513.19.00	1701.11.20	1904.20.29	
1208.90.10	1513.21.00	1701.11.30	1904.20.41	2006.00.20
1208.90.20	1513.29.10	1701.11.40	1904.20.49	2008.19.10
1209.10.00	1513.29.90	1701.11.50	1904.20.62	2008.19.90
1209.21.00	1514.11.00	1701.11.60	1904.20.64	2008.20.00
1209.22.00	1514.19.00	1701.12.10	1904.30.21	2008.30.00
1209.23.00	1514.91.00	1701.12.90	1904.30.29	2008.40.10
1209.24.00	1514.99.00	1701.91.00	1904.30.62	2008.40.20
1209.25.00	1515.11.00	1701.99.00	1904.90.21	2008.40.90
1209.29.00	1515.19.00	1702.11.00	1904.90.29	2008.50.10
1209.30.10	1515.21.00	1702.19.00	1904.90.40	2008.50.90
	1515.29.00	1702.19.00	1904.90.62	2008.60.10
1209.30.20			1904.90.64	2008.60.90
1209.91.10	1515.30.00	1702.30.10		
1209.91.90	1515.50.10	1702.30.90	1905.10.29	2008.70.10
1209.99.10	1515.50.90	1702.40.00	1905.10.51	2008.70.90
1209.99.20	1515.90.10	1702.60.00	1905.10.59	2008.80.00
1210.10.00	1515.90.91	1702.90.11	1905.10.72	2008.92.10
1210.20.00	1515.90.99	1702.90.12	1905.31.22	2008.92.90
1211.20.10	1516.20.20	1702.90.13	1905.31.23	2008.99.10
1211.20.90	1516.20.90	1702.90.14	1905.31.92	2008.99.20
1211.30.00	1517.10.20	1702.90.15	1905.31.93	2008.99.30
1211.40.00	1517.90.21	1702.90.16	1905.32.92	2008.99.40
1211.90.10	1517.90.22	1702.90.17	1905.32.93	2009.11.10
1211.90.90	1518.00.90	1702.90.18	1905.40.39	2009.11.90
1212.20.00	1601.00.22	1702.90.20	1905.40.61	2009.12.00
1212.91.00	1601.00.32	1702.90.30	1905.40.69	2009.19.10
1212.99.10	1602.10.10	1702.90.50	1905.90.32	2009.19.90
1212.99.20	1602.10.10	1702.90.60	1905.90.33	2009.21.00
		1702.90.90	1905.90.35	2009.29.00
1212.99.90	1602.20.22			2009.29.00
1213.00.00	1602.20.32	1703.10.10	1905.90.43	
1214.10.00	1602.31.11	1703.10.90	1905.90.44	2009.39.00
1214.90.00	1602.31.12	1703.90.10	1905.90.45	2009.41.00
1301.20.00	1602.31.13	1703.90.90	1905.90.62	2009.49.00
1301.90.00	1602.31.14	1801.00.00	1905.90.63	2009.50.00
1302.11.00	1602.31.91	1802.00.00	2001.10.00	2009.61.10
1501.00.00	1602.31.92	1806.20.22	2001.90.10	2009.61.90
1502.00.00	1602.31.93	1806.90.12	2002.10.00	2009.69.10
1503.00.00	1602.31.94	1901.20.12	2003.10.00	2009.69.90
1505.00.00	1602.31.95	1901.20.15	2003.20.00	2009.71.10
1506.00.00	1602.32.11	1901.20.22	2003.90.00	2009.71.90
1507.10.00	1602.32.12	1901.20.24	2004.90.11	2009.79.10
1507.90.10	1602.32.13	1901.90.12	2004.90.12	2009.79.90
1507.90.90	1602.32.14	1901.90.32	2004.90.20	2009.80.11
1508.10.00	1602.32.94	1901.90.34	2004.90.30	2009.80.19
1508.90.00	1602.32.95	1901.90.52	2004.90.91	2009.80.19
1509.10.00	1602.32.93	1901.90.54	2004.90.91	2009.80.20
1509.90.00	1602.39.91	1902.11.21	2005.40.00	2009.90.20
1510.00.00	1602.39.99	1902.11.29	2005.51.10	2009.90.30
1511.10.00	1602.41.10	1902.19.23	2005.51.90	2009.90.40
1511.90.10	1602.41.90	1902.19.92	2005.59.00	2105.00.92
1511.90.20	1602.42.10	1902.19.93	2005.60.00	2106.90.32
1511.90.90	1602.42.90	1902.30.31	2005.70.10	2106.90.34
1512.11.00	1602.49.10	1902.30.39	2005.70.90	2106.90.41

2106.90.42	2206.00.72
2106.90.51	2206.00.80
2106.90.52	2206.00.91
2106.90.93	2206.00.92
2106.90.94	2206.00.93
2106.90.95	2207.10.10
2106.90.97	2207.10.90
2202.90.43	2302.10.00
2204.10.10	2302.30.10
2204.10.90	2302.30.20
2204.21.10	2302.40.11
2204.21.21	2302.40.12
2204.21.22	2302.40.90
2204.21.23	2302.50.00
2204.21.24	2303.10.00
2204.21.25	2303.20.10
2204.21.26	2303.20.90
2204.21.27	2303.30.00
2204.21.28	2304.00.00
2204.21.31	2305.00.00
2204.21.32	2306.10.00
2204.21.41	2306.20.00
2204.21.49	2306.30.00
2204.29.10	2306.41.00
2204.29.21	2306.49.00
2204.29.22	2306.50.00
2204.29.23	2306.60.00
2204.29.24	2306.90.00
2204.29.25	2307.00.00
2204.29.26	2308.00.00
2204.29.27	2309.10.00
2204.29.28	2309.90.10
2204.29.31	2309.90.20
2204.29.32	2309.90.31
2204.29.41	2309.90.32
2204.29.49	2309.90.33
2204.30.10	2309.90.34
2204.30.90	2309.90.35
2206.00.11	2309.90.36
2206.00.12	2309.90.39
2206.00.18	2309.90.91
2206.00.19	2309.90.99
2206.00.21	2401.10.10
2206.00.22	2401.10.91
2206.00.31	2401.10.99
2206.00.39	2401.20.10
2206.00.41	2401.20.90
2206.00.49	2401.30.00
2206.00.50	2402.10.00
2206.00.61	2402.20.00
2206.00.62	2402.90.00
2206.00.63	2403.10.00
2206.00.64	2403.91.10
2206.00.65	2403.91.20
2206.00.66	2403.91.90
2206.00.67	2403.99.10
2206.00.68	2403.99.20
2206.00.71	2403.99.90
2200.00.71	2705.77.70

3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

SCHEDULE 4 (Paragraphs 37(1)(h) and (j))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
1704.10.00	4.5%	4.5% (A)
1704.90.20	5%	5% (A)
1806.20.90	3%	3% (A)
1806.31.00	3%	3% (A)
2103.20.10	6%	6% (A)
2103.20.90	6%	6% (A)
2104.20.00	5.5%	5.5% (A)
2105.00.10	5%	5% (A)
2106.10.00	5.5%	5.5% (A)
2106.90.91	5%	5% (A)
2106.90.92	5%	5% (A)
2106.90.96	19%	19% (A)
2106.90.98	5%	5% (A)
8902.00.10	25%	Free (Q1)
8904.00.00	25%	Free (Q2)
8905.10.00	25%	Free (Q2)
8905.20.10	20%	Free (Q1)
8905.20.20	25%	Free (Q1)
8905.90.10	20%	Free (Q1)
8905.90.90	25%	Free (Q2)

ANNEXE 4 (alinéas 37(1)h) et j))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
1704.10.00	4,5 %	4,5 % (A)
1704.90.20	5 %	5 % (A)
1806.20.90	. 3 %	3 % (A)
1806.31.00	3 %	3 % (A)
2103.20.10	6 %	6 % (A)
2103.20.90	6 %	6 % (A)
2104.20.00	5,5 %	5,5 % (A)
2105.00.10	5 %	5 % (A)
2106.10.00	5,5 %	5,5 % (A)
2106.90.91	5 %	5 % (A)
2106.90.92	5 %	5 % (A)
2106.90.96	19 %	19 % (A)
2106.90.98	5 %	5 % (A)
8902.00.10	25 %	En fr. (Q1)
8904.00.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.10.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.20.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.20.20	25 %	En fr. (Q1)
8905.90.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.90.90	25 %	En fr. (Q2)

SCHEDULE 5 (Paragraphs 37(1)(m) and (n))

0101.10.00	0204.22.20	0207.34.00	0404.10.90	0506.10.00
0101.90.00	0204.23.00	0207.35.00	0404.90.20	0601.10.11
0102.10.00	0204.30.00	0207.36.10	0405.10.10	0601.10.19
0102.90.00	0204.41.00	0207.36.90	0405.10.20	0601.10.21
0103.10.00	0204.42.10	0208.10.00	0405.20.20	0601.10.29
0103.91.00	0204.42.20	0208.30.00	0405.90.10	0601.20.10
0103.92.00	0204.43.10	0208.50.00	0405.90.20	0601.20.90
0104.10.00	0204.43.10	0208.90.00	0406.10.10	0602.10.00
0104.10.00	0204.50.00	0209.00.10	0406.10.20	0602.20.00
0104.20.00	0204.30.00	0209.00.10	0406.20.11	0602.30.00
0105.11.10	0205.00.00	0209.00.21	0406.20.11	0602.40.10
		0209.00.22	0406.20.12	0602.40.90
0105.11.22	0206.21.00		0406.20.91	0602.40.90
0105.11.90	0206.22.00	0209.00.24		
0105.12.10	0206.29.00	0209.00.29	0406.30.20	0602.90.90
0105.12.90	0206.30.00	0210.11.00	0406.40.10	0603.11.00
0105.19.10	0206.41.00	0210.91.00	0406.40.20	0603.12.00
0105.19.92	0206.49.00	0210.92.00	0406.90.11	0603.13.10
0105.19.93	0206.80.00	0210.93.00	0406.90.12	0603.13.90
0105.94.10	0206.90.00	0210.99.11	0406.90.21	0603.14.00
0105.94.91	0207.11.10	0210.99.12	0406.90.22	0603.19.00
0105.94.92	0207.11.91	0210.99.13	0406.90.31	0603.90.10
0105.99.11	0207.11.92	0210.99.14	0406.90.32	0603.90.20
0105.99.12	0207.12.10	0210.99.15	0406.90.41	0603.90.90
0105.99.90	0207.12.91	0210.99.16	0406.90.42	0604.10.00
0106.11.00	0207.12.92	0210.99.19	0406.90.51	0604.91.10
0106.12.00	0207.13.10	0210.99.90	0406.90.52	0604.91.90
0106.19.00	0207.13.91	0401.10.10	0406.90.61	0604.99.10
0106.20.00	0207.13.92	0401.10.20	0406.90.62	0604.99.90
0106.31.00	0207.13.93	0401.20.10	0406.90.72	0701.10.00
0106.32.00	0207.14.10	0401.20.20	0406.90.82	0701.90.00
0106.39.00	0207.14.21	0401.30.10	0406.90.91	0702.00.11
0106.90.00	0207.14.22	0401.30.20	0406.90.92	0702.00.19
0201.10.10	0207.14.91	0402.10.10	0406.90.93	0702.00.21
0201.10.20	0207.14.92	0402.10.20	0406.90.94	0702.00.29
0201.20.10	0207.14.93	0402.21.11	0406.90.95	0702.00.91
0201.20.20	0207.24.11	0402.21.12	0406.90.96	0702.00.99
0201.30.10	0207.24.12	0402.21.21	0406.90.99	0703.10.10
0201.30.20	0207.24.91	0402.21.22	0407.00.11	0703.10.21
0202.10.10	0207.24.92	0402.29.11	0407.00.12	0703.10.29
0202.10.20	0207.25.11	0402.29.12	0407.00.18	0703.10.31
0202.20.10	0207.25.12	0402.29.21	0407.00.19	0703.10.39
0202.20.20	0207.25.91	0402.29.22	0407.00.90	0703.10.41
0202.30.10	0207.25.92	0402.91.10	0408.11.10	0703.10.49
0202.30.20	0207.26.10	0402.91.20	0408.11.20	0703.10.91
0203.11.00	0207.26.20	0402.99.10	0408.19.10	0703.10.99
0203.12.00	0207.26.30	0402.99.20	0408.19.20	0703.20.00
0203.19.00	0207.27.11	0403.10.20	0408.91.10	0703.90.00
0203.21.00	0207.27.12	0403.90.11	0408.91.20	0704.10.11
0203.22.00	0207.27.91	0403.90.12	0408.99.10	0704.10.12
0203.29.00	0207.27.92	0403.90.92	0408.99.20	0704.10.90
0204.10.00	0207.27.93	0404.10.10	0409.00.00	0704.20.11
0204.21.00	0207.32.00	0404.10.21	0410.00.00	0704.20.12
0204.22.10	0207.33.00	0404.10.22	0504.00.00	0704.20.90

0704.90.10	0709.90.11	0801.21.00	0810.10.99	1001.90,20
0704.90.21	0709.90.19	0801.22.00	0810.20,11	1002.00.00
0704.90.29	0709.90.21	0801.31.00	0810.20.19	1003.00.11
0704.90.31	0709.90.29	0801.32.00	0810.20.90	1003.00.12
0704.90.39	0709.90.31	0802.11.00	0810.40.10	1003.00.12
0704.90.41	0709.90.31	0802.11.00	0810.40.10	
				1003.00.92
0704.90.49	0709.90.40	0802.21.00	0810.50.00	1004.00.00
0704.90.90	0709.90.50	0802.22.00	0810.60.00	1005.10.00
0705.11.11	0709.90.90	0802.31.00	0810.90.10	1005.90.00
0705.11.12	0710.10.00	0802.32.00	0810.90.90	1006.10.00
0705.11.90	0710.21.00	0802.40.00	0811.10.10	1006.20.00
0705.19.11	0710.22.00	0802.50.00	0811.10.90	1006.30.00
0705.19.12	0710.29.10	0802.60.00	0811.20.00	1006.40.00
0705.19.90	0710.29.90	0802.90.00	0811.90.10	1007.00.00
0705.21.00	0710.30.00	0803.00.00	0811.90.20	1008.10.00
0705.29.00	0710.80.10	0804.10.00	0811.90.90	1008.20.00
0706.10.11	0710.80.20	0804.20.00	0812.10.10	1008.30.00
0706.10.11	0710.80.30	0804.20.00	0812.10.10	1008.90.00
				1101.00.10
0706.10.20	0710.80.40	0804.40.00	0812.90.10	
0706.10.31	0710.80.50	0804.50.00	0812.90.20	1101.00.20
0706.10.32	0710.80.90	0805.10.00	0812.90.90	1102.10.00
0706.10.40	0710.90.00	0805.20.00	0813.10.00	1102.20.00
0706.10.50	0711.20.00	0805.40.00	0813.20.00	1102.90.11
0706.90.10	0711.39.19	0805.50.00	0813.30.00	1102.90.12
0706.90.21	0711.40.10	0805.90.00	0813.40.00	1102.90.20
0706.90.22	0711.40.90	0806.10.11	0813.50.00	1102.90.90
0706.90.30	0711.51.00	0806.10.19	0814.00.00	1103.11.10
0706.90.40	0711.59.00	0806.10.91	0904.11.00	1103.11.20
0706.90.51	0711.90.10	0806.10.99	0904.12.00	1103.13.00
0706.90.59	0712.20.00	0807.20.00	0905.00.00	1103.19.11
0706.90.90	0712.31.00	0808.10.10	0906.11.00	1103.19.12
0707.00.10	0712.32.10	0808.10.90	0906.19.00	1103.19.90
0707.00.10	0712.32.10	0808.20.10	0906.20.00	1103.20.11
0707.00.91	0712.33.00	0808.20.21	0908.10.10	1103.20.12
0708.10.10	0712.33.00	0808.20.21	0908.10.10	1103.20.12
			0908.10.20	1103.20.21
0708.10.91	0712.39.19	0808.20.30		
0708.10.99	0712.39.20	0809.10.10	0908.20.20	1103.20.90
0708.20.10	0712.90.10	0809.10.91	0908.30.10	1104.12.00
0708.20.21	0712.90.20	0809.10.99	0908.30.20	1104.19.11
0708.20.22	0712.90.90	0809.20.10	0909.10.10	1104.19.12
0708.20.30	0713.10.10	0809.20.21	0909.10.20	1104.19.21
0708.20.90	0713.10.90	0809.20.29	0909.20.10	1104.19.22
0708.90.00	0713.31.10	0809.20.31	0909.20.20	1104.19.90
0709.20.10	0713.31.90	0809.20.39	0909.30.10	1104.22.00
0709.20.91	0713.32.00	0809.20.90	0909.30.20	1104.23.00
0709.20.99	0713.33.10	0809.30.10	0909,40.10	1104.29.11
0709.30.00	0713.33.91	0809.30.21	0909.40.20	1104.29.12
0709.40.11	0713.33.99	0809.30.29	0909.50.10	1104.29.21
0709.40.11	0713.39.10	0809.30.30	0909.50.20	1104.29.22
		0809.30.90	0910.10.10	1104.29.90
0709.40.90	0713.39.90		0910.10.10	1104.29.90
0709.51.10	0713.90.10	0809.40.10		
0709.51.90	0713.90.90	0809.40.21	0910.20.00	1104.30.12
0709.59.10	0714.10.00	0809.40.29	0910.30.00	1104.30.90
0709.59.20	0714.20.00	0809.40.31	0910.91.10	1105.10.00
0709.59.90	0714.90.10	0809.40.39	0910.91.20	1105.20.00
0709.60.10	0714.90.90	0809.40.90	1001.10.10	1106.10.10
0709.60.90	0801.11.00	0810.10.10	1001.10.20	1106.10.90
0709.70.00	0801.19.00	0810.10.91	1001.90.10	1106.20.00

1106.30.00	1214.10.00	1601.00.32	1702.90.11	1905.31.22
1107.10.11	1214.90.00	1601.00.90	1702.90.12	1905.31.23
1107.10.12	1301.20.00	1602.10.10	1702.90.13	1905.31.92
1107.10.91	1301.90.00	1602.10.90	1702.90.14	1905.31.93
1107.10.91	1302.11.00	1602.20.10	1702.90.15	1905.32.92
		1602.20.21	1702.90.16	1905.32.93
1107.20.11	1501.00.00	1602.20.21	1702.90.17	1905.40.39
1107.20.12	1502.00.00			
1107.20.91	1503.00.00	1602.20.31	1702.90.18	1905.40.61
1107.20.92	1505.00.00	1602.20.32	1702.90.20	1905.40.69
1108.11.10	1506.00.00	1602.20.90	1702.90.30	1905.90.32
1108.11.20	1507.10.00	1602.31.11	1702.90.50	1905.90.33
1108.12.00	1507.90.10	1602.31.12	1702.90.60	1905.90.35
1108.13.00	1507.90.90	1602.31.13	1702.90.90	1905.90.43
1108.14.00	1508.10.00	1602.31.14	1703.10.10	1905.90.44
1108.19.11	1508.90.00	1602.31.91	1703.10.90	1905.90.45
1108.19.12	1509.10.00	1602.31.92	1703.90.10	1905.90.62
1108.19.90	1509.90.00	1602.31.93	1703.90.90	1905.90.63
1108.20.00	1510.00.00	1602.31.94	1802.00.00	2001.10.00
1109.00.10	1511.10.00	1602.31.95	1806.20.22	2001.90.10
		1602.32.11	1806.90.12	2002.10.00
1109.00.20	1511.90.10			2003.10.00
1201.00.00	1511.90.20	1602.32.12	1901.20.12	
1202.10.00	1511.90.90	1602.32.13	1901.20.15	2003.20.00
1202.20.00	1512.11.00	1602.32.14	1901.20.22	2003.90.00
1203.00.00	1512.19.10	1602.32.91	1901.20.24	2004.90.11
1205.10.00	1512.19.20	1602.32.92	1901.90.12	2004.90.12
1205.90.00	1512.21.00	1602.32.93	1901.90.32	2004.90.20
1207.20.00	1512.29.00	1602.32.94	1901.90.34	2004.90.30
1207.40.00	1513.11.00	1602.32.95	1901.90.52	2004.90.91
1207.50.00	1513.19.00	1602.39.10	1901.90.54	2005.10.00
1207.91.00	1513.21.00	1602.39.91	1902.11.21	2005.40.00
1207.99.00	1513.29.10	1602.39.99	1902.11.29	2005.51.10
1208.10.10	1513.29.90	1602.42.10	1902.19.23	2005.51.90
1208.10.20	1514.11.00	1602.42.90	1902.19.92	2005.59.00
1208.90.10	1514.19.00	1602.49.10	1902.19.93	2005.60.00
		1602.49.10	1902.19.93	2005.70.10
1208.90.20	1514.91.00			
1209.10.00	1514.99.00	1602.50.10	1902.30.39	2005.70.90
1209.21.00	1515.11.00	1602.50.91	1904.10.21	2005.91.00
1209.22.00	1515.19.00	1602.50.99	1904.10.29	2005.99.11
1209.23.00	1515.21.00	1602.90.10	1904.10.41	2005.99.19
1209.24.00	1515.29.00	1602.90.91	1904.10.49	2005.99.20
1209.25.00	1515.30.00	1602.90.99	1904.20.21	2005.99.90
1209.29.00	1515.50.10	1701.11.10	1904.20.29	2006.00.10
1209.30.10	1515.50.90	1701.11.20	1904.20.41	2006.00.20
1209.30.20	1515.90.10	1701.11.30	1904.20.49	2008.19.10
1209.91.10	1515.90.91	1701.11.40	1904.20.62	2008.19.90
1209.91.90	1515.90.99	1701.11.50	1904.20.64	2008.20.00
1209.99.10	1516.20.20	1701.11.60	1904.30.21	2008.30.00
1209.99.20	1516.20.20	1701.12.10	1904.30.29	2008.40.10
1210.10.00	1517.10.20	1701.12.90	1904.30.62	2008.40.20
1210.20.00	1517.90.21	1701.91.00	1904.90.21	2008.40.90
1211.30.00	1517.90.22	1701.99.00	1904.90.29	2008.50.10
1211.40.00	1518.00.90	1702.11.00	1904.90.40	2008.50.90
1212.20.00	1601.00.11	1702.19.00	1904.90.62	2008.60.10
1212.91.00	1601.00.19	1702.20.00	1904.90.64	2008.60.90
1212.99.10	1601.00.21	1702.30.10	1905.10.29	2008.70.10
1212.99.20	1601.00.22	1702.30.90	1905.10.51	2008.70.90
1212.99.90	1601.00.23	1702.40.00	1905.10.59	2008.80.00
1213.00.00	1601.00.31	1702.60.00	1905.10.72	2008.92.10

2000 02 00	2206 00 62
2008.92.90	2206.00.63
2008.99.10	2206.00.64
2008.99.20	2206.00.65
2008.99.30	2206.00.66
2008.99.40	2206.00.67
2105.00.92	2206.00.68
2106.90.32	2206.00.71
2106.90.34	2206.00.72
2106.90.51	2206.00.80
2106.90.52	2206.00.91
2106.90.93	2206.00.92
2106.90.94	2206.00.93
2106.90.95	2302.30.10
2106.90.97	2302.30.20
2202.90.43	2302.40.11
2204.10.10	2302.40.12
2204.10.90	2302.40.90
2204.21.10	2302.50.00
2204.21.21	2303.10.00
2204.21.22	2303.20.10
2204.21.23	2303.20.90
2204,21,24	2303.30.00
2204.21.25	2304.00.00
2204.21.26	2305.00.00
2204.21.27	2306.10.00
2204.21.28	2306.20.00
	2306.30.00
2204.21.31	
2204.21.32	2306.41.00
2204.21.41	2306.49.00
2204.21.49	2306.50.00
2204.29.10	2306.60.00
2204.29.21	2306.90.00
2204.29.22	2307.00.00
2204.29.23	2308.00.00
2204.29.24	2309.10.00
2204.29.25	2309.90.10
2204.29.26	2309.90.20
2204.29.27	2309.90.31
2204.29.28	2309.90.32
2204.29.31	2309.90.33
2204.29.32	2309.90.34
2204.29.41	2309.90.35
2204.29.49	2309.90.36
	2309.90.39
2204.30.10	
2204.30.90	2309.90.91
2206.00.11	2309.90.99
2206.00.12	2401.10.10
2206.00.18	2401.10.91
2206.00.19	2401.10.99
2206.00.21	2401.20.10
	2401.20.90
2206.00.22	
2206.00.31	2401.30.00
2206.00.39	2402.10.00
2206.00.41	2402.20.00
2206.00.49	2402.90.00
2206.00.50	2403.10.00
2206.00.61	2403.91.10
	2403.91.20
2206.00.62	2403.91.20

2403.91.90 2403.99.10 2403.99.20 2403.99.90 3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

ANNEXE 5 (alinéas 37(1)m) et n))

0101.10.00	0204.22.20	0207.34.00	0404.10.90	0506.10.00
0101.90.00	0204.23.00	0207.35.00	0404.90.20	0601.10.11
0102.10.00	0204.30.00	0207.36.10	0405.10.10	0601.10.19
0102.90.00	0204.41.00	0207.36,90	0405.10.20	0601.10.21
0103.10.00	0204.42.10	0208.10.00	0405.20.20	0601.10.29
0103.91.00	0204.42.20	0208.30.00	0405.90.10	0601.20.10
0103.92.00	0204.43.10	0208.50.00	0405.90.20	0601.20.90
0104.10.00	0204.43.20	0208.90.00	0406.10.10	0602.10.00
0104.20.00	0204.50.00	0209.00.10	0406.10.20	0602.20.00
0105.11.10	0205.00.00	0209.00.21	0406.20.11	0602.30.00
0105.11.21	0206.10.00	0209.00.22	0406.20.12	0602.40.10
0105.11.22	0206.21.00	0209.00.23	0406.20.91	0602.40.90
0105.11.22	0206.22.00	0209.00.24	0406.20.92	0602.90.10
0105.12.10	0206.29.00	0209.00.29	0406.30.20	0602.90.90
0105.12.10	0206.30.00	0210.11.00	0406.40.10	0602.70.70
0105.12.90	0206.41.00	0210.91.00	0406.40.20	0603.11.00
0105.19.10	0206.49.00	0210.92.00	0406.90.11	0603.13.10
0105.19.92	0206.80.00	0210.93.00	0406.90.11	0603.13.10
0105.19.93	0206.90.00	0210.99.11	0406.90.12	0603.14.00
0105.94.10	0207.11.10	0210.99.11	0406.90.22	0603.19.00
0105.94.91	0207.11.10	0210.99.12	0406.90.22	0603.19.00
				0603.90.10
0105.99.11	0207.11.92	0210.99.14	0406.90.32	
0105.99.12	0207.12.10	0210.99.15	0406.90.41	0603.90.90
0105.99.90	0207.12.91	0210.99.16	0406.90.42	0604.10.00
0106.11.00	0207.12.92	0210.99.19	0406.90.51	0604.91.10
0106.12.00	0207.13.10	0210.99.90	0406.90.52	0604.91.90
0106.19.00	0207.13.91	0401.10.10	0406.90.61	0604.99.10
0106.20.00	0207.13.92	0401.10.20	0406.90.62	0604.99.90
0106.31.00	0207.13.93	0401.20.10	0406.90.72	0701.10.00
0106.32.00	0207.14.10	0401.20.20	0406.90.82	0701.90.00
0106.39.00	0207.14.21	0401.30.10	0406.90.91	0702.00.11
0106.90.00	0207.14.22	0401.30.20	0406.90.92	0702.00.19
0201.10.10	0207.14.91	0402.10.10	0406.90.93	0702.00.21
0201.10.20	0207.14.92	0402.10.20	0406.90.94	0702.00.29
0201.20.10	0207.14.93	0402.21.11	0406.90.95	0702.00.91
0201.20.20	0207.24.11	0402.21.12	0406.90.96	0702.00.99
0201.30.10	0207.24.12	0402.21.21	0406.90.99	0703.10.10
0201.30.20	0207.24.91	0402.21.22	0407.00.11	0703.10.21
0202.10.10	0207.24.92	0402.29.11	0407.00.12	0703.10.29
0202.10.20	0207.25.11	0402.29.12	0407.00.18	0703.10.31
0202.20.10	0207.25.12	0402.29.21	0407.00.19	0703.10.39
0202.20.20	0207.25.91	0402.29.22	0407.00.90	0703.10.41
0202.30.10	0207.25.92	0402.91.10	0408.11.10	0703.10.49
0202.30.20	0207.26.10	0402.91.20	0408.11.20	0703.10.91
0203.11.00	0207.26.20	0402.99.10	0408.19.10	0703.10.99
0203.12.00	0207.26.30	0402.99.20	0408.19.20	0703.20.00
0203.19.00	0207.27.11	0403.10.20	0408.91.10	0703.90.00
0203.21.00	0207.27.12	0403.90.11	0408.91.20	0704.10.11
0203.22.00	0207.27.91	0403.90.12	0408.99.10	0704.10.12
0203.29.00	0207.27.92	0403.90.92	0408.99.20	0704.10.90
0204.10.00	0207.27.93	0404.10.10	0409.00.00	0704.20.11
0204.21.00	0207.32.00	0404.10.21	0410.00.00	0704.20.12
0204.22.10	0207.33.00	0404.10.22	0504.00.00	0704.20.90

0704.90.10	0709.90.11	0801.21.00	0810.10.99	1001.90.20
0704.90.21	0709.90.19	0801.22.00	0810.20.11	1002.00.00
0704.90.29	0709.90.21	0801.31.00	0810.20.19	1003.00.11
0704.90.31	0709.90.29	0801.32.00	0810.20.90	1003.00.12
0704.90.39	0709.90.31	0802.11.00	0810.40.10	1003.00.91
0704.90.41	0709.90.32	0802.12.00	0810.40.90	1003.00.92
0704.90.49	0709.90.40	0802.21.00	0810.50.00	1004.00.00
0704.90.90	0709.90.50	0802.22.00	0810.60.00	1005.10.00
0705.11.11	0709.90.90	0802.31.00	0810.90.10	1005.90.00
0705.11.12	0710.10.00	0802.32.00	0810.90.90	1006.10.00
0705.11.12	0710.21.00	0802.40.00	0811.10.10	1006.20.00
0705.11.90				
	0710.22.00	0802.50.00	0811.10.90	1006.30.00
0705.19.12	0710.29.10	0802.60.00	0811.20.00	1006.40.00
0705.19.90	0710.29.90	0802.90.00	0811.90.10	1007.00.00
0705.21.00	0710.30.00	0803.00.00	0811.90.20	1008.10.00
0705.29.00	0710.80.10	0804.10.00	0811.90.90	1008.20.00
0706.10.11	0710.80.20	0804.20.00	0812.10.10	1008.30.00
0706.10.12	0710.80.30	0804.30.00	0812.10.90	1008.90.00
0706.10.20	0710.80.40	0804.40.00	0812.90.10	1101.00.10
0706.10.31	0710.80.50	0804.50.00	0812.90.20	1101.00.20
0706.10.32	0710.80.90	0805.10.00	0812.90.90	1102.10.00
0706.10.40	0710.90.00	0805.20.00	0813.10.00	1102.20.00
0706.10.50	0711.20.00	0805.40.00	0813.20.00	1102.90.11
0706.90.10	0711.39.19	0805.50.00	0813.30.00	1102.90.12
0706.90.21	0711.40.10	0805.90.00	0813.40.00	1102.90.20
0706.90.22	0711.40.90	0806.10.11	0813.50.00	1102.90.90
0706.90.30	0711.51.00	0806.10.19	0814.00.00	1103.11.10
0706.90.40	0711.59.00	0806.10.91	0904.11.00	1103.11.20
0706.90.51	0711.90.10	0806.10.99	0904.12.00	1103.13.00
0706.90.59	0712.20.00	0807.20.00	0905.00.00	1103.19.11
0706.90.90	0712.31.00	0808.10.10	0906.11.00	1103.19.12
0707.00.10	0712.32.10	0808.10.90	0906.19.00	1103.19.90
0707.00.91	0712.32.90	0808.20.10	0906.20.00	1103.20.11
0707.00.99	0712.33.00	0808.20.21	0908.10.10	1103.20.12
0708.10.10	0712.39.11	0808.20.29	0908.10.20	1103.20.21
0708.10.91	0712.39.19	0808.20.30	0908.20.10	1103.20.22
0708.10.99	0712.39.20	0809.10.10	0908.20.20	1103.20.90
0708.20.10	0712.90.10	0809.10.91	0908.30.10	1104.12.00
0708.20.21	0712.90.20	0809.10.99	0908.30.20	1104.19.11
0708.20.21	0712.90.90	0809.20.10	0909.10.10	1104.19.12
	0713.10.10	0809.20.10	0909.10.20	1104.19.21
0708.20.30				
0708.20.90	0713.10.90	0809.20.29	0909.20.10	1104.19.22
0708.90.00	0713.31.10	0809.20.31	0909.20.20	1104.19.90
0709.20.10	0713.31.90	0809.20.39	0909.30.10	1104.22.00
0709.20.91	0713.32.00	0809.20.90	0909.30.20	1104.23.00
0709.20.99	0713.33.10	0809.30.10	0909.40.10	1104.29.11
0709.30.00	0713.33.91	0809.30.21	0909.40.20	1104.29.12
0709.40.11	0713.33.99	0809.30.29	0909.50.10	1104.29.21
0709.40.12	0713.39.10	0809.30.30	0909.50.20	1104.29.22
0709.40.90	0713.39.90	0809.30.90	0910.10.10	1104.29.90
0709.51.10	0713.39.90	0809.40.10	0910.10.20	1104.29.30
0709.51.90	0713.90.90	0809.40.21	0910.20.00	1104.30.12
0709.59.10	0714.10.00	0809.40.29	0910.30.00	1104.30.90
0709.59.20	0714.20.00	0809.40.31	0910.91.10	1105.10.00
0709.59.90	0714.90.10	0809.40.39	0910.91.20	1105.20.00
0709.60.10	0714.90.90	0809.40.90	1001.10.10	1106.10.10
0709.60.90	0801.11.00	0810.10.10	1001.10.20	1106.10.90
0709.70.00	0801.19.00	0810.10.91	1001.90.10	1106.20.00
3707.70.00	0001.17.00	0010110171		

1106.30.00	1214.10.00	1601.00.32	1702.90.11	1905.31.22
1107.10.11	1214.90.00	1601.00.90	1702.90.12	1905.31.23
1107.10.11	1301.20.00	1602.10.10	1702.90.13	1905.31.92
	1301.20.00	1602.10.10	1702.90.14	1905.31.93
1107.10.91				1905.32.92
1107.10.92	1302.11.00	1602.20.10	1702.90.15	
1107.20.11	1501.00.00	1602.20.21	1702.90.16	1905.32.93
1107.20.12	1502.00.00	1602.20.22	1702.90.17	1905.40.39
1107.20.91	1503.00.00	1602.20.31	1702.90.18	1905.40.61
1107.20.92	1505.00.00	1602.20.32	1702.90.20	1905.40.69
1108.11.10	1506.00.00	1602.20.90	1702.90.30	1905.90.32
1108.11.20	1507.10.00	1602.31.11	1702.90.50	1905.90.33
1108.12.00	1507.90.10	1602.31.12	1702.90.60	1905.90.35
	1507.90.90	1602.31.13	1702.90.90	1905.90.43
1108.13.00				1905.90.44
1108.14.00	1508.10.00	1602.31.14	1703.10.10	
1108.19.11	1508.90.00	1602.31.91	1703.10.90	1905.90.45
1108.19.12	1509.10.00	1602.31.92	1703.90.10	1905.90.62
1108.19.90	1509.90.00	1602.31.93	1703.90.90	1905.90.63
1108.20.00	1510.00.00	1602.31.94	1802.00.00	2001.10.00
1109.00.10	1511.10.00	1602.31.95	1806.20.22	2001.90.10
1109.00.20	1511.90.10	1602.32.11	1806.90.12	2002.10.00
1201.00.00	1511.90.20	1602.32.12	1901.20.12	2003.10.00
1202.10.00	1511.90.90	1602.32.13	1901.20.15	2003.20.00
		1602.32.13	1901.20.13	2003.20.00
1202.20.00	1512.11.00			
1203.00.00	1512.19.10	1602.32.91	1901.20.24	2004.90.11
1205.10.00	1512.19.20	1602.32.92	1901.90.12	2004.90.12
1205.90.00	1512.21.00	1602.32.93	1901.90.32	2004.90.20
1207.20.00	1512.29.00	1602.32.94	1901.90.34	2004.90.30
1207.40.00	1513.11.00	1602.32.95	1901.90.52	2004.90.91
1207.50.00	1513.19.00	1602.39.10	1901.90.54	2005.10.00
1207.91.00	1513.21.00	1602.39.91	1902.11.21	2005.40.00
1207.99.00	1513.29.10	1602.39.99	1902.11.29	2005.51.10
1208.10.10	1513.29.90	1602.42.10	1902.19.23	2005.51.90
1208.10.20	1514.11.00	1602.42.90	1902.19.92	2005.59.00
			1902.19.92	2005.60.00
1208.90.10	1514.19.00	1602.49.10		
1208.90.20	1514.91.00	1602.49.90	1902.30.31	2005.70.10
1209.10.00	1514.99.00	1602.50.10	1902.30.39	2005.70.90
1209.21.00	1515.11.00	1602.50.91	1904.10.21	2005.91.00
1209.22.00	1515.19.00	1602.50.99	1904.10.29	2005.99.11
1209.23.00	1515.21.00	1602.90.10	1904.10.41	2005.99.19
1209.24.00	1515.29.00	1602.90.91	1904.10.49	2005.99.20
1209.25.00	1515.30.00	1602.90.99	1904.20.21	2005.99.90
1209.29.00	1515.50.10	1701.11.10	1904.20.29	2006.00.10
1209.30.10	1515.50.90	1701.11.20	1904.20.41	2006.00.20
1209.30.20	1515.90.10	1701.11.30	1904.20.49	2008.19.10
1209.91.10	1515.90.91	1701.11.40	1904.20.62	2008.19.90
1209.91.90	1515.90.99	1701.11.50	1904.20.64	2008.20.00
1209.99.10	1516.20.20	1701.11.60	1904.30.21	2008.30.00
1209.99.20	1516.20.90	1701.12.10	1904.30.29	2008.40.10
1210.10.00	1517.10.20	1701.12.90	1904.30.62	2008.40.20
1210.20.00	1517.90.21	1701.91.00	1904.90.21	2008.40.90
1211.30.00	1517.90.22	1701.99.00	1904.90.29	2008.50.10
1211.40.00	1518.00.90	1702.11.00	1904.90.40	2008.50.90
1212.20.00	1601.00.11	1702.19.00	1904.90.62	2008.60.10
1212.20.00	1601.00.11	1702.19.00	1904.90.64	2008.60.90
1212.99.10	1601.00.21	1702.30.10	1905.10.29	2008.70.10
1212.99.20	1601.00.22	1702.30.90	1905.10.51	2008.70.90
1212.99.90	1601.00.23	1702.40.00	1905.10.59	2008.80.00
1213.00.00	1601.00.31	1702.60.00	1905.10.72	2008.92.10

2000	7100
2000 02 00	2206 00 62
2008.92.90	2206.00.63
2008.99.10	2206.00.64
2008.99.20	2206.00.65
2008.99.30	2206.00.66
2008.99.40	2206.00.67
2105.00.92	2206.00.68
2106.90.32	2206.00.71
2106.90.34	2206.00.72
2106.90.51	2206.00.80
2106.90.52	2206.00.91
2106.90.93	2206.00.92
2106.90.94	2206.00.92
2106.90.95	2302.30.10
2106.90.97	2302.30.20
2202.90.43	2302.40.11
2204.10.10	2302.40.12
2204.10.90	2302.40.90
2204.21.10	2302.50.00
2204.21.21	2303.10.00
2204.21.22	2303.20.10
2204.21.23	2303.20.90
2204,21,24	2303.30.00
2204.21.25	2304.00.00
2204.21.26	2305.00.00
2204.21.27	2306.10.00
2204.21.28	2306.10.00
	2306.20.00
2204.21.31	
2204.21.32	2306.41.00
2204.21.41	2306.49.00
2204.21.49	2306.50.00
2204.29.10	2306.60.00
2204.29.21	2306.90.00
2204.29.22	2307.00.00
2204.29.23	2308.00.00
2204.29.24	2309.10.00
2204.29.25	2309.90.10
2204.29.26	2309.90.20
2204.29.27	2309.90.31
2204.29.28	2309.90.32
2204.29.31	2309.90.33
2204.29.32	2309.90.34
2204.29.41	2309.90.35
	2309.90.36
2204.29.49	
2204.30.10	2309.90.39
2204.30.90	2309.90.91
2206.00.11	2309.90.99
2206.00.12	2401.10.10
2206.00.18	2401.10.91
2206.00.19	2401.10.99
2206.00.21	2401.20.10
2206.00.22	2401.20.90
2206.00.31	2401.30.00
2206.00.39	2402.10.00
2206.00.41	2402.20.00
2206.00.49	2402.90.00
2206.00.50	2403.10.00
2206.00.61	2403.10.00
2206.00.62	2403.91.10
2200.00.02	2403.91.20

2403.91.90 2403.99.10 2403.99.20 2403.99.90 3502.11.10 3502.11.20 3502.19.10 3502.19.20 3502.20.00 3502.90.00 3505.10.11 3505.10.19 3505.10.20 3505.10.90 9801.20.00 9826.10.00 9826.20.00 9826.30.00 9826.40.00 9897.00.00 9898.00.00 9899.00.00 9904.00.00 9905.00.00 9929.00.00 9938.00.00 9990.00.00 9992.00.00

SCHEDULE 6 (Paragraphs 37(1)(m) and (o))

Tariff Item	Initial Rate	Final Rate
1704.10.00	4.5%	4.5% (A)
1704.90.20	5%	.5% (A)
1806.20.90	3%	3% (A)
1806.31.00	3%	3% (A)
2103.20.10	6%	6% (A)
2103.20.90	6%	6% (A)
2104.20.00	5.5%	5.5% (A)
2105.00.10	5%	5% (A)
2106.10.00	5.5%	5.5% (A)
2106.90.91	5%	5% (A)
2106.90.92	5%	5% (A)
2106.90.96	19%	19% (A)
2106.90.98	5%	5% (A)
8902.00.10	25%	Free (Q1)
8904.00.00	25%	Free (Q2)
8905.10.00	25%	Free (Q2)
8905.20.10	20%	Free (Q1)
8905.20.20	25%	Free (Q1)
8905.90.10	20%	Free (Q1)
8905.90.90	25%	Free (Q2)

ANNEXE 6 (alinéas 37(1)m) et o))

Numéro tarifaire	Taux initial	Taux final
1704.10.00	· 4,5 %	4,5 % (A)
1704.90.20	5 %	5 % (A)
1806.20.90	3 %	3 % (A)
1806.31.00	3 %	3 % (A)
2103.20.10	6 %	6 % (A)
2103.20.90	6 %	6 % (A)
2104.20.00	5,5 %	5,5 % (A)
2105.00.10	5 %	5 % (A)
2106.10.00	5,5 %	5,5 % (A)
2106.90.91	5 %	5 % (A)
2106.90.92	5 %	5 % (A)
2106.90.96	19 %	19 % (A)
2106.90.98	5 %	5 % (A)
8902.00.10	25 %	En fr. (Q1)
8904.00.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.10.00	25 %	En fr. (Q2)
8905.20.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.20.20	25 %	En fr. (Q1)
8905.90.10	20 %	En fr. (Q1)
8905.90.90	25 %	En fr. (Q2)

SCHEDULE 7 (Paragraphs 37(1)(c), (h) and (m) and subsection 37(3))

		Most-Favoured-Nation Tariff		Preferential Tariff	
Tariff Item	Description of Goods	Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
0208.40	-Of whales, dolphins and porpoises (mammals of the order Cetecea); of manatees and dugongs (mammals of the order Sirenia)				
0208.40.10	Of whales	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
0208.40.90	Other	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
1516.10	-Animal fats and oils and their fractions				
1516.10.10	Obtained entirely from fish or marine mammals	11%	11% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

			oured-Nation ariff	Preferential Tariff	
Tariff Item	Description of Goods	Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
1516.10.90	Other	11%	11% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
1603.00.11	Of meat:Of whales	6%	6% (A)	UST: Free	UST: Free (A)
1003.00.11	OI whates	070	070 (A)	MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: 5% LDCT: Free CCCT: Free AUT: Free NZT: Free	MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: 5% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: Free (A) NZT: Free (A)
1603.00.19	Other	6%	6% (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: 5% LDCT: Free CCCT: Free AUT: Free NZT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: 5% (A) LDCT: Free (A) AUT: Free (A) NZT: Free (A)
2301.10 2301.10.10	-Flours, meals and pellets, of meat or meat offal; greavesOf whales	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A)

			oured-Nation ariff	Preferential Tariff	
Tariff Item	Description of Goods	Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				NT: Free SLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
2301.10.90	Other	Free	Free (A)	UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: N/A NT: N/A SLT: N/A GPT: Free (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A
2309.90.37	Fish solubles	Free	Free (A)	NZT: N/A UST: Free MT: Free MUST: N/A CT: Free CIAT: N/A CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: Free LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	NZT: N/A UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: N/A CT: Free (A) CIAT: N/A CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: Free (A) LDCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8901.10	-Cruise ships, excursion boats and similar vessels principally designed for the transport of persons; ferry-boats of all kinds			14231.14711	
8901.10.10	Of dimensions exceeding a length of 294.13 m and a beam of 32.31 m	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

			oured-Nation ariff	Preferential Tariff	
Tariff Item	Description of Goods	Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
8901.10.90 8901.20	Other	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: 25% NT: 25% SLT: 25% GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (Q2) NT: Free (Q2) SLT: Free (Q2) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8901.20.10	Of dimensions exceeding a length of 294.13 m and a beam of 32.31 m	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8901.20.90	Other	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: 25% NT: 25% SLT: 25% GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (Q1) NT: Free (Q1) SLT: Free (Q1) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8901.90.91	Of dimensions exceeding a length of 294.13 m and a beam of 32.31 m	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A)

			oured-Nation ariff	Prefero	ential Tariff
Tariff Item	Description of Goods	Initial Rate	Final Rate	Initial Rate	Final Rate
				NT: Free SLT: Free GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8901.90.99	Other	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: 25% NT: 25% SLT: 25% GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) IT: Free (Q2) NT: Free (Q2) SLT: Free (Q2) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) AUT: N/A
	041			NZT: N/A	NZT: N/A
8906.90.91	Other:Of dimensions exceeding a length of 294.13 m and a beam of 32.31 m	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: Free NT: Free SLT: Free GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) CRT: Free (A) IT: Free (A) NT: Free (A) SLT: Free (A) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A
8906.90.99	Other	25%	25% (A)	UST: Free MT: Free MUST: Free CT: Free CIAT: Free CRT: Free IT: 25% NT: 25% SLT: 25% GPT: 25% LDCT: Free CCCT: Free AUT: N/A NZT: N/A	UST: Free (A) MT: Free (A) MUST: Free (A) CT: Free (A) CIAT: Free (A) IT: Free (Q1) NT: Free (Q1) SLT: Free (Q1) GPT: 25% (A) LDCT: Free (A) CCCT: Free (A) AUT: N/A NZT: N/A

ANNEXE 7
(alinéas 37(1)c), h) et m) et paragraphe 37(3))

Numéro			nation la plus orisée	Tarif d	e préférence
tarifaire	Dénomination des marchandises	Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
0208.40	-De baleines, dauphins et marsouins (mammifères de l'ordre des cétacés); de lamantins et dugongs (mammifères de l'ordre des siréniens)				
0208.40.10	De baleines	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
0208.40.90	Autres	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: S/O TN: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
1516.10	-Graisses et huiles animales et leurs fractions				
1516.10.10	Provenant entièrement de poissons ou de mammifères marins	11 %	11 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
1516.10.90	Autres	11 %	11 % (A)	TÉU: En fr.	TÉU: En fr. (A)

Norma			ation la plus risée	Tarif de	e préférence
Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
	De viande:			,	,
1603.00.11	De baleines	0 /0	6 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: 5 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: En fr. TAU: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMEU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: 5 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A)
1603.00.19	Autres	6 %	6 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: 5 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: En fr. TNZ: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMEU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: S/O TN: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: 5 % (A) TPMD: En fr. (A) TAU: En fr. (A) TNZ: En fr. (A)
2301.10	-Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets, de viandes ou d'abats; cretons				
2301.10.10	De baleines	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A)

Numéro			nation la plus risée	Tarif d	e préférence
tarifaire	Dénomination des marchandises	Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TSL: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TSL: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
2301.10.90	Autres	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMEU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: S/O TN: S/O TN: S/O TSL: S/O TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
2309.90.37	Résidus solubles de poisson	En fr.	En fr. (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: S/O TC: En fr. TACI: S/O TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: En fr. TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: S/O TC: En fr. (A) TACI: S/O TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: En fr. (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8901.10	-Paquebots, bateaux de croisières et bateaux similaires principalement conçus pour le transport de personnes; transbordeurs				
8901.10.10	Dont la longueur est supérieure à 294,13 m et dont la largeur est supérieure à 32,31 m	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TPAC: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O

NI			ation la plus risée	Tarif de	e préférence
Numéro tarifaire	Dénomination des marchandises	Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
8901.10.90	Autres	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TC: En fr. TI: 25 % TN: 25 % TSL: 25 % TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (Q2) TN: En fr. (Q2) TSL: En fr. (Q2) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8901.20	-Bateaux-citernes				,
8901.20.10	Dont la longueur est supérieure à 294,13 m et dont la largeur est supérieure à 32,31 m	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TC: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TYAC: En fr. TYAC: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMEU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TI: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8901.20.90	Autres	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TC: En fr. TI: 25 % TN: 25 % TSL: 25 % TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (Q1) TN: En fr. (Q1) TSL: En fr. (Q1) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8901.90.91	AuresDont la longueur est supérieure à 294,13 m et dont la largeur est supérieure à 32,31 m	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TI: En fr.	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A)

Numéro			ation la plus risée	Tarif de préférence	
tarifaire	Dénomination des marchandises	Taux initial	Taux final	Taux initial	Taux final
				TN: En fr. TSL: En fr. TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8901.90.99	Autres	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TI: 25 % TN: 25 % TSL: 25 % TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (Q2) TN: En fr. (Q2) TSL: En fr. (Q2) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
	Autres:				
8906.90.91	Dont la longueur est supérieure à 294,13 m et dont la largeur est supérieure à 32,31 m	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TI: En fr. TN: En fr. TSL: En fr. TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (A) TN: En fr. (A) TSL: En fr. (A) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TPAC: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O
8906.90.99	Autres	25 %	25 % (A)	TÉU: En fr. TM: En fr. TMÉU: En fr. TC: En fr. TACI: En fr. TCR: En fr. TI: 25 % TN: 25 % TSL: 25 % TPG: 25 % TPMD: En fr. TPAC: En fr. TAU: S/O TNZ: S/O	TÉU: En fr. (A) TM: En fr. (A) TMÉU: En fr. (A) TC: En fr. (A) TACI: En fr. (A) TCR: En fr. (A) TI: En fr. (Q1) TN: En fr. (Q1) TSL: En fr. (Q1) TPG: 25 % (A) TPMD: En fr. (A) TAU: S/O TNZ: S/O

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



EXPLANATORY NOTES

Canadian International Trade Tribunal Act

Clause 16: Existing text of subsection 2(5):

(5) For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, from Chile or from Costa Rica if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country, from Chile or from Costa Rica, as the case may be, within the meaning of sections 17 and 18 of the *Customs Tariff*.

Clause 17: New.

Clause 18: Existing text of section 21.1:

21.1 In sections 23 to 30, "complaint" means a written complaint filed with the Tribunal under subsection 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.07) or (1.08) and, for the purposes of those sections, a complaint is properly documented if the Tribunal is satisfied that it contains or is accompanied by the information required by section 23.

Clause 19: New.

Clause 20: Relevant portion of subsection 25(2):

- (2) Where the Tribunal determines under subsection (1) that a complaint is properly documented, it shall forthwith
 - (c) in the case of a complaint filed under subsection 23(1.03), (1.06) or (1.08), send to the Minister a copy of the complaint and the information examined by the Tribunal in making its determination.

Clause 21: New.

Clause 22: New.

Customs Act

Clause 23: (1) Existing text of the definitions:

"free trade agreement" means NAFTA, CCFTA, CCRFTA or CIFTA;

"free trade partner" means

- (a) a NAFTA country,
- (b) Chile,
- (c) Costa Rica, or
- (d) Israel or another CIFTA beneficiary;
- (2) New.
- (3) New.

Clause 24: (1) Relevant portion of

NOTES EXPLICATIVES

Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur

Article 16: Texte du paragraphe 2(5):

(5) Pour l'application de la présente loi, sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica les marchandises transportées directement au Canada de ce pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica, selon le cas, conformément aux articles 17 et 18 du *Tarif des douanes*.

Article 17: Nouveau.

Article 18: Texte de l'article 21.1:

21.1 Aux articles 23 à 30, «plainte» s'entend d'une plainte écrite déposée auprès du Tribunal en vertu des paragraphes 23(1), (1.01), (1.02), (1.03), (1.04), (1.05), (1.06), (1.07) ou (1.08). Le dossier est complet si le Tribunal est convaincu qu'il comprend les renseignements prévus à l'article 23.

Article 19: Nouveau.

Article 20: Texte du paragraphe 25(2):

(2) Dans le cas d'une décision positive, le Tribunal la notifie sans délai au plaignant ainsi qu'aux autres intéressés. S'il s'agit d'une plainte visée aux paragraphes 23(1.03), (1.06) ou (1.08), il transmet au ministre une copie de la plainte, ainsi que les renseignements et documents pertinents à l'appui de celleci.

Article 21: Nouveau.

Article 22: Nouveau.

Loi sur les douanes

Article 23: (1) Texte des définitions:

« accord de libre-échange » L'ALÉNA, l'ALÉCC, l'ALÉCCR ou l'ALÉCI. « partenaire de libre-échange » Selon le cas :

- a) un pays ALÉNA;
- b) le Chili;
- c) le Costa Rica;
- d) Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI.
- (2) Nouveau.
- (3) Nouveau.

Article 24: (1) Texte du passage visé du paragraphe 42.1(1):

- **42.1** (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section, or any person, or any person within a class of persons, designated by the President to act on behalf of such an officer, may, subject to the prescribed conditions,
 - (a) conduct a verification of origin of goods for which preferential tariff treatment under a free trade agreement is claimed
 - (2) New.
 - (3) Existing text of subsection 42.1(2):
- (2) If an exporter or producer of goods that are subject to a verification of origin under paragraph (1)(a) fails to comply with the prescribed requirements or, in the case of a verification of origin under subparagraph (1)(a)(i), does not consent to the verification of origin in the prescribed manner and within the prescribed time, preferential tariff treatment under a free trade agreement may be denied or withdrawn from the goods.

Clause 25: New.

Clause 26: Relevant portion of subsection 43.1(1):

43.1 (1) Any officer, or any officer within a class of officers, designated by the President for the purposes of this section shall, before goods are imported, on application by any member of a prescribed class that is made within the prescribed time, in the prescribed manner and in the prescribed form containing the prescribed information, give an advance ruling with respect to

(b) in the case of goods exported from a NAFTA country, from Chile or from Costa Rica, any other matter concerning those goods that is set out in paragraph 1 of Article 509 of NAFTA, in paragraph 1 of Article E-09 of CCFTA or in paragraph 1 of Article V.9 or paragraph 10 of Article IX.2 of CCRFTA, as the case may be; and

Clause 27: Relevant portion of subsection 74(1):

74. (1) Subject to this section, section 75 and any regulations made under section 81, a person who paid duties on any imported goods may, in accordance with subsection (3), apply for a refund of all or part of those duties, and the Minister may grant to that person a refund of all or part of those duties, if

(c.11) the goods were imported from Costa Rica or from Israel or another CIFTA beneficiary but no claim for preferential tariff treatment under CCRFTA or CIFTA, as the case may be, was made in respect of those goods at the time they were accounted for under subsection 32(1), (3) or (5);

Clause 28: New.

Clause 29: New.

Customs Tariff

Clause 30: New.

Clause 31: Existing text of section 5:

- **42.1** (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article ou la personne désignée par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie, pour agir pour le compte d'un tel agent peut, sous réserve des conditions réglementaires :
 - a) vérifier l'origine des marchandises faisant l'objet d'une demande de traitement tarifaire préférentiel découlant d'un accord de libre-échange :
 - (2) Nouveau.
 - (3) Texte du paragraphe 42.1(2):
- (2) Dans le cas où l'exportateur ou le producteur ne se conforme pas aux exigences réglementaires de la vérification prévue à l'alinéa (1)a) ou, s'agissant d'une visite prévue au sous-alinéa (1)a)(i), n'y consent pas suivant les modalités de temps et autres réglementaires, le traitement tarifaire préférentiel demandé peut être refusé ou retiré aux marchandises en cause.

Article 25: Nouveau.

Article 26: Texte du passage visé du paragraphe 43.1(1):

43.1 (1) L'agent chargé par le président, individuellement ou au titre de son appartenance à une catégorie d'agents, de l'application du présent article est tenu, sur demande d'un membre d'une catégorie réglementaire présentée dans le délai réglementaire, selon les modalités réglementaires, en la forme et avec les renseignements déterminés par le ministre, de rendre, avant l'importation de marchandises, une décision anticipée:

[...

b) s'agissant de marchandises exportées d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica, sur toute autre question portant sur l'application à celles-ci du paragraphe 1 de l'article 509 de l'ALÉNA, du paragraphe 1 de l'article E-09 de l'ALÉCC ou du paragraphe 1 de l'article V.9 ou du paragraphe 10 de l'article IX.2 de l'ALÉCCR, selon le cas;

Article 27: Texte du passage visé du paragraphe 74(1):

74. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, de l'article 75 et des règlements d'application de l'article 81, le demandeur qui a payé des droits sur des marchandises importées peut, conformément au paragraphe (3), faire une demande de remboursement de tout ou partie de ces droits et le ministre peut accorder à la personne qui, conformément à la présente loi, a payé des droits sur des marchandises importées le remboursement total ou partiel de ces droits dans les cas suivants:

c.11) les marchandises ont été importées du Costa Rica, d'Israël ou d'un autre bénéficiaire de l'ALÉCI, mais n'ont pas fait l'objet d'une demande visant l'obtention du traitement tarifaire préférentiel de l'ALÉCCR ou de l'ALÉCI au moment de leur déclaration en détail en application des paragraphes 32(1), (3) ou (5);

Article 28: Nouveau.

Article 29: Nouveau.

Tarif des douanes

Article 30: Nouveau.

Article 31: Texte de l'article 5:

5. For the purposes of this Act, goods are imported from a NAFTA country, from Chile or from Costa Rica if they are shipped directly to Canada from the NAFTA country, from Chile or from Costa Rica, as the case may be.

Clause 32: Existing text of section 27:

27. For the purposes of the List of Tariff Provisions and the "F" Staging List, the abbreviations "UST", "MT", "MUST", "CT", "CRT", "CIAT", "GPT", "LDCT", "CCCT", "AUT" and "NZT" refer, respectively, to "United States Tariff", "Mexico Tariff", "Mexico—United States Tariff", "Chile Tariff", "Costa Rica Tariff", "Canada—Israel Agreement Tariff", "General Preferential Tariff", "Least Developed Country Tariff", "Commonwealth Caribbean Countries Tariff", "Australia Tariff" and "New Zealand Tariff".

Clause 33: New.

Clause 34: New.

Clause 35: Existing text of section 87:

- 87. (1) Notwithstanding subsection 20(2), the value for duty of goods of tariff item No. 9971.00.00
 - (a) that are entitled to the Mexico Tariff is the value of the repairs or alterations made to those goods in Mexico; and
 - (b) that are entitled to the Mexico-United States Tariff is the value of the repairs or alterations made to those goods in one or more NAFTA countries.
 - (2) Subsection (1) ceases to have effect on December 31, 2002.

Clause 36: Relevant portion of section 133:

133. The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness, make regulations

(j) for the purpose of tariff item No. 9971.00.00 or 9992.00.00, prescribing conditions under which goods that have been exported to a NAFTA country, Chile, Costa Rica, Israel or another CIFTA beneficiary for repair or alteration may be imported;

5. Pour l'application de la présente loi, les marchandises qui sont expédiées directement au Canada à partir d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica sont des marchandises importées d'un pays ALÉNA, du Chili ou du Costa Rica, selon le cas.

Article 32: Texte de l'article 27:

27. Pour l'application de la liste des dispositions tarifaires et du tableau des échelonnements, les abréviations « TÉU », « TM », « TMÉU », « TC », « TCR », « TACI », « TPG », « TPMD », « TPAC », « TAU » et « TNZ » désignent respectivement « Tarif des États-Unis », « Tarif du Mexique », « Tarif Mexique — États-Unis », « Tarif du Chili », « Tarif de l'accord Canada–Israël », « Tarif de préférence général », « Tarif des pays les moins développés », « Tarif des pays antillais du Commonwealth », « Tarif de l'Australie » et « Tarif de la Nouvelle-Zélande ».

Article 33: Nouveau.

Article 34: Nouveau.

Article 35: Texte de l'article 87:

- **87.** (1) Par dérogation au paragraphe 20(2), la valeur en douane de marchandises du n° tarifaire 9971.00.00 qui bénéficient du :
 - a) tarif du Mexique est la valeur des réparations ou modifications dont elles ont fait l'objet au Mexique;
 - b) tarif Mexique États-Unis est la valeur des réparations ou modifications dont elles ont fait l'objet dans un ou plusieurs pays ALÉNA.
 - (2) Le paragraphe (1) cesse d'avoir effet le 31 décembre 2002.

Article 36: Texte du passage visé de l'article 133:

133. Sur recommandation du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, le gouverneur en conseil peut par règlement:

[...]

j) pour l'application des nos tarifaires 9971.00.00 ou 9992.00.00, fixer les conditions de l'importation des marchandises qui ont été exportées vers un pays ALÉNA, le Chili, le Costa Rica, Israël ou autre bénéficiaire de l'ALÉCI pour réparation ou modification;



Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage Paid Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

http://www.parl.gc.ca

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca **C-3**

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-3

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-3

PROJET DE LOI C-3

An Act to amend the Arctic Waters Pollution Prevention Act

Loi modifiant la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment amends the definition "arctic waters" in the Arctic Waters Pollution Prevention Act to extend the geographic application of the Act to the outer limit of the exclusive economic zone of Canada north of the 60th parallel of north latitude.

SOMMAIRE

Le texte modifie la définition de « eaux arctiques » de la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques en vue d'étendre la portée géographique de la loi jusqu'à la limite extérieure de la zone économique exclusive du Canada au nord du soixantième parallèle de latitude Nord. 1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-3

PROJET DE LOI C-3

An Act to amend the Arctic Waters Pollution Prevention Act

Loi modifiant la Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

R.S., c. A-12

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The definition "arctic waters" in section is replaced by the following:

"arctic waters" «eaux arctiques »

"arctic waters" means the internal waters of Canada and the waters of the territorial sea of Canada and the exclusive economic zone of parallel of north latitude, the 141st meridian of west longitude and the outer limit of the exclusive economic zone; however, where the international boundary between Canada and the baselines of the territorial sea of Canada, the international boundary shall be substituted for that outer limit;

Coming into force

Greenland is less than 200 nautical miles from 15 tionale entre le Canada et le Groenland est à

2. This Act comes into force on a day to be

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. La définition de «eaux arctiques», à 2 of the Arctic Waters Pollution Prevention Act 5 l'article 2 de la Loi sur la prévention de la 5 pollution des eaux arctiques, est remplacée par ce qui suit:

« eaux arctiques » Eaux intérieures du Canada et eaux comprises dans la mer territoriale du Canada et la zone économique exclusive du 10 Canada, within the area enclosed by the 60th 10 Canada, à l'intérieur de la zone délimitée par le soixantième parallèle de latitude Nord, le cent quarante et unième méridien de longitude Ouest et la limite extérieure de la zone économique exclusive; toutefois, là où la frontière interna-15 moins de deux cents milles marins de la ligne de base de la mer territoriale du Canada, cette frontière internationale est substituée à cette limite extérieure. 20

arctiques » "arctic waters"

«eaux

L.R., ch. A-12

2. La présente loi entre en vigueur à la fixed by order of the Governor in Council. 20 date fixée par décret.

Entrée en vigueur

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de: Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



EXPLANATORY NOTE

NOTE EXPLICATIVE

Arctic Waters Pollution Prevention Act

Clause 1: Existing text of the definition:

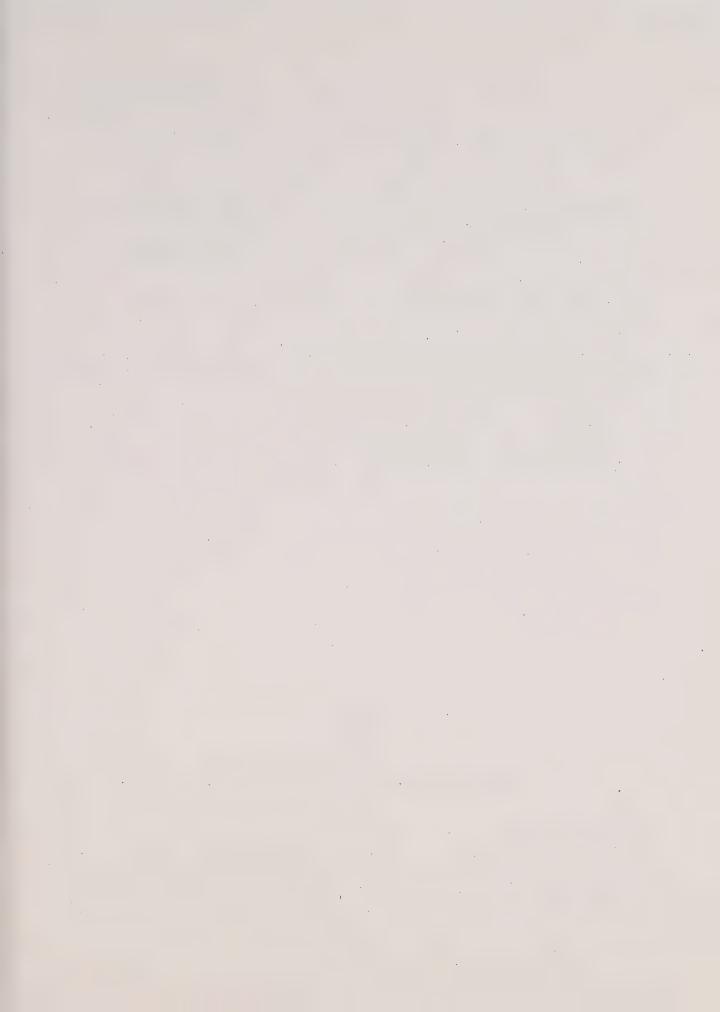
"arctic waters" means the waters adjacent to the mainland and islands of the Canadian arctic within the area enclosed by the sixtieth parallel of north latitude, the one hundred and forty-first meridian of west longitude and a line measured seaward from the nearest Canadian land a distance of one hundred nautical miles, except that in the area between the islands of the Canadian arctic and Greenland, where the line of equidistance between the islands of the Canadian arctic and Greenland is less than one hundred nautical miles from the nearest Canadian land, that line shall be substituted for the line measured seaward one hundred nautical miles from the nearest Canadian land;

Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

Article 1: Texte de la définition:

«eaux arctiques» Eaux contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien à l'intérieur de la zone délimitée par le soixantième parallèle de latitude nord, le cent quarante et unième méridien de longitude ouest et une ligne en mer dont chaque point se trouve à une distance de cent milles marins de la plus proche terre canadienne, sauf que, dans la zone sise entre les îles de l'Arctique canadien et le Groenland, là où la ligne d'équidistance entre les îles de l'Arctique canadien et le Groenland est à moins de cent milles marins de la plus proche terre canadienne, cette ligne d'équidistance est substituée à la ligne en mer dont chaque point se trouve à cent milles marins de la plus proche terre canadienne.







Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage Paid Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

http://www.parl.gc.ca

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-4

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-4

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

PROJET DE LOI C-4

An Act respecting not-for-profit corporations and certain other Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines corporations

personnes morales

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008



First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

PROJET DE LOI C-4

An Act respecting not-for-profit corporations and certain other Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines corporations

personnes morales

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled "An Act respecting not-for-profit corporations and certain other corporations".

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée « Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines personnes morales ».

SUMMARY

This enactment establishes a framework for the governance of not-for-profit corporations and other corporations without share capital, mainly based on the *Canada Business Corporations Act*.

The enactment replaces the "letters patent" system of incorporation by an "as of right" system of incorporation. The current requirement for ministerial review of letters patent and by-laws prior to incorporation is replaced by the granting of incorporation upon the sending of required information and payment of a fee.

The enactment provides for modern corporate governance standards, including the rights, powers, duties and liabilities of directors and officers, along with related defences, and financial accountability and disclosure requirements.

The enactment sets out the capacity and powers of a corporation as a natural person, including its right to buy and sell property, make investments, borrow funds and issue debt obligations.

The enactment sets out the rights of members, including the right to vote at a meeting of members, call a special meeting of members, advance proposals for consideration at meetings of members and access corporate records.

The enactment provides requirements for financial review by a public accountant and financial disclosure based on whether a corporation has solicited funds and its level of annual revenue.

The enactment gives the Director powers of administration, including the power to make inquiries related to compliance and to access key corporate documents such as financial statements and membership lists.

The enactment includes remedies for members and other interested persons to address the conduct of a corporation that is oppressive or unfairly prejudicial to or unfairly disregards the interests of any creditor, director, officer or member.

The enactment provides procedures for the amalgamation, continuance, liquidation and dissolution of a corporation and other fundamental corporate changes. The continuance provisions govern the continuance of bodies incorporated under other Acts and provide a power for the Governor in Council to require a federal body corporate without share capital to apply for continuance under the enactment or be dissolved.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'établir un cadre pour la régie des organisations à but non lucratif et d'autres personnes morales sans capital-actions et se fonde principalement sur la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*.

Le texte remplace la constitution par lettres patentes par la constitution de plein droit en organisation. L'exigence de l'examen préalable, par le ministre, des lettres patentes et des règlements administratifs est remplacée par l'autorisation de constitution en organisation suivant l'envoi des renseignements exigés et le paiement d'un droit.

Le texte établit des normes de gestion modernes, notamment en ce qui a trait aux attributions et responsabilités des administrateurs et des dirigeants, aux moyens de défense qui leur sont ouverts, à leur responsabilité en matière financière et à la communication de renseignements.

Le texte prévoit qu'une organisation a la capacité d'une personne physique et il précise ses pouvoirs, notamment ceux d'acquérir et de vendre des biens, de faire des placements, de contracter des emprunts et d'émettre des titres de créance.

Le texte établit les droits des membres de l'organisation tels que ceux de voter à une assemblée, de convoquer une assemblée extraordinaire, de présenter une proposition à étudier lors d'une assemblée et d'avoir accès aux registres de l'organisation.

Le texte fixe des exigences en matière d'examen financier par un expertcomptable et de renseignements à fournir, lesquelles exigences varient selon que l'organisation a recouru à la sollicitation ou non et selon ses revenus annuels.

Le directeur se voit conférer des pouvoirs concernant la mise en oeuvre du texte, notamment ceux d'obtenir des renseignements relativement à l'observation de la loi et d'avoir accès aux documents importants de l'organisation tels que ses états financiers et la liste de ses membres.

Le texte crée un recours pour les membres et autres intéressés dans le cas où l'organisation entrave l'exercice des droits de ses créanciers, administrateurs, dirigeants ou membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts.

Le texte établit les procédures de fusion, prorogation, liquidation et dissolution de l'organisation et celles relatives à d'autres modifications de structure. De plus, il régit la prorogation des personnes morales constituées en

The enactment modernizes the legal regime that applies to corporations without share capital created by special Acts of Parliament by providing that those corporations are natural persons, requiring the holding of an annual meeting and the sending of an annual return, and regulating a change of a corporation's name and its dissolution.

The enactment gives corporations with share capital created by special Acts of Parliament and subject to Part IV of the *Canada Corporations Act* six months to apply for continuance under the *Canada Business Corporations Act* or be dissolved.

The enactment makes a number of consequential amendments to other federal Acts. It provides for a phased repeal of the *Canada Corporations Act* as corporations cease being subject to the Parts of that Act.

vertu d'une autre loi et permet au gouverneur en conseil d'enjoindre à une personne morale sans capital-actions de demander un certificat de prorogation, à défaut de quoi elle est dissoute.

Le texte modernise le régime juridique régissant les personnes morales sans capital-actions constituées par loi spéciale du Parlement. À cet égard, il prévoit qu'elles ont la capacité d'une personne physique, exige la tenue d'une assemblée annuelle et l'envoi d'un rapport annuel et régit la modification de leur dénomination ainsi que leur dissolution.

Le texte prévoit que les personnes morales ayant un capital-actions qui sont constituées par loi spéciale du Parlement et assujetties à la partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes* ont six mois pour obtenir leur prorogation sous le régime de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, à défaut de quoi elles sont dissoutes.

Enfin, le texte apporte des modifications corrélatives à d'autres lois fédérales et prévoit l'abrogation des dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes* au fur et à mesure que les personnes morales cessent d'être assujetties aux parties de celle-ci.



TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING NOT-FOR-PROFIT CORPORATIONS AND CERTAIN OTHER CORPORATIONS

SHORT TITLE

1. Canada Not-for-profit Corporations Act

PART 1

INTERPRETATION AND APPLICATION

INTERPRETATION

2. Definitions

APPLICATION

3. Application of Act

PURPOSE

4. Purpose

DESIGNATION OF MINISTER

5. Power of Governor in Council

PART 2

INCORPORATION

- 6. Incorporators
- 7. Articles of incorporation
- 8. Delivery of articles of incorporation
- 9. Certificate of incorporation
- 10. Effect of certificate
- 11. Alternate name
- 12. Reserving name
- 13. Prohibited names
- 14. Certificate of amendment
- 15. Pre-incorporation and pre-amalgamation contracts

PART 3

CAPACITY AND POWERS

- 16. Capacity of a corporation
- 17. Powers of a corporation

TABLE ANALYTIQUE

LOI RÉGISSANT LES ORGANISATIONS À BUT NON LUCRATIF ET CERTAINES PERSONNES MORALES

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif.

PARTIE 1

DÉFINITIONS ET APPLICATION

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. Définitions

APPLICATION

3. Application

OBJET

4. Objet

DÉSIGNATION DU MINISTRE

5. Pouvoir du gouverneur en conseil

PARTIE 2

CONSTITUTION

- 6. Fondateurs
- 7. Statuts constitutifs
- 8. Envoi des statuts constitutifs
- 9. Certificat de constitution
- 10. Effet du certificat
- 11. Choix de la dénomination
- 12. Réservation
- 13. Dénominations prohibées
- 14. Certificat de modification
- 15. Contrats antérieurs à la constitution

PARTIE 3

CAPACITÉ ET POUVOIRS

- 16. Capacité
- 17. Pouvoirs

18.	No constructive notice	18.	Absence de présomption de connaissance
19.	Authority of directors, officers, agents and mandataries	19.	Prétentions interdites
	PART 4		PARTIE 4
	REGISTERED OFFICE AND RECORDS		SIÈGE ET LIVRES
20.	Registered office	20.	Siège
21.	Corporate records	21.	Livres
22.	Access to corporate records	22.	Consultation de certains documents
23.	Requirement for statutory declaration — register of members	23.	Consultation du registre des membres
24.	Examination by Director	24.	Consultation des livres
25.	Application for authorization — corporation	25.	Demande d'autorisation: organisation
26.	Form of records	26.	Mode de conservation des livres
27.	Validity of unsealed documents	27.	Absence du sceau
	PART 5		PARTIE 5
	CORPORATE FINANCE		FINANCEMENT
28.	Borrowing powers	28.	Pouvoir d'emprunt
29.	Issue of debt obligations	29.	Émission de titres de créance
30.	Repayment	30.	Règlement
31.	Annual contributions or dues	31.	Contribution ou cotisation annuelle
32.	Ownership of property	32.	Biens des organisations
33.	Directors not trustees	33.	Administrateurs non fiduciaires
34.	Investments by corporation	34.	Placements
35.	Distribution of property, accretions or profits	35.	Distribution des bénéfices et des biens
36.	Surrendered memberships	36.	Dons
37.	Liability	37.	Immunité
	PART 6		PARTIE 6
Dì	EBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES, REGISTERS AND TRANSFERS	7	TITRES DE CRÉANCE, CERTIFICATS, REGISTRES ET TRANSFERT
	Interpretation		DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION
38.	Definitions	38.	Définitions
	DEBT OBLIGATION CERTIFICATES		CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE
39.	Debt obligation certificate	39.	Certificat de titre de créance ou reconnaissance écrite
40.	Fee	40.	Droit exigible
41.	Jointly held debt obligations	41.	Pluralité de détenteurs
42.	Signatures	42.	Signatures
43.	Contents of certificate	43.	Contenu du certificat
44.	Contents of certificate	44.	Contenu du certificat en cas de pluralité des catégories ou séries

	REGISTERS		REGISTRES
45.	Registers	45.	Registre des titres de créance nominatifs
46.	Agent or mandatary	46.	Mandataire
47.	Registration	47.	Inscription au registre
48.	Trustee	48.	Émetteur ou fiduciaire
49.	Constructive registered holder	49.	Personnes habilitées à exercer les droits
50.	Proof of ownership	50.	Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges
51.	Joint holder	51.	Copropriétaires
52.	Duties of issuer	52.	Précisions concernant les obligations de l'émetteur
53.	Minors	53.	Mineurs
54.	Deceased owner	54.	Décès
55.	Overissue	55.	Émission excédentaire
	PROCEEDINGS		Procédure
56.	Rules of action	• 56.	Règles de procédure
	Delivery		Livraison des titres de créance
57.	Delivery of debt obligations	57.	Livraison
	GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES
58.	Incorporation by reference	58.	Incorporation par renvoi
59.	Validity of debt obligation	59.	Validité
60.	Defence	60.	Moyen de défense
61.	Defences	61.	Moyens de défense irrecevables
62.	Deemed notice	62.	Connaissance réputée
63.	Unauthorized signature	63.	Signature non autorisée
64.	Completion of debt obligation	64.	Titre de créance incomplet
65.	Enforceability	65.	Force exécutoire
66.	Fraud	66.	Fraude
67.	Guarantees	67.	Garanties
68.	Acquisition of rights	68.	Acquisition des droits
69.	Limitation of the purchase	69.	Droits limités
70.	Deemed notice	70.	Connaissance réputée
71.	No duty to inquire	71.	Limites
72.	Deemed notice	72.	Connaissance réputée
73.	Staleness	73.	Limite
74.	Guarantee	74.	Garantie
75.	Content of guarantee	75.	Teneur de la garantie
76.	Guarantee of intermediary	76.	Garantie de l'intermédiaire
77.	Guarantee of broker	77.	Garanties du courtier

78.	Right to compel endorsement	78.	Droit d'exiger l'endossement
79.	Definition of "appropriate"	79.	Compétence
80.	Endorsement	80.	Endossement
81.	Immunity of endorser	81.	Immunité de l'endosseur
82.	Partial endorsement	82.	Endossement partiel
83.	Effect of failure by fiduciary to comply	83.	Fautes du représentant
84.	Effect of endorsement	84.	Effet de l'endossement
85.	Endorsement in bearer form	85.	Endossement au porteur
86.	Effect of unauthorized endorsement	86.	Effet d'un endossement non autorisé
87.	Warranties of guarantor of signature	87.	Garantie de la signature
88.	Presumption of delivery	88.	Présomption de livraison
89.	Presumption of ownership	89.	Présomption de propriété
90.	Delivery of debt obligation	90.	Livraison d'un titre de créance
91.	Right to reclaim possession	91.	Remise en possession ou dommages-intérêts
92.	Right to requisites for registration	92.	Droit d'obtenir les pièces nécessaires à l'inscription
93.	Seizure of debt obligation	93.	Saisie d'un titre de créance
94.	Not liable if good faith delivery	94.	Absence de responsabilité
95.	Duty to register transfer	95.	Inscription obligatoire
96.	Assurance of endorsement	96.	Garantie de l'endossement
97.	Notice from additional documentation	97.	Connaissance réputée
98.	Limited duty of inquiry	98.	Limites de l'obligation de s'enquérir
99.	Inquiry into adverse claim	99.	Limites en l'absence de connaissance ou d'avis
100.	Duration of notice of adverse claim	100.	Durée de validité de l'avis
101.	Limitation on issuer's liability	101.	Limites de la responsabilité
102.	Lost or stolen debt obligation	102.	Perte ou vol d'un titre de créance
103.	Duty	103.	Obligation d'authentification du mandataire
104.	Notice to agent or mandatary	104.	Avis au mandataire
	PART 7		PARTIE 7
	TRUST INDENTURES		ACTES DE FIDUCIE
105.	Definitions	105.	Définitions
106.	Conflict of interest	106.	Conflit d'intérêts
107.	Qualification of trustee	107.	Qualités requises pour être fiduciaire
108.	List of debt obligation holders	108.	Liste des détenteurs de titres de créance
109.	Evidence of compliance	109.	Preuve de l'observation des conditions
110.	Contents of declaration, etc.	110.	Teneur de la déclaration solennelle
111.	Further evidence of compliance	111.	Preuve supplémentaire
112.	Trustee may require evidence of compliance	112.	Présentation de la preuve au fiduciaire
113.	Notice of default	113.	Avis du défaut
114.	Duties of trustee	114.	Devoirs du fiduciaire

115.	Reliance on statements	115.	Foi accordée aux déclarations
116.	No exculpation	116.	Caractère impératif des obligations
	DADT 0		DA DTHE O
DECE	PART 8		PARTIE 8
	TIVERS, RECEIVER-MANAGERS AND SEQUESTRATORS	1177	SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS
117.	Functions of receiver or sequestrator	117.	Fonctions du séquestre
118.	Functions of receiver-manager	118.	Fonctions du séquestre-gérant
119.	Directors' powers cease	119.	Non-exercice des pouvoirs
120.	Duty to act	120.	Obligation prévue dans une ordonnance
121.	Duty under instrument or act	121.	Obligations prévues dans un acte ou une ordonnance
122.	Duty of care	122.	Obligation de diligence
123.	Orders given by court	123.	Ordonnances du tribunal
124.	Duties of receiver and receiver-manager	124.	Obligations du séquestre et du séquestre-gérant
	PART 9		PARTIE 9
	DIRECTORS AND OFFICERS		ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS
125.	Duty to manage or supervise management	125.	Fonctions des administrateurs
126.	Number of directors	126.	Nombre .
127.	Qualifications of directors	127.	Inhabilité
128.	Organization meeting	128.	Réunion
129.	Notice of directors	129.	Liste des administrateurs
130.	Ceasing to hold office	130.	Fin du mandat
131.	Removal of directors	131.	Révocation des administrateurs
132.	Statement of director	132.	Déclaration de l'administrateur
133.	Filling vacancy	133.	Manière de combler les vacances
134.	Change in number of directors	134.	Modification du nombre d'administrateurs
135.	Notice of change of director or director's address	135.	Avis de changement au directeur
136.	Attendance at meeting	136.	Présence aux assemblées
137.	Meeting of directors	137.	Réunion du conseil
138.	Decisions made by consensus	138.	Décisions par consensus
139.	Delegation	139.	Délégation de pouvoirs
140.	Validity of acts of directors and officers	140.	Validité des actes
141.	Validity of signed resolutions	141.	Résolutions signées par les administrateurs
142.	Disclosure of interest	142.	Communication des intérêts
143.	Officers	143.	Dirigeants
144.	Remuneration	144.	Rémunération
145.	Indemnification	145.	Remboursement des dépenses
146.	Directors' liability	146.	Responsabilité des administrateurs
147.	Liability of directors for wages	147.	Responsabilité des administrateurs envers les employés
148.	Dissent	148.	Dissidence

149.	Duties of directors and officers	149.	Devoirs des administrateurs et dirigeants
150.	Director — reasonable diligence	150.	Diligence raisonnable — administrateur
151.	Officer — reasonable diligence	151.	Diligence raisonnable — dirigeant
152.	Indemnification	152.	Indemnisation
	PART 10		PARTIE 10
	BY-LAWS AND MEMBERS		RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET MEMBRES
153.	By-laws	153.	Règlements administratifs
154.	Copies to Director	154.	Copies au directeur
155.	Conditions of membership	155.	Conditions d'adhésion
156.	Issuance of memberships	156.	Enregistrement des adhésions
157.	Termination of membership	157.	Fin de l'adhésion
158.	Termination of member's rights	158.	Extinction des droits du membre
159.	Power to discipline a member	159.	Mesures disciplinaires
160.	Place of meetings	160.	Lieu des assemblées
161.	Calling annual meetings	161.	Convocation de l'assemblée annuelle
162.	Fixing record date	162.	Date de référence
163.	Notice provided for in by-laws	163.	Avis de l'assemblée aux membres
164.	Right to submit and discuss	164.	Proposition d'un membre
165.	Quorum set in by-laws	165.	Quorum
166.	Voting	166.	Vote
167.	Resolution in lieu of meeting	167.	Résolution tenant lieu d'assemblée
168.	Requisition of meeting	168.	Requête visant la convocation d'une assemblée
169.	Meeting called by court	169.	Convocation de l'assemblée par le tribunal
170.	Court review of election	170.	Révision par le tribunal
171.	Unanimous member agreement	171.	Convention unanime des membres
172.	Absentee voting	172.	Vote des membres absents
PART 11 FINANCIAL DISCLOSURE			PARTIE 11
]	PRÉSENTATION DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER
173.	Annual financial statements	173.	États financiers annuels
174.	Application for exemption	174.	Demande: non-exécution des obligations
175.	Consolidated statements	175.	États financiers consolidés
176.	Copies to members	176.	Copies aux membres
177.	Copies to Director	177.	Copies au directeur
178.	Copies to Director	178.	Copies au directeur
179.	Approval of financial statements	179.	Approbation des états financiers

PARTIE 12

PART 12

	PUBLIC ACCOUNTANT		EXPERT-COMPTABLE
180.	Definition of "designated corporation"	180.	Définition de « organisation désignée »
181.	Qualification of public accountant	181.	Qualités requises pour être expert-comptable
182.	Appointment of public accountant	182.	Nomination de l'expert-comptable
183.	Dispensing with public accountant	183.	Dispense
184.	Ceasing to hold office	184.	Fin du mandat
185.	Removal of public accountant	185.	Révocation de l'expert-comptable
186.	Filling vacancy	186.	Manière de combler la vacance
187.	Court-appointed public accountant	187.	Nomination judiciaire
188.	Right to attend meeting	188.	Droit d'assister aux assemblées
189.	Review engagement — designated corporations	189.	Mission d'examen — organisations désignées
190.	Audit engagement — other corporations	190.	Mission de vérification — autres organisations
191.	Deemed revenues	191.	Décision du directeur — revenus
192.	Report on financial statements	192.	Rapport sur les états financiers
193.	Reliance on other public accountant	193.	Rapport d'un autre expert-comptable
194.	Right to information	194.	Droit à l'information
195.	Audit committee	195.	Comité de vérification
196.	Notice of errors	196.	Avis au comité de vérification et à l'expert-comptable
197.	Qualified privilege — defamation	197.	Immunité — diffamation
	PART 13		PARTIE 13
	FUNDAMENTAL CHANGES		MODIFICATION DE STRUCTURE
198.	Amendment of articles or by-laws	198.	Modification des statuts ou des règlements administratifs
199.	Proposal to amend	199.	Proposition de modification
200.	Class vote	200.	Vote par catégorie ou groupe
201.	Delivery of articles	201.	Envoi des clauses de modification
202.	Certificate of amendment	202.	Certificat de modification
203.	Effect of certificate	203.	Prise d'effet de la modification
204.	Restated articles	204.	Mise à jour des statuts
205.	Amalgamation	205.	Fusion
206.	Amalgamation agreement	206.	Convention de fusion
207.	Member approval	207.	Approbation des membres
208.	Vertical short-form amalgamation	208.	Fusion verticale simplifiée
209.	Sending of articles	209.	Envoi des statuts de fusion
210.	Rights preserved	210.	Prise d'effet de la fusion et maintien des droits
211.	Amalgamation under other federal Acts	211.	Fusion sous le régime de certaines lois fédérales
212.	Continuance — import	212.	Prorogation — importation
213.	Definition of "charter"	213.	Définition de « charte »

214.	Continuance — other jurisdictions	214.	Prorogation — exportation
215.	Extraordinary sale, lease or exchange	215.	Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités
216.	Definition of "reorganization"	216.	Réorganisation
217.	Definition of "arrangement"	217.	Définition de «arrangement»
	PART 14		PARTIE 14
	LIQUIDATION AND DISSOLUTION		LIQUIDATION ET DISSOLUTION
218.	Definition of "court"	218.	Définition de «tribunal»
219.	Application of Part	219.	Application de la présente partie
220.	Revival	220.	Reconstitution
221.	Dissolution before commencing activities	221.	Dissolution avant le début des activités
222.	Proposing liquidation and dissolution	222.	Proposition des administrateurs ou d'un membre
223.	Dissolution by Director	223.	Dissolution par le directeur
224.	Grounds for dissolution	224.	Demande au tribunal
225.	Further grounds	225.	Demande au tribunal — autres motifs
226.	Application for supervision	226.	Demande motivée
227.	Application to court	227.	Demande motivée
228.	Powers of court	228.	Pouvoirs du tribunal
229.	Effect of order	229.	Effet de l'ordonnance
230.	Cessation of activities and powers	230.	Cessation des activités et perte de pouvoirs
231.	Appointment of liquidator	231.	Nomination du liquidateur
232.	Duties of liquidator	232.	Obligations du liquidateur
233.	Powers of liquidator	233.	Pouvoirs du liquidateur
234.	Costs of liquidation	234.	Frais de liquidation
235.	Transfer on condition of return	235.	Remise de certains biens
236.	Application	236.	Application
237.	Distribution in accordance with articles	237.	Répartition en conformité avec les statuts
238.	Right to distribution in money	238.	Droit à la répartition en numéraire
239.	Custody of records	239.	Garde des documents
240.	Definition of "member"	240.	Définition de « membre »
241.	Creditors or members not found	241.	Créanciers ou membres introuvables
242.	Vesting in Crown	242.	Dévolution à la Couronne
	PART 15		PARTIE 15
	INVESTIGATION		ENQUÊTE
243.	Investigation	243.	Enquête ordonnée par le tribunal
244.	Power of inspector	244.	Pouvoirs de l'inspecteur
245.	Entering dwelling	245.	Visite d'une habitation
246.	Hearing in camera	246.	Audience à huis clos
247.	Incriminating statements	247.	Incrimination

2.10	D 1		4.
248.	Exchange of information	248.	Échange de renseignements
249.	Absolute privilege — defamation	249.	Immunité absolue — diffamation
250.	Solicitor-client privilege or professional secrecy	250.	Secret professionnel
	PART 16		PARTIE 16
	REMEDIES, OFFENCES AND PUNISHMENT		RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES
251.	Definitions	251.	Définitions
252.	Derivative action	252.	Recours similaire à l'action oblique
253.	Powers of court	253.	Pouvoirs du tribunal
254.	Application to court re oppression	254.	Demande en cas d'abus
255.	Evidence of members' approval not decisive	255.	Preuve de l'approbation des membres non décisive
256.	Application to court to rectify records	256.	Demande de rectification au tribunal
257.	Application for directions	257.	Demande d'instructions
258.	Notice of refusal by Director	258.	Avis de refus du directeur
259.	Appeal from Director's decision	259.	Appel
260.	Compliance or restraining order	260.	Ordonnances
261.	Summary application to court	261.	Demande sommaire
262.	Appeal of final order	262.	Appel
263.	Offence	263.	Infraction
264.	Order to comply	264.	Ordre de se conformer à la loi
	PART 17		PARTIE 17
	DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER FORM	DO	CUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE
265.	Definitions	265.	Définitions
266.	Application	266.	Application
267.	Use not mandatory	267.	Utilisation non obligatoire
268.	Creation and provision of information	268.	Création et fourniture d'information
269.	Creation of information in writing	269.	Création d'information par écrit
270.	Statutory declarations and affidavits	270.	Déclaration solennelle ou affidavit
271.	Signatures	271.	Signatures
272.	Application for dispensation	272.	Demande de dispense
	PART 18		PARTIE 18
	GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES
	NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER DOCUMENTS		AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS
273.	Notice to directors and members	273.	Avis aux administrateurs et aux membres
274.	Notice to and service on a corporation	274.	Avis et signification à une organisation
275.	Waiver of notice	275.	Renonciation
276.	Certificate of corporation	276.	Certificat
277.	Definition of "statement"	277.	Définition de « déclaration »
278.	Signature	278.	Signature

284. Records of Director 285. Proof required by Director 285. Preuve exigéc par le directeur 286. Dispensation 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Alteration 288. Alteration 288. Alteration 288. Modification 288. Modification initiated by Director 289. Corrections initiated by Director 289. Rectifications initides par le directeur 290. Cancellation of articles by Director 290. Annulation des statuts et certificats 291. Certificat 291. Certificate 291. Certificate 291. Certificate 292. Power to make inquiries 293. Power to make inquiries 294. Régulations 295. Power to make inquiries 296. Regulations 297. Part 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name 297. Change of name 298. PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS PORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 299	279.	Annual return	279.	Rapport annuel	
DIRECTOR 282. Appointment of Director 283. Content and form of notices and documents 284. Records of Director 285. Proof required by Director 286. Dispensation 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 289. Rectification of articles by Director 280. Cancellation of articles by Director 281. Certificate 282. Nomination du directeur 283. Mode de présentation et teneur des avis et autres documents 284. Conservation des documents 285. Preuw exigée par le directeur 286. Dispense 287. Signature des certificats et attestations 288. Modification 289. Rectifications initiate par le directeur 280. Cancellation of articles by Director 280. Annulation des statuts et certificats 280. Certificate 281. Certificate 282. Nomination du directeur 283. Mode de présentation et teneur des avis et autres documents 284. Corrections initiated by Director 285. Preuw exigée par le directeur 286. Dispense 288. Modification 289. Rectifications initiées par le directeur 290. Cancellation of articles by Director 289. Rectification des statuts et certificats 291. Certificate 291. Certificate 292. Publication des statuts et certificats 293. Pouvoir du directeur 294. Règlements 295. Réglements 296. Regulations 297. Réglements 298. Prersonnes Monales SANS CAPITAL-ACTIONS 298. Application to special Act bodies corporate 298. Partite 19 298. Prersonnes Monales SANS CAPITAL-ACTIONS 298. Prersonnes morales 299. No incorporation or continuance 299. No incorpora	280.	Inspection	280.	Consultation	
282. Appointment of Director 283. Content and form of notices and documents 284. Records of Director 285. Proof required by Director 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Alteration 288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 289. Corrections initiated by Director 280. Cancellation of articles by Director 281. Certificate 282. Power to a status et certificats at attestations 283. Modification 284. Regulation 285. Provided in the status et certificats 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Modification 289. Restifications initiated by Director 289. Carcellation of articles by Director 289. Carcellation of articles by Director 289. Certificat 289. Certificat 289. Power to make inquiries 289. Power to make inquiries 289. Power to make inquiries 289. Regulations 280. Regulations 280. Regulations 280. Regulations 281. Regulations 282. Part 19 283. Modic dee présentation et teneur des avis et autres document des certificates of the surface at a strate of the current of the strate of the certificate at attestations 289. Recrification initiétes par le directeur 289. Polication des renseignements 289. Polication des renseignements 289. Pouvoir du directeur 289. Règlements 280. Regulations 281. Regulations 284. Règlements 285. Provincia du directeur 286. Disposition des renseignements 286. Dispositions des tatuts et certificats et attestations initiées par le directeur 289. Regulation de renseignements 289. Regulation des renseignements 289. Partite 19 280. Partite 19 280. Partite 19 281. Personnies Morales Sans Capital. 280. Application de certaines dispositions 280. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 280. Report relatif à certaines personnes morales 281. Alexandomination 282. Constituent de certaines personnes morales 283. Portogation de certaines personnes morales 284. Constituent de certaines personnes morales 285. Partite 20 286. Rapport relatif à certaines personnes morales 287. Changement de dénomination 288. Portogat	281.	Payment of fees	281.	Acquittement des droits	
283. Content and form of notices and documents 284. Records of Director 285. Proof required by Director 286. Dispensation 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 280. Corrections initiated by Director 280. Corrections initiated by Director 281. Certificate of Certificate of Director 282. Records of Director 283. Model de présentation et teneur des avis et autres documents 284. Conservation des documents 285. Preuve exigée par le directeur 286. Dispensat 287. Signature des certificats et attestations 288. Modification 288. Modification 289. Rectifications initiées par le directeur 289. Rectifications initiées par le directeur 280. Annulation des status et certificats 280. Certificate 291. Certificate 292. Publication des renseignements 293. Pouvoir du directeur 294. Règlements 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name 298. Continuance 298. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 290. No incorporation or continuance 291. Certificate 292. Publication des renseignements 293. Pouvoir du directeur 294. Règlements 295. Application to special Act bodies corporate 296. Règlements 297. Change of name 298. PART 19 298. PECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 299. Application to special Act bodies corporate 290. Changement de dénomination 291. Changement de dénomination 292. Changement de dénomination 293. POUVOIR DIA Application de certaines dispositions 294. Application de renseignements 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Changement de dénomination 298. Corrections Elevations 298. POUVOIR DIA Application de retraines dispositions 298. Continuance 299. Interdiction 299. Interdiction 290. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Co		DIRECTOR		DIRECTEUR	
284. Records of Director 285. Proof required by Director 286. Dispensation 287. Certificat of Director 288. Alteration 288. Alteration 288. Acteration 289. Corrections initiated by Director 289. Certificat set attestations 289. Corrections initiated by Director 289. Rectification initiated by Director 289. Rectification initiated by Director 280. Cancellation of articles by Director 280. Certificat 281. Certificat 282. Form of publication 283. Power to make inquiries 284. Regulations 285. Power to make inquiries 286. Regulations 287. Certificat 288. Alteration 288. Act a fine	282.	Appointment of Director	282.	Nomination du directeur	
285. Proof required by Director 286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 289. Power to make inquiries 291. Certificat 292. Publication des renseignements 293. Pouvoir du directeur 294. Règlements 295. Partite 19 296. Règlements 297. Partite 19 298. Partite 19 298. Partite 19 298. Constitued or dissolved bodies corporate 299. No incorporation or continuance 299. Interdiction 290. Company » 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	283.	Content and form of notices and documents	283.	Mode de présentation et teneur des avis et autres documents	
286. Dispensation 287. Certificate of Director 288. Alteration 288. Modification 289. Corrections initiated by Director 289. Corrections initiated by Director 289. Rectifications initiées par le directeur 289. Corrections initiated by Director 289. Rectification of satatus et certificats 290. Cancellation of articles by Director 291. Certificate 292. Form of publication 293. Power to make inquiries 294. Regulations 295. Application of satatus et certificats 296. Regulations 297. Regulations 298. PART 19 298. Regulation of satatus et certificats 299. PART 19 290. PARTIE 19 290. PARTIE 19 291. PARTIE 19 291. PARTIE 19 292. PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 293. POUVOIR DISTONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 294. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 295. Application to special Act bodies corporate 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Change of name 298. Continuance Parts II and IV of Canada Corporations 298. Continuance Parts II and IV of Canada Corporations 298. Continuance Parts II and IV of Canada Corporations 299. No incorporation or continuance 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	284.	Records of Director	284.	Conservation des documents	
287. Certificate of Director 288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 280. Cancellation of articles by Director 280. Cancellation of articles by Director 281. Certificat 282. Certificat 283. Annulation des statuts et certificats 284. Annulation des statuts et certificats 285. Annulation des renseignements 286. Certificat 287. Certificat 288. Modification 288. Modification 288. Modification 288. Modification 289. Rectification sinitiées par le directeur 289. Certificat 289. Certificat 289. Certificat 289. Certificat 289. Certificat 289. Pouvoir du directeur 289. Réglements 289. Réglements 280. Réglements 280. Réglements 280. Regulations 281. Réglements 282. Part 19 283. Part 19 284. Réglements 285. Application to special Act bodies corporate 286. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 287. Change of name 288. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations 289. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations 280. Review of Act 289. Consequential Amendments 280. Review of Act 280. Signature des certificats 280. Annulation intitées par le directeur 281. Annulation intitées par le directeur 281. Annulation des statuts et certificats 281. Annulation des statuts et certificats 282. Application des renseignements 283. Part 19 284. Réglements 284. Réglements 285. Application de certaines dispositions 286. Rapport relatif à certaines personnes morales 287. Changement de dénomination 288. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations 288. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations 288. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations 289. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 289. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 280. Examen 280. Consciluant en corporation « St. Mary's River Bridge Company on the constituant en corporation of a st. Mary's River Bridge Company on the constituant en corporation of a st. Mary's River Bridge Company on the constituant en corporation of the certaine	285.	Proof required by Director	285.	Preuve exigée par le directeur	
288. Alteration 289. Corrections initiated by Director 289. Rectifications initiées par le directeur 290. Cancellation of articles by Director 290. Annulation des statuts et certificats 291. Certificate 291. Certificate 292. Publication des renseignements 293. Power to make inquiries 293. Power to make inquiries 294. Réglements 295. Application 296. Regulations 297. PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 297. Application to special Act bodies corporate 298. Report Ising Acts of continued or dissolved bodies corporate 299. Change of name 299. Change of name 299. Changement de dénomination 299. PARTIE 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. Interdiction 299. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 300. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger 304.	286.	Dispensation	286.	Dispense	
289. Corrections initiated by Director 290. Cancellation of articles by Director 291. Certificate 292. Form of publication 293. Power to make inquiries 294. Regulations 295. Application to special Act Bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 290. No incorporation or continuance 291. Consequential Amendments 292. Consequential Amendments 293. Rectifications initiées par le directeur 294. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émitle Léger 299. No incorporate the Jules and Paul-Émitle Léger 290. Annulation des statuts et certificats 291. Certificat 291. Certificat 292. Annulation des statuts et certificats 292. Annulation des statuts et certificats 294. Annulation des statuts et certificats 295. Annulation des statuts et certificats 296. Certificat 297. Certificat 298. Pouvoir du directeur PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 296. Rapport relatif à certaines dispositions 297. Changement de dénomination PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émitle Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émitle Léger	287.	Certificate of Director	287.	Signature des certificats et attestations	
290. Cancellation of articles by Director 291. Certificate 292. Form of publication 293. Power to make inquiries 294. Regulations 295. PART 19 296. Regulations 297. PARTIE 19 298. Application to special Act bodies corporate 299. Change of name 299. PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 290. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 290. Annulation des statuts et certificats 291. Certificat 292. Publication des renseignements 292. Publication des renseignements PART 19 PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination 298. PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR 299. No incorporation or continuance 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	288.	Alteration	288.	Modification	
291. Certificat 292. Form of publication 293. Power to make inquiries 294. Regulations 295. Application to special Act Bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name 298. PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 290. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 291. Certificat 292. Publication des renseignements 293. Pouvoir du directeur PART 19 PART 19 PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	289.	Corrections initiated by Director	289.	Rectifications initiées par le directeur	
292. Form of publication 293. Power to make inquiries 294. Regulations PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, ACT TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 299. Publication de serenseignements PART 19 PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUEES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PART 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES PORTURE 20 PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES PORTURE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES PORTURE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ON incorporation or continuance 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	290.	Cancellation of articles by Director	290.	Annulation des statuts et certificats	
PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 290. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 293. Pouvoir du directeur RÉGLEMENTS PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PART 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	291.	Certificate	291.	Certificat	
PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 290. Report listing Acts of continuance 291. Change of name PART 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	292.	Form of publication	292.	Publication des renseignements	
PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 299. No incorporate St. Mary's River Bridge Company 301. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger PARTIE 19 PARTIE 19 PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	293.	Power to make inquiries	293.	Pouvoir du directeur	
PART 19 SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 290. No incorporation or continuance 291. Consequential amendments 292. Consequential amendments 293. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 294. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 305. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES 308. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 309. Examen 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger		REGULATIONS		RÈGLEMENTS	
SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name PART 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 299. No incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI SPÉCIALE 295. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »	294.	Regulations	294.	Règlements	
CAPITAL 295. Application to special Act bodies corporate 296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name 298. Change of name 299. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 299. Review of Act 299. Consequential Amendments 300. Review of Act 290. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PART 20 PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 305. Application de certaines dispositions 296. Rapport relatif à certaines personnes morales PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 300. Examen 300. Examen 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger		PART 19		PARTIE 19	
296. Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate 297. Change of name 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 290. Rapport relatif à certaines personnes morales 297. Changement de dénomination PART 20 PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 306. Rapport relatif à certaines personnes morales 296. Rapport relatif à certaines personnes morales PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen 300. Examen 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	SP				
297. Change of name PART 20 PARTIE 20 TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 297. Changement de dénomination PARTIE 20 DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS TRANSITOIRES Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	295.	Application to special Act bodies corporate	295.	Application de certaines dispositions	
TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 299. No incorporation or continuance 300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridg Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	296.	Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate	296.	Rapport relatif à certaines personnes morales	
TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS 298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 299. No incorporation or continuance 300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	297.	Change of name	297.	Changement de dénomination	
AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE TRANSITIONAL PROVISIONS DISPOSITIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR TRANSITIONAL PROVISIONS DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. No incorporation or continuance 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 305. CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN VIGUEUR DISPOSITIONS TRANSITOIRES 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger		PART 20		PARTIE 20	
298. Continuance — Parts II and IV of Canada Corporations Act 298. Prorogation — parties II et IV de la Loi sur les corporations canadiennes 299. Interdiction 300. Examen CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 306. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS,		CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION,		
Act corporations canadiennes 299. No incorporation or continuance 300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 305. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger		TRANSITIONAL PROVISIONS		DISPOSITIONS TRANSITOIRES	
300. Review of Act CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 306. Examen MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 307-305. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 308. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	298.		298.		
CONSEQUENTIAL AMENDMENTS MODIFICATIONS CORRÉLATIVES 301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	299.	No incorporation or continuance	299.	Interdiction	
301-303. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company 301-303. Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	300.	Review of Act	300.	Examen	
Company » 304. An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger 304. Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger		CONSEQUENTIAL AMENDMENTS		MODIFICATIONS CORRÉLATIVES	
	301-3	03. An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company	301-3	1 0	
	304.		304.	Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger	

305.	An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls	305.	Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir de péages
306.	An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada	306.	Loi permettant la création par fusion de L'Église Wes- leyenne du Canada
307.	Bank Act	307.	Loi sur les banques
308.	Budget Implementation Act, 1997	308.	Loi d'exécution du budget de 1997
309.	Budget Implementation Act, 1998	309.	Loi d'exécution du budget de 1998
310-3	12. Canada Business Corporations Act	310-3	12. Loi canadienne sur les sociétés par actions
313.	Canada Cooperatives Act	313.	Loi canadienne sur les coopératives
314.	Canada Corporations Act	314.	Loi sur les corporations canadiennes
315.	Canada Employment Insurance Financing Board Act	315.	Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada
316-3	17. Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act	316-3	17. Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui techno- logique au développement durable
318.	Canada Pension Plan Investment Board Act	318.	Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada
319.	Canadian Food Inspection Agency Act	319.	Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments
320.	Canadian Institutes of Health Research Act	320.	Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada
321.	Canadian Payments Act	321.	Loi canadienne sur les paiements
322.	Cooperative Energy Act	322.	Loi sur les coopératives de l'énergie
323.	Cree-Naskapi (of Quebec) Act	323.	Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec
324.	Evangelical Lutheran Church in Canada Act	324.	Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada
325-32	27. Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act	325-3	27. Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien
328.	Financial Administration Act	328.	Loi sur la gestion des finances publiques
329.	First Nations Fiscal and Statistical Management Act	329.	Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations
330.	Green Shield Canada Act	330.	Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada
331.	Gwich'in Land Claim Settlement Act	331.	Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in
332.	Insurance Companies Act	332.	Loi sur les sociétés d'assurances
333.	Mackenzie Gas Project Impacts Act	333.	Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie
334.	Mi'kmaq Education Act	334.	Loi sur l'éducation des Mi'kmaq
335.	Physical Activity and Sport Act	335.	Loi sur l'activité physique et le sport
336.	Pilotage Act	336.	Loi sur le pilotage
337.	Public Sector Pension Investment Board Act	337.	Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions de secteur public
338.	Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act	338.	Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu
339.	United Grain Growers Act	339.	Loi sur l'Union des producteurs de grain
340.	Yukon First Nations Land Claims Settlement Act	340.	Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon

341. Other Acts

341. Autres lois

COORDINATING AMENDMENTS

342-360. Coordinating amendments

361. 2008, c. 28

DISPOSITIONS DE COORDINATION

342-360. Dispositions de coordination

361. 2008, ch. 28

REPEALS

- 362. An Act to change the name of "The Bytown Consumers Gas Company," and to confirm, amend and extend their corporate powers, under the name of "The Ottawa Gas Company."
- 363. An Act to incorporate the Canada Atlantic Cable Company
- 364. An Act to amend the Act incorporating "The Ottawa Gas Company," to confirm a resolution of their Shareholders placing preferential and ordinary stock on the same footing, and to confirm, amend and extend their corporate powers
- 365. An Act to incorporate the Bonaventure and Gaspé
 Telephone Company, Limited
- 366. An Act to incorporate The British American Pipe Line Company
- 367. An Act to incorporate Western Pipe Lines
- 368. An Act to incorporate Ogdensburg Bridge Authority
- 369. An Act to incorporate Petroleum Transmission Company
- 370. An Act to incorporate Trans-Border Pipeline Company Ltd.
- 371. An Act to incorporate Cabri Pipe Lines Ltd.
- 372. An Act to incorporate Vawn Pipe Lines Ltd.

COMING INTO FORCE

373. Order in council

ABROGATIONS

- 362. Acte pour changer le nom de « La compagnie des consommateurs du gaz de Bytown » en celui de « La compagnie du gaz de l'Outaouais, » et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs comme corporation
- 363. Acte pour incorporer la Compagnie Canadienne du Télégraphe de l'Atlantique
- 364. Acte pour amender l'Acte incorporant « La Compagnie du Gaz d'Outaouais, » pour confirmer une résolution de ses actionnaires à l'effet de placer les actions privilégiées et ordinaires sur le même pied, et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs de corporation
- 365. Loi constituant en corporation la compagnie dite The Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited
- 366. Loi constituant en corporation « The British American Pipe Line Company »
- 367. Loi constituant en corporation « Western Pipe Lines »
- 368. Loi constituant en corporation « Ogdensburg Bridge Authority »
- 369. Loi constituant en corporation « Petroleum Transmission Company »
- 370. Loi constituant en corporation « Trans-Border Pipeline Company Ltd. »
- 371. Loi constituant en corporation la Cabri Pipe Lines Ltd.
- 372. Loi constituant en corporation la Vawn Pipe Lines Ltd.

ENTRÉE EN VIGUEUR

373. Décret

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-4

PROJET DE LOI C-4

An Act respecting not-for-profit corporations and certain other corporations

Loi régissant les organisations à but non lucratif et certaines personnes morales

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

PARTIE 1

1. This Act may be cited as the Canada Notfor-profit Corporations Act.

1. Loi canadienne sur les organisations à but Titre abrégé 5 non lucratif. 5

PART 1

"activities" includes any conduct of a corpora-

tion to further its purpose and any business

INTERPRETATION AND APPLICATION

DÉFINITIONS ET APPLICATION

INTERPRETATION

bodies corporate.

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

2. (1) The following definitions apply in this Definitions Act.

include the affairs of a body corporate.

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

"activities" « activité »

Short title

«activité» S'entend notamment de tout acte accompli par l'organisation et visé par sa carried on by a body corporate, but does not 10 déclaration d'intention et de toute activité 10 commerciale de la personne morale. Sont exclues les affaires internes de celle-ci.

"affairs" means the relationships among a "affairs" « affaires corporation, its affiliates and the directors, internes » officers, shareholders or members of those

« administrateur » Indépendamment de son titre, le titulaire de ce poste.

« administrateur» "director"

"articles" « statuts »

"articles" means original or restated articles of incorporation or articles of amendment, amalgamation, continuance, reorganization, arrangement, dissolution or revival.

« affaires internes » Les relations entre l'organi- 15 « affaires sation, les personnes morales appartenant au même groupe et leurs membres, actionnaires, administrateurs et dirigeants.

"body corporate" « personne morale »

"body corporate" includes a company or other 20 « assemblée » Assemblée de membres. organization with legal personality wherever or however incorporated.

« assemblée » French version

Définitions

« activité »

"activities"

"corporation" « organisation » "corporation" means a body corporate incorporated or continued under this Act and not discontinued under this Act.

25

"court"

"court" means

- (a) in Newfoundland and Labrador and Prince Edward Island, the trial division of the Supreme Court of the province;
- (c) in Nova Scotia and British Columbia, the Supreme Court of the province:
- (d) in Manitoba, Saskatchewan, Alberta and New Brunswick, the Court of Queen's Bench for the province;
- (e) in Quebec, the Superior Court of the province: and
- (f) in Yukon and the Northwest Territories, the Supreme Court of the territory, and in Nunavut, the Nunavut Court of Justice.

"creditor" « créancier » "creditor" includes a debt obligation holder.

"debt obligation" « titre de

"debt obligation" means a bond, debenture, note or other evidence of indebtedness or guarantee of a corporation, whether secured or unsecured.

"Director" « directeur » "Director" means an individual appointed under 20 créance. section 282.

"director" « administrateur »

"director" means an individual occupying the position of director by whatever name called.

"entity" « entité »

"entity" means a body corporate, a partnership, a trust, a joint venture or an unincorporated 25 association or organization.

"incorporator" « fondateur »

"incorporator" means a person who signs articles of incorporation.

"issuer" « émetteur » "issuer" means a corporation that is required by this Act to maintain a debt obligations register. 30

"officer" « dirigeant »

"officer" means an individual appointed as an officer under section 143, the chairperson of the board of directors, the president, a vicepresident, the secretary, the treasurer, the comptroller, the general counsel, the general 35 «ordinaire» Se dit de la résolution qui est manager or a managing director of a corporation, or any other individual who performs functions for a corporation similar to those normally performed by an individual occupying any of those offices.

«convention unanime des membres» Convention visée au paragraphe 171(1). Y est assimilée la déclaration d'un membre visée au paragraphe « convention membres » "unanimous member agreement"

(b) in Ontario, the Superior Court of Justice; 5 «créancier» S'entend notamment du détenteur 5 «créancier» de titre de créance.

"creditor

«directeur» Personne physique nommée à ce titre en vertu de l'article 282.

« directeur » "Director"

« dirigeant »

10 «dirigeant» Personne physique qui occupe le poste de président du conseil d'administration, 10 président, vice-président, secrétaire, trésorier, contrôleur, chef du contentieux, directeur général ou administrateur délégué d'une organisation ou qui exerce pour celle-ci des fonctions 15 semblables à celles qu'exerce habituellement 15 une personne physique occupant un tel poste ainsi que toute autre personne physique nommée à titre de dirigeant en application de l'article 143.

«émetteur» S'entend de l'organisation que la 20 «émetteur» 'issuer' présente loi oblige à tenir un registre de titres de

« entité » Personne morale, société de personnes, fiducie, coentreprise ou association ou autre organisation non dotée de la personnalité 25 morale.

« entité » entity'

« envoyer » A également le sens de remettre.

« envoyer » "send

« expert-comptable » L'expert-comptable de l'organisation nommé en vertu de l'alinéa 128(1)e) ou du paragraphe 182(1).

« expertcomptable » "public 30 accountant"

« extraordinaire » Se dit de la résolution qui est adoptée aux deux tiers au moins des voix exprimées.

« extraordinaire» "special resolution"

«fondateur» Signataire des statuts constitutifs d'une organisation.

« fondateur » 35 "incorporator"

adoptée à la majorité des voix exprimées.

"ordinary resolution'

« organisation » Personne morale constituée ou 40 prorogée sous le régime de la présente loi et qui n'a pas changé de régime en application de 40 celle-ci.

« organisation » "corporation"

« organisation

corporation'

15

ayant recours à

la sollicitation»

3

"ordinary resolution' « ordinaire » "ordinary resolution" means a resolution passed by a majority of the votes cast on that resolution.

"person" « personne » "person" means an individual or entity.

"personal representative" « représentant personnel»

"personal representative" means a person who 5 stands in place of and represents another person, including a trustee, an executor, an administrator, a receiver, an agent, a mandatary, a liquidator of a succession, a guardian, a tutor, a curator or a legal counsel.

"prescribed" Version anglaise seulement

"prescribed" means prescribed by the regulations.

"public accountant" « expertcomptable »

"public accountant", in respect of a corporation, means the public accountant appointed for the corporation under paragraph 128(1)(e) or sub-15 section 182(1).

"send" « envoyer »

"send" includes deliver.

"series" «série» "series" means a division of a class of debt obligations.

"soliciting corporation" « organisation avant recours à la sollicitation»

"soliciting corporation" means a corporation 20 that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of

- (a) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property requested 25 from any person who is not
 - (i) a member, director, officer or employee of the corporation at the time of the request,
 - (ii) a spouse of a person referred to in 30 subparagraph (i) or an individual who is cohabiting with that person in a conjugal relationship, having so cohabited for a period of at least one year, or
 - parent, uncle, aunt, nephew or niece of a person referred to in subparagraph (i) or of a spouse or individual referred to in subparagraph (ii);

« organisation ayant recours à la sollicitation » Organisation qui, pendant la période réglementaire, a touché un revenu excédant le montant réglementaire, lequel revenu provient :

- a) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs 5 qu'au Québec, d'une donation de sommes d'argent ou d'autres biens, demandés aux personnes autres que les personnes suivantes :
 - (i) un membre, un administrateur, un dirigeant ou un employé au service de 10 l'organisation au moment de la demande,
 - (ii) l'époux d'une personne visée au sousalinéa (i) ou la personne qui vit avec elle dans une relation conjugale depuis au moins un an,
 - (iii) l'enfant, le père, la mère, le frère, la soeur, le grand-père, la grand-mère, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce d'une personne visée aux sous-alinéas (i) ou (ii);
- b) de subventions d'un ministère ou d'un 20 organisme fédéral ou provincial, d'une municipalité ou d'un organisme municipal, ou de toute aide financière analogue;
- c) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de sommes 25 d'argent ou d'autres biens d'une organisation ou d'une autre entité qui, pendant la période réglementaire, a touché un revenu excédant le montant réglementaire sous forme de donation ou de legs visés à l'alinéa a) ou de 30 subventions ou de toute aide financière visées à l'alinéa b).

« personne » Personne physique ou entité.

« personne » "person"

«personne morale» Groupement, y compris toute compagnie, doté de la personnalité 35 morale » juridique, quel que soit son lieu ou mode de constitution.

« personne corporate"

(iii) a child, parent, brother, sister, grand-35 «représentant personnel» Personne agissant pour le compte d'une autre, notamment le fiduciaire, l'exécuteur testamentaire, l'adminis- 40 representative trateur du bien d'autrui, le liquidateur de succession, le tuteur, le curateur, le séquestre, le mandataire ou le conseiller juridique.

« représentant personnel»

"special

resolution"

« extraordi-

"unanimous member

agreement"

membres »

« convention unanime des 15

20

(b) grants or similar financial assistance received from the federal government or a provincial or municipal government, or an agency of such a government; or

(c) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property from a corporation or other entity that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of donations, gifts or legacies referred to in 10 paragraph (a) or grants or similar financial assistance referred to in paragraph (b).

"special resolution" means a resolution passed by a majority of not less than two thirds of the votes cast on that resolution.

"unanimous member agreement" means an agreement described in subsection 171(1) or a declaration of a member described in subsection 171(2).

Affiliated bodies

- (2) For the purposes of this Act,
- (a) one body corporate is the affiliate of another body corporate if one of them is the subsidiary of the other or both are subsidiaries of the same body corporate or each of them is controlled by the same person; and 25
- (b) if two bodies corporate are affiliates of the same body corporate at the same time, they are deemed to be affiliates of each other.

(3) For the purposes of this Act, a body corporate is controlled by a person or by two or 30 le contrôle d'une personne morale la personne more bodies corporate if

(a) shares or memberships of the body corporate to which are attached more than 50 per cent of the votes that may be cast to elect directors of the body corporate are held, 35

« série » Subdivision d'une catégorie de titres de créance.

« série »

« statuts » Les statuts constitutifs, initiaux ou mis à jour, ainsi que les clauses de modification, les statuts de fusion, les statuts de prorogation, 5 les clauses de réorganisation, les clauses d'arrangement, les statuts de reconstitution et les clauses de dissolution de l'organisation.

« statuts » "articles"

«titre de créance» Toute preuve d'une créance sur l'organisation ou d'une garantie donnée par 10 créance » elle, avec ou sans sûreté, notamment une obligation, une débenture ou un billet.

« titre de obligation"

«tribunal» Selon le cas:

« tribunal » 'court'

- a) la Section de première instance de la Cour suprême de Terre-Neuve-et-Labrador ou de 15 l'Île-du-Prince-Édouard:
- b) la Cour supérieure de justice de l'Ontario:
- c) la Cour suprême de la Nouvelle-Écosse ou de la Colombie-Britannique;
- d) la Cour du Banc de la Reine du Manitoba, 20 de la Saskatchewan, de l'Alberta ou du Nouveau-Brunswick:
- e) la Cour supérieure du Québec;
- f) la Cour suprême du Yukon, la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest ou la 25 Cour de justice du Nunavut.
- (2) Pour l'application de la présente loi :

Groupe

- a) appartiennent au même groupe les personnes morales dont l'une est la filiale de l'autre, qui sont des filiales de la même 30 personne morale ou qui sont sous le contrôle de la même personne;
- b) sont réputées appartenir au même groupe les personnes morales qui appartiennent au groupe d'une même personne morale. 35
- (3) Pour l'application de la présente loi, ont Contrôle ou les personnes morales qui détiennent, directement ou indirectement, autrement qu'à titre de garantie seulement, des actions ou des 40 adhésions conférant plus de cinquante pour cent du maximum possible des voix à l'élection des administrateurs de la personne morale ainsi que

Control

other than by way of security only, by or for the benefit of that person or by or for the benefit of those bodies corporate; and

(b) the votes attached to those shares or memberships are sufficient, if exercised, to 5 elect a majority of the directors of the body corporate.

des droits de vote dont l'exercice permet d'élire la majorité des administrateurs de la personne morale.

Holding body corporate

(4) A body corporate is the holding body corporate of another if that other body corporate is its subsidiary.

(4) La personne morale qui a pour filiale une autre personne morale est sa personne morale 10 mère.

Personne morale

Filiales

Subsidiary body corporate

- (5) A body corporate is a subsidiary of another body corporate if
 - (a) it is controlled by
 - (i) that other body corporate,
 - (ii) that other body corporate and one or 15 more bodies corporate each of which is controlled by that other body corporate, or
 - (iii) two or more bodies corporate each of which is controlled by that other body 20 corporate; or
 - (b) it is a subsidiary of a body corporate that is itself a subsidiary of that other body corporate.
- Application to be deemed nonsoliciting

(6) On the application of a corporation, the Director may decide that the corporation is, for 25 l'organisation, décider que celle-ci sera consithe purposes of this Act, to be considered as not being — or not having been — a soliciting corporation if the Director is satisfied that the determination would not be prejudicial to the public interest.

(5) Une personne morale est la filiale d'une

autre personne morale dans les cas suivants: a) elle est contrôlée, selon le cas:

> 10 (i) par l'autre personne morale,

(ii) par l'autre personne morale et une ou plusieurs personnes morales elles-mêmes contrôlées par cette autre personne morale,

- (iii) par des personnes morales ellesmêmes contrôlées par l'autre personne 15 morale;
- b) elle est la filiale d'une personne morale qui est elle-même la filiale de l'autre personne morale.
- (6) Le directeur peut, sur demande de 20 Décision du directeur sollicitation dérée, pour l'application de la présente loi, comme n'étant pas une organisation ayant recours à la sollicitation ou ne l'ayant jamais été, s'il est convaincu que cette décision ne 25 30 porte pas atteinte à l'intérêt public.

APPLICATION

Application of Act

3. (1) This Act applies to every corporation and, to the extent provided for in Part 19, to bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.

Certain Acts do not apply

- (2) The following do not apply to a corpora- 35 tion:
 - (a) the Canada Business Corporations Act;
 - (b) the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 40 1970; and
 - (c) the Winding-up and Restructuring Act.

APPLICATION

3. (1) La présente loi s'applique aux organisations et, dans la mesure prévue à la partie 19, aux personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement.

> Non-application de certaines lois

Application

(2) La Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi sur les liquidations et les restructurations ne s'appliquent pas aux orga-35 nisations.

Limitations on business that may be carried

Limitation -

or regulating

activities

granting degrees

- (3) No corporation shall carry on the business of
 - (a) a bank:
 - (b) an association to which the Cooperative Credit Associations Act applies;
 - (c) a company or society to which the Insurance Companies Act applies; or
 - (d) a company to which the Trust and Loan Companies Act applies.

(4) Incorporation or continuance under this 10 Act does not confer any authority on a corporation to carry on activities as a degreegranting educational institution or to regulate any activity, including a profession or trade.

(3) Les organisations ne peuvent se livrer aux activités des banques, des associations régies par la Loi sur les associations coopératives de crédit, des sociétés ou sociétés de secours régies par la Loi sur les sociétés 5 5 d'assurances ou des sociétés régies par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt.

Restrictions activités commerciales

(4) La constitution ou la prorogation sous le régime de la présente loi n'a pas pour effet de conférer à l'organisation le droit d'exercer 10 certaines l'activité d'un établissement d'enseignement autorisé à délivrer des diplômes universitaires ou celui de régir l'exercice d'une activité, notamment une profession.

Restrictions droit d'exercer

PURPOSE

Purpose

4. The purpose of this Act is to allow the 15 incorporation or continuance of bodies corporate as corporations without share capital, including certain bodies corporate incorporated or continued under various other Acts of Parliament, for the purposes of carrying on 20 legal activities and to impose obligations on certain bodies corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament.

DESIGNATION OF MINISTER

Power of Governor in Council

5. The Governor in Council may designate any member of the Queen's Privy Council for 25 tout membre du Conseil privé de la Reine pour Canada to be the Minister for the purposes of this Act.

PART 2

INCORPORATION

Incorporators

Individuals

6. (1) One or more individuals or bodies corporate may incorporate a corporation by signing articles of incorporation and complying 30 et à l'observation de l'article 8 par une ou with section 8.

- (2) No individual may incorporate a corporation under subsection (1) if that individual
 - (a) is less than 18 years of age;

OBJET

4. La présente loi a pour objet de permettre la 15 Objet constitution ou la prorogation de personnes morales — y compris celles constituées ou prorogées sous le régime d'une autre loi fédérale — sous forme d'organisations sans capital-actions en vue de l'exercice d'activités 20 licites, et d'assujettir aux obligations qu'elle prévoit certaines personnes morales sans capital-actions constituées par une loi spéciale du Parlement.

DÉSIGNATION DU MINISTRE

5. Le gouverneur en conseil peut désigner 25 Pouvoir du gouverneur en le Canada à titre de ministre pour l'application de la présente loi.

PARTIE 2

CONSTITUTION

- 6. (1) La constitution de l'organisation est subordonnée à la signature de statuts constitutifs 30 plusieurs personnes physiques ou morales.
- (2) S'agissant de personnes physiques, elles doivent:

Personnes physiques

conseil

a) avoir au moins dix-huit ans;

35

- (b) has been declared incapable by a court in Canada or in another country; or
- (c) has the status of a bankrupt.

Articles of incorporation

- 7. (1) Articles of incorporation shall follow in respect of the proposed corporation,
 - (a) the name of the corporation;
 - (b) the province where the registered office is to be situated;
 - (c) the classes, or regional or other groups, of 10 members that the corporation is authorized to establish and, if there are two or more classes or groups, any voting rights attaching to each of those classes or groups;
 - (d) the number of directors or the minimum 15 and maximum number of directors:
 - (e) any restrictions on the activities that the corporation may carry on;
 - (f) a statement of the purpose of the corporation; and 20
 - (g) a statement concerning the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation.

- b) ne pas avoir été déclarées incapables par un tribunal, au Canada ou à l'étranger;
- c) ne pas avoir le statut de failli.
- 7. (1) Les statuts constitutifs de l'organisathe form that the Director fixes and shall set out, 5 tion projetée sont dressés en la forme établie par le directeur et indiquent:

Statuts 5 constitutifs

- a) sa dénomination;
- b) la province où se trouve son siège;
- c) les catégories, groupes régionaux ou autres groupes de membres qu'elle est auto- 10 risée à établir et, en cas de pluralité de catégories ou de groupes, les droits de vote dont chacun est assorti le cas échéant:
- d) le nombre fixe ou les nombres minimal et maximal de ses administrateurs; 15
- e) les limites imposées à ses activités;
- f) sa déclaration d'intention:
- g) la répartition du reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes.

Other required provisions

(2) Articles of incorporation shall set out, in respect of the proposed corporation, any provi-25 disposition qui doit y figurer aux termes de sion required by any other Act of Parliament to be set out in the articles.

provisions in articles

- (3) The articles may set out any provisions
- Additional that may be set out in the by-laws.

Special majorities

(4) Subject to subsection (5), if the articles or 30 a unanimous member agreement requires a greater number of votes of directors or members than that required by this Act to effect any action, the provisions of the articles or of the unanimous member agreement prevail.

Removal of directors

(5) The articles may not require a greater number of votes of members to remove a director than the number required by section 131.

Delivery of articles of incorporation

8. One of the incorporators shall send to the 40 Director articles of incorporation and the documents required by sections 20 and 129.

(2) Les statuts contiennent également toute 20 Autres toute autre loi fédérale.

dispositions exigées

Dispositions

supplémentaires

(3) Les statuts peuvent contenir toute disposition pouvant être incluse dans les règlements administratifs de l'organisation.

Majorités

Réserve

- (4) Par dérogation à la présente loi et sous réserve du paragraphe (5), les statuts ou les conventions unanimes des membres peuvent augmenter le nombre de voix nécessaires à l'adoption de certaines mesures par les adminis- 30 35 trateurs ou par les membres.
 - (5) Les statuts ne peuvent, pour la révocation d'un administrateur, exiger un nombre de voix plus élevé que celui établi en application de l'article 131. 35
 - 8. Les statuts constitutifs et les documents exigés par les articles 20 et 129 sont envoyés au directeur par l'un des fondateurs.

Envoi des statuts constitutifs

Certificat de

Certificate of incorporation

9. On receipt of articles of incorporation, the Director shall issue a certificate of incorporation in accordance with section 277.

Effect of

10. A corporation comes into existence on the date shown in the certificate of incorporation.

Alternate name

11. (1) Subject to subsection 13(1), the name of a corporation may be set out in its articles in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined 10 English and French form, so long as the combined form meets any prescribed criteria. The corporation may use and may be legally designated by any such form.

Alternate name outside Canada

(2) Subject to subsection 13(1), a corporation 15 may, for use outside Canada, set out its name in its articles in any language form and it may use and may be legally designated by any such form outside Canada.

Publication of name

(3) A corporation shall set out its name in 20 legible characters in all contracts, invoices, negotiable instruments and orders for goods or services issued or made by or on behalf of the corporation.

Other name

(4) Subject to subsections (3) and 13(1), a 25 corporation may carry on activities under or identify itself by a name other than its corporate name.

Reserving name

12. (1) The Director may, on request, reserve for a prescribed period a name for an 30 réserver pendant la période réglementaire une intended corporation or for a corporation about to change its name.

Designating number

(2) If requested to do so by the incorporators or a corporation, the Director shall assign to the followed by the word "Canada" and a prescribed term.

Prohibited names

13. (1) A corporation shall not be incorporated or continued under this Act with, change its name to, or have, carry on activities under or 40 identify itself by, a name that is prohibited by the regulations or that does not meet the prescribed requirements.

9. Sur réception des statuts constitutifs, le directeur délivre un certificat de constitution conformément à l'article 277.

10. L'organisation existe à compter de la date 5 précisée dans le certificat de constitution.

Effet du 5 certificat

> Choix de la dénomination

11. (1) Sous réserve du paragraphe 13(1), l'organisation peut, dans ses statuts, adopter une dénomination en français, en anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu que cette 10 dernière soit conforme aux critères réglementaires; elle peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre.

pour l'étranger

- (2) Sous réserve du paragraphe 13(1), l'or- 15 Dénomination ganisation peut, dans ses statuts, adopter, pour ses activités à l'étranger, une dénomination en n'importe quelle langue; elle peut, à l'étranger. l'utiliser et être légalement désignée par elle.
- (3) La dénomination de l'organisation doit 20 Publicité de la dénomination être lisiblement indiquée sur ses effets de commerce, contrats, factures et commandes de marchandises ou de services.

(4) Sous réserve des paragraphes (3) et 13(1), Autre nom l'organisation peut exercer ses activités ou 25 s'identifier sous un nom autre que sa dénomination.

12. (1) Le directeur peut, sur demande, Réservation dénomination à l'organisation dont la création 30 est envisagée ou qui est sur le point de changer de dénomination.

(2) Le directeur assigne à l'organisation, à sa Numéro matricule demande ou à celle des fondateurs, un numéro corporation as its name a designating number 35 matricule en guise de dénomination, suivi du 35 mot « Canada » et d'un terme réglementaire.

Dénominations

prohibées

13. (1) L'organisation ne peut être constituée ou prorogée, exercer ses activités ou s'identifier sous une dénomination qui est prohibée par les règlements ou qui n'est pas conforme aux 40 exigences réglementaires, ni adopter une telle dénomination.

0

Directing change of name

(2) The Director may direct a corporation to change its name in accordance with section 198 if, through inadvertence or otherwise, the corporation acquires a name that is prohibited by the regulations or that does not meet the prescribed requirements.

Directing change of numbered name

(3) If a corporation has a designating number as its name, the Director may direct the corporation to change its name to a name other than a designating number in accordance with 10 section 198.

Undertaking to

dissolve or

change name

(4) If a corporation acquires a name as a result of a person undertaking to dissolve or to change names, and the undertaking is not honoured, the Director may direct the corpora-15 et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement tion to change its name in accordance with section 198, unless the undertaking is honoured within the period specified in subsection (5).

Revoking name

(5) If a corporation has not followed a directive under subsection (2), (3) or (4) within 20 tion de l'organisation qui n'a pas obtempéré aux the prescribed period, the Director may revoke the name of the corporation and assign a name to it and, until changed in accordance with section 198, the name of the corporation is the name assigned by the Director.

Certificate of amendment

14. (1) If the Director assigns a new name to a corporation under subsection 13(5), the Director shall issue a certificate of amendment showing the name and shall publish notice of the change of name as soon as practicable in a 30 meilleurs délais, un avis du changement dans publication generally available to the public.

Effect of

(2) The articles of the corporation are amended accordingly on the date shown in the certificate of amendment.

contract expressly provides otherwise, a person

who enters into, or purports to enter into, a

written contract in the name of or on behalf of a

15. (1) Subject to this section and unless the 35

Preincorporation and preamalgamation contracts

Adoption or ratification of

contract

corporation before it comes into existence is personally bound by the contract and is entitled 40 personnellement par ce contract et peut en to its benefits. (2) The corporation may, within a reasonable time after it comes into existence, adopt or, in Quebec, ratify the contract by any action or

conduct signifying its intention to be bound by 45 celui-ci depuis sa conclusion et peut en the contract, and on the adoption or ratification

- (2) Le directeur peut ordonner à l'organisation de changer sa dénomination au titre de l'article 198 lorsque celle-ci a recu, notamment par inadvertance, une dénomination qui est 5 prohibée par les règlements ou qui n'est pas conforme aux exigences réglementaires.
 - (3) Il peut ordonner à l'organisation ayant un numéro matricule d'adopter, au titre de l'article 198, une autre dénomination.

Ordre de changement de la dénomination numérique

Ordre de

changement de

la dénomination

non conforme

(4) Dans le cas où l'organisation reçoit une 10 Ordre de dénomination en raison de l'engagement d'une personne de se dissoudre ou de changer de nom dans le délai prévu au paragraphe (5), le directeur peut ordonner à l'organisation de 15 changer sa dénomination au titre de l'article 198.

changement de la dénomination en cas d'engagement non tenu

(5) Le directeur peut annuler la dénominaordres donnés en vertu des paragraphes (2), (3) 20 ou (4) dans le délai réglementaire et lui en attribuer d'office une autre; celle-ci demeure la dénomination de l'organisation tant qu'elle n'a 25 pas été changée au titre de l'article 198.

Annulation de la dénomination

14. (1) En cas de changement de dénomina- 25 Certificat de tion au titre du paragraphe 13(5), le directeur délivre un certificat de modification indiquant la nouvelle dénomination et fait paraître, dans les une publication destinée au grand public. 30

modification

(2) Les statuts de l'organisation sont modifiés à compter de la date précisée dans le certificat de modification.

Effet du

Contrats

15. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article et sauf stipulation contraire, la 35 antérieurs à la personne qui conclut ou paraît conclure un contrat écrit au nom ou pour le compte d'une organisation avant sa constitution est liée 40 bénéficier.

Ratification

(2) L'organisation qui, dans un délai raisonnable après sa constitution, ratifie, même tacitement, le contrat ainsi conclu est liée par

Requête au

- (a) the corporation is bound by the contract and is entitled to its benefits as if the corporation had been in existence at the date of the contract and had been a party to it; and
- (b) the person ceases to be bound by or 5 entitled to the benefits of the contract, except as provided for in subsection (3).

bénéficier, la personne qui s'est engagée pour elle s'en trouvant dès lors libérée et privée du droit de s'en prévaloir.

Application to

(3) Whether or not a written contract made before the coming into existence of a corporation is adopted or, in Quebec, ratified by the 10 écrit conclu avant la constitution de l'organisacorporation, a party to the contract may apply to a court for an order respecting the nature and extent of the obligations and liability under the contract of the corporation and the person who is bound by the contract under subsection (1). 15 sation et de la personne liée par le contrat en On the application, the court may make any order that it thinks fit.

(3) Le tribunal peut notamment, par ordon-5 tribunal nance, sur demande de toute partie à un contrat tion, que celui-ci ait été ratifié ou non, prendre toute mesure qu'il estime indiquée au sujet de la nature et de l'étendue des obligations et de la responsabilité, au titre du contrat, de l'organi- 10 vertu du paragraphe (1).

PART 3

CAPACITY AND POWERS

Capacity of a corporation

16. (1) A corporation has the capacity and, subject to this Act, the rights, powers and privileges of a natural person.

Activities

(2) A corporation may carry on activities throughout Canada.

Extra-territorial capacity

(3) A corporation has the capacity to carry on its activities, conduct its affairs and exercise its powers in a jurisdiction outside Canada to the 25 activités et ses pouvoirs à l'étranger, dans les extent that the laws of that jurisdiction permit.

Powers of a corporation

17. (1) It is not necessary for a by-law to be passed in order to confer any particular power on a corporation or its directors.

Restricted activities or powers

(2) A corporation shall not carry on any 30 activities or exercise any power in a manner contrary to its articles.

Rights preserved

(3) No act of a corporation, including any transfer of property to or by a corporation, is invalid by reason only that the act or transfer is 35 qu'ils sont contraires à ses statuts ou à la contrary to its articles or this Act.

No constructive notice

18. No person is affected by or is deemed to have notice or knowledge of the contents of a document concerning a corporation by reason only that the person can examine it under 40 section 280 or at an office of the corporation.

PARTIE 3

CAPACITÉ ET POUVOIRS

16. (1) L'organisation a, sous réserve des Capacité autres dispositions de la présente loi, la capacité 20 d'une personne physique et les droits, pouvoirs 15 et privilèges de celle-ci.

(2) L'organisation peut exercer ses activités Activités partout au Canada.

(3) L'organisation possède la capacité de conduire ses affaires internes et d'exercer ses 20 limites des lois applicables en l'espèce.

Canacité extraterritoriale

- 17. (1) La prise d'un règlement administratif Pouvoirs n'est pas nécessaire pour conférer un pouvoir particulier à l'organisation ou à ses adminis-25 trateurs.
- (2) L'organisation ne peut exercer ni pou-Réserves voirs ni activités en violation de ses statuts.
- (3) Les actes de l'organisation, y compris les Maintien des droits transferts de biens, ne sont pas nuls du seul fait 30 présente loi.
- 18. Le seul fait qu'un document puisse être consulté au titre de l'article 280 ou dans les locaux de l'organisation ne peut causer de 35

Absence de présomption de connaissance

Authority of directors, officers, agents and mandataries

- 19. (1) No corporation, no guarantor of an obligation of a corporation and, in Quebec, no surety may assert against a person dealing with the corporation or against a person who acquired rights from the corporation that
 - (a) the articles, the by-laws or any unanimous member agreement has not been complied with;
 - (b) the individuals named in the last notice that was sent by the corporation in accor-10 dance with section 129 or 135 and received by the Director are not the directors of the corporation;
 - (c) the place named in the last notice accepted by the Director under section 20 is 15 not the registered office of the corporation;
 - (d) a person held out by a corporation as a director, an officer, an agent or a mandatary of the corporation has not been duly appointed or has no authority to exercise the 20 powers and perform the duties that are customary in the activities of the corporation or usual for a director, an officer, an agent or a mandatary;
 - (e) a document issued by any director, 25 officer, agent or mandatary of a corporation with actual or usual authority to issue the document is not valid or not genuine; or
 - (f) a sale, a lease or an exchange of property referred to in subsection 215(1) was not 30 authorized.
- (2) Subsection (1) does not apply in respect (2) Le paragraph of a person who has, or ought to have, personnes qui conna knowledge of a situation described in that tre la situation réell subsection by virtue of their relationship to the 35 avec l'organisation. corporation.

préjudice à quiconque; nul n'est réputé de ce fait avoir reçu avis ou avoir eu connaissance d'un tel document.

19. (1) Les prétentions ci-après sont inopposables, de la part de l'organisation et de ses cautions ou, ailleurs qu'au Québec, ses garants, aux personnes qui ont traité avec elle ou en ont 5 acquis des droits:

Prétentions 5 interdites

- a) les statuts, règlements administratifs ou conventions unanimes des membres n'ont pas 10 été observés:
- b) les personnes physiques nommées dans la dernière liste ou le dernier avis envoyé par l'organisation conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et reçu par le directeur 15 ne sont pas ses administrateurs;
- c) le siège de l'organisation ne se trouve pas au lieu indiqué dans le dernier avis accepté par le directeur au titre de l'article 20;
- d) la personne que l'organisation a présentée 20 comme l'un de ses administrateurs, dirigeants ou mandataires n'a pas été régulièrement nommée ou n'a pas l'autorité nécessaire pour exercer les attributions découlant normalement soit du poste, soit des activités de 25 l'organisation;
- e) un document émanant régulièrement de l'un des administrateurs, dirigeants ou mandataires de l'organisation n'est pas valable ou n'est pas authentique; 30
- f) les opérations visées au paragraphe 215(1) n'ont pas été autorisées.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas aux personnes qui connaissent ou devraient connaître la situation réelle en raison de leur relation 35 avec l'organisation.

Exception

PART 4

REGISTERED OFFICE AND RECORDS

Registered office

Exception

20. (1) A corporation shall at all times have a registered office in the province in Canada specified in its articles.

PARTIE 4

SIÈGE ET LIVRES

20. (1) L'organisation maintient en permanence un siège au Canada, dans la province indiquée dans ses statuts.

Siège

Notice of registered office

(2) A notice of registered office in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with any articles that designate or change the province where the registered office of the corporation is to be located.

Change of address

- (3) The directors of a corporation may change the corporation's registered office to another place within the province specified in the articles, in which case the corporation shall send to the Director a notice of registered office 10 in the form that the Director fixes.
- Notice of registered office effective on acceptance
- (4) A notice of registered office becomes effective when the Director accepts it.

Corporate records

- 21. (1) A corporation shall prepare and maintain, at its registered office or at any other 15 en tout autre lieu au Canada désigné par les place in Canada designated by the directors, records containing
 - (a) the articles and the by-laws, and amendments to them, and a copy of any unanimous member agreement;
 - (b) the minutes of meetings of members and any committee of members;
 - (c) the resolutions of members and any committee of members:
 - (d) if any debt obligation is issued by the 25 corporation, a debt obligations register that complies with section 45;
 - (e) a register of directors;
 - (f) a register of officers; and
 - (g) a register of members.

Register

- (2) The registers referred to in paragraphs (1)(e) to (g) shall contain the prescribed information.
- Directors records
- (3) A corporation shall prepare and maintain taining minutes of meetings of the directors and any committee of directors as well as resolutions adopted by the directors or any committee of directors.

(2) Avis du lieu où sera maintenu le siège est envoyé au directeur, en la forme établie par lui, avec les clauses ou statuts désignant ou modifiant la province où il sera situé.

20

30

(3) Les administrateurs peuvent changer le 5 Changement lieu du siège, dans les limites de la province indiquée dans les statuts, auquel cas l'organisation envoie au directeur, en la forme établie par lui, un avis du lieu où sera maintenu le siège.

(4) L'avis du lieu où sera maintenu le siège 10 Entrée en vigueur entre en vigueur à la date où le directeur accepte l'avis.

21. (1) L'organisation tient, à son siège ou administrateurs, des livres où figurent: 15

Livres

- a) les statuts et les règlements administratifs et leurs modifications, ainsi qu'un exemplaire de toute convention unanime des membres:
- b) les procès-verbaux des assemblées ou des réunions des comités de membres; 20
- c) les résolutions des membres ou des comités de membres:
- d) le cas échéant, le registre des titres de créance, conforme à l'article 45;
- e) le registre des administrateurs; 25
- f) le registre des dirigeants;
- g) le registre des membres.

(2) Les registres visés aux alinéas (1)e) à g) comportent les renseignements prévus par les règlements.

Contenu des registres

30

(3) L'organisation tient en outre des livres adequate accounting records and records con-35 comptables adéquats et des livres où figurent les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et de ses comités et leurs résolutions.

Autres livres

Retention of accounting records

(4) Subject to any other Act of Parliament or of the legislature of a province that provides for a longer retention period, a corporation shall retain the accounting records referred to in subsection (3) for the prescribed period.

Records of continued corporations

(5) For the purposes of paragraphs (1)(b) and (c) and subsection (3), where a body corporate is continued under this Act, "records" includes similar records required by law to be maintained continued.

Place of directors records

(6) The records described in subsection (3) shall be kept at the registered office of the corporation or at any other place that the directors think fit.

Directors' access to records

(7) The records described in subsections (1) and (3) shall at all reasonable times be open to inspection by the directors. The corporation shall, at the request of any director, provide them with any extract of the records free of 20 charge.

Records in Canada

(8) If accounting records of a corporation are kept outside Canada, accounting records adequate to enable the directors to ascertain the financial position of the corporation with 25 Canada désigné par les administrateurs, des reasonable accuracy on a quarterly basis shall be kept at the registered office or any other place in Canada designated by the directors.

When records or registers kept outside Canada

- (9) Despite subsections (1) and (8), but subject to the Income Tax Act, the Excise Tax 30 sous réserve de la Loi de l'impôt sur le revenu, Act, the Customs Act and any other Act administered by the Minister of National Revenue, a corporation may keep all or any of its corporate records and accounting records referred to in subsection (1) or (3) at a place 35 dont la tenue est exigée par les paragraphes (1) outside Canada, if
 - (a) the records are available for inspection, by means of any technology, during regular office hours at the registered office or any other place in Canada designated by the 40 directors; and
 - (b) the corporation provides the technical assistance to facilitate an inspection referred to in paragraph (a).
- 22. (1) A member, a member's personal 45 representative and a creditor of a corporation may examine and, on payment of any reason-

(4) Sous réserve de toute autre loi fédérale et de toute loi provinciale prévoyant une période de conservation plus longue, l'organisation est tenue de conserver les livres comptables 5 pendant la période réglementaire.

(5) Pour l'application des alinéas (1)b) et c) et du paragraphe (3), le terme « livres » désigne également les livres de même nature que les personnes morales prorogées sous le régime de by the body corporate before it was so 10 la présente loi devaient tenir avant leur 10 prorogation.

Livres des prorogées

Conservation

des livres

comptables

(6) Les livres visés au paragraphe (3) sont conservés au siège de l'organisation ou en tout autre lieu que les administrateurs estiment 15 indiqué. 15

Lien de conservation

(7) Les administrateurs peuvent consulter les livres visés aux paragraphes (1) et (3) à tout moment opportun et, sur demande, en obtenir gratuitement des extraits.

Consultation

(8) Dans le cas où la comptabilité de 20 Livres comptables l'organisation est tenue à l'étranger, il est conservé à son siège ou en tout autre lieu au livres permettant à ceux-ci d'en vérifier la situation financière tous les trimestres, avec 25 une précision suffisante.

> Livres conservés à l'étranger

- (9) Malgré les paragraphes (1) et (8), mais de la Loi sur la taxe d'accise, de la Loi sur les douanes et de toute autre loi relevant du 30 ministre du Revenu national, l'organisation peut conserver à l'étranger tout ou partie des livres ou (3) si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) les livres peuvent être consultés, à l'aide 35 de quelque moyen technologique que ce soit, durant les heures normales d'ouverture au siège de l'organisation ou en tout autre lieu au Canada désigné par les administrateurs;
 - b) l'organisation fournit l'aide technique 40 nécessaire à une telle consultation.
- 22. (1) Les membres et leurs représentants personnels ainsi que les créanciers de l'organisation peuvent consulter les documents men-

Consultation de documents

Access to corporate records

able fee, take extracts from the records referred to in paragraphs 21(1)(a) to (f) during the corporation's usual business hours.

Requirement for declaration debt obligations register

(2) Any person described in subsection (1) who wishes to examine the debt obligations register of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declaration referred to in subsection (5). Within the mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reasonable fee, provide the applicant with an extract 15 from the register.

Copies of corporate records

(3) A member of a corporation is entitled on request and free of charge to one copy of the articles and by-laws, any amendments to them, and any unanimous member agreement.

Debt obligation holders lists

(4) Any person described in subsection (1), 20 on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent or mandatary to furnish 25 taire la remise, dans le délai réglementaire, within the prescribed period a list of debt obligation holders setting out the prescribed information and updated in accordance with the regulations.

Contents of statutory declaration

- (5) The statutory declaration required under 30 subsection (2) or (4) shall
 - (a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and
 - (b) state that the list of debt obligation 35 holders or the information contained in the debt obligations register obtained under subsection (2) will not be used except as permitted under subsection (7).

Person making declaration

(6) If the applicant is a body corporate, the 40 statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.

tionnés aux alinéas 21(1)a) à f) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation et, sur paiement de tous droits raisonnables, en obtenir des extraits.

- (2) Toute personne visée au paragraphe (1) 5 qui souhaite consulter le registre des titres de créance de l'organisation en fait la demande à celle-ci ou à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Au cours de la période réglementaire, 10 prescribed period, the corporation or its agent or 10 l'organisation ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux et, sur paiement de tous droits raisonnables, en fournit des extraits. 15
 - (3) Les membres peuvent, sur demande et sans frais, obtenir une copie des statuts et des règlements administratifs — ainsi que des modifications qui y sont apportées — et de toute convention unanime des membres. 20
 - (4) Toute personne visée au paragraphe (1) peut, sur paiement de tous droits raisonnables et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de l'organisation ou de son manda- 25 d'une liste des détenteurs de titres de créance énoncant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.

(5) La déclaration solennelle exigée aux 30 Teneur de la paragraphes (2) ou (4) énonce:

- a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;
- b) l'engagement de n'utiliser que conformé- 35 ment au paragraphe (7) la liste des détenteurs de titres de créance ou les renseignements tirés du registre des titres de créance.
- (6) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses adminis- 40 requérante trateurs ou dirigeants.

5 Consultation du registre des titres de créance

Conies

Obtention de la liste des détenteurs de titres de créance

déclaration solennelle

Use of information or list of debt obligation

- (7) A list of debt obligation holders or information from a debt obligations register obtained under this section shall not be used by any person except in connection with
 - (a) an effort to influence the voting of debt 5 cadre: obligation holders of the corporation;
 - (b) an offer to acquire debt obligations of the corporation; or
 - (c) any other matter relating to the debt obligations or affairs of the corporation. 10

Requirement for declaration register of members

23. (1) A member or a member's personal representative who wishes to examine the register of members of a corporation shall first make a request to the corporation or its agent or mandatary accompanied by a statutory declara-15 tion referred to in subsection (5). Within the prescribed period, the corporation or its agent or mandatary shall allow the applicant access to the register during the corporation's usual business hours and, on payment of any reason-20 droits raisonnables, en fournit des extraits. able fee, provide the applicant with an extract from the register.

List of members

(2) Any person described in subsection (1) and debt obligation holders, on payment of any reasonable fee and on sending to a corporation 25 or its agent or mandatary the statutory declaration referred to in subsection (5), may on application require the corporation or its agent or mandatary to furnish within the prescribed prescribed information and updated in accordance with the regulations.

Limitation

(3) A person described in subsection (1) may only make an application under subsection (2) once in each calendar year. In addition, an 35 application may be made before each special meeting of members of which the person receives notice.

Application of debt obligation holder

(4) A debt obligation holder may make an receiving notice of a meeting of members at which the holder has the right to vote.

Contents of declaration

(5) The statutory declaration required under subsection (1) or (2) shall

(7) Les renseignements tirés du registre des titres de créance et les listes des détenteurs de titres de créance obtenus en vertu du présent article ne peuvent être utilisés que dans le

Utilisation des renseignements ou des listes

5

a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance;

- b) d'une offre visant l'acquisition de titres de créance de l'organisation;
- c) de toute autre mesure concernant les titres 10 de créance ou les affaires internes de l'organisation.
- 23. (1) Le membre ou son représentant personnel qui souhaite consulter le registre des membres en fait la demande à l'organisation ou 15 à son mandataire et lui fait parvenir la déclaration solennelle visée au paragraphe (5). Au cours de la période réglementaire, l'organisation ou son mandataire permet la consultation du registre pendant les heures normales d'ou-20 verture de ses bureaux et, sur paiement de tous

Consultation du registre des membres

(2) Toute personne visée au paragraphe (1) Obtention de la liste des ainsi que le détenteur de titre de créance membres peuvent, sur paiement de tous droits raisonna-25 bles et sur envoi à l'organisation ou à son mandataire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (5), exiger de l'organisation ou de son mandataire la remise, dans le délai régleperiod a list of members setting out the 30 mentaire, d'une liste des membres énonçant les 30 renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.

> (3) Les personnes visées au paragraphe (1) ne peuvent demander la liste des membres qu'une fois par année civile. Toutefois, elles 35 peuvent aussi la demander avant la tenue de toute assemblée extraordinaire dont elles ont été avisées.

Réserve : membres

(4) Les détenteurs de titres de créance ne application to obtain a list of members only after 40 peuvent obtenir la liste des membres que s'ils 40 ont été avisés de la tenue d'une assemblée à laquelle ils ont le droit de vote.

(5) La déclaration solennelle exigée aux

Réserve : détenteurs de titres de créance

paragraphes (1) ou (2) énonce :

Teneur de la solennelle

- (a) state the name and address of the applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and
- (b) state that the list of members or the information contained in the register of 5 members obtained under subsection (1) will not be used except as permitted under subsection (7) or (8).

Person making statutory declaration

(6) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director 10 la déclaration solennelle par un de ses adminisor officer of the body corporate.

Use of information or list by members

- (7) A member or a member's personal representative who obtains a list of members or information from a register of members under this section shall not use the list or information 15 obtenus en vertu du présent article que dans le except in connection with
 - (a) an effort to influence the voting of members;
 - (b) requisitioning a meeting of members; or
 - (c) any other matter relating to the affairs of 20 the corporation.

information or list by debt obligation holders

(8) A debt obligation holder who obtains a list of members under this section shall not use the list except in connection with an effort to influence the voting of members on any issue 25 démarches en vue d'influencer le vote des that the holder has a right to vote on.

Examination by Director

24. (1) The Director may examine the records described in subsection 21(1) during the corporation's usual business hours and may take extracts from the records free of charge.

Requirement to provide list

(2) The Director may require the corporation or its agent or mandatary to furnish to the Director within the prescribed period a list of members or debt obligation holders setting out the prescribed information and updated in 35 renseignements réglementaires et mise à jour 35 accordance with the regulations.

Application for authorization corporation

25. (1) On the application of a corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to refuse, in whole or in part, to allow access to corporate 40 records or to furnish information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director

- a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;
- b) l'engagement de n'utiliser que conformément aux paragraphes (7) ou (8) la liste des 5 membres ou les renseignements tirés du registre des membres.

(6) La personne morale requérante fait établir trateurs ou dirigeants. 10

Personne morale requérante

(7) Le membre ou son représentant personnel ne peut utiliser la liste des membres et les renseignements tirés du registre des membres 15 cadre:

Utilisation des renseignements ou des listes par les membres

- a) de démarches en vue d'influencer le vote des membres de l'organisation;
- b) de la convocation d'une assemblée;
- c) de toute autre mesure concernant les affaires internes de l'organisation. 20
- (8) Le détenteur de titre de créance qui a obtenu la liste des membres en vertu du présent article ne peut l'utiliser que dans le cadre de membres de l'organisation sur une question à 25 l'égard de laquelle il a lui-même le droit de vote.

Utilisation des listes par les détenteurs de titres de créance

24. (1) Le directeur peut consulter les livres mentionnés au paragraphe 21(1) pendant les heures normales d'ouverture des bureaux et en 30 obtenir gratuitement des extraits. 30

(2) Il peut exiger de l'organisation ou de son mandataire qu'il lui fournisse, dans le délai réglementaire, une liste des membres ou des détenteurs de titres de créance énoncant les

25. (1) Le directeur peut, sur demande de l'organisation, autoriser celle-ci, aux conditions qu'il estime indiquées, à refuser de donner accès à tout ou partie des livres ou de fournir tout ou 40 partie des renseignements même si elle serait par ailleurs tenue d'y donner accès ou de les fournir au titre de la présente partie, s'il estime

conformément aux règlements.

Obtention d'une

Consultation des

livres

Demande d'autorisation : organisation

reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.

Application for directionmember

(2) On the application of any member, the Director may direct the corporation, on any terms that the Director thinks fit, not to allow, in whole or in part, access to corporate records or not to furnish, in whole or in part, information that the corporation is otherwise under this Part obligated to allow or furnish, if the Director 10 reasonably believes that allowing the access or furnishing the information would be detrimental to any member or the corporation.

que l'accès aux livres ou la fourniture des renseignements serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.

(2) Il peut, sur demande d'un membre, 5 ordonner à l'organisation, aux conditions qu'il estime indiquées, de refuser l'accès ou la fourniture s'il estime que cela serait préjudiciable à l'organisation ou à un membre.

26. (1) Tous les livres, notamment les regis-

être conservés d'une manière permettant de

fournir, dans un délai raisonnable, les renseignements demandés sous une forme écrite

compréhensible.

Demande 5 d'ordonnance:

Mode de

Form of records

26. (1) All registers and other records required by this Act to be prepared and main-15 tres dont la présente loi exige la tenue, peuvent 10 conservation des tained may be in any form, provided that the records are capable of being reproduced in intelligible written form within a reasonable time.

Precautions

Validity of unsealed

documents

(2) A corporation and its agents and manda- 20 taries shall take reasonable precautions to prevent the loss or destruction of the registers and other records required under this Act, to prevent the falsification of entries in those registers and records and to facilitate the 25 la découverte et la rectification des erreurs. detection and correction of inaccuracies in them.

nent, à l'égard des registres et autres livres exigés par la présente loi, les mesures raisonnables pour en empêcher la perte ou la destruction, empêcher la falsification des écritures et faciliter

(2) L'organisation et ses mandataires pren- 15 Précautions

27. A document executed or, in Quebec, signed on behalf of a corporation is not invalid merely because a corporate seal is not affixed to it.

30

nul.

Absence du sceau

PART 5

CORPORATE FINANCE

Borrowing powers

- 28. (1) Unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors of a corporation may, without authorization of the members,
 - (a) borrow money on the credit of the 35 corporation;
 - (b) issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the corporation;
 - (c) give a guarantee on behalf of the corporation to secure performance of an 40 obligation of any person; and

PARTIE 5

27. L'absence du sceau de l'organisation sur

tout document signé en son nom ne le rend pas

FINANCEMENT

- 28. (1) Sauf disposition contraire des statuts. des règlements administratifs ou de toute 25 convention unanime des membres, le conseil d'administration peut, sans l'autorisation des membres:
 - a) contracter des emprunts, compte tenu du crédit de l'organisation; 30
 - b) émettre, réémettre ou vendre les titres de créance de l'organisation ou les donner en garantie sous forme d'hypothèque mobilière, de gage ou de nantissement;

5

(d) mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any property of the corporation, owned or subsequently acquired, to secure any obligation of the corporation.

Delegation of borrowing powers

(2) Despite subsection 139(2) and paragraph 143(a), unless the articles, the by-laws or a unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, delegate director, a committee of directors or an officer.

Issue of debt obligations

29. (1) Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors may issue debt obligations for conor past services.

Consideration

(2) The monetary value of the property or services shall not be less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the debt obligation had been issued 20 numéraire. for money.

Determining fair equivalent

(3) In determining whether property or past services are the fair equivalent of a money consideration, the directors may take into account reasonable charges and expenses of 25 vent tenir compte des frais normaux de organization and reorganization and payments for property and past services reasonably expected to benefit the corporation.

Definition of "property

(4) For the purposes of this section, "property" does not include a promissory note, or a 30 «biens» ne vise pas le billet à ordre ni la promise to pay, that is made by a person to whom a debt obligation is issued, or a person who does not deal at arm's length, within the meaning of that expression in the *Income Tax* Act, with a person to whom a debt obligation is 35 issued.

Repayment

30. (1) Debt obligations issued, pledged, hypothecated or deposited by a corporation are not redeemed by reason only that the indebtedness evidenced by the debt obligations or in 40 du seul fait du règlement de la dette en cause. respect of which the debt obligations are issued, pledged, hypothecated or deposited is repaid.

c) garantir, au nom de l'organisation, l'exécution d'une obligation à la charge d'une autre personne:

d) grever d'une sûreté, notamment par hypothèque, tout ou partie des biens, présents ou 5 futurs, de l'organisation, afin de garantir ses obligations.

(2) Malgré le paragraphe 139(2) et l'alinéa 143a) et sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute 10 convention unanime des membres, le conseil the powers referred to in subsection (1) to a 10 d'administration peut, par résolution, déléguer les pouvoirs visés au paragraphe (1) à un administrateur, à un comité d'administrateurs ou à un dirigeant. 15

> Émission de titres de créance

Délégation de

pouvoirs

29. (1) Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs sideration consisting of money or other property 15 peuvent délivrer des titres de créance en contrepartie d'un apport en numéraire, en biens 20 ou en services rendus.

Contrepartie

(2) La juste valeur des biens ou des services rendus ne peut être inférieure à la somme que l'organisation recevrait si l'apport était en 25

> Juste équivalence

(3) Pour établir la juste équivalence entre un apport en biens ou en services rendus et un apport en numéraire, les administrateurs peuconstitution et de réorganisation, ainsi que des 30 avantages que l'organisation entend normalement tirer de l'apport en biens ou en services.

Définition de

«biens»

(4) Pour l'application du présent article, promesse de paiement d'une personne à qui des 35 titres de créance sont émis ou d'une personne qui a un lien de dépendance, au sens de la Loi de l'impôt sur le revenu, avec une telle personne.

30. (1) Les titres de créance émis, donnés en garantie conformément au paragraphe (2) ou 40 déposés par l'organisation ne sont pas rachetés

Règlement

Acquisition et

réémission de

titres de créance

Acquisition and reissue of debt obligations

(2) Debt obligations issued by a corporation and purchased, redeemed or otherwise acquired by it may be cancelled or, subject to any applicable trust indenture or other agreement, secure any existing or future obligation of the corporation, and such an acquisition and reissue, pledge or hypothecation is not a cancellation of the debt obligations.

Annual contributions or dues

31. Subject to the articles, the by-laws and 10 any unanimous member agreement, the directors may require members to make an annual contribution or pay annual dues and may determine the manner in which the contribution is to be made or the dues are to be paid. 15 acquitter.

Ownership of property

32. A corporation owns any property of any kind that is transferred to or otherwise vested in the corporation and does not hold any property in trust unless that property was transferred to the corporation expressly in trust for a specific 20 transféré en fiducie dans un but déterminé. purpose or purposes.

Directors not

33. Directors are not, in that capacity, trustees for any property of the corporation, including property held in trust by the corporation.

Investments by corporation

34. Subject to the limitations accompanying any gift and the articles or by-laws, a corporation may invest its funds as its directors think

Distribution of property, accretions or profits

35. (1) Subject to subsection (2), no part of a 30 corporation's profits or of its property or accretions to the value of the property may be distributed, directly or indirectly, to a member, a director or an officer of the corporation except in furtherance of its activities or as otherwise 35 vue de la promotion de ses activités. permitted by this Act.

Distribution to member

(2) If a member of a corporation is an entity that is authorized to carry on activities on behalf of the corporation, the corporation may distribute any of its money or other property to the 40 sommes d'argent ou d'autres biens pour l'exermember to carry on those activities.

Surrendered

36. A corporation may accept a membership in the corporation surrendered to it as a gift including, in Quebec, a legacy and may extinguish or reduce a liability respecting an 45 paiement du prix afférent. amount unpaid on that membership.

(2) L'organisation qui acquiert ses titres de créance peut soit les annuler, soit, sous réserve de tout acte de fiducie et de toute convention applicable, les réémettre ou les donner en may be reissued, pledged or hypothecated to 5 garantie — sous forme d'hypothèque mobilière, 5 de gage ou de nantissement — de l'exécution de ses obligations actuelles ou futures; l'acquisition, la réémission ou le fait de donner en garantie n'emporte pas annulation de ces titres.

> 31. Sous réserve des statuts, des règlements 10 Contribution ou cotisation administratifs et de toute convention unanime annuelle des membres, les administrateurs peuvent

> > 15

32. L'organisation est propriétaire de tous les biens qui lui sont transférés ou autrement dévolus et ne détient aucun bien en fiducie, à moins que le bien ne lui ait été expressément

déterminer la contribution ou la cotisation

annuelle des membres et la manière de s'en

Biens des organisations

33. Les administrateurs ne sont pas, en cette qualité, fiduciaires des biens de l'organisation ni de ceux qu'elle détient en fiducie.

Administrateurs non fiduciaires

34. Sous réserve des restrictions rattachées aux dons et prévues dans ses statuts ou ses 25 règlements administratifs, l'organisation peut investir ses fonds de la manière que ses administrateurs estiment indiquée.

Placements

35. (1) Les bénéfices, les biens et l'appréciation des biens de l'organisation ne peuvent 30 bénéfices et des être distribués, directement ou indirectement, à ses membres, administrateurs ou dirigeants qu'en conformité avec la présente loi ou en

Distribution des

- (2) Toutefois, l'organisation qui a pour 35 Remise de fonds membre une entité autorisée à exercer des activités pour son compte peut lui remettre des cice de ces activités.
- 36. L'organisation peut accepter une adhé- 40 Donation sion à titre de donation, y compris, au Québec, à titre de legs, et renoncer, en tout ou en partie, au

Adhésion grevée

d'une charge

Immunité

Liability

37. (1) The members of a corporation are not, in that capacity, liable for any liability of the corporation, including any arising under paragraph 254(3)(f) or (g), or any act or default by this Act.

Lien on membership

Enforcement of

- (2) Subject to subsection 43(2), the articles may provide that the corporation has a lien on a membership registered in the name of a member debt of that member to the corporation, including an amount unpaid in respect of a membership issued by a body corporate on the date it was continued as a corporation under this Act.
- (3) A corporation may enforce a lien referred 15 to in subsection (2) in accordance with its bylaws.

PART 6

DEBT OBLIGATIONS, CERTIFICATES, REGISTERS AND TRANSFERS

INTERPRETATION

Definitions

38. (1) The following definitions apply in this Part.

"adverse claim" « opposition »

includes a claim that a transfer was or would be wrongful or that a particular adverse person is the owner of or has an interest or right in the debt obligation.

"bearer"

of a debt obligation that is payable to bearer or endorsed in blank.

"broker"

"broker" means a person who is engaged in whole or in part in the business of buying and selling debt obligations and who, in the 30 transaction concerned, acts for, buys a debt obligation from or sells a debt obligation to a customer.

"delivery" «livraison» ou « remise »

"delivery" means voluntary transfer of possession.

"fiduciary" « représentant » "fiduciary" means any person who acts in a fiduciary capacity or as the administrator of the property of others and includes a personal representative of a deceased person.

- 37. (1) Les membres de l'organisation ne sont pas responsables, en cette qualité, des obligations — y compris celles résultant de l'application des alinéas 254(3)f) ou g) —, des of the corporation, except as otherwise provided 5 actes ou des omissions de l'organisation, sauf 5 dans les cas prévus par la présente loi.
- (2) Sous réserve du paragraphe 43(2), les statuts peuvent grever d'une charge en faveur de l'organisation l'adhésion d'un membre débiteur, or the member's personal representative for a 10 ou de son représentant personnel, y compris 10 celui qui n'a pas entièrement payé l'adhésion enregistrée par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la présente loi.
 - (3) L'organisation peut faire valoir la charge Exécution de la visée au paragraphe (2) conformément aux 15 règlements administratifs.

PARTIE 6

TITRES DE CRÉANCE, CERTIFICATS, REGISTRES ET TRANSFERT

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

38. (1) Les définitions qui suivent s'appli-Définitions quent à la présente partie.

"adverse claim", in respect of a debt obligation, 20 « acquéreur » Personne qui acquiert un droit ou « acquéreur » intérêt sur un titre de créance, par achat, 20 hypothèque, gage, émission, réémission, donation ou toute autre opération consensuelle.

"purchaser"

« acquéreur de bonne foi »

"good faith

«acquéreur de bonne foi» Acquéreur contre "bearer" means the person who is in possession 25 valeur qui, n'ayant pas été avisé de l'existence d'oppositions, prend de bonne foi livraison d'un 25 purchaser titre de créance.

«acte de fiducie» S'entend au sens du para-

« acte de fiducie » "trust indenture"

«bonne foi» L'honnêteté manifestée au cours de l'opération en cause.

graphe 105(1).

«bonne foi» 30 "good faith"

« courtier » Personne qui se livre exclusivement ou non au commerce des titres de créance et qui, entre autres, dans les opérations en cause, agit pour un client.

"broker

« détenteur » Personne en possession d'un titre 35 « détenteur » "holder" de créance au porteur ou d'un titre de créance nominatif ou endossé à son profit, au porteur ou en blanc.

« courtier »

"good faith purchaser' . « acquéreur de bonne foi »

"good faith" «bonne foi» "good faith" means honesty in fact in the conduct of the transaction concerned.

"good faith purchaser" means a purchaser for value in good faith and without notice of any adverse claim who takes delivery of a debt 5 de la possession. obligation.

"holder" « détenteur » "holder" means a person who is in possession of a debt obligation that is issued or endorsed to the person, to bearer or in blank.

"overissue" « émission excédentaire »

"overissue" means the issue of debt obligations 10 in excess of any maximum number of debt obligations that the issuer is authorized by a trust indenture to issue.

"purchaser" « acauéreur » "purchaser" means a person who takes an interest or right in a debt obligation by sale, 15 notamment le représentant personnel d'une mortgage, hypothec, pledge, issue, reissue, gift or any other voluntary transaction.

"transfer" « transfert » "transfer" includes transmission by operation of law.

"trust indenture" « acte de fiducie »

defined in subsection 105(1).

«émission excédentaire» Toute émission de titres de créance en excédent du nombre autorisé par l'acte de fiducie applicable.

«livraison» ou «remise» Transfert volontaire

"overissue

excédentaire »

«livraison» ou 5 "remise"

"delivery"

« opposition » Est assimilé à l'opposition le fait de soutenir qu'un transfert est ou serait fautif ou qu'un opposant déterminé détient un droit, notamment de propriété, ou intérêt.

« opposition » "adverse claim"

«porteur» Personne en possession d'un titre de 10 «porteur» créance au porteur ou endossé en blanc.

'bearer'

« représentant » L'administrateur du bien d'autrui ou la personne qui agit à titre fiducial, personne décédée. 15

« représentant » "fiduciary"

«transfert» Est assimilée au transfert la transmission par l'effet de la loi.

« transfert » "transfer

«valide» Soit émis légalement et conformé-"trust indenture" means a trust indenture as 20 ment aux règlements administratifs de l'organisation, soit validé en vertu de l'article 55.

« valide » "valid"

20

"valid" « valide »

"valid" means issued in accordance with the applicable law and the by-laws of the issuer, or validated under section 55.

Negotiable instruments

(2) Except when a transfer is restricted and 25 noted on a debt obligation in accordance with subsection 43(2), a debt obligation is a negotiable instrument.

(2) Les titres de créance sont des effets négociables sauf si leur transfert fait l'objet de restrictions indiquées conformément au paragraphe 43(2).

Effets négociables

Registered form

- (3) A debt obligation is in registered form if
- (a) it specifies a person who is entitled to the 30 debt obligation or to the rights it evidences, and its transfer is capable of being recorded in a debt obligations register; or
- (b) it bears a statement that it is in registered 35

(3) Est nominatif le titre de créance qui:

25 Titre de créance nominatif

- a) ou bien désigne nommément son titulaire, ou celui des droits dont il atteste l'existence, et peut faire l'objet d'un transfert sur le registre des titres de créance;
- 30 b) ou bien porte une mention à cet effet.

Order form

(4) A debt obligation is in order form if, by its terms, it is payable to the order of a person specified with reasonable certainty in it or to a person to whom it is assigned.

(4) Le titre de créance est à ordre si, d'après son libellé, il est payable à l'ordre d'une personne suffisamment désignée dans le titre ou cédé à une telle personne.

Titre de créance à ordre

Bearer form

(5) A debt obligation is in bearer form if it is 40 payable to bearer according to its terms and not by reason of an endorsement.

(5) Est au porteur le titre de créance ainsi 35 Titre de créance au porteur libellé, à l'exclusion de celui qui n'est payable au porteur qu'en raison d'un endossement.

Guarantor or surety for issuer

(6) A guarantor or, in Quebec, a surety for an issuer is deemed to be an issuer to the extent of the guarantee, whether or not the obligation is noted on the debt obligation.

(6) La caution d'un émetteur ou, ailleurs qu'au Ouébec, son garant est réputé, dans les limites de sa garantie, avoir la qualité d'émetteur, indépendamment de la mention de son obligation sur le titre de créance.

Caution ou garant d'un

DEBT OBLIGATION CERTIFICATES

Debt obligation certificate

Fee

Jointly held debt

one person,

obligations

- **39.** An issuer shall provide a debt obligation 5 holder, on request, with
 - (a) a debt obligation certificate that complies with this Act: or
 - (b) a non-transferable written acknowledgement of their right to obtain a debt obligation 10 certificate.
- 40. An issuer may charge a reasonable fee

for a debt obligation certificate issued in respect

of a transfer. 41. If debt obligations are held by more than 15

- (a) an issuer is not required to issue more than one debt obligation certificate in respect of those debt obligations; and
- (b) delivery of a debt obligation certificate to 20 one of the holders is sufficient delivery to them all.

Signatures

- **42.** (1) A debt obligation certificate shall be signed by at least one of the following persons, reproduced on the certificate:
 - (a) a director or officer of the issuer;
 - (b) a transfer agent or branch transfer agent of the issuer, or an individual acting on their 30 behalf: or
 - (c) a trustee who certifies it in accordance with a trust indenture.

Former director or officer

- (2) An issuer may issue debt obligation certificates that contain the signature of a person validity of the certificate is not adversely affected.
- Contents of certificate
- 43. (1) The following information shall be stated on the face of each debt obligation certificate issued by an issuer:
 - (a) the name of the issuer;

CERTIFICATS DE TITRES DE CRÉANCE

39. L'émetteur fournit au détenteur de titre de créance, sur demande, soit un certificat de titre de créance conforme à la présente loi, soit une reconnaissance écrite et incessible du droit d'obtenir un tel certificat. 10

Certificat de titre de créance ou reconnaissance

Droit exigible

- 40. L'émetteur peut prélever un droit raisonnable pour la délivrance d'un certificat de titre de créance à l'occasion d'un transfert.
- 41. L'émetteur n'est pas tenu de délivrer plus Pluralité de d'un certificat pour chaque titre de créance et la 15 détenteurs remise du certificat à l'un des détenteurs constitue délivrance suffisante pour tous.
- 42. (1) Le certificat de titre de créance doit être signé de la main — ou porter la or a facsimile of the signature shall be 25 reproduction de la signature — de l'une des 20 personnes suivantes:
 - a) un administrateur ou un dirigeant;
 - b) un agent d'inscription ou de transfert de l'émetteur ou une personne physique agissant 25 pour son compte;
 - c) un fiduciaire qui le certifie conforme à l'acte de fiducie.
- (2) L'émetteur peut délivrer valablement tout certificat de titre de créance portant la signature who is no longer a director or officer and the 35 d'un administrateur ou dirigeant qui a cessé 30 d'occuper ses fonctions.

Ancien administrateur ou dirigeant

Contenu du

certificat

- 43. (1) Doivent être énoncés au recto du certificat de titre de créance délivré par 40 l'émetteur:
 - a) la dénomination de l'émetteur;

35

- (b) the words "Incorporated under the Canada Not-for-profit Corporations Act", "constituée sous l'autorité de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif', "Subject to the Canada Not-for- 5 profit Corporations Act" or "assujettie à la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif";
- (c) the name of the person to whom it was issued unless it is in bearer form; and 10
- (d) the value represented by the certificate.
- (2) No restriction on transfer, lien or hypothec in favour of the issuer or unanimous member agreement is effective against a transby a body corporate before it is continued under this Act, who has no actual knowledge of the restriction, lien, hypothec or agreement unless it or a reference to it is noted conspicuously on the debt obligation certificate.

(3) If the issued debt obligations of an issuer Restrictions remain outstanding and are held by more than one person, the issuer shall not restrict the transfer or ownership of its debt obligations of

any class or series.

44. (1) Every debt obligation certificate, if the articles authorize more than one class or series of debt obligations, shall legibly

- (a) state the rights, privileges, restrictions and conditions attached to the debt obliga-30 tions of each class and series that exist when the debt obligation certificate is issued; or
- (b) state that the class or series of debt obligations that it represents has rights, privileges, restrictions or conditions attached 35 to it and that the issuer will provide a debt obligation holder, on demand and without charge, with a full copy of the text of the rights, privileges, restrictions and conditions attached to each class or series authorized to 40 be issued.

- b) l'expression « constituée sous l'autorité de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif », « Incorporated under the Canada Not-for-profit Corporations Act », « assujettie à la Loi canadienne sur les 5 organisations à but non lucratif » ou « Subject to the Canada Not-for-profit Corporations Act »;
- c) le nom du titulaire, sauf si le certificat est au porteur; 10
- d) la valeur que le certificat représente.
- (2) Les certificats de titres de créance, délivrés par l'émetteur ou par une personne morale avant sa prorogation sous le régime de la feree of a debt obligation, issued by an issuer or 15 présente loi, qui sont assujettis à des restrictions 15 en matière de transfert, à des hypothèques ou privilèges en faveur de l'émetteur ou à une convention unanime des membres doivent les énoncer ou y faire clairement référence pour 20 qu'ils soient opposables à tout cessionnaire de 20 ce titre qui n'en a pas eu effectivement connaissance.
 - (3) L'émetteur dont les titres de créance en circulation sont détenus par plusieurs personnes ne peut soumettre à des restrictions le transfert 25 ou le droit de propriété de ses titres de créance 25 d'une quelconque catégorie ou série.
 - 44. (1) S'il peut y avoir plus d'une catégorie ou série de titres de créance, le certificat doit indiquer de manière lisible:
 - Contenu du certificat en cas de pluralité des 3() catégories ou

Restrictions

- a) soit les droits, privilèges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie et série existant lors de la délivrance du certificat:
- b) soit le fait que la catégorie ou la série de 35 titres de créance qu'il représente est assortie de droits, privilèges, conditions et restrictions et que l'émetteur remettra gratuitement à tout détenteur de titre de créance qui en fait la demande le texte intégral des droits, privilè-40 ges, conditions et restrictions dont sont assortis les titres de créance de chaque catégorie ou série dont la délivrance est autorisée.

Restrictions

Contents of certificate

15

administrateurs.

nominatifs.

Copy of text

(2) If a debt obligation certificate contains a statement referred to in paragraph (1)(b), the issuer shall, on request, provide the debt obligation holder with the copy of the text referred to in that paragraph.

(2) L'émetteur qui délivre des certificats de titres de créance contenant les dispositions prévues à l'alinéa (1)b) fournit gratuitement aux détenteurs de titres de créance qui en font la 5 demande copie du texte intégral.

Copie du texte

REGISTERS

Registers

45. (1) A corporation that issues debt obligations shall maintain a debt obligations register in which it records the debt obligations issued by it in registered form, showing the prescribed information with respect to each 10 class or series.

REGISTRES

45. (1) L'organisation tient un registre des titres de créance nominatifs qu'elle émet, où elle indique pour chaque catégorie ou série les renseignements réglementaires.

Registre des titres de créance nominatifs

Location of register

(2) The debt obligations register shall be maintained at the issuer's registered office or at any other place in Canada designated by the directors.

(2) Le registre est tenu au siège ou en tout 10 Lieu du registre autre lieu au Canada choisi par les administrateurs.

Branch registers

(3) An issuer may maintain additional branch debt obligations registers in other places designated by the directors.

(3) L'émetteur peut tenir des registres locaux Registres locaux supplémentaires en tout autre lieu choisi par les

15

25

Contents of branch register

(4) A branch debt obligations register shall only contain particulars of debt obligations 20 registre local ne concernent que les titres de issued or transferred at the branch. The same information shall also be recorded in the central register.

(4) Les renseignements mentionnés dans le créance délivrés ou transférés dans la localité où est tenu ce registre et ils doivent également figurer au registre central. 20

Production of certificates

(5) An issuer, its agent or mandatary, or a trustee as defined in subsection 105(1) is not 25 ciaire au sens du paragraphe 105(1) ne sont pas required to produce a cancelled debt obligation certificate in registered form after the prescribed period.

(5) L'émetteur, ses mandataires ou le fidu-Production des certificats tenus de produire, après la période réglementaire, les certificats annulés de titres de créance

Contenu des

registres locaux

Agent or mandatary

46. An issuer may appoint an agent or mandatary to maintain debt obligations registers 30 de la tenue des registres pour son compte.

46. L'émetteur peut charger un mandataire

Mandataire

Registration

47. The registration of the issue or transfer of a debt obligation in any debt obligations register is complete and valid registration for all purposes.

47. Toute mention de la délivrance ou du transfert d'un titre de créance dans le registre des titres de créance, local ou central, en 30 35 constitue une inscription complète et valide.

Inscription au registre

Trustee

48. An issuer or a trustee as defined in subsection 105(1) may treat the person whose name appears on the debt obligations register as the debt obligation's owner for all purposes.

48. L'émetteur ou le fiduciaire au sens du paragraphe 105(1) peut considérer la personne dont le nom est inscrit au registre des titres de créance comme le propriétaire.

Émetteur ou fiduciaire

Constructive registered holder

49. If an issuer restricts the right to transfer 40 its debt obligations, the issuer may, despite section 48, treat a person as the registered

49. L'émetteur qui limite le droit de transférer ses titres de créance peut, malgré l'article 48, considérer comme habilitée à exercer les droits

Personnes habilitées à exercer les droits holder of a debt obligation if the person provides the issuer with evidence that meets the requirements of the issuer that the person is

- (a) the heir or legatee of a deceased debt obligation holder or the fiduciary of the estate 5 or succession of a deceased debt obligation holder or of a registered debt obligation holder who is a minor, an incapable person or a missing person; or
- (b) a liquidator of, or a trustee in bankruptcy 10 for, a registered debt obligation holder.

Proof of ownership

50. An issuer shall treat a person, other than one described in section 49, as being entitled to exercise the rights and privileges attached to a the person has acquired ownership of the debt obligation by operation of law or has legal authority to exercise the rights and privileges.

Joint holder

51. If satisfactory proof of the death of a joint holder of a debt obligation with a right of 20 du décès de l'un des codétenteurs d'un titre de survivorship is provided to an issuer, the issuer may treat any surviving joint holder as the owner of the debt obligation.

Duties of issuer

52. An issuer is not required to inquire into the existence of, or see to the performance of, 25 de l'existence, à la charge du détenteur inscrit any duty owed to a third person by a registered holder, or a person who may be treated as a registered holder, of a debt obligation.

Minors

53. If a minor exercises a right of ownership in a debt obligation of an issuer, no subsequent 30 tions ou, ailleurs qu'au Québec, l'annulation et repudiation or avoidance or, in Quebec, nullity or reduction of obligations is effective against the issuer.

Deceased owner

- 54. (1) Subject to any applicable law relating to the collection of taxes, a person who is an 35 en matière de perception d'impôts, l'héritier heir or a fiduciary of an estate or succession of a deceased debt obligation holder is entitled to become the registered holder or to designate a registered holder if the person deposits the following information with the issuer or its 40 désigne, sur remise à l'émetteur ou à son agent transfer agent, together with any reasonable assurances that the issuer may require:
 - (a) the debt obligation certificate or, in default of one, a document proving that the deceased was the debt obligation holder;

du détenteur inscrit de titre de créance la personne qui lui fournit la preuve qu'il exige de sa qualité, à savoir:

- a) soit celle d'héritier ou de légataire d'un détenteur de titre de créance, de représentant 5 de la succession d'un tel détenteur ou de représentant d'un détenteur inscrit de titre de créance qui est mineur, incapable ou absent;
- b) soit celle de liquidateur ou de syndic de faillite agissant pour un détenteur inscrit de 10 titre de créance.
- 50. L'émetteur doit considérer toute personne non visée à l'article 49 comme habilitée à exercer les droits ou privilèges attachés à des debt obligation if the person provides proof that 15 titres de créance dans la mesure où elle établit 15 que la propriété des titres de créance lui est acquise par l'effet de la loi ou qu'elle est légalement autorisée à exercer ces droits ou privilèges.

Personnes habilitées à exercer les droits ou privilèges

- 51. L'émetteur peut, sur preuve satisfaisante 20 Copropriétaires créance avec droit de survie, considérer les autres comme propriétaires de ce titre de créance.
- 52. L'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir 25 Précisions ou de la personne considérée comme habilitée à exercer les droits d'un détenteur inscrit de titre de créance, d'obligations envers les tiers, ni, le cas échéant, de leur exécution. 30
- 53. L'annulation et la réduction des obligala répudiation ultérieure de l'exercice par un mineur de droits attachés à la propriété de titres de créance n'a d'effet contre l'émetteur. 35
- 54. (1) Sous réserve de toute loi applicable d'un détenteur de titre de créance ou le représentant de la succession d'un tel détenteur est en droit de se faire inscrire comme détenteur 40 ou de faire inscrire à ce titre la personne qu'il de transfert des assurances que l'émetteur peut exiger et des documents suivants:
 - a) le certificat de titre de créance ou tout 45 autre document prouvant que le défunt était le détenteur de titre de créance;

Mineurs

obligations de

l'émetteur

Décès

- (b) a document proving the death of the debt obligation holder; and
- (c) a document proving that the heir or fiduciary has the right under the law of the place in which the deceased was domiciled 5 immediately before their death to deal with the debt obligation.

Endorsement

- (2) A debt obligation certificate referred to in paragraph (1)(a) shall be endorsed
 - (a) in the case of a transfer to an heir or 10 fiduciary, by that person; and
 - (b) in any other case, in a manner acceptable to the issuer.

Right of issuer

(3) Deposit of the documents required by agent to record in a debt obligations register the transmission of a debt obligation from the deceased holder to the heir or fiduciary or to any person that the heir or fiduciary may designate and to treat the person who becomes 20 a registered holder as the owner of the debt obligation.

Overissue

55. (1) Subject to this section, the provisions of this Part that validate a debt obligation or compel its issue or reissue do not apply if the 25 validation, issue or reissue of a debt obligation would result in overissue.

Identical debt obligation

(2) A person who is entitled to a validation or issue may, if there has been an overissue and if a valid debt obligation that is similar in all 30 émission excédentaire et s'il est possible respects to the debt obligation involved in the overissue is reasonably available for purchase, compel the issuer to purchase and deliver that debt obligation against the surrender of the debt obligation that the person holds. 35

If identical debt obligation not available

(3) If a valid debt obligation that is similar in all respects to the debt obligation involved in the overissue is not reasonably available for purchase, the person who is entitled to the an amount equal to the price the last purchaser for value paid for the invalid debt obligation.

Increase in capital

(4) The overissued debt obligations are valid from the date they were issued only if the issuer increases the number of its authorized debt 45 valides à compter de leur date d'émission.

- b) tout document prouvant la mort du détenteur de titre de créance:
- c) tout document prouvant que l'héritier ou le représentant de la succession a le droit. sous le régime des lois du dernier domicile du 5 défunt, d'effectuer toute opération à l'égard du titre de créance.
- (2) Le certificat de titre de créance visé à l'alinéa (1)a) est:

Endossement

- a) dans le cas d'un transfert à un représentant 10 ou à un héritier, endossé par celui-ci;
- b) dans tous les autres cas, endossé d'une manière que l'émetteur estime acceptable.
- (3) Le dépôt des documents exigés au Droit de subsection (1) empowers an issuer or its transfer 15 paragraphe (1) donne à l'émetteur ou à son 15 l'émetteur agent de transfert le pouvoir de consigner sur le registre des titres de créance la transmission des titres de créance du détenteur décédé au représentant ou aux héritiers ou à la personne qu'ils peuvent désigner et, par la suite, de 20 considérer la personne qui en devient le détenteur inscrit comme leur propriétaire.

55. (1) Sous réserve des autres dispositions Émission excédentaire du présent article, les dispositions de la présente partie validant des titres de créance ou en 25 imposant l'émission ou la réémission ne peu-

vent avoir pour effet d'entraîner une émission excédentaire.

(2) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il y a eu 30 identiques d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, contraindre l'émetteur à les acquérir et à les leur livrer sur remise de ceux qu'elles détiennent. 35

Titres de créance

(3) Les personnes habiles à réclamer la validation ou l'émission peuvent, s'il est impossible d'acquérir des titres de créance identiques à ceux qui sont excédentaires, validation or issue may recover from the issuer 40 recouvrer auprès de l'émetteur une somme 40 égale au prix payé par le dernier acquéreur contre valeur des titres de créance non valides.

> (4) Les titres de créance que l'émetteur est autorisé par la suite à émettre en excédent sont

Recouvrement d'une somme

Augmentation du capital

obligations to a number equal to or greater than the number of debt obligations previously authorized plus the number of the debt obligations overissued.

PROCEEDINGS

Rules of action

- **56.** The following rules apply in an action on 5 a debt obligation:
 - (a) each signature on the debt obligation certificate or in a necessary endorsement is admitted unless specifically denied in the pleadings;
 - (b) a signature on the debt obligation is presumed to be genuine and authorized but, if the effectiveness of the signature is in issue, the burden of establishing that it is genuine and authorized is on the party claiming under 15 the signature;
 - (c) if a signature is admitted or established, production of a debt obligation certificate entitles the holder to recover on it unless the other party establishes a defence or defect 20 going to the validity of the debt obligation; and
 - (d) if the other party establishes the defence or defect, the plaintiff has the burden of establishing that the defence or defect is 25 ineffective against the plaintiff or some other person under whom the claim is made.

DELIVERY

Delivery of debt obligations

- **57.** (1) A person who is required to deliver debt obligations may deliver any debt obligation of the specified issue
 - (a) in bearer form;
 - (b) in registered form in the name of the transferee; or
 - (c) endorsed to the person or in blank.

Limitation

(2) Subsection (1) is subject to any agree-35 ment to the contrary, to any applicable Act of Parliament or of the legislature of a province, to any applicable regulation or to any applicable rule of a stock exchange or other regulatory body.

40

PROCÉDURE

56. Dans tout procès portant sur des titres de créance :

Règles de procédure

- a) à défaut de contestation expresse dans les actes de procédure, les signatures figurant sur ces titres ou les endossements obligatoires 5 sont admis sans autre preuve;
- b) les signatures figurant sur ces titres sont présumées être authentiques et autorisées, à charge pour la partie qui s'en prévaut de l'établir en cas de contestation;
- c) sur production du certificat dont la signature est admise ou prouvée, leur détenteur obtient gain de cause, sauf si l'autre partie soulève un moyen de défense ou l'existence d'un vice mettant en cause la 15 validité de ces titres;
- d) il incombe au demandeur de prouver l'inopposabilité, à lui-même ou aux personnes dont il invoque les droits, des moyens de défense ou du vice dont l'autre partie établit 20 l'existence.

LIVRAISON DES TITRES DE CRÉANCE

57. (1) La personne tenue de livrer des titres de créance peut livrer les titres de l'émission 30 spécifiée de l'une des façons suivantes :

Livraison

25

- a) au porteur;
- b) sous forme nominative au cessionnaire;
- c) endossés, au profit de cette personne, ou en blanc
- (2) La livraison est par ailleurs assujettie à Limites toute convention à l'effet contraire ainsi qu'à 30 toute loi fédérale ou provinciale, tout règlement ou toute règle d'une bourse ou d'un autre organisme de réglementation qui s'applique.

GENERAL

Incorporation by reference

58. (1) The terms of a debt obligation include those stated on the debt obligation and those incorporated by reference to another document, an Act of Parliament or of the legislature of a province, a regulation, a rule or an order to the extent that the incorporated terms do not conflict with those stated on the debt obligation.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

58. (1) Les modalités d'un titre de créance comprennent celles qui y sont énoncées et celles qui, dans la mesure où elles sont compatibles avec les précédentes, y sont rattachées par 5 renvoi à tout autre acte, loi fédérale ou 5 provinciale, règlement, règle ou ordonnance.

Incorporation par renvoi

Purchaser without notice

(2) Subsection (1) applies to a good faith itself not notice of a defect to the purchaser even if the debt obligation expressly states that a person accepting it admits that notice.

(2) Le paragraphe (1) s'applique à l'acquépurchaser but the incorporation by reference is 10 reur de bonne foi, mais l'incorporation par renvoi ne constitue pas en elle-même un avis de l'existence d'un vice même si le titre de créance 10 énonce expressément que la personne qui l'accepte admet l'existence de cet avis.

Acquéreur de bonne foi

Validity of debt obligation

- 59. A debt obligation is valid in the hands of a good faith purchaser.
- 59. Le titre de créance entre les mains de tout Validité 15 acquéreur de bonne foi est valide.

Defence

60. Subject to section 63, the fact that a debt obligation is not genuine is a complete defence for the issuer even against a good faith purchaser.

60. Sous réserve de l'article 63, le défaut 15 Moyen de d'authenticité d'un titre de créance constitue, pour l'émetteur, un moven de défense péremptoire, même contre l'acquéreur de bonne foi.

Defences

61. All other defences of an issuer, including 20 non-delivery and conditional delivery of a debt obligation, are ineffective against a good faith purchaser.

61. L'émetteur ne peut opposer à l'acquéreur Moyens de de bonne foi aucun autre moyen de défense, y 20 défense irrecevables compris l'absence de livraison ou la livraison

Deemed notice

- **62.** (1) A purchaser is deemed to have notice any defence of the issuer if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2).
- 62. (1) L'acquéreur est réputé connaître tout of any defect in the issue of a debt obligation or 25 vice relatif à l'émission d'un titre de créance ou tout moyen de défense opposé par l'émetteur si 25 le titre de créance est périmé.

sous condition d'un titre de créance.

Connaissance réputée

Stale debt obligation

- (2) A debt obligation becomes stale if
- (a) the purchaser takes the debt obligation 30 ou l'autre des cas suivants: later than the prescribed period that is after
 - (i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt obligation was due, or
 - (ii) the date on or after which the debt 35 obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange; or
- (b) the payment of money or the delivery of debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or 40 debt obligations are available on the day for

(2) Un titre de créance est périmé dans l'un

Péremption des titres de créance

- a) l'acquéreur en prend livraison après la période réglementaire suivant: 30
 - (i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste,
 - (ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat 35 ou échange;
- b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour

émane:

the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after that day.

Unauthorized signature

- 63. (1) Subject to subsection (2), an unauthorized signature on a debt obligation is 5 sur un titre de créance est sans effet. ineffective.
- du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.
 - 63. (1) La signature non autorisée apposée

(2) Elle produit néanmoins ses effets en

a) d'une personne chargée par l'émetteur,

ou d'en préparer directement la signature, soit

d'en reconnaître l'authenticité, notamment un

b) d'un employé de l'émetteur ou d'une

personne visée à l'alinéa a) qui, dans le cadre 15

fiduciaire ou un agent de transfert;

soit de signer ces titres ou des titres analogues 10

faveur de l'acquéreur de bonne foi si elle

Signature non

Effet limité

Limited effectiveness

- (2) An unauthorized signature on a debt obligation is effective in favour of a good faith purchaser if the signature was made by
 - (a) an authenticating trustee, transfer agent 10 or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation, or similar debt obligations, or to prepare them for signing; or
 - (b) an employee of the issuer or a person 15 referred to in paragraph (a) who handles the debt obligation in the ordinary course of their duties.

Completion of debt obligation

- 64. If a debt obligation contains the signatures necessary for its issue or transfer but is 20 requises pour son émission ou son transfert, incomplete in another respect, any person may complete it in accordance with their authority.
 - mais ne portant pas une autre mention néces-20 saire, peut être complété par toute personne qui en a le pouvoir.

Titre de créance incomplet

Enforceability

65. A debt obligation that was completed incorrectly is enforceable by a good faith purchaser.

Fraud

66. A completed debt obligation that was improperly altered, even if fraudulently altered, remains enforceable but only according to its original terms.

Guarantees

- **67.** (1) A person signing a debt obligation as 30 an authenticating trustee, transfer agent or other person entrusted by the issuer with the duty to sign the debt obligation guarantees to a good faith purchaser that
 - (a) the debt obligation is genuine;
 - (b) the person's acts in connection with the debt obligation are within the person's authority; and
 - (c) the person has reasonable grounds for believing that the debt obligation is in the 40 form and within the amount the issuer is authorized to issue.

- normal de ses fonctions, a eu ou a ce titre en main 64. Le titre de créance revêtu des signatures
- 65. L'acquéreur de bonne foi d'un titre de créance complété incorrectement peut faire 25 25 valoir ses droits.

Force exécutoire

Fraude

- 66. Le titre de créance irrégulièrement ou même frauduleusement modifié ne peut produire ses effets que conformément à ses modalités initiales.
- 67. (1) La personne chargée par l'émetteur, 30 Garanties soit de signer un titre de créance, soit d'en reconnaître l'authenticité, notamment le fiduciaire ou l'agent de transfert, garantit à l'acquéreur de bonne foi, par sa signature:
- a) l'authenticité du titre;
- 35
- b) son pouvoir d'agir relativement à ce titre;
- c) l'existence de motifs raisonnables de croire que l'émetteur était autorisé à émettre sous cette forme un titre de ce montant.

Liability

(2) Unless agreed otherwise, a person referred to in subsection (1) does not assume any further liability for the validity of the debt obligation.

(2) Sauf convention à l'effet contraire, les personnes visées au paragraphe (1) n'assument aucune autre responsabilité quant à la validité du titre de créance.

Limite de la responsabilité

Acquisition of rights

68. (1) On delivery of a debt obligation, the 5 purchaser of the debt obligation acquires the rights in it that the transferor had or had authority to convey.

68. (1) Dès livraison du titre de créance, les 5 Acquisition des droits transmissibles du cédant passent à l'acquéreur.

Claim free

(2) A good faith purchaser of a debt obligation acquires it free from any adverse claim.

(2) L'acquéreur de bonne foi acquiert le titre 10 de créance libre de toute opposition.

Titre libre d'opposition

droits

No better position

- (3) A purchaser who was a party to a fraud or illegality affecting a debt obligation or who, as a prior holder, had notice of an adverse claim does not have a better position by taking from a later good faith purchaser.
 - (3) Le fait de détenir un titre d'un acquéreur 10 Situation de bonne foi ne saurait modifier la situation du cessionnaire qui a participé à une fraude ou à un acte illégal mettant en cause la validité de ce 15 titre ou qui, en tant qu'ancien détenteur, connaissait l'existence d'une opposition.

Limitation of the purchase

69. A purchaser acquires rights only to the extent of the interest or right purchased.

69. L'acquéreur n'acquiert de droits que dans Droits limités les limites de son acquisition.

Deemed notice

70. (1) A purchaser of a debt obligation, or a broker for a seller or purchaser, is deemed to have notice of an adverse claim if

70. (1) Est réputé connaître l'existence d'une opposition le courtier ou l'acquéreur 20 d'un titre de créance: 20

Connaissance

- (a) the debt obligation has been endorsed "for collection" or "for surrender" or for a purpose other than transfer; or
- a) endossé « pour recouvrement », « pour remise » ou à toute fin n'emportant pas transfert:
- (b) the debt obligation is in bearer form and has a statement on it that it belongs to a 25 person other than the transferor.
- b) payable au porteur et revêtu d'une mention selon laquelle l'auteur du transfert n'en 25 est pas propriétaire.

Name

(2) The mere writing of a name on a debt obligation is not a statement for the purposes of paragraph (1)(b).

(2) La simple inscription d'un nom ne Nom constitue pas la mention visée à l'alinéa (1)b).

No duty to inquire

71. (1) A purchaser of a debt obligation, or a 30 broker for a seller or purchaser, has no duty to inquire into the rightfulness of the transfer and, subject to sections 70 and 72, has no notice of an adverse claim.

71. (1) L'acquéreur ou le courtier n'est ni Limites tenu de s'enquérir de la régularité du transfert 30 ni, sous réserve des articles 70 et 72, réputé connaître l'existence d'une opposition.

Third party holding

- (2) Subsection (1) applies even if the pur-35 chaser or broker has notice that the debt obligation is held by a third person or is registered in the name of or endorsed by a fiduciary.
- (2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'acquéreur ou le courtier a connaissance de la détention du titre de créance pour le compte 35 d'un tiers, de son inscription au nom d'un représentant ou de son endossement par ce dernier.

Titre détenu pour le compte d'un

Deemed notice

72. A purchaser or broker who knows that the transaction is for the personal benefit of the fiduciary or is otherwise in breach of the fiduciary's duty is deemed to have notice of an adverse claim.

Connaissance réputée

Staleness

- 73. (1) The following events do not constitute notice of an adverse claim except if the debt obligation becomes stale within the meaning of subsection (2):
 - (a) an event that creates a right to perfor- 10 mance of the principal obligation evidenced by the debt obligation; or
 - (b) an event that sets the date on or after which the debt obligation is to be presented or surrendered for redemption or exchange. 15

Staleness of debt obligation

- (2) A debt obligation becomes stale if
- (a) the purchaser takes the debt obligation later than the prescribed period that is after
 - (i) the date on which performance of the principal obligation evidenced by the debt 20 obligation was due, or
 - (ii) the date on or after which the debt obligation was to be presented or surrendered for redemption or exchange; or
- (b) the payment of money or the delivery of 25 debt obligations is required in order to present or surrender the debt obligation, the money or debt obligations are available on the day for the payment or delivery and the purchaser takes the debt obligation later than the 30 prescribed period that is after that day.

Guarantee

74. (1) A person who presents a debt obligation for registration of transfer or for payment or exchange guarantees to the issuer that the person is entitled to do so.

Limitation on guarantee

(2) A good faith purchaser who receives a new, reissued or re-registered debt obligation and who registers a transfer guarantees only that the purchaser has no knowledge of any unauthorized signature in a necessary endorse-40 signatures non autorisées lors d'endossements ment.

Content of

- 75. A person who transfers a debt obligation to a purchaser for value guarantees by the transfer only that
 - (a) the transfer is effective and rightful;

45

- 72. L'acquéreur ou le courtier qui sait que le représentant agit en violation de son mandat à des fins personnelles est réputé connaître l'existence d'une opposition.
- 73. (1) Ne vaut pas connaissance de l'exis- 5 Limite tence d'une opposition, sauf péremption du titre de créance au titre du paragraphe (2), l'événement qui ouvre droit à l'exécution immédiate des obligations principales attestées par le titre de créance ou permet de fixer la date de 10 présentation ou de remise de celui-ci pour rachat ou échange.
- (2) Un titre de créance est périmé dans l'un ou l'autre des cas suivants:

Péremption des titres de créance

- a) l'acquéreur en prend livraison après la 15 période réglementaire suivant :
 - (i) soit la date prévue de l'exécution des obligations principales qu'il atteste,
 - (ii) soit la date à partir de laquelle il devrait être présenté ou remis pour rachat 20 ou échange;
- b) le versement de fonds ou la livraison de titres de créance est exigé pour la présentation ou la remise du titre de créance, les fonds ou les titres de créance sont disponibles le jour 25 du paiement ou de la livraison et l'acquéreur prend livraison du titre de créance après la période réglementaire suivant ce jour.
- 74. (1) La personne qui présente un titre de Garantie créance pour inscription de son transfert, pour 30 paiement ou pour échange garantit à l'émetteur 35 le bien-fondé de sa demande.
 - (2) L'acquéreur de bonne foi qui reçoit un Limite titre de créance soit nouveau, soit réémis ou réinscrit et qui inscrit le transfert garantit 35 seulement l'absence, à sa connaissance, de obligatoires.
 - 75. La personne qui transfère le titre de Teneur de la créance à l'acquéreur contre valeur garantit 40 garantie seulement:

- (b) the debt obligation is genuine and has not been materially altered; and
- (c) the person knows of nothing that might impair the validity of the debt obligation.

76. An intermediary delivering a debt ob- 5

ligation to a purchaser who knows that the

intermediary is an intermediary guarantees only

- a) la régularité et le caractère effectif de ce transfert:
- b) l'authenticité du titre et l'absence de modification importante;
- c) l'inexistence, à sa connaissance, de vice 5 mettant en cause la validité du titre.
- 76. L'intermédiaire qui, au su de l'acquéreur, livre un titre de créance en qualité d'intermédiaire ne garantit que sa propre bonne foi.

Garantie de l'intermédiaire

courtier

Guarantee of broker

its good faith.

Guarantee of intermediary

> 77. A broker shall give to a customer, to the provided in sections 74 to 76 and has the rights and privileges of a purchaser under those sections, and those guarantees of and in favour of the broker acting as an agent or mandatary customer and guarantees given in favour of the customer.

77. Le courtier donne à son client, à 10 Garanties du issuer and to a purchaser the guarantees 10 l'émetteur ou à l'acquéreur les garanties prévues aux articles 74 à 76 et jouit des droits et privilèges que ces articles confèrent à l'acquéreur; les garanties que donne ou dont bénéficie le courtier agissant comme mandataire s'ajou-15 are in addition to guarantees given by the 15 tent aux garanties que donne ou dont bénéficie son client.

78. En cas de transfert d'un titre de créance

nominatif livré sans l'endossement obligatoire,

qu'après l'endossement, qu'il peut formelle-

ment exiger.

Right to compel endorsement

78. If a registered debt obligation is delivered to a purchaser without a necessary endorsement, the purchaser has the right to demand the 20 l'acquéreur ne devient acquéreur de bonne foi 20 endorsement. The purchaser becomes a good faith purchaser after the endorsement.

Droit d'exiger l'endossement

Definition of "appropriate"

79. (1) In section 80, subsections 87(1) and 95(1) and section 99, "appropriate", with respect to a person, means that the person is

79. (1) Sont habilités, pour l'application de l'article 80, des paragraphes 87(1) et 95(1) et de 25 l'article 99: 25

Compétence

- (a) the person who is specified by the debt obligation or by a special endorsement to be entitled to the debt obligation;
- (b) if the person described in paragraph (a) is described as a fiduciary but is no longer 30 serving as one, either that person or their successor:
- (c) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person as fiduciaries and one or 35 more of those persons is no longer a fiduciary, the remaining fiduciary or fiduciaries, whether or not a successor has been appointed or qualified;
- (d) if the person described in paragraph (a) is 40 an individual and is without capacity to act by reason of death, minority or other incapacity, the person's fiduciary;

- a) le titulaire du titre de créance, mentionné sur celui-ci ou dans un endossement nominatif:
- b) la personne visée à l'alinéa a) désignée en qualité de représentant, mais qui n'agit plus 30 en cette qualité, ou son successeur;
- c) tout représentant dont le nom figure parmi ceux qui sont mentionnés sur le titre de créance ou dans l'endossement visés à l'alinéa a), indépendamment de la présence 35 d'un successeur nommé ou agissant à la place de ceux qui n'ont plus qualité;
- d) le représentant de la personne visée à l'alinéa a) si celle-ci est une personne physique décédée ou incapable, notamment 40 en raison de sa minorité;

- (e) if the debt obligation or endorsement mentioned in paragraph (a) specifies more than one person with a right of survivorship and by reason of death not all of the persons can sign, the survivor or survivors;
- (f) a person who has the legal power to sign;
- (g) to the extent that a person described in any of paragraphs (a) to (f) may act through an agent or mandatary, the person's author-10 ized agent or mandatary.

Time for determination

(2) The authority of a person signing is determined as of the time of signing.

Endorsement

80. (1) An endorsement of a debt obligation in registered form for the purposes of assign-15 nominatif se fait, aux fins de cession ou de ment or transfer is made when an appropriate person signs either the debt obligation or a separate document, or when the signature of an appropriate person is written without more on the back of the debt obligation. 2.0

Blank or special

(2) An endorsement may be in blank or special.

Blank endorsement

(3) An endorsement in blank includes an endorsement to bearer.

Special endorsement

(4) A special endorsement specifies the 25 person to whom the debt obligation is to be transferred or who has power to transfer it.

Right of holder

(5) A holder may convert an endorsement in blank into a special endorsement.

Immunity of endorser

81. Unless agreed otherwise, the endorser 30 does not, by the endorsement, assume any obligation that the debt obligation will be honoured by the issuer.

Partial

82. An endorsement purporting to be an endorsement representing units intended by the issuer to be separately transferable is effective to the extent

of the endorsement.

Effect of failure by fiduciary to comply

83. Failure of a fiduciary to comply with the document that is the source of the fiduciary's 40 autorisé au sens de la présente partie celui power or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary relationship does not render the fiduciary's endorsement unauthorized for the purposes of this Part.

- e) tout survivant parmi les titulaires avec droit de survie nommés sur le titre de créance ou dans l'endossement mentionnés à l'alinéa a);
- f) la personne qui a le pouvoir légal de 5 signer;
- g) le mandataire autorisé des personnes visées aux alinéas a) à f) dans la mesure où elles ont qualité pour désigner un mandataire.
- (2) La compétence des signataires est déter- 10 Appréciation de la compétence minée au moment de la signature.
- 80. (1) L'endossement d'un titre de créance transfert, par l'apposition, soit à l'endos de ce titre sans autre formalité, soit sur un document 15 distinct, de la signature d'une personne habilitée à cette fin.
- (2) L'endossement peut être nominatif ou en blanc.

Endossement nominatif ou en blanc

Endossement

- (3) L'endossement au porteur est assimilé à 20 Endossement en l'endossement en blanc.
- (4) L'endossement nominatif désigne soit le cessionnaire, soit la personne qui a le pouvoir de transférer le titre de créance.

Endossement nominatif

- (5) Le détenteur peut convertir l'endosse- 25 Droit du détenteur ment en blanc en endossement nominatif.
- 81. Sauf convention à l'effet contraire, l'endosseur ne garantit pas que l'émetteur honorera le titre de créance.

Immunité de l'endosseur

- 82. L'endossement apparemment effectué 30 Endossement partiel endorsement of only part of a debt obligation 35 pour une partie d'un titre de créance représentant des unités que l'émetteur avait l'intention de rendre transférables séparément n'a d'effet que dans cette mesure.
 - 83. Ne constitue pas un endossement non 35 Fautes du représentant qu'effectue le représentant qui ne se conforme pas à l'acte qui l'habilite ou aux lois régissant son statut de représentant.

Effect of

84. An endorsement of a debt obligation does not constitute a transfer until delivery of the debt obligation on which it appears or, if the endorsement is on a separate document, until delivery of both the debt obligation and the 5 document.

84. L'endossement d'un titre de créance n'emporte son transfert que lors de la livraison du titre et, le cas échéant, du document distinct le constatant.

Effet de l'endossement

Endorsement in bearer form

85. An endorsement of a debt obligation in bearer form may give notice of an adverse claim under section 70 but does not otherwise affect any of the holder's rights.

85. L'endossement au porteur d'un titre de 5 Endossement au créance peut valoir connaissance de l'existence de l'opposition visée à l'article 70, mais ne 10 porte pas autrement atteinte aux droits du détenteur.

porteur

non autorisé

Effect of unauthorized endorsement

86. (1) The owner of a debt obligation may assert the ineffectiveness of an endorsement against the issuer or a purchaser, other than a purchaser for value without notice of an adverse reissued or re-registered debt obligation on registration of transfer, unless the owner

86. (1) Le propriétaire d'un titre de créance 10 Effet d'un peut opposer l'invalidité d'un endossement à l'émetteur ou à tout acquéreur, à l'exception de l'acquéreur contre valeur qui, n'ayant pas été claim who has in good faith received a new, 15 avisé de l'existence de l'opposition, a reçu de bonne foi, lors d'un transfert, un titre de créance 15 soit nouveau, soit réémis ou réinscrit, sauf :

- (a) has ratified an unauthorized endorsement of the debt obligation; or
- a) s'il a ratifié un endossement non autorisé du titre:
- (b) is otherwise precluded from impugning 20 the effectiveness of an unauthorized endorsement.
- b) s'il est par ailleurs privé du droit de contester la validité d'un endossement non 20 autorisé.

Liability of issuer

(2) An issuer who registers the transfer of a debt obligation on an unauthorized endorsement is liable for improper registration.

(2) L'émetteur engage sa responsabilité en Responsabilité de l'émetteur procédant à l'inscription du transfert d'un titre 25 de créance à la suite d'un endossement non

25

Warranties of guarantor of

87. (1) A person who guarantees the signature of an endorser of a debt obligation warrants that, at the time of signing, the signer was an appropriate person to endorse and the signature was genuine.

87. (1) La personne qui garantit la signature de l'endosseur d'un titre de créance atteste l'authenticité de la signature et l'habilitation du signataire au moment de la signature.

autorisé.

30

Garantie de la signature

Limitation of liability

- (2) A person who guarantees the signature of an endorser does not otherwise warrant the rightfulness of the transfer to which the signature relates.
- (2) La personne qui garantit la signature de 30 Limite l'endosseur n'atteste pas la régularité du transfert.

Warranties of guarantor of endorsement

- (3) A person who guarantees the endorse-35 ment of a debt obligation warrants both the signature and the rightfulness, in all respects, of the transfer to which the signature relates, but an issuer may not require a guarantee of endorsement as a condition to registration of transfer. 40
- (3) La personne qui garantit l'endossement d'un titre de créance atteste la régularité tant de la signature que du transfert; toutefois, l'émet- 35 teur ne peut exiger une garantie d'endossement comme condition de l'inscription du transfert.

Garantie de l'endossement Extent of

(4) If a guarantee referred to in subsection (1) or (3) is made to any person who, relying on the guarantee, takes or deals with the debt obligation, the guarantor is liable to the person for any loss resulting from breach of warranty.

Étendue de la responsabilité

Presumption of delivery

- 88. Delivery of a debt obligation to a purchaser occurs when
 - (a) the purchaser or a person designated by the purchaser acquires possession of it;
 - (b) the purchaser's broker acquires posses-10 sion of a debt obligation specially endorsed to or issued in the name of the purchaser;
 - (c) the purchaser's broker sends the purchaser confirmation of the purchase and the broker in the broker's records identifies a 15 specific debt obligation as belonging to the purchaser; or
 - (d) in respect of an identified debt obligation to be delivered while still in the possession of a third person, that person acknowledges that 20 it is held for the purchaser.

Presumption of ownership

89. (1) A purchaser is the owner of a debt obligation held for the purchaser by a broker, but a purchaser is not a holder except in the cases described in paragraphs 88(b) and (c).

Ownership of part of fungible

(2) If a debt obligation is part of a fungible bulk, by nature or usage of trade, a purchaser of the debt obligation is the owner of the proportionate share in the bulk.

Notice to debt obligations broker of adverse claim

(3) Notice of an adverse claim received by a 30 broker or by a purchaser after the broker takes delivery as a holder for value is not effective against the broker or the purchaser, except that, as between the broker and the purchaser, the purchaser may demand delivery of an equiva-35 lent debt obligation in respect of which no notice of an adverse claim has been received.

Delivery of debt obligation

- 90. (1) Unless agreed otherwise, if a sale of a debt obligation is made through brokers, on a stock exchange or otherwise,
 - (a) the selling customer fulfils their duty to deliver when the customer delivers the debt obligation to the selling broker or to a person designated by the selling broker or when they

(4) Si les garanties visées aux paragraphes (1) ou (3) sont données aux personnes qui négocient des titres de créance sur la foi de garanties, le garant est responsable des domma-5 ges causés par tout manquement en ce domaine.

Présomption de

a) lui ou la personne qu'il désigne en prend possession:

l'acquéreur dès que, selon le cas:

88. Il v a livraison des titres de créance à

- b) son courtier en prend possession, qu'ils 10 soient émis au nom de l'acquéreur ou endossés nominativement à son profit;
- c) son courtier lui envoie confirmation de l'acquisition et indique, dans ses livres, que les titres appartiennent à l'acquéreur;
- d) un tiers reconnaît qu'il détient pour l'acquéreur les titres portant l'indication visée à l'alinéa c) et qui sont à livrer.
- 89. (1) L'acquéreur est propriétaire des titres de créance que détient pour lui son courtier, 20 propriété mais n'en est détenteur que dans les cas prévus 25 aux alinéas 88b) et c).

Présomption de

(2) L'acquéreur d'un titre de créance faisant partie d'un ensemble fongible — par nature ou en vertu des usages du commerce — prend une 25 participation proportionnelle dans cet ensemble.

ensemble fongible

Avis inopposable

Partie d'un

(3) L'avis d'opposition n'est pas opposable à l'acquéreur ou au courtier qui le reçoit après que ce dernier a pris livraison du titre de créance à titre onéreux; toutefois, l'acquéreur peut exiger 30 du courtier la livraison d'un titre de créance équivalent qui n'a fait l'objet d'aucun avis d'opposition.

Livraison d'un

- 90. (1) Sauf convention à l'effet contraire, en cas de vente d'un titre de créance par 35 titre de créance 40 l'intermédiaire de courtiers sur un marché boursier ou autrement:
 - a) le vendeur satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre au courtier vendeur ou à la personne que celui-ci 40 désigne, soit en l'informant qu'il est détenu pour son compte;

cause an acknowledgement to be made to the selling broker that the debt obligation is held for the selling broker; and

(b) the selling broker, including a correspondence broker, acting for a selling customer 5 fulfils their duty to deliver by delivering the debt obligation or a similar debt obligation to the buying broker or to a person designated by the buying broker or by effecting clearance of the sale in accordance with the 10 rules of the exchange on which the transaction took place.

b) le courtier vendeur, y compris son correspondant, agissant pour le compte du vendeur, satisfait à son obligation de livrer soit en livrant le titre ou un titre semblable au courtier acquéreur ou à la personne que 5 celui-ci désigne, soit en effectuant la compensation de la vente en conformité avec les règles du lieu de l'opération.

Duty to deliver

(2) Except as provided otherwise in this section and unless agreed otherwise, a transferor's duty to deliver a debt obligation under a 15 satisfait à son obligation de livrer, au titre d'un contract of purchase is not fulfilled until the transferor delivers the debt obligation in negotiable form to the purchaser or to a person designated by the purchaser, or causes an acknowledgement to be made to the purchaser 20 reur de la détention du titre pour son compte. that the debt obligation is held for the purchaser.

(2) Sauf disposition contraire du présent Obligation de article ou d'une convention, le cédant ne 10 livrer

(3) La vente à un courtier pour son propre compte est assujettie au paragraphe (2) et non au

paragraphe (1), sauf si elle est effectuée sur un

91. (1) La personne visée par un transfert de

titre de créance fautif à son égard peut réclamer,

sauf à l'acquéreur de bonne foi, soit la

possession de ce titre ou d'un nouveau titre

attestant tout ou partie des mêmes droits, soit 25

contrat d'acquisition, que sur livraison du titre

de créance sous forme négociable soit à

l'acquéreur, soit à la personne que celui-ci

désigne, ou sur avertissement donné à l'acqué- 15

Delivery to debt obligations broker

(3) A sale to a broker purchasing for the broker's own account is subject to subsection (2) and not subsection (1), unless the sale is made on a stock exchange.

Livraison au courtier

Remise en

dommages-

intérêts

possession ou

20

Right to reclaim possession

- 91. (1) A person against whom the transfer of a debt obligation is wrongful may, against anyone except a good faith purchaser,
 - (a) reclaim possession of the debt obligation or obtain possession of a new debt obligation 30 evidencing all or part of the same rights; or
 - (b) claim damages.

Recovery when unauthorized endorsement

Right to

requisites for

registration

(2) If the transfer of a debt obligation is wrongful by reason of an unauthorized endorsement, the owner may reclaim possession of the 35 endossement non autorisé peut réclamer la debt obligation or a new debt obligation even from a good faith purchaser if the ineffectiveness of the purported endorsement is asserted against the purchaser under section 86.

(2) Le propriétaire d'un titre de créance visé par un transfert fautif à son égard par suite d'un possession de ce titre ou d'un nouveau titre, 30 même à l'acquéreur de bonne foi, si l'invalidité de l'endossement est opposée à l'acquéreur en vertu de l'article 86.

des dommages-intérêts.

25 marché boursier.

Remise en possession en d'endossement non autorisé

92. (1) Unless agreed otherwise, a transferor 40 shall, on demand, supply a purchaser with proof of the transferor's authority to transfer a debt obligation or with any other requisite that is necessary to obtain registration of the transfer of a debt obligation, but if the transfer is not for 45 titre gratuit, le cédant est déchargé de cette value, it is not necessary for the transferor to

92. (1) Sauf convention à l'effet contraire, le cédant est obligé, sur demande de l'acquéreur, 35 de fournir à celui-ci la preuve qu'il a le pouvoir d'effectuer le transfert ou toute autre pièce nécessaire à l'inscription; si le transfert est à

Droit d'obtenir les pièces nécessaires à l'inscription

provide authority to transfer unless the purchaser pays the reasonable and necessary costs of the proof and transfer.

Rescission of transfer

(2) If a transferor fails to comply with a demand under subsection (1) within a reasonable time, the purchaser may reject, rescind or resolve the transfer.

Seizure of debt obligation

93. No seizure of a debt obligation or other interest or right evidenced by the debt obligation obtains possession of the debt obligation.

Not liable if good faith delivery

94. An agent or mandatary, or a bailee, who in good faith has received debt obligations and sold, pledged or delivered them according to the their duties as a fiduciary or otherwise liable even though they have no right to dispose of the debt obligations.

Duty to register transfer

- 95. (1) If a debt obligation in registered form is presented for transfer, the issuer shall register 20 transfert d'un titre de créance nominatif lorsque the transfer if
 - (a) the debt obligation is endorsed by an appropriate person;
 - (b) reasonable assurance is given that the endorsement is genuine and effective; 2.5
 - (c) the issuer has no duty to inquire into adverse claims or has discharged that duty;
 - (d) all applicable laws relating to the collection of taxes have been complied with;
 - (e) the transfer is rightful or is to a good faith 30 purchaser; and
 - (f) any transfer fee referred to in section 40 has been paid.

Liability for delay

(2) An issuer who has a duty to register a transfer of a debt obligation is liable to the 35 tion du transfert d'un titre de créance est person presenting it for registration for any loss resulting from an unreasonable delay in registration or from the failure or refusal to register the transfer.

obligation à moins que l'acquéreur n'acquitte les frais raisonnables et nécessaires de la fourniture de la preuve et du transfert.

(2) L'acquéreur peut refuser ou résoudre le 5 transfert si le cédant ne se conforme pas, dans un délai raisonnable, à toute demande faite au titre du paragraphe (1).

Refus ou 5 résolution du transfert

93. La saisie portant sur un titre de créance ou sur un droit ou intérêt qu'il constate n'a is effective until the person making the seizure 10 d'effet que lorsque le saisissant en a obtenu la 10 possession.

Saisie d'un titre de créance

94. Le mandataire ou le baillaire qui, de bonne foi, a reçu, vendu, donné en gage ou délivré des titres de créance conformément aux instructions of the principal is not in breach of 15 instructions de son mandant, ne peut être tenu 15 pour responsable du manquement à une obligation de représentant ou de tout autre manquement, même si le mandant n'avait pas le droit de disposer de ces titres de créance.

Absence de responsabilité

- 95. (1) L'émetteur procède à l'inscription du 20 Inscription obligatoire les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le titre de créance est endossé par une personne habilitée à cette fin:
 - b) des assurances suffisantes sur l'authenti- 25 cité et la validité de cet endossement lui sont
 - c) l'émetteur n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation; 30
 - d) les lois applicables en matière de perception d'impôts ont été respectées;
 - e) le transfert est régulier ou est effectué au profit d'un acquéreur de bonne foi;
 - f) tout droit de transfert visé à l'article 40 a 35 été acquitté.
- (2) L'émetteur tenu de procéder à l'inscripresponsable, envers la personne qui le présente à cet effet, du préjudice causé par tout retard 40 indu ou par tout défaut ou refus.

Responsabilité

Garantie de

5

l'endossement

Assurance of endorsement

- **96.** (1) An issuer may require an assurance that each necessary endorsement on a debt obligation is genuine and effective by requiring a guarantee of the signature of the person endorsing the debt obligation and by requiring
 - (a) if the endorsement is by an agent or mandatary, reasonable assurance of authority to sign;
 - (b) if the endorsement is by a fiduciary, evidence of appointment or incumbency; 10
 - (c) if there is more than one fiduciary, reasonable assurance that all who are required to sign have done so; and
 - (d) in any other case, assurance that corresponds as closely as is feasible to the cases 15 set out in paragraphs (a) to (c),

Sufficiency of guarantee

(2) For the purpose of subsection (1), a guarantee of the signature of a person is sufficient if it is signed by or on behalf of a person whom the issuer believes, on reasonable 20 grounds, to be a responsible person.

Standards

(3) An issuer may adopt reasonable standards to determine responsible persons.

Sufficiency of evidence of appointment or incumbency

- (4) For the purpose of paragraph (1)(b), the following constitute sufficient evidence of 25 preuve est faite de la nomination ou du mandat 25 nomin appointment or incumbency of a fiduciary:
 - (a) in the case of a fiduciary of a deceased debt obligation holder's estate or succession, a certified or notarial copy of the document referred to in paragraph 54(1)(c) and dated 30 not earlier than the first day of the prescribed period before a debt obligation is presented for transfer: or
 - (b) in the case of any other fiduciary, a copy of a document showing the appointment or 35 other evidence believed by the issuer to be appropriate.

(5) An issuer may adopt reasonable standards with respect to evidence referred to in paragraph (4)(b).

- 96. (1) L'émetteur peut demander que lui soient données des assurances sur l'authenticité et la validité de chaque endossement obligatoire. en exigeant la garantie de la signature de 5 l'endosseur et:
 - a) en cas d'endossement par un mandataire, des assurances suffisantes sur son habilitation à signer;
 - b) en cas d'endossement par un représentant, la preuve de sa nomination ou de son mandat; 10
 - c) en cas de pluralité de représentants, des assurances suffisantes que tous les représentants dont la signature est requise ont signé;
 - d) dans les autres cas, des assurances analogues à celles qui précèdent. 15
 - (2) Pour l'application du paragraphe (1), une signature est garantie lorsqu'elle est apposée par toute personne que l'émetteur a des motifs raisonnables de croire digne de confiance ou pour le compte d'une telle personne. 20

Garantie de la signature

(3) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables pour déterminer qui sont les personnes dignes de confiance.

(4) Pour l'application de l'alinéa (1)b, Preuve de la

Normes

sur présentation: a) dans le cas d'un représentant de la succession d'un détenteur de titre de créance, de la copie certifiée conforme ou notariée du document visé à l'alinéa 54(1)c), qui ne peut 30

porter une date antérieure au premier jour de

la période réglementaire précédant la présen-

tation pour transfert du titre de créance;

- b) dans tout autre cas, de la copie de tout document prouvant la nomination ou de toute 35 autre preuve que l'émetteur estime suffisante.
- (5) L'émetteur peut adopter des normes raisonnables en matière de preuve pour l'ap-40 plication de l'alinéa (4)b).

Normes

Standards

No notice to

(6) An issuer is deemed not to have notice of the contents of a document referred to in subsection (4) that is obtained by the issuer except to the extent that the contents relate directly to appointment or incumbency.

Notice from additional documentation

97. If an issuer, in relation to a transfer, demands assurance other than an assurance specified in subsection 96(1) and obtains a copy of a will, trust or partnership agreement or a bylaw or similar document, the issuer is deemed to 10 have notice of all matters contained in the document that affect the transfer.

Limited duty of inquiry

- 98. (1) An issuer to whom a debt obligation is presented for registration has a duty to inquire into adverse claims if
 - (a) the issuer receives written notice of an adverse claim at a time and in a manner that provide the issuer with a reasonable opportunity to act on it before the issue of a new, reissued or re-registered debt obligation and 20 the notice discloses the name and address of the claimant, the registered owner and the issue of which the debt obligation is a part; or
 - (b) the issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that it 25 obtained under section 97.

Discharge of duty

- (2) An issuer may discharge a duty of inquiry by any reasonable means, including notifying an adverse claimant by registered mail claimant or, if no such address has been provided, to the adverse claimant's residence or regular place of business, that a debt obligation has been presented for registration transfer will be registered unless, no later than the prescribed period after the date of sending the notice, the issuer
 - (a) is served with a court order; or
 - (b) is provided with an indemnity bond or, in 40 Quebec, a guarantee sufficient in the issuer's judgement to protect the issuer and any transfer agent or other agent or mandatary of the issuer from any loss that may be incurred by any of them as a result of 45 complying with the adverse claim.

(6) L'émetteur n'est réputé connaître le contenu des documents obtenus en application du paragraphe (4) que dans la mesure où il se rapporte directement à une nomination ou à un 5 mandat.

Connaissance réputée

Absence de connaissance

- 97. L'émetteur qui, dans le cadre d'un transfert, exige des assurances à des fins non visées au paragraphe 96(1) et obtient copie de documents, tels que testaments, contrats de fiducie ou de société de personnes ou règle-10 ments administratifs, est réputé avoir connaissance de tout ce qui, dans ces documents. concerne le transfert.
- 98. (1) L'émetteur auquel est présenté un Limites de titre de créance pour inscription est tenu de 15 l'obligation de s'enquérir 15 s'enquérir de l'existence de toute opposition :
 - a) dont il est avisé par écrit, à une date et d'une façon qui lui permettent normalement d'agir avant une émission ou une réémission ou réinscription, lorsque sont révélés les nom 20 et adresse de l'opposant, l'identité du propriétaire inscrit et l'émission dont ce titre fait partie:
 - b) dont il est réputé, sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97, avoir 25 connaissance.
- (2) L'émetteur peut s'acquitter par tout moyen raisonnable de son obligation, notamment en avisant l'opposant, par courrier recomsent to the address provided by the adverse 30 mandé envoyé à l'adresse fournie par lui ou, à 30 défaut, à sa résidence ou au lieu où il exerce normalement ses activités, de la demande d'inscription du transfert d'un titre de créance présentée par une personne nommément désiof transfer by a named person and that the 35 gnée et du fait que le transfert sera inscrit sauf 35 si, pendant la période réglementaire suivant l'envoi de cet avis, il reçoit:
 - a) soit signification de l'ordonnance d'un tribunal;
 - b) soit une garantie ou, ailleurs qu'au 40 Ouébec, un cautionnement qu'il estime suffisant pour les protéger, lui et ses mandataires, notamment les agents d'inscription ou de transfert, du préjudice qu'ils pourraient subir pour avoir tenu compte de cette 45 opposition.

Modes d'exécution de l'obligation

Inquiry into adverse claim

- 99. Unless an issuer is deemed to have notice of an adverse claim from a document that is obtained under section 97 or has received notice of an adverse claim under subsection 98(1), if a endorsed by an appropriate person, the issuer has no duty to inquire into adverse claims and, in particular,
 - (a) an issuer registering a debt obligation in the name of a person who is a fiduciary or 10 who is described as a fiduciary is not bound to inquire into the existence, extent or correct description of the fiduciary relationship and the issuer may then assume without inquiry that the newly registered owner continues to 15 be the fiduciary until the issuer receives written notice that the fiduciary is no longer acting as such with respect to the particular debt obligation;
 - (b) an issuer registering a transfer on an 20 endorsement by a fiduciary has no duty to inquire into whether the transfer is made in compliance with the document or with the law of the jurisdiction governing the fiduciary 25 relationship; and
 - (c) an issuer is deemed not to have notice of the contents of a court record or a registered document even if the record or document is in the issuer's possession and the transfer is made on the endorsement of a fiduciary to the 30 fiduciary specifically or to the fiduciary's nominee.

Duration of notice of adverse claim

100. A written notice of adverse claim received by an issuer is effective for the prescribed period unless the notice is renewed 35 renouvelé par écrit. in writing.

Limitation on issuer's liability

- 101. (1) Except as provided otherwise in any applicable law relating to the collection of taxes, an issuer is not liable to the owner or any other person who incurs a loss as a result of the 40 préjudice que cause, notamment au propriétaire registration of a transfer of a debt obligation if
 - (a) the necessary endorsements were on or with the debt obligation; and
 - (b) the issuer had no duty to inquire into adverse claims or had discharged that duty. 45

- 99. L'émetteur qui soit n'est pas réputé avoir connaissance d'une opposition sur le fondement d'un document obtenu au titre de l'article 97. soit n'a pas reçu l'avis écrit visé au paragraphe debt obligation presented for registration is 5 98(1), et auquel est présenté pour inscription un 5 titre de créance endossé par une personne habilitée à cette fin n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions et, en particulier :
 - a) s'il procède à l'inscription d'un titre de créance au nom d'un représentant ou d'une 10 personne désignée comme telle, il n'est pas tenu de s'enquérir de l'existence, de l'étendue ni de la description exacte du statut du représentant et peut estimer que le propriétaire nouvellement inscrit demeure représen- 15 tant, tant qu'il n'a pas reçu d'avis écrit à l'effet contraire:
 - b) s'il procède à l'inscription d'un transfert après endossement par un représentant, il n'est pas tenu de vérifier si ce transfert a été 20 effectué conformément au document ou à la loi régissant le statut du représentant;
 - c) il est réputé ne pas avoir connaissance du contenu d'un dossier judiciaire ou d'un document enregistré, même dans les cas où 25 ceux-ci se trouvent en sa possession et où le transfert est effectué après endossement par un représentant, au profit de ce dernier ou de la personne qu'il désigne.
 - 100. L'avis écrit d'une opposition est valide 30 Durée de validité pendant la période réglementaire, sauf s'il est
 - 101. (1) Sauf disposition contraire de toute loi applicable en matière de perception d'impôts, l'émetteur n'est pas responsable du 35 du titre de créance, l'inscription du transfert si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) le titre est assorti des endossements requis; 40
 - b) l'émetteur n'était pas tenu de s'enquérir de l'existence d'oppositions ou il s'est acquitté de cette obligation.

Limites en l'absence de connaissance ou

Limites de la responsabilité

l'organisation

Duty of issuer on wrongful registration

- (2) If an issuer has registered a transfer of a debt obligation to a person not entitled to it, the issuer shall on demand deliver a similar debt obligation to the owner unless
 - (a) the issuer is not liable by virtue of 5 subsection (1);
 - (b) the owner is precluded by subsection 102(1) from asserting a claim; or
 - (c) the delivery would result in an overissue to which section 55 applies. 10

Lost or stolen debt obligation

102. (1) The owner of a debt obligation who fails to notify the issuer of an adverse claim, in writing, within a reasonable time after the owner knows of the loss, apparent destruction or precluded from asserting against the issuer a claim to a new debt obligation if the issuer has registered a transfer of the debt obligation.

Duty to issue new debt obligation

- (2) If the owner of a debt obligation claims that the debt obligation has been lost, destroyed 20 créance au profit du propriétaire qui fait valoir 20 nouveau titre de or wrongfully taken, the issuer shall issue a new debt obligation in place of the original one if the owner
 - (a) so requests before the issuer has notice that the debt obligation has been acquired by 25 a good faith purchaser;
 - (b) provides the issuer with a sufficient indemnity bond or, in Quebec, a sufficient guarantee; and
 - (c) satisfies any other reasonable require-30 ments imposed by the issuer.

Duty to register transfer

(3) If, after the issue of a new debt obligation under subsection (2), a good faith purchaser of the original debt obligation presents the original one for registration of transfer, the issuer shall 35 du titre initial présenté à cet effet par tout register the transfer unless registration would result in an overissue to which section 55 applies.

Right of issuer to recover

(4) In addition to the rights that an issuer has by reason of an indemnity bond or, in Quebec, a 40 ou, ailleurs qu'au Québec, d'un cautionnement, guarantee, the issuer may recover the new debt obligation issued under subsection (2) from the person to whom it was issued or any person taking under that person other than a good faith purchaser.

(2) L'émetteur qui fait inscrire à tort le transfert d'un titre de créance livre, sur demande, un titre de créance semblable au propriétaire, sauf si, selon le cas:

- a) il est exonéré de responsabilité en vertu du 5 paragraphe (1);
- b) le propriétaire ne peut, en raison du paragraphe 102(1), faire valoir ses droits;
- c) la livraison entraînerait une émission excédentaire visée par l'article 55.

102. (1) Le propriétaire d'un titre de créance qui omet d'aviser par écrit l'émetteur de son opposition dans un délai raisonnable après avoir pris connaissance de la perte, de la destruction wrongful taking of the debt obligation is 15 apparente ou du vol de ce titre, ne peut faire 15 valoir contre celui-ci, s'il a déjà procédé à l'inscription du transfert de ce titre, son droit d'obtenir un nouveau titre de créance.

Perte ou vol d'un titre de créance

(2) L'émetteur émet un nouveau titre de la perte, la destruction ou le vol de l'un de ses titres et qui, à la fois:

Émission d'un

25

- a) en fait la demande avant que l'émetteur ait connaissance de l'acquisition du titre par un acquéreur de bonne foi;
- b) lui fournit une garantie ou, ailleurs qu'au Québec, un cautionnement suffisant;
- c) satisfait aux autres exigences raisonnables qu'il lui impose.
- (3) Après l'émission d'un nouveau titre de 30 Inscription du transfert créance en application du paragraphe (2), l'émetteur procède à l'inscription du transfert acquéreur de bonne foi, sauf s'il en résulte une émission excédentaire visée par l'article 55.
- (4) Outre les droits résultant d'une garantie l'émetteur peut recouvrer un nouveau titre de créance des mains de la personne au profit de laquelle il a été émis en application du 40 paragraphe (2) ou, sauf s'il s'agit d'un acqué-45 reur de bonne foi, de toute personne qui l'a reçu de celle-ci.

Recouvrement du nouveau titre de créance

Obligation

mandataire

tion du

d'authentifica-

Duty

- 103. An authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer has, in respect of the issue, registration of transfer and cancellation of a debt obligation of the issuer,
 - and reasonable diligence; and
 - (b) the same obligations to the holder or owner of the debt obligation and the same rights, privileges and immunities as the 10 issuer.

Notice to agent or mandatary

104. Notice to an authenticating trustee, transfer agent or other agent or mandatary of an issuer is notice to the issuer in respect of the functions performed by the agent or mandatary.

103. Les mandataires de l'émetteur, notamment ses fiduciaires ou agents de transfert, chargés par celui-ci de reconnaître l'authenticité des titres de créance ont, eu égard à l'émission, (a) a duty to the issuer to exercise good faith 5 l'inscription du transfert et l'annulation d'un 5 titre de créance de l'émetteur:

- a) l'obligation envers lui d'agir de bonne foi et avec une diligence raisonnable;
- b) les mêmes obligations envers le détenteur ou le propriétaire du titre de créance et les 10 mêmes droits que l'émetteur.
- 104. L'avis adressé à la personne chargée par l'émetteur de reconnaître l'authenticité d'un titre de créance vaut dans la même mesure pour l'émetteur. 15

Avis an mandataire

PART 7

TRUST INDENTURES

Definitions

105. (1) The following definitions apply in 15 this Part.

"event of default' « défaut » "event of default" means an event specified in a trust indenture on the occurrence of which a security interest effected by the trust indenture becomes enforceable, or the principal, interest 20 or other money payable under the trust indenture becomes or may be declared to be payable before maturity, once all conditions such as the giving of notice or the lapse of time provided for by the trust indenture in 25 connection with the event have been satisfied.

"trustee" « fiduciaire » "trustee" means any person appointed as trustee, including the administrator of the property of others, under the terms of a trust indenture to which a corporation is a party and includes any 30 successor trustee.

"trust indenture" « acte de fiducie »

"trust indenture" means any deed, indenture or other instrument or act, including any supplement or amendment to one, made by a corporation after its incorporation or continu- 35 l'organisation est partie. ance under this Act, under which the corporation issues debt obligations and in which a person is appointed as trustee for the holders of the debt obligations issued under the deed, indenture or other instrument. 40

PARTIE 7

ACTES DE FIDUCIE

105. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

'trust indenture

« acte de

fiducie »

« acte de fiducie » Acte — y compris tout acte additif ou modificatif — établi par une personne morale après sa constitution ou sa prorogation 20 sous le régime de la présente loi, en vertu duquel elle émet des titres de créance et dans lequel est désigné un fiduciaire pour les détenteurs de ces titres.

event of

default"

« défaut » Événement précisé dans l'acte de 25 « défaut » fiducie qui entraîne, pourvu que les conditions prévues dans l'acte, notamment en matière d'envoi d'avis ou de délai, aient été observées. soit la réalisation de la sûreté constituée au titre de cet acte, soit la déchéance du terme quant au 30 paiement du capital, de l'intérêt ou de toute autre somme à payer au titre de l'acte.

«fiduciaire» Toute personne, y compris ses remplaçants et l'administrateur du bien d'autrui, nommée à ce titre dans un acte de fiducie auguel 35

« fiduciaire » "trustee"

Application

- (2) This Part applies to a trust indenture if the debt obligations issued or to be issued under the trust indenture are part of a distribution to the public.
- (2) La présente partie s'applique aux actes de fiducie prévoyant une émission de titres de créance par voie d'un appel public à l'épargne.

Champ d'application

Application for exemption

- (3) On application, the Director may exempt 5 a trust indenture from the application of this Part if the trust indenture, the debt obligations issued under it and the security interest effected by it are subject to a law of a province or a country other than Canada that is substantially equiva-10 ment semblable à la présente partie. lent to this Part.
- (3) Le directeur peut, sur demande, soustraire à l'application de la présente partie les actes de fiducie, ainsi que les sûretés et titres de créance afférents, qui sont régis par une règle de droit provinciale ou étrangère fondamentale-

Demande: non-5 application de la présente partie

Conflict of interest

106. (1) No person shall accept an appointment as trustee if there is a material conflict of interest between their role as trustee and their role in any other capacity.

106. (1) Nul ne peut accepter d'être nommé 10 Conflit d'intérêts fiduciaire si, de ce fait, il se trouverait en situation de conflit d'intérêts sérieux.

Eliminating conflict of interest

(2) A trustee shall, within the prescribed period after becoming aware that a material conflict of interest exists, eliminate the conflict of interest or resign.

(2) Le fiduciaire qui apprend l'existence Suppression du conflit d'intérêts d'un conflit d'intérêts sérieux doit, dans le délai réglementaire, soit y mettre fin, soit se démettre 15

de ses fonctions.

(1) ou (2).

mettant en cause le fiduciaire.

Validity

(3) A trust indenture, any debt obligations 20 issued under it and a security interest effected by it are valid despite a material conflict of interest of the trustee.

(3) L'acte de fiducie ainsi que les titres de Validité créance et les sûretés afférents sont valides malgré l'existence d'un conflit d'intérêts sérieux

Removal of

(4) The court may, on the application of an interested person, order, on any terms that it 25 demande de tout intéressé et selon les modalités thinks fit, that a trustee who has contravened subsection (1) or (2) be replaced.

Révocation du

20

25

Qualification of trustee

107. A trustee, or at least one of the trustees if more than one is appointed, shall be a body corporate incorporated under the laws of 30 Canada or a province and authorized to carry on the business of a trust company.

107. Au moins un des fiduciaires nommés doit être une personne morale constituée en vertu des lois fédérales ou provinciales et autorisée à exercer l'activité d'une société de fiducie.

(4) Le tribunal peut, par ordonnance, sur

qu'il estime indiquées, exiger le remplacement du fiduciaire qui contrevient aux paragraphes

30

Qualités requises

pour être

. fiduciaire

Liste des

détenteurs de

titres de créance

List of debt obligation holders

- 108. (1) A holder of debt obligations issued under a trust indenture may, on payment to the trustee of any reasonable fee and on sending to 35 the trustee the statutory declaration referred to in subsection (4), require the trustee to furnish, within the prescribed period, a list of debt obligation holders setting out the prescribed information and updated in accordance with the 40 regulations.
 - 108. (1) Le détenteur de titre de créance émis en vertu d'un acte de fiducie peut, sur paiement de tous droits raisonnables et sur envoi au fiduciaire de la déclaration solennelle visée au paragraphe (4), exiger de celui-ci la remise, 35 dans le délai réglementaire, d'une liste des détenteurs de titres de créance énonçant les renseignements réglementaires et mise à jour conformément aux règlements.

Duty of issuer

- (2) On the demand of a trustee, the issuer of debt obligations shall furnish the trustee with the information required to enable the trustee to comply with subsection (1).
- (2) L'émetteur d'un titre de créance fournit 40 Obligation de au fiduciaire, sur demande, les renseignements lui permettant de se conformer au paragraphe 45 (1).

Personne morale

requérante

Teneur de la déclaration

5 solennelle

Corporate applicant

(3) If the applicant is a body corporate, the statutory declaration shall be made by a director or officer of the body corporate.

Contents of statutor declaration

- (4) The statutory declaration shall
- (a) state the name and address of the 5 applicant and, if the applicant is a body corporate, its address for service; and
- (b) state that the list will not be used except as permitted under subsection (5).

Use of list

- (5) A list obtained under this section shall 10 not be used by any person except in connection with
 - (a) an effort to influence the voting of the holders of debt obligations;
 - (b) an offer to acquire debt obligations; or 15
 - (c) any other matter relating to the debt obligations or the affairs of the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of the debt obligations.

Evidence of

- 109. (1) An issuer, a guarantor or, in Que-20 bec, a surety of debt obligations issued or to be issued under a trust indenture shall, before taking any of the following actions, provide the trustee with evidence of compliance with the conditions, if any, in the trust indenture for 25 conditions afférentes à cette mesure et prévues taking that action:
 - (a) the issue, certification or delivery of debt obligations under the trust indenture;
 - (b) the release or release and substitution of property subject to a security interest effected 30 by the trust indenture; or
 - (c) the satisfaction and discharge of the trust indenture.
- (2) On the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt 35 la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant obligations issued or to be issued under a trust indenture shall provide the trustee with evidence of compliance with the trust indenture by the issuer, guarantor or surety in respect of any act to be done by the trustee at their request.

Contents of declaration, etc.

Duty of issuer.

guarantor or

surety

110. Evidence of compliance as required by section 109 shall consist of a statutory declaration or certificate made by a director or an officer of the issuer, the guarantor or, in Ouebec, the surety stating that the conditions referred to 45 Ouébec, du garant et attestant l'observation des

(3) La personne morale requérante fait établir la déclaration solennelle par un de ses administrateurs ou dirigeants.

(4) La déclaration solennelle énonce:

a) les nom et adresse du requérant et, si celui-ci est une personne morale, son adresse aux fins de signification;

b) l'engagement de n'utiliser la liste que conformément au paragraphe (5).

(5) La liste obtenue en vertu du présent 10 Utilisation de la article ne peut être utilisée que dans le cadre:

- a) de démarches en vue d'influencer le vote des détenteurs de titres de créance:
- b) de l'offre d'acquérir des titres de créance;
- c) de toute autre mesure concernant les titres 15 de créance ou les affaires internes de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au Québec, du garant des titres de créance.

109. (1) L'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance 20 émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire, avant de prendre l'une des mesures ci-après, qu'ils ont rempli les par l'acte:

Preuve de l'observation des

conditions

a) émettre, certifier ou livrer les titres de créance:

- b) libérer ou remplacer les biens grevés de toute sûreté constituée au titre de l'acte;
- c) exécuter l'acte.

30

(2) Sur demande du fiduciaire, l'émetteur ou des titres de créance émis ou à émettre en vertu d'un acte de fiducie doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions 35 prévues par l'acte avant de lui demander d'agir.

Obligation de l'émetteur, de la caution ou du garant

110. La preuve exigée à l'article 109 consiste en une déclaration solennelle ou un certificat établi par l'un des dirigeants ou administrateurs de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au 40

solennelle

Teneur de la déclaration

in that section have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by legal counsel, evidence of compliance also includes an opinion of legal counsel that those conditions have been complied with. If compliance with any of those conditions is subject to review by an auditor or accountant, evidence of compliance also includes an opinion or report of the public accountant of the issuer, guarantor or surety, 10 or any other accountant that the trustee selects, that those conditions have been complied with.

conditions visées à cet article. En outre, si l'acte prévoit qu'un conseiller juridique doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en 5 une opinion du conseiller qui en atteste 5 l'observation. Si l'acte prévoit qu'un vérificateur ou un comptable doit se prononcer sur l'observation de certaines conditions qui y sont prévues, la preuve consiste en une opinion ou un rapport de la personne que peut choisir le 10 fiduciaire - expert-comptable de l'émetteur ou de la caution ou, ailleurs qu'au Québec, du garant ou comptable — qui en atteste l'observation.

Further evidence of compliance

- 111. The evidence of compliance referred to in section 110 shall include a statement by the person giving the evidence
 - (a) declaring that they have read and understand the conditions of the trust indenture referred to in section 109;
 - (b) describing the nature and scope of the examination or investigation on which the 20 statutory declaration, certificate, opinion or report is based; and
 - (c) declaring that they have made the examination or investigation that they believe necessary to enable them to make their 25 statutory declaration, certificate, opinion or

Trustee may require evidence of compliance

Certificate of

compliance

- 112. (1) On the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt obligations issued under a trust indenture 30 shall provide the trustee with evidence in any form that the trustee may require for compliance with any condition relating to any action required or permitted to be taken by the issuer, guarantor or surety under the trust indenture. 35
- (2) At least once in each prescribed period beginning on the date of the trust indenture and at any other time on the demand of a trustee, the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety of debt obligations issued under a trust indenture 40 shall provide the trustee with
 - (a) a certificate that the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety has complied with all requirements contained in the trust

- 111. Toute preuve présentée sous la forme 15 Preuve supplémentaire prévue à l'article 110 doit être assortie d'une 15 déclaration de son auteur précisant :
 - a) sa connaissance des conditions de l'acte de fiducie visées à l'article 109;
 - b) la nature et l'étendue de l'examen ou des 20 recherches effectués à l'appui de la déclaration solennelle, du certificat, de l'opinion ou du rapport;
 - c) le fait qu'il a apporté toute l'attention estimée nécessaire à l'examen ou aux recher- 25 ches.
 - 112. (1) Sur demande du fiduciaire et en la forme qu'il peut exiger, l'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie 30 doivent prouver au fiduciaire qu'ils ont rempli les conditions requises avant d'agir au titre de cet acte.

Présentation de

la preuve au

fiduciaire

(2) L'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant des titres de créance 35 conformité émis en vertu d'un acte de fiducie fournissent au fiduciaire, sur demande et au moins une fois pendant la période réglementaire commençant à la date de l'acte, soit un certificat attestant qu'ils ont rempli les conditions prévues par l'acte, 40 dont l'inobservation constituerait un cas de défaut notamment après remise d'un avis ou

Certificat de

Avis du défaut

indenture that, if not complied with, would, with the giving of notice, lapse of time or otherwise, constitute an event of default; or

(b) a certificate of the particulars of any failure to comply with the requirements.

Notice of default

113. The trustee shall give notice to the holders of debt obligations issued under a trust indenture of every event of default arising under the trust indenture and continuing at the time the notice is given, unless the trustee reasonably 10 believes that it is in the best interests of the holders of the debt obligations to withhold the notice and so informs in writing the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety. The notice shall be given within the prescribed period.

Duties of trustee

- 114. A trustee in exercising their powers and discharging their duties shall
 - (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the holders of the debt obligations issued under the trust indenture; 20 and
 - (b) exercise the care, diligence and skill of a reasonably prudent trustee.

Reliance on statements

115. Despite section 114, a trustee is not contained in a statutory declaration, certificate, opinion or report that complies with this Act or the trust indenture.

No exculpation

116. No term of a trust indenture or of any debt obligations issued under the trust indenture or between the trustee and the issuer, the guarantor or, in Quebec, the surety shall operate so as to relieve a trustee from the duties imposed on the trustee by section 114.

PART 8

RECEIVERS, RECEIVER-MANAGERS AND **SEQUESTRATORS**

Functions of receiver or sequestrator

117. A receiver or sequestrator of any property of a corporation may, subject to the rights of secured creditors, receive the income from the property, pay the liabilities connected interest of those on behalf of whom the receiver or sequestrator is appointed, but, except to the

expiration d'un certain délai, soit, en cas d'inobservation de ces conditions, un état détaillé à ce sujet.

113. Le fiduciaire donne, dans le délai réglementaire, avis de tous les cas de défaut 5 existants aux détenteurs de titres de créance émis en vertu d'un acte de fiducie, sauf s'il informe par écrit l'émetteur et la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant qu'il a de bonnes raisons de croire qu'il est dans l'intérêt 10 des détenteurs de ces titres que l'avis ne soit pas donné.

114. Le fiduciaire remplit son mandat avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts des détenteurs de titres de créance émis en vertu 15 de l'acte de fiducie, ainsi qu'avec le soin, la diligence et la compétence d'un fiduciaire prudent.

Devoirs du fiduciaire

115. Malgré l'article 114, n'encourt aucune liable if they rely in good faith on statements 25 responsabilité le fiduciaire qui, de bonne foi, se 20 déclarations fie à une déclaration solennelle, un certificat, une opinion ou un rapport conforme à la présente loi ou à l'acte de fiducie.

Foi accordée aux

116. Aucune disposition d'un acte de fiducie agreement between a trustee and the holders of 30 ou de tout accord intervenu entre le fiduciaire et 25 impératif des soit les détenteurs de titres de créance émis en vertu de cet acte, soit l'émetteur ou la caution ou, ailleurs qu'au Québec, le garant ne peut relever ce fiduciaire des obligations découlant 35 de l'article 114. 30

Caractère

PARTIE 8

SÉQUESTRES ET SÉQUESTRES-GÉRANTS

117. Sous réserve des droits des créanciers garantis, le séquestre des biens d'une organisation peut en recevoir les revenus, en régler les dettes, réaliser les sûretés de ceux pour le with the property and realize the security 40 compte desquels il est nommé et, dans les 35 limites permises par le tribunal, exercer les activités de l'organisation.

Fonctions du séquestre

35

extent permitted by a court, the receiver or sequestrator may not carry on the activities of the corporation.

Functions of receivermanager

118. A receiver-manager of the corporation protect the security interest of those on behalf of whom the receiver-manager is appointed.

Directors' powers cease

119. If a receiver-manager or sequestrator is appointed by a court or under an instrument or tion that a receiver-manager or sequestrator is authorized to exercise may not be exercised by the directors until the receiver-manager or sequestrator is discharged.

118. Le séquestre-gérant peut exercer les may carry on any activities of the corporation to 5 activités de l'organisation afin de protéger les sûretés de ceux pour le compte desquels il est nommé.

Fonctions du séquestre-gérant

119. Les administrateurs ne peuvent exercer ceux de leurs pouvoirs qui ont été conférés au act, the powers of the directors of the corpora-10 séquestre ou, ailleurs qu'au Québec, au séquestre-gérant, nommé par le tribunal ou en vertu d'un acte.

5 Non-exercice des pouvoirs

Duty to act

120. A receiver, receiver-manager or seques- 15 trator appointed by a court shall act in accordance with the orders of the court.

Duty under instrument or act

121. A receiver, receiver-manager or sequestrator appointed under an instrument or act shall act in accordance with that instrument or act and 20 conformant à cet acte et aux ordonnances 15 ordonnance any order of a court made under section 123.

Duty of care

- 122. A receiver, receiver-manager or sequestrator of a corporation appointed under an instrument or act shall
 - (a) act honestly and in good faith; and
 - (b) deal with any property of the corporation in their possession or control in a commercially reasonable manner.

Orders given by court

- 123. On the application of a receiver, pointed by a court or under an instrument or act, or of any interested person, a court may make
 - (a) an order appointing, replacing or discharging a receiver, receiver-manager or sequestrator and approving their accounts;
 - (b) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person;
 - (c) an order fixing the remuneration of the receiver, receiver-manager or sequestrator;
 - (d) an order requiring the receiver, receivermanager or sequestrator, or a person by or on behalf of whom the receiver, receiver-manager or sequestrator is appointed, to make good any default in connection with the 45

- 120. Le séquestre ou le séquestre-gérant 10 Obligation prévue dans une nommé par le tribunal doit agir en conformité ordonnance avec les ordonnances rendues par celui-ci.
- 121. Le séquestre ou le séquestre-gérant nommé en vertu d'un acte doit agir en se rendues par le tribunal en vertu de l'article 123.

prévues dans un acte ou une

Obligations

122. Le séquestre ou le séquestre-gérant d'une organisation, nommé en vertu d'un acte, doit agir en toute honnêteté et de bonne foi et 25 gérer conformément aux pratiques commercia-20 les courantes les biens de l'organisation qui se trouvent en sa possession ou sous sa responsabilité.

Obligation de diligence

123. Le tribunal peut, par ordonnance, sur receiver-manager or sequestrator, whether ap-30 demande du séquestre ou du séquestre-gérant 25 tribunal nommé par le tribunal ou en vertu d'un acte ou de tout intéressé:

Ordonnances du

- a) nommer, remplacer ou décharger de leurs fonctions le séquestre ou le séquestre-gérant et approuver leurs comptes; 30
- b) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;
- c) fixer la rémunération du séquestre ou du séquestre-gérant;
- d) enjoindre au séquestre, au séquestre-35 gérant ainsi qu'aux personnes qui les ont nommés ou pour le compte desquelles ils l'ont été, de réparer leurs fautes ou les en

15

receiver's, receiver-manager's or sequestrator's custody or management of the property and activities of the corporation, or relieving the receiver, receiver-manager or sequestrator, or a person by or on behalf of whom the 5 receiver, receiver-manager or sequestrator was appointed, from any default on any terms that the court thinks fit;

- (e) an order confirming any act of the receiver, receiver-manager or sequestrator; 1
- (f) an order giving directions on any matter relating to the duties of the receiver, receiver-manager or sequestrator; and
- (g) any other order that it thinks fit.
- **124.** A receiver or receiver-manager shall
- (a) immediately notify the Director of their appointment and discharge;
- (b) take into their custody and control the property of the corporation in accordance with the court order, instrument or act under 20 which they are appointed;
- (c) open and maintain a bank account in their name as receiver or receiver-manager of the corporation for the money of the corporation coming under their control;

 25
- (d) keep detailed accounts of all transactions carried out as receiver or receiver-manager;
- (e) keep accounts of their administration that shall be available during usual business hours for inspection by the directors of the 30 corporation;
- (f) prepare at least once in every prescribed period after the date of their appointment financial statements of their administration as far as is practicable in the form required by 35 section 173; and
- (g) on completion of their duties, render a final account of their administration in the form adopted for interim accounts under paragraph (f).

dispenser, notamment en matière de garde des biens ou de gestion de l'organisation, selon les modalités qu'il estime indiquées;

- e) entériner les actes du séquestre ou du séquestre-gérant;
- f) donner des directives concernant les fonctions du séquestre ou du séquestre-gérant;
- g) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.
- **124.** Le séquestre ou le séquestre-gérant :
- 10 Obligations du séquestre et du séquestre-gérant
- a) avise immédiatement le directeur tant de sa nomination que de la fin de son mandat;
- b) prend sous sa garde et sous sa responsabilité les biens de l'organisation conformément à l'ordonnance ou à l'acte de 15 nomination;
- c) maintient, à son nom et en cette qualité, un compte bancaire pour tous les fonds de l'organisation dont il est responsable;
- d) tient une comptabilité détaillée de toutes 20 les opérations qu'il effectue en cette qualité;
- e) tient une comptabilité de sa gestion et permet aux administrateurs de consulter les livres comptables pendant les heures normales d'ouverture;
- f) dresse, au moins une fois au cours de la période réglementaire suivant sa nomination, des états financiers concernant sa gestion et, si possible, en la forme qu'exige l'article 173;
- g) après l'exécution de son mandat, rend 30 compte de sa gestion en la forme mentionnée à l'alinéa f).

Duties of receiver and receivermanager

PART 9

DIRECTORS AND OFFICERS

Duty to manage or supervise management

125. Subject to this Act, the articles and any unanimous member agreement, the directors shall manage or supervise the management of the activities and affairs of a corporation.

Number of directors

126. A corporation shall have one or more 5 directors, but a soliciting corporation shall not have fewer than three directors, at least two of whom are not officers or employees of the corporation or its affiliates.

Qualifications of

127. (1) The following persons are disqua-10 lified from being a director of a corporation:

- (a) anyone who is less than 18 years of age;
- (b) anyone who has been declared incapable by a court in Canada or in another country;
- (c) a person who is not an individual; and
- (d) a person who has the status of a bankrupt.

Membership

(2) Unless the by-laws otherwise provide, a director of a corporation is not required to be a member of the corporation.

No alternate directors

(3) No person shall act for an absent director 20 at a meeting of directors.

Organization meeting

- 128. (1) After the issue of the certificate of incorporation, the directors of a corporation shall hold a meeting at which the directors may
 - (a) make by-laws;
 - (b) adopt forms of debt obligation certificates and corporate records;
 - (c) authorize the issue of debt obligations;
 - (d) appoint officers;
 - (e) appoint a public accountant to hold office 30 until the first annual meeting of members;
 - (f) issue memberships;
 - (g) make banking arrangements; and

PARTIE 9

ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

125. Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, des statuts et de toute convention unanime des membres, les administrateurs gèrent les activités et les affaires internes de l'organisation ou en surveillent la gestion.

Fonctions des administrateurs

126. Le conseil d'administration de l'organisation se compose d'un ou de plusieurs administrateurs; s'agissant d'une organisation ayant recours à la sollicitation, il compte au moins trois administrateurs dont deux ne sont ni 10 dirigeants ni employés de celle-ci ou des

Nombre

5

127. (1) Ne peuvent être administrateurs:

personnes morales de son groupe.

Inhabilité

- a) les personnes physiques de moins de dixhuit ans: 15
- b) les personnes physiques qui ont été déclarées incapables par un tribunal, au Canada ou à l'étranger;
- c) les personnes autres que les personnes physiques; 20
- d) les personnes qui ont le statut de failli.
- (2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, la qualité de membre n'est pas requise pour être administrateur d'une organisation.

Qualité de membre

Suppléance

- (3) Nul ne peut agir à une réunion du conseil d'administration à la place d'un administrateur absent.
- 128. (1) Après la délivrance du certificat de constitution, le conseil d'administration tient 30 une réunion au cours de laquelle il peut:
- a) prendre des règlements administratifs;
 - b) adopter les modèles des certificats de titres de créance et la forme des registres de l'organisation;
 - c) autoriser l'émission de titres de créance;
 - d) nommer les dirigeants;
 - e) nommer un expert-comptable dont le mandat expire à la première assemblée 40 annuelle;
 - f) enregistrer des adhésions;

Réunion

35

(h) transact any other business.

- g) prendre avec les institutions financières toutes les mesures nécessaires;
- h) traiter toute autre question.

(2) Subsection (1) does not apply to a body corporate to which a certificate of amalgamation has been issued under subsection 209(4) or to which a certificate of continuance has been 5 de prorogation visé au paragraphe 212(5). issued under subsection 212(5).

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas à la personne morale qui obtient le certificat de 5 fusion visé au paragraphe 209(4) ou le certificat

Calling meeting

Exception

(3) An incorporator or a director may call the meeting by giving notice of the time and place of the meeting to each director within the prescribed period.

(3) Tout fondateur ou administrateur peut convoquer la réunion en avisant chaque administrateur, selon les modalités de temps prévues 10 10 par règlement, des date, heure et lieu de cette réunion.

Convocation de la réunion

Exception

Waiver of notice

(4) A director may waive notice of the meeting, and attendance of a director at the meeting is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends the meeting for the of any business on the grounds that the meeting is not lawfully called.

(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de convocation; sa présence à la réunion vaut renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spéciale- 15 ment pour s'opposer aux délibérations au motif express purpose of objecting to the transaction 15 que la réunion n'est pas régulièrement convoquée.

Renonciation

Resolution in lieu of meeting

(5) If all directors sign a resolution dealing with any matter referred to in paragraphs (1)(a)to (g), they are not required to hold the meeting 20 portant sur toute question visée aux alinéas (1)a) referred to in subsection (1).

(5) Il n'est pas obligatoire de tenir la réunion si les administrateurs signent une résolution 20 tenant lieu de à g).

Résolution

Filing resolution

(6) A copy of the resolution shall be kept with the minutes of the meetings of directors.

(6) Un exemplaire de la résolution est conservé avec les procès-verbaux des réunions.

Dépôt de la résolution

Notice of directors

129. (1) At the time of sending articles of incorporation, a notice of directors in the form 25 envoyée au directeur, en la forme établie par lui, that the Director fixes shall be sent to the Director.

129. (1) Une liste des administrateurs est 25 Liste des en même temps que les statuts constitutifs.

administrateurs

Term of office

(2) Each director named in the notice holds office from the issue of the certificate of bers.

(2) Le mandat des administrateurs dont le nom figure sur la liste commence à la date du incorporation until the first meeting of mem-30 certificat de constitution et se termine à la 30 première assemblée.

Durée du mandat

Election of

(3) Members shall, by ordinary resolution at each annual meeting at which an election of directors is required, elect directors to hold office for a term expiring within the prescribed 35 expirera au cours de la période réglementaire. 35 period.

(3) Les membres élisent par résolution ordinaire, à chaque assemblée où une élection est requise, les administrateurs dont le mandat Élection des administrateurs

Staggered terms

(4) It is not necessary that all directors elected at a meeting of members hold office for the same term.

(4) Il n'est pas nécessaire que le mandat de tous les administrateurs élus lors d'une assemblée ait la même durée.

Durée des mandats

No stated terms

(5) A director not elected for an expressly stated term ceases to hold office at the close of the first annual meeting of members following the director's election.

Incumbent

(6) Despite subsections (2), (3) and (5), if 5 directors are not elected at a meeting of members, the incumbent directors continue in office until their successors are elected.

Vacancy among candidates

(7) If a meeting of members fails to elect the number or the minimum number of directors 10 semblée qui, en raison de l'absence de consenrequired by the articles by reason of the lack of consent, the disqualification, the incapacity or the death of any candidate, the directors elected at that meeting may exercise all the powers of the directors if the number of directors so 15 elected constitutes a quorum.

Appointment of directors

(8) The directors may, if the articles of the corporation so provide, appoint one or more additional directors, who shall hold office for a term expiring not later than the close of the next 20 le mandat expirera au plus tard à la clôture de la annual meeting of members, but the total number of directors so appointed may not exceed one third of the number of directors elected at the previous annual meeting of members.

Election or appointment as director

- (9) An individual who is elected or appointed to hold office as a director is not a director, and is deemed not to have been elected or appointed to hold office as a director, unless
 - (a) the individual was present at the meeting 30 when the election or appointment took place and did not refuse to hold office as a director;
 - (b) the individual was not present at the meeting when the election or appointment 35 took place and
 - (i) consented to hold office as a director in writing before the election or appointment or within the prescribed period, or
 - (ii) has acted as a director after the election 40 or appointment.

Ceasing to hold

130. (1) A director of a corporation ceases to hold office when the director dies, resigns, is removed in accordance with section 131 or becomes disqualified under section 127.

(5) Le mandat d'un administrateur élu pour une durée non expressément déterminée prend fin à la clôture de la première assemblée annuelle suivante.

Durée non déterminée

(6) Malgré les paragraphes (2), (3) et (5), le 5 Poursuite du mandat des administrateurs, à défaut d'élections de nouveaux administrateurs lors d'une assemblée, se poursuit jusqu'à l'élection de leurs remplacants.

- (7) Les administrateurs élus lors d'une as-10 vacances tement, de l'inhabilité, de l'incapacité ou du décès de certains candidats, ne peut élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs requis par les statuts peuvent exercer tous les 15 pouvoirs des administrateurs s'ils constituent le quorum au sein du conseil d'administration.
- (8) Dans les cas où les statuts le prévoient, les administrateurs peuvent nommer un ou plusieurs administrateurs supplémentaires dont 20 annuelles prochaine assemblée annuelle, à condition que le nombre total des administrateurs ainsi nommés n'excède pas le tiers du nombre des administrateurs élus à la dernière assemblée 25 25 annuelle.

Nominations entre les assemblées

(9) L'élection ou la nomination d'une personne physique au poste d'administrateur est subordonnée:

Consentement à l'élection ou à la nomination

- a) si elle était présente à l'assemblée qui 30 l'élit ou la nomme administrateur, à son consentement à occuper ce poste;
- b) si elle était absente, soit à son consentement à occuper ce poste, donné par écrit avant son élection ou sa nomination ou dans 35 le délai réglementaire, soit au fait qu'elle a rempli les fonctions de ce poste après son élection ou sa nomination.

130. (1) Le mandat de l'administrateur Fin du mandat prend fin s'il décède, démissionne, est révoqué 40 en vertu de l'article 131 ou devient inhabile à 45 l'exercer en application de l'article 127.

Effective date of resignation

(2) A resignation of a director becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time specified in the resignation, whichever is later.

Removal of directors

131. (1) The members of a corporation may 5 by ordinary resolution at a special meeting remove any director or directors from office.

Exception

(2) A director elected by a class or group of members that has an exclusive right to elect the director may only be removed by an ordinary 10 membres qui ont le droit exclusif de les élire. 10 resolution of those members.

Vacancy

(3) A vacancy created by the removal of a director may be filled at the meeting of the members at which the director is removed or, if not so filled, may be filled under section 133. 15 ment à l'article 133.

Resignation or removal

(4) If all of the directors have resigned or have been removed without replacement, a person who manages or supervises the management of the activities or affairs of the corporaof this Act.

Exception

- (5) Subsection (4) does not apply to
- (a) an officer who manages the activities or affairs of the corporation under the direction or control of a member or other person;
- (b) a lawyer, a notary, an accountant or other professional who participates in the management of the corporation solely by providing professional services: or
- (c) a trustee in bankruptcy, receiver, receiver- 30 manager, sequestrator or secured creditor who participates in the management of the corporation or exercises control over its property solely for the purpose of the realization of security or, in the case of 35 bankruptcy, the administration of a bankrupt's estate.

Statement of director

132. (1) Subject to the by-laws, a director is entitled to submit to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for 40 opposing the removal or replacement of the director if a meeting is called for that purpose.

(2) La démission de l'administrateur prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.

Prise d'effet de la démission

131. (1) Les membres peuvent, lors d'une 5 Révocation des assemblée extraordinaire, révoquer un ou plusieurs administrateurs par résolution ordinaire.

administrateurs

(2) Toutefois, les administrateurs ne peuvent être révoqués que par résolution ordinaire des

Exception

(3) Toute vacance découlant d'une révocation peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformé-

Vacances

(4) Si tous les administrateurs démissionnent 15 Démission ou ou sont révoqués sans être remplacés, quiconque gère les activités ou les affaires internes de l'organisation ou en surveille la gestion est tion is deemed to be a director for the purposes 20 réputé être un administrateur pour l'application de la présente loi. 20

> (5) Le paragraphe (4) ne s'applique pas aux Exceptions personnes suivantes:

- a) le dirigeant qui gère les activités ou les affaires internes de l'organisation sous la direction ou la responsabilité d'un membre ou 25 d'une autre personne;
- b) l'avocat, le notaire, le comptable ou tout autre professionnel qui participe à la direction de l'organisation uniquement par la fourniture de services professionnels; 30
- c) le syndic de faillite, le séquestre, le séquestre-gérant ou le créancier garanti qui participe à la direction de l'organisation ou a la responsabilité de ses biens uniquement dans le but de réaliser les sûretés ou 35 d'administrer les biens d'un failli, dans le cas d'un syndic de faillite.
- 132. (1) Sous réserve des règlements administratifs, l'administrateur peut, lors d'une assemblée convoquée à cette fin, présenter à 40 l'organisation une déclaration écrite exposant les raisons de sa démission ou de son opposition à sa révocation ou à son remplacement.

Déclaration de l'administrateur Circulating statement

(2) A corporation shall immediately give notice to the members of the statement in the manner referred to in section 163.

Statement to Director

(3) A corporation shall immediately send a copy of the statement to the Director.

Immunity

(4) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.

Filling vacancy

133. (1) Subject to subsections (4) and (5), a the directors, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles or a failure to elect the number or the articles.

Calling meeting

(2) If there is not a quorum of directors or if there has been a failure to elect the number or minimum number of directors provided for in without delay call a special meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors then in office, the meeting may be called by any member.

Order of appointment

(3) If a corporation has neither directors nor members, the court may, on the application of an interested party, make an order appointing the required number or minimum number of directors provided for in the articles.

Director elected by class or group

- (4) If any class or group of members has an exclusive right to elect one or more directors and a vacancy occurs among those directors,
 - (a) subject to subsection (5), the remaining directors elected by the class or group may 35 fill the vacancy, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors provided for in the articles for that class or group or from a failure to elect the number or 40 minimum number of directors provided for in the articles for the class or group; or
 - (b) if there are no remaining directors, any member of the class or group may call a meeting of the class or group to fill the 45 vacancy.

- (2) L'organisation avise sans délai les membres, de la manière visée à l'article 163, de l'existence de la déclaration.
- (3) L'organisation envoie sans délai au 5 directeur une copie de la déclaration.

Conie au 5 directeur

Immunité

Diffusion de la

déclaration

(4) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.

Manière de

- 133. (1) Sous réserve des paragraphes (4) et quorum of directors may fill a vacancy among 10 (5), les administrateurs peuvent, s'il y a quorum, 10 combler les combler les vacances survenues au sein du conseil, à l'exception de celles qui résultent du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une minimum number of directors provided for in 15 augmentation du nombre fixe, minimal ou 15 maximal d'administrateurs prévu par les statuts.
- (2) Les administrateurs en fonctions doivent, s'ils ne forment pas quorum ou s'il y a eu défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administhe articles, the directors then in office shall 20 trateurs prévu par les statuts, convoquer dans les 20 meilleurs délais une assemblée extraordinaire en vue de combler les vacances; s'ils négligent de le faire ou s'il n'y a aucun administrateur en fonctions, tout membre peut convoquer cette 25 25 assemblée.

Convocation d'une assemblée

(3) Si l'organisation n'a pas d'administrateurs ni de membres, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout intéressé, nommer le nombre fixe ou minimal d'adminis-30 trateurs prévu par les statuts. 30

Nomination d'administra-

(4) Les vacances survenues parmi les administrateurs que les membres d'une catégorie ou d'un groupe donné ont le droit exclusif d'élire peuvent être comblées:

Administrateurs catégorie ou un groupe de membres

- a) soit, sous réserve du paragraphe (5), par 35 les administrateurs en fonctions élus par ces membres, à l'exception des vacances résultant du défaut d'élire le nombre fixe ou minimal d'administrateurs prévu par les statuts ou d'une augmentation du nombre 40 fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;
- b) soit, en l'absence d'administrateurs en fonctions, lors de l'assemblée que tout membre de cette catégorie ou de ce groupe 45 peut convoquer pour combler les vacances.

Member filling vacançy

(5) The by-laws may provide that a vacancy among the directors shall be filled only by a vote of the members, or by a vote of the members of any class or group having an exclusive right to elect one or more directors if the vacancy occurs among the directors elected by that class or group.

Élection par les membres

Unexpired term

(6) A director appointed or elected to fill a vacancy holds office for the unexpired term of their predecessor.

Change in number of directors

134. (1) The members of a corporation may amend the articles to increase or decrease the number of directors, or the minimum or maximum number of directors, but no decrease

Election of directors where articles amended

(2) If the members at a meeting adopt an amendment to the articles of a corporation to increase or decrease the number or minimum or maximum number of directors, the members may, at the meeting, elect the number of 20 adoptent la modification, élire le nombre directors authorized by the amendment, and for that purpose, despite subsections 203(1) and 277(3), on the issue of a certificate of amendment the articles are deemed to be amended as of the date the members adopt the amendment. 25 l'adoption de la modification par les membres.

Fixing the number of directors

(3) If a minimum and maximum number of directors is provided for in the articles, the members may, from time to time by ordinary resolution, fix the number of directors of the corporation and the number of directors to be 30 ainsi que le nombre d'administrateurs à élire elected at annual meetings of the members or delegate those powers to the directors. No decrease in the number of directors shall shorten the term of an incumbent director.

Notice of change of director or director's address

135. (1) A corporation shall send to the 35 Director a notice, within the prescribed period and in the form that the Director fixes, setting out any change among its directors or of the address of a director.

Director's change of address

(2) A director shall, within the prescribed 40 period, send the corporation a notice of any change in his or her address.

(5) Les règlements administratifs peuvent prévoir que les vacances au sein du conseil d'administration seront comblées uniquement à la suite d'un vote soit des membres, soit des 5 membres de la catégorie ou du groupe de 5 membres avant le droit exclusif de le faire.

Mandat

(6) L'administrateur nommé ou élu pour combler une vacance remplit la partie non 10 expirée du mandat de son prédécesseur.

> nombre d'administrateurs

- 134. (1) Les membres peuvent modifier les 10 Modification du statuts en vue d'augmenter ou de diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs. Toutefois, la diminution du nombre shall shorten the term of an incumbent director. 15 d'administrateurs ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs 15 en fonctions.
 - (2) En cas de modification des statuts pour augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs, les membres peuvent, au cours de l'assemblée à laquelle ils 20 d'administrateurs que celle-ci autorise; à cette fin, les statuts, dès l'octroi d'un certificat de modification, malgré les paragraphes 203(1) et 277(3), sont réputés modifiés à la date de 25

administrateurs à la suite de la modification des statuts

Élection des

(3) Si les statuts prévoient les nombres minimal et maximal d'administrateurs, les membres peuvent, par résolution ordinaire, fixer le nombre d'administrateurs de l'organisation 30 lors de l'assemblée ou déléguer ces pouvoirs aux administrateurs. Toutefois, une diminution de ces nombres ne peut entraîner une réduction de la durée du mandat des administrateurs en 35 fonctions.

d'administra-

135. (1) L'organisation avise le directeur, dans le délai réglementaire et en la forme établie par lui, de tout changement de la composition de son conseil d'administration 40 ou du changement d'adresse d'un administrateur.

Avis de changement au directeur

(2) S'il change d'adresse, l'administrateur en avise l'organisation dans le délai réglementaire.

Avis de changement à l'organisation Application to

(3) The court may, on the application of an interested person or the Director, make an order requiring a corporation to comply with subsection (1) and make any further order that it thinks fit.

Demande au tribunal

Attendance at meeting

136. A director is entitled to attend and be heard at every meeting of members.

Présence aux assemblées

Meeting of

137. (1) Unless the articles or by-laws otherwise provide, the directors may meet at any place and on any notice that the by-laws 10 administrateurs peuvent se réunir en tout lieu 10 require.

137. (1) Sauf disposition contraire des staconseil tuts ou des règlements administratifs, les après avoir donné l'avis exigé par les règle-

(3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur

demande de tout intéressé ou du directeur.

obliger l'organisation à se conformer au para-

graphe (1) et prendre toute mesure supplémen-

136. Les administrateurs peuvent assister aux

assemblées et ont le droit d'y être entendus.

5 taire qu'il estime indiquée.

ments administratifs.

de la réunion.

Réunion du

Quorum

(2) Subject to the articles or by-laws, a majority of the number of directors or minimum number of directors required by the articles constitutes a quorum at any meeting of 15 lorsque celui-ci est atteint, les administrateurs directors, and, despite any vacancy among the directors, a quorum of directors may exercise all the powers of the directors.

(2) Sous réserve des statuts et des règlements Onorum administratifs, la majorité du nombre fixe ou minimal d'administrateurs constitue le quorum; 15 peuvent exercer leurs pouvoirs malgré toute vacance en leur sein.

(3) L'avis de convocation d'une réunion fait

du paragraphe 139(2), mais, sauf disposition

contraire des règlements administratifs, n'a

besoin de préciser ni l'objet ni l'ordre du jour

Notice of meeting

(3) A notice of a meeting of directors shall specify any matter referred to in subsection 20 état des questions à régler tombant sous le coup 20 réunion 139(2) that is to be dealt with at the meeting but, unless the by-laws otherwise provide, need not specify the purpose of or the business to be transacted at the meeting.

Avis de la

Waiver of notice

(4) A director may waive notice of a meeting 25 of directors, and attendance of a director at a meeting of directors is a waiver of notice of the meeting, except if the director attends a meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that 30 quée. the meeting is not lawfully called.

(4) L'administrateur peut renoncer à l'avis de 25 Renonciation convocation; sa présence à la réunion vaut renonciation, sauf lorsqu'il y assiste spécialement pour s'opposer aux délibérations au motif que la réunion n'est pas régulièrement convo-30

Adjournment

(5) Notice of an adjourned meeting of directors is not required to be given if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting. 35 réunion initiale. Ajournement

Participation

One director meeting

- (6) If a corporation has only one director, that director may constitute a meeting.
- (6) L'administrateur unique d'une organisa- 35 Administrateur tion peut tenir une réunion.

Participation

- (7) Subject to the by-laws, a director may, in accordance with the regulations, if any, and if all the directors of the corporation consent, parti-40 trateurs, tout administrateur peut, conformément cipate in a meeting of directors or of a committee of directors by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the 45
- (7) Sous réserve des règlements administratifs et du consentement de tous les adminisaux éventuels règlements, participer à une 40 réunion par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre - permettant à tous les participants de communiquer

(5) Il n'est pas nécessaire de donner avis de

l'ajournement d'une réunion si les date, heure et

lieu de la reprise sont annoncés lors de la

meeting. A director so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be present at that meeting.

Decisions made by consensus

- 138. (1) The by-laws may provide that the directors or members shall make any decision by consensus, including a decision required to be made by a vote, except a decision taken
 - (a) by a resolution referred to in subsection 183(1);
 - (b) by special resolution; or
 - (c) by a vote if consensus cannot be reached.

Meaning of consensus, etc

(2) By-laws that provide for consensus decision-making shall define the meaning of consensus, provide for how to determine when manner of referring any matter on which consensus cannot be reached to a vote.

Voting requirements satisfied

(3) A decision made by consensus in accordance with this section is deemed to satisfy any vote.

Delegation

139. (1) Directors of a corporation may appoint from their number a managing director or a committee of directors and delegate to the managing director or committee any of the 25 du conseil d'administration. powers of the directors.

Limits on authority

- (2) Despite subsection (1), no managing director and no committee of directors has authority to
 - (a) submit to the members any question or 30 matter requiring the approval of members;
 - (b) fill a vacancy among the directors or in the office of public accountant or appoint additional directors:
 - (c) issue debt obligations except as author-35 ized by the directors;
 - (d) approve any financial statements referred to in section 173;
 - (e) adopt, amend or repeal by-laws; or
 - (f) establish contributions to be made, or 40 dues to be paid, by members under section 31.

adéquatement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à la réunion.

138. (1) Les règlements administratifs peu-5 vent prévoir que les administrateurs ou les membres prennent par consensus toute décision, notamment celle qui exige la tenue d'un vote, à l'exception de la décision prise par résolution visée au paragraphe 183(1), par résolution extraordinaire ou à l'issue du vote visé au 10 10 paragraphe (2).

Décisions par 5 consensus

(2) Les règlements administratifs qui prévoient la prise de décision par consensus précisent le sens de « consensus » et la manière consensus cannot be reached and establish the 15 de vérifier qu'un consensus ne peut être obtenu 15 et de soumettre à la tenue d'un vote la question qui n'a pas fait l'objet d'un consensus.

> (3) Les décisions prises par consensus en Respect des exigences réputé

conformité avec le présent article sont réputées requirement under this Act for the taking of a 20 respecter toute éventuelle exigence au titre de la 20 présente loi en matière de vote. 139. (1) Les administrateurs peuvent délé-

Délégation de pouvoirs

Sens de « consensus »

guer certains de leurs pouvoirs à un administrateur-gérant, choisi parmi eux, ou à un comité 25

Limites

- (2) Toutefois, ni l'administrateur-gérant ni le comité ne peuvent:
 - a) soumettre aux membres des questions qui requièrent leur approbation;
 - b) combler les postes vacants des adminis-30 trateurs ou de l'expert-comptable ni nommer des administrateurs supplémentaires;
 - c) émettre des titres de créance sans l'autorisation des administrateurs;
 - d) approuver les états financiers visés à 35 l'article 173:
 - e) prendre, modifier ni révoquer les règlements administratifs:
 - f) déterminer la contribution ou la cotisation annuelles des membres au titre de l'article 31. 40

Validity of acts of directors and

140. An act of a director or an officer is valid despite an irregularity in their election or appointment or a defect in their qualification.

Validity of signed resolutions

141. (1) A resolution in writing, signed by all the directors entitled to vote on that resolution at a meeting of directors or of a committee of directors, is as valid as if it had been passed at a meeting of directors or committee of directors.

Filing resolution

(2) A copy of every resolution referred to in 10 subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of directors.

Evidence

(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

Disclosure of interest

- 142. (1) A director or an officer of a corporation shall disclose to the corporation, in writing or by requesting to have it entered in the minutes of meetings of directors or of commitinterest that the director or officer has in a material contract or material transaction, whether made or proposed, with the corporation, if the director or officer
 - (a) is a party to the contract or transaction; 30
 - (b) is a director or an officer, or an individual acting in a similar capacity, of a party to the contract or transaction; or
 - (c) has a material interest in a party to the 35 contract or transaction.

Time of disclosure for director

- (2) The disclosure required by subsection (1) shall be made, in the case of a director,
 - (a) at the meeting at which a proposed contract or transaction is first considered;
 - (b) if the director was not, at the time of the 40 meeting referred to in paragraph (a), interested in the proposed contract or transaction, at the first meeting after the director becomes so interested;

140. Les actes des administrateurs ou des dirigeants sont valides malgré l'irrégularité de leur élection ou nomination ou leur inhabilité.

141. (1) Les résolutions écrites, signées de 5 tous les administrateurs habiles à voter sur celles-ci lors des réunions du conseil ou d'un comité du conseil, ont la même valeur que si elles avaient été adoptées au cours de ces réunions.

Résolutions 5 signées par les administrateurs

Validité des actes

- (2) Un exemplaire de ces résolutions est 10 Dépôt de la résolution conservé avec les procès-verbaux des réunions du conseil ou du comité.
- (3) Sauf si un vote par scrutin est demandé, l'inscription au procès-verbal de la réunion chairperson of the meeting declared a resolution 15 précisant que le président a déclaré une 15 résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou 20 contre elle. 2.0

142. (1) L'administrateur ou le dirigeant communique par écrit à l'organisation ou demande que soient consignées au procèsverbal des réunions du conseil ou d'un comité tees of directors, the nature and extent of any 25 du conseil la nature et l'étendue de son intérêt 25 dans tout contrat ou opération — en cours ou projeté — d'importance avec elle, dans l'un ou l'autre des cas suivants:

Communication des intérêts

Prenve

- a) il est partie à ce contrat ou à cette 30 opération;
- b) il est administrateur ou dirigeant ou une personne physique qui agit en cette qualité - d'une partie à un tel contrat ou à une telle opération;
- c) il a un intérêt important dans une partie au 35 contrat ou à l'opération.
- (2) L'administrateur effectue la communication lors de la première réunion:

a) au cours de laquelle le projet de contrat ou d'opération est étudié;

b) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans le projet de contrat ou d'opération, s'il n'en avait pas lors de la réunion visée à l'alinéa a);

Moment de la communication administrateur

- (c) if the director becomes interested after a contract or transaction is made, at the first meeting after the director becomes so interested: or
- (d) if an individual who is interested in a 5 contract or transaction later becomes a director, at the first meeting after the individual becomes a director.
- c) suivant le moment où il acquiert un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;
- d) suivant le moment où il devient administrateur, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt.

Time of disclosure for

- (3) The disclosure required by subsection (1) not a director.
- (3) Le dirigeant qui n'est pas administrateur shall be made, in the case of an officer who is 10 effectue la communication immédiatement après:

Moment de la communication dirigeant

5

- (a) immediately after the officer becomes aware that the contract, transaction, proposed contract or proposed transaction is to be considered or has been considered at a 15 meeting;
- (b) if the officer becomes interested after a contract or transaction is made, immediately after the officer becomes so interested; or
- (c) if an individual who is interested in a 20 contract or transaction later becomes an officer, immediately after the individual becomes an officer.
- a) avoir appris que le contrat ou l'opération — en cours ou projeté — a été ou sera 10 examiné lors d'une réunion;
- b) avoir acquis un intérêt dans un contrat ou une opération déjà conclu;
- c) être devenu dirigeant, s'il le devient après l'acquisition de l'intérêt. 15

disclosure for director or officer

Voting

(4) If a material contract or material transaction, whether entered into or proposed, is one 25 nique par écrit à l'organisation ou demande que that, in the ordinary course of the corporation's activities, would not require approval by the directors or members, a director or an officer shall, immediately after they become aware of the contract or transaction, disclose in writing to 30 the corporation, or request to have entered in the minutes of meetings of directors or of committees of directors, the nature and extent of their interest.

(4) L'administrateur ou le dirigeant commusoient consignées au procès-verbal de la réunion la nature et l'étendue de son intérêt dès qu'il a connaissance de tout contrat ou opération — en 20 cours ou projeté — d'importance qui, dans le cadre des activités normales de l'organisation, ne requiert l'approbation ni des administrateurs ni des membres.

communication: administrateur ou dirigeant

- (5) A director required to make a disclosure 35 under subsection (1) shall not vote on any resolution to approve the contract or transaction unless the contract or transaction
 - (a) relates primarily to the director's remuneration as a director, an officer, an employ- 40 ee, an agent or a mandatary of the corporation or an affiliate;
 - (b) is for indemnity or insurance under section 152; or

45

(c) is with an affiliate.

- (5) L'administrateur visé au paragraphe (1) 25 Vote ne peut participer au vote sur la résolution présentée pour faire approuver le contrat ou l'opération, sauf s'il s'agit d'un contrat ou d'une opération:
 - a) portant essentiellement sur sa rémunéra-30 tion en qualité d'administrateur, de dirigeant, d'employé ou de mandataire de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe;
 - b) portant sur l'indemnité ou l'assurance prévue à l'article 152; 35

15

Continuing disclosure

- (6) For the purposes of this section, a general notice to the directors declaring that a director or an officer is to be regarded as interested, for any of the following reasons, in a contract or transaction made with a party, is a sufficient declaration of interest in relation to the contract or transaction:
 - (a) the director or officer is a director or an officer, or acting in a similar capacity, of a
 - (b) the director or officer has a material interest in the party; or
 - (c) there has been a material change in the nature of the director's or the officer's interest
 - in the party.

Access to disclosures

(7) The members of the corporation may examine the portions of any minutes of meetings of directors or of committees of directors that contain disclosures under this section, and disclosures, during the corporation's usual business hours.

Avoidance standards

- (8) A contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1) is accountable to the corporation or its members for any profit realized from the contract or transaction, because of the director's or officer's interest in the contract or transaction or because determine whether a quorum existed at the meeting of directors or of the committee of directors that considered the contract or transaction, if
 - (a) disclosure of the interest was made in 35 accordance with this section:
 - (b) the directors approved the contract or transaction; and
 - (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was 40 approved.

- c) conclu avec une personne morale de son groupe.
- (6) Pour l'application du présent article, constitue une communication suffisante de son intérêt dans un contrat ou une opération l'avis 5 général donné par l'administrateur ou le diri-5 geant aux administrateurs et portant qu'il est administrateur ou dirigeant — ou qu'il agit en cette qualité — d'une partie visée aux alinéas (1)b) ou c), qu'il y possède un intérêt important 10 ou qu'il y a eu un changement important de son party referred to in paragraph (1)(b) or (c); 10 intérêt dans celle-ci et qu'il doit être considéré comme ayant un intérêt dans le contrat ou l'opération conclu avec elle.

Avis général d'intérêt

- (7) Les membres de l'organisation peuvent 15 Consultation consulter, pendant les heures normales d'ouverture de ses bureaux, toute partie des procèsverbaux des réunions du conseil ou d'un comité of any other documents that contain those 20 du conseil ou de tout autre document dans lesquels les intérêts d'un administrateur ou d'un 20 dirigeant sont communiqués en vertu du présent article.
- (8) Le contrat ou l'opération assujetti à l'obligation de communication prévue au paranot invalid, and the director or officer is not 25 graphe (1) n'est pas entaché de nullité, et 25 l'administrateur ou le dirigeant n'est pas tenu de rendre compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou the director was present or was counted to 30 l'opération ou que l'administrateur a assisté à la 30 réunion au cours de laquelle est étudié le contrat ou l'opération ou a permis d'atteindre le quorum, si les conditions suivantes sont réunies:
 - a) l'administrateur ou le dirigeant a commu- 35 niqué son intérêt conformément au présent article:
 - b) les administrateurs de l'organisation ont approuvé le contrat ou l'opération;
 - c) au moment de son approbation, le contrat 40 ou l'opération était équitable pour l'organisation.

Effet de la communication

Confirmation par

les membres

Confirmation by members

- (9) Even if the conditions of subsection (8) are not met, a director or an officer, acting honestly and in good faith, is not accountable to the corporation or to its members for any profit realized from a contract or transaction for which disclosure is required under subsection (1), and the contract or transaction is not invalid by reason only of the interest of the director or officer in the contract or transaction, if
 - (a) the contract or transaction is approved or 10 confirmed by special resolution at a meeting of the members:
 - (b) disclosure of the interest was made to the members in a manner sufficient to indicate its nature and extent before the contract or 15 transaction was approved or confirmed; and
 - (c) the contract or transaction was reasonable and fair to the corporation when it was approved or confirmed.

Application to

(10) If a director or an officer of a corpora-20 tion fails to comply with this section, a court may, on the application of the corporation or any of its members, set aside or annul the contract or transaction on any terms that it thinks fit, require the director or officer to 25 modalités qu'il estime indiquées, enjoindre à account to the corporation for any profit or gain realized on the contract or transaction or make any other order that the court thinks fit.

Officers

- 143. Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement,
 - (a) the directors may designate the offices of the corporation, appoint as officers persons of full capacity, specify their duties and delegate to them powers to manage the activities and affairs of the corporation, except powers to 35 do anything referred to in subsection 139(2);
 - (b) a director may be appointed to any office of the corporation; and
 - (c) two or more offices of the corporation may be held by the same person. 40

- (9) Toutefois, même si les conditions visées au paragraphe (8) ne sont pas réunies, le contrat ou l'opération n'est pas entaché de nullité, et l'administrateur ou le dirigeant qui agit avec 5 intégrité et de bonne foi n'est pas tenu de rendre 5 compte à l'organisation ou à ses membres des bénéfices qu'il en a tirés au seul motif qu'il a un intérêt dans le contrat ou l'opération, si les conditions suivantes sont réunies :
 - a) le contrat ou l'opération a fait l'objet 10 d'une approbation ou d'une confirmation par résolution extraordinaire adoptée à une assemblée:
 - b) l'intérêt a été communiqué aux membres de façon suffisamment claire pour en indiquer 15 la nature et l'étendue avant l'approbation ou la confirmation du contrat ou de l'opération;
 - c) au moment de son approbation ou de sa confirmation, le contrat ou l'opération était équitable pour l'organisation. 20
 - (10) Le tribunal peut, sur demande de l'organisation — ou d'un de ses membres dont l'un des administrateurs ou dirigeants ne se conforme pas au présent article, prononcer la nullité du contrat ou de l'opération selon les 25 l'administrateur ou au dirigeant de rendre compte à l'organisation de tout bénéfice qu'il en a tiré et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 30

143. Sous réserve des statuts, des règlements 30 administratifs et de toute convention unanime

des membres:

a) les administrateurs peuvent créer des postes de dirigeant, y nommer des personnes 35 pleinement capables, préciser leurs fonctions et leur déléguer le pouvoir de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation, sous réserve des exceptions prévues au paragraphe 139(2); 40

- b) l'administrateur peut être nommé à n'importe quel poste de dirigeant;
- c) la même personne peut occuper plusieurs postes de dirigeant.

Ordonnance du

Dirigeants

Remuneration

144. (1) Subject to the articles, the by-laws and any unanimous member agreement, the directors of a corporation may fix the reasonable remuneration of the directors, officers and employees of the corporation.

Services performed in other capacity

(2) Subject to the by-laws, a director, an officer or a member may receive reasonable remuneration and expenses for any services to the corporation that are performed in any other capacity.

Indemnification

145. Unless the by-laws of the corporation otherwise provide, a director, an officer or an employee may receive indemnification for their expenses incurred on behalf of the corporation as a director, an officer or an employee.

Directors' liability

146. (1) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing the issue of a debt obligation under subsection 29(1) for a consideration consisting of property or past services are jointly and severally, or 20 partie d'un apport autre qu'en numéraire sont solidarily, liable to the corporation to make good any amount by which the consideration received is less than the fair equivalent of the money that the corporation would have received if the debt obligation had been issued for money 25 on the date of the resolution.

Further directors' liabilities

- (2) Directors of a corporation who vote for or consent to a resolution authorizing any of the following are jointly and severally, or solidarily, liable to restore to the corporation any money or 30 administrateurs qui ont, par vote ou acquiesceother property so paid or distributed and not otherwise recovered by the corporation:
 - (a) a payment or distribution to a member, a director or an officer contrary to this Act; or
 - (b) a payment of an indemnity contrary to 35 this Act.

Recovery of shares

(3) A director who has satisfied a judgment rendered under this section is entitled to recover from the other directors who voted for or consented to the unlawful act on which the 40 judgment was founded their respective shares.

Recovery

(4) A director liable under subsection (2) is entitled to apply to a court for an order compelling a member or other recipient to pay

- 144. (1) Sous réserve des statuts, des règlements administratifs et de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent fixer leur juste rémunération ainsi que 5 celle des dirigeants et des employés de l'orga- 5 nisation.
- (2) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les membres peuvent recevoir une juste rémunération pour les services rendus à tout 10 10 autre titre.

Rémunération pour services rendus

Rémunération

145. Sauf disposition contraire des règlements administratifs, les administrateurs, les dirigeants et les employés sont indemnisés des dépenses entraînées dans le cadre de l'exercice 15 15 de leurs fonctions.

Remboursement des dépenses

146. (1) Les administrateurs qui, par vote ou acquiescement, approuvent l'adoption d'une résolution autorisant la délivrance de titres de créance prévue au paragraphe 29(1) en contre-20 solidairement tenus de donner à l'organisation la différence entre la juste valeur de cet apport et celle de l'apport en numéraire qu'elle aurait dû recevoir à la date de la résolution. 25

Responsabilité administrateurs

(2) Sont solidairement tenus de restituer à l'organisation les sommes d'argent ou autres biens en cause non encore recouvrés par elle les ment, approuvé l'adoption d'une résolution 30 autorisant, selon le cas:

Responsabilité supplémentaire administrateurs

- a) la remise de toute somme d'argent ou de tout bien à un membre, à un administrateur ou à un dirigeant contrairement à la présente loi;
- b) le versement d'une indemnité contraire-35 ment à la présente loi.
- (3) L'administrateur qui a satisfait au jugement rendu en vertu du présent article peut répéter les parts des administrateurs qui ont, par vote ou acquiescement, approuvé l'adoption de 40 la mesure illégale en cause.
- (4) L'administrateur tenu pour responsable aux termes du paragraphe (2) peut demander au tribunal de rendre une ordonnance obligeant les

Recours

Répétition

or deliver to the director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act.

Order of court

(5) On an application under subsection (4), a do so, order a member or other recipient to pay or deliver to a director any money or other property that was paid or distributed to the member or other recipient contrary to this Act and make any further order that it thinks fit.

No liability

(6) A director is not liable under subsection (1) if the director proves that they did not know and could not reasonably have known that a debt obligation was issued for a consideration the corporation would have received if the debt obligation had been issued for money.

Limitation

(7) An action to enforce a liability imposed by this section may not be commenced after two the action complained of.

Liability of directors for wages

147. (1) Directors of a corporation are jointly and severally, or solidarily, liable to employees of the corporation for all debts not employee for services performed for the corporation while they are directors.

Conditions precedent to liability

- (2) A director is not liable under subsection (1) unless
 - (a) the corporation has been sued for the debt 30 que dans l'un ou l'autre des cas suivants: within six months after it has become due and execution has been returned unsatisfied in whole or in part;
 - (b) the corporation has commenced liquidation and dissolution proceedings or has been 35 dissolved and a claim for the debt has been proved within six months after the earlier of the date of commencement of the liquidation and dissolution proceedings and the date of dissolution; or 40
 - (c) the corporation has made an assignment or a receiving order has been made against it under the Bankruptcy and Insolvency Act and a claim for the debt has been proved within six months after the date of the assignment or 45 receiving order.

bénéficiaires, notamment les membres, à lui restituer les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi.

(5) Le tribunal saisi de la demande peut, par court may, if it is satisfied that it is equitable to 5 ordonnance, s'il estime équitable de le faire, exiger des bénéficiaires qu'ils restituent à l'administrateur les sommes d'argent ou autres biens remis ou versés contrairement à la présente loi et prendre toute mesure supplé-10 mentaire qu'il estime indiquée.

Ordonnance du 5 tribunal

> Absence de responsabilité

10

- (6) Les administrateurs ne peuvent être tenus pour responsables aux termes du paragraphe (1) s'ils prouvent qu'ils ne savaient pas et ne pouvaient vraisemblablement pas savoir que le less than the fair equivalent of the money that 15 titre de créance avait été émis en contrepartie 15 d'un apport inférieur à l'apport en numéraire que l'organisation aurait dû recevoir.
- (7) Les actions en responsabilité prévues au présent article se prescrivent par deux ans à years from the date of the resolution authorizing 20 compter de la date de la résolution autorisant 20 l'acte incriminé.

Prescription

147. (1) Les administrateurs sont solidairement responsables, envers les employés de l'organisation, des dettes liées aux services exceeding six months' wages payable to each 25 que ceux-ci exécutent pour le compte de cette 25 dernière pendant qu'ils exercent leur mandat, et ce jusqu'à concurrence de six mois de salaire.

Responsabilité administrateurs envers les employés

(2) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du paragraphe (1)

Conditions préalables à l'existence de la 30 responsabilité

- a) l'exécution n'a pu satisfaire au montant accordé par jugement, à la suite d'une action en recouvrement de la créance intentée contre l'organisation dans les six mois suivant l'échéance;
- b) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant la date du début des procédures de liquidation et de dissolution de l'organisation ou, si elle lui est antérieure, la date de sa dissolution; 40
- c) l'existence de la créance est établie dans les six mois suivant une cession de biens ou une ordonnance de mise sous séquestre frappant l'organisation en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité. 45

Limitation

(3) A director, unless sued for a debt referred to in subsection (1) while a director or within two years after ceasing to be a director, is not liable under this section.

Amount due after execution

- (4) If execution referred to in paragraph 5 (2)(a) has issued, the amount recoverable from a director is the amount remaining unsatisfied after execution.
- Subrogation of director
- (5) A director who pays a debt referred to in subsection (1) that is proved in liquidation and 10 visées au paragraphe (1) dont l'existence est dissolution or bankruptcy proceedings is subrogated to any priority that the employee would have been entitled to and, if a judgment has been obtained, the director is
 - (a) in Quebec, subrogated to the employee's 15 rendu: rights as declared in the judgment; and
 - (b) elsewhere in Canada, entitled to an assignment of the judgment.
- Recovery of shares
- (6) A director who has satisfied a claim other directors who were liable for the claim their respective shares.

Dissent

- 148. (1) A director who is present at a meeting of directors or of a committee of resolution passed or action taken at the meeting unless
 - (a) the director requests a dissent to be entered in the minutes of the meeting;
 - (b) the director sends a written dissent to the 30 secretary of the meeting before the meeting is adjourned; or
 - (c) the director sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation immediately after the meeting 35 is adjourned.

Loss of right to dissent

(2) A director who votes for or consents to a resolution is not entitled to dissent under subsection (1).

Dissent of absent

(3) A director who was not present at a 40 meeting at which a resolution was passed or action taken is deemed to have consented to the

- (3) La responsabilité des administrateurs n'est engagée aux termes du présent article que si l'action est intentée durant leur mandat ou dans les deux ans suivant la fin de celui-ci.
- (4) Les administrateurs ne sont tenus que des 5 sommes à sommes restant à recouvrer après l'exécution visée à l'alinéa (2)a).
 - recouvrer après l'exécution

Subrogation de

l'administrateur

Répétition

Limite

- (5) L'administrateur qui acquitte les dettes établie au cours d'une procédure soit de 10 liquidation et de dissolution, soit de faillite, est subrogé dans les droits de priorité qu'aurait pu faire valoir l'employé et, si un jugement a été

 - a) au Ouébec, est subrogé dans les droits 15 constatés par celui-ci;
 - b) ailleurs au Canada, a le droit d'en exiger la cession.
- (6) L'administrateur qui acquitte une créance under this section is entitled to recover from the 20 en vertu du présent article peut répéter les parts 20 des administrateurs qui étaient également responsables.
- 148. (1) L'administrateur présent à une réu-Dissidence nion du conseil d'administration ou d'un comité directors is deemed to have consented to any 25 du conseil est réputé avoir acquiescé à toutes les 25 résolutions adoptées et à toutes les mesures prises, sauf si, selon le cas:
 - a) il demande que sa dissidence soit consignée au procès-verbal de la réunion;
 - b) la dissidence fait l'objet d'un avis écrit 30 envoyé par ses soins au secrétaire de la réunion avant l'ajournement de celle-ci;
 - c) la dissidence est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation, immédia-35 tement après l'ajournement de la réunion.
 - (2) L'administrateur qui, par vote ou acquiescement, approuve l'adoption d'une résolution n'a pas le droit de faire valoir sa dissidence aux termes du paragraphe (1).
 - (3) L'administrateur absent d'une réunion au cours de laquelle une résolution a été adoptée ou une mesure a été prise est réputé y avoir acquiescé, sauf si, dans le délai réglementaire

Perte du droit à la dissidence

40

Dissidence d'un administrateur absent

resolution or action unless, within the prescribed period after becoming aware of the resolution or action, the director

- (a) causes a dissent to be placed with the minutes of the meeting; or
- (b) sends a dissent by registered mail or delivers it to the registered office of the corporation.

Duties of directors and officers

- 149. (1) Every director and officer of a corporation in exercising their powers and 10 sont tenus, dans l'exercice de leurs fonctions, 10 administrateurs et dirigeants discharging their duties shall
 - (a) act honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation; and
 - (b) exercise the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would exercise 15 in comparable circumstances.

Duty to comply

- (2) Every director and officer of a corporation shall comply with
 - (a) this Act and the regulations; and
 - (b) the articles, the by-laws and any unan-20 imous member agreement.

Lawfulness of articles and purpose

(3) Every director of a corporation shall verify the lawfulness of the articles and the purpose of the corporation.

No exculpation

(4) Subject to subsection 171(5), no provi-25 sion in a contract, the articles, the by-laws or a resolution relieves a director or an officer from the duty to act in accordance with this Act or the regulations or relieves them from liability for a breach of this Act or the regulations.

Director reasonable diligence

- 150. (1) A director is not liable under section 146 or 147, and has complied with his or her duties under subsection 149(2) and (3), if the director exercised the care, diligence and have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on
 - (a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public 40 accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or

suivant la date où il a pris connaissance de cette résolution ou mesure, sa dissidence, par ses soins:

- a) ou bien est consignée au procès-verbal de la réunion:
 - b) ou bien est remise, ou fait l'objet d'un avis écrit envoyé par courrier recommandé, au siège de l'organisation.

149. (1) Les administrateurs et les dirigeants d'agir avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation, ainsi qu'avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente. 15

Devoirs des

5

- (2) Les administrateurs et les dirigeants sont tenus d'observer:
 - a) la présente loi et les règlements;
 - b) les statuts, les règlements administratifs et toute convention unanime des membres.
- (3) Les administrateurs sont tenus de vérifier la légalité des statuts et de la déclaration d'intention de l'organisation.

Vérification de la légalité

Absence

Observation de la loi, des statuts,

- (4) Sous réserve du paragraphe 171(5), aucune disposition d'un contrat, des statuts, 25 d'exonération des règlements administratifs ou d'une résolution ne peut libérer les administrateurs ou les dirigeants de l'obligation d'agir conformément à 30 la présente loi et aux règlements ni des responsabilités découlant de cette obligation.
- 150. (1) La responsabilité de l'administrateur n'est pas engagée au titre des articles 146 ou 147 et celui-ci s'est acquitté des devoirs imposés en vertu des paragraphes 149(2) et (3), skill that a reasonably prudent person would 35 s'il a agi avec le soin, la diligence et la 35 compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants:
 - a) les états financiers de l'organisation qui, 40 d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;

Diligence raisonnable administrateur (b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Director - good faith

- (2) A director has complied with his or her relied in good faith on
 - (a) financial statements of the corporation represented to the director by an officer of the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect 10 the financial condition of the corporation; or
 - (b) a report of a person whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Officer reasonable diligence

151. (1) An officer has complied with his or 15 her duties under subsection 149(2) if the officer exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on a report of a person 20 ment en s'appuyant de bonne foi sur les rapports whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Officer - good faith

(2) An officer has complied with his or her duties under subsection 149(1) if the officer relied in good faith on a report of a person 25 bonne foi sur les rapports des personnes dont la whose profession lends credibility to a statement made by that person.

Indemnification

152. (1) A corporation may indemnify a present or former director or officer of the corporation, or another individual who acts or 30 acted at the corporation's request as a director or an officer or in a similar capacity of another entity, against all costs, charges and expenses, including an amount paid to settle an action or satisfy a judgment, reasonably incurred by the 35 dépenses, y compris les sommes versées pour individual in respect of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding in which the individual is involved because of that association with the corporation or other entity.

Advance of costs

(2) A corporation may advance money to a director, an officer or other individual for the costs, charges and expenses of a proceeding referred to in subsection (1). The individual shall repay the money if the individual does not 45 paragraphe et les dépenses connexes, à charge fulfil the conditions of subsection (3).

- b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.
- (2) L'administrateur s'est acquitté des deduties under subsection 149(1) if the director 5 voirs imposés en vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de bonne foi sur les documents 5 suivants:

a) les états financiers de l'organisation qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation:

b) les rapports des personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations.

151. (1) Le dirigeant s'est acquitté des devoirs imposés en vertu du paragraphe 149(2) s'il a agi avec le soin, la diligence et la 15 compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamdes personnes dont la profession permet d'ajouter foi à leurs déclarations. 20

(2) Il s'est acquitté des devoirs imposés en Bonne foi vertu du paragraphe 149(1) s'il s'appuie de profession permet d'ajouter foi à leurs déclara-

152. (1) L'organisation peut indemniser ses administrateurs, ses dirigeants ou leurs prédécesseurs ainsi que les autres personnes physiques qui, à sa demande, agissent ou ont agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou 30 exercent ou ont exercé des fonctions analogues pour une autre entité, de tous leurs frais et transiger sur un procès ou exécuter un jugement, entraînés par la tenue d'une enquête ou par des 35 poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles elles étaient impliquées à 40 ce titre.

(2) L'organisation peut avancer des fonds pour permettre à toute personne physique visée 40 au paragraphe (1) d'assumer les frais de sa participation à une procédure visée à ce de remboursement si elle ne satisfait pas aux conditions énoncées au paragraphe (3). 45

Bonne foi

Diligence dirigeant

Indemnisation

Frais anticipés

Limitation

- (3) A corporation may not indemnify an individual under subsection (1) unless the individual
 - (a) acted honestly and in good faith with a view to the best interests of the corporation 5 or, as the case may be, to the best interests of the other entity for which the individual acted as director or officer or in a similar capacity at the corporation's request; and
 - (b) in the case of a criminal or administrative 10 action or proceeding that is enforced by a monetary penalty, had reasonable grounds for believing that their conduct was lawful.

Indemnification

(4) A corporation may, with the approval of a court, indemnify an individual referred to in 15 sation peut, à l'égard des actions intentées par subsection (1), or advance money under subsection (2), in respect of an action by or on behalf of the corporation or other entity to procure a judgment in its favour to which the individual is made a party because of the 20 des frais et dépenses entraînés par son implicaindividual's association with the corporation or other entity as described in subsection (1), against all costs, charges and expenses reasonably incurred by the individual in connection with the action, if the individual fulfils the 25 conditions set out in subsection (3).

Right to indemnity

- (5) Despite subsection (1), an individual referred to in that subsection is entitled to indemnity from the corporation in respect of all costs, charges and expenses reasonably incurred 30 frais et dépenses entraînés par la tenue d'une by the individual in connection with the defence of any civil, criminal, administrative, investigative or other proceeding to which the individual is subject because of the individual's association with the corporation or other entity as described 35 in that subsection, if the individual seeking indemnity
 - (a) was not judged by the court or other competent authority to have committed any fault or to have omitted to do anything that 40 the individual ought to have done; and
 - (b) fulfils the conditions set out in subsection (3).

- (3) L'organisation ne peut indemniser la personne physique en vertu du paragraphe (1) que si celle-ci:
 - a) d'une part, a agi avec intégrité et de bonne foi, au mieux des intérêts de l'organisation 5 ou, selon le cas, de l'entité dans laquelle elle occupait les fonctions d'administrateur ou de dirigeant ou agissait en cette qualité à la demande de l'organisation;
 - b) d'autre part, dans le cas de poursuites 10 pénales ou administratives aboutissant au paiement d'une amende, avait de bonnes raisons de croire que sa conduite était conforme à la loi.
- (4) Avec l'approbation du tribunal, l'organi- 15 Indemnisation elle ou par l'entité, ou pour son compte, en vue d'obtenir un jugement favorable, avancer à toute personne physique visée au paragraphe (1) les fonds visés au paragraphe (2) ou l'indemniser 20 tion dans ces actions, si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe (3).
- (5) Malgré le paragraphe (1), les personnes physiques visées à ce paragraphe ont le droit 25 l'indemnisation d'être indemnisées par l'organisation de leurs enquête ou par des poursuites civiles, pénales, administratives ou autres dans lesquelles elles étaient impliquées en raison de leurs fonctions, 30 dans la mesure où:
 - a) d'une part, le tribunal ou toute autre autorité compétente n'a pas conclu à la commission de manquements ou à l'omission de devoirs de leur part; 35
 - b) d'autre part, elles remplissent les conditions énoncées au paragraphe (3).

Droit à

Insurance

- (6) A corporation may purchase and maintain insurance for the benefit of an individual referred to in subsection (1) against any liability incurred by the individual
 - or an officer of the corporation; or
 - (b) in the individual's capacity as a director or an officer, or in a similar capacity, of another entity, if the individual acts or acted in that capacity at the corporation's request. 10

Application to

(7) On the application of a corporation or an individual or entity referred to in subsection (1), a court may approve an indemnity under this section and make any further order that it thinks fit.

Other notice

(8) On an application under subsection (7), the court may order notice to be given to any interested person and the person is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

PART 10

BY-LAWS AND MEMBERS

By-laws

153. (1) Unless the articles, the by-laws or a 20 unanimous member agreement otherwise provides, the directors may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the activities or affairs of the corporation, except in respect of matters referred to in subsection 25 portant sur les activités ou les affaires internes 198(1).

Member approval

(2) The directors shall submit the by-law, amendment or repeal to the members at the next meeting of members, and the members may, by ordinary resolution, confirm, reject or amend 30 résolution ordinaire, les confirment, les rejettent the by-law, amendment or repeal.

Effective date

(3) Subject to subsection (5), the by-law, amendment or repeal is effective from the date of the resolution of the directors. If the by-law, amendment or repeal is confirmed, or confirmed 35 membres, elles demeurent en vigueur dans leur as amended, by the members it remains effective in the form in which it was confirmed.

(6) L'organisation peut souscrire au profit des personnes physiques visées au paragraphe

(1) une assurance couvrant la responsabilité qu'elles encourent soit pour avoir agi en qualité (a) in the individual's capacity as a director 5 d'administrateur ou de dirigeant de l'organisa- 5 tion, soit pour avoir, sur demande de l'organisation, agi en qualité d'administrateur ou de dirigeant — ou exercé des fonctions analogues

Assurance

- pour une autre entité.
- (7) Le tribunal peut, par ordonnance, sur 10 Demande au tribunal demande de l'organisation ou d'une personne physique ou d'une entité visée au paragraphe (1), approuver toute indemnisation prévue au 15 présent article et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée. 15
 - (8) Sur demande présentée au titre du paragraphe (7), le tribunal peut ordonner qu'avis soit donné à tout intéressé; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat. 20

Autre avis

PARTIE 10

RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS ET **MEMBRES**

153. (1) Sauf disposition contraire des statuts, des règlements administratifs ou de toute convention unanime des membres, les administrateurs peuvent, par résolution, prendre, modifier ou révoquer tout règlement administratif 25 de l'organisation sauf en ce qui a trait aux questions visées au paragraphe 198(1).

Règlements administratifs

(2) Dès l'assemblée suivante, les administrateurs soumettent les mesures prises en vertu 30 du paragraphe (1) aux membres qui, par ou les modifient.

Approbation des membres

(3) Les mesures prennent effet à compter de la date de la résolution des administrateurs; 35 après confirmation ou modification par les teneur initiale ou modifiée, selon le cas.

Prise d'effet

Cessation d'effet

Ceasing to have effect

(4) The by-law, amendment or repeal ceases to have effect if it is not submitted by the directors to the members as required under subsection (2) or if it is rejected by the members.

Subsequent resolution

(5) If a by-law, an amendment or a repeal ceases to have effect, a subsequent resolution of the directors that has substantially the same purpose or effect is not effective until it is confirmed, or confirmed as amended, by the 10 tion par les membres. members.

Member proposal

(6) A member entitled to vote at an annual meeting of members may, in accordance with section 164, make a proposal to make, amend or repeal a by-law.

Copies to Director

154. A corporation shall, within the prescribed period, send to the Director a copy of any by-law, amendment or repealed by-law, except for those that have been rejected by the members.

Conditions of membership

155. (1) The by-laws shall set out the conditions required for being a member of the corporation, including whether a corporation or other entity may be a member.

Classes of membership

- (2) If the articles provide for two or more 25 classes or groups of members, the by-laws shall provide
 - (a) the conditions for membership in each class or group;
 - (b) the manner of withdrawing from a class 30 or group or transferring membership to another class or group and any conditions of transfer; and
 - (c) the conditions on which membership in a 35 class or group ends.

Voting rights one class or group

(3) The members of a corporation that has only one class or group of members have the right to vote at any meeting of the members.

Voting rights several classes or groups

(4) If the articles provide for two or more provide the members of at least one class or group with the right to vote at a meeting of members.

(4) Elles cessent d'avoir effet en cas d'inobservation du paragraphe (2) par les administrateurs ou après leur rejet par les membres conformément à ce paragraphe.

(5) L'entrée en vigueur d'une résolution ultérieure des administrateurs visant essentiellement le même but ou le même effet est subordonnée à sa confirmation ou sa modifica-

5 Résolution visant le même hut

(6) Tout membre ayant qualité pour voter à 10 Proposition d'un une assemblée annuelle peut, conformément à l'article 164, proposer la prise, la modification 15 ou la révocation d'un règlement administratif.

> Copies au directeur

membre

154. L'organisation envoie au directeur, dans le délai réglementaire, une copie des règlements 15 administratifs, de leurs modifications ou des règlements administratifs révoqués, exception 20 faite des règlements administratifs dont la prise ou la révocation a été rejetée par les membres et des modifications rejetées par ceux-ci. 20

155. (1) Les règlements administratifs pré-Conditions d'adhésion voient les conditions d'adhésion à l'organisation

entité peut être membre.

(2) Si les statuts prévoient plusieurs catégo- 25 Catégories ou groupes de ries ou groupes de membres, les règlements membres administratifs doivent prévoir:

et précisent si une organisation ou une autre

a) les conditions d'appartenance à telle catégorie ou à tel groupe;

- b) les modalités d'exclusion d'une catégorie 30 ou d'un groupe et les conditions et modalités de transfert à une autre catégorie ou à un autre groupe;
- c) les conditions auxquelles un membre cesse d'appartenir à une catégorie ou à un 35 groupe.
- (3) Les membres de l'organisation qui a une seule catégorie ou un seul groupe de membres ont le droit de vote lors de l'assemblée.

Droit de voteune catégorie ou un groupe

(4) Si les statuts prévoient plusieurs catégo- 40 Droit de voteclasses or groups of members, the articles shall 40 ries ou groupes de membres, ils doivent également prévoir que les membres d'au moins une catégorie ou un groupe ont le droit de vote lors de l'assemblée.

pluralité de catégories ou de groupes

20

Right to vote

(5) Unless the articles otherwise provide, each member is entitled to one vote at a meeting of members.

Representative

(6) The corporation shall recognize any or other entity to represent the member at meetings.

Powers of representative

(7) The individual may exercise on behalf of the member corporation or other entity all the powers of that corporation or entity.

Transfer of membership

(8) Unless the by-laws otherwise provide, a membership may be transferred only to the corporation.

Issuance of memberships

156. The directors may issue memberships in set out in the by-laws.

Termination of membership

- 157. Unless the articles or by-laws of a corporation otherwise provide, a membership is terminated when
 - (a) the member dies or resigns;
 - (b) the member is expelled or their membership is otherwise terminated in accordance with the articles or by-laws;
 - (c) the member's term of membership ex-25 pires; or
 - (d) the corporation is liquidated and dissolved under Part 14.

Termination of member's rights

158. Unless the articles or by-laws otherwise provide, the rights of a member, including any rights in the property of the corporation, cease 30 l'adhésion emporte extinction des droits du to exist on termination of the membership.

discipline a member

159. The articles or by-laws may provide that the directors, the members or any committee of directors or members of a corporation terminate their membership. If the articles or by-laws provide for such a power, they shall set out the circumstances and the manner in which that power may be exercised.

(5) Sauf disposition contraire des statuts, le membre dispose d'une voix lors de l'assemblée.

Droit de vote

(6) L'organisation doit permettre à toute individual authorized by a member corporation 5 personne physique autorisée par une organisation ou une autre entité faisant partie de ses 5 membres de la représenter à ses assemblées.

Représentant

(7) La personne physique autorisée peut exercer, pour le compte de l'organisation ou 10 de l'entité qu'elle représente, tous les pouvoirs

Pouvoirs du représentant

conférés à celle-ci.

10

(8) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, l'adhésion n'est transférable qu'à l'organisation elle-même.

Transfert de l'adhésion

156. Les administrateurs peuvent enregistrer accordance with the articles and any conditions 15 des adhésions conformément aux statuts et aux 15 règlements administratifs.

Enregistrement des adhésions

157. Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'adhésion prend fin dans les cas suivants:

Fin de l'adhésion

a) le décès ou la démission du membre; 20

- b) l'expulsion du membre ou la perte de la qualité de membre en conformité avec les statuts ou les règlements administratifs;
- c) l'expiration de la période d'adhésion;
- d) la liquidation ou la dissolution de l'orga-25 nisation au titre de la partie 14.
- 158. Sauf disposition contraire des statuts ou des règlements administratifs, l'extinction de membre, notamment ceux qu'il a à l'égard des 30 biens de l'organisation.

Extinction des droits du membre

159. Les statuts ou les règlements administratifs peuvent autoriser le conseil d'administration, les membres ou un comité du conseil ou have power to discipline a member or to 35 des membres à prendre, contre un membre, des 35 mesures disciplinaires allant jusqu'à son exclusion. Le cas échéant, ils prévoient également les circonstances justifiant la prise de telles mesures et les modalités applicables.

Mesures disciplinaires 5

ment tenue.

Place of meetings

160. (1) Meetings of members of a corporation shall be held within Canada at the place provided in the by-laws or, in the absence of such a provision, at the place that the directors determine.

160. (1) Les assemblées se tiennent au Canada, dans le lieu que prévoient les règlements administratifs ou, à défaut, que choisissent les administrateurs.

Lieu des assemblées

Meeting outside Canada

(2) Despite subsection (1), a meeting of members of a corporation may be held at a place outside Canada if the place is specified in the articles or all the members entitled to vote at the meeting agree that the meeting is to be held 10 at that place.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), les assemblées peuvent se tenir à l'étranger au lieu que prévoient les statuts ou en tout lieu dont conviennent tous les membres habiles à y voter.

5 Assemblées à l'étranger

Exception

(3) A member who attends a meeting of members held outside Canada is deemed to have agreed to it being held outside Canada except when the member attends the meeting for 15 spécialement pour s'opposer aux délibérations the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not lawfully held.

(3) La présence aux assemblées tenues à l'étranger équivaut au consentement à leur tenue 10 présumé à l'étranger, sauf si le membre y assiste

au motif que l'assemblée n'est pas régulière-

Consentement

Participation in meeting by electronic means

(4) Unless the by-laws otherwise provide, any person entitled to attend a meeting of 20 administratifs, toute personne en droit d'assister members may participate in the meeting, in accordance with the regulations, if any, by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each 25 participants de communiquer adéquatement other during the meeting, if the corporation makes available such a communication facility. A person so participating in a meeting is deemed for the purposes of this Act to be 30 present at the meeting.

(4) Sauf disposition contraire des règlements 15 Participation aux à une assemblée peut, conformément aux éventuels règlements, y participer par tout moyen de communication — téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les 20 entre eux et mis à leur disposition par l'organisation. Elle est alors réputée, pour l'application de la présente loi, avoir assisté à l'assemblée. 25

tout moyen de communication

Meeting held by electronic means

(5) If the directors or members of a corporation call a meeting of members under this Act and if the by-laws so provide, those directors or members, as the case may be, may determine with the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

(5) Les administrateurs ou les membres qui convoquent une assemblée conformément à la présente loi peuvent prévoir que celle-ci sera tenue, conformément aux éventuels règlements, that the meeting shall be held, in accordance 35 entièrement par un moyen de communication — 30 téléphonique, électronique ou autre — permettant à tous les participants de communiquer adéquatement entre eux, pourvu que les règlements administratifs permettent une telle 40 assemblée. 35

Calling annual meetings

- **161.** (1) The directors of a corporation shall call an annual meeting of members
 - (a) not later than the prescribed period after the corporation comes into existence; and
- **161.** (1) Les administrateurs convoquent une assemblée annuelle:
 - a) dans le délai réglementaire suivant la création de l'organisation;

Convocation de

l'assemblée

d'assemblées par

tout moyen de

communication

blée annuelle.

(b) subsequently, not later than the prescribed period after holding the preceding annual meeting but no later than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

Order to delay calling of annual meeting

(2) The court may, on the application of the corporation, make an order extending the time for calling an annual meeting.

Calling special meetings

date

(3) The directors of a corporation may at any time call a special meeting of members.

Fixing record

- 162. (1) The directors may fix, as a record date for any of the following purposes, a date that is within the period that is prescribed in relation to that purpose, namely, record dates for
 - (a) determining members entitled to receive 15 notice of a meeting of members;
 - (b) determining members entitled to vote at a meeting of members;
 - (c) determining members entitled to participate in a liquidation distribution; or 20
 - (d) determining members for any other purpose.

No record date fixed

- (2) If no record date is fixed by the directors,
- (a) the record date for the determination of members entitled to receive notice of a 25 meeting of members is
 - (i) at the close of business on the day immediately preceding the day on which the notice is given, or
 - (ii) if no notice is given, the day on which 30 the meeting is held;
- (b) the record date for the determination of members entitled to vote at a meeting of members is
 - (i) if a record date has been fixed under 35 paragraph (1)(a), the day that is the prescribed period after that date, and
 - (ii) otherwise, the date that is the record date under paragraph (a); and

b) par la suite, dans le délai réglementaire suivant l'assemblée annuelle précédente mais au plus tard à l'expiration de la période réglementaire suivant la fin de chaque exercice.

(2) Le tribunal peut toutefois, sur demande de l'organisation, ordonner la prorogation des délai et période prévus pour convoquer l'assem-

10 ment convoquer une assemblée extraordinaire.

Prorogation

(3) Les administrateurs peuvent à tout mo- 10 Convocation extraordinaire

162. (1) Les administrateurs peuvent fixer au cours de la période réglementaire applicable la date ultime d'inscription, ci-après appelée « date de référence », pour désigner, selon le 15

Date de référence

- a) les membres en droit de recevoir avis d'une assemblée:
- b) les membres habiles à voter lors d'une assemblée; 20
- c) les membres en droit de participer à la répartition consécutive à la liquidation;
- d) les membres ayant qualité à toute autre fin.
- (2) À défaut de fixation, constitue la date de 25 Date de référence pour désigner les membres, selon le

référence en l'absence d'une décision des administrateurs

- a) en droit de recevoir avis d'une assemblée :
 - (i) le jour précédant celui où cet avis est donné, à l'heure de fermeture des bureaux, 30
 - (ii) en l'absence d'avis, le jour de l'assemblée;
- b) habiles à voter lors d'une assemblée, le jour de l'expiration de la période réglementaire suivant la date de référence fixée en 35 application de l'alinéa (1)a) ou, si elle n'a pas été ainsi fixée, le jour fixé en application de l'alinéa a):
- c) ayant qualité à toute fin, sauf en ce qui concerne le droit de recevoir avis d'une 40 assemblée ou le droit de vote, la date d'adoption de la résolution à ce sujet par les administrateurs, à l'heure de fermeture des bureaux.

(c) the record date for the determination of members for any purpose other than to establish a member's right to receive notice of a meeting or to vote shall be at the close of business on the day on which the directors 5 pass the resolution relating to the record date.

Notice provided for in by-laws

163. (1) The corporation shall give members entitled to vote at a meeting of members notice of the time and place of the meeting in accordance with the by-laws and the regula- 10 tions. The provisions of the by-laws respecting the giving of notice shall comply with any prescribed requirements.

Non-compliance of by-laws

(2) If the provisions of the by-laws do not corporation shall send, unless the regulations provide otherwise, the notice to the members within the prescribed period.

Notice to public accountant and directors

(3) The corporation shall send the public place of any meeting of members within the prescribed period.

Waiver of notice

(4) Any person who is entitled to notice of a meeting of members may waive notice, and attendance of the person at the meeting is a 25 l'assemblée vaut renonciation, sauf lorsqu'elle y waiver of notice of the meeting, unless the person attends the meeting for the express purpose of objecting to the transaction of any business on the grounds that the meeting is not 30 lawfully called.

Application for authorization

(5) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to give notice of the meeting to members in any manner if the Director reasonably believes that members will 35 que cela ne leur portera pas préjudice. not be prejudiced.

Exception members not

(6) The corporation is not required to give notice to members who were not registered on the records of the corporation on the record date determined under paragraph 162(1)(a) or sub-40 section 162(2), but a member that is not given notice of the meeting is not deprived of the right to vote at that meeting.

163. (1) L'organisation avise les membres habiles à voter à l'assemblée des date, heure et lieu de celle-ci, conformément aux règlements et aux règlements administratifs. Les dispositions des règlements administratifs en matière 5 d'avis doivent respecter les exigences réglementaires.

Avis de l'assemblée aux membres

(2) Si les dispositions des règlements admicomply with the prescribed requirements, the 15 nistratifs ne respectent pas les exigences réglementaires, l'organisation envoie, sauf dis-10 position contraire des règlements, l'avis selon les modalités de temps prévues par règlement.

Non-respect des règlements administratifs

(3) Elle envoie à chaque administrateur et à accountant and directors notice of the time and 20 l'expert-comptable, selon les modalités de temps prévues par règlement, un avis des date, 15 heure et lieu de l'assemblée.

Avis aux administrateurs et à l'expertcomptable

(4) La personne en droit de recevoir un avis Renonciation de convocation peut y renoncer; sa présence à assiste spécialement pour s'opposer aux délibé- 20 rations au motif que l'assemblée n'est pas régulièrement convoquée.

> Demande d'autorisation

(5) Le directeur peut, sur demande de l'organisation et selon les modalités qu'il juge indiquées, autoriser celle-ci à aviser les mem- 25 bres de quelque facon que ce soit, s'il estime

Exception

(6) Il n'est pas nécessaire d'aviser les membres non inscrits sur les registres de l'organisation à la date de référence fixée en 30 vertu de l'alinéa 162(1)a) ou déterminée en application du paragraphe 162(2), le défaut d'avis ne privant pas le membre de son droit de vote.

Adjournment

(7) If a meeting of members is adjourned for less than the prescribed period, it is not necessary, unless the by-laws otherwise provide, that any person be notified of the adjourned meeting, other than by announcement at the 5 question. earliest meeting that is adjourned.

(7) Sauf disposition contraire des règlements administratifs, il suffit, pour donner avis de tout ajournement inférieur à la période réglementaire, d'en faire l'annonce lors de l'assemblée en Ajournement

Notice of adjourned meeting

(8) If a meeting of members is adjourned by one or more adjournments for an aggregate of days that is more than the prescribed period, members entitled to vote at the meeting, the directors and the public accountant in the manner referred to in subsections (1) to (4).

(8) Avis de tout ajournement ou cumul d'ajournements plus long que la période réglementaire doit être donné aux personnes notice of the adjournment shall be given to 10 visées aux paragraphes (1) à (4) comme pour une nouvelle assemblée. 10

(9) Toutes les questions inscrites à l'ordre du

les sont des questions spéciales; font exception à

cette règle l'examen des états financiers et du

ment de son mandat et l'élection des adminis-

rapport de l'expert-comptable, le renouvelle-15

(10) L'avis de l'assemblée à l'ordre du jour

de laquelle des questions spéciales sont inscrites

Business

(9) All business transacted at a special meeting of members and all business transacted 15 jour des assemblées extraordinaires ou annuelat an annual meeting of members, except consideration of the financial statements, public accountant's report, election of directors and reappointment of the incumbent public accountant, is special business. 20 trateurs.

Questions spéciales

Notice of business

- (10) Notice of a meeting of members at which special business is to be transacted shall
 - (a) state the nature of that business in sufficient detail to permit a member to form a reasoned judgment on the business; and
 - (b) state the text of any special resolution to be submitted to the meeting.

énonce leur nature, avec suffisamment de détails 20 pour permettre aux membres de se former une 25 opinion éclairée sur celles-ci, et reproduit le texte de toute résolution extraordinaire qui sera soumise à l'assemblée.

164. (1) Le membre habile à voter lors 25 Proposition d'un d'une assemblée annuelle peut:

Right to submit and discuss

- 164. (1) A member entitled to vote at an annual meeting of members may
 - (a) submit to the corporation notice of any 30 matter that the member proposes to raise at the meeting, referred to in this section as a "proposal"; and
 - (b) discuss at the meeting any matter with respect to which the member would have 35 been entitled to submit a proposal.
- a) donner avis à l'organisation des questions qu'il se propose de soulever, cet avis étant appelé « proposition » au présent article;
- b) discuter au cours de cette assemblée des 30 questions qui auraient pu faire l'objet de propositions de sa part.

Proposal set out

- (2) A corporation shall include the proposal in the notice of meeting required under section 163.
- (2) L'organisation fait figurer les propositions dans l'avis de l'assemblée prévu à l'article

Inclusion des propositions

Supporting

(3) If so requested by the member who 40 submits a proposal, the corporation shall include in the notice of meeting a statement in support of the proposal by the member and the name and address of the member. The statement and the proposal shall together not exceed the 45 dépasser le nombre de mots réglementaire. prescribed maximum number of words.

(3) À la demande du membre qui a présenté la proposition, l'organisation joint à l'avis de l'assemblée un exposé à l'appui de sa proposition, ainsi que les nom et adresse du membre. L'exposé et la proposition ne doivent pas 40

Exposé à l'appui de la proposition

Paiement des

Candidatures -

Payment

(4) The member who submitted the proposal shall pay any cost of including the proposal and any statement in the notice of the meeting at which the proposal is to be presented, unless it is otherwise provided in the by-laws or in an ordinary resolution of the members present at the meeting.

Proposal nominating directors

Exception

- (5) A proposal may include nominations for the election of directors if the proposal is signed by not less than the prescribed percentage of the 10 si elle est signée par le pourcentage réglemenmembers of a class or group of members of the corporation entitled to vote at the meeting at which the proposal is to be presented or any lesser number of members as provided in the by-laws, but this subsection does not preclude 15 règlements administratifs; le présent paragraphe nominations made at a meeting of members.
- (6) A corporation is not required to comply with subsections (2) and (3) if
 - (a) the proposal is not submitted to the corporation within the prescribed period;
 - (b) it clearly appears that the primary purpose of the proposal is to enforce a personal claim or redress a personal grievance against the corporation or its directors, officers, members or debt obligation holders; 25
 - (c) it clearly appears that the proposal does not relate in a significant way to the activities or affairs of the corporation;
 - (d) not more than the prescribed period before the receipt of the proposal, the 30 member failed to present — in person or, if authorized by the by-laws, by proxy — at a meeting of members, a proposal that at the member's request had been included in a notice of meeting; 35
 - (e) substantially the same proposal was submitted to members in a notice of a meeting of members held not more than the prescribed period before the receipt of the proposal and did not receive the prescribed 40 minimum amount of support at the meeting;
 - (f) the rights conferred by this section are being abused to secure publicity.

- (4) Le membre qui a présenté la proposition paie le coût d'inclusion de celle-ci et de tout exposé accompagnant l'avis de l'assemblée à laquelle la proposition sera présentée, sauf si 5 d'autres règles relatives au paiement sont fixées par règlement administratif ou adoptées par résolution ordinaire des membres présents à l'assemblée.
 - (5) La proposition peut faire état des candidatures en vue de l'élection des administrateurs 10 élection des administrateurs taire des membres d'une catégorie ou d'un groupe ayant le droit de vote lors de l'assemblée à laquelle elle doit être présentée ou par le nombre inférieur de membres prévu par les 15 n'a pas pour effet d'interdire la présentation de candidatures au cours de l'assemblée.
 - (6) L'organisation n'est pas tenue de se conformer aux paragraphes (2) et (3) dans les 20 cas suivants:

Exceptions

- a) la proposition ne lui a pas été soumise au cours de la période réglementaire;
- b) il apparaît que la proposition a pour objet principal de faire valoir, contre l'organisation 25 ou ses administrateurs, dirigeants, membres ou détenteurs de ses titres de créance, une réclamation personnelle ou d'obtenir d'eux la réparation d'un grief personnel;
- c) il apparaît que la proposition n'est pas liée 30 de façon importante aux activités ou aux affaires internes de l'organisation;
- d) au cours de la période réglementaire précédant la réception de sa proposition, le membre — ou son fondé de pouvoir si les 35 règlements administratifs l'autorisent — avait omis de présenter, à une assemblée, une proposition que, à sa demande, l'organisation avait fait figurer dans un avis d'assemblée;
- e) une proposition à peu près identique 40 figurant dans un avis d'assemblée a été présentée aux membres à une assemblée tenue au cours de la période réglementaire précédant la réception de la proposition et n'a pas reçu l'appui nécessaire prévu par règle-45 ment:

Immunity

(7) No corporation or person acting on its behalf incurs any liability by reason only of complying with this section.

Notice of refusal

(8) If a corporation refuses to include a proposal in a notice of meeting, it shall, within the prescribed period after the day on which it receives the proposal, notify in writing the member submitting the proposal of its intention to omit it from the notice of meeting and of the reasons for the refusal. 10

Member may apply to court

(9) On the application of a member submitting a proposal who is aggrieved by the refusal, a court may restrain the holding of the meeting at which the proposal is sought to be presented and make any further order that it thinks fit.

Corporation's application to court

(10) On the application of the corporation or any other person aggrieved by a proposal, a court may, if it is satisfied that subsection (6) applies, make an order permitting the corporation to omit the proposal from the notice of 20 proposition, autoriser l'organisation à ne pas la meeting and may make any further order that it thinks fit.

Director entitled to notice

(11) An applicant under subsection (9) or (10) shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear 25 au directeur; celui-ci peut comparaître en and be heard in person or by counsel.

Quorum set in by-laws

165. (1) The by-laws may set out the quorum for a meeting of members, but the quorum set out shall be in conformity with any prescribed requirements.

Ouorum in any

(2) If the by-laws do not set out such a quorum, the quorum is a majority of members entitled to vote at the meeting.

Opening quorum sufficient

(3) If a quorum is present at the opening of a meeting of members, the members present may, 35 administratifs, il suffit que le quorum soit atteint unless the by-laws otherwise provide, proceed with the business of the meeting, even if a quorum is not present throughout the meeting.

Adjournment

(4) If a quorum is not present at the opening of a meeting of members, the members present 40 semblée, les membres présents ne peuvent may adjourn the meeting to a fixed time and place but may not transact any other business.

- f) dans un but de publicité, il y a abus des droits que confère le présent article.
- (7) L'organisation ou la personne agissant en son nom n'engagent pas leur responsabilité en agissant conformément au présent article.

Immunité

(8) L'organisation qui a l'intention de refuser 5 de joindre une proposition à l'avis d'assemblée en donne un avis motivé, dans le délai réglementaire suivant la réception de la proposition, au membre qui l'a soumise.

Avis de refus

(9) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du membre qui subit un préjudice par suite du refus de l'organisation au titre du paragraphe (8), empêcher la tenue de l'assem-15 blée à laquelle la proposition devait être 15 présentée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Demande de l'auteur de la proposition

(10) S'il est convaincu que le paragraphe (6) s'applique, le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de l'organisation ou toute autre 20 personne qui subit un préjudice en raison de la joindre à l'avis d'assemblée et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Demande de

- (11) L'auteur de la demande présentée au 25 Avis au directeur titre des paragraphes (9) ou (10) en donne avis personne ou par ministère d'avocat.
- 165. (1) Les règlements administratifs peuvent fixer le quorum des assemblées, qui doit 30 être conforme à toutes exigences réglementai-30 res.
 - (2) À défaut, la majorité des membres habiles à voter à l'assemblée constitue le quorum.

Quorum en l'absence de précisions

(3) Sauf disposition contraire des règlements à l'ouverture de l'assemblée pour que les membres puissent délibérer.

Atteinte du quorum à l'ouverture

(4) Faute de quorum à l'ouverture de l'as-40 Ajournement délibérer que sur son ajournement aux date, heure et lieu qu'ils fixent.

Assemblée tenue

par un seul

membre

One member meeting

(5) If a corporation has only one member, or only one member in any class or group of members, the member present in person or who submits a vote that meets the requirements of section 172 constitutes a meeting.

Voting

166. (1) Subject to section 172 and the bylaws, voting at a meeting of members shall be by show of hands, except if a ballot is demanded by a member entitled to vote at the 10 meeting.

Ballot

(2) A member may demand a ballot either before or after any vote by show of hands.

Electronic voting

(3) Despite subsection (1), unless the bylaws otherwise provide, any vote referred to in the regulations, if any, entirely by means of a telephonic, an electronic or other communication facility, if the corporation makes available such a communication facility.

Voting while participating electronically

(4) Unless the by-laws otherwise provide, 20 any person participating in a meeting of members under subsection 160(4) or (5) and entitled to vote at that meeting may vote, and that vote may be held, in accordance with the electronic or other communication facility that the corporation has made available for that purpose.

Resolution in lieu of meeting

- **167.** (1) Except where a written statement is submitted by a director under subsection 132(1) 30 écrite présentée par l'un des administrateurs en or by a public accountant under subsection 188(4),
 - (a) a resolution in writing signed by all the members entitled to vote on that resolution at a meeting of members is as valid as if it had 35 been passed at a meeting of the members; and
 - (b) a resolution in writing dealing with all matters required by this Act to be dealt with at a meeting of members, and signed by all the members entitled to vote at that meeting, 40 satisfies all the requirements of this Act relating to meetings of members.

Filing resolution

(2) A copy of every resolution referred to in subsection (1) shall be kept with the minutes of the meetings of members.

(5) Si l'organisation n'a qu'un seul membre ou qu'un seul membre d'une catégorie ou d'un groupe, l'assemblée peut être tenue par le membre qui v assiste en personne ou se prévaut 5 de l'article 172.

5

166. (1) Sous réserve de l'article 172 et des règlements administratifs, le vote lors d'une assemblée se fait à main levée ou, à la demande de tout membre habile à voter, au scrutin secret.

Vote

- (2) Les membres peuvent demander un vote 10 Scrutin secret au scrutin secret avant ou après tout vote à main levée.
- (3) Malgré le paragraphe (1) et sauf disposition contraire des règlements administratifs, le that subsection may be held, in accordance with 15 vote mentionné à ce paragraphe peut être tenu, 15 conformément aux éventuels règlements, entièrement par tout moven de communication téléphonique, électronique ou autre mis à disposition par l'organisation.

Vote par tout moyen de communication

(4) Sauf disposition contraire des règlements 20 Vote en cas de administratifs, toute personne participant à une assemblée visée aux paragraphes 160(4) ou (5) et habile à y voter peut le faire; le vote peut être tenu, conformément aux éventuels règlements, regulations, if any, by means of the telephonic, 25 par tout moyen de communication téléphonique, 25 électronique ou autre mis à disposition par l'organisation à cette fin.

participation par tout moyen de communication

167. (1) À l'exception de la déclaration vertu du paragraphe 132(1) ou par l'expert-30 comptable en vertu du paragraphe 188(4), la résolution écrite, signée de tous les membres habiles à voter en l'occurrence lors de l'assemblée:

Résolution tenant lieu d'assemblée

- a) a la même valeur que si elle avait été 35 adoptée lors de l'assemblée;
- b) répond aux conditions de la présente loi relatives aux assemblées, si elle porte sur toutes les questions qui doivent, selon la présente loi, être inscrites à l'ordre du jour de 40 l'assemblée.
- (2) Un exemplaire des résolutions visées au paragraphe (1) est conservé avec les procès-45 verbaux des assemblées.

Dépôt de la résolution

Evidence

(3) Unless a ballot is demanded, an entry in the minutes of a meeting to the effect that the chairperson of the meeting declared a resolution to be carried or defeated is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the fact without proof of the number or proportion of the votes recorded in favour of or against the resolution.

Requisition of meeting

168. (1) The members of a corporation who be cast at a meeting of members sought to be held, or a lower percentage that is set out in the by-laws, may requisition the directors to call the meeting for the purposes stated in the requisi-15

Form

(2) The requisition referred to in subsection (1), which may consist of several documents of similar form each signed by one or more members, shall state the business to be transacted at the meeting and shall be sent to each 20 l'assemblée à tenir et est envoyée à chaque director and to the registered office of the corporation.

Directors calling meeting

- (3) On receiving the requisition referred to in subsection (1), the directors shall call a meeting of members to transact the business stated in the 25 des questions qui y sont énoncées, sauf dans requisition, unless
 - (a) a record date has been fixed under paragraph 162(1)(a);
 - (b) the directors have called a meeting of members and have given notice of the 30 meeting under section 163; or
 - (c) the business of the meeting as stated in the requisition includes matters described in paragraphs 164(6)(b) to (f).

Member calling meeting

Procedure

- (4) If the directors do not call a meeting 35 within the prescribed period after receiving the requisition referred to in subsection (1), any member who signed the requisition may call the meeting.
- (5) A meeting called under this section shall 40 be called as nearly as possible in the manner in which meetings are to be called under the bylaws and this Part.

(3) Sauf s'il v a demande de vote par scrutin. l'inscription au procès-verbal de l'assemblée précisant que le président a déclaré une résolution adoptée ou rejetée fait foi, sauf 5 preuve contraire, de ce fait, sans qu'il soit 5 nécessaire de prouver le nombre ou la proportion des votes en faveur de cette résolution ou contre elle.

168. (1) Les membres qui détiennent le hold the prescribed percentage of votes that may 10 pourcentage de votes prévu par règlement, ou 10 convocation d'une assemblée le pourcentage inférieur prévu par les règlements administratifs, peuvent exiger des administrateurs la convocation d'une assemblée aux fins énoncées dans leur requête.

Requête visant la

(2) La requête, qui peut consister en plu- 15 Forme et sieurs documents de forme analogue signés chacun par au moins un des membres, énonce les questions inscrites à l'ordre du jour de administrateur ainsi qu'au siège de l'organisa-20 tion.

(3) Les administrateurs convoquent l'assemblée dès réception de la requête pour délibérer l'un ou l'autre des cas suivants: 25

Convocation de l'assemblée par administrateurs

requête

- a) une date de référence a été fixée en vertu de l'alinéa 162(1)a);
- b) ils ont déjà convoqué une assemblée et donné l'avis prévu à l'article 163;
- c) les questions à l'ordre du jour énoncées 30 dans la requête portent notamment sur les cas visés aux alinéas 164(6)b) à f).
- (4) Faute par les administrateurs de convoquer l'assemblée dans le délai réglementaire suivant la réception de la requête, tout signataire 35 de celle-ci peut le faire.

Convocation de l'assemblée par les membres

(5) L'assemblée doit être convoquée, autant que possible, d'une manière conforme aux règlements administratifs et à la présente partie. Procédure

Reimbursement

(6) Unless the members otherwise resolve at a meeting called under subsection (4), the corporation shall reimburse the members for the expenses reasonably incurred by them in requisitioning, calling and holding the meeting.

(6) Sauf adoption par les membres d'une résolution à l'effet contraire lors d'une assemblée convoquée en vertu du paragraphe (4), l'organisation rembourse aux membres les 5 dépenses normales qu'ils ont prises en charge 5 pour exiger, convoquer et tenir l'assemblée.

169. (1) S'il l'estime à propos, notamment

administratifs et la présente loi est pratiquement 10

lorsque la convocation régulière d'une assem-

blée ou la tenue de celle-ci selon les règlements

demande d'un administrateur, d'un membre

habile à voter ou du directeur, prévoir la

convocation et la tenue d'une assemblée

conformément à ses directives.

Remboursement

Meeting called by court

- 169. (1) A court, on the application of a director, a member who is entitled to vote at a meeting of members or the Director, may order a meeting of a corporation to be called, held and conducted in the manner that the court directs, if 10 impossible, le tribunal peut, par ordonnance, sur
 - (a) it is not practicable to call the meeting within the time or in the manner in which it is otherwise to be called:
 - (b) it is not practicable to conduct the meeting in the manner required by this Act 15 or the by-laws; or
 - (c) the court thinks that the meeting should be called, held and conducted within the time or in the manner that it directs for any other 2.0

(2) Sans préjudice du caractère général du paragraphe (1), le tribunal peut, à l'occasion

d'une assemblée convoquée et tenue au titre du

présent article, ordonner la modification ou la

25 dispense du quorum exigé par les règlements 20

administratifs ou la présente loi.

Modification du

Varying quorum

(2) Without restricting the generality of subsection (1), the court may order that the quorum required by the by-laws or this Act be varied or dispensed with at a meeting called. held and conducted under this section.

(3) A meeting called, held and conducted under this section is for all purposes a meeting of members of the corporation duly called, held and conducted.

(3) L'assemblée convoquée et tenue au titre du présent article est, à toutes fins, régulière.

Validité de l'assemblée

Court review of election

Valid meeting

170. (1) A corporation or a member or 30 director may apply to a court to determine any controversy with respect to an election or appointment of a director or public accountant of the corporation.

170. (1) L'organisation ou tout membre ou administrateur peut demander au tribunal de 25 tribunal trancher tout différend relatif à l'élection d'un administrateur ou à la nomination d'un expertcomptable.

Pouvoirs du

Powers of court

- (2) On an application under this section, the 35 court may make
 - (a) an order restraining a director or public accountant whose election or appointment is challenged from acting pending determination of the dispute;
 - (b) an order declaring the result of the disputed election or appointment;
- (2) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée en vertu du présent article : 30 tribunal
 - a) enjoindre à l'administrateur ou à l'expertcomptable dont l'élection ou la nomination est contestée de s'abstenir d'agir jusqu'au règlement du litige;
 - b) proclamer le résultat de l'élection ou de la 35 nomination litigieuse;

Convocation de l'assemblée par le tribunal

15

quorum

Révision par le

5

- (c) an order requiring a new election or appointment, and including in the order directions for the management of the activities and affairs of the corporation until a new election is held or appointment made;
- (d) an order determining the voting rights of members and of persons claiming to hold memberships; and
- (e) any other order that it thinks fit.

Unanimous agreement

171. (1) An otherwise lawful written agree- 10 ment among all the members of a corporation that is not a soliciting corporation, or among all the members and one or more persons who are not members, that restricts, in whole or in part, the powers of the directors to manage, or 15 tout ou en partie, les pouvoirs des adminissupervise the management of, the activities and affairs of the corporation is valid.

Declaration by sole member

(2) A written declaration of the sole member of a corporation that similarly restricts the directors' powers is valid.

Constructive party

(3) A person who becomes a member of a corporation that is subject to a unanimous member agreement is deemed to be a party to the agreement.

When no notice given

(4) If notice is not given to a member of the 25 existence of a unanimous member agreement, in the manner referred to in subsection 43(2) or otherwise, the member may, no later than the prescribed period after they become aware of the existence of the agreement, rescind the 30 sance de son existence, annuler toute opération transaction by which they acquired the membership and, within that period, the member is entitled to the return of any amount paid in respect of the membership.

Rights of member

(5) To the extent that a unanimous member 35 agreement restricts the powers of the directors to manage, or supervise the management of, the activities and affairs of the corporation, parties to the agreement who are given that power to manage or supervise the management of the 40 auxquelles est conféré ce pouvoir sont investies activities and affairs of the corporation have all the rights, powers, duties and liabilities of a director of the corporation, whether they arise under this Act or otherwise, including any

- c) ordonner une nouvelle élection ou une nouvelle nomination en donnant des directives pour la conduite, dans l'intervalle, des activités et des affaires internes de l'organisation;
- d) préciser les droits de vote des membres et des personnes prétendant détenir des adhésions:
- e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée. 10

171. (1) Est valide, si elle est par ailleurs licite, la convention écrite conclue par tous les membres de l'organisation qui n'est pas une organisation ayant recours à la sollicitation, soit entre eux, soit avec des tiers, qui restreint, en 15 trateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion.

Convention unanime des

- (2) Est également valide la déclaration écrite 20 Déclaration du de l'unique membre de l'organisation qui 20 restreint, en tout ou en partie, les mêmes pouvoirs.
 - (3) Quiconque devient membre d'une organisation visée par une convention unanime des 25 membres est réputé être partie à celle-ci.

Fiction

membre unique

Personne non

l'existence de la

avisée de

- (4) La personne qui n'est pas avisée de l'existence de la convention unanime des membres par une mention ou un renvoi visés au paragraphe 43(2) ou autrement peut, dans le 30 délai réglementaire après avoir pris connaispar laquelle elle a adhéré à l'organisation et obtenir le remboursement des sommes payées à 35 titre de membre.
- (5) Dans la mesure où la convention unanime des membres restreint le pouvoir des administrateurs de gérer les activités et les affaires internes de l'organisation ou d'en surveiller la gestion, les parties à la convention 40 de toutes les attributions et responsabilités des administrateurs qui découlent de la présente loi ou d'une autre source et peuvent se prévaloir des moyens de défense ouverts à ces derniers, 45

Attributions et des parties à la defences available to the directors, and the directors are relieved of their rights, powers, duties and liabilities, including their liabilities under section 147, to the same extent.

Discretion of members

- (6) Nothing in this section prevents members 5 from fettering their discretion when exercising the powers of directors under a unanimous member agreement.
- lités, notamment de celle visée à l'article 147.
 - (6) Le présent article n'empêche pas les membres de restreindre leur pouvoir discrétion-

Pouvoir 5 discrétionnaire restreint

No absentee

(7) Members that are party to a unanimous member agreement may not vote in accordance 10 unanime ne peuvent voter d'une façon visée à 10 with section 172 when exercising the authority delegated to them under the agreement.

Termination

(8) If the unanimous member agreement does not provide for its termination, the special resolution.

Absentee voting

172. (1) The by-laws of a corporation may provide for any prescribed methods of voting by members not in attendance at a meeting of members. If the by-laws so provide, they shall 20 set out procedures for collecting, counting and reporting the results of any vote.

Application for

(2) On application of the corporation, the Director may authorize the corporation, on any terms that the Director thinks fit, to permit 25 indiquées, autoriser celle-ci à permettre à ses members to vote by any method if the Director reasonably believes that the members and the corporation will not be prejudiced.

PART 11

FINANCIAL DISCLOSURE

Annual financial statements

- 173. (1) The directors of a corporation shall place before the members at every annual 30 membres, à l'assemblée annuelle: meeting
 - (a) prescribed comparative financial statements that conform to any prescribed requirements and relate separately to
 - (i) the period that began on the date the 35 corporation came into existence and ended not more than six months before the annual meeting or, if the corporation has completed a financial year, the period that

naire dans l'exercice, au titre d'une convention unanime des membres, des pouvoirs des administrateurs. (7) Les membres liés par une convention

qui sont déchargés, dans la même mesure, de

leurs attributions comme de leurs responsabi-

Réserve l'article 172 lorsqu'ils exercent un pouvoir qui

(8) Les membres peuvent mettre fin à la convention unanime de la facon qui v est prévue members may terminate the agreement by a 15 ou, si elle n'en prévoit aucune, par résolution 15 extraordinaire.

leur est délégué au titre de la convention.

Fin de la convention unanime

Vote des membres absents

- 172. (1) Les règlements administratifs peuvent prévoir une ou plusieurs méthodes réglementaires selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à une assemblée sont autorisés 20 à voter; dans un tel cas, ils prévoient la procédure relative à la collecte des voix, au dépouillement du scrutin et à la proclamation des résultats du vote.
- (2) Le directeur peut, sur demande de 25 Demande d'autorisation l'organisation et selon les modalités qu'il estime membres de voter de quelque façon que ce soit, s'il estime que cela ne portera préjudice ni aux membres ni à l'organisation. 30

PARTIE 11

PRÉSENTATION DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE FINANCIER

173. (1) Les administrateurs présentent aux

États financiers annuels

35

- a) les états financiers comparatifs exigés par les règlements, établis conformément à ceuxci et couvrant séparément:
 - (i) la période se terminant six mois au plus avant l'assemblée et ayant commencé à la date soit de création de l'organisation, soit, si elle a déjà été en activité durant un exercice complet, de la fin de cet exercice, 40
 - (ii) l'exercice précédent;

began immediately after the end of the last completed financial year and ended not more than six months before the annual meeting, and

- (ii) the immediately preceding financial 5
- (b) the report of the public accountant, if any; and
- (c) any further information respecting the financial position of the corporation and the 10 results of its operations required by the articles, the by-laws or any unanimous member agreement.

Exception

(2) Despite paragraph (1)(a), the financial may be omitted if the reason for the omission is set out in the financial statements, or in a note to those statements, to be placed before the members at an annual meeting.

Application for exemption

174. On the application of a corporation, the 20 Director may exempt the corporation, on any terms that the Director thinks fit, from any requirement in this Part if the Director reasonably believes that the detriment that may be caused to the corporation by the requirement 25 l'organisation qui découlent du respect de outweighs its benefit to the members or, in the case of a soliciting corporation, the public.

Consolidated statements

175. (1) A corporation shall keep at its registered office a copy of the financial statements of each of its subsidiaries and of each 30 ses filiales et de chaque personne morale dont body corporate the accounts of which are consolidated in the financial statements of the corporation.

Examination

(2) Members of a corporation and their ine the statements referred to in subsection (1) during the corporation's usual business hours and make copies or take extracts free of charge.

Barring examination

(3) On the application of a corporation made within the prescribed period after a request to 40 par l'organisation dans le délai réglementaire examine under subsection (2), a court may, if it is satisfied that the examination would be

- b) le rapport de l'expert-comptable, s'il a été
- c) tous renseignements sur la situation financière de l'organisation et le résultat de ses activités qu'exigent les statuts, les règlements 5 administratifs ou toute convention unanime des membres.

(2) Par dérogation à l'alinéa (1)a), il n'est Exception statements referred to in subparagraph (1)(a)(ii) 15 pas nécessaire de présenter les états financiers visés au sous-alinéa (1)a)(ii) si le motif en est 10 donné dans les états financiers - ou une note annexée à ceux-ci — présentés aux membres à l'assemblée annuelle.

- 174. Le directeur peut, sur demande de Demande: nonl'organisation, soustraire celle-ci, aux condi- 15 exécution des obligations tions qu'il estime indiquées, à toute obligation prévue par la présente partie s'il a de bonnes raisons de croire que les inconvénients pour l'obligation l'emportent sur les avantages qui 20 en résultent pour les membres ou, dans le cas de l'organisation ayant recours à la sollicitation, sur les avantages qui en résultent pour le public.
- 175. (1) L'organisation conserve à son siège un exemplaire des états financiers de chacune de 25 consolidés les comptes sont consolidés dans ses propres états financiers.

États financiers

Examen par les

- (2) Les membres ainsi que leurs représenpersonal representatives may on request exam-35 tants personnels peuvent, sur demande, exami-30 membres ner les états financiers visés au paragraphe (1) et en prendre des copies ou extraits sans frais pendant les heures normales d'ouverture des bureaux de l'organisation.
 - (3) Le tribunal, saisi d'une requête présentée 35 Interdiction
 - suivant la demande faite en vertu du paragraphe (2), peut, par ordonnance, interdire l'examen s'il

detrimental to the corporation or a subsidiary, bar the right to examine and make any further order that it thinks fit.

Notice to

(4) A corporation shall give the Director and the person asking to examine under subsection (2) notice of an application under subsection (3), and the Director and the person may appear and be heard in person or by counsel.

Copies to members

176. (1) A corporation, within the preof the documents referred to in subsection 173(1) or a copy of a publication of the corporation reproducing the information contained in the documents or summary to each declines to receive such documentation. A corporation that sends a summary to a member shall also inform that member of the procedure for obtaining a copy of the documents free of charge.

Notice

(2) A corporation, instead of sending the documentation referred to in subsection (1), may, if the by-laws so provide, give members notice in the manner referred to in section 163 173(1) are available at the registered office of the corporation and that any member may, on request, obtain a copy free of charge at the office or by prepaid mail.

Copies to Director

- **177.** (1) A soliciting corporation shall send a 30 copy of the documents referred to in subsection 173(1) to the Director
 - (a) not less than the prescribed period before each annual meeting of members, or without delay after a resolution referred to in para-35 graph 167(1)(b) is signed; and
 - (b) in any event within the prescribed period after the preceding annual meeting should have been held or a resolution in lieu of the meeting should have been signed, but no later 40 than the prescribed period after the end of the corporation's preceding financial year.

est convaincu qu'il serait préjudiciable à l'organisation ou à une filiale et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

(4) L'organisation donne avis de toute re-5 quête présentée au titre du paragraphe (3) au 5 et à l'intéressé directeur et à toute personne qui demande l'examen prévu au paragraphe (2); ceux-ci peuvent comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au directeur

membres

176. (1) L'organisation envoie, au cours de 10 Copies aux scribed period, shall send a copy or summary 10 la période réglementaire, à tous ses membres qui n'y ont pas renoncé par écrit, une copie ou un sommaire des documents visés au paragraphe 173(1) ou une copie de la publication de l'organisation reproduisant l'information conte- 15 member, other than a member who, in writing, 15 nue dans ces documents ou leur sommaire. Elle les informe également de la manière d'obtenir sans frais une copie des documents complets dont ils n'ont reçu que le sommaire.

20

- (2) Plutôt que d'envoyer la documentation 20 Avis visée au paragraphe (1), l'organisation peut, si les règlements administratifs l'y autorisent, aviser les membres de la manière prévue à that the documents referred to in subsection 25 l'article 163 que les documents visés au paragraphe 173(1) peuvent être obtenus au 25 siège de l'organisation et que tout membre peut, sur demande et sans frais, en recevoir une copie au siège ou s'en faire envoyer une copie par courrier affranchi.
 - 177. (1) L'organisation ayant recours à la 30 Copies au directeur sollicitation envoie au directeur copie des documents visés au paragraphe 173(1):
 - a) avant chaque assemblée annuelle, selon les modalités de temps prévues par règlement, ou sans délai après la signature de la 35 résolution qui en tient lieu en vertu de l'alinéa 167(1)b);
 - b) en tout état de cause, dans le délai réglementaire qui suit la date à laquelle la dernière assemblée aurait dû être tenue ou la 40 date à laquelle aurait dû être signée la résolution en tenant lieu, mais au plus tard à l'expiration de la période réglementaire qui suit la fin de chaque exercice.

Subsidiary corporation exception

- (2) A subsidiary corporation is not required to comply with this section if
 - (a) the financial statements of its holding corporation are in consolidated or combined form and include the accounts of the 5 subsidiary; and
 - (b) the consolidated or combined financial statements of the holding corporation are included in the documents sent to the Director by the holding corporation in 10 compliance with this section.

Copies to Director **178.** A corporation shall, at the request of the Director, furnish the Director with a copy of the documents referred to in subsection 173(1).

Approval of financial statements

179. (1) The directors of a corporation shall 15 approve the financial statements referred to in section 173 and the approval shall be evidenced by the manual signature of one or more directors or a facsimile of the signatures reproduced in the statements.

Condition precedent

- (2) A corporation shall not issue, publish or circulate copies of the financial statements referred to in section 173 unless the financial statements are
 - (a) approved and signed in accordance with 25 subsection (1); and
 - (b) accompanied by the report of the public accountant of the corporation, if any.

PART 12

PUBLIC ACCOUNTANT

Definition of "designated corporation"

- 180. In this Part, "designated corporation" means
 - (a) a soliciting corporation that has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount or that is deemed to have such revenues under paragraph 191(a); 35 and
 - (b) a non-soliciting corporation that has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount.

(2) Les filiales qui sont des organisations ne sont pas tenues de se conformer au présent article si :

a) d'une part, leurs états financiers sont inclus dans ceux de l'organisation mère 5 présentés sous forme consolidée ou cumulée;

b) d'autre part, ces états financiers de l'organisation mère figurent dans les documents envoyés au directeur en conformité avec le présent article.

178. Toute organisation fournit copie des documents visés au paragraphe 173(1) au directeur chaque fois qu'il en fait la demande.

Copies au directeur

10

179. (1) Les administrateurs approuvent les états financiers visés à l'article 173; l'approba- 15 tion est attestée par la signature — ou sa reproduction mécanique, notamment sous forme d'imprimé — d'au moins l'un d'eux.

Approbation des états financiers

(2) L'organisation ne peut publier ou diffuser ces états financiers que s'ils ont été approuvés et 20 préalable signés conformément au paragraphe (1) et s'ils sont accompagnés du rapport de l'expert-comptable, s'il a été établi.

PARTIE 12

EXPERT-COMPTABLE

180. Dans la présente partie, « organisation 30 désignée » s'entend :

Définition de 25 « organisation désignée »

- a) de l'organisation ayant recours à la sollicitation dont les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire, ou qui est réputée avoir eu de tels revenus en 30 application de l'alinéa 191a);
- b) de l'organisation n'ayant pas recours à la sollicitation dont les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire.

15

Oualités requises

pour être expert-

comptable

Oualification of public accountant

- **181.** (1) In order to be a public accountant of a corporation, a person shall
 - (a) be a member in good standing of an institute or association of accountants incorporated by or under an Act of the legislature 5 of a province;
 - (b) meet any qualifications under an enactment of a province for performing any duty that the person is required to perform under sections 189 to 192; and
 - (c) subject to subsection (6), be independent of the corporation, any of its affiliates, or the directors or officers of the corporation or its affiliates.

181. (1) L'expert-comptable d'une organisation est membre en règle d'un institut ou d'une association de comptables constitués en personne morale sous le régime d'une loi provinciale, possède les qualifications requises, le cas 5 échéant, en vertu d'une loi ou d'un règlement provincial pour exercer ses attributions aux termes des articles 189 à 192 et, sous réserve du paragraphe (6), est indépendant de l'organisation, des personnes morales de son groupe ou de 10 10 leurs administrateurs ou dirigeants.

Independence

- (2) For the purposes of this section,
- (a) independence is a question of fact; and
- (b) a person is deemed not to be independent if that person or their business partner
 - (i) is a business partner, a director, an officer or an employee of the corporation 20 or any of its affiliates, or is a business partner of any director, officer or employee of the corporation or any of its affiliates,
 - (ii) beneficially owns or controls, directly or indirectly, a material interest in the debt 25 obligations of the corporation or any of its affiliates, or
 - (iii) has been a receiver, receiver-manager, sequestrator, liquidator or trustee in bankruptcy of the corporation or any of its 30 affiliates within two years before the person's proposed appointment as public accountant of the corporation.

Rusiness partners

(3) For the purposes of subsection (2), a person's business partner includes a shareholder 35 assimilés aux associés d'une personne ses or member of that person.

Duty to resign

(4) A public accountant who becomes disqualified under this section shall, subject to subsection (6), resign immediately after becoming aware of the disqualification.

(2) Pour l'application du présent article :

Indépendance

- a) l'indépendance est une question de fait;
- b) est réputé ne pas être indépendant la personne ou son associé qui:
 - (i) est associé, administrateur, dirigeant ou employé de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe ou est associé de leurs administrateurs, dirigeants ou 20 employés,
 - (ii) est le véritable propriétaire ou détient, directement ou indirectement, le contrôle d'une partie importante des titres de créance de l'organisation ou de l'une des personnes morales de son groupe, 25
 - (iii) a été séquestre, séquestre-gérant, liquidateur ou syndic de faillite de l'organisation ou d'une personne morale de son groupe dans les deux ans précédant la proposition de sa nomination à titre 30 d'expert-comptable.
- (3) Pour l'application du paragraphe (2), sont actionnaires et ses membres.
- (4) L'expert-comptable se démet, sous ré-35 Obligation de serve du paragraphe (6), dès qu'à sa connaissance il ne possède plus les qualités requises par 40 le présent article.

Associé

Destitution

dispense

Disqualification

(5) On the application of an interested person, a court may make an order declaring a public accountant to be disqualified under this section and the office of public accountant to be vacant.

40

estime indiquées.

20 ment au paragraphe (1).

Relieving order

(6) On the application of an interested person, a court may, if it is satisfied that the order would not unfairly prejudice the members of the corporation, make an order on any terms that it thinks fit relieving a public accountant 10 faire à toute exigence prévue par le paragraphe from meeting any requirement under subsection (1). The order may have retroactive effect.

(6) S'il est convaincu de ne pas causer un 5 Demande de

(5) Le tribunal peut, par ordonnance, sur

demande de tout intéressé, déclarer la destitu-

tion de l'expert-comptable aux termes du

préjudice injustifié aux membres, le tribunal

peut, par ordonnance, sur demande de tout

intéressé, dispenser l'expert-comptable de satis-

(1), même rétroactivement, aux conditions qu'il 10

182. (1) Sous réserve de l'article 183, les

expert-comptable dont le mandat expirera à la 15

(2) L'expert-comptable nommé en vertu de

l'article 128 peut également l'être conformé-

membres nomment, par voie de résolution

clôture de l'assemblée annuelle suivante.

25 jusqu'à la nomination de son successeur.

présent article et la vacance de son poste.

Appointment of accountant

182. (1) Subject to section 183, members of a corporation shall, by ordinary resolution, at each annual meeting, appoint a public account- 15 ordinaire, à chaque assemblée annuelle, un ant to hold office until the close of the next annual meeting.

Nomination de l'expertcomptable

Eligibility

(2) A public accountant appointed under section 128 is eligible for appointment under subsection (1).

Admissibilité

Incumbent public accountant

(3) If a public accountant is not appointed at a meeting of members and if no resolution is taken under section 183, the incumbent public accountant continues in office until a successor is appointed.

(3) À défaut de nomination de l'expert- 20 Expertcomptable en comptable lors d'une assemblée et de résolution prise en vertu de l'article 183, l'expertcomptable en fonctions poursuit son mandat

Remuneration

(4) The remuneration of a public accountant may be fixed by ordinary resolution of the members or, if not so fixed, shall be fixed by the directors.

(4) La rémunération de l'expert-comptable 25 Rémunération est fixée par résolution ordinaire des membres ou, à défaut, par les administrateurs.

Dispensing with accountant

183. (1) Members of a designated corpora-30 tion may resolve not to appoint a public accountant, but the resolution is not valid unless all the members entitled to vote at an annual meeting of members consent to the resolution.

tion, de ne pas nommer d'expert-comptable, 30 mais la résolution n'est valide que si elle recueille le consentement de tous les membres habiles à voter lors d'une assemblée annuelle.

Validity of resolution

(2) The resolution is valid until the following 35 annual meeting of members.

(2) La résolution n'est valide que jusqu'à Durée de validité 35 de la résolution l'assemblée annuelle suivante.

Ceasing to hold

- 184. (1) A public accountant of a corporation ceases to hold office when the public accountant
- 184. (1) Le mandat de l'expert-comptable prend fin s'il décède, démissionne ou est révoqué en vertu de l'article 185.

183. (1) Les membres d'une organisation

désignée peuvent décider, par voie de résolu-

(a) dies or resigns; or

Fin du mandat

Dispense

(b) is removed under section 185.

Effective date of

(2) A resignation of a public accountant becomes effective at the time a written resignation is sent to the corporation or at the time specified in the resignation, whichever is later.

Removal of public accountant

185. (1) The members of a corporation may 5 by ordinary resolution at a special meeting remove a public accountant from office, other than a public accountant appointed by a court under section 187.

Vacancy

(2) A vacancy created by the removal of a 10 public accountant may be filled at the meeting at which the public accountant is removed or, if not so filled, may be filled under section 186.

Filling vacancy

186. (1) Subject to subsection (3), the direcoffice of public accountant.

Calling meeting

(2) If there is not a quorum of directors, the directors then in office shall, within the prescribed period after a vacancy in the office meeting of members to fill the vacancy and, if they fail to call a meeting or if there are no directors, the meeting may be called by any member.

Members filling vacancy

(3) The articles of a corporation may provide 25 that a vacancy in the office of public accountant shall only be filled by vote of the members.

Unexpired term

(4) A public accountant appointed to fill a vacancy holds office for the unexpired term of the public accountant's predecessor.

Court-appointed accountant

187. (1) If a corporation does not have a public accountant, a court may, on the application of a member or the Director, appoint and fix the remuneration of a public accountant, who appointed by the members.

Exception

(2) Subsection (1) does not apply if the members have resolved under section 183 not to appoint a public accountant.

Right to attend meeting

188. (1) The public accountant is entitled to 40 attend a meeting of members at the expense of the corporation and be heard on matters relating to the public accountant's duties.

Duty to attend and answer questions

(2) If a director or member, whether or not gives written notice not less than the prescribed

(2) La démission de l'expert-comptable prend effet à la date où il en informe par écrit l'organisation ou à la date indiquée si elle est postérieure.

Prise d'effet de la démission

185. (1) Les membres peuvent, par résolution ordinaire adoptée lors d'une assemblée extraordinaire, révoquer tout expert-comptable qui n'a pas été nommé par le tribunal en vertu de l'article 187.

5 Révocation de comptable

- (2) La vacance créée par la révocation de 10 Vacance l'expert-comptable peut être comblée lors de l'assemblée qui a prononcé la révocation ou, à défaut, conformément à l'article 186.
- 186. (1) Sous réserve du paragraphe (3), les Manière de tors shall immediately fill a vacancy in the 15 administrateurs comblent immédiatement toute 15 combler la vacance du poste d'expert-comptable.
- (2) À défaut de quorum au conseil d'admi-Convocation d'une assemblée nistration, les administrateurs en fonctions convoquent, dans le délai réglementaire suivant of public accountant occurs, call a special 20 le moment où le poste d'expert-comptable 20 devient vacant, une assemblée extraordinaire en vue de combler cette vacance; en cas d'inaction ou en l'absence d'administrateurs, tout membre peut convoquer cette assemblée.

(3) Les statuts de l'organisation peuvent 25 Vote des membres prévoir que la vacance ne peut être comblée que par un vote des membres.

(4) L'expert-comptable nommé afin de combler une vacance poursuit jusqu'à son expiration 30 le mandat de son prédécesseur. 30

Mandat non expiré

> Nomination iudiciaire

187. (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre ou du directeur, nommer un expertcomptable pour l'organisation qui n'en a pas et fixer sa rémunération; le mandat de cet expertholds office until a public accountant is 35 comptable se termine à la nomination de son 35 successeur par les membres.

> (2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas si les membres ont décidé, en vertu de l'article 183, de ne pas nommer d'expert-comptable.

Exception

- 188. (1) L'expert-comptable peut assister 40 Droit d'assister aux assemblées aux assemblées aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu sur toute question relevant de ses fonctions.
- (2) L'expert-comptable ou ses prédécesseurs, Obligations the member is entitled to vote at the meeting, 45 à qui l'un des administrateurs ou un membre 45 habile ou non à voter donne un avis écrit avant

period before a meeting of members to the public accountant or a former public accountant of the corporation, the public accountant or former public accountant shall attend the meeting at the expense of the corporation and answer 5 questions relating to their duties.

la tenue d'une assemblée, selon les modalités de temps prévues par règlement, assistent à cette assemblée aux frais de l'organisation et répondent à toute question relevant de ses fonctions.

Notice to corporation

(3) A director or member who sends the notice shall send a copy of the notice to the corporation at the same time.

(3) L'administrateur ou le membre qui en- 5 Avis à L'organisation voie l'avis en envoie simultanément copie à l'organisation.

Statement of public accountant

(4) A public accountant is entitled to submit 10 to the corporation a written statement giving reasons for resigning or for opposing their removal or replacement if a meeting of directors or members is called at which any of those matters will be dealt with. 15 d'une assemblée convoquée à cette fin.

(4) L'expert-comptable peut, dans une décla-Déclaration de ration écrite, exposer à l'organisation les raisons comptable de sa démission ou de son opposition à sa 10

Other statements

(5) If a meeting is called to replace the public accountant, the corporation shall make a statement respecting the reasons for the replacement and the proposed replacement public accountant

(5) L'organisation qui se propose de remplacer l'expert-comptable soumet une déclara- 15 déclarations tion motivée à l'occasion de l'assemblée convoquée à cette fin et le nouvel expertmay make a statement respecting the reasons. 20 comptable peut soumettre une déclaration commentant ces motifs.

révocation ou à son remplacement à l'occasion

d'une réunion du conseil d'administration ou

Autres

Circulating statement

(6) The corporation shall immediately give notice to the members of the statements referred to in subsections (4) and (5) in the manner referred to in section 163 and shall immediately send a copy of the statements to the Director. 25

(6) L'organisation avise sans délai les mem- 20 Diffusion des déclarations bres, de la façon prévue à l'article 163, de l'existence des déclarations visées aux paragraphes (4) et (5) et en envoie copie au directeur.

Replacing public accountant

(7) No person shall accept an appointment or consent to be appointed as public accountant of a corporation to replace a public accountant who has resigned, been removed or whose term of office has expired or is about to expire until the 30 d'avoir obtenu par écrit de celui-ci, sur person has requested and received from that public accountant a written statement of the circumstances and the reasons, in that public accountant's opinion, for their replacement.

(7) Nul ne peut accepter d'être nommé Remplaçant expert-comptable pour remplacer celui qui a 25 démissionné ou a été révoqué ou dont le mandat est expiré ou est sur le point d'expirer, avant demande, sa version des raisons de son

remplacement.

Exception

(8) A person otherwise qualified may accept 35 an appointment or consent to be appointed as a public accountant if, within the prescribed period after making the request, the person does not receive a reply.

(8) Toutefois, toute personne par ailleurs compétente peut accepter d'être nommée expert-comptable si, dans le délai réglementaire

35

Exception

30

Effect of noncompliance

(9) The appointment of a person who does 40 not make the request is void.

(9) La nomination d'une personne qui n'a Effet de l'inobservation pas fait la demande est sans effet.

Review engagementdesignated corporations

- 189. (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a designated corporation shall conduct a review engagement in the prescribed 45 manner.
- 189. (1) L'expert-comptable effectue, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de l'organisation désignée.

suivant la demande, elle ne reçoit pas de

Mission d'examen organisations 40 désignées

Audit engagement designated corporations

(2) The public accountant of a designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner if the corporation's members pass an ordinary resolution requiring an audit engagement.

Validity of resolution

(3) The resolution is valid only until the following annual meeting of members or for the period specified in the resolution.

Andit engagement corporations

- Review engagement other corporations
- 190. (1) Subject to subsection (2), the public accountant of a corporation that is not a 10 manière prévue par règlement, une mission de designated corporation shall conduct an audit engagement in the prescribed manner.
- (2) The public accountant of a soliciting corporation that is not a designated corporation shall conduct a review engagement in the 15 l'organisation ayant recours à la sollicitation prescribed manner if
 - (a) the corporation has gross annual revenues for its last completed financial year that are equal to or less than the prescribed amount or is deemed to have such revenues under 20 paragraph 191(b); and
 - (b) its members pass a special resolution requiring a review engagement.
 - (3) The resolution is valid only until the
- resolution following annual meeting of members.

Deemed revenues

Report on

financial

Validity of

- 191. On the application of a soliciting corporation, the Director may, on any terms that the Director thinks fit and if the Director is satisfied that doing so would not be prejudicial to the public interest, deem the corporation to 30 les conditions qu'il estime indiquées:
 - (a) revenues referred to in paragraph 180(a); or
 - (b) revenues referred to in paragraph 190(2)(a), if the corporation is not a desig-35 nated corporation.
- 192. After conducting an audit engagement or a review engagement, the public accountant shall report in the prescribed manner on the financial statements required by this Act to be 40 états financiers que la présente loi ordonne de placed before the members, except any financial statements or part of those statements that relate to the period referred to in subparagraph 173(1)(a)(ii).

(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission de vérification de l'organisation désignée si les membres l'exigent par résolution ordinaire.

Mission de

(3) La résolution est valide jusqu'à l'assemblée annuelle suivante ou jusqu'à l'expiration de la période qu'elle prévoit.

5 Durée de validité de la résolution

190. (1) L'expert-comptable effectue, de la vérification de l'organisation autre qu'une 10 organisations organisation désignée.

Mission de vérification autres

(2) Il effectue toutefois, de la manière prévue par règlement, une mission d'examen de — autre qu'une organisation désignée — dont 15 les revenus annuels bruts du dernier exercice terminé sont égaux ou inférieurs au montant réglementaire, ou réputés tels en application de l'alinéa 191b), si les membres l'exigent par résolution extraordinaire. 20

Mission d'examen

(3) La résolution n'est valide que jusqu'à 25 l'assemblée annuelle suivante.

Durée de validité de la résolution

Décision du directeur-

revenus

191. S'il est convaincu que cela ne portera pas atteinte à l'intérêt public, le directeur peut, sur demande de l'organisation ayant recours à la 25 sollicitation, décider qu'elle est réputée, selon

- a) soit avoir les revenus visés à l'alinéa 180a);
- b) soit avoir les revenus visés au paragraphe 30 190(2), s'il ne s'agit pas d'une organisation désignée.
- 192. Après la mission de vérification ou d'examen, selon le cas, l'expert-comptable fait rapport, de la manière réglementaire, sur les 35 présenter aux membres, à l'exception des états financiers ou de la partie de ceux-ci se rapportant à la période visée au sous-alinéa 173(1)a)(ii). 40

Rapport sur les états financiers

Rapport d'un

Reliance on other public accountant

193. (1) Despite section 194, a public accountant of a holding corporation may reasonably rely on the report of a public accountant of a body corporate or an unincorporated business the accounts of which are included in whole or in part in the financial statements of the corporation.

Reasonableness

(2) For the purpose of subsection (1), reasonableness is a question of fact.

Application

(3) Subsection (1) applies whether or not the 10 financial statements of the holding corporation reported on by the public accountant are in consolidated form.

Right to information

Directors to

obtain and

information

furnish

- 194. (1) At the request of a public accountdirectors, officers, employees, agents or mandataries of the corporation shall furnish the following, if they are reasonably able to do so and if, in the opinion of the public accountant, it conduct the review or audit engagement required under section 189 or 190 and to make the report required under section 192:
 - (a) any information and explanations; and
 - (b) access to records, documents, books, 25 accounts and vouchers of the corporation or any of its subsidiaries.
- (2) On the demand of the public accountant of a corporation, the directors of the corporation 30 shall
 - (a) obtain from the present or former directors, officers, employees, agents or mandataries of any subsidiary of the corporation the information and explanations that they are reasonably able to furnish and that are, in the 35 opinion of the public accountant, necessary to enable the public accountant to conduct the review or audit engagement required under section 189 or 190 and to make the report required under section 192; and 40
 - (b) furnish the public accountant with the information and explanations so obtained.

- 193. (1) Malgré l'article 194. l'expertcomptable de l'organisation mère peut, d'une manière raisonnable, se fonder sur le rapport de l'expert-comptable d'une personne morale ou 5 d'une entreprise commerciale dépourvue de la 5 personnalité morale dont les comptes sont entièrement ou partiellement inclus dans les états financiers de l'organisation.
 - (2) Le bien-fondé de la décision de l'expert-Question de fait comptable à cet égard est une question de fait. 10
 - (3) Le paragraphe (1) s'applique, que les états financiers de l'organisation mère soient consolidés ou non.

Droit à l'information

Application

194. (1) À la demande de l'expertant of a corporation, the present or former 15 comptable, les administrateurs, dirigeants, em-15 ployés ou mandataires de l'organisation, ou leurs prédécesseurs, lui fournissent des renseignements et des éclaircissements et lui donnent accès à tous les livres, documents, comptes et is necessary to enable the public accountant to 20 pièces justificatives de l'organisation ou de ses 20 filiales dans la mesure où il l'estime nécessaire pour agir conformément aux articles 189 ou 190 et 192 et où il est raisonnable pour ces personnes d'accéder à cette demande.

> (2) À la demande de l'expert-comptable, les 25 Droit à administrateurs de l'organisation:

l'information -

- a) obtiennent des administrateurs, dirigeants, employés ou mandataires de ses filiales, ou de leurs prédécesseurs, les renseignements et éclaircissements que ces personnes peuvent 30 raisonnablement fournir et que l'expertcomptable estime nécessaires pour agir conformément aux articles 189 ou 190 et 192;
- b) lui fournissent les renseignements et éclaircissements ainsi obtenus. 35

No civil liability

(3) A person who in good faith makes an oral or written communication under subsection (1) or (2) is not liable in any civil proceeding arising from having made the communication.

Audit committee

195. (1) A corporation may have an audit 5 committee and, if it does, the committee shall be composed of not less than three directors, a majority of whom are not officers or employees of the corporation or any of its affiliates.

Duty of committee

(2) The audit committee shall review the 10 financial statements of the corporation before they are approved under section 179.

Public accountant's attendance

(3) The corporation shall send the public accountant notice of the time and place of any accountant is entitled to attend the meeting at the expense of the corporation and be heard, and shall attend every meeting of the committee if requested to do so by one of its members.

Calling meeting

(4) The public accountant or a member of the 20 audit committee may call a meeting of the committee.

Notice of errors

196. (1) A director or an officer of a corporation shall immediately notify any audit error or misstatement of which the director or officer becomes aware in a financial statement that the public accountant or a former public accountant has reported on.

Directors to be informed

(2) A public accountant or former public 30 accountant of a corporation who is notified or becomes aware of an error or misstatement in a financial statement on which they have reported shall, if in their opinion the error or misstatement is material, inform each director accord- 35 trateur. ingly.

Duty of directors

- (3) When the public accountant or former public accountant informs the directors of an error or misstatement in a financial statement.
 - (a) the directors shall prepare and issue 40 revised financial statements or otherwise inform the members; and

(3) Nul n'encourt de responsabilité civile pour avoir fait, de bonne foi, une déclaration orale ou écrite au titre des paragraphes (1) ou (2).

> 5 Comité de vérification

> > Présence de

comptable aux

l'expert-

Immunité

- 195. (1) L'organisation peut avoir un comité de vérification; un tel comité est composé d'au moins trois administrateurs dont la majorité ne sont ni dirigeants ni employés de celle-ci ou des personnes morales de son groupe.
- (2) Le comité de vérification examine les 10 Fonctions du comité états financiers de l'organisation avant leur approbation conformément à l'article 179.
- (3) L'organisation envoie à l'expertcomptable un avis des date, heure et lieu de la meeting of the audit committee. The public 15 réunion du comité de vérification. L'expert-15 réunions comptable peut assister aux réunions du comité de vérification aux frais de l'organisation et a le droit d'y être entendu; il doit y assister à la demande de tout membre du comité.

(4) La réunion du comité de vérification peut 20 Convocation de la réunion être convoquée par l'un de ses membres ou par l'expert-comptable.

> Avis au comité de vérification et à l'expert-

> > Avis aux

- 196. (1) Tout administrateur ou dirigeant avise immédiatement le comité de vérification committee and the public accountant of any 25 et l'expert-comptable des erreurs ou renseigne- 25 comptable ments inexacts dont il prend connaissance dans les états financiers ayant fait l'objet d'un rapport de ce dernier ou de l'un de ses prédécesseurs.
 - (2) L'expert-comptable ou celui de ses prédécesseurs qui prend connaissance d'une erreur 30 administrateurs ou d'un renseignement inexact, à son avis important, dans des états financiers sur lequel il a fait rapport, en informe chaque adminis-
 - (3) Les administrateurs ainsi avisés de 35 Obligation des administrateurs l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts dans les états financiers soit dressent et publient des états financiers rectifiés, soit en informent par tout moven les membres; l'organisation envoie les états financiers rectifiés au 40 directeur ou un avis de l'existence d'erreurs ou de renseignements inexacts, si elle est tenue de se conformer à l'article 177.

20

(b) the corporation shall send the Director a copy of the revised financial statements or a notice of the error or misstatement, if the corporation is one that is required to comply with section 177.

Qualified privilege defamation **197.** Any oral or written statement or report made under this Act by the public accountant or former public accountant of a corporation has qualified privilege.

197. Les experts-comptables ou leurs prédécesseurs jouissent d'une immunité relative en ce qui concerne les déclarations orales ou écrites et les rapports qu'ils font en vertu de la présente loi.

Immunité --- diffamation

PART 13

FUNDAMENTAL CHANGES

Amendment of articles or by-

- 198. (1) A special resolution of the members 10 or, if section 200 applies, of each applicable class or group of members is required to make any amendment to the articles or the bylaws of a corporation to
 - (a) change the corporation's name;
 - (b) change the province in which the corporation's registered office is situated;
 - (c) add, change or remove any restriction on the activities that the corporation may carry on:
 - (d) create a new class or group of members;
 - (e) change a condition required for being a member;
 - (f) change the designation of any class or group of members or add, change or remove 25 any rights and conditions of any such class or group;
 - (g) divide any class or group of members into two or more classes or groups and fix the rights and conditions of each class or group; 30
 - (h) add, change or remove a provision respecting the transfer of a membership;
 - (i) subject to section 134, increase or decrease the number of or the minimum or maximum number of directors fixed by 35 the articles;
 - (j) change the statement of the purpose of the corporation;

PARTIE 13

MODIFICATION DE STRUCTURE

10 198. (1) Une résolution extraordinaire des membres — ou de chaque catégorie ou groupe de membres si l'article 200 s'applique — est nécessaire pour modifier les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation à 10 15 l'une des fins suivantes :

Modification des statuts ou des règlements administratifs

- a) changer sa dénomination;
- b) transférer le siège dans une autre province;
- c) ajouter, modifier ou supprimer toute res- 15 triction quant à ses activités;
- d) créer de nouvelles catégories ou de nouveaux groupes de membres;
- e) modifier les conditions requises pour en devenir membre; 20
- f) modifier la désignation de ses catégories ou groupes de membres ou ajouter, modifier ou supprimer tous droits et conditions dont ils sont assortis;
- g) scinder une catégorie ou un groupe de 25 membres en plusieurs catégories ou groupes et fixer les droits et conditions dont ils sont assortis:
- h) ajouter, modifier ou supprimer toute disposition concernant le transfert des adhé-30 sions;
- *i*) sous réserve de l'article 134, augmenter ou diminuer le nombre fixe, minimal ou maximal d'administrateurs prévu par les statuts;
- *j*) changer le libellé de sa déclaration d'in-35 tention;

- (k) change the statement concerning the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation:
- (1) change the manner of giving notice to 5 members entitled to vote at a meeting of members:
- (m) change the method of voting by members not in attendance at a meeting of members; or 10
- (n) add, change or remove any other provision that is permitted by this Act to be set out in the articles.

- k) changer la déclaration relative à la répartition du reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes;
- 1) changer les façons d'aviser les membres habiles à voter aux assemblées;
- m) changer les méthodes selon lesquelles les membres qui ne sont pas présents à l'assemblée sont autorisés à voter:
- n) ajouter, modifier ou supprimer toute autre disposition que la présente loi autorise à 10 insérer dans les statuts.

(2) Si les membres les y autorisent par la

article, les administrateurs peuvent, sans autre

approbation, annuler la résolution avant qu'il 15

Revocation

(2) The directors of a corporation may, if authorized by the members in the special 15 résolution extraordinaire prévue au présent resolution effecting an amendment under this section, revoke the resolution before it is acted on without further approval of the members.

Amendment of number name

(3) Despite subsection (1), if a corporation has a designating number as a name, the 20 trateurs de l'organisation ayant une dénominadirectors may amend its articles to change that name to a verbal name.

(3) Malgré le paragraphe (1), les administion numérique peuvent en modifier les statuts

pour adopter une dénomination exprimée en 20

199. (1) Sous réserve du paragraphe (2), tout

l'article 164, proposer une modification des 25

administrateur ou tout membre habile à voter à

statuts ou des règlements administratifs visée au

lettres.

n'y soit donné suite.

Proposal to

199. (1) Subject to subsection (2), a director, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members, may, in accordance with 25 une assemblée annuelle peut, conformément à section 164, propose to make an amendment referred to in subsection 198(1).

Proposition de modification

Annulation de la

Modification de

la dénomination

numérique

résolution

(2) Notice of a meeting of members at which Notice of amendment

a proposal to make an amendment referred to in subsection 198(1) is to be considered shall set 30 blée où elle sera examinée.

out the proposed amendment.

Class vote

- **200.** (1) The members of a class or group of members are, unless the articles otherwise provide in the case of an amendment referred separately as a class or group on a proposal to make an amendment referred to in subsection 198(1) to
 - (a) effect an exchange, reclassification or cancellation of all or part of the memberships 40 of the class or group;
 - (b) add, change or remove the rights or conditions attached to the memberships of the class or group, including

paragraphe 198(1). (2) La proposition de modification doit figurer dans l'avis de convocation de l'assem-30

Avis de la proposition

200. (1) Sauf disposition contraire des statuts relative aux modifications visées aux alinéas a) et e), les membres d'une catégorie to in paragraphs (a) and (e), entitled to vote 35 ou d'un groupe peuvent voter séparément sur les propositions visant à apporter une modifi-35 cation visée au paragraphe 198(1) et qui aurait l'un des effets suivants:

Vote par catégorie ou groupe

a) échanger, reclasser ou annuler tout ou partie des adhésions de la catégorie ou du 40 groupe;

5

Droit de vote

- (i) to reduce or remove a liquidation preference, or
- (ii) to add, remove or change prejudicially voting or transfer rights of the class or group;
- (c) increase the rights of any other class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group;
- (d) increase the rights of a class or group of members having rights inferior to those of the 10 class or group to make them equal or superior to those of the class or group;
- (e) create a new class or group of members having rights equal or superior to those of the class or group; or 15
- (f) effect an exchange or create a right of exchange of all or part of the memberships of another class or group into the memberships of the class or group.

Right to vote

(2) Subsection (1) applies whether or not 20 memberships of a class or group otherwise carry the right to vote.

Separate resolutions

(3) A proposal to make an amendment referred to in subsection (1) is adopted when the members of each class or group entitled to 25 tion par voie de résolution extraordinaire votée vote separately on the amendment as a class or group have approved the amendment by a special resolution.

Delivery of articles

201. Subject to any revocation under subsection 198(2), after an amendment to the 30 paragraphe 198(2), après une modification articles has been adopted under section 198 or 200, articles of amendment in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

Certificate of amendment

202. On receipt of articles of amendment, the Director shall issue a certificate of amendment 35 tion, le directeur délivre un certificat de in accordance with section 277.

- b) étendre, modifier ou supprimer les droits ou conditions dont sont assorties les adhésions de la catégorie ou du groupe, notamment:
 - (i) en réduisant ou supprimant une préfé- 5 rence en matière de liquidation,
 - (ii) en étendant, supprimant ou modifiant, de manière préjudiciable, les droits de vote ou de transfert de la catégorie ou du groupe;
- c) accroître les droits, égaux ou supérieurs, conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe;
- d) accroître les droits inférieurs conférés par les adhésions d'une autre catégorie ou d'un 15 autre groupe afin de les rendre égaux ou supérieurs à ceux conférés par les adhésions de leur catégorie ou de leur groupe;
- e) créer une nouvelle catégorie ou un nouveau groupe dont les adhésions confèrent des 20 droits égaux ou supérieurs à ceux de leur catégorie ou de leur groupe;
- f) échanger tout ou partie des adhésions d'une autre catégorie ou d'un autre groupe contre celles de leur catégorie ou de leur 25 groupe ou créer un droit à cette fin.
- (2) Le paragraphe (1) s'applique même si l'adhésion d'une catégorie ou d'un groupe ne confère aucun droit de vote par ailleurs.

rie ou groupe intéressé.

- (3) L'adoption de toute proposition visée au 30 Résolutions distinctes paragraphe (1) est subordonnée à son approbaséparément par les membres de chaque catégo-
- 201. Sous réserve de l'annulation prévue au 35 Envoi des modification adoptée en vertu des articles 198 ou 200, les clauses de modification des statuts sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.
- 202. Sur réception des clauses de modifica- 40 Certificat de modification au titre de l'article 277.

Effect of certificate

- 203. (1) An amendment to the articles becomes effective on the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.
- 203. (1) La modification prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts sont modifiés en conséquence.

Prise d'effet de la modification

Rights preserved

- (2) No amendment to the articles affects an 5 existing cause of action or claim or liability to prosecution in favour of or against the corporation or its directors or officers, or any civil, criminal or administrative action or proceeding to which a corporation or its directors or officers 10 is a party.
- (2) La modification est sans effet sur les causes d'actions déjà nées pouvant engager l'organisation, ses administrateurs ou ses dirigeants et sur les poursuites civiles, pénales ou administratives auxquelles ils sont parties.

Maintien des 5 droits

Restated articles

204. (1) The directors may at any time, and shall when so directed by the Director, restate the articles of incorporation.

204. (1) Les administrateurs peuvent mettre Mise à jour des à jour les statuts constitutifs, et doivent le faire 10 statuts si le directeur le leur ordonne.

Delivery of articles

(2) Restated articles of incorporation in the 15 form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(2) Les statuts mis à jour sont envoyés au directeur en la forme établie par lui.

Envoi des statuts mis à jour

Restated certificate

(3) On receipt of restated articles of incorporation, the Director shall issue a restated certificate of incorporation in accordance with 20 jour au titre de l'article 277. section 277.

(3) Sur réception des statuts mis à jour, le Certificat de directeur délivre un certificat de constitution à 15 constitution

Effect of certificate

(4) Restated articles of incorporation are effective on the date shown in the restated certificate of incorporation and supersede the original articles of incorporation and all amend- 25 modifications. ments to those articles.

(4) Les statuts mis à jour prennent effet à la date précisée dans le certificat et remplacent les statuts constitutifs antérieurs ainsi que leurs 20

Prise d'effet des statuts mis à jour

Amalgamation

205. Two or more corporations may amalgamate and continue as one corporation.

205. Plusieurs organisations peuvent fusionner en une seule et même organisation.

Fusion

Convention de

Amalgamation agreement

206. (1) Each corporation proposing to setting out the terms and means of effecting the amalgamation and, in particular, setting out

206. (1) Les organisations qui se proposent amalgamate shall enter into an agreement 30 de fusionner concluent une convention qui énonce les modalités de la fusion et notamment : 25

- a) les dispositions dont les articles 7 ou 155, selon le cas, exigent l'insertion dans les statuts constitutifs ou les règlements administratifs:
- (a) the provisions that are required to be included in articles of incorporation under section 7 or in the by-laws under section 155; 35
- b) les nom et adresse des futurs adminis-30 trateurs de l'organisation issue de la fusion:
- (b) the name and address of each proposed director of the amalgamated corporation;
- c) les modalités d'échange des adhésions de chaque organisation contre des adhésions de l'organisation issue de la fusion;
- (c) the manner in which the memberships of each amalgamating corporation are to be converted into memberships of the amalga-40 mated corporation;
- d) les règlements administratifs envisagés 35 pour l'organisation issue de la fusion, qui peuvent être ceux de l'une des organisations fusionnantes;
- (d) whether the by-laws of the amalgamated corporation are to be those of one of the amalgamating corporations and, if not, a copy of the proposed by-laws; and 45

(e) details of any arrangements necessary to perfect the amalgamation and to provide for the subsequent management and operation of the amalgamated corporation.

e) les dispositions à prendre pour parfaire la fusion et pour assurer la gestion et l'exploitation de l'organisation issue de la fusion.

Cancellation

- (2) If a membership in an amalgamating 5 corporation is held by or on behalf of another amalgamating corporation, the amalgamation agreement shall provide for the cancellation, without any repayment of capital, of the effective. No provision shall be made in the agreement for the conversion of the membership into membership of the amalgamated corpora-
- (2) La convention de fusion prévoit, au moment de la fusion, l'annulation, sans remboursement de capital, des adhésions de l'une des organisations fusionnantes qui sont détenues par une autre organisation fusionnante ou pour membership when the amalgamation becomes 10 son compte, mais ne peut prévoir l'échange de ces adhésions contre des adhésions de l'organi- 10 sation issue de la fusion.

Annulation de 5 certaines adhésions

Member approval

207. (1) The directors of each amalgamating 15 corporation shall submit the amalgamation agreement for approval to a meeting of the members of the amalgamating corporation of which they are directors and, subject to subsection (4), to the members of each class or group 20 chaque catégorie ou groupe. of members.

207. (1) Les administrateurs de chacune des organisations fusionnantes doivent soumettre la convention de fusion à l'approbation de l'assemblée des membres de leur organisation et, 15 sous réserve du paragraphe (4), aux membres de

Approbation des membres

Notice of meeting

(2) Each amalgamating corporation shall give notice of a meeting of members in accordance with section 163 to its members and shall include in the notice a copy or 25 ou un résumé de la convention de fusion. summary of the amalgamation agreement.

(2) Chaque organisation fusionnante donne à Avis de ses membres avis de l'assemblée, de la façon prévue à l'article 163, et y joint un exemplaire 20

l'assemblée

Right to vote

(3) Each membership in an amalgamating corporation carries the right to vote in respect of an amalgamation agreement whether or not it otherwise carries the right to vote.

(3) Chaque adhésion des organisations fusionnantes, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la convention 30 de fusion. 25

Droit de vote

Class vote

(4) The members of a class or group of members of each amalgamating corporation are entitled to vote separately as a class or group in respect of an amalgamation agreement if the that, if contained in a proposed amendment to the articles, would entitle the members to vote as a class or group under section 200.

(4) Les membres d'une catégorie ou d'un groupe de chaque organisation fusionnante ont le droit de voter séparément sur la convention de fusion si celle-ci contient une clause qui, dans amalgamation agreement contains a provision 35 une proposition de modification des statuts, leur 30 aurait conféré ce droit en vertu de l'article 200.

Vote par catégorie ou

(5) Subject to subsection (4), an amalgama-Member approval each amalgamating corporation have approved the amalgamation by special resolutions.

(5) Sous réserve du paragraphe (4), l'adoption agreement is adopted when the members of 40 tion de la convention de fusion intervient lors de son approbation par résolution extraordinaire des membres de chaque organisation fusion-35 nante.

Adoption de la

Termination

(6) An amalgamation agreement may provide that at any time before the issue of a certificate of amalgamation the agreement may 45 tion de fusion, si elle prévoit une disposition à be terminated by the directors of an amalgamat-

(6) Les administrateurs de l'une des organisations fusionnantes peuvent résilier la convencet effet, avant la délivrance du certificat de 40

Résiliation

Fusion verticale

5 simplifiée

ing corporation, despite approval of the agreement by the members of all or any of the amalgamating corporations.

Vertical shortform amalgamation

- 208. (1) A holding corporation and one or gamate and continue as one corporation without complying with sections 206 and 207 if
 - (a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgamating corporation;
 - (b) all memberships in each amalgamating subsidiary corporation are held by one or more of the other amalgamating corporations; and
 - (c) the resolutions provide that
 - (i) the memberships in each amalgamating subsidiary corporation shall be cancelled without any repayment of capital in respect of those memberships, and
 - (ii) except as may be prescribed, the 20 articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating holding corporation.

Horizontal shortamalgamation

- (2) Two or more wholly-owned subsidiary corporations of the same holding body corporate 25 tions dont est entièrement propriétaire la même may amalgamate and continue as one corporation without complying with sections 206 and 207 if
 - (a) the amalgamation is approved by a resolution of the directors of each amalgam- 30 ating corporation; and
 - (b) the resolutions provide that
 - (i) the memberships in all but one of the amalgamating subsidiary corporations shall be cancelled without any repayment 35 of capital in respect of those memberships,
 - (ii) except as may be prescribed, the articles of amalgamation shall be the same as the articles of the amalgamating sub-40 sidiary corporation whose memberships are not cancelled.

209. (1) Subject to subsection 207(6), after an amalgamation has been adopted under section 207 or approved under section 208, 45 doivent, après l'approbation de la fusion en

fusion, malgré son approbation par les membres de toutes les organisations fusionnantes ou de certaines d'entre elles.

- 208. (1) L'organisation mère et une ou more of its subsidiary corporations may amal- 5 plusieurs de ses filiales qui sont des organisations peuvent fusionner en une seule et même organisation sans avoir à se conformer aux articles 206 et 207 lorsque les conditions suivantes sont réunies:
 - a) leurs administrateurs respectifs approu- 10 vent la fusion par voie de résolution;
 - b) toutes les adhésions enregistrées par les filiales sont détenues par une ou plusieurs des autres organisations fusionnantes;
 - c) les résolutions prévoient que : 15
 - (i) d'une part, les adhésions enregistrées par les filiales seront annulées sans remboursement de capital,
 - (ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion 20 seront identiques à ceux de l'organisation mère.
 - (2) Plusieurs filiales qui sont des organisapersonne morale peuvent fusionner en une seule 25 et même organisation sans avoir à se conformer aux articles 206 et 207 lorsque les conditions suivantes sont réunies:

Fusion horizontale simplifiée

- a) leurs administrateurs respectifs approu-30 vent la fusion par voie de résolution;
- b) les résolutions prévoient que :
 - (i) d'une part, les adhésions enregistrées par les filiales, sauf celles de l'une d'entre elles, seront annulées sans remboursement de capital, 35
 - (ii) d'autre part, sous réserve des dispositions réglementaires, les statuts de fusion seront identiques à ceux de la filiale dont les adhésions ne sont pas annulées.
- 209. (1) Sous réserve du paragraphe 207(6), 40 Envoi des statuts de fusion les statuts de l'organisation issue de la fusion

Sending of

Attached

declarations

articles of amalgamation in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by sec-

tions 20 and 129.

- (2) The articles of amalgamation shall have 5 attached to them a statutory declaration of a director or an officer of each amalgamating corporation that establishes to the satisfaction of the Director that
 - (a) there are reasonable grounds for believ- 10 ing that
 - (i) each amalgamating corporation is, and the amalgamated corporation will be, able to pay its liabilities as they become due, 15
 - (ii) the realizable value of the amalgamated corporation's assets will not be less than the aggregate of its liabilities; and
 - (b) there are reasonable grounds for believing that 20
 - (i) no creditor will be prejudiced by the amalgamation, or
 - (ii) adequate notice has been given to all known creditors of the amalgamating corporations and no creditor objects to 25 the amalgamation otherwise than on grounds that are frivolous or vexatious.

Adequate notice

- (3) For the purposes of subsection (2), adequate notice is given if
 - (a) a notice in writing is sent to each known 30 creditor having a claim against the corporation that exceeds the prescribed amount;
 - (b) a notice is published once in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office and 35 reasonable notice is given in each province where the corporation carries on activities; and
 - (c) each notice states that the corporation intends to amalgamate with one or more 40 specified corporations in accordance with this Act and that a creditor of the corporation may object to the amalgamation within the prescribed period.

vertu des articles 207 ou 208, être envoyés au directeur en la forme établie par lui et avec les documents exigés par les articles 20 et 129.

(2) Les statuts de fusion doivent comporter en annexe la déclaration solennelle de l'un des administrateurs ou dirigeants de chaque organisation fusionnante établissant, à la satisfaction du directeur, l'existence de motifs raisonnables de croire ce qui suit:

Déclarations

- a) d'une part, chaque organisation fusion-10 nante et l'organisation issue de la fusion pourront acquitter leur passif à échéance et. d'autre part, la valeur de réalisation de l'actif de l'organisation issue de la fusion ne sera pas inférieure au total de son passif; 15
- b) ou bien la fusion ne portera préjudice à aucun créancier, ou bien les créanciers connus des organisations fusionnantes, avant reçu un avis adéquat, ne s'opposent pas à la fusion, si ce n'est pour des motifs futiles ou 20 vexatoires.

(3) Pour l'application du paragraphe (2), Avis adéquat pour être adéquat l'avis doit à la fois :

a) être écrit et envoyé à chaque créancier connu dont la créance est supérieure à la 25 somme réglementaire;

- b) paraître dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège de l'organisation et recevoir une publicité suffisante dans chaque province où celle-ci exerce ses activités; 30
- c) indiquer l'intention de l'organisation de fusionner, en conformité avec la présente loi, avec les organisations qu'il mentionne et le droit des créanciers de cette organisation de s'opposer à la fusion dans le délai réglemen- 35 taire.

Certificate of amalgamation

(4) On receipt of articles of amalgamation, the Director shall issue a certificate of amalgamation in accordance with section 277.

Rights preserved

- 210. On the date shown in a certificate of gamating corporations and their continuance as one corporation become effective and from that date
 - (a) the property of each amalgamating corporation continues to be the property of the 10 amalgamated corporation;
 - (b) the amalgamated corporation continues to be liable for the obligations of each amalgamating corporation;
 - (c) an existing cause of action, claim or 15 liability to prosecution is unaffected;
 - (d) a civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against an amalgamating corporation may be continued by or against the amalgamated corporation; 20
 - (e) a conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, an amalgamating corporation may be enforced by or against the amalgamated corporation; and
 - (f) the articles of amalgamation are deemed 25 to be the articles of incorporation of the amalgamated corporation and the certificate of amalgamation is deemed to be the certificate of incorporation of the amalgamated corporation. 30

Amalgamation under other federal Acts

211. (1) Subject to subsection (2), a corporation may not amalgamate with one or more bodies corporate under the Bank Act, the Cooperative Credit Associations Act, the Insurance Companies Act or the Trust and Loan 35 ratives de crédit, de la Loi sur les sociétés Companies Act unless the corporation is first authorized to do so by the members in accordance with section 207.

Short-form amalgamations

(2) A corporation may not amalgamate with one or more bodies corporate under the 40 fusionner avec une ou plusieurs autres personprovisions of one of the Acts referred to in subsection (1) respecting short-form amalgamations unless the corporation is first authorized to do so by the directors in accordance with section 208. 45

(4) Sur réception des statuts de fusion, le directeur délivre un certificat de fusion au titre de l'article 277.

210. La fusion des organisations en une seule amalgamation, the amalgamation of the amal- 5 et même organisation prend effet à la date précisée dans le certificat de fusion et, à compter de cette date:

Prise d'effet de 5 la fusion et maintien des

droits

Certificat de

- a) les biens de chaque organisation appartiennent à l'organisation issue de la fusion;
- b) l'organisation issue de la fusion est 10 responsable des obligations de chaque organisation;
- c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à l'organisation issue de la fusion;
- d) l'organisation issue de la fusion remplace 15 toute organisation fusionnante dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-ci;
- e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur d'une organisation 20 fusionnante ou contre elle est exécutoire à l'égard de l'organisation issue de la fusion;
- f) les statuts de fusion et le certificat de fusion sont réputés être les statuts constitutifs et le certificat de constitution de l'organisa-25 tion issue de la fusion.

211. (1) Nulle organisation ne peut fusionner avec une ou plusieurs autres personnes morales sous le régime de la Loi sur les banques, de la Loi sur les associations coopé-30 d'assurances ou de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt à moins d'y être préalablement autorisée par ses membres en conformité avec l'article 207.

(2) Nulle organisation ne peut non plus nes morales selon la procédure simplifiée prévue à l'une ou l'autre de ces lois à moins d'v être préalablement autorisée par ses admi- 40 nistrateurs en conformité avec l'article 208.

Fusion simplifiée

Fusion sous le

régime de

fédérales

certaines lois

Discontinuance

(3) On receipt of a notice that a corporation has amalgamated under one of the Acts referred to in subsection (1), the Director shall issue a certificate of discontinuance in accordance with the corporation has been amalgamated in accordance with this section.

(3) Sur réception d'un avis attestant que l'organisation a fusionné sous le régime de l'une ou l'autre de ces lois, le directeur délivre un certificat de changement de régime au titre section 277 if the Director is of the opinion that 5 de l'article 277 s'il estime que la fusion a été 5 effectuée conformément au présent article.

Certificat de changement de régime

Notice deemed to be articles

(4) For the purposes of section 277, a notice referred to in subsection (3) is deemed to be articles that are in the form that the Director 10 établie par le directeur. fixes.

(4) Pour l'application de l'article 277, cet Fiction avis est réputé constituer des statuts en la forme

Act ceases to apply

(5) This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance.

(5) La présente loi cesse de s'appliquer à 10 Cessation d'effet l'organisation à la date précisée dans le certificat de changement de régime.

Non-application

(6) For greater certainty, section 209 does not 15 apply to a corporation that amalgamates under one of the Acts referred to in subsection (1).

(6) Il est entendu que l'article 209 ne Non-application s'applique pas à l'organisation qui fusionne

Continuance import

212. (1) A body corporate incorporated or continued otherwise than by or under an Act of Parliament may apply to the Director for a 20 fédérale peut demander au directeur de lui certificate of continuance if so authorized by the laws of its jurisdiction and if the body corporate satisfies, or by its articles of continuance would satisfy, the requirements for incorporation under this Act. 25 au titre de la présente loi.

212. (1) La personne morale constituée ou prorogée autrement que sous le régime d'une loi délivrer un certificat de prorogation si la loi qui 20 la régit le permet et si elle satisfait, ou satisferait aux termes de ses statuts de prorogation, aux critères régissant la constitution d'organisations

sous le régime d'une loi mentionnée au 15

paragraphe (1).

Prorogation importation

Amendments in articles of continuance

(2) A body corporate that applies for a certificate under subsection (1) may, without so stating in its articles of continuance, effect by those articles any amendment to its act of randum or articles of association that a corporation incorporated under this Act may make to its

(2) La personne morale qui demande sa 25 Modifications effectuées par les prorogation en vertu du paragraphe (1) peut, statuts de par ses statuts de prorogation et sans autre prorogation précision, modifier son acte constitutif, ses incorporation, articles, letters patent or memo- 30 statuts, ses lettres patentes ou son mémoire de conventions, pourvu qu'il s'agisse de modifica- 30 tions qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.

Share capital

(3) If the body corporate is a body corporate with share capital, it shall establish the terms 35 morale détermine les règles régissant sa converand conditions on which it is converted to a body corporate without share capital.

(3) Si elle a un capital-actions, la personne sion en personne morale sans capital-actions.

Modalités de conversion

Articles of continuance

(4) If a body corporate wishes to apply for a certificate under subsection (1), articles of continuance in the form that the Director fixes 40 documents exigés par les articles 20 et 129. shall be sent to the Director together with the documents required by sections 20 and 129.

(4) Les statuts de prorogation sont envoyés au directeur, en la forme établie par lui, avec les

Envoi des statuts de prorogation

Certificate of continuance

(5) On receipt of articles of continuance, the Director shall issue a certificate of continuance in accordance with section 277.

(5) Sur réception des statuts de prorogation, Certificat de prorogation le directeur délivre un certificat de prorogation 40 45 au titre de l'article 277.

Effect of certificate

- (6) From the date shown in the certificate of continuance
 - (a) the body corporate becomes a corporation to which this Act applies as if it had been incorporated under this Act;
 - (b) the articles of continuance are deemed to be the articles of incorporation of the continued corporation;
 - (c) the certificate of continuance is deemed to be the certificate of incorporation of the 10 continued corporation; and
 - (d) any shareholders or members cease to be shareholders or members of the body corporate and become members of the continued 15 corporation.

Copy of certificate

(7) The Director shall immediately send a copy of the certificate of continuance to the appropriate official or public body in the jurisdiction in which continuance under this Act was authorized.

Rights preserved

- (8) From the date of continuance of a body corporate as a corporation under this Act,
 - (a) the property of the body corporate continues to be the property of the corpora-25
 - (b) the corporation continues to be liable for the obligations of the body corporate;
 - (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;
 - (d) any civil, criminal or administrative 30 action or proceeding pending by or against the body corporate may be continued by or against the corporation; and
 - (e) any conviction against, or ruling, order or judgment in favour of or against, the body 35 corporate may be enforced by or against the corporation.

Deemed

(9) A membership in a body corporate issued before the body corporate was continued under this Act is deemed to have been issued in 40 régime de la présente loi sont réputées l'avoir compliance with this Act and the articles of continuance.

Definition of

213. (1) In this section, "charter" includes

(6) À compter de la date précisée dans le certificat de prorogation:

Effets du certificat

- a) la personne morale devient une organisation régie par la présente loi comme si elle avait été constituée en vertu de celle-ci:
- b) les statuts de prorogation sont réputés être les statuts constitutifs de l'organisation issue de la prorogation;
- c) le certificat de prorogation est réputé être le certificat de constitution de l'organisation 10 issue de la prorogation;
- d) les membres ou actionnaires de la personne morale deviennent des membres de l'organisation issue de la prorogation.
- (7) Le directeur envoie immédiatement un 15 Exemplaire du exemplaire du certificat de prorogation au fonctionnaire ou à l'administration compétents du ressort où la prorogation sous le régime de la 20 présente loi a été autorisée.
 - (8) À compter de la date de prorogation 20 Maintien des droits d'une personne morale sous forme d'organisation régie par la présente loi:
 - a) l'organisation est propriétaire des biens de cette personne morale;
 - b) l'organisation est responsable des obliga-25 tions de cette personne morale;
 - c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à l'organisation;
 - d) l'organisation remplace la personne morale dans les poursuites civiles, pénales ou 30 administratives engagées par ou contre celle-
 - e) toute décision judiciaire ou quasi judiciaire rendue en faveur de la personne morale ou contre elle est exécutoire à l'égard de 35 l'organisation.
 - (9) Les adhésions enregistrées par une personne morale avant sa prorogation sous le été en conformité avec la présente loi et les 40 statuts de prorogation.

213. (1) Au présent article, sont assimilés à une charte:

Adhésions enregistrées avant la prorogation

Définition de

20

- (a) the text of an Act of incorporation and of any amendments to that Act;
- (b) any letters patent, supplementary letters patent, certificate of incorporation and certificate of amendment; and
- (c) in the case of a body corporate incorporated under the Pension Fund Societies Act. the text of that Act and the by-laws of the body corporate.

Amendment of charter

- (2) In connection with a continuance under 10 this Act, the shareholders or members of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament who are entitled to vote at annual meetings of shareholders or members may, despite the charter of the body 15 assemblées annuelles peuvent, malgré la charte corporate,
 - (a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 212 for a certificate of continuance;
 - (b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles.

Amendment of charter -- other bodies corporate

- (3) In connection with a continuance under 25 this Act, the shareholders or members of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, who are entitled to vote at annual meetings of shareholders or members may, 30 Parlement — qui ont le droit de voter aux subject to any other Act of Parliament or the charter of the body corporate,
 - (a) by special resolution, authorize the directors of the body corporate to apply under section 212 for a certificate of continuance; 35 and
 - (b) by the same resolution, make any amendment to the charter of the body corporate that a corporation incorporated under this Act may make to its articles. 40
- Change of class or group rights
- (4) Despite subsections (2) and (3), the members of a body corporate may not, by a special resolution under either of those subsec-

- a) le texte de la loi constitutive ainsi que ses modifications:
- b) les lettres patentes, initiales ou supplémentaires, et les certificats de constitution ou de modification;
- c) dans le cas d'une personne morale constituée sous le régime de la Loi sur les sociétés de caisse de retraite, le texte de cette loi et les règlements administratifs de la personne morale.
- (2) En ce qui concerne la prorogation sous le régime de la présente loi, les actionnaires ou les membres d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi spéciale du Parlement qui ont le droit de voter aux 15 loi spéciale de celle-ci:

Demande de certificat de prorogation morales constituées par

> Demande de certificat de

prorogation -

autres personnes morales

- a) autoriser les administrateurs, par résolution extraordinaire, à demander, conformément à l'article 212, un certificat de 20 prorogation;
- b) apporter à la charte de la personne morale, par la même résolution, toutes les modifications qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts. 25
- (3) En ce qui concerne la prorogation sous le régime de la présente loi, les actionnaires ou les membres d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale autre que la présente loi ou une loi spéciale du 30 assemblées annuelles peuvent, sous réserve de toute autre loi fédérale ou de la charte de la personne morale:
 - a) autoriser les administrateurs, par résolu-35 tion extraordinaire, à demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation;
 - b) apporter à la charte de la personne morale, par la même résolution, toutes les modifica- 40 tions qu'une organisation constituée en vertu de la présente loi peut apporter à ses statuts.
- (4) Malgré les paragraphes (2) et (3), les membres d'une personne morale ne peuvent, par la résolution extraordinaire visée à l'un de 45 à un groupe ces paragraphes, apporter des modifications

Changement des droits afférents à une catégorie ou

d'adhésions

tions, make any amendment of the nature referred to in subsection 200(1) that affects a class or group of members, unless

- (a) the charter of the body corporate otherwise provides in respect of an amendment of 5 the nature referred to in paragraph 200(1)(a)or (e); or
- (b) the members of the class or group approve the amendment in accordance with section 200. 10

Change of class or series rights

(5) Despite subsections (2) and (3), the shareholders of a body corporate with shares may not, by a special resolution under either of those subsections, make any amendment affectshareholders of the class or series approve the amendment in accordance with section 200.

Authorizing continuance

(6) Subject to subsection (9), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament may, 20 despite the charter of the body corporate, apply under section 212 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body conform to this Act.

Authorizing continuance other bodies corporate

(7) Subject to subsection (9), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, may, subject to any other 30 Act of Parliament or the charter of the body corporate, apply under section 212 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to amendment required to conform to this Act.

Financial institutions

(8) For the purposes of this section, every body corporate that is incorporated or continued by or under an Act of Parliament and to which the Bank Act, the Cooperative Credit Associa-40 Loi sur les banques, la Loi sur les associations tions Act, the Insurance Companies Act or the Trust and Loan Companies Act applies is deemed to be incorporated or continued by or under an Act of Parliament other than this Act or a special Act.

analogues à celles visées au paragraphe 200(1) et touchant une catégorie ou un groupe d'adhésions, sauf dans les cas suivants:

- a) la charte de la personne morale permet d'apporter des modifications analogues à 5 celles visées aux alinéas 200(1)a) ou e);
- b) les membres de cette catégorie ou de ce groupe approuvent la modification selon les modalités prévues à l'article 200.
- (5) Malgré les paragraphes (2) et (3), les 10 Changement des actionnaires d'une personne morale avec capital-actions ne peuvent, par la résolution extraordinaire visée à l'un de ces paragraphes. ing a class or series of shares unless the 15 apporter des modifications touchant une catégorie ou une série d'actions sans l'approbation 15 des actionnaires de cette catégorie ou de cette série selon les modalités prévues à l'article 200.
- (6) Sous réserve du paragraphe (9), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi 20 spéciale du Parlement peuvent, malgré la charte de celle-ci, demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation si les statuts de prorogation n'apportent à la charte de la corporate other than an amendment required to 25 personne morale que les modifications visant à 25 la rendre conforme à la présente loi.
- (7) Sous réserve du paragraphe (9), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale — autre que la présente loi ou une loi 30 spéciale du Parlement — peuvent, sous réserve de la charte de celle-ci ou de toute autre loi fédérale, demander, conformément à l'article 212, un certificat de prorogation si les statuts de the charter of the body corporate other than an 35 prorogation n'apportent à la charte de la 35 personne morale que les modifications visant à la rendre conforme à la présente loi.
 - (8) Pour l'application du présent article, toute personne morale constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale et régie par la 40 coopératives de crédit, la Loi sur les sociétés d'assurances ou la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt est réputée être constituée ou prorogée sous le régime d'une loi fédérale autre 45 45 que la présente loi ou une loi spéciale.

droits afférents à une catégorie ou à une série d'actions

Demande de certificat de prorogationpersonnes morales constituées par loi spéciale

Demande de certificat de prorogation autres personnes morales

Présomption

Prorogation

discrétionnaire

Discretionary continuance

- (9) The Governor in Council may, by order, require a body corporate without share capital incorporated by or under an Act of Parliament other than this Act to apply for a certificate of period that may be prescribed except for the following:
 - (a) a bank;
 - (b) an association to which the Cooperative Credit Associations Act applies; 10
 - (c) a company or society to which the Insurance Companies Act applies; and
 - (d) a company to which the Trust and Loan Companies Act applies.

(10) A body corporate that obtains a certifi-15 cate of continuance under this section is not required to pay any fees in respect of the continuance.

Special Act no longer applicable

Fees

(11) On the continuance of a body corporate Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.

Dissolution

(12) A body corporate referred to in subsection (9) that does not make an application to 25 (9) qui ne demande pas de certificat de obtain a certificate of continuance within the period prescribed is dissolved on the expiry of that period.

Continuance other jurisdictions

- 214. (1) Subject to subsection (10), a corporation may apply to the appropriate official or 30 l'organisation qui y est autorisée par ses public body of another jurisdiction requesting that the corporation be continued as if it had been incorporated under the laws of that other jurisdiction if the corporation
 - (a) is authorized by the members in accord-35 ance with subsections (3) to (5) to make the application; and
 - (b) establishes to the satisfaction of the Director that its proposed continuance in the other jurisdiction will not adversely affect 40 creditors or members of the corporation.
- (2) A corporation that is authorized by the members in accordance with subsections (3) to (5) may apply to the appropriate Minister or the Director for its continuance under the Bank Act, 45 directeur de la proroger sous le régime de la Loi

- (9) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre à toute personne morale sans capital-actions constituée sous le régime d'une loi fédérale — à l'exception de la présente loi continuance under section 212 within any 5 de demander, dans le délai réglementaire, un 5 certificat de prorogation conformément à l'article 212, sauf:
 - a) une banque;
 - b) une association régie par la Loi sur les associations coopératives de crédit;
 - c) une société ou société de secours régie par la Loi sur les sociétés d'assurances:
 - d) une société régie par la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt.
 - (10) Aucun droit de prorogation n'est exi- 15 Droits non exigibles gible de la personne morale qui obtient un certificat de prorogation au titre du présent article.
- (11) La loi spéciale du Parlement ayant Non-application without share capital incorporated by a special 20 constitué la personne morale sans capital- 20 de la loi spéciale actions cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa prorogation au titre de la présente loi.

(12) La personne morale visée au paragraphe prorogation dans le délai imparti est dissoute à 25 l'expiration de ce délai.

214. (1) Sous réserve du paragraphe (10), membres conformément aux paragraphes (3) à (5) et qui convainc le directeur que ni ses 30 créanciers ni ses membres n'en subiront de préjudice peut demander à l'administration ou

au fonctionnaire compétents relevant d'une autre autorité législative de la proroger sous le

régime des lois de celle-ci.

(2) L'organisation qui y est autorisée par ses membres conformément aux paragraphes (3) à (5) peut demander au ministre compétent ou au Prorogation sous le régime de fédérales

Continuance other federal Acts

Dissolution

Prorogation exportation

35

the Canada Cooperatives Act, the Cooperative Credit Associations Act, the Insurance Companies Act or the Trust and Loan Companies Act.

sur les associations coopératives de crédit, de la Loi sur les banques, de la Loi canadienne sur les coopératives, de la Loi sur les sociétés d'assurances ou de la Loi sur les sociétés de fiducie et de prêt.

(3) The corporation shall give members

10

30

(3) L'organisation avise les membres, de la notice of a meeting of members in accordance 5 façon prévue à l'article 163, de la tenue de l'assemblée.

Avis de l'assemblée

5

Right to vote

Notice of

meeting

(4) Each membership in the corporation carries the right to vote in respect of a continuance whether or not it otherwise carries the right to vote.

with section 163.

(4) Chaque adhésion, assortie ou non du droit de vote, confère un droit de vote quant à la 10 prorogation.

Droit de vote

Member approval

(5) An application for continuance is authorized when the members have approved of the continuance by a special resolution.

(5) La demande de prorogation est autorisée lorsqu'elle est approuvée par les membres par voie de résolution extraordinaire.

Approbation des membres

Termination

(6) The directors of a corporation may, if authorized by the members at the time of 15 par les membres au moment de l'approbation de approving an application for continuance, abandon the application without further approval of the members.

(6) Les administrateurs qui y sont autorisés 15 Désistement la demande de prorogation peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.

Discontinuance

(7) On receipt of a notice that the corporation jurisdiction or an Act referred to in subsection (2), the Director shall issue a certificate of discontinuance in accordance with section 277 if the Director is of the opinion that the with this section.

(7) Sur réception d'un avis attestant que Certificat de has been continued under the laws of another 20 l'organisation a été prorogée sous le régime 20 changement de des lois d'une autre autorité législative ou d'une loi mentionnée au paragraphe (2), le directeur délivre un certificat de changement de régime au titre de l'article 277 s'il estime que la corporation has been continued in accordance 25 prorogation a été effectuée conformément au 25 présent article.

Notice deemed to be articles

(8) For the purposes of section 277, a notice referred to in subsection (7) is deemed to be articles that are in the form that the Director fixes.

(8) Pour l'application de l'article 277, cet avis est réputé constituer des statuts en la forme établie par le directeur.

Fiction

Act ceases to

(9) This Act ceases to apply to the corporation on the date shown in the certificate of discontinuance.

Maintien des droits

Prohibition

apply

- (10) A corporation shall not be continued as a body corporate under the laws of another 35 lative sous le régime desquelles l'organisation jurisdiction unless those laws provide in effect
- (9) La présente loi cesse de s'appliquer à 30 Cessation d'effet l'organisation à la date précisée dans le certificat de changement de régime.
 - (a) the property of the corporation continues to be the property of the body corporate;
- a) la personne morale est propriétaire des biens de l'organisation;

doivent prévoir que:

(10) Les lois de toute autre autorité légis-

est prorogée sous forme de personne morale 35

- (b) the body corporate continues to be liable 40 for the obligations of the corporation;
- b) la personne morale est responsable des obligations de l'organisation; 40
- (c) an existing cause of action, claim or liability to prosecution is unaffected;
- c) les causes d'actions déjà nées peuvent être opposées à la personne morale;

- (d) any civil, criminal or administrative action or proceeding pending by or against the corporation may be continued by or against the body corporate; and
- (e) any conviction against, or ruling, order or 5 judgment in favour of or against, the corporation may be enforced by or against the body corporate.

Extraordinary sale, lease or exchange

215. (1) A sale, a lease or an exchange of all or substantially all of the property of a 10 de la totalité ou quasi-totalité des biens de 10 corporation other than in the ordinary course of its activities requires the authorization of the members in accordance with subsections (2) to (6).

Notice of meeting

(2) The corporation shall give members 15 notice of a meeting of members in accordance with section 163 and shall include a copy or summary of the proposed agreement of sale, lease or exchange.

Member approval

(3) At the meeting of members, the members 20 may authorize the sale, lease or exchange and may fix, or authorize the directors to fix, any of the terms and conditions of the sale, lease or exchange.

Right to vote

(4) Each membership in the corporation 25 carries the right to vote in respect of the sale, lease or exchange whether or not it otherwise carries the right to vote.

Class vote

(5) The members of a class or group of members are entitled to vote separately as a 30 séparé pour une catégorie ou un groupe de class or group in respect of the sale, lease or exchange only if the class or group is affected by the sale, lease or exchange in a manner different from the members of another class or 35 group.

Member approval

(6) The sale, lease or exchange is authorized when the members of each class or group entitled to vote on it have approved it by a special resolution.

Abandonment

(7) The directors of a corporation may, if 40 authorized by the members approving a proposed sale, lease or exchange, and subject to the rights of third parties, abandon the sale, lease or exchange without further approval of the 45 members.

- d) la personne morale remplace l'organisation dans les poursuites civiles, pénales ou administratives engagées par ou contre celle-
- e) toute décision judiciaire ou quasi judi- 5 ciaire rendue en faveur de l'organisation ou contre elle est exécutoire à l'égard de la personne morale.

215. (1) Les ventes, locations ou échanges l'organisation qui n'interviennent pas dans le cours normal de ses activités doivent être autorisés par les membres conformément aux paragraphes (2) à (6).

Vente, location ou échange faits hors du cours normal des activités

- (2) L'organisation avise les membres, de la 15 Avis d'assemblée façon prévue à l'article 163, de la tenue d'une assemblée et joint à l'avis un exemplaire ou un résumé du projet d'acte de vente, de location ou d'échange.
- (3) Lors de l'assemblée, les membres peu-20 Approbation des vent autoriser la vente, la location ou l'échange, et peuvent en fixer les modalités ou autoriser les administrateurs à le faire.
- (4) Chaque adhésion, assortie ou non du Droit de vote droit de vote, confère un droit de vote quant aux 25 opérations visées au paragraphe (1).

(5) L'opération ne peut faire l'objet d'un vote membres que si elle a un effet particulier sur cette catégorie ou ce groupe.

Vote par catégorie ou groupe

30

(6) Elle est autorisée dès que tous les membres de chaque catégorie ou groupe habiles à voter l'approuvent par résolution extraordinaire.

Approbation de l'opération

(7) Sous réserve des droits des tiers, les 35 Abandon de l'opération administrateurs qui y sont autorisés par les membres au moment de l'approbation de l'opération peuvent renoncer à celle-ci sans autre autorisation.

Definition of "reorganization"

- 216. (1) In this section, "reorganization" means a reorganization pursuant to
 - (a) a court order made under section 254;
 - (b) a court order made under the Bankruptcy and Insolvency Act approving a proposal; or 5
 - (c) a court order made under any other Act of Parliament that affects the rights among a corporation and its members and creditors.

Powers of court

(2) If a corporation is subject to an order referred to in subsection (1), the order may also 10 modification prévue à l'article 198 soit apportée require any amendment of the articles or bylaws to effect any change that might be made under section 198.

Further powers

- (3) If a court makes an order referred to in subsection (1), the court may also
 - (a) authorize the issue of debt obligations of the corporation and fix their terms; and
 - (b) appoint directors in place of or in addition to all or any of the directors then 20 in office.

Articles of reorganization

(4) After an order referred to in subsection (1) has been made, articles of reorganization in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), 25 l'article 20 et le paragraphe 135(1). if applicable.

Certificate of amendment

(5) On receipt of articles of reorganization, the Director shall issue a certificate of amendment in accordance with section 277.

Effect of certificate

(6) A reorganization becomes effective on 30 the date shown in the certificate of amendment and the articles are amended accordingly.

Definition of "arrangement"

- 217. (1) In this section, "arrangement" includes
 - (a) an amendment to the articles of a 35 corporation;
 - (b) an amalgamation of two or more corporations:
 - (c) an amalgamation of a body corporate with a corporation that results in an amalgam- 40 ated corporation subject to this Act;

216. (1) Au présent article, la réorganisation d'une organisation se fait par voie d'ordonnance que le tribunal rend en vertu:

- a) soit de l'article 254:
- b) soit de la Loi sur la faillite et l'insolva- 5 bilité pour approuver une proposition;
- c) soit de toute autre loi fédérale touchant les rapports de droit entre l'organisation, ses membres et ses créanciers.
- (2) L'ordonnance peut exiger que toute 10 Pouvoirs du tribunal aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation.

(3) Le tribunal qui rend l'ordonnance peut 15 également:

Pouvoirs 15 supplémentaires

- a) autoriser l'émission de titres de créance et fixer les conditions afférentes à ceux-ci:
- b) nommer d'autres administrateurs ou remplacer ceux qui sont en fonctions.
- (4) Après le prononcé de l'ordonnance, les 20 Envoi des clauses de réorganisation sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par

réorganisation

(5) Sur réception des clauses de réorganisa- 25 Certificat de tion, le directeur délivre un certificat de modification au titre de l'article 277.

> Prise d'effet de la réorganisation

modification

- (6) La réorganisation prend effet à la date précisée dans le certificat de modification et les statuts de l'organisation sont modifiés en 30 conséquence.
- s'entend notamment: a) de la modification des statuts d'une

217. (1) Au présent article, « arrangement »

Définition de « arrangement »

35

b) de la fusion d'organisations;

organisation;

- c) de la fusion d'une personne morale et d'une organisation pour former une organisation régie par la présente loi;
- d) du fractionnement des activités d'une 40 organisation;

- (d) a division of the activities carried on by a corporation:
- (e) a transfer of all or substantially all of the property of a corporation to another body corporate in exchange for money or other 5 property, shares, memberships or debt obligations of the body corporate;
- (f) an exchange of debt obligations or memberships of a corporation for money or other property or other memberships or debt 10 obligations of the corporation or money or other property, shares, memberships or debt obligations of another body corporate;
- (g) a liquidation and dissolution of a corporation: and 15
- (h) any combination of operations referred to in paragraphs (a) to (g).
- (2) If it is not practicable for a corporation to effect a fundamental change in the nature of an arrangement under any other provision of this 20 présente loi, une modification de structure Act, the corporation may apply to a court for an order approving an arrangement proposed by the corporation.

Powers of court

Application to

court for

approval of

arrangement

- (3) On an application under this section, the court may make any interim or final order that it 25 du présent article, peut notamment, par l'ordonthinks fit, including
 - (a) an order determining the notice to be given to any interested person or dispensing with notice to any person other than the 30 Director:
 - (b) an order appointing counsel, at the expense of the corporation, to represent the interests of the members;
 - (c) an order requiring a corporation to call, hold and conduct a meeting of members or 35 holders of debt obligations issued by the corporation in any manner that the court directs; and
 - (d) an order approving an arrangement as proposed by the corporation or as amended in 40 any manner that the court directs.

- e) du transfert de tout ou partie des biens d'une organisation à une autre personne morale sous une contrepartie en numéraire, en actions, en biens, en adhésions ou en titres de créance de celle-ci;
- f) de l'échange de titres de créance ou d'adhésions d'une organisation contre des biens, du numéraire, des adhésions ou des titres de créance de l'organisation ou d'une autre personne morale, ou contre des actions 10 d'une autre personne morale;
- g) de la liquidation et de la dissolution d'une organisation;
- h) de toute combinaison des opérations visées aux alinéas a) à g). 15
- (2) Lorsqu'il lui est pratiquement impossible d'opérer, en vertu d'une autre disposition de la équivalant à un arrangement, l'organisation peut demander au tribunal d'approuver, par ordon-20 nance, l'arrangement qu'elle propose.

Demande

d'approbation au

- (3) Le tribunal, saisi d'une demande en vertu nance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée:
 - a) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis à toute personne autre que le directeur;
 - b) nommer, aux frais de l'organisation, un avocat pour défendre les intérêts des mem-30
 - c) enjoindre à l'organisation, selon les modalités qu'il fixe, de convoquer et de tenir une assemblée des membres ou des détenteurs de titres de créance; 35
 - d) approuver ou modifier selon ses directives l'arrangement proposé par l'organisation.

Pouvoirs du tribunal

20

Notice to Director

(4) An applicant for any interim or final order under this section shall give the Director notice of the application and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

Articles of arrangement

(5) After an order referred to in paragraph (3)(d) has been made, articles of arrangement in the form that the Director fixes shall be sent to the Director together with the documents required by section 20 and subsection 135(1), 10 if applicable.

Certificate of arrangement

(6) On receipt of articles of arrangement, the Director shall issue a certificate of arrangement in accordance with section 277.

Effect of certificate

(7) An arrangement becomes effective on the 15 date shown in the certificate of arrangement.

PART 14

LIQUIDATION AND DISSOLUTION

Definition of "court

218. In this Part, "court", in relation to a corporation, means a court having jurisdiction in the place where the corporation has its registered office.

Application of Part

Staying

proceedings

- 219. (1) This Part does not apply to a corporation for which there is a trustee in bankruptcy, a trustee under a proposal or an interim receiver under the Bankruptcy and Insolvency Act, or a receiver acting under a 25 provincial law, until the end of the prescribed period after
 - (a) the trustee or interim receiver has been discharged; or
 - intendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the Bankruptcy and Insolvency Act.
- (2) Any proceedings under this Part to tion that are pending when a trustee, interim receiver or receiver referred to in subsection (1) becomes entitled to act with respect to the corporation are stayed until the end of the prescribed period after
 - (a) the trustee or interim receiver has been discharged; or

- (4) L'organisation qui présente une demande d'ordonnance provisoire ou définitive en vertu du présent article en donne avis au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par 5 ministère d'avocat.
- (5) Après le prononcé de l'ordonnance visée à l'alinéa (3)d), les clauses d'arrangement sont envoyées au directeur, en la forme établie par lui, accompagnées, le cas échéant, des documents exigés par l'article 20 et le paragraphe 10 135(1).

Envoi des d'arrangement

(6) Sur réception des clauses d'arrangement. le directeur délivre un certificat d'arrangement au titre de l'article 277.

Certificat d'arrangement

(7) L'arrangement prend effet à la date 15 Prise d'effet de l'arrangement précisée dans le certificat d'arrangement.

PARTIE 14

LIQUIDATION ET DISSOLUTION

218. Dans la présente partie, «tribunal» désigne le tribunal compétent du ressort du siège de l'organisation.

Définition de « tribunal »

- 219. (1) La présente partie ne s'applique à 20 Application de la présente partie l'organisation, si un syndic, un syndic désigné dans une proposition ou un séquestre intérimaire agit à son égard en vertu de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité ou si un séquestre agit à son égard en vertu d'une loi provinciale, qu'à 25 l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par le séquestre de son rapport définitif et de son état de compte au (b) the receiver has provided to the Super-30 surintendant des faillites au titre du paragraphe 30 246(3) de cette loi.
- (2) Toute procédure soit de dissolution, soit dissolve or to liquidate and dissolve a corpora-35 de liquidation et de dissolution engagée en vertu de la présente partie, et en cours au moment où le syndic, le séquestre intérimaire ou le 35 séquestre visé au paragraphe (1) devient autorisé à agir à l'égard de l'organisation, est 40 suspendue jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la libération du syndic ou du séquestre intérimaire ou la transmission par 40 le séquestre de son rapport définitif et de son

Suspension des procédures

(b) the receiver has provided to the Superintendent of Bankruptcy the final report and statement of accounts required by subsection 246(3) of the Bankruptcy and Insolvency Act.

état de compte au surintendant des faillites au titre du paragraphe 246(3) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité.

Revival

220. (1) If a corporation or other body 5 corporate is dissolved under this Part, or if a body corporate created or continued under Part II of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 — or that is subject to Part III of that Act — is 10 dissoute en vertu de la Loi sur les corporations dissolved under that Act, any interested person may apply to the Director to have the dissolved corporation or other body corporate revived as a corporation under this Act.

220. (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en organisation régie 5 par la présente loi d'une organisation ou d'une autre personne morale dissoute en vertu de la présente partie, ou d'une personne morale canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés 10 de 1970, après avoir été créée ou prorogée sous le régime de la partie II de cette loi ou assujettie

(2) Les statuts de reconstitution sont envoyés

Articles of revival

(2) Articles of revival in the form that the 15 Director fixes shall be sent to the Director.

Envoi des statuts 15 de reconstitution

> Certificat de reconstitution

Reconstitution

Certificate of revival

- (3) On receipt of articles of revival, the Director shall issue a certificate of revival in accordance with section 277, if
- (3) Sur réception des statuts de reconstitution, le directeur délivre un certificat de reconstitution au titre de l'article 277 si:

au directeur en la forme établie par lui.

à la partie III de la même loi.

certificat.

(a) the dissolved corporation or body corpo-20 rate has fulfilled all conditions precedent that the Director considers reasonable; and

a) d'une part, l'organisation ou la personne morale dissoute a rempli les conditions 20 préalables à la délivrance qu'il estime raisonnables;

(b) there is no valid reason for refusing to issue the certificate.

b) d'autre part, il n'y a aucun motif valable d'en refuser la délivrance.

Date of revival

(4) A dissolved corporation or other body 25 corporate is revived as a corporation under this Act on the date shown on the certificate of revival.

(4) L'organisation ou la personne morale 25 Prise d'effet de la reconstitution dissoute est reconstituée en organisation régie par la présente loi à la date précisée dans le

Special Act no longer applicable

(5) On the revival of a body corporate Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.

(5) La loi spéciale du Parlement ayant Non-application without share capital incorporated by a special 30 constitué la personne morale sans capital- 30 de la loi spéciale actions cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa

reconstitution au titre de la présente loi.

Rights preserved

(6) Subject to any reasonable terms that may be imposed by the Director, to the rights 35 imposées par le directeur, des droits acquis par acquired by any person after its dissolution and to any changes to the internal affairs of the corporation or body corporate after its dissolution, the revived corporation is, in the same manner and to the same extent as if it had not 40 vre, comme si elle n'avait jamais été dissoute: been dissolved.

(6) Sous réserve des modalités raisonnables toute personne après sa dissolution et de tout 35 changement aux affaires internes de l'organisation ou de la personne morale survenu après sa dissolution, l'organisation reconstituée recou-

a) la même situation juridique, notamment 40 ses droits et privilèges, indépendamment de leur date d'acquisition;

Maintien des

- (a) restored to its previous position in law, including the restoration of any rights and privileges whether arising before its dissolution or after its dissolution but before its revival: and
- (b) liable for the obligations that it would have had if it had not been dissolved, whether they arise before its dissolution or after its dissolution but before its revival.

b) la responsabilité des obligations qui seraient les siennes si elle n'avait pas été dissoute, indépendamment de la date où elles ont été contractées.

Legal actions

(7) Any legal action respecting the affairs of 10 a revived corporation taken between the time of its dissolution and its revival is valid and effective.

(7) Est valide toute action en justice concer- 5 Actions en nant les affaires internes de l'organisation reconstituée intentée entre le moment de sa dissolution et celui de sa reconstitution.

15 « intéressé » s'entend notamment :

personne morale dissoute;

morale était reconstituée:

dissoute:

dissoute.

(8) Pour l'application du présent article,

a) du membre, de l'administrateur, du diri-

geant, de l'employé ou du créancier de l'organisation ou de la personne morale

b) de toute personne liée par un contrat — à 15 l'exclusion, au Québec, du contrat à titre

gratuit — conclu avec l'organisation ou la

c) de toute personne qui, bien que non visée

deviendrait si l'organisation ou la personne

d) du syndic de faillite ou du liquidateur de

l'organisation ou de la personne morale

par l'alinéa a) à la date de la dissolution, le 20

Définition de 10 « intéressé »

Definition of "interested nerson'

(8) In this section, "interested person" includes

- (a) a member, a director, an officer, an employee and a creditor of a dissolved
- corporation or body corporate; (b) a person who has a contract — other than, in Quebec, a contract by gratuitous title 20 — with the dissolved corporation or body

corporate;

- (c) a person who, although at the time of dissolution of the corporation or body corporate was not a person described in 25 paragraph (a), would be such a person if a certificate of revival were issued under this section; and
- (d) a trustee in bankruptcy or a liquidator for the dissolved corporation or body corporate. 30

221. (1) L'organisation n'ayant enregistré aucune adhésion peut être dissoute par résolution de tous les administrateurs

Dissolution avant le début des activités

25

Dissolution before commencing activities

Dissolution if no

property

221. (1) A corporation that has not issued any memberships may be dissolved at any time by resolution of all the directors.

(2) A corporation that has no property and no liabilities may be dissolved by special resolution 35 être dissoute par résolution extraordinaire des 30 d'une of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote.

(2) L'organisation sans biens ni dettes peut membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.

Dissolution organisation sans biens ni dettes

Dissolution where property disposed of

(3) A corporation that has property or 40 liabilities or both may be dissolved by special resolution of the members or, if it has more than one class or group of members, by special resolution of each class or group whether or not the members are otherwise entitled to vote, if 45 voter ou non par ailleurs, pourvu que:

(3) L'organisation qui a des biens ou des dettes, ou les deux à la fois, peut être dissoute 35 après répartition par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou groupes si les adhésions sont ainsi réparties, qu'ils soient habiles à

Dissolution l'organisation

- (a) by the special resolution or resolutions the members authorize the directors to cause the corporation to distribute any money or other property in accordance with sections 235 to 237 and discharge any liabilities; and 5
- (b) the corporation has distributed any money or other property and discharged any liabilities before it sends articles of dissolution to the Director under subsection (4).
- a) d'une part, les résolutions autorisent les administrateurs à effectuer la répartition des biens en conformité avec les articles 235 à 237 et le règlement des dettes;
- b) d'autre part, l'organisation ait effectué la 5 répartition des biens et le règlement des dettes avant d'envoyer les clauses de dissolution au directeur conformément au paragraphe (4).

Articles of dissolution

(4) Articles of dissolution in the form that the 10 Director fixes shall be sent to the Director.

(4) Les clauses de dissolution sont envoyées au directeur en la forme établie par lui.

Envoi des clauses de 10 dissolution

Certificate of dissolution

(5) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 277.

(5) Sur réception des clauses de dissolution, le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 277.

Certificat de

Effect of certificate

(6) The corporation ceases to exist on the 15 date shown in the certificate of dissolution.

(6) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.

Prise d'effet de la dissolution 15

Proposing liquidation and dissolution

222. (1) The directors may propose the voluntary liquidation and dissolution of a corporation, or a member who is entitled to vote at an annual meeting of members may 20 ment à l'article 164, par tout membre habile à make such a proposal in accordance with section 164.

222. (1) La liquidation et la dissolution volontaires de l'organisation peuvent être proposées par les administrateurs ou, conformévoter à l'assemblée annuelle. 20

(2) L'avis de convocation de l'assemblée à

laquelle il doit être statué sur la proposition de

les modalités de la proposition.

Proposition des administrateurs ou d'un membre

Notice of meeting

(2) Notice of any meeting of members at which voluntary liquidation and dissolution is to be proposed shall set out the terms of the 25 liquidation et de dissolution volontaires expose proposal.

Avis de l'assemblée

Members' resolution

(3) A corporation may liquidate and dissolve by special resolution of the members or, if the corporation has more than one class or group of members, by special resolution of each class or 30 groupes si les adhésions sont ainsi réparties, group whether or not the members are otherwise entitled to vote.

(3) L'organisation peut prononcer sa liquida- 25 Résolution des tion et sa dissolution par résolution extraordinaire des membres, votant par catégories ou qu'ils soient habiles à voter ou non par ailleurs.

membres

Statement of intent to dissolve

(4) A statement of intent to dissolve in the form that the Director fixes shall be sent to the Director.

(4) Une déclaration d'intention de dissolu- 30 Envoi de la tion est envoyée au directeur en la forme établie 35 par lui.

d'intention

Certificate of intent to dissolve

(5) On receipt of a statement of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of intent to dissolve in accordance with section 277.

(5) Sur réception de la déclaration d'intention, le directeur délivre, au titre de l'article 277, un certificat d'intention de dissolution.

Certificat d'intention de dissolution 35

Effect of certificate

(6) On the issuance of a certificate of intent 40 to dissolve, the corporation shall cease to carry on its activities except to the extent necessary for the liquidation, but its corporate existence continues until the Director issues a certificate 45 of dissolution.

(6) Dès la délivrance du certificat d'intention, l'organisation doit cesser toute activité, sauf dans la mesure nécessaire à la liquidation, mais sa personnalité morale ne cesse d'exister qu'à la délivrance du certificat de dissolution. 40

Effet du

5

Liquidation

- (7) After the issuance of a certificate of intent to dissolve, the corporation shall
 - (a) immediately cause notice of the certificate to be sent to each known creditor of the corporation:
 - (b) without delay take reasonable steps to give notice of it in each province in Canada where the corporation was carrying on activities at the time it sent the statement of intent to dissolve to the Director; 10
 - (c) do all acts required to liquidate its property — including collecting its property, transferring property referred to in section 235 and converting any property not to be transferred or distributed in kind into money 15 - and discharge all its liabilities; and
 - (d) after giving the notice required under paragraphs (a) and (b) and adequately providing for the discharge of all of its liabilities, distribute its remaining property, 20 either in money or in kind, in accordance with sections 236 and 237.

Supervision by court

(8) On the application of the Director or any interested person made at any time during the liquidation of a corporation, a court may order 25 that the liquidation be continued under the supervision of the court as provided in this Part and make any further order that it thinks fit.

Notice to Director

(9) An interested person who makes an application under this section shall give the 30 prévue au présent article en donne avis au Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

Revocation

(10) At any time after the issue of a certificate of intent to dissolve and before the 35 peut, après sa délivrance et avant celle du issue of a certificate of dissolution, a certificate of intent to dissolve may be revoked by sending to the Director a statement of revocation of intent to dissolve in the form that the Director fixes, if the revocation is approved in the same 40 par lui. manner as the resolution under subsection (3).

Certificate of revocation of intent to dissolve

(11) On receipt of a statement of revocation of intent to dissolve, the Director shall issue a certificate of revocation of intent to dissolve in accordance with section 277.

- (7) À la suite de la délivrance du certificat d'intention de dissolution, l'organisation:
 - a) en envoie immédiatement avis à chaque créancier connu:
 - b) prend sans délai toute disposition utile 5 pour en donner avis dans chaque province où elle exercait ses activités au moment de l'envoi au directeur de la déclaration d'intention de dissolution:
 - c) accomplit les actes utiles à la liquidation 10 - notamment recouvrer ses biens, remettre les biens visés à l'article 235 et réaliser en numéraire les biens qui ne sont pas destinés à être remis ou répartis en nature — et règle ses 15 dettes:
 - d) après avoir donné les avis exigés par les alinéas a) et b) et constitué une provision suffisante pour régler ses dettes, répartit le reliquat des biens, en numéraire ou en nature. en conformité avec les articles 236 et 237. 20
- (8) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande présentée au cours de la liquidation par le directeur ou par tout intéressé, décider que la liquidation sera poursuivie sous sa surveillance conformément à la présente partie et 25 prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

Avis au directeur

Surveillance judiciaire

(9) L'intéressé qui présente la demande directeur; celui-ci peut comparaître en personne 30 ou par ministère d'avocat.

Révocation

- (10) Le certificat d'intention de dissolution certificat de dissolution, être révoqué par résolution adoptée conformément au paragraphe 35 (3), sur envoi au directeur d'une déclaration de renonciation à la dissolution en la forme établie
- (11) Sur réception de la déclaration de renonciation, le directeur délivre un certificat 40 renonciation à la dissolution de renonciation à la dissolution au titre de 45 l'article 277.

Certificat de

Liquidation

Effect of certificate

(12) On the date shown in the certificate of revocation of intent to dissolve, the revocation is effective and the corporation may continue to carry on its activities.

(12) La renonciation prend effet à la date précisée dans le certificat de renonciation et l'organisation peut dès lors continuer à exercer ses activités.

Prise d'effet de la renonciation

Right to dissolve

(13) If a certificate of intent to dissolve has 5 not been revoked and the corporation has complied with subsection (7), the corporation shall prepare articles of dissolution.

(13) En l'absence de renonciation, l'organi- 5 Droit de sation, après avoir observé le paragraphe (7). rédige les clauses de dissolution.

dissolution

Articles of dissolution

- (14) Articles of dissolution in the form that
- (14) Les clauses de dissolution sont enthe Director fixes shall be sent to the Director. 10 voyées au directeur en la forme établie par lui.

Envoi des clauses de dissolution

Certificate of dissolution

(15) On receipt of articles of dissolution, the Director shall issue a certificate of dissolution in accordance with section 277.

(15) Sur réception des clauses de dissolution, 10 Certificat de dissolution le directeur délivre un certificat de dissolution au titre de l'article 277.

- Effect of certificate
- (16) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

(16) L'organisation cesse d'exister à la date Prise d'effet de la dissolution 15 précisée dans le certificat de dissolution.

Dissolution by Director

223. (1) Subject to subsections (2) and (3), the Director may

223. (1) Sous réserve des paragraphes (2) et 15 Dissolution par le directeur (3), le directeur peut:

- (a) dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution under this section if the corporation 20
- a) soit dissoudre, par la délivrance du certificat de dissolution prévu au présent article, toute organisation qui, selon le cas:
- (i) has not commenced its activities within the prescribed period after the date shown in its certificate of incorporation,
- (i) n'a pas commencé ses activités dans le 20 délai réglementaire suivant la date précisée dans son certificat de constitution,
- (ii) has not carried on its activities for the prescribed period, 25
- (ii) n'a pas exercé ses activités pendant la période réglementaire,
- (iii) is in default for a prescribed period in sending to the Director any fee, notice or other document required by this Act, or
- (iii) omet, pendant la période réglemen-25 taire, d'envoyer au directeur les droits, avis ou autres documents exigés par la présente loi,
- (iv) does not have any directors or is in the situation described in subsection 131(4); or 30
- (iv) est sans administrateur ou se trouve dans la situation visée au paragraphe 30 131(4);
- (b) apply to a court for an order dissolving the corporation, in which case section 228 applies.
- b) soit demander au tribunal sa dissolution par voie d'ordonnance, auquel cas l'article 228 s'applique.

Publication

- (2) The Director shall not dissolve a corporation under this section until the Director has
- (2) Le directeur ne peut dissoudre, en vertu 35 Préavis et 35 du présent article, une organisation avant de lui avoir donné, ainsi qu'à chacun de ses administrateurs, un préavis de sa décision et d'avoir fait paraître un avis de son intention dans une publication destinée au grand public. 40
 - publication d'un

the corporation to the corporation and to each director; and

(a) given notice of the decision to dissolve

(b) published notice of that decision in a publication generally available to the public. 40

Certificate of dissolution

(3) Unless cause to the contrary has been shown or an order has been made by a court under section 259, the Director may, after the expiry of the prescribed period, issue a certificate of dissolution.

Exception non-payment of incorporation fee

(4) Despite anything in this section, the Director may dissolve a corporation by issuing a certificate of dissolution if the required fee for the issuance of a certificate of incorporation has not been paid.

(3) En l'absence d'opposition justifiée ou d'ordonnance rendue en vertu de l'article 259. le directeur peut, à l'expiration de la période réglementaire, délivrer un certificat de dissoluCertificat de dissolution

(4) Malgré toute autre disposition du présent article, le directeur peut dissoudre une organisation par la délivrance d'un certificat de dissolution lorsque les droits exigibles pour la 10 délivrance du certificat de constitution n'ont pas 10 été payés.

Non-paiement des droits de constitution

Effect of certificate

(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

Grounds for

- 224. (1) The Director or any interested person may apply to a court for an order dissolving a corporation if the corporation has 15 de l'organisation qui, selon le cas:
 - (a) failed for the prescribed period to comply with the requirements of this Act with respect to the holding of annual meetings of members:
 - (b) contravened subsection 17(2) or section 20 22, 23, 175 or 176; or
 - (c) procured any certificate under this Act by misrepresentation.

Notice to Director

(2) An interested person who makes an application under this section shall give the 25 prévue au présent article en donne avis au Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and be heard in person or by counsel.

Dissolution order

(3) On an application under this section or corporation be dissolved or that the corporation be liquidated and dissolved under the supervision of the court and may make any other order that it thinks fit.

Certificate

- (4) On receipt of an order under this section 35 or section 223 or 225, the Director shall
 - (a) if the order is to dissolve the corporation, issue a certificate of dissolution; or
 - (b) if the order is to liquidate and dissolve the corporation under the supervision of the 40 court, issue a certificate of intent to dissolve and publish notice of the order in a publication generally available to the public.

(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.

Prise d'effet de la dissolution

- 224. (1) Le directeur ou tout intéressé peut Demande au tribunal demander au tribunal d'ordonner la dissolution 15
 - a) a omis, pendant la période réglementaire, de respecter les exigences prévues par la présente loi concernant la tenue des assemblées annuelles: 20
 - b) a enfreint les dispositions du paragraphe 17(2) ou des articles 22, 23, 175 ou 176;
 - c) a obtenu un certificat au titre de la présente loi sur présentation de faits erronés.
- (2) L'intéressé qui présente la demande 25 Avis au directeur directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.
- (3) Le tribunal peut, par ordonnance, sur section 223, the court may order that the 30 demande présentée en vertu du présent article 30 dissolution ou de l'article 223, prononcer la dissolution de l'organisation ou en prescrire la dissolution et la liquidation sous sa surveillance, et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Ordonnance de

(4) Sur réception de l'ordonnance visée au 35 Certificat de présent article ou aux articles 223 ou 225, le directeur délivre:

dissolution ou d'intention de dissolution

- a) un certificat de dissolution, s'il s'agit d'une ordonnance à cet effet;
- b) un certificat d'intention de dissolution, 40 dont il fait paraître un avis dans une publication destinée au grand public, s'il s'agit d'une ordonnance de liquidation et de dissolution sous surveillance judiciaire.

Effect of certificate

(5) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

Further grounds

- 225. (1) On the application of a member, a court may order the liquidation and dissolution of a corporation or any of its affiliated 5 tion de l'organisation ou de toute autre organicorporations
 - (a) if the court is satisfied that in respect of the corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or unfairly prejudicial to, or unfairly disregards the 10 interests of, any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result:
 - (i) any act or omission of the corporation or any of its affiliates, 15
 - (ii) the conduct of the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates, or
 - (iii) the exercise of the powers of the directors of the corporation or any of its affiliates; or 20
 - (b) if the court is satisfied that
 - (i) a unanimous member agreement entitles a complaining member to demand dissolution of the corporation after the occurrence of a specified event and that 25 event has occurred, or
 - (ii) it is just and equitable that the corporation should be liquidated and dissolved.

Faith-based defence

- (2) The court may not make an order under 30 paragraph (1)(a) if the court is satisfied that
 - (a) the corporation is a religious corporation;
 - (b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and 35
 - (c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

Alternative order

(3) On an application under this section, the 40 court may make any order under this section or section 254 that it thinks fit.

(5) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.

225. (1) Le tribunal peut, sur demande d'un membre, ordonner la liquidation et la dissolusation de son groupe, selon le cas:

- a) s'il est convaincu que l'organisation ou la personne morale de son groupe entrave l'exercice des droits de tout actionnaire, créancier, administrateur, dirigeant ou mem-10 bre, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts:
 - (i) soit par une action ou une omission qui lui est imputable,
 - (ii) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes.
 - (iii) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs 20 pouvoirs;
- b) s'il est convaincu:
 - (i) soit qu'il est survenu un événement qui, selon une convention unanime des membres, permet au membre mécontent d'exi- 25 ger la dissolution,
 - (ii) soit que la mesure est juste et équitable.
- (2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance en vertu de l'alinéa (1)a) s'il est 30 défense fondé convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou l'exercice des pouvoirs à l'origine de la demande sont fondés sur un précepte religieux 35 observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.
- (3) Sur demande présentée en vertu du 40 Ordonnance présent article, le tribunal peut rendre, conformément à cet article ou à l'article 254, toute ordonnance qu'il estime indiquée.

Prise d'effet de la dissolution

Demande au tribunal - autres

Moyen de sur un précepte religieux

Application of

- (4) Section 255 applies to an application
- under this section.

Application for supervision

226. (1) An application to a court to supervise a voluntary liquidation and dissolution under subsection 222(8) shall state the reasons, verified by an affidavit of the applicant, why the court should supervise the liquidation and dissolution.

(4) L'article 255 s'applique aux demandes visées au présent article.

Application de l'article 255

226. (1) La demande de surveillance présentée au tribunal au titre du paragraphe 222(8) 5 doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur 5 à l'appui.

Demande motivée

Court supervision

(2) If a court makes an order applied for dissolution of the corporation shall continue under the supervision of the court in accordance with this Act.

(2) La liquidation et la dissolution se pourunder subsection 222(8), the liquidation and 10 suivent, conformément à la présente loi, sous la surveillance du tribunal, si l'ordonnance prévue au paragraphe 222(8) est rendue.

Surveillance

Application to court

227. (1) An application to a court under verified by an affidavit of the applicant, why the corporation should be liquidated and dissolved.

227. (1) La demande de liquidation et de subsection 225(1) shall state the reasons, 15 dissolution visée au paragraphe 225(1) doit être motivée, avec l'affidavit du demandeur à l'appui.

Demande motivée

préliminaire

10

(2) On the application, the court may make interested person to show cause, at a time and place specified in the order, within the prescribed period after the date of the order, why the corporation should not be liquidated and dissolved.

(2) Après le dépôt de la demande, le tribunal 15 Ordonnance an order requiring the corporation and any 20 peut, par ordonnance, requérir l'organisation ainsi que tout intéressé d'expliquer, dans le délai réglementaire suivant le prononcé de l'ordonnance et aux lieu, date et heure indiqués, pourquoi la liquidation et la dissolution seraient 20 25 inopportunes.

Powers of court

(3) On the application, the court may order the directors and officers of the corporation to furnish the court with all material information known to or reasonably ascertainable by them, including

(3) Le tribunal peut de plus ordonner aux Pouvoirs du tribunal administrateurs et dirigeants la fourniture des renseignements pertinents qu'ils ont en leur possession ou qu'ils peuvent raisonnablement 25

- (a) financial statements of the corporation;
- (b) the name and address of each member of the corporation; and
- (c) the name and address of each known creditor or claimant, including any creditor or 35 claimant with unliquidated, future or contingent claims, and any person with whom the corporation has a contract.

a) les états financiers de l'organisation;

b) les noms et adresses des membres;

30 obtenir, notamment:

40 graphe (2) doit à la fois:

de l'organisation;

c) les noms et adresses des créanciers ou réclamants connus, y compris ceux qui ont 30 des créances non liquidées, futures ou éventuelles, et des cocontractants de l'organisation.

(4) L'ordonnance rendue en vertu du para-

Publication

- (4) A copy of an order made under subsection (2) shall be
- a) paraître de la manière qui y est indiquée, selon la fréquence minimale prévue par règlement, avant la date de l'audience, dans un journal publié ou diffusé au lieu du siège
- (a) published as directed in the order, at a prescribed minimum frequency, before the time appointed for the hearing, in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered 45 office; and

Publication 35

40

(b) served on the Director and each person named in the order.

Person responsible

- (5) Publication and service of an order under this section shall be effected by the corporation or by any other person, and in any manner, that the court orders.
- b) être signifiée au directeur et aux personnes qui y sont désignées.
- (5) La publication et la signification des ordonnances visées au présent article sont faites, 5 selon les modalités que fixe le tribunal, par 5 l'organisation ou la personne qu'il désigne.

Personne responsable

Powers of court

- 228. In connection with the dissolution or the liquidation and dissolution of a corporation, the court may, if it is satisfied that the corporation is discharge of all its liabilities, make

 - (a) an order to liquidate;
 - (b) an order appointing or replacing a liquidator, with or without security, and fixing the remuneration of the liquidator or 15 their replacement;
 - (c) an order appointing or replacing inspectors or referees and specifying the powers and fixing the remuneration of the inspectors or referees or their replacements; 20
 - (d) an order determining the notice to be given to any interested person, or dispensing with notice to any person;
 - (e) an order determining the validity of any claims made against the corporation;
 - (f) an order, at any stage of the proceedings, restraining the directors and officers
 - (i) from exercising any of their powers, or
 - (ii) from collecting or receiving any debt or other property of the corporation and 30 from paying out or transferring any property of the corporation, except as permitted by the court;
 - (g) an order determining and enforcing
 - (i) the duty of any present or former 35 director, officer or member to the corporation, or
 - (ii) the liability of such a person for an obligation of the corporation;
 - (h) an order approving the payment, satisfac- 40 tion or compromise or, in Quebec, transaction of claims against the corporation and the retention of assets for that purpose, and determining the adequacy of provisions for

- **228.** En vue de la dissolution, avec ou sans liquidation, le tribunal peut, par ordonnance, s'il constate la capacité de l'organisation de payer able to pay or adequately provide for the 10 ou de constituer une provision pour régler ses 10 dettes:
 - a) exiger la liquidation;
 - b) nommer un liquidateur ou le remplacer, en exigeant ou non une garantie, et fixer la rémunération de celui-ci ou de son rempla-15
 - c) nommer des inspecteurs ou des arbitres ou les remplacer et préciser les pouvoirs et la rémunération de ceux-ci ou de leurs remplaçants; 20
 - d) préciser les avis à donner aux intéressés ou accorder une dispense d'avis;
 - e) statuer sur la validité des réclamations faites contre l'organisation;
 - f) interdire, à tout stade de la procédure, aux 25 administrateurs et aux dirigeants:
 - (i) soit d'exercer tout ou partie de leurs pouvoirs,
 - (ii) soit de percevoir toute créance de l'organisation ou de payer, transférer ou 30 recevoir tout bien de celle-ci, sauf dans la mesure qu'il autorise;
 - g) préciser les devoirs des administrateurs, dirigeants ou membres ou de leurs prédécesseurs envers l'organisation et les contraindre 35 à s'en acquitter et, d'autre part, préciser et mettre en jeu leur responsabilité envers les tiers pour les obligations de l'organisation;
 - h) approuver, en ce qui concerne les dettes de l'organisation, tout paiement, règlement 40 ou transaction ainsi que toute rétention d'éléments d'actif à cet effet, et décider si les provisions constituées suffisent à régler les dettes de l'organisation, qu'elles soient ou non liquidées, futures ou éventuelles; 45

Pouvoirs du

the payment or discharge of liabilities of the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent;

- (i) an order determining the use of documents and records of the corporation or 5 directing their disposition, including by destruction;
- (*j*) on the application of a creditor, the inspectors or the liquidator, an order giving directions on any matter arising in the 10 liquidation:
- (k) an order specifying to whom the assets of the corporation will be distributed;
- (*l*) after notice has been given to all interested parties, an order relieving a liquidator 15 from any omission or default on any terms that the court thinks fit and confirming any act of the liquidator;
- (m) subject to sections 234 to 237, an order approving any proposed interim or final 20 distribution of money or other property;
- (n) an order disposing of any property belonging to creditors or members who cannot be found;
- (o) on the application of any director, officer, 25 member or creditor or the liquidator,
 - (i) an order staying the liquidation on any terms and conditions that the court thinks fit,
 - (ii) an order continuing or discontinuing 30 the liquidation proceedings, or
 - (iii) an order to the liquidator to restore to the corporation all its remaining property;
- (p) after the liquidator has rendered a final account to the court, an order dissolving the 35 corporation; and
- (q) any other order that it thinks fit.
- **229.** The liquidation of a corporation commences when a court makes a liquidation order.

- *i*) fixer l'usage qui sera fait des documents et livres de l'organisation et prévoir la façon de s'en départir, par destruction ou autrement;
- j) sur demande d'un créancier, des inspecteurs ou du liquidateur, donner des instruc- 5 tions sur toute question touchant à la liquidation;
- *k*) préciser entre qui les biens doivent être répartis;
- *l*) sur avis à tous les intéressés, décharger le 10 liquidateur de ses manquements, selon les modalités qu'il estime indiquées, et confirmer ses actes;
- m) sous réserve des articles 234 à 237, approuver tout projet de répartition provisoire 15 ou définitive entre les membres, en numéraire ou en nature;
- n) fixer la destination des biens appartenant aux créanciers ou aux membres introuvables;
- o) sur demande de tout administrateur, diri-20 geant, membre ou créancier ou du liquidateur:
 - (i) surseoir à la liquidation, selon les modalités qu'il estime indiquées,
 - (ii) poursuivre ou interrompre la procédure 25 de liquidation,
 - (iii) enjoindre au liquidateur de restituer à l'organisation le reliquat des biens de celleci;
- p) après la reddition de comptes définitive du 30 liquidateur devant lui, dissoudre l'organisation;
- q) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.
- **229.** La liquidation de l'organisation com- 35 Effet de mence dès que le tribunal rend une ordonnance à cet effet.
- **230.** (1) À la suite du prononcé de l'ordonnance de liquidation :

Cessation des activités et perte de pouvoirs

Effect of order

Cessation of

activities and

powers

230. (1) If a court makes an order for the 40 liquidation of a corporation,

- (a) the corporation continues in existence but shall cease to carry on activities, except activities that are, in the opinion of the liquidator, required for an orderly liquidation; and
- (b) the powers of the directors and members cease and vest in the liquidator, except as specifically authorized by the court.

Delegation by liquidator

(2) The liquidator may delegate any powers the directors or members.

Appointment of liquidator

231. (1) When making an order for the liquidation of a corporation or at any time after making the order, the court may appoint any person, including a director, an officer or a 15 sonne, notamment 1'un des administrateurs, member of the corporation or any other body corporate, as liquidator of the corporation.

Vacancy

(2) If an order for the liquidation of a corporation has been made and the office of liquidator is or becomes vacant, the property of 20 du poste de liquidateur survenant après le the corporation is under the control of the court until the office of liquidator is filled.

Duties of liquidator

232. A liquidator shall

- (a) immediately after appointment give notice of the appointment to the Director and to 25 each claimant and creditor known to the liquidator;
- (b) in each province where the corporation carries on activities, provide, without delay, notice in accordance with the regulations of 30 the appointment
 - (i) requiring any person indebted to the corporation to render an account and pay to the liquidator at the time and place specified any amount owing,
 - (ii) requiring any person possessing property of the corporation to deliver it to the liquidator at the time and place specified, and
 - (iii) requiring any person having a claim 40 against the corporation, whether liquidated, unliquidated, future or contingent, to present particulars of the claim in writing to the liquidator within the prescribed period;

- a) l'organisation, tout en continuant à exister, cesse d'exercer ses activités, à l'exception de celles que le liquidateur estime nécessaires au déroulement normal des opérations de la liquidation;
- b) les pouvoirs des administrateurs et des membres sont dévolus au liquidateur, sauf indication contraire et expresse du tribunal.
- (2) Le liquidateur peut déléguer aux admivested in the liquidator by paragraph (1)(b) to 10 nistrateurs ou aux membres tout ou partie des 10 liquidateur pouvoirs qui lui sont dévolus en vertu de l'alinéa (1)b).

Délégation par le

231. (1) Le tribunal peut, lorsqu'il rend l'ordonnance de liquidation ou par la suite, nommer en qualité de liquidateur toute per-15 dirigeants ou membres de l'organisation ou d'une autre personne morale.

Nomination du liquidateur

Vacance

(2) Les biens de l'organisation sont placés sous la garde du tribunal durant toute vacance 20 prononcé de l'ordonnance de liquidation.

232. Le liquidateur:

Obligations du liquidateur

- a) donne avis sans délai de sa nomination au directeur et aux réclamants et créanciers 25 connus de lui:
- b) donne sans délai conformément aux règlements, dans chaque province où l'organisation exerce ses activités, un avis de sa nomination obligeant: 30
 - (i) les débiteurs de l'organisation à lui rendre compte et à lui payer leurs dettes, aux date et lieu précisés dans l'avis,
 - (ii) les personnes en possession des biens de l'organisation à les lui remettre aux date 35 et lieu précisés dans l'avis,
 - (iii) les personnes ayant une réclamation contre l'organisation à lui fournir par écrit, dans le délai réglementaire, un relevé détaillé de leur créance, qu'elle soit ou 40 non liquidée, future ou éventuelle;
- c) assume la garde et la responsabilité de tous les biens de l'organisation;

- (c) take into custody and control the property of the corporation;
- (d) open and maintain a trust account for the money of the corporation;
- (e) keep accounts of the money of the 5 corporation received and paid out by the liquidator;
- (f) maintain separate lists of the members, creditors and other persons having claims against the corporation; 10
- (g) if at any time the liquidator determines that the corporation is unable to pay or adequately provide for the discharge of its liabilities, apply to the court for directions;
- (h) deliver to the court and to the Director, at 15 least once in the prescribed period after appointment or more often as the court may require, financial statements of the corporation in the form required by section 173 or in any other form that the liquidator may think 20 proper or as the court may require; and
- (i) after the final accounts are approved by the court, distribute any remaining property of the corporation in accordance with sections 235 to 237.

233. (1) A liquidator may

- (a) retain legal counsel, accountants, engineers, appraisers and other professional advisers;
- (b) bring, defend or take part in any civil, 30 criminal or administrative action or proceeding on behalf of the corporation;
- (c) carry on the activities of the corporation as required for an orderly liquidation;
- (d) sell by public auction or private sale any 35 property of the corporation;
- (e) do all acts and execute or, in Quebec, sign any documents on behalf of the corporation;
- (f) borrow money on the security of the property of the corporation; 40
- (g) settle or compromise or, in Quebec, transact on any claims by or against the corporation; and

- d) ouvre un compte en fiducie pour les fonds de l'organisation;
- e) tient la comptabilité des recettes et déboursés de l'organisation;
- f) tient des listes distinctes des membres, 5 créanciers et autres réclamants;
- g) demande des instructions au tribunal après constatation de l'incapacité de l'organisation de régler ses dettes ou de constituer une provision suffisante à cette fin; 10
- h) remet au tribunal ainsi qu'au directeur, au moins une fois au cours de la période réglementaire suivant sa nomination et chaque fois que le tribunal l'exige, les états financiers de l'organisation en la forme 15 exigée à l'article 173 ou en telle autre forme jugée convenable par lui ou exigée par le tribunal;
- *i*) après l'approbation par le tribunal de ses comptes définitifs, répartit le reliquat des 20 biens de l'organisation en conformité avec les articles 235 à 237.

233. (1) Le liquidateur peut:

Pouvoirs du liquidateur

- a) retenir les services de conseillers professionnels, notamment de conseillers juridi-25 ques, de comptables, d'ingénieurs et d'estimateurs;
- b) ester en justice, dans le cadre de toute procédure civile, pénale ou administrative, pour le compte de l'organisation; 30
- c) exercer les activités de l'organisation dans la mesure nécessaire à la liquidation;
- d) vendre aux enchères publiques ou de gré à gré tout bien de l'organisation;
- e) agir et signer des documents au nom de 35 l'organisation;
- f) contracter des emprunts garantis par les biens de l'organisation;
- g) transiger sur toutes réclamations mettant en cause l'organisation ou les régler; 40

Powers of liquidator

(h) do all other things necessary for the liquidation of the corporation and distribution of its property.

Due diligence

- (2) A liquidator is not liable if the liquidator exercised the care, diligence and skill that a reasonably prudent person would have exercised in comparable circumstances, including reliance in good faith on
 - (a) financial statements of the corporation represented to the liquidator by an officer of 10 the corporation or in a written report of the public accountant of the corporation fairly to reflect the financial condition of the corporation; or
 - (b) a report of a person whose profession 15 lends credibility to a statement made by that person.

Liability for environmental matters

(3) Despite anything in federal or provincial law, a liquidator is not liable, in that capacity, for any environmental condition or environ-20 mental damage, unless the condition arose or the damage occurred after the liquidator's appointment as a result of the liquidator's gross negligence or wilful misconduct or, in Quebec, the liquidator's gross or intentional fault. 25

Application for examination

(4) On the application of a liquidator, the court may - if it is satisfied that there are reasonable grounds to believe that any person has in their possession or under their control, or has concealed, withheld or misappropriated, any 30 l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, property of the corporation — make an order requiring that person to appear before the court at the time and place designated in the order and to be examined.

Power of court

(5) If the court is satisfied, on the examina- 35 tion, that the person has concealed, withheld or misappropriated property of the corporation, the court may order that person to restore it or pay compensation to the liquidator.

Costs of liquidation

234. (1) A liquidator shall pay the costs of 40 liquidation out of the property of the corporation and shall pay, or make adequate provision for, all claims against the corporation.

- h) faire tout ce qui est par ailleurs nécessaire à la liquidation et à la répartition des biens de l'organisation.
- (2) N'engage pas sa responsabilité le liqui-5 dateur qui a agi avec le soin, la diligence et la compétence dont ferait preuve, en pareilles circonstances, une personne prudente, notamment en s'appuyant de bonne foi sur les documents suivants:

Défense de 5 diligence raisonnable

- a) soit les états financiers de l'organisation 10 qui, d'après l'un de ses dirigeants ou d'après le rapport écrit de l'expert-comptable, présentent adéquatement sa situation;
- b) soit les rapports des personnes dont la profession permet d'accorder foi à leurs 15 déclarations.
- (3) Par dérogation au droit fédéral et provincial, le liquidateur est, en cette qualité, dégagé de toute responsabilité personnelle découlant de tout fait ou dommage affectant l'environnement, 20 sauf celui survenu après sa nomination et causé par sa négligence grave ou sa faute délibérée ou, au Québec, sa faute lourde ou intentionnelle.

Responsabilité en matière d'environnement

- (4) S'il est convaincu de l'existence de Demande motifs raisonnables de croire qu'une personne 25 d'interrogatoire a en sa possession ou sous sa responsabilité ou a dissimulé, retenu ou détourné des biens de sur demande du liquidateur, obliger celle-ci à comparaître pour interrogatoire aux date, heure 30 et lieu fixés dans l'ordonnance.
- (5) S'il est convaincu au terme de l'interrogatoire que la personne a dissimulé, retenu ou détourné des biens de l'organisation, le tribunal peut, par ordonnance, enjoindre à celle-ci de les 35 restituer au liquidateur ou de lui verser une indemnité compensatoire.
- 234. (1) Le liquidateur acquitte les frais de liquidation sur les biens de l'organisation; il règle également toutes les dettes de l'organisa- 40 tion ou constitue une provision suffisante à cette fin.

Pouvoirs du tribunal

Frais de liquidation

Comptes

définitifs

Final accounts

- (2) Within the prescribed period after appointment, and after paying, or making adequate provision for, all claims against the corporation, the liquidator shall apply to the court
 - (a) for approval of the final accounts and for 5 an order permitting the liquidator to distribute in money or in kind the remaining property of the corporation in accordance with sections 235 to 237; or
 - (b) for an extension of time, setting out the 10 reasons for the extension.

Member application

(3) On the application of a member of the corporation, the court may, if a liquidator fails to make the application required by subsection (2), order the liquidator to show cause why a final 15 (2) d'expliquer les raisons pour lesquelles les accounting and distribution should not be made.

Publication

(4) A liquidator shall give notice of their intention to make an application under subsection (2) to the Director, to each inspector appointed under paragraph 228(c), to each 20 nommé en vertu de l'alinéa 228c), à chaque member and to any person who provided a security or fidelity bond or fidelity insurance for the liquidation, and shall publish the notice in a newspaper published or distributed in the place where the corporation has its registered office, 25 du siège de l'organisation ou par tout autre or as otherwise directed by the court.

Final order

- (5) If the court approves the final accounts rendered by a liquidator, the court shall make an order
 - (a) directing the Director to issue a certificate 30 of dissolution:
 - (b) giving directions regarding the custody of documents and records of the corporation or their disposition, including by destruction; and 35
 - (c) discharging the liquidator.

Delivery of order

(6) The liquidator discharged under subsection (5) shall immediately send a certified copy of the order referred to in that subsection to the Director.

Certificate of dissolution

(7) On receipt of a certified copy of the order referred to in subsection (5), the Director shall issue a certificate of dissolution.

(2) Dans le délai réglementaire suivant sa nomination et après avoir réglé toutes les dettes de l'organisation ou constitué une provision suffisante à cette fin, le liquidateur demande au tribunal:

- a) soit d'approuver ses comptes définitifs et de l'autoriser, par ordonnance, à répartir en numéraire ou en nature le reliquat des biens de l'organisation en conformité avec les articles 235 à 237; 10
- b) soit, motifs à l'appui, de prolonger son mandat.
- (3) Le tribunal peut, sur demande de tout membre, ordonner au liquidateur qui néglige de présenter la demande exigée par le paragraphe 15 comptes définitifs ne peuvent être dressés et la répartition ne peut être effectuée.

Demande des membres

- (4) Le liquidateur donne avis de son inten-Publication tion de présenter la demande prévue au 20 paragraphe (2) au directeur, à chaque inspecteur membre et aux personnes ayant fourni une sûreté ou une assurance détournement et vol pour les besoins de la liquidation, et fait paraître 25 cet avis dans un journal publié ou diffusé au lieu
- moyen choisi par le tribunal. (5) Le tribunal, s'il approuve les comptes

Ordonnance définitifs du liquidateur, doit, par ordonnance: 30

- a) demander au directeur de délivrer un certificat de dissolution:
- b) donner des instructions quant à la garde des documents et livres de l'organisation ou la fáçon de s'en départir, par destruction ou 35 autrement:
- c) le libérer.
- (6) Le liquidateur libéré en vertu du para-Copie graphe (5) envoie sans délai au directeur une copie certifiée conforme de l'ordonnance visée à 40 40 ce paragraphe.
 - (7) Sur réception de la copie certifiée conforme, le directeur délivre un certificat de dissolution.

Certificat de dissolution

Effect of certificate

(8) The corporation ceases to exist on the date shown in the certificate of dissolution.

Transfer on condition of return

235. If a person has transferred property to a corporation subject to the condition that it be returned on the dissolution of the corporation, the liquidator shall transfer that property to that person.

Application

- 236. (1) This section applies to
- (a) a corporation that is a registered charity within the meaning of subsection 248(1) of 10 the *Income Tax Act*;
- (b) a soliciting corporation; and
- (c) a corporation that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the form of 15
 - (i) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property requested from any person who is not
 - (A) a member, director, officer or employee of the corporation at the time of 20 the request,
 - (B) a spouse of a person referred to in clause (A) or an individual who is cohabiting with that person in a conjugal relationship, having so cohabited for a 25 period of at least one year, or
 - (C) a child, parent, brother, sister, grandparent, uncle, aunt, nephew or niece of a person referred to in clause (A) or of a spouse or individual referred 30 to in clause (B),
 - (ii) grants or similar financial assistance received from the federal government or a provincial or municipal government, or an agency of such a government, or 35
 - (iii) donations or gifts or, in Quebec, gifts or legacies of money or other property from a corporation or other entity that has, in the prescribed period, received income in excess of the prescribed amount in the 40 form of donations, gifts or legacies referred to in subparagraph (i) or grants or similar financial assistance referred to in subparagraph (ii).

- (8) L'organisation cesse d'exister à la date précisée dans le certificat de dissolution.
- 235. Si l'organisation a reçu des biens d'une personne à la condition qu'elle les lui remette en 5 cas de dissolution, le liquidateur remet ces biens 5 à la personne.

Prise d'effet de la dissolution

Remise de certains biens

236. (1) Le présent article s'applique à:

Application

- a) l'organisation qui est un organisme de bienfaisance enregistré au sens du paragraphe 248(1) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
- b) l'organisation ayant recours à la sollicitation;
- c) l'organisation qui a touché un revenu excédant le montant réglementaire, pendant la période réglementaire, lequel revenu pro-15 vient:
 - (i) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de sommes d'argent ou d'autres biens, demandés aux personnes autres que les personnes suivan- 20 tes:
 - (A) un membre, un administrateur, un dirigeant ou un employé au service de l'organisation au moment de la demande,
 - (B) l'époux d'une personne visée à la division (A) ou la personne qui vit avec elle dans une relation conjugale depuis au moins un an,
 - (C) l'enfant, le père, la mère, le frère, la 30 soeur, le grand-père, la grand-mère, l'oncle, la tante, le neveu ou la nièce d'une personne visée aux divisions (A) ou (B),
 - (ii) de subventions d'un ministère ou d'un 35 organisme fédéral ou provincial, d'une municipalité ou d'un organisme municipal, ou de toute aide financière analogue,
 - (iii) d'une donation ou d'un legs ou, ailleurs qu'au Québec, d'une donation de 40 sommes d'argent ou d'autres biens d'une organisation ou d'une autre entité qui, pendant la période réglementaire, a touché un revenu excédant le montant réglemen-

Articles to provide for distribution of property

(2) The articles of a corporation shall provide that any property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation, other than property referred to in section 235, shall be distributed to one or more qualified donees, within the meaning of subsection 248(1) of the Income Tax Act.

Distribution in accordance with order

Notice of

- (3) If the articles of a corporation do not provide for distribution to one or more qualified under section 228 for the distribution of the remaining property of the corporation, other than the property referred to in section 235, to one or more qualified donees.
- (4) The liquidator shall give notice to the 15 application Director of the application, and the Director may appear and be heard in person or by counsel.

Distribution in accordance with articles

237. (1) If the articles of a corporation, other than a corporation referred to in subsection 20 des biens de toute organisation non visée au 236(1), provide for the distribution of property remaining on liquidation after the discharge of any liabilities of the corporation, the liquidator shall distribute the remaining property, other than the property referred to in section 235, in 25 accordance with the articles.

Distribution to members

(2) If the articles do not provide for the distribution of the remaining property, the liquidator shall divide the remaining property, other than the property referred to in section 30 d'adhésions. 235, into as many equal shares as there are memberships in the corporation and distribute one share to the holder of each membership.

Right to distribution in money

238. (1) If in the course of liquidation of a dator proposes to do any of the following, a member may apply to the court for an order requiring the distribution of the property of the corporation to be in money:

taire sous forme de donation ou de legs visés au sous-alinéa (i) ou de subventions ou de toute aide financière visées au sousalinéa (ii).

- (2) Les statuts de l'organisation doivent 5 Transfert des prévoir que le reliquat de ses biens après le règlement de ses dettes, à l'exception des biens visés à l'article 235, est transféré, en cas de liquidation, à un ou plusieurs donataires reconnus au sens du paragraphe 248(1) de la Loi de 10 l'impôt sur le revenu.
- (3) Si les statuts de l'organisation ne prévoient pas un tel transfert, il incombe au donees, the liquidator shall apply for an order 10 liquidateur de demander au tribunal de rendre l'ordonnance prévue à l'article 228 afin que 15 celui-ci soit effectué.

Transfert des biens non régi par statuts

biens régi par

statuts

(4) Le liquidateur donne avis de la demande au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Avis au directeur

237. (1) Le liquidateur répartit le reliquat 20 Répartition en paragraphe 236(1) après le règlement de ses dettes, à l'exception de ceux visés à l'article 235, en conformité avec les statuts de celle-ci.

conformité avec les statuts

- (2) Si les statuts ne régissent pas la réparti- 25 Répartition en tion du reliquat de ces biens, le liquidateur les répartit en parts égales en fonction du nombre
- 238. (1) Tout membre peut demander au corporation the members resolve or the liqui-35 tribunal d'imposer, par ordonnance, la réparti-30 tion en numéraire des biens de l'organisation si, au cours de la liquidation, les membres décident, par résolution, ou si le liquidateur propose:
 - a) soit d'échanger tout ou partie des biens de 35 l'organisation contre des valeurs mobilières ou des titres de créance d'une autre personne

Droit à la répartition en numéraire

parts égales

- (a) exchange all or substantially all of the property of the corporation for securities, debt obligations or memberships of another body corporate that are to be distributed to the members; or
- (b) distribute all or part of the property of the corporation to the members in kind.

telle personne morale, à répartir entre les membres:

morale ou des adhésions enregistrées par une

b) soit de répartir tout ou partie des biens de l'organisation, en nature, entre les membres. 5

Powers of court

(2) On an application under subsection (1), the court may order all of the property of the corporation to be converted into and distributed 10 réalisation de tous les biens de l'organisation in money.

(2) Le tribunal peut, sur demande présentée en vertu du paragraphe (1), ordonner la et la répartition du produit.

Pouvoirs du tribunal

documents

Custody of records

239. A person who has been granted custody of the documents and records of a dissolved corporation remains liable to produce those prescribed period after the corporation's dissolution or of any shorter period fixed by an order made under subsection 234(5).

239. La personne qui s'est vu confier la 10 Garde des garde des documents et livres d'une organisation dissoute peut être tenue de les produire documents and records until the expiry of the 15 jusqu'à l'expiration de la période réglementaire suivant la dissolution ou de la période plus courte fixée dans l'ordonnance rendue en vertu 15 du paragraphe 234(5).

240. (1) Au présent article, « membre » s'en-

tants personnels du membre.

Definition of "member

240. (1) In this section, "member" includes the heirs and personal representatives of a 20 tend notamment des héritiers et des représenmember.

Définition de « membre »

Continuation of actions

- (2) Despite the dissolution of a corporation under this Act.
 - (a) any civil, criminal or administrative action or proceeding commenced by or 25 against the dissolved corporation before its dissolution may be continued as if the corporation had not been dissolved;
 - (b) any civil, criminal or administrative action or proceeding may be brought against 30 the dissolved corporation within two years after its dissolution as if the corporation had not been dissolved; and
 - (c) any property that would have been available to satisfy any judgment or order if 35 the corporation had not been dissolved remains available for that purpose.

- (2) Malgré la dissolution d'une organisation 20 Continuation des poursuites au titre de la présente loi :
 - a) les poursuites civiles, pénales ou administratives intentées par ou contre elle avant sa dissolution peuvent être continuées comme si la dissolution n'avait pas eu lieu; 25

b) dans les deux ans suivant la dissolution, des poursuites civiles, pénales ou administratives peuvent être intentées contre l'organisation comme si elle n'avait pas été 30 dissoute;

c) les biens qui auraient servi à satisfaire à tout jugement ou ordonnance, n'eût été de la dissolution, demeurent disponibles à cette fin.

Service on corporation

(3) Service of a document on a corporation after its dissolution may be effected by serving the document on a person whose name appears 40 nom figure sur la dernière liste ou le dernier avis on the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.

(3) Après la dissolution, la signification des documents peut se faire à toute personne dont le 35 envoyé conformément aux articles 129 ou 135,

selon le cas, et reçu par le directeur.

Signification

Service on company

(4) Service of a document on a company to which the Canada Corporations Act, chapter 45 compagnie qui était régie par la Loi sur les 40 C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970,

(4) La signification des documents à une corporations canadiennes, chapitre C-32 des

Signification

Remhoursement

applied and that has been dissolved under subsection 298(5) may be effected by serving the document on a person shown as a director in the last annual summary filed by the company under that Act.

Reimbursement

(5) Despite the dissolution of a corporation under this Act, a member to whom any of its property has been distributed is liable to any person claiming under subsection (2) to the on that distribution, and an action to enforce that liability may be brought within two years after the date of the dissolution of the corporation.

Representative action

- (6) A court may order an action referred to in who were members as a class or group, subject to any conditions that the court thinks fit, and, if the plaintiff establishes a claim, the court may refer the proceedings to a referee or other officer of the court, who may
 - (a) add as a party to the proceedings each person who was a member found by the plaintiff;
 - (b) determine, subject to subsection (5), the amount that each person who was a member 25 shall contribute towards satisfaction of the plaintiff's claim; and
 - (c) direct payment of the amounts so determined.

Creditors or members not

241. (1) On the dissolution of a corporation 30 under this Act, the portion of the property distributable to a creditor or member who cannot be found shall be converted into money and paid to the Receiver General.

Payment to be forwarded

(2) If payment is made to the Receiver 35 General under subsection (1) with respect to a creditor or member, the corporation or liquidator shall forward to the Director with the payment all documents, records and registers in the possession of the corporation or liquidator that 40 relate to the entitlement of the creditor or member.

Constructive satisfaction

(3) A payment under subsection (1) is deemed to be in satisfaction of a debt or claim of the creditor or member. 45

Statuts revisés du Canada de 1970, et qui a été dissoute par suite de l'application du paragraphe 298(5) peut se faire à toute personne figurant comme administrateur dans le dernier sommaire 5 déposé par la compagnie au titre de cette loi.

(5) Malgré la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, les membres entre lesquels sont répartis les biens engagent leur responsabilité, à concurrence de la somme extent of the amount received by that member 10 reque, envers toute personne invoquant le 10 paragraphe (2), toute action en recouvrement pouvant alors être engagée dans les deux ans suivant la dissolution.

Action en justice

- (6) Le tribunal peut ordonner que soit subsection (5) to be brought against the persons 15 intentée, collectivement contre les membres, 15 collective l'action visée au paragraphe (5), sous réserve des conditions qu'il estime indiquées, et peut, si le demandeur établit le bien-fondé de sa demande, renvoyer l'affaire devant un de ses 20 fonctionnaires — notamment un arbitre — qui a 20 le pouvoir:
 - a) de joindre comme partie à l'instance chaque ancien membre retrouvé par le demandeur:
 - b) de déterminer, sous réserve du paragraphe 25
 - (5), la part que chaque ancien membre doit verser pour dédommager le demandeur;
 - c) d'ordonner le versement des sommes ainsi déterminées.

241. (1) La partie des biens à remettre, par 30 Créanciers ou suite de la dissolution d'une organisation en vertu de la présente loi, à tout créancier ou membre introuvable doit être réalisée en numéraire et le produit versé au receveur général. 35

introuvables

(2) Le liquidateur ou l'organisation qui effectue le versement envoie en même temps au directeur tous documents, livres et registres en sa possession concernant le droit au paiement du créancier ou du membre, selon le cas.

Envoi des documents

(3) Le versement ainsi effectué est réputé régler le créancier ou dédommager le membre.

Dédommagement

Recovery

(4) A person who establishes an entitlement to any money paid to the Receiver General under this Act shall be paid by the Receiver General an equivalent amount out of the Consolidated Revenue Fund.

Vesting in Crown

242. (1) Subject to subsection 240(2) and section 241, property of a dissolved corporation that has not been disposed of at the date of its dissolution under this Act vests in Her Majesty in right of Canada.

Return of property on revival

- (2) If a dissolved corporation is revived as a corporation under section 220, any property, other than money, that vested in Her Majesty under subsection (1) and that has not been disposed of shall be returned to the corporation 15 220; lui sont versées, sur le Trésor: and there shall be paid to the corporation out of the Consolidated Revenue Fund
 - (a) an amount equal to any money received by Her Majesty under subsection (1); and
 - (b) if property other than money vested in 20 Her Majesty under subsection (1) and that property has been disposed of, an amount equal to the lesser of
 - (i) the value of that property at the date it vested in Her Majesty, and 25
 - (ii) the amount realized by Her Majesty from the disposition of that property.

PART 15

INVESTIGATION

Investigation

- 243. (1) On the application of a member, a debt obligation holder or the Director, ex parte or on any notice that the court requires, a court 30 membre ou détenteur de titre de créance ou du having jurisdiction in the place where a corporation has its registered office may direct an investigation to be made of the corporation and any of its affiliated corporations and may
 - (a) appoint an inspector to conduct the 35 nance: investigation or replace an inspector and fix the remuneration of the inspector or their replacement;
 - (b) determine the notice to be given to any interested person or, subject to subsection (3), 40 dispense with notice to any person;

(4) Le receveur général verse, sur le Trésor, une somme égale à celle qu'il a reçue au titre de la présente loi à toute personne qui la réclame à bon droit.

5

242. (1) Sous réserve du paragraphe 240(2) et de l'article 241, les biens dont il n'a pas été disposé à la date de la dissolution de l'organisation en vertu de la présente loi sont dévolus à 10 Sa Majesté du chef du Canada.

5 Dévolution à la Couronne

Recouvrement

- (2) Les biens ainsi dévolus à Sa Majesté et 10 Restitution des dont il n'a pas été disposé, à l'exclusion des sommes d'argent, sont restitués à l'organisation reconstituée en organisation en vertu de l'article
 - a) une somme égale à celles qu'a reçues Sa 15 Majesté en vertu du paragraphe (1);
 - b) en cas de disposition de biens autres qu'en numéraire dévolus à Sa Majesté, une somme correspondant au moins élevé des montants suivants: 20
 - (i) la valeur de ces biens à la date de leur dévolution,
 - (ii) le produit tiré par Sa Majesté de cette disposition.

PARTIE 15 **ENQUÊTE**

243. (1) Le tribunal du ressort du siège de 25 Enquête l'organisation peut, sur demande de tout directeur, présentée ex parte ou suivant l'envoi de l'avis qu'il exige, ordonner la tenue d'une enquête sur l'organisation et sur toute organisa-30 tion de son groupe; il peut alors, par ordon-

ordonnée par le tribunal

35

- a) nommer un inspecteur chargé de mener l'enquête ou le remplacer et fixer la rémunération de celui-ci ou de son remplaçant;
- b) préciser les avis à donner aux intéressés ou, sous réserve du paragraphe (3), accorder une dispense d'avis;

- (c) subject to section 245, authorize an inspector to enter any place if the court is satisfied that there are reasonable grounds to suspect that there is relevant information in that place and to examine any thing and make 5 copies of any document or record found there:
- (d) require any person to produce documents or records to an inspector;
- (e) authorize an inspector to conduct a 10 hearing, administer oaths and examine any person on oath, and make rules for the conduct of the hearing;
- (f) require any person to attend a hearing conducted by an inspector and to give 15 evidence on oath;
- (g) give directions to an inspector or any interested person on any matter arising in the investigation;
- (h) require an inspector to make an interim or 20 final report to the court;
- (i) determine whether a report of an inspector should be published and, if so, order the Director to publish the report in whole or in part or to send copies to any person whom the 25 court designates;
- (j) require an inspector to discontinue an investigation;
- (k) require the corporation to pay the costs of the investigation; and 30
- (1) make any other order that it thinks fit.
- (2) The court may make an order on an application under subsection (1) only if it appears to the court that
 - (a) the activities of the corporation or any of 35 its affiliates are or have been carried on with intent to defraud any person;
 - (b) the activities or affairs of the corporation or any of its affiliates are or have been carried on or conducted, or the powers of the 40 directors are or have been exercised, in a manner that is oppressive or unfairly prejudicial to or that unfairly disregards the interests of a member or debt obligation holder;

- c) s'il est convaincu qu'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que des renseignements pertinents s'y trouvent, autoriser l'inspecteur, sous réserve de l'article 245, à visiter des lieux, ainsi qu'à examiner toute 5 chose et prendre copie de tout document ou livre qu'il y trouve:
- d) requérir la présentation à l'inspecteur de documents ou de livres;
- e) autoriser l'inspecteur à tenir une audience, 10 à faire prêter serment et à interroger sous serment, ainsi que préciser les règles régissant la tenue de l'audience;
- f) citer toute personne à comparaître à l'audience tenue par l'inspecteur pour y 15 déposer sous serment;
- g) donner des instructions à l'inspecteur ou à tout intéressé sur toute question relevant de l'enquête;
- h) demander à l'inspecteur de lui faire un 20 rapport provisoire ou définitif;
- i) statuer sur l'opportunité de la publication du rapport de l'inspecteur et, le cas échéant, demander au directeur de le publier intégralement ou en partie ou d'en envoyer copie à 25 toute personne qu'il désigne;
- j) arrêter l'enquête;
- k) enjoindre à l'organisation de payer les frais de l'enquête;
- *l*) prendre toute autre mesure qu'il estime 30 indiquée.
- (2) Le tribunal ne peut rendre une telle Motifs ordonnance que s'il lui paraît établi, selon le cas:
 - a) que l'organisation ou une personne morale 35 de son groupe exerce ou a exercé ses activités avec une intention de fraude;
 - b) que l'organisation ou une personne morale de son groupe, soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses 40 affaires internes, soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs, entrave l'exercice des droits des membres ou des détenteurs de titres de

Grounds

- (c) the corporation or any of its affiliates was formed for a fraudulent or unlawful purpose or is to be dissolved for a fraudulent or unlawful purpose; or
- (d) persons concerned with the formation, 5 activities or affairs of the corporation or any of its affiliates have acted fraudulently or dishonestly.

créance ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts;

- c) que la constitution ou la dissolution de l'organisation ou d'une personne morale de 5 son groupe procède d'une intention frauduleuse ou illégale;
- d) que des personnes ont commis des actes frauduleux ou malhonnêtes dans le cadre de la constitution de l'organisation ou d'une 10 personne morale de son groupe, ou dans la conduite de ses activités ou de ses affaires internes.

(3) A member or debt obligation holder who give the Director reasonable notice of the application and the Director is entitled to appear

(3) Le membre ou le détenteur de titre de makes an application under subsection (1) shall 10 créance qui présente la demande visée au 15 paragraphe (1) en donne avis, dans un délai raisonnable, au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

(4) La personne qui présente la demande

(6) Toute publication relative à la demande

Avis an directeur

No security for costs

Notice to

Director

(4) An applicant under this section is not required to give security for costs.

and be heard in person or by counsel.

15 n'est pas tenue de fournir de cautionnement 20 pour les frais.

Absence de cautionnement

Hearings in camera

(5) An ex parte application under this section

shall be heard in camera.

(5) La demande ex parte faite au titre du Audiences à huis clos présent article est entendue à huis clos.

Consent to publish proceedings required

(6) No person shall publish anything relating to ex parte proceedings under this section except with the authorization of the court or 20 tribunal ou consentement écrit de l'organisation the written consent of the corporation being investigated.

Publication interdite, sauf ex parte est interdite, sauf autorisation du 25 autorisation préalable

Power of inspector

244. (1) An inspector under this Part has the powers set out in the order appointing the inspector.

244. (1) L'inspecteur visé par la présente partie a les pouvoirs précisés dans son ordon-25 nance de nomination.

faisant l'objet de l'enquête.

l'inspecteur Copie de

l'ordonnance

Pouvoirs de

Court order

Entering

dwelling

(2) An inspector shall on request produce to an interested person a copy of any order made under subsection 243(1).

(2) L'inspecteur remet à tout intéressé, sur demande, copie de toute ordonnance rendue en vertu du paragraphe 243(1).

Visite d'une habitation

245. (1) If the place referred to in paragraph an order under that paragraph unless it is satisfied that

- (a) entry to the dwelling is necessary to practically obtain the information; and
- (b) entry to the dwelling has been refused or 35 there are reasonable grounds for believing that entry will be refused.

245. (1) Dans le cas d'une habitation, le 243(1)(c) is a dwelling, the court shall not make 30 tribunal ne peut rendre l'ordonnance visée à 35 l'alinéa 243(1)c) que s'il est convaincu que la visite est nécessaire pour y obtenir les renseignements, sans difficulté excessive, et qu'un refus a été opposé à la visite ou qu'il y a des motifs raisonnables de croire que tel sera le cas. 40

l'enquête.

Use of force

(2) In acting under the authority of an order that authorizes entry to a dwelling, the inspector named in it shall not use force unless the inspector is accompanied by a peace officer and the use of force has been specifically authorized 5 in the order.

(2) L'inspecteur ne peut, dans le cadre de la visite, recourir à la force que si l'ordonnance en autorise expressément l'usage et que s'il est accompagné d'un agent de la paix.

Usage de la force

Hearing in camera

246. (1) On the application of an interested person, a court may make an order directing that a hearing conducted by an inspector under this Part be heard in camera or giving directions on 10 des instructions sur toute question relevant de any matter arising in the investigation.

246. (1) Le tribunal peut, sur demande de 5 Audience à huis tout intéressé, ordonner la tenue à huis clos de l'audience prévue à la présente partie et donner

Right to counsel

(2) A person whose conduct is being investigated or who is being examined at a hearing conducted by an inspector under this Part has a right to be represented by counsel. 15 faire représenter par avocat.

(2) La personne dont la conduite fait l'objet 10 Représentation de l'enquête ou qui est interrogée lors de l'audience prévue à la présente partie peut se

Incriminating

247. No person is excused from attending and giving evidence and producing documents and records to an inspector under this Part by reason only that the evidence tends to incriminate that person or subject that person to any 20 dispensée au seul motif que son témoignage proceeding or penalty, but no such evidence shall be used or is receivable against that person in any proceeding instituted against that person under an Act of Parliament, other than a prosecution under section 132 of the Criminal 25 intentées à son encontre en vertu d'une loi Code for perjury in giving the evidence or a prosecution under section 136 of that Act in respect of the evidence.

247. Toute personne tenue au titre de la Incrimination

présente partie de se présenter et de témoigner 15 devant un inspecteur ou de lui remettre des documents et des livres ne peut en être peut entraîner son inculpation ou la rendre passible de poursuites ou de sanctions; cepen- 20 dant, ce témoignage ne peut être invoqué et est irrecevable contre elle dans les poursuites fédérale, à l'exception de celles intentées en application de l'article 132 du Code criminel 25 pour parjure dans le cadre de ce témoignage ou de l'article 136 de cette loi à l'égard de ce témoignage.

nommé pour enquêter sur une organisation peut

fournir des renseignements aux fonctionnaires

canadiens ou étrangers ou en échanger avec eux

et collaborer de toute autre manière avec eux,

mènent, sur l'organisation, une enquête à propos

de toute allégation faisant état d'une conduite

répréhensible analogue à celles visées au

paragraphe 243(2).

Exchange of information

Restriction

248. (1) In addition to the powers set out in the order appointing the inspector, an inspector 30 son ordonnance de nomination, l'inspecteur 30 renseignements appointed to investigate a corporation may furnish information to, or exchange information and otherwise cooperate with, any public official in Canada or elsewhere who is authorized to exercise investigatory powers and who is 35 s'ils sont investis de pouvoirs d'enquête et 35 investigating, in respect of the corporation, any allegation of improper conduct that is the same as or similar to the conduct described in subsection 243(2).

248. (1) Outre les pouvoirs précisés dans Échange de

(2) An inspector shall not furnish informa-40 tion that was obtained from any person in the course of an investigation under this Part to a public official outside Canada unless the inspector is satisfied that the information will not be used against that person in any proceed-45 contre elle dans toute poursuite pénale. ing instituted against that person for an offence.

(2) Toutefois, l'inspecteur ne peut fournir 40 Limite aux fonctionnaires étrangers les renseignements obtenus auprès d'une personne dans le cadre de l'enquête prévue par la présente partie que s'il est convaincu qu'ils ne seront pas invoqués

Absolute privilegedefamation

- 249. (1) Any oral or written statement or report made by an inspector or any other person in an investigation under this Part has absolute privilege.
- 249. (1) Les personnes, notamment les inspecteurs, qui font des déclarations orales ou écrites et des rapports au cours de l'enquête prévue par la présente partie jouissent d'une immunité absolue.

Immunité absoluediffamation

Copy of report

(2) An inspector shall send to the Director a 5 copy of every report made by the inspector under this Part.

Solicitor-client privilege or professional secrecy

250. Nothing in this Part shall be construed as affecting solicitor-client privilege or, in Quebec, the professional secrecy of advocates 10 l'avocat ou du notaire. and notaries.

Copie du rapport

(2) L'inspecteur envoie au directeur une copie de tout rapport qu'il établit au titre de la présente partie.

Secret

250. La présente partie n'a pas pour effet de porter atteinte au secret professionnel de 10 professionnel

PART 16

REMEDIES, OFFENCES AND **PUNISHMENT**

Definitions

251. The following definitions apply in this Part.

"action" « poursuite » "action" means an action under this Act.

"complainant" «plaignant»

"complainant" means

- (a) a former or present member or debt obligation holder of a corporation or any of its affiliates;
- (b) a present or former registered holder or beneficial owner of a share of an affiliate of a 20 corporation:
- (c) a former or present director or officer of a corporation or any of its affiliates;
- (d) the Director; or
- (e) any other person who, in the discretion of 25 a court, is a proper person to make an application under this Part.

PARTIE 16 RECOURS, INFRACTIONS ET PEINES

251. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

Définitions

« plaignant »

15

« plaignant » 'complainant''

- a) Tout membre ou détenteur de titre de 15 créance, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe;
- b) le détenteur inscrit ou le véritable propriétaire, ancien ou actuel, d'une action d'une personne morale du groupe de l'organisation; 20
- c) tout administrateur ou dirigeant, ancien ou actuel, d'une organisation ou d'une personne morale de son groupe;
- d) le directeur:
- e) toute autre personne qui, d'après un 25 tribunal, a qualité pour présenter une demande sous le régime de la présente partie.

«poursuite» Action intentée en vertu de la présente loi.

« poursuite » 'action'

Derivative action

252. (1) On the application of a complainant, a court may make an order granting the complainant leave to bring an action in the 30 intenter une poursuite au nom et pour le compte name of and on behalf of a corporation or any of its subsidiaries, or intervene in an action to which such a body corporate is a party, for the purpose of prosecuting, defending or discontinuing the action on its behalf.

252. (1) Le tribunal peut, par ordonnance, 30 Recours sur demande du plaignant, l'autoriser soit à d'une organisation ou de l'une de ses filiales, soit à intervenir dans une poursuite à laquelle est partie une telle personne morale, afin de 35 l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y 35 mettre fin pour le compte de cette personne morale.

similaire à l'action oblique Conditions precedent

- (2) The court may not make an order under subsection (1) unless the court is satisfied that
 - (a) the complainant has given notice to the directors of the corporation or its subsidiary of the complainant's intention to apply to the 5 court under subsection (1) within the prescribed period before bringing the application, or as otherwise ordered by the court, if the directors of the corporation or its subsidiary do not bring the action, prosecute 10 or defend it diligently or discontinue it;
 - (b) the complainant is acting in good faith; and
 - (c) it appears to be in the interests of the corporation or its subsidiary that the action be 15 brought, prosecuted, defended or discontinued.
- (3) The court may not make an order under subsection (1) if the court is satisfied that
 - (a) the corporation is a religious corporation; 20
 - (b) the decision of the directors referred to in paragraph (2)(a) is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and
 - (c) it was reasonable to base the decision on a tenet of faith, having regard to the activities 25 of the corporation.

Powers of court

Faith □ based

defence

- **253.** In connection with an action brought or intervened in as a result of an application under subsection 252(1), the court may at any time make
 - (a) an order authorizing the complainant or any other person to control the conduct of the action:
 - (b) an order giving directions for the conduct of the action:
 - (c) an order directing that any amount adjudged payable by a defendant in the action shall be paid, in whole or in part, directly to former or present shareholders, members and debt obligation holders of the corporation or 40 its subsidiary instead of to the corporation or its subsidiary;

- (2) Le tribunal ne peut rendre l'ordonnance que s'il est convaincu à la fois :
 - a) que le plaignant a donné avis de son intention de présenter la demande, selon les modalités de temps prévues par règlement ou 5 selon ce que le tribunal estime indiqué, aux administrateurs de l'organisation ou de sa filiale dans le cas où ils n'ont pas intenté la poursuite, n'ont pas agi avec diligence dans le cadre de celle-ci ou n'y ont pas mis fin; 10
 - b) que le plaignant agit de bonne foi;
 - c) qu'il semble être de l'intérêt de l'organisation ou de sa filiale d'intenter la poursuite, de l'exercer, d'y présenter une défense ou d'y mettre fin.
- (3) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que le défaut par les administrateurs d'intenter la poursuite, d'agir avec diligence dans le cadre 20 de celle-ci ou d'y mettre fin est fondé sur un précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de le fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation.
- **253.** Le tribunal peut, par ordonnance, dans le cadre de toute poursuite ou intervention visée au paragraphe 252(1):

Pouvoirs du tribunal

- a) autoriser le plaignant ou toute autre personne à assurer la conduite de la poursuite; 30
- b) donner des instructions sur la conduite de la poursuite;
- c) faire payer directement aux membres, aux détenteurs de titres de créance ou aux actionnaires, anciens ou actuels, et non à 35 l'organisation ou sa filiale, tout ou partie des sommes adjugées:
- d) mettre à la charge de l'organisation ou de sa filiale les frais de justice raisonnables supportés par le plaignant; 40
- e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Conditions préalables

Moyen de défense fondé sur un précepte religieux

15

Demande en cas

d'abus

- (d) an order requiring the corporation or its subsidiary to pay reasonable legal costs incurred by the complainant in connection with the action; and
- (e) any other order that it thinks fit.

5

Application to court re oppression

- 254. (1) On the application of a complainant, a court may make an order if it is satisfied that, in respect of a corporation or any of its affiliates, any of the following is oppressive or unfairly prejudicial to or unfairly disregards the 10 avis, entrave l'exercice des droits des actionnaiinterests of any shareholder, creditor, director, officer or member, or causes such a result:
 - (a) any act or omission of the corporation or any of its affiliates;
 - (b) the conduct of the activities or affairs of 15 the corporation or any of its affiliates; or
 - (c) the exercise of the powers of the directors or officers of the corporation or any of its affiliates.

Faith based defence

- (2) The court may not make an order if the 20 court is satisfied that
 - (a) the corporation is a religious corporation;
 - (b) the act or omission, the conduct or the exercise of powers is based on a tenet of faith held by the members of the corporation; and 25
 - (c) it was reasonable to base the act or omission, the conduct or the exercise of powers on the tenet of faith, having regard to the activities of the corporation.

Powers of court

- (3) The court may make any interim or final 30 order that it thinks fit, including an order
 - (a) restraining the conduct complained of;
 - (b) appointing a receiver or receivermanager;
 - (c) with respect to a corporation's affairs, 35 requiring the amendment of the articles or bylaws or the creation or amendment of a unanimous member agreement;
 - (d) directing an issue or exchange of memberships, debt obligations or securities;
 - (e) appointing directors in place of or in addition to all or any of the directors then in office;

- 254. (1) Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du plaignant, redresser la situation provoquée par l'organisation ou l'une des personnes morales de son groupe qui, à son res, créanciers, administrateurs, dirigeants ou membres, ou se montre injuste à leur égard en leur portant préjudice ou en ne tenant pas compte de leurs intérêts:
 - a) soit par une action ou une omission qui lui 10 est imputable;
 - b) soit par la façon dont elle conduit ou a conduit ses activités ou ses affaires internes;
 - c) soit par la façon dont ses administrateurs exercent ou ont exercé leurs pouvoirs.
- (2) Toutefois, le tribunal ne peut rendre l'ordonnance s'il est convaincu que l'organisation est une organisation religieuse, que l'action ou l'omission, la conduite des activités ou des affaires internes ou l'exercice des pouvoirs à 20 l'origine de la demande sont fondés sur un précepte religieux observé par les membres de l'organisation et qu'il était justifié de les fonder sur un tel précepte, compte tenu de la nature des activités de l'organisation. 25

Moyen de

religieux

défense fondé

sur un précepte

- (3) En vue de redresser la situation, le tribunal peut notamment, par l'ordonnance provisoire ou définitive qu'il estime indiquée :
 - a) faire cesser le comportement contesté;
 - b) nommer un séquestre ou un séquestre-30 gérant;
 - c) en ce qui concerne les affaires internes de l'organisation, exiger la modification des statuts ou des règlements administratifs ou l'établissement ou la modification d'une 35 convention unanime des membres;
 - d) prescrire l'émission ou l'échange d'adhésions, de titres de créance ou de valeurs mobilières:

Pouvoirs du tribunal

- (f) directing a corporation, subject to subsection (5), or any other person, to purchase the debt obligation of a debt obligation holder;
- (g) directing a corporation, subject to subsection (5), or any other person, to pay a 5 member all or part of the amount that the member paid for their membership;
- (h) varying, setting aside or annulling a transaction or contract to which a corporation is a party and compensating the corporation 10 or any other party to the transaction or contract:
- (i) requiring a corporation, within a time specified by the court, to produce to the court or an interested person financial statements in 15 the form required by section 173 or an accounting in any other form that the court may determine;
- (j) compensating an aggrieved person;
- (k) directing rectification of the registers or 20 other records of a corporation under section 256;
- (l) liquidating and dissolving a corporation;
- (m) directing an investigation under Part 15 to be made; and 25
- (n) requiring the trial of any issue.

e) faire des nominations au conseil d'administration, soit pour remplacer tous les administrateurs en fonctions ou certains d'entre eux, soit pour en augmenter le nombre;

f) enjoindre à l'organisation, sous réserve du paragraphe (5), ou à toute autre personne d'acheter le titre de créance d'un détenteur de titre de créance:

- g) enjoindre à l'organisation, sous réserve du 10 paragraphe (5), ou à toute autre personne de rembourser à des membres tout ou partie des sommes d'argent qu'ils ont versées pour payer le prix de leurs adhésions;
- h) modifier une opération ou un contrat 15 auquel l'organisation est partie ou en prononcer la nullité, avec indemnisation de l'organisation ou des autres parties;
- i) enjoindre à l'organisation de lui fournir ou de fournir à tout intéressé —, dans le délai 20 prescrit, ses états financiers en la forme exigée à l'article 173, ou de rendre compte en telle autre forme qu'il peut fixer;
- j) indemniser les personnes qui ont subi un préjudice;
- *k*) prescrire la rectification des registres ou autres livres de l'organisation, conformément à l'article 256;
- l) prononcer la liquidation et la dissolution de l'organisation; 30
- m) prescrire la tenue d'une enquête conformément à la partie 15;
- n) exiger l'instruction de toute question litigieuse.
- (4) Dans les cas où l'ordonnance exige des 35 Devoir des modifications aux statuts ou aux règlements administratifs de l'organisation :
 - a) les administrateurs se conforment sans délai au paragraphe 216(4);
 - b) toute autre modification des statuts ou des 40 règlements administratifs ne peut se faire qu'avec l'autorisation du tribunal, sous réserve de toute autre décision judiciaire.

Duty of directors

- (4) If an order directs amendment of the articles or by-laws of a corporation,
 - (a) the directors shall immediately comply with subsection 216(4); and
 - (b) no other amendment to the articles or bylaws shall be made without the consent of the court, until a court otherwise orders.

Limite

Limitation

- (5) A corporation shall not make a payment to a member under paragraph (3)(f) or (g) if there are reasonable grounds for believing that, after that payment,
 - (a) the corporation is or would be unable to 5 pay its liabilities as they become due; or
 - (b) the realizable value of the corporation's assets would be less than the aggregate of its liabilities.

Alternative order

(6) An applicant under this section may 10 apply in the alternative for an order under section 225.

Evidence of members approval not decisive

255. (1) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not shown that an alleged breach of a right or duty owed to the corporation or its subsidiary has been or might be approved by the members of that body corporate, but evidence of approval by court in making an order under section 225, 253 or 254.

Court approval to discontinue

(2) An application made or an action brought or intervened in under this Part shall not be want of prosecution or, in Quebec, failure to respect the agreement between the parties as to the conduct of the proceeding without the approval of the court given on any terms that that the interests of any complainant may be substantially affected by the stay, discontinuance, settlement, dismissal or failure, the court may order any party to the application or action to give notice to the complainant. 35

No security for

(3) A complainant is not required to give security for costs in any application made or action brought or intervened in under this Part.

Interim costs

(4) In an application made or an action brought or intervened in under this Part, the 40 poursuites ou interventions visées par la précourt may at any time order the corporation or its subsidiary to pay to the complainant interim costs, including legal costs and disbursements, but the complainant may be held accountable for those interim costs on final disposition of the 45 pourront être comptables lors de la décision application or action.

- (5) L'organisation ne peut effectuer aucun paiement à un membre en vertu des alinéas (3)f) ou g) s'il existe des motifs raisonnables de croire que:
 - a) ou bien elle ne peut ou ne pourrait de 5 ce fait — acquitter son passif à échéance;
 - b) ou bien la valeur de réalisation de son actif serait, de ce fait, inférieure à son passif.
- (6) Le plaignant agissant au titre du présent article peut, à son choix, demander au tribunal 10 de rendre l'ordonnance prévue à l'article 225.
- 255. (1) Les demandes, poursuites ou interventions visées par la présente partie ne peuvent be stayed or dismissed by reason only that it is 15 être suspendues ni rejetées au seul motif qu'il est prouvé que les membres ont ou avaient le 15 pouvoir d'approuver l'inexécution d'obligations envers l'organisation ou sa filiale; toutefois, le tribunal peut tenir compte de cette preuve the members may be taken into account by the 20 lorsqu'il rend les ordonnances prévues aux articles 225, 253 ou 254. 20

Approbation de l'abandon des poursuites

Preuve de

l'approbation

des membres non décisive

- (2) La suspension, l'abandon, le règlement ou le rejet des demandes, poursuites ou stayed, discontinued, settled or dismissed for 25 interventions visées par la présente partie pour cause de non-respect de l'entente sur le déroulement de l'instance ou, ailleurs qu'au 25 Québec, de défaut de poursuite est subordonné à leur approbation par le tribunal selon les the court thinks fit and, if the court determines 30 modalités qu'il estime indiquées; il peut également ordonner à toute partie d'en donner avis aux plaignants s'il conclut que leurs intérêts 30 peuvent être sérieusement compromis.
 - (3) Les plaignants ne sont pas tenus de fournir de cautionnement pour frais pour les demandes, poursuites ou interventions visées 35 par la présente partie.
 - (4) Lorsqu'il donne suite aux demandes, sente partie, le tribunal peut ordonner à l'organisation ou à sa filiale de verser aux plaignants des frais provisoires, y compris les 40 frais de justice et les déboursés, dont ils définitive.

Frais provisoires

Absence de cautionnement

ment à tort.

ou par ministère d'avocat.

Application to court to rectify

256. (1) If the name of a person is alleged to be or to have been wrongly entered or retained in, or wrongly deleted or omitted from, the registers or other records of a corporation, the corporation, a debt obligation holder, director, officer or member of the corporation or any aggrieved person may apply to a court for an order that the registers or records be rectified.

256. (1) L'organisation, les détenteurs de titres de créance, ses administrateurs, ses dirigeants, ses membres et toute personne qui subit un préjudice peuvent demander au tribunal de rectifier, par ordonnance, ses registres ou 5 autres livres, si le nom d'une personne y a été inscrit, maintenu, supprimé ou omis prétendu-

Demande de rectification au tribunal

Director's right to appear

(2) An applicant under this section shall give Director is entitled to appear before the court and be heard in person or by counsel.

(2) Le demandeur qui agit en vertu du the Director notice of the application and the 10 présent article donne avis de sa demande au 10 directeur; celui-ci peut comparaître en personne

Avis au directeur

Powers of court

(3) On an application under this section, the court may make

records of the corporation to be rectified;

- (a) an order requiring the registers or other 15
- (b) an order restraining the corporation from calling or holding a meeting of members before that rectification;
- (c) an order determining the right of a party 20 to the proceedings to have their name entered or retained in, or deleted or omitted from, the registers or records of the corporation;
- (d) an order compensating a party who has incurred a loss; and 25
- (e) any other order that it thinks fit.

that it thinks fit.

d) indemniser toute partie qui a subi une 25 perte:

e) prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

258. (1) Le directeur, s'il n'accepte pas les

257. On the application of the Director for 257. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande du directeur, lui donner des instruc-30 directions in respect of any matter concerning the Director's duties under this Act, a court may tions concernant les devoirs que lui impose la give any directions and make any further order 30 présente loi et prendre toute mesure supplé-

mentaire qu'il estime indiquée.

Notice of refusal

by Director

Application for

directions

258. (1) If the Director refuses to accept any document that takes effect under this Act on its acceptance or on the issuance of a certificate or other document, the Director shall, within the 35 la délivrance d'un certificat ou d'un autre prescribed period, give written notice of the refusal to the person who sent the document, giving reasons.

au titre de la présente loi, à leur acceptation ou à document, donne par écrit à l'expéditeur, dans le délai réglementaire, un avis motivé de sa décision.

> (2) Faute d'acceptation des documents, de d'envoi de l'avis dans le délai réglementaire, le directeur est réputé, pour l'application de l'article 259, avoir refusé les documents.

Deemed refusal

(2) If the Director does not, within the prescribed period, accept the document, issue 40 délivrance du certificat ou autre document ou the certificate or other document or give the notice of refusal, the Director is deemed for the purposes of section 259 to have refused the document.

(3) Lorsqu'il donne suite aux demandes visées au présent article, le tribunal peut, par ordonnance:

Pouvoirs du tribunal

a) exiger la rectification des registres ou autres livres de l'organisation;

b) enjoindre à l'organisation de ne pas convoquer ni tenir d'assemblée avant cette rectification;

c) déterminer le droit d'une partie à l'inscription, au maintien, à la suppression ou à l'omission de son nom, dans les registres ou livres de l'organisation;

20

Demande d'instructions

Avis de refus du documents dont la prise d'effet est subordonnée, 35 directeur

Refus réputé

40

45

Appeal from Director's decision

- 259. A court may, on the application of a person aggrieved by any of the following decisions of the Director, make any order that it thinks fit, including an order requiring the Director to change the decision:
 - (a) to refuse to accept in the form submitted any articles or other document required by this Act to be sent to the Director;
 - (b) to give a name, to change or revoke a name, or to refuse to reserve, accept, change 10 or revoke a name under section 13:
 - (c) not to accept a notice of registered office required by section 20;
 - (d) to refuse to issue a certificate of discontinuance under section 214 or a certificate 15 attesting that as of a certain date a corporation exists under subsection 291(2);
 - (e) to issue, or to refuse to issue, a certificate of revival under section 220, or to impose terms for revival; 20
 - (f) to dissolve a corporation under section 223:
 - (g) to correct, or to refuse to correct, articles, a certificate or other document under section 289: 25
 - (h) to cancel, or to refuse to cancel, the articles and any related certificate under section 290; or
 - (i) to grant, or to refuse to grant, an application made under subsection 2(6), 30 25(1) or (2), 105(3), 163(5) or 172(2) or section 174, 191 or 272.

260. On the application of a complainant or a creditor of a corporation, a court may make an officer, employee, agent or mandatary, public accountant, trustee, receiver, receiver-manager, sequestrator or liquidator of a corporation to comply with this Act, the regulations or the

259. Le tribunal peut, par ordonnance, prendre toute mesure qu'il estime indiquée, notamment enjoindre au directeur de modifier sa décision, sur demande de toute personne qui 5 subit un préjudice en raison de la décision de 5 celui-ci:

a) de ne pas accepter, en la forme qui lui est soumise, les statuts ou autres documents qui doivent lui être envoyés au titre de la présente

- b) de donner, de modifier ou d'annuler la dénomination de l'organisation ou de refuser de la réserver, de l'accepter, de la modifier ou de l'annuler en vertu de l'article 13:
- c) de ne pas accepter l'avis exigé par l'article 15 20:
- d) de refuser de délivrer le certificat de changement de régime visé à l'article 214 ou le certificat attestant l'existence d'une organisation à une date précise en vertu du 20 paragraphe 291(2);
- e) de délivrer ou de refuser de délivrer le certificat de reconstitution de l'organisation visé à l'article 220, ou d'imposer certaines modalités pour sa reconstitution; 25
- f) de dissoudre l'organisation en vertu de l'article 223:
- g) de rectifier ou de refuser de rectifier les statuts, certificats ou autres documents en vertu de l'article 289; 30
- h) d'annuler ou de refuser d'annuler les statuts et les certificats afférents en vertu de l'article 290:
- i) d'acquiescer ou non à la demande prévue par les paragraphes 2(6), 25(1) ou (2), 105(3), 35 163(5) ou 172(2) ou par les articles 174, 191 ou 272.

260. Le tribunal peut, par ordonnance, sur demande de tout plaignant ou créancier, enjoinorder directing a corporation or any director, 35 dre à l'organisation ou à ses administrateurs, 40 dirigeants, employés, mandataires, expertscomptables, fiduciaires, séquestres, séquestresgérants ou liquidateurs de se conformer — ou de ne pas contrevenir — à la présente loi, aux articles, the by-laws or a unanimous member 40 règlements, aux statuts, aux règlements admi- 45

Compliance or restraining order Ordonnances

peines.

agreement of the corporation or restraining any such person from acting in breach of them and make any further order that it thinks fit.

Summary application to

261. If this Act states that a person may a summary manner following applicable provincial law or as the rules of the court of competent jurisdiction provide, and subject to any order respecting notice to interested parties or costs, or any other order that the court thinks 10 concernées ou de frais. fit

nistratifs de l'organisation ou à la convention unanime des membres et prendre toute mesure supplémentaire qu'il estime indiquée.

261. Les demandes autorisées par la présente apply to a court, the application may be made in 5 loi peuvent être présentées par voie sommaire conformément au droit provincial applicable ou aux règles de tout tribunal compétent et sous réserve des ordonnances qu'il estime indiquées, notamment en matière d'avis aux parties

Demande 5 sommaire

Appeal of final order

262. (1) An appeal lies to the court of appeal of a province from any final order made by a court of that province under this Act.

262. (1) Toute ordonnance définitive du tribunal rendue en vertu de la présente loi est susceptible d'appel devant la cour d'appel de la province.

Appel

10

Appeal with leave

(2) An appeal lies to the court of appeal of a 15 province from any order other than a final order made by a court of that province, only with leave of the court of appeal.

(2) Toute autre ordonnance du tribunal n'est 15 Permission d'interjeter appel susceptible d'appel que sur permission de la cour d'appel de la province.

Offence

263. (1) Every person who contravenes a provision of this Act, other than paragraph 20 position de la présente loi, à l'exception de 149(2)(b), or the regulations is guilty of an offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

263. (1) Quiconque contrevient à toute dis-Infraction l'alinéa 149(2)b), ou aux règlements commet 20

une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonne-25 ment maximal de six mois, ou l'une de ces

25

Déclaration

trompeuse

Offences with respect to reports

(2) A person who makes, or assists in making, a false or misleading statement in a document required under this Act or the regulations to be sent to the Director or to any other person is guilty of an offence and liable on 30 summary conviction to a fine of not more than \$5,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

(2) La personne qui fait une déclaration fausse ou trompeuse dans un document à envoyer notamment au directeur au titre de la présente loi ou des règlements — ou qui aide une personne à faire une telle déclaration — 30 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines. 35

Offence - use of information

(3) A person who uses information obtained from a register of members or debt obligation 35 articles 22, 23 et 108, utilise, sans le consenteholders or a list of members or debt obligation holders required under this Act for a purpose other than those specified in sections 22, 23 and 108 without the written permission of the member or debt obligation holder about whom 40 information is being used is guilty of an offence

(3) Quiconque, à des fins non visées aux ment écrit du membre ou du détenteur de titre de créance intéressé, des renseignements sur celuici provenant d'un registre ou d'une liste tenus 40 au titre de la présente loi commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 25 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines. 45

Utilisation non autorisée de renseignements and liable on summary conviction to a fine of not more than \$25,000 or to imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Officers, etc., of bodies corporate

(4) If a body corporate commits an offence body corporate who authorized, permitted or acquiesced in the commission of the offence is a party to and guilty of the offence and is liable on summary conviction to a fine of not more than more than six months or to both, whether or not the body corporate has been prosecuted or convicted.

(4) En cas de perpétration par une personne under this section, any director or officer of the 5 morale d'une infraction prévue au présent article, ceux de ses administrateurs ou dirigeants qui y ont donné leur autorisation, leur permission ou leur acquiescement sont considérés 5 comme coauteurs de l'infraction et encourent. \$5,000 or to imprisonment for a term of not 10 sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 5 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, que la personne morale ait 10 été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

ou dirigeants

Administrateurs

Due diligence

(5) No person shall be convicted of an offence under this section if the person estab- 15 infraction prévue au présent article s'il établit lishes that they exercised due diligence to prevent the commission of the offence.

(5) Nul ne peut être déclaré coupable d'une qu'il a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.

Non-application of section 126 of the Criminal Code

(6) Section 126 of the Criminal Code does not apply in respect of the obligation under paragraph 149(2)(b).

(6) L'article 126 du Code criminel ne s'applique pas à l'égard de l'obligation prévue à 20 l'alinéa 149(2)b).

Non-application de l'article 126 du *Code* criminel

Diligence

Order to comply

264. (1) Where a person is guilty of an offence under this Act or the regulations, any court in which proceedings in respect of the offence are taken may, in addition to any punishment it may impose, order that person 25 tions auxquelles elles ont contrevenu. to comply with the provisions of this Act or the regulations for the contravention of which the person has been convicted.

264. (1) Le tribunal peut, en plus des peines prévues, ordonner aux personnes déclarées 20 conformer à la coupables d'infractions à la présente loi ou aux règlements de se conformer aux disposi-

Ordre de se

Limitation period

(2) A prosecution for an offence under this later than two years after the time when the subject matter of the complaint arose.

(2) Les infractions prévues par la présente loi Act may be instituted at any time within but not 30 se prescrivent par deux ans à compter de la 25 naissance de l'objet de la plainte.

Prescription

Civil remedy not affected

(3) No civil remedy for an act or omission is suspended or affected by reason that the act or omission is an offence under this Act.

(3) Le fait qu'une action ou une omission constitue une infraction à la présente loi est sans 35 effet sur les recours civils auxquels elle peut donner ouverture. 30

Maintien des recours civils

PART 17

DOCUMENTS IN ELECTRONIC OR OTHER **FORM**

PARTIE 17

DOCUMENTS SOUS FORME ÉLECTRONIQUE OU AUTRE

Definitions

265. The following definitions apply in this Part.

265. Les définitions qui suivent s'appliquent Définitions à la présente partie.

"electronic document' « document électronique» "electronic document" means, except in section 270, any form of representation of information or of concepts fixed in any medium in or by electronic, optical or other similar means and that can be read or perceived by a person or by any means.

"information system' « système d'information » "information system" means a system used to generate, send, receive, store or otherwise process an electronic document.

« document électronique » Sauf à l'article 270, s'entend de toute forme de représentation d'information ou de notions fixée sur quelque support que ce soit par des moyens électroni-5 ques, optiques ou autres movens semblables et 5 qui peut être lue ou percue par une personne ou par tout moven.

« document électronique » "electronic document'

« système d'information » Système utilisé pour créer, transmettre, recevoir, mettre en mémoire ou traiter de toute autre manière des documents 10 system' électroniques.

« système d'information » "information

Application

266. This Part does not apply to information, 10 including information in a notice or other document, sent to or issued by the Director under this Act or prescribed for the purposes of this section.

266. La présente partie ne s'applique pas à l'information, notamment celle contenue dans un avis ou un autre document, que le directeur envoie ou reçoit au titre de la présente loi, ni à 15 celle visée par règlement.

Application

Use not mandatory

267. (1) Nothing in this Act or the regula- 15 tions requires a person to create or provide an electronic document.

267. (1) La présente loi et les règlements n'obligent personne à créer ou à transmettre un document électronique.

Utilisation non obligatoire

autres exigences

Consent and other requirements

- (2) Despite anything in this Part, a requirement under this Act or the regulations to provide a person with information, including 20 information in a notice or other document, is not satisfied by the provision of an electronic document unless
 - (a) the addressee has consented, in the manner prescribed, and has designated an 25 information system for the receipt of the electronic document; and
 - (b) either the electronic document is provided to the designated information system or any other prescribed action is taken. 30
- (2) Malgré toute autre disposition de la 20 Consentement et présente partie, l'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, n'est satisfaite par la transmission d'un document électronique que si : 25
 - a) d'une part, le destinataire a donné son consentement selon les modalités réglementaires et désigné un système d'information pour sa réception;
 - b) d'autre part, le document électronique a 30 été transmis au système d'information ainsi désigné ou les mesures réglementaires ont été prises.

Revocation of consent

(3) An addressee may revoke the consent referred to in paragraph (2)(a) in the manner prescribed.

(3) Le destinataire peut, selon les modalités réglementaires, révoquer son consentement.

Révocation du 35 consentement

Creation and provision of

- 268. A requirement under this Act or the tion in a notice or other document, be created or provided is satisfied by the creation or provision of an electronic document if
 - (a) the by-laws or the articles of the corporation do not otherwise provide; and
 - (b) the regulations, if any, have been complied with.

268. L'obligation, faite par la présente loi ou regulations that information, including informa-35 les règlements, de créer ou de fournir une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création ou la transmission d'un document électronique si : 40

Création et fourniture d'information

- a) d'une part, les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation ne s'y opposent pas;
- b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées. 45

Création

par écrit

d'information

Creation of information in writing

- **269.** (1) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be created in writing is satisfied by the creation of an conditions set out in section 268.
 - (a) the information in the electronic document is accessible so as to be usable for subsequent reference; and
 - (b) the regulations pertaining to this subsec- 10 tion, if any, have been complied with.

Provision of information in writing

- (2) A requirement under this Act or the regulations that information, including information in a notice or other document, be provided in writing is satisfied by the provision of an 15 document, est satisfaite par la transmission d'un electronic document if, in addition to the conditions set out in section 268.
 - (a) the information in the electronic document is accessible by the addressee and capable of being retained by the addressee, 20 so as to be usable for subsequent reference; and
 - (b) the regulations pertaining to this subsection, if any, have been complied with.
- (3) A requirement under this Act or the 25 regulations for one or more copies of a document to be provided to a single addressee at the same time is satisfied by the provision of a single version of an electronic document.

Registered mail

Copies

(4) A requirement under this Act or the 30 regulations to provide a document by registered mail cannot be satisfied by means of an electronic document unless the regulations so prescribe and, in such case, only in accordance with the prescribed requirements. 35

Statutory declarations and affidavits

- 270. (1) A statutory declaration or an affidavit required under this Act or the regulations may be created or provided in an electronic document if
 - (a) the person who makes the statutory 40 declaration or affidavit signs it with his or her secure electronic signature;

269. (1) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de créer par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre document, est satisfaite par la création electronic document if, in addition to the 5 d'un document électronique si les conditions ciaprès et celles visées à l'article 268 sont réunies:

> a) d'une part, l'information qui y est contenue demeure accessible pour consultation

b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.

(2) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir par écrit une information, notamment dans un avis ou un autre 15 document électronique si les conditions ci-après et celles visées à l'article 268 sont réunies :

Fourniture d'information par écrit

10

- a) d'une part, l'information qui y est contenue peut être conservée par le destinataire et 20 demeure accessible pour consultation future;
- b) d'autre part, les exigences réglementaires éventuellement fixées ont été observées.
- (3) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de fournir un ou plusieurs 25 exemplaires d'un document à un seul destinataire dans le même envoi est satisfaite par la transmission d'un document électronique.

(4) L'obligation, faite par la présente loi ou les règlements, de transmettre un document par 30 recommandé courrier recommandé n'est satisfaite au moyen d'un document électronique que si :

Exemplaires

- a) d'une part, les règlements le permettent;
- b) d'autre part, les exigences réglementaires 35 ont été observées.

270. (1) Toute déclaration solennelle ou tout affidavit exigé par la présente loi ou les règlements peut être créé ou fourni dans un document électronique si les conditions suivantes sont réunies:

Déclaration solennelle ou affidavit

40

a) son auteur y appose sa signature électronique sécurisée;

30

- (b) the authorized person before whom the statutory declaration or affidavit is made signs it with his or her secure electronic signature; and
- (c) the requirements of sections 267 to 269 5 are complied with.

Definitions

(2) For the purposes of this section, "electronic document" and "secure electronic signature" have the same meaning as in subsection 31(1) of the Personal Information Protection and Elec- 10 tronic Documents Act.

Clarification

(3) For the purpose of complying with paragraph (1)(c), the references to an "electronic document" in sections 267 to 269 are to be read defined in subsection 31(1) of the Personal Information Protection and Electronic Documents Act.

Signatures

- 271. Except with respect to a statutory declaration or an affidavit, a requirement under 20 règlements exigent une signature, autre que this Act or the regulations for a signature or for a document to be executed is satisfied in relation to an electronic document if the prescribed requirements, if any, pertaining to this section are met and if the signature results from the 25 électronique si les exigences réglementaires application by a person of a technology or a process that permits the following to be proven:
 - (a) the signature resulting from the use by the person of the technology or process is unique to the person;
 - (b) the technology or process is used by the person to incorporate, attach or associate the person's signature to the electronic document; and
 - (c) the technology or process can be used to 35 identify its user.

Application for dispensation

272. On application of the corporation, the Director may, on any terms that the Director thinks fit, relieve — including retroactively — a corporation from complying with any require-40 estime indiquées, à toute exigence prévue par ments of this Part if the Director reasonably believes that the members will not be prejudiced by the dispensation.

- b) la personne autorisée devant qui la déclaration solennelle ou l'affidavit a été fait y appose sa signature électronique sécurisée;
- c) les conditions visées aux articles 267 à 269 ont été observées.

(2) Pour l'application du présent article, «document électronique» et «signature électronique sécurisée» s'entendent au sens du paragraphe 31(1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents 10 électroniques.

Précision

Signatures

Définitions

5

- (3) Pour l'application de l'alinéa (1)c), les mentions de « document électronique » aux articles 267 à 269 valent mention d'un docuas references to an electronic document as 15 ment électronique au sens du paragraphe 31(1) 15 de la Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques.
 - 271. Dans le cas où la présente loi ou les celle exigée pour la déclaration solennelle ou 20 l'affidavit, la signature qui résulte de l'utilisation d'une technique ou d'un procédé satisfait à l'obligation en ce qui concerne un document éventuellement fixées sont observées et si la 25 technique ou le procédé permet d'établir ce qui
 - a) la signature est propre à l'utilisateur;
 - b) la technique ou le procédé est utilisé pour l'incorporation, l'adjonction ou l'association 30 de la signature au document électronique;
 - c) la technique ou le procédé permet d'identifier l'utilisateur.
 - 272. Le directeur peut, sur demande de l'organisation, soustraire — même rétroactive- 35 dispense ment — celle-ci, selon les modalités qu'il la présente partie s'il estime que cela ne portera pas préjudice aux membres.

PART 18

GENERAL

NOTICE, CERTIFICATES AND OTHER **DOCUMENTS**

Notice to directors and members

- 273. (1) A notice or other document required by this Act, the regulations, the articles or the by-laws to be sent to a member or director of a corporation may be sent by prepaid mail
 - (a) the member at the member's latest address as shown in the records of the corporation; and
 - (b) the director at the director's latest address as shown in the records of the corporation or 10 in the last notice that was sent by the corporation in accordance with section 129 or 135 and received by the Director.

Effect of notice

(2) A director whose name appears on the accordance with section 129 or 135 and received by the Director is presumed for the purposes of this Act to be a director of the corporation.

Deemed receipt

(3) A notice or other document sent in 20 accordance with subsection (1) to a member or director of a corporation is deemed to be received at the time it would be delivered in the ordinary course of mail unless there are reasonable grounds for believing that the 25 normale de livraison par la poste. member or director did not receive the notice or document at that time or at all.

Undelivered notices

(4) If on two consecutive occasions a notice or other document sent to a member in accordance with subsection (1) is returned 30 retournés deux fois de suite parce que le because the member cannot be found, the corporation is not required to send any further notices or documents to the member until the member informs the corporation in writing of the member's new address. 35

Notice to and service on a corporation

274. A notice or other document required to be sent to or served on a corporation may be sent by registered mail to the registered office of the corporation shown in the last accepted notice under section 20 and, if so sent, is 40 l'organisation est alors réputée, sauf s'il existe 35 deemed to be received or served at the time it would be delivered in the ordinary course of

PARTIE 18

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

AVIS, CERTIFICATS ET AUTRES DOCUMENTS

273. (1) Les avis ou autres documents dont la présente loi ou les règlements, ou les statuts ou les règlements administratifs de l'organisation, exigent l'envoi aux membres ou aux addressed to, or may be delivered personally to, 5 administrateurs peuvent être adressés par courrier affranchi ou remis en personne:

Avis aux administrateurs et aux membres

Effet de l'avis

- a) aux membres, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation;
- b) aux administrateurs, à la dernière adresse figurant dans les livres de l'organisation ou 10 sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et recu par le directeur.
- (2) Les administrateurs dont le nom figure last notice that was sent by a corporation in 15 sur la dernière liste ou le dernier avis envoyé 15 conformément aux articles 129 ou 135, selon le cas, et recu par le directeur sont présumés, pour l'application de la présente loi, être administrateurs de l'organisation qui y est mentionnée.

(3) Les membres ou administrateurs aux-20 Réception de

quels sont envoyés des avis ou autres documents en conformité avec le paragraphe (1) sont réputés les avoir reçus, sauf s'il existe des motifs raisonnables d'en douter, à la date

Retours

30

- (4) L'organisation n'est pas tenue d'envoyer les avis ou autres documents qui lui sont membre est introuvable, sauf si celui-ci l'informe par écrit de sa nouvelle adresse.
- 274. Les avis ou autres documents à envoyer ou à signifier à l'organisation peuvent l'être par courrier recommandé au siège indiqué dans le dernier avis accepté au titre de l'article 20;

signification à une organisation 10

mail unless there are reasonable grounds for believing that the corporation did not receive the notice or document at that time or at all.

Waiver of notice

275. Where a notice or other document is sent, the sending of the notice or document may be waived or the time for the notice or document may be waived or abridged at any time with the consent in writing of the person entitled to the notice or document.

Certificate of corporation

276. (1) A certificate issued on behalf of a corporation stating any fact that is set out in the articles, the by-laws, a unanimous member agreement, the minutes of the meetings of the directors, a committee of directors or the 15 members, or in a trust indenture or other contract to which the corporation is a party, may be signed by a director or an officer of the corporation.

Evidence of contents of certificate, certified extract and certified

- (2) In the absence of evidence to the 20 contrary, the following documents, when introduced as evidence in any civil, criminal or administrative action or proceeding, are proof of their contents:
 - (a) a certificate referred to in subsection (1); 25
 - (b) a document certified to be a true extract from the corporation's register of directors, officers, members and debt obligation holders; and
 - (c) a document certified to be a true copy of 30 minutes, or of an extract from minutes, of a meeting of members or directors or a committee of directors of the corporation.

Proof of authenticity

(3) A document that appears to be a certificate, certified extract or certified copy 35 certificat ou extrait ou une telle copie fait foi, 30 l'authenticité referred to in subsection (2) is presumed, in the absence of evidence to the contrary, to be authentic.

Proof of membership or debt obligation

(4) An entry of a person's name in a register of members or debt obligation holders of a 40 ou des titres de créance et les certificats de titres corporation, or an entry in a debt obligation certificate issued by a corporation, is, in the absence of evidence to the contrary, proof that the person holds the membership or debt obligation described in the register or in the 45 propriétaires. certificate.

des motifs raisonnables d'en douter, les avoir recus ou en avoir recu signification à la date normale de livraison par la poste.

275. Dans les cas où la présente loi ou les required by this Act or the regulations to be 5 règlements exigent l'envoi d'un avis ou d'un 5 autre document, il est possible de renoncer par écrit à l'envoi ou au délai afférent, ou de consentir à l'abrègement de celui-ci.

Renonciation

Certificat

Preuve du

contenu

- 276. (1) Le certificat délivré pour le compte d'une organisation et énonçant un fait relevé 10 dans les statuts, les règlements administratifs, une convention unanime des membres, le procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil ainsi que dans les actes de fiducie ou 15 autres contrats où l'organisation est partie peut être signé par tout administrateur ou dirigeant de l'organisation.
 - (2) Le certificat, de même que l'extrait certifié conforme du registre des membres, des 20 administrateurs, des dirigeants ou des détenteurs de titres de créance et la copie ou l'extrait certifié conforme du procès-verbal d'une assemblée ou d'une réunion du conseil d'administration ou d'un comité du conseil, font foi de 25 leur contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative.

(3) Le document qui paraît être un tel sauf preuve contraire, de son authenticité.

(4) Les mentions du registre des adhésions de créance émis par l'organisation établissent, sauf preuve contraire, que les personnes au nom 35 desquelles les adhésions ou les titres de créance sont inscrits ou émis, selon le cas, en sont

Preuve -adhésions et titres de créance Definition of 'statement'

277. (1) In this section, "statement" means a statement of intent to dissolve, or a statement of revocation of intent to dissolve, referred to in section 222.

Sending of articles and statements

- (2) If this Act requires that articles or a 5 statement relating to a corporation be sent to the Director, on receiving the articles or statement in the form that the Director fixes, any other required documents and the required fees, the Director shall
 - (a) record the date of receipt;
 - (b) issue the appropriate certificate;
 - (c) send the certificate, or a copy, image or photographic, electronic or other reproduction of the certificate, to the corporation or its 15 agent or mandatary; and
 - (d) publish a notice of the issuance of the certificate in a publication generally available to the public.

Date of certificate

(3) A certificate referred to in subsection (2) 20 issued by the Director may be dated as of the day the Director receives the articles, statement or court order under which the certificate is issued or as of any later day specified by the court or person who signed the articles or 25 de la déclaration. statement.

Date of certificate

(4) Despite subsection (3), a certificate of discontinuance may be dated as of the day on which the corporation amalgamates, or is continued, under another Act.

Exception failure to comply with Act

(5) The Director may refuse to issue the certificate if a notice that is required by section 20 or 129 or subsection 135(1) indicates that the corporation, after the issuance of the certificate, would not be in compliance with this Act.

Signature

278. (1) A signature required on a certificate issued by the Director under this Act may be printed or otherwise mechanically reproduced on the certificate.

Execution of documents

(2) Any articles, notice, resolution, requisi- 40 tion, statement or other document required or permitted to be executed or signed by more than one individual for the purposes of this Act may be executed or signed in several documents of similar form, each of which is executed or 45 forme analogue, dont chacun est signé par une 45

277. (1) Au présent article, «déclaration» désigne la déclaration mentionnée à l'article 222 constatant soit l'intention de procéder à la dissolution, soit celle d'y renoncer.

Définition de « déclaration »

- (2) Dans le cas où la présente loi prévoit 5 Envoi de statuts l'envoi au directeur de statuts ou d'une déclaration relativement à une organisation, le directeur, sur réception des statuts ou de la déclaration en la forme établie par lui, de tout 10 autre document requis et des droits afférents: 10
 - déclaration
 - a) note la date de la réception;
 - b) délivre le certificat approprié;
 - c) envoie à l'organisation ou à son mandataire le certificat ou une copie, image ou reproduction photographique, électronique ou 15 autre de celui-ci;
 - d) fait paraître dans une publication destinée au grand public un avis de la délivrance du certificat.
 - (3) La date du certificat peut être celle de la 20 Date du certificat réception, par le directeur, des statuts, de la déclaration ou de l'ordonnance portant délivrance du certificat ou telle date ultérieure que précise le tribunal ou le signataire des statuts ou 25

(4) Le certificat de changement de régime peut, quant à lui, être daté du jour où l'organisation a été prorogée ou a fusionné sous 30 le régime d'une autre loi.

Date du certificat de changement de régime

observation de la

- (5) Le directeur peut refuser de délivrer le 30 Exception: noncertificat si l'avis exigé par l'article 20 ou le paragraphe 135(1) ou la liste exigée par l'article 129 indiquent que l'organisation, après la 35 délivrance du certificat, serait en contravention avec la présente loi. 35
 - 278. (1) La signature qui doit figurer sur les certificats que le directeur délivre au titre de la présente loi peut être reproduite mécaniquement, notamment sous forme imprimée.
 - (2) Les statuts, avis, résolutions, demandes, 40 Fictiondéclarations ou autres documents qui doivent ou peuvent être signés par plusieurs personnes physiques pour l'application de la présente loi peuvent être rédigés en plusieurs exemplaires de

signature des

documents

Signature

signed by one or more of the individuals. The documents, when duly executed or signed by all individuals required or permitted, as the case may be, to do so, are deemed to constitute one document for the purposes of this Act.

Annual return

279. Every corporation shall send to the Director an annual return in the form and within the period that the Director fixes.

Inspection

- 280. (1) A person who has paid the required examine and make copies of or take extracts from a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director, except
 - (a) extracts obtained under subsection 24(1);
 - (b) a members or debt obligation holders list 15 obtained under subsection 24(2);
 - (c) a copy of the documents obtained under section 178; and
 - (d) a report obtained under subsection 249(2) 20

Copies or extracts

(2) The Director shall, on request, furnish any person with a copy, extract, certified copy or certified extract of a document that may be examined under subsection (1).

Payment of fees

281. A fee in respect of the receipt or 25 copying of any document shall be paid to the Director on the reception or copying, and a fee in respect of the acceptance, examination or issuance of any document or in respect of any action that the Director is required or authorized 30 respectivement au moment de la réception ou de to take under this Act shall be paid to the Director before the acceptance, examination or issuance or the taking of the action.

DIRECTOR

Appointment of Director

282. The Minister shall appoint a Director and may appoint one or more Deputy Directors 35 nommer un ou plusieurs directeurs adjoints pour to carry out the duties and exercise the powers of the Director under this Act.

ou plusieurs de ces personnes. Ces exemplaires dûment signés sont réputés constituer un seul document pour l'application de la présente loi.

279. L'organisation envoie au directeur un Rapport annuel rapport annuel, en la forme et dans le délai 5 établis par lui.

Consultation

- 280. (1) Sur paiement des droits exigibles, fee is entitled during usual business hours to 10 toute personne peut, pendant les heures normales d'ouverture des bureaux, consulter les documents dont l'envoi au directeur est requis 10 par la présente loi ou les règlements et en prendre des copies ou extraits, sauf:
 - a) les extraits obtenus au titre du paragraphe 24(1);
 - b) les listes de membres ou de détenteurs de 15 titres de créance obtenues au titre du paragraphe 24(2);
 - c) les copies des documents obtenues au titre de l'article 178:
 - d) les rapports obtenus au titre du paragraphe 20
 - (2) Le directeur fournit à toute personne qui en fait la demande une copie ou un extrait certifiés conformes ou non — des documents qui peuvent être consultés en vertu du para-25 graphe (1).

Acquittement des droits

Copies ou

281. Les droits à payer au directeur pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour toute mesure, facultative ou obligatoire, prise par 30 celui-ci au titre de la présente loi sont acquittés la reproduction ou avant l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la prise de la mesure.

DIRECTEUR

282. Le ministre nomme un directeur et peut 35 Nomination du exercer les attributions que la présente loi confère au directeur.

Content and form of notices and documents

- 283. The Director may establish the requirements for the content and fix the form, including electronic or other forms, of notices and other documents sent to or issued by the Director under this Act, including
 - (a) the notices and documents that may be transmitted in electronic or other form:
 - (b) the persons or classes of persons who may sign or transmit the notices and documents: 10
 - (c) their signature in electronic or other form, or the actions that are to have the same effect for the purposes of this Act as their signature;
 - (d) the time and circumstances when electronic notices and documents are to be con-15 sidered to be sent or received, and the place where they are considered to have been sent or received; and
 - (e) any matter necessary for the purposes of 20 the application of this section.

Records of Director

284. (1) Documents received and accepted by the Director under this Act shall be kept by the Director in any form.

Obligation to

- (2) If documents are kept by the Director otherwise than in written form,
 - (a) the Director shall furnish any copy required to be furnished under subsection 280(2) in intelligible form; and
 - (b) a report respecting those documents, if it is certified by the Director, is admissible in 30 evidence to the same extent as the original documents would have been.

Retention of records

(3) The Director is not required to keep or produce a document, other than a certificate and attached articles or statement received under 35 de produire les documents en question, à section 277, after the expiry of the prescribed period.

Proof required by Director

285. (1) The Director may require that a document required by this Act or the regulations to be sent to the Director or a fact stated in such 40 présente loi ou les règlements requièrent a document be verified in accordance with subsection (2).

283. Le directeur peut établir le mode de présentation et la teneur des avis et autres documents qu'il envoie ou recoit au titre de la présente loi, et notamment:

Mode de présentation et teneur des avis et autres documents

- a) les avis et documents qui peuvent être 5 transmis sous forme électronique ou autre;
- b) les personnes ou catégories de personnes qui peuvent les signer ou en effectuer la transmission;
- c) les modalités de signature sous forme 10 électronique ou autre de ceux-ci, y compris ce qui peut tenir lieu de signature;
- d) les circonstances notamment le moment et le lieu - dans lesquelles les avis et documents électroniques sont présumés avoir 15 été envoyés ou reçus;
- e) tout ce qui est utile à l'application du présent article.
- 284. (1) Les documents reçus et acceptés Conservation par le directeur au titre de la présente loi sont 20 des documents conservés sous n'importe quelle forme.
- (2) Si le directeur conserve les documents 25 sous une forme non écrite:

Obligation de fournir copie

- a) il doit fournir les copies exigées aux termes du paragraphe 280(2) sous une forme 25 compréhensible;
- b) les rapports concernant ces documents et certifiés conformes par lui ont la même force probante que les originaux.
- (3) Une fois la période réglementaire expi- 30 Production rée, le directeur n'est pas tenu de conserver ou l'exception du certificat et des statuts et déclarations annexés qui sont reçus au titre de 35 l'article 277.
- 285. (1) Le directeur peut exiger la vérification de l'authenticité d'un document dont la l'envoi, ou de l'exactitude d'un fait relaté dans un tel document.

Preuve exigée nar le directeur

40

Form of proof

(2) A document or fact required by the Director or by this Act to be verified may be verified by affidavit or by statutory declaration under the Canada Evidence Act before any commissioner for oaths or for taking affidavits.

(2) Cette vérification ou toute vérification exigée par la présente loi peut s'effectuer devant tout commissaire compétent, par voie d'affidavit ou de déclaration solennelle faite en vertu de 5 la Loi sur la preuve au Canada.

Forme de la preuve

Dispense

5

Dispensation

- 286. The Director may relieve a person or class of persons, on any conditions that the Director considers appropriate, from sending to the Director any notice or other document or class of notice or document required under this 10 Act to be so sent if the Director is satisfied that
 - (a) information similar to what would be contained in the notice or other document or class of notice or document is contained in a document or a class of documents that is 15 required to be made public under any other Act of Parliament or any Act of the legislature of a province; and
 - (b) doing so would be in conformity with any prescribed requirements. 20

Certificate of Director

287. (1) The Director shall sign any certificate or certification of fact that the Director is, under this Act, required or authorized to issue.

Evidence of contents of certificate or certified copy

(2) Except in a proceeding under section this Act or a copy of a document certified by the Director to be a true copy is conclusive proof in any civil, criminal or administrative action or proceeding of its contents.

Evidence of contents of certification of

> proceeding of its contents. (4) A document that appears to be a subsection (2) or a certification of fact referred to in subsection (3) is presumed, in the absence

of evidence to the contrary, to be authentic.

in the absence of evidence to the contrary, proof

in any civil, criminal or administrative action or

Alteration

Proof of

authenticity

288. The Director may alter a notice or other document, other than an affidavit or statutory 40 risation de l'expéditeur ou de son représentant, declaration, if authorized by the person who sent the document or by that person's representative.

286. Le directeur peut, selon les modalités qu'il estime indiquées, soustraire une personne ou une catégorie de personnes à l'obligation de lui envoyer tels avis ou autres documents ou catégories d'avis ou de documents s'il estime 10 que, d'une part, les conditions réglementaires sont remplies et, d'autre part, les renseignements qui y figureraient sont semblables à ceux qui figurent dans des documents ou catégories de documents devant être rendus publics au titre 15 d'une autre loi fédérale ou d'une loi provinciale.

287. (1) Le directeur signe les attestations de faits et les certificats facultatifs ou obligatoires aux termes de la présente loi.

Signature des certificats et attestations

- (2) Sauf dans le cas de la procédure de 20 Preuve du contenu du 224, a certificate issued by the Director under 25 dissolution prévue à l'article 224, le certificat certificat ou de la que délivre le directeur et la copie de tout copie certifiée conforme document qu'il certifie conforme font péremptoirement foi de leur contenu, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou admi-25 nistrative.
 - (3) A certification of fact by the Director is, 30 (3) L'attestation de faits que délivre le directeur fait foi de son contenu, sauf preuve contraire, dans toute poursuite ou procédure civile, pénale ou administrative. 30

Preuve du contenu de l'attestation de faits

(4) Le document qui paraît être un certificat certificate or certified copy referred to in 35 ou une copie visé au paragraphe (2) ou une attestation visée au paragraphe (3) fait foi, sauf preuve contraire, de son authenticité.

Preuve de l'authenticité

288. Le directeur peut modifier, avec l'auto- 35 Modification les avis ou autres documents à l'exception des affidavits et des déclarations solennelles.

Corrections initiated by

289. (1) If there is an error in the articles, a certificate or other document except one required by section 20 or 129, subsection 135(1) or section 279, the directors or members of the corporation shall, on the request of the Director, pass the resolutions and send to the Director the documents required to comply with this Act and take any other steps that the Director reasonably requires so that the Director can correct the document.

289. (1) Sur demande du directeur, les administrateurs ou les membres de l'organisation adoptent les résolutions et lui envoient les documents exigés par la présente loi, et prennent toute autre mesure raisonnable afin 5 qu'il puisse rectifier les statuts, le certificat ou tout document, autre qu'un document exigé par les articles 20 ou 129, le paragraphe 135(1) ou l'article 279, comportant une erreur.

Rectifications initiées par le directeur

Rectifications à

la demande de

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), the Director shall be satisfied that the correction would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.

Corrections initiated by the corporation

- (3) The Director may, at the request of the 15 corporation or of any other interested person, correct any of the documents referred to in subsection (1) if
 - (a) the correction is approved by the directors of the corporation, or the error is obvious 20 on the face of the document or was made by the Director: and
 - (b) the Director is satisfied that the correction would not prejudice any of the members or creditors of the corporation and that it reflects 25 the original intention of the corporation or the incorporators.

Application to

- (4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a court may
 - (a) order the correction of any of the documents referred to in subsection (1);
 - (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and
 - (c) make any other order that the court thinks 35

fit.

Notice to Director of application

(5) An applicant under subsection (4) other than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel. 40 en personne ou par ministère d'avocat.

Director may require surrender of document

(6) The Director may demand the surrender of the original document and may issue a corrected certificate.

- (2) Le directeur n'agit au titre du paragraphe 10 Aucun préjudice (1) que s'il est convaincu que la rectification ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation.
- (3) Le directeur peut, sur demande de l'organisation ou de toute autre personne 15 intéressée, rectifier tout document visé au paragraphe (1) si les conditions suivantes sont réunies:

l'organisation

- a) la rectification est approuvée par les administrateurs de l'organisation ou l'erreur 20 est manifeste ou est attribuable au directeur lui-même:
- b) le directeur est convaincu que la rectification ne porterait pas préjudice aux membres ou aux créanciers de l'organisation et qu'elle 25 reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs.
- (4) Le tribunal peut, sur demande du directeur, de l'organisation ou de toute autre 30 personne intéressée, ordonner la rectification 30 du document, établir les droits des parties en cause et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Intervention du tribunal

(5) Avis de la demande de l'organisation ou Avis au directeur de toute autre personne intéressée doit être 35 envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître

(6) Le directeur peut exiger la restitution du Restitution document à rectifier et délivrer un certificat rectifié. 40

Notice

Date of corrected document

- (7) A corrected document shall bear the date of the document it replaces unless
 - (a) the correction is made with respect to the date of the document, in which case the document shall bear the corrected date; or
 - (b) a court decides otherwise.

(8) If a corrected certificate materially amends the terms of the original certificate, the Director shall without delay publish notice available to the public.

of the correction in a publication generally 10 au grand public.

Cancellation of articles by Director

290. (1) In the prescribed circumstances, the Director may cancel the articles and any related certificate of a corporation.

No prejudice

(2) Before proceeding under subsection (1), 15 the Director shall be satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation.

Request to Director to cancel articles

- (3) In the prescribed circumstances, the Director may, at the request of a corporation 20 toute autre personne intéressée, le directeur or of any other interested person, cancel the articles and any related certificate of the corporation if
 - (a) the cancellation is approved by the directors of the corporation; and 25
 - (b) the Director is satisfied that the cancellation would not prejudice any of the members or creditors of the corporation and that the cancellation reflects the original intention of the corporation or the incorporators. 30

Application to

- (4) On the application of the Director, the corporation or any other interested person, a court may
 - (a) order the cancellation of the articles of a corporation and any related certificate;
 - (b) determine the rights of members or creditors of the corporation; and
 - (c) make any other order that the court thinks

Notice to Director

(5) An applicant under subsection (4) other 40 than the Director shall give the Director notice of the application, and the Director is entitled to appear and to be heard in person or by counsel.

(7) Le document rectifié porte soit la date de celui qu'il remplace, soit la date rectifiée, dans le cas où la rectification porte sur la date du document, ou soit celle précisée par le tribunal, 5 s'il y a lieu.

Date du document

5

(8) Le directeur fait paraître un avis des modifications importantes apportées par le certificat rectifié dans une publication destinée

Avis

- 290. (1) Le directeur peut, dans les cas 10 Annulation des réglementaires, annuler les statuts de l'organicertificats sation et les certificats afférents.
- (2) Il ne peut cependant prendre une telle mesure que s'il est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou aux 15 créanciers de l'organisation.

Aucun préjudice

(3) Sur demande de l'organisation ou de peut, dans les cas réglementaires, annuler les statuts et les certificats afférents si les conditions 20 suivantes sont réunies:

Annulation à la suite d'une

- a) l'annulation est approuvée par les administrateurs de l'organisation;
- b) le directeur est convaincu que l'annulation ne porterait pas préjudice aux membres ou 25 aux créanciers de l'organisation et qu'elle reflète l'intention originelle de l'organisation ou des fondateurs.
- (4) Le tribunal peut, sur demande du directeur, de l'organisation ou de toute autre 30 tribunal personne intéressée, ordonner l'annulation des statuts et des certificats afférents, établir les 35 droits des parties en cause et prendre toute autre mesure qu'il estime indiquée.

Intervention du

(5) Avis de la demande de l'organisation ou 35 Avis au directeur de toute autre personne intéressée doit être envoyé au directeur; celui-ci peut comparaître en personne ou par ministère d'avocat.

Return of

(6) The Director may demand the surrender of a cancelled certificate.

Certificate

- 291. (1) The Director may provide any person with a certificate stating that a corpora-
 - (a) has sent to the Director a document required to be sent under this Act;
 - (b) has paid all required fees; or
 - (c) exists as of a certain date.

Director may refuse to issue certificate of existence

(2) For greater certainty, the Director may 10 refuse to issue a certificate described in paragraph (1)(c) if the Director has knowledge that the corporation is in default of sending a document required to be sent under this Act or of paying a required fee.

Form of publication

292. Information or notices that the Director is required by this Act to publish in a publication generally available to the public may be made available to the public or processing or other information storage device that is capable of reproducing any required information or notice in intelligible form within a reasonable time.

Power to make inquiries

293. The Director may make inquiries of any 25 person relating to compliance with this Act.

REGULATIONS

Regulations

- 294. (1) The Governor in Council may make regulations
 - (a) prescribing any matter required or authorized by this Act to be prescribed;
 - (b) defining, enlarging or restricting the meaning of any word or expression used but not defined in this Act:
 - (c) requiring the payment of a fee in respect of the receipt, acceptance, examination, 35 issuance or copying of any document, or in respect of any action that the Director is required or authorized to take under this Act, and prescribing the amount of the fee or the manner of determining the fee;

- (6) Le directeur peut exiger la restitution des certificats annulés.
- Restitution
- 291. (1) Le directeur peut fournir à toute personne un certificat attestant, selon le cas:
 - a) la remise par l'organisation d'un docu- 5 ment dont l'envoi est exigé par la présente
 - b) le paiement par elle des droits exigibles;
 - c) son existence à une date précise.
- (2) Le directeur peut refuser de délivrer le 10 Refus de délivrance certificat attestant l'existence de l'organisation notamment si, à sa connaissance, celle-ci a omis d'envoyer un document dont l'envoi est exigé par la présente loi ou de payer des droits 15 exigibles. 15
- 292. Les renseignements et avis que le Publication des renseignements directeur est tenu, en vertu de la présente loi, de faire paraître dans une publication destinée au grand public peuvent être rendus accessibles published by any system of electronic data 20 au public ou publiés à l'aide de tout procédé 20 électronique de traitement des données ou de mise en mémoire de l'information susceptible de donner, dans un délai raisonnable, les renseignements ou avis demandés sous une forme compréhensible.

293. Le directeur peut, sur demande, obtenir de quiconque des renseignements relativement à l'observation de la présente loi.

Pouvoir du directeur

RÈGLEMENTS

294. (1) Le gouverneur en conseil peut, par Règlements règlement: 30

a) prendre toute mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi;

- b) déterminer, élargir ou restreindre le sens de tout terme utilisé mais non défini dans la présente loi;
- c) établir les droits à imposer pour la réception, l'acceptation, l'examen, la délivrance ou la reproduction de documents ou pour les mesures, facultatives ou obligatoires, prises par le directeur au titre de la présente 40 loi ou prévoir la manière de les fixer;

Certificat

- (d) respecting the payment of fees, including the time when and the manner in which the fees are to be paid, the additional fees that may be charged for the late payment of fees and the circumstances in which any fees 5 previously paid may be refunded in whole or in part;
- (e) prescribing, for the purposes of paragraph 164(6)(e), the minimum amount of support required in relation to the number of times 10 that a substantially similar proposal was submitted to members within the prescribed period;
- (f) respecting applications made under subsection 2(6), 25(1) or (2), 105(3), 163(5) or 15 172(2) or section 174, 191 or 272 including prescribing the form and manner of, and time for, making the applications, the information and evidence to be submitted in connection with the applications, the procedure to be 20 followed in the consideration of the applications, the factors to be taken into account in their consideration and, if applicable, any conditions that may or must form part of decisions on the applications;
- (g) prescribing any matter necessary for the purposes of the application of Part 17, including the time and circumstances when an electronic document is to be considered to have been provided or received and the place 30 where it is considered to have been provided or received;
- (h) prescribing the manner of, and conditions for, participating in a meeting by means of a telephonic, electronic or other communica-35 tion facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting;
- (i) prescribing, for the purposes of subsections 166(3) and (4), the manner of, and 40 conditions for, voting at a meeting of members by means of a telephonic, electronic or other communication facility;
- (j) respecting any matter relating to voting by members not in attendance at a meeting of 45 members; and

- d) prévoir les modalités de paiement des droits, notamment les modalités de temps, les droits supplémentaires qui peuvent être imposés pour les paiements en souffrance, ainsi que les circonstances dans lesquelles les 5 droits peuvent être remboursés en tout ou en partie:
- e) prévoir, pour l'application de l'alinéa 164(6)e), l'appui nécessaire à la proposition d'un membre en fonction du nombre de 10 propositions à peu près identiques déjà présentées aux membres au cours de la période réglementaire;
- f) régir les demandes prévues par les paragraphes 2(6), 25(1) et (2), 105(3), 163(5) et 15 172(2) et par les articles 174, 191 et 272 et notamment prévoir les modalités de temps et autres de présentation de ces demandes, les renseignements et les justificatifs dont elles sont accompagnées, la procédure suivie et les 20 facteurs pris en considération dans le cadre de leur examen ainsi que les exigences facultatives ou obligatoires formulées dans toute décision rendue à leur égard;
- g) prévoir tout ce qui est utile à l'application 25 de la partie 17, y compris les circonstances notamment le moment et le lieu dans lesquelles les documents électroniques sont présumés avoir été transmis ou reçus;
- h) prévoir la façon de participer aux assem-30 blées ou réunions du conseil d'administration ou d'un comité du conseil par tout moyen de communication téléphonique, électronique ou autre permettant à tous les participants de communiquer entre eux, ainsi que les 35 exigences à remplir dans le cadre d'une telle participation;
- i) prévoir, pour l'application des paragraphes 166(3) et (4), la façon de voter par tout moyen de communication téléphonique, 40 électronique ou autre lors d'une assemblée, ainsi que les exigences à remplir dans le cadre d'un tel vote;
- *j*) régir toute question relative au vote des membres qui ne sont pas présents à une 45 assemblée;

(k) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Incorporation by

(2) The regulations may incorporate any material by reference regardless of its source amended from time to time.

Incorporated material is not a regulation

(3) Material does not become a regulation for the purposes of the Statutory Instruments Act because it is incorporated by reference.

k) prendre toute autre mesure d'application de la présente loi.

(2) Peut être incorporé par renvoi dans un règlement tout document, quelle que soit sa and either as it exists on a particular date or as 5 provenance, soit dans sa version à une date 5 donnée, soit avec ses modifications successives.

Incorporation par renvoi

(3) L'incorporation par renvoi d'un document dans un règlement ne lui confère pas, pour l'application de la Loi sur les textes réglementaires, valeur de règlement.

Nature du document incorporé

10

PART 19

SPECIAL ACT BODIES CORPORATE WITHOUT SHARE CAPITAL

Application to special Act bodies corporate

295. Part 3, subsections 161(1) and 169(1), 10 sections 213, 222 to 224 and 279 and this Part apply to any body corporate without share capital incorporated by a special Act of Parliament and not continued under any other Act other than a departmental corporation or a 15 sens de l'article 2 de la Loi sur la gestion des parent Crown corporation, as defined in section 2 of the Financial Administration Act — as if it were a corporation under this Act and any reference in Part 3 or those provisions to the articles of a corporation shall be read as a 20 présente loi et toute mention des statuts dans la reference to the body corporate's incorporating statute.

Report listing Acts of continued or dissolved bodies corporate

296. (1) The Minister may cause to be laid before both Houses of Parliament a report listing every special Act of Parliament that 25 énumérant les lois spéciales du Parlement ayant incorporated a body corporate that was later continued under section 213 or dissolved under any of sections 222 to 224.

Referral to committee

(2) The report shall be referred to a committee of each House, or a joint committee of both 30 comité mixte constitué ou désigné pour l'exa-Houses, that is designated or established for the purpose of reviewing it.

Repeal of Acts

(3) Every Act listed in the report — unless the Act is the subject of a resolution to the contrary of any committee to which the report is 35 l'effet contraire, sont abrogées un an après la referred — is repealed on the day that is one year after the later of the day on which the report is laid before the Senate and the day on which it is laid before the House of Commons.

PARTIE 19

PERSONNES MORALES SANS CAPITAL-ACTIONS CONSTITUÉES PAR UNE LOI **SPÉCIALE**

295. La partie 3, les paragraphes 161(1) et Application de 169(1), les articles 213, 222 à 224 et 279 et la dispositions présente partie s'appliquent à toute personne morale sans capital-actions, autre qu'un établissement public ou une société d'État mère au 15 finances publiques, qui a été constituée par une loi spéciale du Parlement et qui n'a pas été prorogée sous le régime d'une autre loi, comme s'il s'agissait d'une organisation au sens de la 20 partie 3 ou dans ces dispositions vaut mention de la loi spéciale avant constitué la personne morale.

296. (1) Le ministre peut faire déposer 25 Rapport relatif à devant chaque chambre du Parlement un rapport constitué des personnes morales qui ont été ultérieurement prorogées en vertu de l'article 213 ou dissoutes en vertu de l'un des articles 30 222 à 224.

personnes morales

(2) Le comité de chacune des chambres ou le men du rapport en est saisi d'office.

Renvoi aux comités parlementaires

(3) Les lois énumérées dans le rapport, sauf 35 Abrogation des celles visées par une résolution de tout comité à date du dépôt du rapport devant le Sénat ou, si elle est postérieure, celle de son dépôt devant la Chambre des communes. 40

lois spéciales

Publication in the Canada Gazette

(4) The Minister shall, within 60 days after their repeal, publish in the Canada Gazette a list of every Act repealed under subsection (3).

Change of name

297. (1) A body corporate may send to the complies with subsections (4) and (5) and that has been approved by special resolution of the members.

Certificate and notice

(2) On receipt of the notice, the Director give notice of the change as soon as practicable in a publication generally available to the public.

Effective date

(3) A change of name becomes effective on the date shown in the certificate.

Alternate name

(4) The name of a body corporate may be in an English form, a French form, an English form and a French form, or a combined English and French form, so long as the combined form meets any prescribed criteria. The body corpo-20 rate may use and may be legally designated by any such form.

Prohibited names

(5) A body corporate shall not change its name to, or carry on activities under or identify itself by, a name that would not be permitted 25 under subsection 13(1) if it were a corporation.

Directing change of name

(6) The Director may direct a body corporate to change its name in accordance with subsection (1) if, through inadvertence or otherwise, the body corporate, under this section, has 30 acquired a name that does not comply with subsection (4) or (5).

Undertaking to dissolve or change name

(7) If a body corporate acquires a name as a result of a person undertaking to dissolve or to honoured, the Director may direct the body corporate to change its name in accordance with subsection (1), unless the undertaking is honoured within the prescribed period referred to in subsection (8).

Revoking name

(8) If a body corporate has not followed a directive under subsection (6) or (7) within the prescribed period, the Director may revoke the name of the body corporate and assign a name

(4) Le ministre fait publier dans la Gazette du Canada, dans les soixante jours suivant leur abrogation, la liste des lois abrogées en application du paragraphe (3).

dénomination

la Gazette du

297. (1) La personne morale peut envoyer 5 Changement de Director notice of a change of its name that 5 au directeur un avis du changement de sa dénomination en conformité avec les paragraphes (4) et (5) et approuvé par résolution extraordinaire des membres.

> changement de dénomination

(2) Sur réception de l'avis, le directeur 10 Certificat de shall issue a certificate of change of name and 10 délivre un certificat de changement de dénomination et publie, dans les meilleurs délais, un avis du changement dans une publication destinée au grand public.

(3) Le changement prend effet à la date 15 Prise d'effet du changement 15 précisée dans le certificat.

Choix de la

(4) La dénomination peut être en français, en anglais, dans ces deux langues ou encore dans une forme combinée des deux langues, pourvu que cette dernière soit conforme aux critères 20 réglementaires; la personne morale peut utiliser l'une ou l'autre des dénominations adoptées et être légalement désignée sous l'une ou l'autre.

dénomination

(5) La personne morale ne peut exercer ses activités ni s'identifier sous une dénomination 25 prohibées ou trompeuses ou en adopter une qui soit non permise au titre du paragraphe 13(1).

Dénominations

(6) Le directeur peut ordonner à la personne morale de changer sa dénomination conformément au paragraphe (1) si elle a reçu, notam-30 ment par inadvertance, une dénomination non conforme aux paragraphes (4) ou (5).

Ordre de changement de dénomination

(7) Dans le cas où la personne morale reçoit une dénomination en raison de l'engagement change names, and the undertaking is not 35 d'une personne de se dissoudre ou de changer 35 nom de nom et qu'il n'est pas donné suite à l'engagement dans le délai réglementaire visé au paragraphe (8), le directeur peut lui ordonner de changer sa dénomination conformément au 40 paragraphe (1).

Engagement de se dissoudre ou de changer de

(8) Le directeur peut annuler la dénomination de la personne morale qui n'a pas obtempéré aux directives données en vertu des paragraphes (6) ou (7) dans le délai réglementaire et lui en attribuer d'office une autre; celle- 45

Annulation de la dénomination

to it and, until changed in accordance with subsection (1), the name of the body corporate is the name assigned by the Director.

PART 20

TRANSITIONAL PROVISIONS. CONSEQUENTIAL AMENDMENTS, COORDINATING AMENDMENTS, REPEALS AND COMING INTO FORCE

TRANSITIONAL PROVISIONS

Continuance -Part II of Canada Corporations Act

298. (1) A body corporate to which Part II of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970 (in this section and section 299 referred to as the "Canada Corporations Act"), applies, other than a body corporate that is subject Winding-up and Restructuring Act before this subsection comes into force, shall apply for a certificate of continuance under section 212.

Continuance --Part IV of Canada Corporations

(2) A body corporate to which Part IV of than a body corporate that is subject to a winding-up order made under the Windingup and Restructuring Act before this subsection comes into force, shall apply for a of the Canada Business Corporations Act.

Ogdensburg Bridge Authority

(3) Despite subsection (2), the Ogdensburg Bridge Authority, created by An Act to incorporate Ogdensburg Bridge Authority, chapter 57 of the Statutes of Canada, 1952, 25 tion « Ogdensburg Bridge Authority », chapishall apply for letters patent under section 156 of the Canada Corporations Act as if it were a corporation without share capital.

Fees not payable

(4) A body corporate that applies for a not required to pay any fees in respect of the continuance.

ci demeure la dénomination de la personne morale tant qu'elle n'a pas été changée conformément au paragraphe (1).

PARTIE 20

DISPOSITIONS TRANSITOIRES. MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION, ABROGATIONS ET ENTRÉE EN **VIGUEUR**

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

298. (1) La personne morale régie par la 5 partie II de la Loi 5 partie II de la Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ci-après appelée au présent article et à l'article 299 « Loi sur les corporations canadiennes », à l'exception de to a winding-up order made under the 10 celle visée par une ordonnance de mise en 10 liquidation rendue en vertu de la Loi sur les liquidations et les restructurations avant l'entrée en vigueur du présent paragraphe, doit demander le certificat de prorogation visé à l'article 212.

Prorogation -

sur les

(2) La personne morale régie par la partie the Canada Corporations Act applies, other 15 IV de la Loi sur les corporations canadiennes, à l'exception de celle visée par une ordonnance de mise en liquidation rendue en vertu de la Loi sur les liquidations et les restructu- 20 rations avant l'entrée en vigueur du présent certificate of continuance under section 187 20 paragraphe, doit demander le certificat de prorogation visé à l'article 187 de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

Prorogation partie IV de la . Loi sur les corporations canadiennes

- (3) Malgré le paragraphe (2), la Ogdens- 25 Ogdensburg Bridge Authority burg Bridge Authority, personne morale constituée par la Loi constituant en corporatre 57 des Statuts du Canada de 1952, doit demander l'émission de lettres patentes en 30 vertu de l'article 156 de la Loi sur les corporations canadiennes comme si elle était une corporation sans capital-actions.
- (4) Aucun droit de prorogation n'est certificate of continuance under this section is 30 exigible de la personne morale qui demande 35 un certificat de prorogation en vertu du présent article.

Droits exigibles

Dissolution

Time limit for continuance

(5) Despite any provision of the Canada Corporations Act, the Director may, in accordance with section 223, dissolve a body corporate referred to in subsection (1) that under section 212 within three years after the day on which this subsection comes into force.

Time limit for continuance

(6) Despite any provision of the Canada Corporations Act, a body corporate referred 10 canadiennes, la personne morale visée au to in subsection (2) that does not apply for a certificate of continuance under section 187 of the Canada Business Corporations Act within six months after the day on which this subsection comes into force is dissolved 15 vigueur du présent paragraphe est dissoute à on the expiry of that period.

Time limit for continuance of the Ogdensburg Bridge Authority

(7) Despite any provision of the Canada Corporations Act, the Ogdensburg Bridge Authority is dissolved six months after the day on which this subsection comes into force 20 156 de cette loi dans les six mois suivant if it does not apply for letters patent under section 156 of the Canada Corporations Act within that six-month period.

No incorporation or continuance

299. After this section comes into force, no body corporate may be incorporated or 25 constituée ou prorogée sous le régime de la continued under Part II of the Canada Corporations Act.

Review of Act

300. (1) Within 10 years after the day on which this section comes into force, the Minister shall cause to be laid before both 30 Houses of Parliament a report on the provisions and operation of this Act, including any recommendations for amendments to those provisions.

Reference to parliamentary committee

- (2) The report stands referred to the 35 committee of the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament that is designated or established for that purpose, which shall
 - (a) as soon as possible after the laying of 40 the report, review the report; and
 - (b) report to the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament, as the case may be, within one year after the laying of the report of the Minister, or 45

(5) Malgré la Loi sur les corporations canadiennes, le directeur peut, conformément à l'article 223, dissoudre la personne morale visée au paragraphe (1) si celle-ci n'a pas does not apply for a certificate of continuance 5 demandé de certificat de prorogation au titre 5 de l'article 212 dans les trois ans suivant l'entrée en vigueur du présent paragraphe.

> (6) Malgré la Loi sur les corporations paragraphe (2) qui n'a pas demandé le 10 certificat de prorogation au titre de l'article 187 de la Loi canadienne sur les sociétés par actions dans les six mois suivant l'entrée en l'expiration de ce délai. 15

(7) Malgré la Loi sur les corporations Dissolution canadiennes, si elle n'a pas demandé l'émission de lettres patentes en vertu de l'article l'entrée en vigueur du présent paragraphe, la 20 Ogdensburg Bridge Authority est dissoute à l'expiration de ce délai.

299. Aucune personne morale ne peut être partie II de la Loi sur les corporations 25 canadiennes après l'entrée en vigueur du présent article.

300. (1) Dans les dix ans suivant la date Examen d'entrée en vigueur du présent article, le ministre présente au Sénat et à la Chambre 30 des communes un rapport sur les dispositions de la présente loi et son application dans lequel il fait état des modifications qu'il juge souhaitables.

(2) Le comité du Sénat, de la Chambre des 35 Renvoi en comité communes, ou mixte, constitué ou désigné à cette fin, est saisi d'office du rapport et procède dans les meilleurs délais à l'étude de celui-ci et, dans l'année qui suit le dépôt du rapport ou le délai supérieur accordé par le 40 Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres, selon le cas, leur présente son rapport.

Dissolution

Interdiction

any further time authorized by the Senate, the House of Commons or both Houses of Parliament.

CONSEQUENTIAL AMENDMENTS

An Act to incorporate St. Mary's River Bridge 1955, c. 64 Company

301. Sections 3 to 7 of An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company are 5 en corporation « St. Mary's River Bridge repealed.

1957-58, c. 31, s. 1

302. Section 18 of the Act is repealed.

303. Section 23 of the Act is repealed.

1980-81-82-83.

An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation

304. Section 20 of An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation is 10 Jules et Paul-Émile Léger est remplacé par ce replaced by the following:

Application

20. Sections 3 and 21 of this Act and Part 19 of the Canada Not-for-profit Corporations Act apply, with any modifications that the circumincorporated under subsection 17(1).

1877, c. 67

An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls

305. Section 2 of An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls is repealed.

1984, c. 60

An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada

306. Section 8 of An Act to provide for the 20 creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada is replaced by the following:

Canada Not-forprofit Corporations Act to apply

8. The Canada Not-for-profit Corporations Act applies to the Church in all matters not 25 loi ne traite pas, la Loi canadienne sur les provided for in this Act as if the Church had been incorporated under that Act.

MODIFICATIONS CORRÉLATIVES

Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »

301. Les articles 3 à 7 de la Loi constituant Company » sont abrogés.

302. L'article 18 de la même loi est abrogé.

1957-58, ch. 31, art. 1

1955, ch. 64

303. L'article 23 de la même loi est abrogé. 5

Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger

1980-81-82-83. ch. 85

304. L'article 20 de la Loi sur la Fondation qui suit:

20. Les articles 3 et 21 de la présente loi et la partie 19 de la Loi canadienne sur les 10 applicables organisations à but non lucratif s'appliquent stances require, to every subsidiary corporation 15 aux filiales qui sont des organisations, compte tenu des adaptations de circonstance.

Dispositions

Acte pour incorporer la Compagnie du Havre 1877, ch. 67 de Pickering, (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages

305. L'article 2 de l'Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering, (à 15 responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages est abrogé.

Loi permettant la création par fusion de L'Église Weslevenne du Canada

1984, ch. 60

306. L'article 8 de la Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada est remplacé par ce qui suit: 20

8. Dans tous les domaines dont la présente organisations à but non lucratif s'applique à l'Église comme si elle avait été constituée sous son régime. 25

Loi canadienne organisations à but non lucratif 1991 c 46

Bank Act

Loi sur les banques

1991, ch. 46

2001, ch. 9,

art. 121

2001, c. 9, s. 121

307. Subsection 455.1(1) of the Bank Act is replaced by the following:

Designation of complaints body

455.1 (1) The Minister may, for the purposes of this section, designate a body corporate incorporated under the Canada Not-for-profit Corporations Act whose purpose, in the view of the Minister, is dealing with complaints, made by persons having requested or received products or services from its member financial institutions, that have not been resolved to the 10 satisfaction of those persons under procedures established by those financial institutions under paragraph 455(1)(a).

1997, c. 26

Budget Implementation Act, 1997

308. Subsection 8(1) of the Budget Implefollowing:

Acts not applicable to foundation

8. (1) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the foundation.

1998, c. 21

Budget Implementation Act, 1998

309. Subsection 7(1) of the Budget Implementation Act, 1998 is replaced by the following:

Acts not applicable to Foundation

7. (1) The Canada Corporations Act, chap-1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Foundation.

R.S., c. C-44; 1994, c. 24, s. 1(F)

Canada Business Corporations Act

310. Subsection 3(3) of the Canada Business Corporations Act is amended by adding the following after paragraph (a):

- (a.1) the Canada Not-for-profit Corporations Act;
- 311. Subsection 209(1) of the Act is replaced by the following:

307. Le paragraphe 455.1(1) de la Loi sur les banques est remplacé par ce qui suit :

455.1 (1) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une personne morale constituée sous le régime de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif dont la mission lui paraît être d'examiner les réclamations de personnes qui ont demandé ou obtenu des produits ou services d'institutions financières membres de l'organi- 10 sation et qui sont insatisfaites des conclusions de la procédure d'examen établie en application de l'alinéa 455(1)a).

Désignation d'une organisation par 5 le ministre

Loi d'exécution du budget de 1997

1997, ch. 26

308. Le paragraphe 8(1) de la Loi d'exémentation Act, 1997 is replaced by the 15 cution du budget de 1997 est remplacé par ce 15 aui suit:

> 8. (1) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organi-20 sations à but non lucratif ne s'appliquent pas à 20

Non-application

1998, ch. 21

la fondation.

Loi d'exécution du budget de 1998

309. Le paragraphe 7(1) de la Loi d'exécution du budget de 1998 est remplacé par ce qui suit:

7. (1) La Loi sur les corporations canadien- 25 Non-application ter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 25 nes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas à la fondation.

Loi canadienne sur les sociétés par actions

L.R., ch. C-44; 1994, ch. 24, art. 1(F)

- 310. Le paragraphe 3(3) de la Loi cana-30 dienne sur les sociétés par actions est modifié 30 par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit:
 - a.1) la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif; 35
 - 311. Le paragraphe 209(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Reconstitution

Revival

209. (1) When a body corporate is dissolved under this Part or under section 268 of this Act, section 261 of chapter 33 of the Statutes of Canada, 1974-75-76, or subsection 298(6) of the Canada Not-for-profit Corporations Act, any interested person may apply to the Director to have the body corporate revived as a corporation under this Act.

2007, c. 6, s. 401

312. (1) Subsections 268(4) and (4.1) of the Act are replaced by the following:

Authorizing continuance

(4) Subject to subsection (6), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament may, despite the charter of the body corporate, apply under section 187 for a certificate of continu-15 ance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

Authorizing continuance

(4.1) Subject to subsection (6), the directors 20 of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, may, subject to any other Act of Parliament or the charter of the body corporate, apply under section 187 for a 25 fédérale ou de la charte de la personne morale, certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

2007. c. 6. s. 401

(2) The portion of subsection 268(6) of the 30 Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Discretionary

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II 35 tuées sous le régime d'une loi fédérale -- mais of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within any period that may be 40 lucratif — de demander, dans le délai régleprescribed except for the following:

209. (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en société régie par la présente loi d'une personne morale dissoute en vertu de la présente partie, de l'article 268 de la présente loi, de l'article 261 de la Loi sur les 5 sociétés commerciales canadiennes, chapitre 33 des Statuts du Canada de 1974-75-76, ou du paragraphe 298(6) de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif.

312. (1) Les paragraphes 268(4) et (4.1) 10 2007, ch. 6, 10 de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

> Demande de prorogation

- (4) Sous réserve du paragraphe (6), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale 15 spéciale peuvent, malgré la charte de la personne morale, demander, en vertu de l'article 187, un certificat de prorogation si les clauses de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que des modifications qui 20 doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.
- (4.1) Sous réserve du paragraphe (6), les Demande de prorogation administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale, à 25 l'exception de la présente loi ou d'une loi spéciale, peuvent, sous réserve de toute autre loi demander, en vertu de l'article 187, un certificat de prorogation si les clauses de prorogation 30 n'apportent à la charte de la personne morale que des modifications qui doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.

(2) Le passage du paragraphe 268(6) de la 2007, ch. 6, même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 35 art. 401 par ce qui suit:

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre aux personnes morales constinon régies par les parties I ou II de la Loi sur les 40 corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ou la Loi canadienne sur les organisations à but non mentaire, le certificat de prorogation prévu à 45 l'article 187, à l'exception:

Prorogation

2007, ch. 6,

art. 401

2007. c. 6. s. 401

- (3) Subsection 268(7) of the Act is repealed.
- (4) Section 268 of the Act is amended by adding the following after subsection (8):

Special Act no longer applicable

- (8.1) On the continuance of a body corporate 5 incorporated by a special Act of Parliament as a corporation under this Act, the special Act ceases to apply to the corporation.
- (5) Subsection 268(10) of the Act is replaced by the following:

Continuance prohibited

(10) A body corporate to which Part II or III of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the Canada Not-for-profit Corporations Act applies otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

1998, c.1

Canada Cooperatives Act

313. Subsection 3(4) of the Canada Co-

Non-application of certain Acts

(4) No provision of the Canada Business Corporations Act, the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, the Canada Not-for-profit Corturing Act applies to a cooperative.

R.S.C. 1970,

Canada Corporations Act

314. The following provisions of the Canada Corporations Act are repealed:

- (a) the long title and section 1;
- (b) sections 2 to 4:
- (c) sections 5 to 5.5;
- (*d*) section 5.6;
- (e) section 5.7;
- (f) section 6;
- (g) sections 7 and 8;

- (3) Le paragraphe 268(7) de la même loi est abrogé.

(4) L'article 268 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (8), de ce aui suit:

(8.1) La loi spéciale du Parlement avant constitué la personne morale cesse de s'appliquer à celle-ci dès sa prorogation au titre de la présente loi.

Non-application des lois spéciales

Prorogation

interdite

- (5) Le paragraphe 268(10) de la même loi 10 10 est remplacé par ce qui suit:
- (10) Les personnes morales régies par les parties II ou III de la Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ou la Loi canadienne sur 15 or any similar body corporate incorporated 15 les organisations à but non lucratif, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées sous le régime d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187. 20

Loi canadienne sur les coopératives

1998, ch. 1

- 313. Le paragraphe 3(4) de la Loi canaoperatives Act is replaced by the following: 20 dienne sur les coopératives est remplacé par ce qui suit:
- (4) La Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi sur les corporations canadien- 25 de certaines lois nes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, la Loi sur les liquidations et les porations Act or the Winding-up and Restruc-25 restructurations et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas aux coopératives. 30

Non-application

Loi sur les corporations canadiennes

S.R.C. 1970,

- 314. Les dispositions ci-après de la Loi sur
- a) le titre intégral et l'article 1;
- b) les articles 2 à 4:
 - c) les articles 5 à 5.5;

35

- d) l'article 5.6;
- e) l'article 5.7;
- f) l'article 6;
- g) les articles 7 et 8;

les corporations canadiennes sont abrogées :

		•	
(h) sections 9 to 12;		h) les articles 9 à 12;	
(i) sections 13 and 14;		i) les articles 13 et 14;	
(j) sections 15 and 16;		j) les articles 15 et 16;	
(k) sections 17 to 19;		k) les articles 17 à 19;	
(<i>l</i>) sections 20 to 25;	5	l) les articles 20 à 25;	5
(m) section 26;		m) l'article 26;	
(n) sections 27 to 33;		n) les articles 27 à 33;	
(o) sections 34 to 42;		o) les articles 34 à 42;	
(p) section 43;		p) l'article 43;	
(q) sections 44 to 64;	10	q) les articles 44 à 64;	10
(r) sections 65 to 67;		r) les articles 65 à 67;	
(s) sections 68 to 73;		s) les articles 68 à 73;	
(t) sections 74 to 92;		t) les articles 74 à 92;	
(u) section 93;		u) l'article 93;	
(v) sections 94 to 97;	15	v) les articles 94 à 97;	15
(w) sections 98 and 99;		w) les articles 98 et 99;	
(x) sections 100 to 101;		x) les articles 100 à 101;	
(y) section 102;		y) l'article 102;	
(z) sections 103 to 105;		z) les articles 103 à 105;	
(z.01) section 106;	20	z.01) l'article 106;	20
(z.02) sections 107 to 108.9;		z.02) les articles 107 à 108.9;	
(z.03) section 109;		z.03) l'article 109;	
(z.04) sections 110 and 111;		z.04) les articles 110 et 111;	
(z.05) section 111.1;		z.05) l'article 111.1;	
(z.06) sections 112 and 113;	25	z.06) les articles 112 et 113;	25
(z.07) sections 114.1 to 117;		z.07) les articles 114.1 à 117;	
(z.08) sections 118 to 129.3;		z.08) les articles 118 à 129.3;	
(z.09) sections 130 to 133;		z.09) les articles 130 à 133;	
(z.1) sections 134 to 137;		z.1) les articles 134 à 137;	
(z.2) sections 138 to 152;	30	z.2) les articles 138 à 152;	30
(z.3) sections 153 to 157.1;		z.3) les articles 153 à 157.1;	
(z.4) sections 158 and 159;		z.4) les articles 158 et 159;	
(z.5) sections 160 to 214;		z.5) les articles 160 à 214;	
(z.6) sections 215 and 216;		z.6) les articles 215 et 216;	
(z.7) sections 217 to 220;	35	z.7) les articles 217 à 220;	35

- (z.8) the schedule; and
- (z,9) the headings not repealed by paragraphs (a) to (z.8).

2008, c. 28, s. 121

Canada Employment Insurance Financing **Board Act**

315. Subsection 3(5) of the Canada Emreplaced by the following:

Acts not applicable to Board

(5) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Board.

2001, c. 23

Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act

316. Subsection 8(3) of the Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act is replaced by the following:

Acts not applicable to Foundation

(3) The Canada Corporations Act, chapter and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Foundation.

317. Subsection 35(1) of the Act is replaced by the following:

Designation by Governor in Council

35. (1) The Governor in Council may, by 20 order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under Part II of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the Canada Not-for-profit Corporations Act.

1997. c. 40

Canada Pension Plan Investment Board Act

318. (1) Subsection 3(4) of the Canada Pension Plan Investment Board Act is replaced by the following:

applicable to Board

(4) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, 30 chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Board.

z.8) l'annexe;

z.9) les intertitres non abrogés par les alinéas a) à z.8).

Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

2008, ch. 28, art 121

315. Le paragraphe 3(5) de la Loi sur ployment Insurance Financing Board Act is 5 l'Office de financement de l'assurance-emploi 5 du Canada est remplacé par ce qui suit:

> (5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations

Lois non applicables

10 à but non lucratif ne s'appliquent pas à l'Office. 10

Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

2001, ch. 23

316. Le paragraphe 8(3) de la Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable est remplacé par ce qui suit:

(3) La Loi sur les corporations canadiennes, 15 Non-application C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, 15 chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas à la Fondation.

> 317. Le paragraphe 35(1) de la même loi 20 est remplacé par ce qui suit:

35. (1) Le gouverneur en conseil peut dési-Désignation gner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la partie II de la Loi sur les corporations 25 canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés 25 du Canada de 1970, ou de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif.

Loi sur l'Office d'investissement du régime de 1997, ch. 40 pensions du Canada

318. (1) Le paragraphe 3(4) de la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pen-30 sions du Canada est remplacé par ce qui suit :

(4) La Loi sur les corporations canadiennes, 1970, et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas à l'Office. 35

Non-application

Act not applicable to

(2) Subsection 3(4) of the Act, as enacted by subsection (1), is replaced by the follow-

(4) The Canada Not-for-profit Corporations

Act does not apply to the Board.

(2) Le paragraphe 3(4) de la même loi. édicté par le paragraphe (1), est remplacé par ce qui suit:

(4) La Loi canadienne sur les organisations 5 à but non lucratif ne s'applique pas à l'Office.

Non-application

1997, c. 6

Canadian Food Inspection Agency Act

319. Section 21 of the Canadian Food Inspection Agency Act is replaced by the following:

Object of agreements

2000, c. 6

21. The agreement referred to in section 20 more provincial governments, to have a corporation incorporated under the Canada Business Corporations Act, the Canada Not-forprofit Corporations Act or an equivalent participate in any corporation, in order to implement the agreement.

Canadian Institutes of Health Research Act

320. Paragraph 26(c) of the Canadian Institutes of Health Research Act is replaced by the following:

(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the Canada Business Corporations Act, the 25 Canada Not-for-profit Corporations Act or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;

Canadian Payments Act

Loi canadienne sur les paiements

L.R., ch. C-21; 2001, ch. 9, art. 218

321. Subsection 34(2) of the Canadian Payments Act is replaced by the following:

30 dienne sur les paiements est remplacé par ce qui suit:

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des 1997, ch. 6 aliments

319. L'article 21 de la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments est remplacé par ce qui suit:

21. L'accord a pour objet d'autoriser le Objet may authorize the Minister, jointly with one or 10 ministre, agissant de concert avec le ou les 10 gouvernements provinciaux, à obtenir la constitution d'une personne morale sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi canadienne sur les organisations à but non provincial statute, or to acquire shares or 15 lucratif ou une loi provinciale équivalente ou à 15 acquérir des actions d'une personne morale, ou une participation dans celle-ci, en vue de la mise en oeuvre de l'accord.

> Loi sur les Instituts de recherche en santé du 2000, ch. 6 Canada

320. L'alinéa 26c) de la Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada est remplacé 20 20 par ce qui suit:

c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, obtenir la constitution d'une personne morale - seule ou avec une de ses filiales ou une 25 personne morale — sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions, de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ou du droit provincial ou acquérir les actions d'une personne morale ou en 30 disposer;

2001, ch. 9,

2001, c. 9, s. 242

R.S., c. C-21;

2001, c. 9, s. 218

321. Le paragraphe 34(2) de la Loi cana-

Exemption from certain Acts

(2) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Association.

(2) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas à l'Association.

Lois non applicables

1980-81-82-83 c. 108

Cooperative Energy Act

Loi sur les coopératives de l'énergie

1980-81-82-83.

322. Section 10 of the Cooperative Energy 5 Act is repealed.

322. L'article 10 de la Loi sur les coopératives de l'énergie est abrogé.

ch. 108

1984, c. 18

Cree-Naskapi (of Quebec) Act

Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec

1984, ch. 18

323. Subsection 23(2) of the Cree-Naskapi (of Quebec) Act is replaced by the following:

323. Le paragraphe 23(2) de la Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec est remplacé par ce qui suit:

Lois non

10

Acts not applicable to a band

(2) The Canada Corporations Act, chapter and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to a band.

(2) La Loi sur les corporations canadiennes, C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, 10 chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas aux bandes. 15

applicables

Evangelical Lutheran Church in Canada Act 1985, c. 55

Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada

1985, ch. 55

324. Section 13 of the Evangelical Lutheran Church in Canada Act is replaced by the following:

324. L'article 13 de la Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada est rem-15 placé par ce qui suit:

Canada Not-forprofit Corporations Act

13. Despite section 295 of the Canada Notfor-profit Corporations Act, subsections 161(1) and 169(1) of that Act do not apply to the Church.

13. Malgré l'article 295 de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif, les 20 paragraphes 161(1) et 169(1) de cette loi ne s'appliquent pas à l'Église.

Non-application

Evangelical Missionary Church (Canada West 1995, c. 50 District) Act

Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien

1995, ch. 50

325. Section 7 of the Evangelical Mission-20 ary Church (Canada West District) Act is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (e) and by repealing paragraph (f).

325. L'alinéa 7f) de la Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien est abrogé. 25

326. Subsection 8(3) of the Act is replaced 25 by the following:

326. Le paragraphe 8(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Ultra vires not applicable

(3) No act of the Church, including a transfer of property to or by the Church, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a 30 contraires à sa mission, à la présente loi ou à la provision of the Canada Not-for-profit Corporations Act.

(3) Toutefois, les actes de l'Église, y compris ceux portant cession de biens à elle ou par elle, ne sont pas nuls pour la seule raison qu'ils sont 30 Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif.

Validité des actes

327. Sections 10 and 11 of the Act are replaced by the following:

Governing statute

10. (1) The Canada Not-for-profit Corporations Act applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been continued in accordance with section 213 of that Act.

Change of name, head office or

(2) Despite subsection 4(1) and sections 5 and 6, the name of the Church or the place of its Not-for-profit Corporations Act and the objects of the Church may be changed in accordance with the requirements of that Act respecting a change in the statement of the purpose of a corporation.

Application of governing statute

11. Despite subsection 10(1), sections 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 and 54, subsections 155(3) and 161(1), sections 162, 163 and 168, subsection 169(1), sections 221, 222 and 224, Not-for-profit Corporations Act do not apply in respect of the Church.

R.S., c. F-11

Financial Administration Act

2005, c. 30,

328. Section 7.4 of the Financial Administration Act is replaced by the following:

Regulations

7.4 The Treasury Board may make regula-25 tions respecting the governance of the corporation, including regulations that adapt any provisions of the Canada Business Corporations Act, the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, 30 nes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada and the Canada Not-for-profit Corporations Act and any regulations made under those Acts for the purpose of applying those provisions as adapted to the corporation.

2005, c.9

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

329. Subsection 66(1) of the First Nations 35 Fiscal and Statistical Management Act is replaced by the following:

327. Les articles 10 et 11 de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

10. (1) En toute matière non prévue par la présente loi, l'Église est assujettie à la Loi 5 canadienne sur les organisations à but non 5 lucratif comme si elle avait été prorogée conformément à l'article 213 de cette loi.

Loi générale

(2) Malgré le paragraphe 4(1) et l'article 6, la dénomination de l'Église et le lieu de son siège head office may be changed under the Canada 10 peuvent être modifiés en vertu de la Loi 10 canadienne sur les organisations à but non lucratif. De plus, malgré l'article 5, sa mission peut être modifiée conformément aux exigences de cette loi relatives au changement de la 15 déclaration d'intention. 15

Changement de la dénomination et du siège

11. Par dérogation au paragraphe 10(1), les articles 10, 13, 14, 16, 17, 21, 23 et 54, les paragraphes 155(3) et 161(1), les articles 162, 163 et 168, le paragraphe 169(1), les articles subsection 240(5) and Part 15 of the Canada 20 221, 222 et 224, le paragraphe 240(5) et la 20 partie 15 de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'appliquent pas à l'Église.

Dispositions non applicables

Loi sur la gestion des finances publiques

L.R., ch. F-11

328. L'article 7.4 de la Loi sur la gestion 2005, ch. 30, des finances publiques est remplacé par ce qui 25 suit:

7.4 Le Conseil du Trésor peut prendre des Règlements règlements en vue de la gestion de la personne morale, notamment pour adapter toute disposition de la Loi canadienne sur les sociétés par 30 actions, la Loi sur les corporations canadiende 1970, ou la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ou leurs règlements en vue de son application à la 35 personne morale.

Loi sur la gestion financière et statistique des 2005, ch. 9 premières nations

329. Le paragraphe 66(1) de la Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations est remplacé par ce qui suit :

Lois non

applicables

66. (1) The Canada Corporations Act, chap-66. (1) La Loi sur les corporations cana-Lois non Acts not applicable to applicables ter C-32 of the Revised Statutes of Canada, diennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Authority Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les 1970, and the Canada Not-for-profit Corporaorganisations à but non lucratif ne s'appliquent tions Act do not apply to the Authority. pas à l'Administration. 5 Green Shield Canada Act Loi sur l'association personnalisée le Bouclier 1992, ch. 56 1992. c. 56 vert du Canada 330. Le paragraphe 15(1) de la Loi sur 330. Subsection 15(1) of the Green Shield 5 l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada Act is replaced by the following: Canada est remplacé par ce qui suit : **15.** (1) The Canada Not-for-profit Corpora-15. (1) La Loi canadienne sur les organisa-Lois non Acts not tions à but non lucratif et les parties IV à VI de 10 applicables applicable to tions Act and Parts IV to VI of the Canada Association Corporations Act, chapter C-32 of the Revised la Loi sur les corporations canadiennes, Statutes of Canada, 1970, do not apply to the 10 chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de Association. 1970, ne s'appliquent pas à l'Association. Gwich'in Land Claim Settlement Act Loi sur le règlement de la revendication 1992, ch. 53 1992, c. 53 territoriale des Gwich'in 331. Section 8.1 of the Gwich'in Land 331. L'article 8.1 de la Loi sur le règlement 1994, c. 27, s. 12 1994, ch. 27, Claim Settlement Act is repealed. de la revendication territoriale des Gwich'in 15 est abrogé. Insurance Companies Act Loi sur les sociétés d'assurances 1991, c. 47 1991, ch. 47 332. Subsection 39(2) of the Insurance 332. Le paragraphe 39(2) de la *Loi sur les* 2007, c. 6, s. 191 2007, ch. 6, art. 191 Companies Act is replaced by the following: 15 sociétés d'assurances est remplacé par ce qui suit: (2) A society may also, with the approval in (2) La société de secours peut en outre, avec 20 Prorogation sous Continuance under the le régime de la writing of the Minister, apply under the Canada l'agrément écrit du ministre, demander, dans le Canada Not-for-Loi canadienne profit Not-for-profit Corporations Act, for a certificate cadre de la Loi canadienne sur les organisations Corporations organisations à of continuance under that Act. à but non lucratif, un certificat de prorogation Act but non lucratif prévu par cette loi. Mackenzie Gas Project Impacts Act Loi relative aux répercussions du projet gazier 2006, c. 4, s. 208 2006 ch 4 art. 208 Mackenzie 333. Section 8 of the Mackenzie Gas 20 333. L'article 8 de la Loi relative aux 25 Project Impacts Act is replaced by the répercussions du projet gazier Mackenzie est

following:

Acts not applicable to Corporation

8. The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, do not apply to the Corporation.

remplacé par ce qui suit:

8. La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de and the Canada Not-for-profit Corporations Act 25 1970, et la Loi canadienne sur les organisations 30 à but non lucratif ne s'appliquent pas à la Société.

qui suit:

1998, c. 24

Application of

Corporations

profit

Canada Not-for-

Mi'kmag Education Act

Loi sur l'éducation des Mi'kmag 334. Le paragraphe 10(3) de la Loi sur

l'éducation des Mi'kmaq est remplacé par ce

1998, ch. 24

334. Subsection 10(3) of the Mi'kmag Education Act is replaced by the following:

(3) For greater certainty, Part 19 of the Canada Not-for-profit Corporations Act applies section 161 of that Act to the corporation, a reference to members shall be read as a reference to directors.

(3) Il est entendu que la partie 19 de la Loi canadienne sur les organisations à but non to the corporation and, in the application of 5 lucratif's applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention de l'assemblée à l'article 161 de cette loi valant mention de l'assemblée des

membres du conseil d'administration.

Loi canadienne 5 sur les organisations à but non lucratit

2003, c. 2

Acts not

Centre

applicable to

Physical Activity and Sport Act

335 Subsection 31(3) of the Physical Activ-

Loi sur l'activité physique et le sport

2003, ch. 2

335. Le paragraphe 31(3) de la Loi sur 10 ity and Sport Act is replaced by the following: 10 l'activité physique et le sport est remplacé par ce qui suit:

(3) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act do not apply to the Centre.

(3) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et la Loi canadienne sur les organisations 15 à but non lucratif ne s'appliquent pas au Centre.

Lois non applicables

R.S., c. P-14

Pilotage Act

Loi sur le pilotage

L.R., ch. P-14

2001. c. 26. s. 317

336. Subsection 55(1) of the Pilotage Act is 15 replaced by the following:

336. Le paragraphe 55(1) de la Loi sur le pilotage est remplacé par ce qui suit :

2001 ch 26 art. 317

Part 19 of the Canada Not-for profit Corporations Act

55. (1) The CPHO is deemed to be a corporation to which Part 19 of the Canada Not-for-profit Corporations Act applies.

55. (1) La CPHO est réputée être une corporation régie par la partie 19 de la Loi 20 canadienne sur les organisations à but non lucratif.

Partie 19 de la Loi canadienne organisations à but non lucratif

1999, c. 34

Public Sector Pension Investment Board Act

Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

1999, ch. 34

337. Subsection 3(5) of the Public Sector 20 Pension Investment Board Act is replaced by the following:

337. Le paragraphe 3(5) de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public est remplacé par ce 25 qui suit:

Acts not applicable to Board

(5) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, and the Canada Not-for-profit Corporations Act 25 1970, et la Loi canadienne sur les organisations do not apply to the Board.

(5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de à but non lucratif ne s'appliquent pas à l'Office. 30

Lois non applicables

1994, c. 27

Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act

338. Section 9 of the Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act is repealed.

Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu

1994, ch. 27

338. L'article 9 de la Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu est abrogé.

1992, c. 59

United Grain Growers Act

Loi sur l'Union des producteurs de grain

1992, ch. 59

339. Section 25 of the United Grain Growers Act is replaced by the following:

339. L'article 25 de la Loi sur l'Union des producteurs de grain est remplacé par ce qui suit:

Acts not applicable to the company

25. No provision of the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes Corporations Act or the Winding-up and Restructuring Act applies to the company.

25. La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 5 applicables of Canada, 1970, the Canada Not-for-profit 5 1970, la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et la Loi sur les liquidations et les restructurations ne s'appliquent pas à la société.

Lois non

1994, c. 34

Deeming provision Yukon First Nations Land Claims Settlement

340. Section 10 of the Yukon First Nations Land Claims Settlement Act is repealed.

Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon 1994, ch. 34

340. L'article 10 de la Loi sur le règlement 10 des revendications territoriales des premières nations du Yukon est abrogé.

Other Acts

341. Any reference to Part III of the 10 Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, in any Act of Parliament is deemed to be a reference to Part 19 of the Canada Not-for-profit Corporations Act.

Autres lois

Mention

COORDINATING AMENDMENTS

342. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(2) is amended by adding the word "and" at the end of paragraph (a) and by repealing paragraph (b). 20

341. Dans toute loi fédérale, la mention de la partie III de la Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revi- 15 sés du Canada de 1970, vaut mention de la partie 19 de la Loi canadienne sur les 15 organisations à but non lucratif.

DISPOSITIONS DE COORDINATION

342. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(2) est rem-20 placé par ce qui suit:

343. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 8(1) of the Budget Implementation Act, 1997 is

(2) La Loi canadienne sur les sociétés par actions et la Loi sur les liquidations et les restructurations ne s'appliquent pas aux orga-25 nisations.

Non-application de certaines lois

replaced by the following: **8.** (1) The Canada Not-for-profit Corpora-

tions Act does not apply to the foundation.

343. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 8(1) de la Loi d'exécution du budget de 1997 est remplacé 25 par ce qui suit:

344. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 7(1) of replaced by the following:

- **8.** (1) La Loi canadienne sur les organisa- 30 Non-application tions à but non lucratif ne s'applique pas à la fondation.
- 344. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 7(1) de la Loi the Budget Implementation Act, 1998 is 30 d'exécution du budget de 1998 est remplacé 35 par ce qui suit:

Canada Not-forprofit Corporations Act

Non-application

Canada Not-forprofit Corporations Act

- 7. (1) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Foundation.
- 345. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, paragraph 3(3)(a)of the Canada Business Corporations Act is repealed.
- 346. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, the portion of subsection 268(6) of the Canada Business Corporations Act before paragraph (a) is 10 replaced by the following:

Discretionary continuance

- (6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which the Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply, 15 non régies par la Loi canadienne sur les apply for a certificate of continuance under section 187 within any period that may be prescribed except for the following:
- 347. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 268(10) 20 l'alinéa 314a), le paragraphe 268(10) de la of the Canada Business Corporations Act is replaced by the following:

Continuance prohibited

- (10) A body corporate to which the Canada Not-for-profit Corporations Act applies or any similar body corporate incorporated otherwise 25 lucratif, ainsi que les personnes morales de than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.
- 348. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(4) of 30 l'alinéa 314a), le paragraphe 3(4) de la Loi the Canada Cooperatives Act is replaced by the following:

Non-application of certain Acts

- (4) No provision of the Canada Business Corporations Act, the Canada Not-for-profit Corporations Act or the Winding-up and 35 à but non lucratif et la Loi sur les liquidations et Restructuring Act applies to a cooperative.
- 349. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 3(5) of the Canada Employment Insurance Financing Board Act is replaced by the following:
- (5) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Board.

- 7. (1) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas à la fondation.
- 345. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'alinéa 3(3)a) de la Loi 5 5 canadienne sur les sociétés par actions est abrogé.
 - 346. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le passage du paragraphe 268(6) de la Loi canadienne sur les sociétés 10 par actions précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:
 - (6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, enjoindre aux personnes morales constituées sous le régime d'une loi fédérale - mais 15 organisations à but non lucratif — de demander, dans le délai réglementaire, le certificat de prorogation prévu à l'article 187, à l'exception :
 - 347. À la date d'entrée en vigueur de 20 Loi canadienne sur les sociétés par actions est remplacé par ce qui suit:
 - (10) Les personnes morales régies par la Loi canadienne sur les organisations à but non 25 interdite même nature non constituées sous le régime d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187.

Prorogation

Prorogation discrétionnaire

- 348. À la date d'entrée en vigueur de 30 canadienne sur les coopératives est remplacé par ce qui suit:
- (4) La Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi canadienne sur les organisations 35 de certaines lois les restructurations ne s'appliquent pas aux coopératives.
- 349. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(5) de la Loi 40 sur l'Office de financement de l'assurance-40 emploi du Canada est remplacé par ce qui suit:
 - (5) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas à l'Office. 45

Non-application

Non-application

Canada Not-forprofit Corporations

350. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 8(3) of the Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act is replaced by the following:

Canada Not-forprofit Corporations

- (3) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Foundation.
- 351. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 35(1) of the Canada Foundation for Sustainable De-10 sur la Fondation du Canada pour l'appui velopment Technology Act is replaced by the following:

Designation by Governor in Council

- 35. (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under the Canada 15 loi, toute société constituée sous le régime de la Not-for-profit Corporations Act.
- 352. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 34(2) of the Canadian Payments Act is replaced by the

Exemption from Canada Not-forprofit Corporations

- (2) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Association.
- 353. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 23(2) of the Cree-Naskapi (of Quebec) Act is replaced 25 sur les Cris et les Naskapis du Québec est by the following:

Canada Not-forprofit Corporations Act

- (2) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to a band.
- 354. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 7.4 of the 30 l'alinéa 314a), l'article 7.4 de la Loi sur la Financial Administration Act is replaced by the following:

Regulations

7.4 The Treasury Board may make regulations respecting the governance of the corporation, including regulations that adapt any 35 morale, notamment pour adapter toute disposiprovisions of the Canada Business Corporations Act and the Canada Not-for-profit Corporations Act and any regulations made under those Acts for the purpose of applying those provisions as adapted to the corporation.

- 350. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 8(3) de la Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable est 5 remplacé par ce qui suit:
 - (3) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas à la Fondation.

Non-application

Désignation

- 351. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 35(1) de la Loi 10 technologique au développement durable est remplacé par ce qui suit:
- 35. (1) Le gouverneur en conseil peut désigner par décret, pour l'application de la présente 15 Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif.
- 352. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 34(2) de la Loi 20 canadienne sur les paiements est remplacé 20 par ce qui suit:
 - (2) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas à l'Association. 25

Non-application

- 353. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 23(2) de la Loi remplacé par ce qui suit:
- (2) La Loi canadienne sur les organisations 30 Non-application à but non lucratif ne s'applique pas aux bandes.
- 354. À la date d'entrée en vigueur de gestion des finances publiques est remplacé par ce qui suit: 35
- 7.4 Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements en vue de la gestion de la personne tion de la Loi canadienne sur les sociétés par actions ou la Loi canadienne sur les organisa-40 tions à but non lucratif ou leurs règlements en vue de son application à la personne morale.

Règlements

l'Administration.

355. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 66(1) of the First Nations Fiscal and Statistical Management Act is replaced by the following:

355. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 66(1) de la Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations est remplacé par ce qui suit:

Non-application

Canada Not-forprofit Corporations

66. (1) The Canada Not-for-profit Corpora- 5 tions Act does not apply to the Authority.

356. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 15(1) of the Green Shield Canada Act is replaced by the following:

356. À la date d'entrée en vigueur de

66. (1) La Loi canadienne sur les organisa-

tions à but non lucratif ne s'applique pas à

l'alinéa 314a), le paragraphe 15(1) de la Loi 10 sur l'association personnalisée le Bouclier vert 10 du Canada est remplacé par ce qui suit:

Canada Not-forprofit Corporations Act

15. (1) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Association.

15. (1) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas à 15 l'Association.

Non-application

357. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 8 of the Mackenzie Gas Project Impacts Act is re-15 répercussions du projet gazier Mackenzie est placed by the following:

357. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), l'article 8 de la Loi relative aux remplacé par ce qui suit:

Canada Not-forprofit Corporations Act

8. The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Corporation.

8. La Loi canadienne sur les organisations à 20 Non-application but non lucratif ne s'applique pas à la Société.

358. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, subsection 31(3) of 20 l'alinéa 314a), le paragraphe 31(3) de la Loi the Physical Activity and Sport Act is replaced by the following:

358. À la date d'entrée en vigueur de sur l'activité physique et le sport est remplacé par ce qui suit:

Non-application

Canada Not-for-Corporations Act not applicable

(3) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Centre.

(3) La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif ne s'applique pas au Centre.

359. On the day on which paragraph 25 314(a) comes into force, subsection 3(5) of the Public Sector Pension Investment Board Act is replaced by the following:

359. À la date d'entrée en vigueur de l'alinéa 314a), le paragraphe 3(5) de la Loi sur l'Office d'investissement des régimes de 30 pensions du secteur public est remplacé par ce qui suit:

Canada Not-for-Corporations Act

(5) The Canada Not-for-profit Corporations Act does not apply to the Board.

(5) La Loi canadienne sur les organisations 30 à but non lucratif ne s'applique pas à l'Office.

Non-application

360. On the day on which paragraph 314(a) comes into force, section 25 of the United Grain Growers Act is replaced by the following:

360. À la date d'entrée en vigueur de 35 l'alinéa 314a), l'article 25 de la Loi sur l'Union des producteurs de grain est remplacé par ce qui suit:

applicable to the company

- 25. No provision of the Canada Not-forprofit Corporations Act or the Winding-up and Restructuring Act applies to the company.
- 25. La Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif et la Loi sur les liquidations et les restructurations ne s'appliquent pas à la société.

Lois non applicables

Abrogation

2008, c. 28

- 361. (1) In this section, "other Act" means the Budget Implementation Act, 2008.
- **361.** (1) Au présent article, « autre loi » 5 2008, ch. 28 5 s'entend de la Loi d'exécution du budget de 2008.
- (2) If section 95 of the other Act comes into force before section 309 of this Act, then that section 309 and the heading before it are repealed.
- (2) Si l'article 95 de l'autre loi entre en vigueur avant l'article 309 de la présente loi, cet article 309 et l'intertitre le précédant sont 10 abrogés.
- (3) If section 95 of the other Act and 10 section 309 of this Act come into force on the same day, then that section 309 is deemed to have come into force before that section 95.
 - (3) Si l'entrée en vigueur de l'article 95 de l'autre loi et celle de l'article 309 de la présente loi sont concomitantes, cet article 309 est réputé être entré en vigueur avant cet 15 article 95.

REPEALS

ABROGATIONS

Repeal

362. An Act to change the name of "The confirm, amend and extend their corporate powers, under the name of "The Ottawa Gas Company.", chapter LXXXVIII of the Statutes of the Province of Canada, 1865, is repealed.

362. L'Acte pour changer le nom de « La Abrogation Bytown Consumers Gas Company," and to 15 compagnie des consommateurs du gaz de Bytown » en celui de « La compagnie du gaz de l'Outaouais, » et pour confirmer, amender 20 et étendre ses pouvoirs comme corporation, chapitre LXXXVIII des Statuts de la pro-20 vince du Canada de 1865, est abrogé.

Repeal

363. An Act to incorporate the Canada Atlantic Cable Company, chapter 96 of the Statutes of Canada, 1873, is repealed.

363. L'Acte pour incorporer la Compagnie Abrogation Canadienne du Télégraphe de l'Atlantique, 25 chapitre 96 des Statuts du Canada de 1873. est abrogé.

Reneal

364. An Act to amend the Act incorporating "The Ottawa Gas Company," to confirm a 25 rant « La Compagnie du Gaz d'Outaouais, » resolution of their Shareholders placing preferential and ordinary stock on the same footing, and to confirm, amend and extend their corporate powers, chapter 71 of the Statutes of Canada, 1876, is repealed.

364. L'Acte pour amender l'Acte incorpopour confirmer une résolution de ses action-30 naires à l'effet de placer les actions privilégiées et ordinaires sur le même pied, et pour confirmer, amender et étendre ses pouvoirs 30 de corporation, chapitre 71 des Statuts du Canada de 1876, est abrogé. 35

Statuts du Canada de 1907, est abrogée.

Repeal

365. An Act to incorporate the Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited, chapter 64 of the Statutes of Canada, 1907, is repealed.

365. La Loi constituant en corporation la Abrogation compagnie dite The Bonaventure and Gaspé Telephone Company, Limited, chapitre 64 des

Repeal

366. An Act to incorporate The British 35 American Pipe Line Company, chapter 27 of the Statutes of Canada, 1949, is repealed.

366. La Loi constituant en corporation 40 Abrogation « The British American Pipe Line Company », chapitre 27 des Statuts du Canada de 1949, est abrogée.

Repeal

Repeal

Abrogation

367. An Act to incorporate Western Pipe Repeal

Lines, chapter 38 of the Statutes of Canada.

1949, is repealed.

368. An Act to incorporate Ogdensburg Repeal

of Canada, 1952, is repealed.

369. An Act to incorporate Petroleum Repeal Transmission Company, chapter 76 of the

Statutes of Canada, 1955, is repealed.

370. An Act to incorporate Trans-Border 10 Pipeline Company Ltd., chapter 79 of the Statutes of Canada, 1955, is repealed.

371. An Act to incorporate Cabri Pipe Lines Ltd., chapter 44 of the Statutes of Canada,

1967-68, is repealed.

372. An Act to incorporate Vawn Pipe Lines Repeal Ltd., chapter 47 of the Statutes of Canada, 1967-68, is repealed.

COMING INTO FORCE

373. (1) Subject to subsection (2), the Order in council 298(2) to (4), (6) and (7) and sections 342 to

361, come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.

Canada Pension Plan Investment Board Act

(2) Subsections 318(1) and (2) come into force, in accordance with subsection 114(4) of 25 en vigueur en conformité avec le paragraphe the Canada Pension Plan, on days to be fixed by order of the Governor in Council.

367. La Loi constituant en corporation « Western Pipe Lines », chapitre 38 des Statuts du Canada de 1949, est abrogée.

368. La Loi constituant en corporation Abrogation Bridge Authority, chapter 57 of the Statutes 5 « Ogdensburg Bridge Authority », chapter 5 57 des Statuts du Canada de 1952, est abrogée.

> 369. La Loi constituant en corporation Abrogation « Petroleum Transmission Company », chapitre 76 des Statuts du Canada de 1955, est 10 abrogée.

> 370. La Loi constituant en corporation Abrogation « Trans-Border Pipeline Company Ltd. », chapitre 79 des Statuts du Canada de 1955, est abrogée. 15

371. La Loi constituant en corporation la Abrogation Cabri Pipe Lines Ltd., chapitre 44 des Statuts 15 du Canada de 1967-68, est abrogée.

372. La Loi constituant en corporation la Abrogation Vawn Pipe Lines Ltd., chapitre 47 des Statuts 20 du Canada de 1967-68, est abrogée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

373. (1) Sous réserve du paragraphe (2), Décret provisions of this Act, other than subsections 20 les dispositions de la présente loi, à l'exception des paragraphes 298(2) à (4), (6) et (7) et des articles 342 à 361, entrent en vigueur à la 25 date ou aux dates fixées par décret.

> (2) Les paragraphes 318(1) et (2) entrent 114(4) du Régime de pensions du Canada aux dates fixées par décret.

Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada 30

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications/a pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

An Act to incorporate St. Mary's River Bridge Company

Clause 301: Existing text of sections 3 to 7:

- **3.** The persons named in section 1 are constituted the provisional directors of the Company and they shall have all the powers which are conferred upon directors elected by the shareholders.
- **4.** (1) The capital stock of the Company shall be one thousand five hundred dollars of common stock divided into one hundred and fifty shares of the par value of ten dollars each, which may be called up by the directors from time to time as they deem necessary.
- (2) No dividends or profits shall be paid to or received by the said shareholders or any of them directly, or indirectly, and all operating or other profits shall, after payment of carrying charges, be used for the payment and retirement of any bonds, bonded indebtedness or other securities of the Company.
- **5.** The head office of the Company shall be in the city of Sault Ste. Marie, in the district of Algoma, in the province of Ontario, but any general meeting of the shareholders whether annual or special, may be held elsewhere in Canada than at the head office of the Company.
- **6.** The annual meeting of the shareholders shall be held on the first Tuesday in February in each year.
 - 7. The number of directors shall not be less than five and not more than nine.

Clause 302: Existing text of section 18:

18. The construction of the said bridge or tunnel shall be commenced within three years after the Governor in Council has approved of such bridging or tunnelling, and shall be completed within six years after such commencement: Provided that any delay caused by any Act of God or by war, invasion or insurrection shall not be included in computing such six-year period. If the construction of the said bridge or tunnel is not commenced or completed as aforesaid, the powers granted by this Act shall cease and be null and void with respect to so much of the undertaking as then remains uncompleted: Provided that if such approval is not obtained within six years after the passing of chapter 64 of the statutes of 1955, the powers granted for the construction of the said bridge or tunnel shall cease and be null and void.

Clause 303: Existing text of section 23:

23. The Companies Act, shall, so far as it is not inconsistent with the provisions of this Act, apply to the Company.

An Act to incorporate the Jules and Paul-Émile Léger Foundation

Clause 304: Existing text of section 20:

20. Sections 3 and 21 of this Act and Part III of the *Canada Corporations Act* apply, with such modifications as the circumstances require, to every subsidiary corporation incorporated pursuant to subsection 17(1).

An Act to incorporate the Pickering Harbour Company (Limited) and to authorize it to collect tolls

Loi constituant en corporation « St. Mary's River Bridge Company »

Article 301: Texte des articles 3 à 7:

- **3.** Les personnes nommées à l'article premier sont les administrateurs provisoires de la Compagnie, et détiennent tous les pouvoirs conférés aux administrateurs élus par les actionnaires.
- **4.** (1) Le capital social de la Compagnie est de mille cinq cents dollars d'actions communes divisé en cent cinquante actions d'une valeur au pair de dix dollars chacune, qui peuvent être appelées, au besoin, par les administrateurs, lorsqu'ils le jugeront opportun.
- (2) Aucun dividende ou profit ne sera payé auxdits actionnaires ou à l'un d'entre eux, directement ou indirectement, ou ne sera reçu par eux; et tous les profits d'exploitation ou autres profits, après paiement des frais généraux, seront affectés au remboursement et au retrait de toutes obligations, créances garanties ou autres valeurs de la Compagnie.
- **5.** Le siège social de la Compagnie est en la cité de Sault-Sainte-Marie, district d'Algoma, province d'Ontario; toutefois, toute assemblée générale des actionnaires, annuelle ou extraordinaire, peut être tenue, au Canada, ailleurs qu'au siège social de la Compagnie.
- **6.** L'assemblée annuelle des actionnaires doit être tenue le premier mardi de février de chaque année.
 - 7. Le nombre d'administrateurs est d'au moins cinq et d'au plus neuf.

Article 302: Texte de l'article 18:

18. La construction dudit pont ou tunnel doit être commencée dans un délai de trois ans après que le gouverneur en conseil l'aura approuvée, et elle doit être achevée dans les six années de ce commencement. Cependant, aucun retard causé par un cas de force majeure ou par une guerre, invasion ou insurrection ne doit être compris dans le calcul de cette période de six ans. Si la construction dudit pont ou tunnel n'est pas commencée ni achevée comme il est dit cidessus, les pouvoirs accordés par la présente loi cesseront et seront nuls et sans effet à l'égard de la partie de l'entreprise restant alors inachevée. Toutefois, si cette approbation n'est pas obtenue dans un délai de six ans après l'adoption du chapitre 64 des Statuts de 1955, les pouvoirs accordés pour la construction dudit pont ou tunnel cesseront et seront nuls et sans effet.

Article 303: Texte de l'article 23:

23. La Loi sur les compagnies, dans la mesure où elle n'est pas incompatible avec les dispositions de la présente loi, s'applique à la Compagnie.

Loi sur la Fondation Jules et Paul-Émile Léger

Article 304: Texte de l'article 20:

20. Les articles 3 et 21 de la présente loi et la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes* s'appliquent aux filiales, compte tenu des adaptations de circonstance.

Acte pour incorporer la Compagnie du Havre de Pickering, (à responsabilité limitée) et pour l'autoriser à percevoir des péages

Clause 305: Existing text of section 2:

2. The said Joseph Harris McLellan and William McGill, and James Holden, together with such other persons as shall become shareholders in the Company hereby incorporated, are hereby constituted a body corporate and politic by and under the name of the Pickering Harbour Company, (Limited), whereof the capital stock shall be forty thousand dollars, in shares of one hundred dollars each; and the said Joseph Harris McLellan, William McGill, and James Holden, shall be the first Directors of the said Company, and shall have power to open stock-books, and so soon as one half of the said stock shall have been subscribed, to call a meeting of the subscribers thereto for the election of five shareholders to be the Directors of the said Company; and the number of Directors shall continue to be five; and all the provisions of the "Canada Joint Stock Companies' Clauses Act, 1869," shall apply to the Company hereby incorporated, except so far as they may be inconsistent herewith, and except sections eighteen, forty and forty-three of the said Act.

An Act to provide for the creation by amalgamation of The Wesleyan Church of Canada

Clause 306: Existing text of section 8:

8. Part II of the *Canada Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for herein as if it had been incorporated thereunder.

Bank Act

Clause 307: Existing text of subsection 455.1(1):

455.1 (1) The Minister may, for the purposes of this section, designate a body corporate incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act* whose purpose, in the view of the Minister, under its letters patent is dealing with complaints, made by persons having requested or received products or services from its member financial institutions, that have not been resolved to the satisfaction of those persons under procedures established by those financial institutions under paragraph 455(1)(a).

Budget Implementation Act, 1997

Clause 308: Existing text of subsection 8(1):

8. (1) The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the foundation.

Budget Implementation Act, 1998

Clause 309: Existing text of subsection 7(1):

7. (1) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Foundation.

Canada Business Corporations Act

Clause 310: Relevant portion of subsection 3(3):

(3) The following do not apply to a corporation:

Clause 311: Existing text of subsection 209(1):

Article 305: Texte de l'article 2:

2. Le dit Joseph Harris McClellan, William McGill et James Holden, et toutes autres personnes qui deviendront actionnaires dans la compagnie incorporée en vertu du présent acte, sont par le présent constitués en corps politique et incorporé sous le nom de la "Compagnie du Havre de Pickering (à responsabilité limitée)," dont le capital social sera de quarante mille piastres, divisé en actions de cent piastres chacune; et les dits Joseph Harris McClellan, William McGill et James Holden seront les premiers directeurs de la dite compagnie, et auront le pouvoir d'ouvrir des livres de souscription d'actions; et aussitôt que la moitié du dit capital aura été souscrite, de convoquer une assemblée de tels souscripteurs pour élire cinq actionnaires comme directeurs de la dite compagnie; et le nombre des directeurs continuera à être de cinq; et toutes les dispositions de "l'Acte du Canada relatif aux clauses des compagnies par actions, 1869," s'appliqueront à la compagnie par le présent incorporée, excepté en ce qu'elles auront d'incompatible avec le présent, et excepté les sections dix-huitième, quarantième et quarante-troisième du dit acte.

Loi permettant la création par fusion de L'Église Wesleyenne du Canada

Article 306: Texte de l'article 8:

8. La Partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* s'applique à l'Église dans tous les domaines dont la présente loi ne traite pas, comme si l'Église avait été constituée en corporation en vertu de ladite loi.

Loi sur les banques

Article 307: Texte du paragraphe 455.1(1):

455.1 (1) Le ministre peut, pour l'application du présent article, désigner une organisation constituée en personne morale sous le régime de la partie Π de la *Loi sur les corporations canadiennes* dont la mission lui paraît être, en vertu de ses lettres patentes, d'examiner les réclamations de personnes qui ont demandé ou obtenu des produits ou services d'institutions financières membres de l'organisation et qui sont insatisfaites des conclusions de la procédure d'examen établie en application de l'alinéa 455(1)a).

Loi d'exécution du budget de 1997

Article 308: Texte du paragraphe 8(1):

8. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la fondation.

Loi d'exécution du budget de 1998

Article 309: Texte du paragraphe 7(1):

7. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la fondation.

Loi canadienne sur les sociétés par actions

Article 310: Texte du passage visé du paragraphe 3(3):

(3) Les lois suivantes ne s'appliquent pas à une société:

Article 311: Texte du paragraphe 209(1):

209. (1) Where a body corporate is dissolved under this Part or under section 268 of this Act or section 261 of chapter 33 of the Statutes of Canada, 1974-75-76, any interested person may apply to the Director to have the body corporate revived as a corporation under this Act.

Clause 312: (1) Existing text of subsections 268(4) and (4.1):

- (4) Subject to subsections (6) and (7), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under a special Act of Parliament may, despite the charter of the body corporate, apply under section 187 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.
- (4.1) Subject to subsections (6) and (7), the directors of a body corporate incorporated or continued by or under an Act of Parliament, other than this Act or a special Act, may, subject to any other Act of Parliament or the charter of the body corporate, apply under section 187 for a certificate of continuance if the articles of continuance do not make any amendment to the charter of the body corporate other than an amendment required to conform to this Act.

(2) Relevant portion of subsection 268(6):

(6) The Governor in Council may, by order, require that a body corporate incorporated by or under an Act of Parliament to which Part I or II of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply, apply for a certificate of continuance under section 187 within such period as may be prescribed except for the following:

(3) Existing text of subsection 268(7):

(7) A body corporate to which Part IV of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies, other than a body corporate that carries on a business referred to in any of paragraphs (6)(a.1) to (c), may apply for a certificate of continuance under section 187.

(4) New.

(5) Existing text of subsection 268(10):

(10) A body corporate to which Part II or Part III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies or any similar body corporate incorporated otherwise than by or under an Act of Parliament may not apply for a certificate of continuance under section 187.

Canada Cooperatives Act

Clause 313: Existing text of subsection 3(4):

(4) No provision of the Canada Business Corporations Act, the Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or the Winding-up and Restructuring Act applies to a cooperative.

Canada Employment Insurance Financing Board Act

Clause 315: Existing text of subsection 3(5):

(5) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

209. (1) Tout intéressé peut demander au directeur la reconstitution en société régie par la présente loi, d'une personne morale dissoute en vertu de la présente partie, de l'article 268 de la présente loi ou de l'article 261 de la *Loi sur les sociétés commerciales canadiennes*, chapitre 33 des Statuts du Canada de 1974-75-76

Article 312: (1) Texte des paragraphes 268(4) et (4.1):

- (4) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale spéciale peuvent, malgré la charte de la personne morale, demander, en vertu de l'article 187, un certificat de prorogation si les clauses de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que des modifications qui doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.
- (4.1) Sous réserve des paragraphes (6) et (7), les administrateurs d'une personne morale constituée ou prorogée en vertu d'une loi fédérale, à l'exception de la présente loi ou d'une loi spéciale, peuvent, sous réserve de toute autre loi fédérale ou de la charte de la personne morale, demander, en vertu de l'article 187, un certificat de prorogation si les clauses de prorogation n'apportent à la charte de la personne morale que des modifications qui doivent obligatoirement être conformes à la présente loi.

(2) Texte du passage visé du paragraphe 268(6):

(6) Le gouverneur en conseil peut, par décret, prescrire aux personnes morales constituées en vertu d'une loi fédérale — mais non régies par les parties I ou II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970 — de demander, dans le délai réglementaire, le certificat de prorogation prévu à l'article 187, à l'exception:

(3) Texte du paragraphe 268(7):

(7) Les personnes morales régies par la partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et qui ne se livrent pas aux activités visées à l'un des alinéas (6)*a.l*) à *c*) peuvent demander un certificat de prorogation en vertu de l'article 187.

(4) Nouveau.

(5) Texte du paragraphe 268(10):

(10) Les personnes morales qui sont régies par les parties II ou III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ainsi que les personnes morales de même nature non constituées en vertu d'une loi fédérale, ne peuvent demander le certificat de prorogation prévu à l'article 187.

Loi canadienne sur les coopératives

Article 313: Texte du paragraphe 3(4):

(4) La Loi canadienne sur les sociétés par actions, la Loi sur les corporations canadiennes et la Loi sur les liquidations et les restructurations ne s'appliquent pas aux coopératives.

Loi sur l'Office de financement de l'assurance-emploi du Canada

Article 315: Texte du paragraphe 3(5):

(5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

Canada Foundation for Sustainable Development Technology Act

Clause 316: Existing text of subsection 8(3):

(3) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Foundation.

Clause 317: Existing text of subsection 35(1):

35. (1) The Governor in Council may, by order, designate, for the purposes of this Act, any corporation incorporated under Part II of the *Canada Corporations Act*, being chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970.

Canada Pension Plan Investment Board Act

Clause 318: (1) Existing text of subsection 3(4):

(4) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

Canadian Food Inspection Agency Act

Clause 319: Existing text of section 21:

21. The agreement referred to in section 20 may authorize the Minister, jointly with one or more provincial governments, to have a corporation incorporated under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act* or an equivalent provincial statute, or to acquire shares or participate in any corporation, in order to implement the agreement.

Canadian Institutes of Health Research Act

Clause 320: Relevant portion of section 26:

26. The CIHR may, for the purpose of achieving its objective,

(c) with the approval of the Governor in Council, enter into a partnership, or incorporate by itself or with others a corporation, including a subsidiary of the CIHR, under the *Canada Business Corporations Act*, the *Canada Corporations Act* or provincial legislation, or acquire or dispose of shares in any corporation;

Canadian Payments Act

Clause 321: Existing text of subsection 34(2):

(2) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Association.

Cooperative Energy Act

Clause 322: Existing text of section 10:

 ${f 10.}$ Part IV of the Canada Corporations Act does not apply to the Corporation.

Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

Article 316: Texte du paragraphe 8(3):

(3) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la Fondation.

Article 317: Texte du paragraphe 35(1):

35. (1) Le gouverneur en conseil peut désigner par décret, pour l'application de la présente loi, toute société constituée sous le régime de la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970.

Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada

Article 318: (1) Texte du paragraphe 3(4):

(4) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments

Article 319: Texte de l'article 21:

21. L'accord a pour objet d'autoriser le ministre, agissant de concert avec le ou les gouvernements provinciaux, à obtenir la constitution d'une personne morale sous le régime de la *Loi sur les sociétés par actions*, la *Loi canadienne sur les corporations canadiennes* ou une loi provinciale équivalente ou à acquérir des actions d'une personne morale, ou une participation dans celle-ci, en vue de la mise en oeuvre de l'accord.

Loi sur les Instituts de recherche en santé du Canada

Article 320: Texte du passage visé de l'article 26:

26. Dans le cadre de sa mission, IRSC peut:

[...]

c) avec l'approbation du gouverneur en conseil, s'associer avec une autre personne, obtenir la constitution d'une personne morale — seule ou avec une de ses filiales ou une personne morale — sous le régime de la Loi canadienne sur les sociétés par actions ou la Loi sur les corporations canadiennes ou du droit provincial ou acquérir ou aliéner des actions d'une personne morale:

Loi canadienne sur les paiements

Article 321: Texte du paragraphe 34(2):

(2) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Association.

Loi sur les coopératives de l'énergie

Article 322: Texte de l'article 10:

10. La partie IV de la *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas à la Société.

Cree-Naskapi (of Quebec) Act

Clause 323: Existing text of subsection 23(2):

(2) The Canada Corporations Act does not apply to a band.

Evangelical Lutheran Church in Canada Act

Clause 324: Existing text of section 13:

13. Notwithstanding section 158 of the *Canada Corporations Act*, section 102 of that Act does not apply to the Church.

Evangelical Missionary Church (Canada West District) Act

Clause 325: Relevant portion of section 7:

7. On the commencement of this Act,

. . .

(f) the by-laws of the Evangelical Missionary Church, Canada West District immediately before the commencement of this Act are the by-laws of the Church until replaced or amended in accordance with Part II of the *Canada Corporations Act*; and

Clause 326: Existing text of subsection 8(3):

(3) No act of the Church, including a transfer of property to or by the Church, is invalid by reason only that the act or transfer is contrary to its objects or to a provision of this Act or to a provision of Part II of the *Canada Corporations Act*.

Clause 327: Existing text of sections 10 and 11:

- **10.** (1) Part II of the *Canada Corporations Act* applies to the Church in all matters not provided for in this Act as if the Church had been continued under that Part pursuant to subsection 159(1) of that Act.
- (2) Nothing in subsection 4(1), section 5 or section 6 restricts any power under Part II of the *Canada Corporations Act* to change the name of the Church, to alter its objects or to change the place of its head office.
- 11. Notwithstanding subsection 157(1) of the *Canada Corporations Act*, sections 5.6, 6, 12, 13, 15, 16, 27, 28, 31, 32, 33, 43, 102 to 106, 111.1, and 112 to 117 of that Act do not apply in respect of the Church.

Financial Administration Act

Clause 328: Existing text of section 7.4:

7.4 The Treasury Board may make regulations respecting the governance of the corporation, including regulations that adapt any provisions of the *Canada Business Corporations Act* and the *Canada Corporations Act* and any regulations made under those Acts for the purpose of applying those provisions as adapted to the corporation.

First Nations Fiscal and Statistical Management Act

Clause 329: Existing text of subsection 66(1):

66. (1) The Canada Corporations Act does not apply to the Authority.

Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec

Article 323: Texte du paragraphe 23(2):

(2) La Loi sur les corporations canadiennes ne s'applique pas aux bandes.

Loi sur l'Église évangélique luthérienne au Canada

Article 324: Texte de l'article 13:

13. Par dérogation à l'article 158 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, l'article 102 de cette loi ne s'applique pas à l'Église.

Loi sur l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien

Article 325: Texte du passage visé de l'article 7:

7. À l'entrée en vigueur de la présente loi :

[...]

f) les règlements administratifs de l'Église missionnaire évangélique, section de l'Ouest canadien (*Evangelical Missionary Church, Canada West District*), deviennent ceux de l'Église, sauf modification ou remplacement conforme à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*;

Article 326: Texte du paragraphe 8(3):

(3) Toutefois, les actes de l'Église, y compris ceux portant cession de biens à elle ou par elle, ne sont pas nuls pour la seule raison qu'ils sont contraires à sa mission, à la présente loi ou à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

Article 327: Texte des articles 10 et 11:

- 10. (1) En toute matière non prévue par la présente loi, l'Église est assujettie à la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* comme si elle avait été prorogée en vertu de cette partie conformément au paragraphe 159(1) de cette loi.
- (2) Ni le paragraphe 4(1) ni les articles 5 et 6 n'ont pour effet de limiter le pouvoir conféré par la partie II de la *Loi sur les corporations canadiennes* de modifier le nom de l'Église, sa mission ou le lieu de son siège.
- **11.** Par dérogation au paragraphe 157(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, les articles 5.6, 6, 12, 13, 15, 16, 27, 28, 31, 32, 33, 43, 102 à 106, 111.1 et 112 à 117 de cette loi ne s'appliquent pas à l'Église.

Loi sur la gestion des finances publiques

Article 328: Texte de l'article 7.4:

7.4 Le Conseil du Trésor peut prendre des règlements en vue de la gestion de la personne morale, notamment pour adapter la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et la *Loi sur les corporations canadiennes* et leurs règlements en vue de leur application à la personne morale.

Loi sur la gestion financière et statistique des premières nations

Article 329: Texte du paragraphe 66(1):

66. (1) La *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'applique pas à l'Administration.

Green Shield Canada Act

Clause 330: Existing text of subsection 15(1):

15. (1) Part III, sections 160 to 214 of Part IV and Parts V and VI of the Canada Corporations Act do not apply to the Association.

Gwich'in Land Claim Settlement Act

Clause 331: Existing text of section 8.1:

8.1 A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation within the meaning of the Agreement to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the Agreement.

Insurance Companies Act

Clause 332: Existing text of subsection 39(2):

(2) A society may also, with the approval in writing of the Minister, apply under the *Canada Corporations Act*, for letters patent creating it as a corporation under Part II of that Act.

Mackenzie Gas Project Impacts Act

Clause 333: Existing text of section 8:

8. The *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Corporation.

Mi'kmag Education Act

Clause 334: Existing text of subsection 10(3):

(3) For greater certainty, Part III of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies to the corporation and, in the application of section 102 of that Act to the corporation, a reference to shareholders shall be read as a reference to directors.

Physical Activity and Sport Act

Clause 335: Existing text of subsection 31(3):

(3) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Centre.

Pilotage Act

Clause 336: Text of subsection 55(1):

55. (1) The CPHQ is deemed to be a corporation to which section 158 of the *Canada Corporations Act*, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies.

Public Sector Pension Investment Board Act

Clause 337: Existing text of subsection 3(5):

Loi sur l'association personnalisée le Bouclier vert du Canada

Article 330: Texte du paragraphe 15(1):

15. (1) La Partie III, les articles 160 à 214 de la Partie IV, les Parties V et VI de la *Loi sur les corporations canadiennes* ne s'appliquent pas à l'Association.

Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in

Article 331: Texte de l'article 8.1:

8.1 Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens de l'Entente. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par l'Entente et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.

Loi sur les sociétés d'assurances

Article 332: Texte du paragraphe 39(2):

(2) La société de secours peut en outre, avec l'agrément écrit du ministre, demander, dans le cadre de la *Loi sur les corporations canadiennes*, l'émission de lettres patentes la constituant en corporation sous le régime de la partie II de cette loi

Loi relative aux répercussions du projet gazier Mackenzie

Article 333: Texte de l'article 8:

8. La *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à la Société.

Loi sur l'éducation des Mi'kmag

Article 334: Texte du paragraphe 10(3):

(3) Il est entendu que la partie III de la *Loi sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention des actionnaires, à l'article 102 de cette loi, valant mention des membres du conseil d'administration.

Loi sur l'activité physique et le sport

Article 335: Texte du paragraphe 31(3):

(3) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas au Centre.

Loi sur le pilotage

Article 336: Texte du paragraphe 55(1):

55. (1) La CPHQ est réputée être une corporation régie par l'article 158 de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada (1970).

Loi sur l'Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public

Article 337: Texte du paragraphe 3(5):

(5) The Canada Corporations Act, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, does not apply to the Board.

Sahtu Dene and Metis Land Claim Settlement Act

Clause 338: Existing text of section 9:

9. A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation within the meaning of the Agreement to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the Agreement.

United Grain Growers Act

Clause 339: Existing text of section 25:

25. No provision of the *Canada Corporations Act*, being chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, or of the *Winding-up Act*, applies to the company.

Yukon First Nations Land Claims Settlement Act

Clause 340: Existing text of section 10:

10. A charter may be granted under subsection 154(1) of the *Canada Corporations Act* establishing a settlement corporation, referred to in a final agreement that is in effect, to carry on, with pecuniary gain to its members, the activities permitted by the agreement.

(5) La Loi sur les corporations canadiennes, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, ne s'applique pas à l'Office.

Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Dénés et Métis du Sahtu

Article 338: Texte de l'article 9:

9. Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens de l'Entente. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par l'Entente et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.

Loi sur l'Union des producteurs de grain

Article 339: Texte de l'article 25:

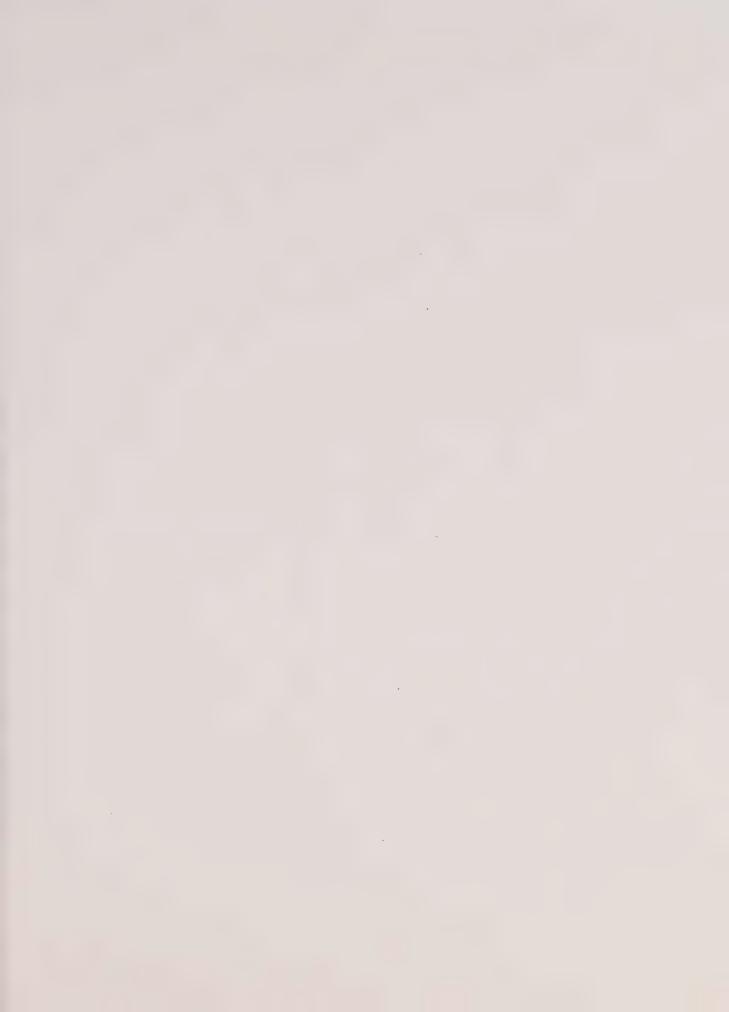
25. Les dispositions de la *Loi sur les corporations canadiennes*, chapitre C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, et celles de la *Loi sur les liquidations* ne s'appliquent pas à la société.

Loi sur le règlement des revendications territoriales des premières nations du Yukon

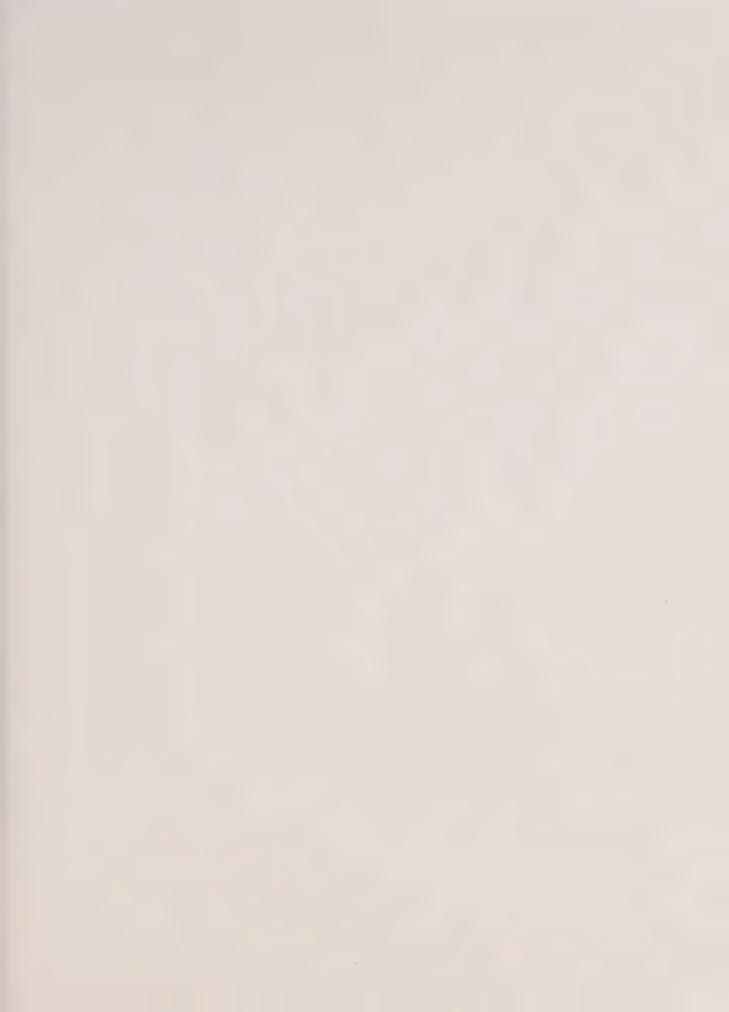
Article 340: Texte de l'article 10:

10. Il peut être accordé, par application du paragraphe 154(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*, une charte constituant une société de gestion des indemnités au sens d'un accord définitif en vigueur. Le cas échéant, la société peut exercer les activités autorisées par cet accord et ses membres peuvent, de ce fait, réaliser des profits.











Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage Paid Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

http://www.parl.gc.ca

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca 1356

C-5

C-5

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

PROJET DE LOI C-5

An Act to amend the Indian Oil and Gas Act

Loi modifiant la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

THE MINISTER OF INDIAN AFFAIRS AND NORTHERN DEVELOPMENT AND FEDERAL INTERLOCUTOR FOR MÉTIS AND NON-STATUS INDIANS

LE MINISTRE DES AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN ET INTERLOCUTEUR FÉDÉRAL AUPRÈS DES MÉTIS ET DES INDIENS NON INSCRITS

SUMMARY

This enactment amends the *Indian Oil and Gas Act* to clarify and expand the existing regulation-making powers and to add new ones, particularly with respect to licences, permits and leases for the exploration and exploitation of oil and gas on reserve lands and the determination and payment of oil and gas royalties. It also puts in place sanctions for contraventions of the Act as well as provisions for its enforcement.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes* pour préciser et élargir les pouvoirs réglementaires actuels et en ajouter de nouveaux, notamment en ce qui a trait aux baux, permis et licences octroyés pour l'exploration et l'exploitation du pétrole et du gaz sur les terres de réserve et à la détermination et au paiement de redevances sur le pétrole et le gaz. Il met aussi en place des sanctions en cas de contravention à la loi ainsi que des dispositions de contrôle d'application de celle-ci.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-5

PROJET DE LOI C-5

An Act to amend the Indian Oil and Gas Act

Loi modifiant la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. I-7

INDIAN OIL AND GAS ACT

LOI SUR LE PÉTROLE ET LE GAZ DES L.R., ch. I-7 TERRES INDIENNES

1999, c. 31, s. 137(E)

1. The heading before section 2 and are replaced by the following:

1. L'intertitre précédant l'article 2 et les 1999, ch. 31, 5 art. 137(A) sections 2 to 5 of the Indian Oil and Gas Act 5 articles 2 à 5 de la Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes sont remplacés par ce qui suit:

INTERPRETATION AND APPLICATION

Definitions

2. (1) The following definitions apply in this

"approval" « approbation » "approval", in relation to the council of a first nation, means approval evidenced by a written 10 resolution of the council or, if the council has delegated its authority to any individual or corporation, approval in writing signed by that individual or by an individual authorized to sign for that corporation.

"condensate" « condensat »

"condensate" means a liquid mixture, consisting mainly of pentanes and heavier hydrocarbons, that is condensed from natural gas and that can be recovered at a well.

"contract" « contrat »

"contract" means a licence, permit, lease or 20 other instrument that confers a surface or subsurface right or interest in first nation lands, or an option to acquire such a permit or lease, that is granted under this Act for the purpose of oil or gas exploration or exploitation.

DÉFINITIONS ET APPLICATION

2. (1) Les définitions qui suivent s'appli-Définitions quent à la présente loi.

«approbation» S'agissant du conseil d'une 10 «approbation» "approval" première nation, toute approbation sous forme de résolution écrite du conseil ou, si le conseil a délégué son pouvoir d'approbation à quelqu'un, toute approbation écrite signée par lui ou, dans le cas où le délégataire est une personne morale, 15 par son signataire autorisé.

« condensat » Mélange liquide qui est condensé à partir du gaz naturel et composé principalement de pentanes et d'hydrocarbures plus denses et qui est susceptible d'être récupéré 20 sur les lieux d'un puits.

«conseil» En ce qui touche une première nation, s'entend du conseil de la bande au sens de la Loi sur les Indiens.

«contrat» Licence, permis, bail ou autre acte 25 «contrat» conférant un droit ou un intérêt sur le sol ou le sous-sol des terres d'une première nation — ou

«conseil»

« condensat »

"council" « conseil » "council", in relation to a first nation, has the same meaning as the expression "council of the band" in the Indian Act.

"exploitation" « exploitation » "exploitation", in relation to oil and gas, means the drilling or testing of a well or production, recovery or subsurface storage, and includes the injection of a substance into an oil or gas reservoir and the subsurface disposal of a substance, but does not include refining.

"exploration" « exploration » geological conditions of the subsurface for the presence of oil or gas or any activity connected with such assessment, including the drilling of a test hole to a depth no greater than that prescribed by regulation.

"first nation" «première nation»

"first nation" means a band within the meaning of the Indian Act.

"first nation lands' "terres de la première nation" "first nation lands" means

- (a) reserve lands that have been surrendered, other than absolutely, under the Indian Act for 20 a purpose that includes oil or gas exploration or exploitation;
- (b) lands that have been absolutely surrendered under the Indian Act but not sold;
- (c) subsurface rights and interests in lands 25 that have been absolutely surrendered under the Indian Act and of which only the surface rights and interests have been sold; or
- (d) rights and interests in reserve lands that have been granted to Her Majesty in right of 30 Canada for oil or gas exploration or exploitation pursuant to a land code adopted under the First Nations Land Management Act.

"first nation member", in relation to a first nation, means a person whose name appears on 35 the band list of the first nation or who is entitled to have their name appear on that list.

« membre de la première nation»

"first nation

member'

"gas"

«gaz»

"gas" means natural gas — including natural gas from a coal bed — that can be recovered from a well or any component of it, including 40 condensate and marketable gas.

"inspector" means an inspector designated under section 8.

toute option d'acquisition d'un tel permis ou bail — qui est accordé en application de la présente loi à des fins d'exploration ou d'exploitation pétrolière ou gazière.

5 « exploitant » Personne qui exerce des activités 5 « exploitant » d'exploration ou d'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les terres d'une première nation.

"operator"

« exploitation » S'agissant du pétrole ou du gaz, le forage ou l'essai de production d'un puits ou "exploration" means any operation to assess the 10 la production, l'extraction ou le stockage 10 souterrain et, en outre, l'injection de substances dans un gisement de pétrole ou de gaz et l'élimination de substances dans le sous-sol. La présente définition exclut le raffinage.

« exploitation »

"exploitation"

« exploration » Toute activité exercée en vue de 15 « exploration » l'évaluation de l'état géologique du sous-sol pour v découvrir du pétrole ou du gaz, ainsi que toute activité liée à une telle évaluation. Est visé par la présente définition le forage d'essai effectué à une profondeur ne dépassant pas 20 celle prévue par règlement.

«gaz» Le gaz naturel, y compris celui tiré de gisements houillers, susceptible d'être extrait d'un puits et tout composant de celui-ci, ainsi

«gaz» "gas"

«inspecteur» Personne désignée au titre de l'article 8.

que le condensat et le gaz commercialisable.

« inspecteur » "inspector

« membre de la première nation » Personne dont le nom figure sur la liste de bande de la première nation ou qui a droit à ce que son nom y figure. 30

« membre de la première nation » "first nation member'

«ministre» Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

« ministre » "Minister"

« pétrole » Tout mélange d'hydrocarbures susceptible d'être extrait d'un puits à l'état liquide, à l'exception du condensat. 35

« pétrole »

« possession légale » S'agissant de terres d'une première nation, s'entend d'une possession qui est conforme au paragraphe 20(1) ou à l'article 22 de la Loi sur les Indiens.

« possession légale» "lawful possession'

« première nation » S'entend d'une bande au 40 « première sens de la Loi sur les Indiens.

nation » "first nation"

"inspector" «inspecteur» "lawful possession" « possession

"lawful possession", in relation to first nation lands, means "lawful possession" within the meaning of subsection 20(1) or section 22 of the Indian Act.

"Minister" «ministre» "Minister" means the Minister of Indian Affairs 5 and Northern Development.

« pétrole »

"oil" means a mixture of hydrocarbons that can be recovered from a well in liquid form, with the exception of condensate.

"operator" « exploitant »

"operator" means a person who is engaged in 10 exploration for or exploitation of oil or gas situated in first nation lands.

Delegation by

(2) The council of a first nation may by written resolution delegate to any person any power of the council, or any right of the council 15 l'exercice de ses pouvoirs aux termes de la to be consulted or notified, under this Act.

Amounts owing

- (3) For the purposes of this Act,
- (a) a reference to payment of a royalty means payment of an amount equal to the value of the royalty or, if required by or under the 20 regulations, payment of the royalty in kind; and
- (b) a reference to an amount owing includes the value of a royalty that is owing.

Pooled oil or gas

(4) A reference in this Act to oil or gas 25 recovered from first nation lands includes oil or gas that is attributed to those lands under regulations made pursuant to paragraph 4.1(1)(s).

Instruments under other Acts

3. (1) Any licence, permit, lease or other 30 instrument granted under any other Act of Parliament for the purpose of exploration for or exploitation of oil or gas situated in first nation lands — other than an instrument granted under the First Nations Oil and Gas and 35 Moneys Management Act or an instrument granted to a person other than Her Majesty in right of Canada under the First Nations Land

« terres de la première nation »

a) Terres de réserve qui ont été cédées. autrement qu'à titre absolu, en vertu de la Loi sur les Indiens à toute fin comportant des activités d'exploration ou d'exploitation pé- 5 trolière ou gazière:

nation » "first nation

- b) terres qui ont été cédées à titre absolu en vertu de cette loi, mais qui n'ont pas été vendues:
- c) droits et intérêts sur le sous-sol des terres 10 qui ont été cédées à titre absolu en vertu de la même loi et où seuls les droits et intérêts sur le sol ont été vendus:
- d) droits et intérêts sur les terres de réserve accordés à Sa Majesté du chef du Canada 15 pour l'exploration ou l'exploitation pétrolière ou gazière au titre d'un code foncier adopté en vertu de la Loi sur la gestion des terres des premières nations.
- (2) Le conseil d'une première nation peut, 20 Délégation par le par résolution écrite, déléguer à quiconque présente loi ou celui du droit qu'il a d'être consulté ou avisé aux termes de celle-ci.
 - (3) Pour l'application de la présente loi :

25 Somme due

- a) la mention du paiement d'une redevance s'entend du paiement d'une somme égale à la valeur de la redevance ou de tout paiement en nature si celui-ci est exigé en vertu des 30 règlements;
- b) la mention d'une somme due s'entend notamment de la valeur d'une redevance due.
- (4) Pour l'application de la présente loi, la mention du pétrole ou du gaz extrait des terres d'une première nation s'entend notamment de 35 première nation celui attribué à ces terres aux termes des règlements pris en vertu de l'alinéa 4.1(1)s).

Pétrole ou gaz attribué aux terres d'une

3. (1) Les licences, permis, baux ou autres actes accordés sous le régime de toute autre loi fédérale à des fins d'exploration ou d'exploita- 40 tion du pétrole ou du gaz situé sur les terres d'une première nation — à l'exception des actes accordés sous le régime de la Loi sur la gestion du pétrole et du gaz et des fonds des Premières Nations ou de ceux accordés à toute personne 45 autre que Sa Majesté du chef du Canada sous le

Actes accordés sous le régime d'autres lois

Management Act — is subject to this Act as if the instrument were a contract granted under this Act.

Excluded lands

(2) The Governor in Council may, by regulation, exclude from the application of this Act any first nation lands that, in the Governor in Council's opinion, contain crude bitumen that is capable of being recovered by mining.

ROYALTIES

Royalties

4. (1) Despite the provisions of any contract but subject to subsection (2), whenever oil or 10 est réservée à Sa Majesté du chef du Canada, en gas is recovered from first nation lands, there is reserved to Her Majesty in right of Canada in trust for the first nation concerned a royalty consisting of the share of the oil or gas determined under the regulations, which the 15 contract holder shall pay to Her Majesty in right of Canada in trust for the first nation in accordance with the regulations.

Special agreements

(2) The Minister may, with the approval of the council of a first nation, enter into a special 20 bation du conseil de la première nation agreement with any person, for any period and subject to any conditions set out in the agreement, for a reduction or increase in the royalty otherwise payable under subsection (1) or a variation in the method of determining that 25 royalty.

REGULATIONS

Regulations

- **4.1** (1) The Governor in Council may make regulations respecting exploration for and exploitation of oil or gas situated in first nation lands, including regulations
 - (a) respecting contracts and classes of contracts, including regulations in relation to
 - (i) the granting, amendment, renewal, assignment and consolidation of contracts,
 - (ii) the terms and conditions of contracts 35 and the rights and obligations of contract holders, and
 - (iii) the determination of rents or other amounts payable in respect of contracts, including by means of arbitration; 40

régime de la Loi sur la gestion des terres des premières nations — sont assujettis à l'application de la présente loi comme s'ils étaient des contrats.

(2) Le gouverneur en conseil peut, par 5 Terres 5 règlement, soustraire à l'application de la présente loi les terres d'une première nation où il estime qu'il se trouve du bitume brut susceptible de faire l'objet d'une extraction minière.

exemptées

Redevances

10

REDEVANCES

4. (1) Malgré toute disposition d'un contrat, fiducie pour la première nation concernée, la redevance constituée de la part réglementaire du pétrole ou du gaz extrait des terres de la 15 première nation, que le titulaire du contrat est tenu de paver conformément au règlement à Sa Majesté du chef du Canada, en fiducie pour la première nation.

(2) Le ministre peut toutefois, avec l'appro- 20 Accord spécial intéressée, conclure avec quiconque un accord spécial, pour toute période et sous réserve de toute condition dont celui-ci peut être assorti, portant sur la réduction ou l'augmentation de la 25 redevance qui aurait par ailleurs été exigible au titre du paragraphe (1) ou sur la modification de la manière de déterminer celle-ci.

RÈGLEMENTS

4.1 (1) Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements régissant l'exploration ou 30 l'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les 30 terres des premières nations, notamment des règlements:

> a) concernant les contrats et leurs catégories et prévoyant entre autres: 35

- (i) leur octroi, modification, renouvellement, cession ou fusion,
- (ii) les conditions dont ils sont assortis et les droits et obligations de leurs titulaires,
- (iii) la détermination, notamment par arbi- 40 trage, du loyer ou de toute autre somme exigible relativement à eux;

Règlements

- (b) respecting the suspension and cancellation of contracts, and authorizing the Minister to suspend or cancel contracts in specified circumstances;
- (c) respecting the surrender of rights and 5 interests under contracts, subject to any conditions that the Minister may specify;
- (d) respecting the conversion of contracts from one class to another or the continuation of contracts, subject to any conditions that the 10 Minister may specify, and authorizing the Minister to convert or continue a contract when the Minister is satisfied that conditions specified by regulation have been met:
- (e) respecting the determination of the quan- 15 tity or quality of oil or gas recovered under a contract:
- (f) respecting the determination of the value of oil or gas recovered under a contract, including its determination where oil or gas is 20 the subject of a transaction between related parties and, for that purpose, defining "related parties";
- (g) respecting royalties on any class of oil or gas recovered from first nation lands, includ- 25 ing regulations
 - (i) determining the share of oil or gas that constitutes a royalty and determining the value of that royalty,
 - (ii) prescribing the costs and allowances 30 that may be taken into account in determining the royalty or the value of the royalty,
 - (iii) respecting the payment of royalties in cash or in kind, and authorizing the 35 Minister to direct payment of a royalty in kind,
 - (iv) specifying the circumstances in which the payment of a royalty is waived on oil or gas that is consumed as fuel in drilling for, 40 producing, recovering, treating or processing oil or gas,
 - (v) respecting the sale or other disposition of the share of oil or gas that constitutes a royalty, and 45

- b) concernant la suspension et la résiliation de contrats et autorisant le ministre à en suspendre ou à en résilier dans certaines circonstances:
- c) concernant la renonciation aux droits et 5 intérêts que confèrent les contrats, sous réserve des conditions que peut préciser le ministre:
- d) concernant la conversion des contrats d'une catégorie à une autre catégorie ou leur 10 reconduction, sous réserve des conditions que peut préciser le ministre, et autorisant celui-ci à convertir ou à reconduire tout contrat s'il est convaincu que les conditions réglementaires ont été respectées:
- e) concernant la détermination de la quantité ou de la qualité du pétrole ou du gaz extrait aux termes d'un contrat;
- f) concernant la détermination de la valeur du pétrole ou du gaz extrait aux termes d'un 20 contrat, notamment sa valeur dans le cas où il fait l'objet d'une opération entre apparentés, et, à cette fin, définissant « apparentés »;
- g) concernant les redevances sur toute catégorie de pétrole ou de gaz extrait des terres 25 des premières nations et, notamment:
 - (i) déterminant la part du pétrole ou du gaz qui constitue une redevance et la valeur de celle-ci.
 - (ii) prévoyant les coûts et déductions qui 30 peuvent être pris en compte pour déterminer la redevance ou sa valeur,
 - (iii) concernant le paiement en espèces ou en nature des redevances et autorisant le ministre à en exiger le paiement en nature, 35
 - (iv) prévoyant les circonstances où il est renoncé au paiement de la redevance sur le pétrole ou le gaz utilisé comme carburant dans le cadre d'activités de forage ou de la production, de l'extraction, du traitement 40 ou de la transformation du pétrole ou du gaz,
 - (v) concernant la vente ou toute autre aliénation de la part du pétrole ou du gaz constituant la redevance, 45

- 6
- (vi) respecting the assessment by the Minister of royalties owing by a contract holder;
- (h) respecting the payment of interest on amounts owing under this Act and establish- 5 ing the rate of interest or the manner of determining it, including the application of compound interest;
- (i) specifying the circumstances in which a compensatory royalty is payable and pre-10 scribing the amount of the royalty or the manner of determining it;
- (*j*) respecting the order in which payments received in respect of a contract will be applied towards royalties, rents, interest, 15 penalties or other amounts owing by the contract holder:
- (k) respecting the security to be provided for the performance of obligations under this Act or a contract, including the amount of the 20 security or the manner of determining the amount, and specifying the circumstances and manner in which it will be returned or realized;
- (*l*) prescribing measures that contract holders 25 may be required to take when the Minister determines that there is a risk of drainage of oil or gas by a well outside a contract area, whether the well is in or outside first nation lands;
- (m) authorizing the Minister in specified circumstances to order the submission of plans for the exploitation of oil or gas situated in first nation lands, respecting the content of such plans and their approval by the Minister, 35 requiring contract holders to comply with plans approved by the Minister and authorizing the Minister to order the modification of such plans;
- (n) respecting surveys of first nation lands 40 for the purposes of this Act and authorizing the Minister to require surveys to be carried out in prescribed circumstances;
- (o) respecting the keeping, or the submission to the Minister or the council of a first nation, 45 of documents and information related to the administration of this Act or the regulations

- (vi) concernant la cotisation par le ministre des redevances dues par tout titulaire de contrat:
- h) concernant le paiement des intérêts sur les sommes dues en vertu de la présente loi et 5 prévoyant le taux d'intérêt, composé ou non, ou les modalités de son calcul;
- *i*) précisant les circonstances où des redevances compensatoires sont exigibles et prévoyant leur montant ou les modalités de 10 leur calcul:
- *j*) concernant l'ordre dans lequel les paiements faits relativement à un contrat seront affectés aux redevances, loyers, intérêts, pénalités ou autres sommes dues par le 15 titulaire du contrat;
- k) concernant les sûretés à fournir pour garantir l'exécution des obligations prévues par la présente loi ou tout contrat, notamment leur montant ou les modalités du calcul de 20 celui-ci, et prévoyant les circonstances où elles seront restituées ou réalisées ainsi que les modalités de leur restitution ou réalisation;
- *l*) prévoyant les mesures que le titulaire de contrat peut être tenu de prendre lorsque le 25 ministre détermine que du pétrole ou du gaz risque d'être drainé par un puits situé à l'extérieur de la zone visée par le contrat, que le puits soit situé ou non sur les terres de la première nation en cause;
- m) autorisant le ministre, dans certaines circonstances, à ordonner que les plans pour l'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les terres de la première nation en cause lui soient soumis, concernant leur contenu et leur 35 approbation par le ministre, exigeant des titulaires de contrat qu'ils se conforment aux plans approuvés et autorisant le ministre à en ordonner la modification;
- n) concernant l'arpentage des terres des 40 premières nations pour l'application de la présente loi et autorisant le ministre à exiger la tenue d'un tel arpentage dans certaines circonstances;
- o) concernant la conservation ou la commu-45 nication au ministre ou au conseil d'une première nation de documents et de rensei-

by contract holders, operators, persons whose rights have been combined with those of a contract holder pursuant to regulations made under paragraph (s) or persons who have acquired oil or gas recovered from first nation 5 lands or a right to such oil or gas, and authorizing the Minister on application to vary the location at which any such documents or information are to be kept;

- (p) respecting audits and examinations of 10 documents and information referred to in paragraph (o) by first nations pursuant to agreements with the Minister, for the purpose of verifying the royalties payable on oil or gas recovered from first nation lands;
- (q) respecting inspections, by persons authorized by a written resolution of a first nation council, of facilities and operations on first nation lands that are related to exploration for or exploitation of oil or gas, in order 20 to monitor compliance with this Act and the regulations;
- (r) respecting the confidentiality of and access to information obtained under this Act;
- (s) respecting the combining, with the ap-25 proval of the Minister, of rights to oil or gas under a contract with rights to oil or gas under another contract, or with rights to oil or gas situated outside first nation lands, for the purpose of the joint exploitation of oil or gas, 30 the prevention of waste or the sharing of oil or gas;
- (t) respecting the abandonment of oil and gas wells or their conversion to uses incidental to the exploitation of oil or gas, and authorizing 35 the Minister to approve such abandonments or conversions;
- (*u*) establishing fees payable by individuals, corporations, partnerships or trusts in relation to contracts or for services provided in the 40 administration of this Act;
- (v) requiring, to the extent that it is practicable and reasonably efficient, safe and economical to do so, an operator to employ persons who are resident on reserves that 45

gnements relatifs à l'application de la présente loi ou des règlements par le titulaire de contrat, l'exploitant, la personne dont les droits ont été mis en commun avec ceux d'un titulaire de contrat en application des règle-5 ments pris en vertu de l'alinéa s) ou la personne qui acquiert du pétrole ou du gaz extrait des terres de la première nation ou un droit sur celui-ci, et autorisant le ministre à changer, sur demande, le lieu où ils doivent 10 être conservés;

- p) concernant la vérification et l'examen des documents et des renseignements visés à l'alinéa o) par la première nation, conformément à un accord intervenu avec le ministre, 15 aux fins de vérification des redevances exigibles sur le pétrole ou le gaz extrait des terres de la première nation;
- q) concernant l'inspection à des fins de surveillance de l'observation de la présente 20 loi et des règlements, par toute personne autorisée à cet effet par résolution écrite du conseil d'une première nation, des installations situées sur les terres de la première nation et des activités exercées sur ces 25 terres qui sont liées à l'exploration ou l'exploitation pétrolière ou gazière;
- r) concernant la confidentialité des renseignements obtenus en application de la présente loi et l'accès à ceux-ci; 30
- s) concernant la mise en commun, avec l'approbation du ministre, des droits accordés sur du pétrole ou du gaz aux termes d'un contrat avec ceux accordés sur du pétrole ou du gaz aux termes d'un autre contrat ou 35 avec ceux accordés sur du pétrole ou du gaz situé à l'extérieur des terres des premières nations en vue de l'exploitation conjointe du pétrole ou du gaz, de la prévention du gaspillage ou du partage du pétrole ou du gaz; 40
- t) concernant l'abandon de puits de pétrole et de gaz ou leur conversion à des fins accessoires à l'exploitation pétrolière ou gazière et autorisant le ministre à approuver un tel abandon ou une telle conversion;

- include first nation lands on which the exploration or exploitation is being conducted:
- (w) specifying powers of the Minister that may only be exercised following notice or a 5 hearing and prescribing the manner of giving notice, the content of notices and the procedure governing hearings;
- (x) respecting the protection of the environment from the effects of exploration for or 10 exploitation of oil or gas situated in first nation lands, respecting environmental audits and authorizing the Minister to require such audits to be carried out in specified circumstances at the expense of contract holders;
- (y) respecting the conservation and equitable production of oil or gas situated in first nation lands; and
- (z) generally for carrying out the purposes of 20

Provincial

(2) Regulations made under subsection (1) may vary from province to province.

Incorporation by reference

4.2 (1) Regulations made under subsection 4.1(1) — other than regulations made under paragraphs 4.1(1)(a) to (d), (f) to (r), (v) and (w) 25 en vertu des alinéas 4.1(1)a) à (d), (f) à (r), (v) et — may incorporate by reference laws of a province as amended from time to time, with any adaptations that the Governor in Council considers appropriate.

Powers of provincial officials and

(2) Regulations incorporating laws of a 30 province may confer any power or impose any duty that the Governor in Council considers necessary on any provincial official or body, to be exercised or performed on behalf of the

- u) établissant les frais pouvant être perçus auprès de particuliers, de personnes morales, de sociétés de personnes ou de fiducies relativement aux contrats ou aux services rendus dans le cadre de l'application de la 5 présente loi:
- v) exigeant d'un exploitant, dans la mesure où il est possible et raisonnablement efficace, sécuritaire et rentable de le faire, qu'il emploie des personnes qui habitent sur des 10 réserves qui comprennent des terres de la première nation sur lesquelles est effectuée l'exploration ou l'exploitation;
- w) précisant les pouvoirs du ministre qui ne peuvent être exercés qu'après un avis ou une 15 audience et prévoyant le contenu de l'avis et les modalités de sa signification ainsi que la procédure régissant l'audience;
- x) concernant la protection de l'environnement contre les effets de l'exploration ou de 20 l'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les terres des premières nations, concernant les vérifications environnementales et autorisant le ministre à exiger la tenue, dans certaines circonstances, de telles vérifications 25 aux frais des titulaires de contrat:
- y) concernant la conservation et la production équitable du pétrole ou du gaz situé sur les terres des premières nations;
- z) d'une manière générale, concernant l'ap-30 plication de la présente loi.
- (2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) peuvent prévoir des mesures différentes d'une province à l'autre.

Différences entre les provinces

- 4.2 (1) Les règlements pris en vertu du 35 Incorporation paragraphe 4.1(1), à l'exception de ceux pris w), peuvent incorporer par renvoi, avec les adaptations que le gouverneur en conseil estime indiquées, tout texte législatif d'une province, 40 avec ses modifications successives.
- (2) Les règlements incorporant par renvoi le texte législatif d'une province peuvent conférer à tout fonctionnaire ou organisme provincial les attributions que le gouverneur en conseil juge 45 nécessaires et qui doivent être exercées au nom federal government in the same circumstances 35 de l'administration fédérale. Les attributions ne

Attributions des fonctionnaires. ou organismes provinciaux

and subject to the same conditions as those governing the exercise of that power or the performance of that duty under the laws of the province.

Agreement with province

(3) The Minister may enter into an agree- 5 ment with the government of a province, or with a public body established by the laws of a province, respecting the administration or enforcement on first nation lands of any laws of the province that are incorporated by the 10 regulations, including the exchange of information related to administration and enforcement of those laws.

Inconsistency with regulations under other Acts

(4) Regulations made under any other Act of are incorporated by the regulations made under this Act to the extent of any inconsistency, unless the incorporating regulations provide otherwise.

Review by provincial courts

(5) Unless the regulations provide otherwise, 20 where a power is conferred or a duty is imposed by laws of a province that are incorporated by the regulations, the exercise of that power or the performance of that duty is subject to review by, or appeal to, the courts of the province in the 25 same manner and to the same extent as if the laws of the province applied of their own force.

Moneys

(6) Unless otherwise provided by the regulations, moneys collected by a provincial official or body under laws of a province that are 30 organisme provincial au titre du texte législatif incorporated by the regulations are not Indian moneys for the purposes of the Indian Act or public money for the purposes of the Financial Administration Act.

Immunity -- acts or omissions

(7) In respect of an act or omission occurring 35 in the exercise of a power or the performance of a duty by a provincial official or body under laws of a province that are incorporated by the regulations, the official or body exercising that power or performing that duty is entitled, unless 40 the regulations provide otherwise, to the same limits on liability, defences and immunities as those that would apply under the laws of the province to an official or body exercising a like power or performing a like duty.

peuvent être exercées que dans les circonstances et selon les mêmes modalités que ce que permet ce texte.

(3) Le ministre peut conclure un accord avec le gouvernement d'une province — ou tout organisme public établi par les lois d'une province — concernant l'exécution et le contrôle d'application sur les terres des premières nations de tout texte législatif de la province qui est incorporé par renvoi par les règlements, 10 notamment sur l'échange de renseignements relatifs à l'exécution et au contrôle d'application.

Prépondéran-- règlements

Accord avec une

- (4) Les règlements pris en vertu de toute Parliament prevail over laws of a province that 15 autre loi fédérale l'emportent sur tout texte 15 ce - règ législatif incompatible d'une province qui est incorporé par renvoi par un règlement pris en vertu de la présente loi, sauf disposition contraire de celui-ci.
 - judiciaire devant les tribunaux de la province
 - (5) Sauf disposition contraire des règlements, 20 Appel ou l'exercice d'une attribution conférée par le texte législatif d'une province qui est incorporé par renvoi par les règlements est susceptible d'appel ou de contrôle judiciaire devant les tribunaux de la province, de la manière et dans les circons- 25 tances prévues par le droit de celle-ci.
 - Fonds perçus
 - (6) Sauf disposition contraire des règlements, les fonds perçus par tout fonctionnaire ou d'une province qui est incorporé par renvoi par 30 les règlements ne constituent ni de l'argent des Indiens au sens de la Loi sur les Indiens ni des fonds publics au sens de la Loi sur la gestion des finances publiques.
 - (7) À l'égard des actes ou omissions surve- 35 Actes et nant dans l'exercice par tout fonctionnaire ou organisme provincial des attributions conférées par le texte législatif d'une province qui est incorporé par renvoi par les règlements, le fonctionnaire ou l'organisme bénéficie, sauf 40 disposition contraire de ces règlements, des mêmes limites de responsabilité, moyens de défense et immunités que ceux dont il bénéficierait en vertu des textes législatifs de la province s'il exerçait des attributions sembla- 45 bles.

Prépondérance

Inconsistency with first nation laws

Powers of

4.3 Regulations made under this Act prevail over any by-laws or other laws made by a first nation under another Act of Parliament to the extent of any inconsistency between them, unless otherwise provided by regulations made under this Act.

GENERAL

5. (1) The Minister may

- (a) order the suspension of exploration for or exploitation of oil or gas situated in first nation lands or order a contract holder or 10 operator to take remedial action if, in the Minister's opinion, the exploration or exploitation
 - (i) presents a danger to property, risks the wasting of oil or gas or risks disturbing or 15 damaging an oil or gas reservoir, the surface of land or the environment, or
 - (ii) presents a risk of harm to a site of palaeontological, archaeological, ethnological or historical significance or to a site 20 that is of cultural, spiritual or ceremonial importance to the first nation;
- (b) authorize the resumption of any exploration or exploitation suspended under paragraph (a) if, in the Minister's opinion, the 25 danger or risk no longer exists and if any remedial action ordered has been taken to the Minister's satisfaction:
- (c) despite the regulations, where lands have been set apart as a reserve for purposes of the 30 implementation of an agreement for the settlement of land claims arising under a treaty, grant a contract that includes terms and conditions similar to those that were in effect in respect of those lands immediately before 35 they were set apart as a reserve;
- (d) fix a later time for a person to do anything under this Act or under a contract, even though the original time for doing it has passed, if the Minister is satisfied that a delay 40 is or was unavoidable and that an extension would not prejudice any other person; and
- (e) prescribe any forms that are necessary for the purposes of this Act.

4.3 Les dispositions des règlements pris en vertu de la présente loi l'emportent, sauf disposition contraire de ceux-ci, sur les dispositions incompatibles de tout règlement administratif ou texte législatif pris par une première 5 nation en vertu de toute autre loi fédérale.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

5. (1) Le ministre peut:

Pouvoirs du ministre

- a) ordonner la suspension de l'exploration ou de l'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les terres d'une première nation ou 10 ordonner à tout titulaire de contrat ou exploitant de prendre des mesures correctives s'il est d'avis qu'une des conditions ci-après est remplie:
 - (i) l'exploration ou l'exploitation présente 15 un danger pour les biens, risque d'entraîner le gaspillage de pétrole ou de gaz ou risque de perturber ou d'endommager un gisement de pétrole ou de gaz, la surface du sol ou l'environnement,
 - (ii) elle présente un danger pour un lieu d'intérêt paléontologique, archéologique, ethnologique ou historique, ou pour un lieu qui revêt une importance sur le plan culturel, spirituel ou cérémoniel pour la 25 première nation;
- b) s'il en a ordonné la suspension, autoriser la reprise de l'exploration ou de l'exploitation s'il estime qu'elle ne présente plus un danger ou un risque, selon le cas, et que les mesures 30 correctives qu'il a ordonnées ont été prises à sa satisfaction;
- c) malgré les règlements, octroyer, lorsque des terres ont été mises de côté à titre de réserve dans le cadre de la mise en oeuvre 35 d'un accord de règlement de revendications territoriales découlant d'un traité, un contrat à des conditions semblables à celles qui étaient en vigueur avant la mise de côté;
- d) reporter la date ou proroger le délai prévu 40 pour l'accomplissement d'un acte en application de la présente loi ou d'un contrat, que la date ou le délai soit expiré ou non, s'il est

Conditions

(2) In exercising a power under subsection (1), the Minister may impose any conditions that the Minister considers appropriate.

Limitation period

5.1 (1) Without limiting any other right or remedy available to the Minister, the Minister may commence an action to collect an amount owing to Her Majesty in right of Canada under this Act — and any interest owing on the amount — within 10 years after the end of the calendar year in which the amount became 10 owing.

Exception fraud. misrepresentation

- (2) Despite subsection (1), the Minister may commence an action at any time to collect an amount owing to Her Majesty in right of reason of fraud or because of a misrepresentation that is attributable to neglect, carelessness or wilful default, together with any interest owing on that amount.
- 2. Section 6 of the Act is amended by 20 adding the following after subsection (1):

Approval or notice

- (1.1) The Governor in Council may, by regulation,
 - (a) require that a power of the Minister under this Act in relation to first nation lands be 25 exercised only if prior approval of the council of the first nation is obtained, if the council is first consulted or if prior notice is given to the council, as the case may be;
 - (b) require that any such power of the 30 Minister be exercised only if prior consent is given by any first nation member who is in lawful possession of the first nation lands; and
 - (c) require that notice be given to the council 35 of the first nation after the Minister exercises any such power.
- 3. The Act is amended by adding the following after section 6:

- convaincu que le report ou la prorogation est inévitable et qu'aucun préjudice n'en découlera à l'égard de quiconque;
- e) prévoir les formulaires nécessaires à l'application de la présente loi.
- (2) Il peut imposer les conditions qu'il juge indiquées dans l'exercice des pouvoirs prévus au paragraphe (1).

Prescription

- **5.1** (1) Sans préjudice de tout autre droit ou 5 recours, le ministre peut intenter une action en 10 vue du recouvrement de toute somme due à Sa Majesté du chef du Canada aux termes de la présente loi, ainsi que des intérêts courus, dans les dix ans suivant le dernier jour de l'année civile au cours de laquelle la somme devient 15 due.
- (2) L'action peut toutefois être intentée à tout moment en cas de défaut de paiement pour cause de fraude ou pour cause de fausse Canada under this Act that was unpaid by 15 déclaration attribuable à la négligence, à 20 l'inattention ou à l'omission volontaire.

Exception fraude ou fausse

- 2. L'article 6 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit:
- (1.1) Le gouverneur en conseil peut, par 25 Approbation ou règlement:
 - a) exiger que l'exercice de tout pouvoir conféré au ministre sous le régime de la présente loi relativement aux terres des premières nations soit subordonné à l'appro- 30 bation préalable du conseil de la première nation concernée ou à la consultation préalable ou la notification préalable de celui-ci;
 - b) exiger que l'exercice d'un tel pouvoir soit subordonné au consentement préalable de 35 tout membre de la première nation qui a la possession légale des terres;
 - c) exiger que le conseil soit notifié après l'exercice d'un tel pouvoir.
- 3. La même loi est modifiée par adjonc- 40 tion, après l'article 6, de ce qui suit :

Canada Labour Code

7. This Act does not affect the application of the Canada Labour Code.

INSPECTION, AUDIT AND EXAMINATION

Designation of inspectors

8. (1) The Minister may designate any person as an inspector for the purpose of verifying compliance with this Act and the regulations.

Certificate

(2) The Minister shall provide every inspector with a certificate of designation, which the inspector shall, on request, show to the person appearing to be in charge of a place being 10 ponsable du lieu visité. inspected.

Inspection on first nation lands

9. (1) An inspector and any person accompanying an inspector may, at any reasonable time, enter and inspect any place on first nation lands, other than a dwelling-place, if the 15 inspector has reasonable grounds to believe that an activity to which this Act applies is being carried on, or has been carried on, in that place.

Outside first nation lands

(2) An inspector and any person accompanythe purpose of verifying the quantity or quality of oil or gas recovered from first nation lands or the amount of any costs or allowances prescribed under subparagraph 4.1(1)(g)(ii), enter and inspect any place outside first nation lands 25 where such oil or gas is handled, treated or processed or its volume measured.

Powers of inspectors

- (3) An inspector conducting an inspection of a place and any person accompanying the inspector may 30
 - (a) examine anything found in the place that is used in exploration for or exploitation of oil or gas, or observe any operation in the place that is related to such exploration or exploitation; 35
 - (b) take samples of anything relevant to the administration of this Act or the regulations and dispose of them afterwards;
 - (c) conduct any tests or take any measure-40 ments;

7. La présente loi n'a pas pour effet de limiter l'application du Code canadien du travail.

Code canadien du travail

INSPECTION, VÉRIFICATION ET EXAMEN

8. (1) Le ministre peut désigner quiconque à titre d'inspecteur chargé de vérifier l'observa-5 tion de la présente loi et des règlements.

Désignation 5 d'inspecteurs

(2) L'inspecteur reçoit du ministre un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment res-10

Certificat

Inspection sur

les terres d'une

première nation

9. (1) L'inspecteur et toute personne l'accompagnant peuvent, à toute heure convenable, procéder à la visite et à l'inspection de tout lieu sur les terres d'une première nation, à l'exception d'un local d'habitation, si l'inspecteur a des 15 motifs raisonnables de croire qu'une activité à laquelle s'applique la présente loi y est ou y a été exercée.

(2) Ils peuvent, à toute heure convenable, ing an inspector may at any reasonable time, for 20 afin de revoir toute détermination de la quantité 20 ou de la qualité du pétrole ou du gaz extrait des terres de la première nation ou du montant des coûts ou déductions visés au sous-alinéa 4.1(1)g)(ii), procéder à la visite et à l'inspection de tout lieu situé à l'extérieur des terres de la 25 première nation dans lequel le pétrole ou le gaz est manipulé, traité ou transformé ou dans lequel son volume est mesuré.

Inspection à l'extérieur des terres de la première nation

(3) L'inspecteur procédant à l'inspection et la personne l'accompagnant peuvent:

Autres pouvoirs 30 de l'inspecteur

- a) examiner toute chose qui se trouve sur les lieux et qui est utilisée dans le cadre de l'exploration ou de l'exploitation pétrolière ou gazière, ou observer toute activité exercée sur les lieux qui est liée à une telle 35 exploration ou exploitation;
- b) prélever des échantillons de tout objet concernant l'application de la présente loi ou des règlements, et en disposer par la suite;
- c) faire des essais et effectuer des mesures: 40

- (d) examine any documents or information found in the place that the inspector has reasonable grounds to believe are relevant to the administration of this Act or the regulations and copy the documents or information, 5 take extracts from them or require any person in the place to provide copies of them;
- (e) use or cause to be used any copying equipment at the place to reproduce such documents and remove the copies for the 10 purpose of examination;
- (f) take photographs and make sketches or video recordings;
- (g) use or cause to be used any computer system or data processing system at the place 15 to search and examine any data contained in or available to the system;
- (h) obtain, in the form of a printout or other output, a copy of any data referred to in paragraph (g) that the inspector has reason-20 able grounds to believe are relevant to the administration of this Act or the regulations, and remove it for the purpose of examination; and
- (i) require any person present in the place to 25 accompany the inspector during the inspection and require that person to answer all proper questions and to give the inspector all reasonable assistance.
- **10.** (1) A person authorized by the Minister 30 to do so may, at any reasonable time,
 - (a) enter any place where a business is carried on, other than a dwelling-place, in which the person has reasonable grounds to believe that there are documents or informa-35 tion required to be kept under the regulations; and
 - (b) conduct an audit or examination of any documents or information found in the place that the person has reasonable grounds to 40 believe are relevant to the administration of this Act or the regulations.
- (2) A person conducting an audit or examination under subsection (1) may
 - (a) copy or take extracts of documents or 45 information referred to in paragraph (1)(b);

- d) examiner les documents ou renseignements trouvés sur les lieux, si l'inspecteur a des motifs de croire qu'ils concernent l'application de la présente loi ou des règlements, et les reproduire, en prendre des extraits ou 5 exiger d'une personne se trouvant sur les lieux qu'elle en fournisse des copies;
- e) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction se trouvant sur les lieux pour faire des copies de ces documents et emporter 10 les copies pour examen;
- f) prendre des photographies et faire des croquis ou effectuer des enregistrements vidéo;
- g) utiliser ou faire utiliser tout système 15 informatique se trouvant sur les lieux pour prendre connaissance des données qu'il contient ou auxquelles il donne accès;
- h) obtenir des copies de ces données sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme, si 20 l'inspecteur a des motifs de croire qu'elles concernent l'application de la présente loi ou des règlements, et les emporter pour examen;
- *i*) exiger de toute personne qui se trouve sur les lieux qu'elle accompagne l'inspecteur 25 pendant l'inspection, réponde à toute question pertinente et lui prête toute l'assistance possible.
- **10.** (1) Toute personne autorisée par le ministre peut, à toute heure convenable :

Vérification et 30 examen

- a) procéder à la visite de tout lieu où une entreprise est exploitée, à l'exception d'un local d'habitation, si elle a des motifs raisonnables de croire qu'il s'y trouve des documents ou des renseignements qui doi-35 vent être conservés en vertu des règlements;
- b) procéder à la vérification ou à l'examen de documents ou renseignements trouvés sur les lieux, si elle a des motifs de croire qu'ils concernent l'application de la présente loi ou 40 des règlements.
- (2) Quiconque procède à la vérification ou à l'examen prévus au paragraphe (1) peut:

Pouvoirs des personnes autorisées

Powers of authorized persons

Audits and

examinations

- (b) use or cause to be used any copying equipment at the place to reproduce any such documents and remove the copies for the purposes of the audit or examination;
- (c) use or cause to be used any computer 5 system or data processing system at the place to search and examine any data contained in or available to the system;
- (d) obtain, in the form of a printout or other output, a copy of any data referred to in 10 paragraph (c) that the person has reasonable grounds to believe are relevant to the administration of this Act or the regulations, and remove it for the purposes of the audit or examination; and 15
- (e) require any person present in the place to remain there during the audit or examination and require that person, or any other person having control of such documents or information, to answer all proper questions and to 20 give all reasonable assistance to the authorized person.

Persons accompanying

(3) Subject to any conditions prescribed by the regulations, a person conducting an audit or examination under subsection (1) may be 25 sonne autorisée par le ministre. accompanied by any person so authorized by the Minister.

Demand to produce documents

11. The Minister may, for the purposes of an audit or examination, order any person who is required by the regulations to keep documents 30 or information to produce — at the place, within the time and in the manner specified by the Minister — any document or information that the Minister has reasonable grounds to believe is relevant to the administration of this Act or 35 des règlements. the regulations.

Compliance order

12. (1) A judge may, on application, order a person to provide to the Minister, an inspector or a person conducting an audit or examination any access, assistance, document or information 40 that the person was required or ordered to provide under section 9, 10 or 11, unless — in the case of a document or information — the

- a) reproduire ou prendre des extraits des documents ou renseignements visés à l'alinéa (1)b);
- b) utiliser ou faire utiliser le matériel de reproduction se trouvant sur les lieux pour 5 faire des copies de ces documents et emporter les copies pour vérification ou examen;
- c) utiliser ou faire utiliser tout système informatique se trouvant sur les lieux pour prendre connaissance des données qu'il 10 contient ou auxquelles il donne accès:
- d) obtenir des copies de ces données sous forme d'imprimé ou sous toute autre forme, s'il a des motifs de croire qu'elles concernent l'application de la présente loi ou des 15 règlements, et les emporter pour vérification ou examen;
- e) exiger de toute personne qui se trouve sur les lieux qu'elle y reste pendant la vérification ou l'examen et exiger de celle-ci ou de 20 toute autre personne ayant le contrôle des documents ou renseignements qu'elle réponde à toute question pertinente et lui prête toute l'assistance possible.
- (3) Il peut aussi, sous réserve des conditions 25 Personne réglementaires, être accompagné de toute per-

accompagnant la personne autorisée

Production de

documents on

11. Le ministre peut, en vue de la vérification ou de l'examen, ordonner à quiconque est tenu, en vertu des règlements, de conserver des 30 documents ou renseignements de les produire - au lieu, dans le délai et selon les modalités qu'il précise —, s'il a des motifs de croire qu'ils concernent l'application de la présente loi ou 35

Ordonnance

12. (1) Tout juge peut, sur demande, ordonner à toute personne de fournir l'accès, l'aide, les documents ou les renseignements qu'elle est tenue de fournir par application des articles 9, 10 ou 11 au ministre, à l'inspecteur ou à la 40 personne effectuant la vérification ou l'examen, sauf si, s'agissant de documents ou de renseidocument or information is protected from disclosure by the privilege between legal advisers and their clients.

Conditions

(2) The judge making an order under subsection (1) may impose any conditions in respect of the order that the judge considers appropriate.

Contempt of

(3) If a person fails or refuses to comply with an order under subsection (1), a judge may find the person in contempt of court and the person 1 is subject to the processes and the punishments of the court to which the judge is appointed.

Appeal

(4) An order by a judge under subsection (1) may be appealed to a court having appellate jurisdiction over decisions of the court to which 15 the judge is appointed, but an appeal does not suspend the execution of the order unless it is so ordered by a judge of the appellate court.

Definition of "iudge

(5) In this section, "judge" means a judge of matter arises or a judge of the Federal Court.

Prohibition

13. (1) No person shall interfere with or obstruct any person doing anything the person is authorized to do under this Act.

Compliance

(2) Every person shall, unless unable to do 25 so, do everything that the person is required to do under subsection 9(3) or 10(2) or section 11.

SEARCH AND SEIZURE

Designation of enforcement officers

14. (1) The Minister may designate any person as an enforcement officer for the purpose of enforcing this Act and the regulations.

Public officer

(2) For greater certainty, an enforcement officer is a public officer for the purposes of sections 487, 487.11 and 489 of the Criminal Code.

Certificate

(3) The Minister shall provide every enforce- 35 ment officer with a certificate of designation, which the officer shall, on request, show to the person appearing to be in charge of a place being searched.

gnements, le secret professionnel liant le conseiller juridique à son client peut être invoqué à leur égard.

(2) Il peut assortir l'ordonnance des condi-5 tions qu'il estime indiquées.

Conditions

Outrage

(3) Ouiconque refuse ou omet de se conformer à l'ordonnance peut être reconnu coupable d'outrage au tribunal; il est alors assujetti à la procédure du tribunal l'ayant ainsi reconnu coupable et passible des sanctions que celui-ci 10 peut imposer.

(4) Il peut être interjeté appel de l'ordon-Appel nance devant le tribunal ayant compétence pour entendre les appels des décisions du tribunal l'ayant rendue. Toutefois, l'appel n'a pas pour 15 effet de suspendre l'exécution de l'ordonnance, sauf si le juge du tribunal d'appel en ordonne autrement.

- (5) Au présent article, «juge» s'entend de Définition de a superior court of the province in which the 20 tout juge d'une cour supérieure de la province 20 «juge» où l'affaire prend naissance ou de tout juge de la Cour fédérale.
 - 13. (1) Il est interdit de gêner ou d'entraver l'action de toute personne qui fait une chose qu'elle est autorisée à faire sous le régime de la 25 présente loi.
 - (2) Quiconque est tenu par application des Observation paragraphes 9(3) ou 10(2) ou de l'article 11 de faire quelque chose doit le faire, sauf impossibilité. 30

PERQUISITION ET SAISIE

14. (1) Le ministre peut désigner quiconque à titre d'agent de l'autorité chargé de faire 30 observer la présente loi et les règlements.

Agent de

l'autorité

- (2) Il est entendu que l'agent de l'autorité est Fonctionnaire un fonctionnaire public pour l'application des 35 public articles 487, 487.11 et 489 du Code criminel.
- (3) L'agent de l'autorité reçoit du ministre un certificat attestant sa qualité, qu'il présente, sur demande, à toute personne apparemment responsable du lieu perquisitionné. 40

Certificat

DELEGATION

Ministerial powers

15. Without derogating from paragraph 24(2)(d) of the Interpretation Act in relation to any other power of the Minister under this Act, the Minister may delegate in writing any of the Minister's powers under subsections 8(1), 10(1) and (3) and 14(1) to any person employed in the Department of Indian Affairs and Northern Development.

UNAUTHORIZED EXPLORATION AND **EXPLOITATION**

Prohibition

16. No person shall explore for or exploit oil or gas situated in first nation lands except as 10 authorized by or under this Act.

OFFENCES AND PUNISHMENT

Offence

17. (1) A person who contravenes any provision of this Act or the regulations, other than a provision in relation to the payment of royalties or other amounts, or who fails to do 15 anything ordered by the Minister under this Act, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$100,000.

False information

(2) A person who provides information 20 under this Act, knowing that it is false or misleading, or who knowingly misrepresents or fails to disclose a material fact, is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding the greater of 25 \$100,000 and any amount that was not paid by reason of the commission of the offence.

Continuing offences

18. (1) When an offence under this Act is committed on more than one day or is continued for more than one day, it is deemed to be a 30 commet ou se continue l'infraction. separate offence for each day on which it is committed or continued.

Officers, etc., of corporations

(2) Any officer, director or agent of a corporation who directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commis-35 sion of an offence by the corporation under this

DÉLÉGATION

15. Sans qu'il soit porté atteinte à l'alinéa 24(2)d) de la Loi d'interprétation en ce qui a trait à tout autre pouvoir qui lui est conféré sous le régime de la présente loi, le ministre peut déléguer par écrit l'un ou l'autre des pouvoirs de 5 désignation ou d'autorisation prévus aux paragraphes 8(1), 10(1) et (3) et 14(1) à tout fonctionnaire du ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Pouvoirs du

EXPLORATION ET EXPLOITATION NON **AUTORISÉES**

16. Il est interdit d'exercer des activités 10 Interdiction d'exploration ou d'exploitation du pétrole ou du gaz situé sur les terres d'une première nation, sauf dans la mesure autorisée sous le régime de la présente loi.

INFRACTIONS ET PEINES

17. (1) Quiconque contrevient à toute dispo- 15 Infraction général sition de la présente loi ou des règlements, à l'exception des dispositions se rapportant au paiement des redevances ou autres sommes, ou ne se conforme pas à tout ordre du ministre donné sous le régime de la présente loi commet 20 une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$.

(2) Quiconque transmet des renseignements Infraction en vertu de la présente loi sachant qu'ils sont 25 faux renseignements faux ou trompeurs ou, sciemment, représente faussement ou omet de déclarer un fait important commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende ne dépassant pas la plus 30 élevée des sommes suivantes: 100 000 \$ ou toute somme n'ayant pas été versée en raison de la perpétration de l'infraction.

18. (1) Il est compté une infraction distincte Infractions pour chacun des jours au cours desquels se 35 continues

(2) En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ceux de ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont 40

Personnes morales et leurs dirigeants, etc.

Act is a party to and guilty of the offence and is liable on conviction to the punishment provided for the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.

Offences by employees or agents

(3) In the prosecution of a corporation for an 5 offence under this Act, it is sufficient proof of the offence to establish that it was committed by an employee or agent of the corporation, whether or not the employee or agent is identified or prosecuted.

Exception to defence

(4) Subsection (3) does not apply to a corporation that establishes that it exercised due diligence to prevent the commission of the offence.

Time limit

19. (1) No prosecution for an offence under 15 this Act may be commenced later than two years after the day on which the Minister became aware of the facts giving rise to the offence or later than 10 years after the day on which the offence was committed, whichever is earlier. 20

Time limit — Contraventions

(2) No proceedings may be commenced under the *Contraventions Act* in respect of an offence under this Act later than two years after the day on which the offence was committed.

Compensation for loss of property

20. (1) When a person has been convicted of 25 an offence for the contravention of section 16 in relation to oil or gas exploration, the drilling or testing of a well or the recovery of oil or gas, the convicting court may, at the time sentence is imposed and on the application of Her Majesty 30 in right of Canada or the first nation affected, order the offender to pay to Her Majesty in right of Canada for the benefit of the first nation an amount by way of compensation for any ensuing loss of oil or gas suffered by the first 35 nation or any ensuing reduction in the value of first nation lands.

Enforcement

(2) If compensation is not paid within 60 days after the issuance of an order under subsection (1), the applicant may, by filing the 40 order, enter the amount of the compensation as a judgment in the superior court of the province in which the trial was held, and that judgment is

consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction et encourent, sur déclaration de culpabilité, la peine prévue, que la personne morale ait été ou non poursuivie ou déclarée coupable.

5 (3) Dans la poursuite d'une personne morale pour une infraction à la présente loi, il suffit, pour prouver l'infraction, d'établir qu'elle a été commise par un employé ou un mandataire de la personne morale, que l'employé ou le manda- 10 taire ait été ou non identifié ou poursuivi.

Infractions commises par un employé ou un mandataire

(4) Le paragraphe (3) ne s'applique pas si la personne morale établit qu'elle a fait preuve de toute la diligence voulue pour empêcher la perpétration de l'infraction.

Exception

15 19. (1) La poursuite visant une infraction à la présente loi se prescrit par deux ans à partir du moment où le ministre prend connaissance des faits générateurs et au plus tard par dix ans à compter du jour de la perpétration de l'infrac- 20 20 tion.

Prescription — général

(2) L'introduction de procédures au titre de la Loi sur les contraventions à l'égard d'une infraction à la présente loi se prescrit par deux ans à compter du jour de la perpétration de 25 l'infraction.

Prescription — Loi sur les contraventions

20. (1) Le tribunal peut, au moment du prononcé de la peine, ordonner au contrevenant qui a été déclaré coupable d'une infraction pour avoir contrevenu à l'article 16 du fait d'avoir 30 exercé des activités d'exploration pétrolière ou gazière, d'avoir foré un puits, d'avoir tenu des essais à l'égard d'un puits ou d'avoir extrait du pétrole ou du gaz de payer à Sa Majesté du chef du Canada au profit de la première nation en 35 cause, sur demande de l'une ou l'autre, des dommages-intérêts pour indemniser la première nation de toute perte de pétrole ou de gaz — ou de toute réduction de la valeur des terres de la première nation — résultant de l'infraction.

Exécution

(2) À défaut de paiement des dommagesintérêts dans les soixante jours de l'ordonnance, Sa Majesté ou la première nation, selon le cas, peut, par dépôt de l'ordonnance, faire enregistrer comme jugement, à la cour supérieure de la 45 province où le procès a eu lieu, l'ordre de payer les dommages-intérêts et ce jugement peut être enforceable against the offender in the same manner as if it were a judgment rendered against the offender by that court in civil proceedings.

Appeal rights

(3) An order may not be filed under subsection (2) until all rights of the offender to appeal the conviction are exhausted.

ADMINISTRATIVE MONETARY PENALTIES

Regulations

- **21.** (1) The Governor in Council may make regulations
 - (a) designating any provision of this Act or the regulations as a provision whose contra-10 vention is a violation that may be proceeded with under sections 22 to 28;
 - (b) prescribing for each violation a penalty not exceeding \$10,000;
 - (c) respecting the service of documents 15 authorized or required to be served under sections 22 to 28, including their manner and proof of service and the circumstances under which documents are deemed to be served;
 - (d) prescribing the manner of making repre-20 sentations to the Minister under section 23; and
 - (e) generally, for carrying out the purposes and provisions of this section and sections 22 to 28.

Commission of violation

(2) The contravention of any provision that is designated under paragraph (1)(a) constitutes a violation and the person who commits the violation is liable to the penalty prescribed by the regulations.

Continuing

(3) A violation that is continued on more than one day constitutes a separate violation for each day on which it is continued, but the cumulative penalty imposed for those violations shall not exceed \$10,000.

Manner of proceeding

(4) A contravention of a provision designated under paragraph (1)(a) may be proceeded with either as a violation or as an offence, but proceeding with it in one manner precludes proceeding in the other.

exécuté contre le contrevenant de la même manière que s'il s'agissait d'un jugement rendu contre lui par ce tribunal en matière civile.

(3) L'ordonnance ne peut être déposée tant 5 que les voies d'appel ne sont pas épuisées.

Droit d'appel 5

VIOLATIONS ET PÉNALITÉS

- **21.** (1) Le gouverneur en conseil peut pren-Règlements dre des règlements :
 - a) désignant comme texte dont la contravention est assujettie aux articles 22 à 28 toute disposition de la présente loi ou des règle-10 ments;
 - b) prévoyant la pénalité applicable à chaque violation, dont le montant ne peut dépasser 10 000 \$:
 - c) concernant la signification des documents 15 autorisée ou exigée aux termes des articles 22 à 28, notamment par l'établissement de présomptions et de règles de preuve;
 - d) prévoyant les modalités de présentation d'observations au ministre en application de 20 l'article 23;
 - *e*) prévoyant toute autre mesure d'application du présent article et des articles 22 à 28.
- (2) Toute contravention d'un texte désigné Violation au titre de l'alinéa (1)a) constitue une violation 25 exposant son auteur à la pénalité prévue par règlement.

(3) Il est compté une violation distincte pour chacun des jours au cours desquels se continue la violation. Toutefois, le total des pénalités 30 ainsi encourues ne peut dépasser 10 000 \$.

Violations continues

(4) La contravention d'un texte désigné au titre de l'alinéa (1)a) peut faire l'objet d'une procédure en violation ou d'une procédure pénale. La procédure en violation et la procé-35 dure pénale s'excluent l'une l'autre.

5

Notice of

22. (1) When the Minister believes on reasonable grounds that a person has committed a violation, the Minister may issue a notice of violation and cause it to be served on the

Contents of

- (2) A notice of violation must name the person believed to have committed the violation, identify the violation and notify the person
 - (a) of the penalty prescribed for the violation by the regulations; 10
 - (b) that the person may, within 30 days after the day on which the notice is served — or within any longer period specified by the regulations — pay the penalty or make representations to the Minister in respect of 15 the violation;
 - (c) that, if the person does not pay the penalty or make representations in accordance with the regulations, the person will be deemed to have committed the violation and 20 will be liable for the penalty; and
 - (d) that, if the person pays the penalty specified in the notice of violation, the person will be deemed to have committed the violation and proceedings in respect of it 25 will be ended.

Payment of penalty

23. (1) A person served with a notice of violation who pays the penalty specified in the notice is deemed to have committed the violation, and proceedings in respect of the 30 et met fin à la procédure. violation are ended.

Representations to Minister

(2) A person served with a notice of violation may, in accordance with the regulations, make representations to the Minister in respect of the violation within 30 days after the day on 35 which the notice of violation is served — or within any longer period specified by the regulations — in which case the Minister shall determine on a balance of probabilities whether the person committed the violation. 40

Notice of decision

(3) The Minister shall issue and cause to be served on a person referred to in subsection (2) a notice of any decision made under that subsection, and the notice shall inform the person of their right, if any, to appeal the decision under 45 section 24.

22. (1) Le ministre peut, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'une violation a été commise, dresser un procès-verbal qu'il fait signifier à l'intéressé.

Verhalisation

(2) Le procès-verbal mentionne, outre le nom 5 Contenu du de l'intéressé et les faits qui lui sont reprochés :

procès-verbal

- a) le montant de la pénalité prévu par règlement relativement à la violation;
- b) la faculté qu'a l'intéressé soit de payer la pénalité, soit de présenter des observations au 10 ministre relativement à la violation, et ce, dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal ou dans le délai plus long prévu par règlement;
- c) le fait que le non-exercice de cette faculté 15 dans le délai imparti vaut aveu de responsabilité à l'égard de la violation et que l'intéressé sera tenu de payer la pénalité;
- d) le fait que le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal vaut aveu de 20 responsabilité à l'égard de la violation et met fin à la procédure.

23. (1) Le paiement de la pénalité mentionnée au procès-verbal par l'intéressé vaut aveu de responsabilité de sa part à l'égard de la violation 25

Paiement

(2) L'intéressé peut, selon les modalités réglementaires, présenter des observations au ministre relativement à la violation, dans les trente jours suivant la signification du procès-30 verbal ou dans le délai plus long prévu par règlement. Le ministre décide, selon la prépondérance des probabilités, de la responsabilité de l'intéressé.

Présentation d'observations et décision du ministre

(3) Le ministre fait signifier sa décision à 35 Avis de décision l'intéressé et l'avise, le cas échéant, par la même occasion de son droit d'interjeter appel en vertu de l'article 24.

Failure to make representations

(4) A person who does not make representations in accordance with the regulations within 30 days after the day on which the notice of violation is served — or within any longer period specified by the regulations — is deemed 5 responsabilité à l'égard de la violation. to have committed the violation.

Payment of penalty

(5) Where the Minister determines that a person has committed a violation, or where a person is deemed by subsection (4) to have committed one, the person shall pay the penalty 10 specified in the notice of violation.

Right of appeal

24. (1) A person who is determined by the Minister to have committed a violation may, within 30 days after the day on which the notice of that decision is served, appeal the decision to 15 the Federal Court.

Powers of Court

(2) On an appeal, the Federal Court may confirm or set aside the decision of the Minister.

Debts to Her Majesty

25. (1) A penalty constitutes a debt due to Her Majesty in right of Canada and is recover-20 Sa Majesté du chef du Canada, dont le able as such in the Federal Court or any other court of competent jurisdiction.

Certificate of default

(2) In case of default of payment of any part of a debt referred to in subsection (1), the Minister may issue a certificate of default 25 créance visée au paragraphe (1). attesting to the amount unpaid.

Registration in Federal Court

(3) Registration in the Federal Court of a certificate of default has the same effect as a judgment of that Court for a debt of the amount specified in the certificate and all related 30 frais afférents. registration costs.

Violations not

26. For greater certainty, a violation is not an offence and, accordingly, section 126 of the Criminal Code does not apply in respect of a violation.

Evidence

27. A notice of violation purporting to be issued under subsection 22(1), a notice of decision purporting to be issued under subsection 23(3) or a certificate of default purporting to be issued under subsection 25(2) is admis-40 sible in evidence in a proceeding in respect of a violation without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed it.

(4) Le non-exercice de la faculté de présenter des observations dans les trente jours suivant la signification du procès-verbal ou dans le délai plus long prévu par règlement vaut aveu de

présenter des observations

5

Défaut de

(5) Si le ministre décide que l'intéressé a commis la violation ou s'il y a aveu de responsabilité à l'égard de la violation, celui-ci est tenu de payer la pénalité mentionnée au procès-verbal.

Paiement de la pénalité

24. (1) Il peut être interjeté appel à la Cour fédérale de la décision rendue par le ministre si elle est défavorable au contrevenant, et ce, dans les trente jours suivant la signification de cette décision 15

10 Appel à la Cour

fédérale

(2) Saisie de l'appel, la Cour fédérale confirme ou annule la décision.

Pouvoir de la Cour fédérale

25. (1) La pénalité constitue une créance de recouvrement peut être poursuivi à ce titre 20 devant la Cour fédérale ou tout autre tribunal compétent.

Créance de Sa

(2) Le ministre peut établir un certificat de non-paiement pour la partie impayée de toute

Certificat de non-paiement

(3) L'enregistrement à la Cour fédérale confère au certificat la valeur d'un jugement de cette juridiction pour la somme visée et les

Enregistrement à la Cour fédérale

- 26. Il est entendu que les violations ne sont 30 Précision pas des infractions; en conséquence, nul ne peut être poursuivi à ce titre sur le fondement de 35 l'article 126 du Code criminel.
 - 27. Dans le cadre d'une procédure en violation, le procès-verbal apparemment signifié 35 procès-verbal de en vertu du paragraphe 22(1), la décision apparemment signifiée en vertu du paragraphe 23(3) et le certificat apparemment établi en vertu du paragraphe 25(2) sont admissibles en preuve sans qu'il soit nécessaire de prouver 40 l'authenticité de la signature qui y est apposée ni la qualité officielle du signataire.

Admissibilité du

Time limit

28. (1) No notice of violation may be issued later than two years after the day on which the Minister became aware of the facts giving rise to the violation.

Certificate of Minister

(2) A document appearing to have been 5 issued by the Minister, certifying the day on which the Minister became aware of the facts giving rise to a violation, is admissible in evidence without proof of the signature or have signed the document and is, in the absence of evidence to the contrary, proof of the matter asserted in it.

TRANSITIONAL

Prior amounts owing

29. If any amount is owing under this Act on the day on which this section comes into 15 toute somme due en vertu de la présente loi à force, section 5.1 applies in respect of that amount and to any interest owing on it whether or not its recovery was previously barred by an Act of Parliament or a law of a province.

COMING INTO FORCE

Order in council

4. This Act comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council.

- 28. (1) La procédure en violation se prescrit par deux ans à compter du jour où le ministre a eu connaissance des faits générateurs de la violation.

Prescription

(2) Tout document apparemment délivré par 5 Attestation du le ministre et attestant la date où ces faits générateurs sont parvenus à sa connaissance est admissible en preuve et fait foi de son contenu, sauf preuve contraire, sans qu'il soit nécessaire official character of the person appearing to 10 de prouver l'authenticité de la signature qui y 10 est apposée ni la qualité officielle du signataire.

DISPOSITION TRANSITOIRE

29. L'article 5.1 s'applique à l'égard de la date d'entrée en vigueur du présent article, ainsi qu'à l'égard des intérêts courus, et ce, 15 indépendamment du fait que leur recouvrement soit déjà prescrit en vertu des lois 20 fédérales ou provinciales.

Somme due antérieurement

ENTRÉE EN VIGUEUR

4. La présente loi entre en vigueur à la Décret date fixée par décret. 2.0

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

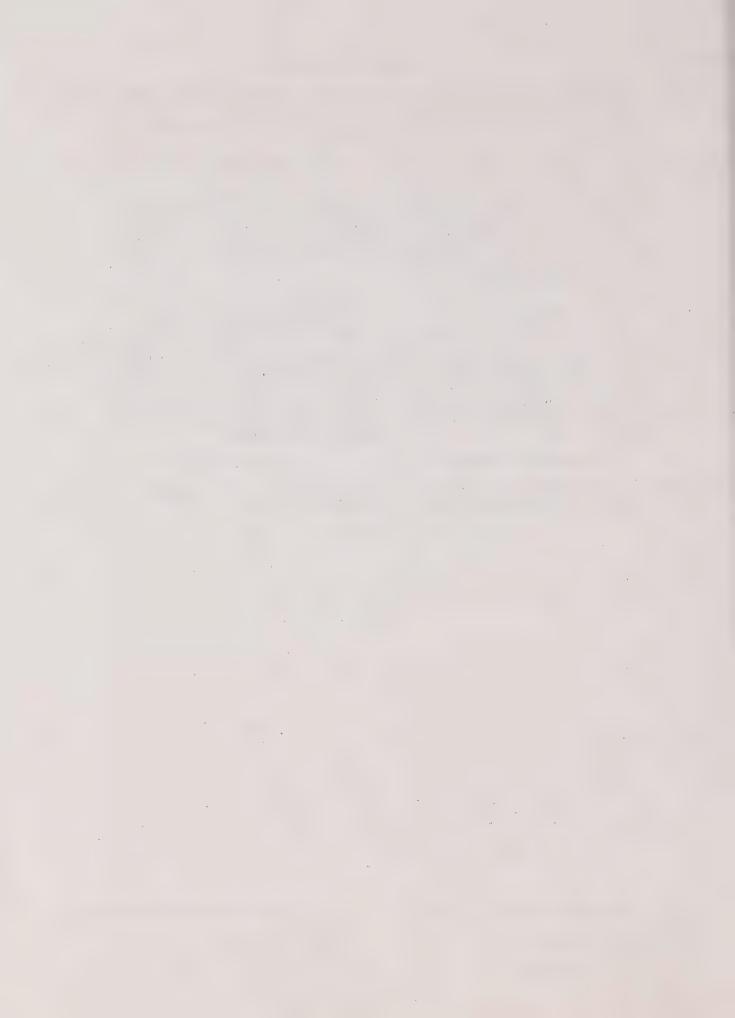
Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

Indian Oil and Gas Act

Clause 1: Existing text of the heading and sections 2 to 5:

INTERPRETATION

2. In this Act.

"gas" means natural gas that is or can be produced from a well, both before and after it has been subjected to any processing, and includes marketable gas and all fluid components not defined as oil;

"Indian lands" means lands reserved for the Indians, including any interests therein, surrendered in accordance with the *Indian Act* and includes any lands or interests in lands described in any grant, lease, permit, licence or other disposition referred to in section 5;

"Minister" means the Minister of Indian Affairs and Northern Development:

"oil" means crude oil and all other hydrocarbons, regardless of gravity, that are or can be produced from a well in liquid form including crude bitumen but excluding condensate.

GENERAL.

3. The Governor in Council may make regulations

- (a) respecting the granting of leases, permits and licences for the exploitation of oil and gas in Indian lands, and the terms and conditions thereof:
- (b) respecting the disposition of any interest in Indian lands necessarily incidental to the exploitation of oil and gas in those lands, and the terms and conditions thereof;
- (c) providing for the seizure and forfeiture of any oil or gas taken in contravention of any regulation made under this section or any lease, licence or permit granted under such regulation;
- (d) prescribing the royalties on oil and gas obtained from Indian lands;
- (e) prescribing the fine not exceeding five thousand dollars that may be imposed on summary conviction for contravention of any regulation made under this section or failure to comply with any lease, permit or licence granted pursuant to any regulation under this section; and
- (f) generally for carrying out the purposes of this Act and for the exploitation of oil and gas in Indian lands.
- **4.** (1) Notwithstanding any term or condition in any grant, lease, permit, licence or other disposition or any provision in any regulation respecting oil or gas or both oil and gas or the terms and conditions of any agreement respecting royalties in relation to oil or gas or both oil and gas, whether granted, issued, made or entered into before or after December 20, 1974, but subject to subsection (2), all oil and gas obtained from Indian lands after April 22, 1977 is subject to the payment to Her Majesty in right of Canada, in trust for the Indian bands concerned, of the royalties prescribed from time to time by the regulations.
- (2) The Minister may, with the approval of the council of the band concerned, enter into a special agreement with any person for a reduction or an increase, or a variation in the basis of calculation of royalties payable under subsection (1).
- 5. Every grant, lease, permit, licence or other disposition respecting the exploitation of oil or gas in Indian lands, whether granted, issued, made or entered into before or after December 20, 1974, and, without restricting the

Loi sur le pétrole et le gaz des terres indiennes

Article 1: Texte de l'intertitre et des articles 2 à 5:

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« gaz » Le gaz naturel tiré ou susceptible d'être tiré d'un puits, avant et après traitement. Sont assimilés au gaz le gaz commercialisable et tous les composants fluides exclus de la définition de « pétrole ».

«ministre» Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

«pétrole» Le pétrole brut ainsi que tous les autres hydrocarbures qui, indépendamment de leur densité, sont tirés ou susceptibles d'être tirés d'un puits à l'état liquide. Est assimilé au pétrole le bitume brut mais non le condensat.

« terres indiennes » Les terres réservées aux Indiens et tous droits y afférents cédés conformément à la *Loi sur les Indiens*, y compris les terres ou les droits fonciers visés par une concession, un bail, un permis, une licence ou tout autre acte d'aliénation visé à l'article 5.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- 3. Le gouverneur en conseil peut prendre des règlements:
- a) concernant l'octroi et les modalités de baux, de permis et de licences pour l'exploitation du pétrole et du gaz des terres indiennes;
- b) concernant l'aliénation de droits sur des terres indiennes, lorsque ces droits sont nécessairement accessoires à l'exploitation du pétrole et du gaz sur ces terres, ainsi que les modalités de cette aliénation;
- c) prévoyant la saisie et la confiscation du pétrole ou du gaz extrait en contravention avec un règlement pris en vertu du présent article ou un bail, un permis ou une licence accordés en vertu d'un tel règlement;
- d) prescrivant les redevances sur le pétrole et le gaz tirés des terres indiennes:
- e) prescrivant l'amende maximale de cinq mille dollars, qui peut être imposée, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, pour la violation d'un règlement pris en vertu du présent article ou pour l'inobservation d'un bail, d'un permis ou d'une licence, consentis conformément à un règlement pris en vertu du présent article;
- f) d'une manière générale, concernant l'application de la présente loi et l'exploitation du pétrole et du gaz des terres indiennes.
- **4.** (1) Nonobstant les modalités d'une concession, d'un bail, d'un permis, d'une licence ou d'un autre acte d'aliénation, les dispositions d'un règlement sur le pétrole ou sur le gaz ou les modalités d'un accord sur les redevances applicables au pétrole ou au gaz, qu'ils soient ou non survenus avant le 20 décembre 1974, mais sous réserve du paragraphe (2), le pétrole et le gaz tirés des terres indiennes après le 22 avril 1977 sont assujettis au paiement à Sa Majesté du chef du Canada, en fiducie pour les bandes indiennes concernées, des redevances réglementaires.
- (2) Le ministre peut, lorsqu'il y est autorisé par le conseil de la bande intéressée, conclure avec quiconque un accord spécial portant réduction ou augmentation des redevances payables en vertu du paragraphe (1) ou modification de leur base de calcul.
- **5.** Les concessions, baux, permis, licences ou autres actes d'aliénation concernant l'exploitation du pétrole ou du gaz des terres indiennes, qu'ils soient ou non survenus avant le 20 décembre 1974, et notamment les concessions,

generality of the foregoing, any grant, lease, permit, licence or other disposition respecting oil or gas or both oil and gas issued or made or purported to be issued or made pursuant to any other regulation or order made under the provisions of the *Indian Act* is deemed to be subject to any regulations made under this Act.

baux, permis, licences ou autres actes d'aliénation concernant du pétrole ou du gaz, accordés ou conclus ou ostensiblement accordés ou conclus en application d'un règlement ou d'un décret pris en vertu de la *Loi sur les Indiens*, sont censés être assujettis aux règlements pris en vertu de la présente loi.

Clause 2: New.

Clause 3: New.

Article 2: Nouveau.

Article 3: Nouveau.





Canada Post Corporation / Société canadienne des postes
Postage Paid Port payé

Letter mail

Poste-lettre

1782711 Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

En cas de non-livraison, retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5



Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

http://www.parl.gc.ca

Available from:

Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca C-201

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-201

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-201

PROJET DE LOI C-201

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (deletion of deduction from annuity)

canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (suppression de la déduction sur la pension)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment amends the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act to eliminate the deduction of Canada Pension Plan benefits from the annuity payable under each of these Acts.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* et la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada* afin d'éliminer la déduction des prestations du Régime de pensions du Canada sur la pension payable en vertu de chacune de ces lois.

1st Session, 40th Parliament. 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-201

PROJET DE LOI C-201

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (deletion of deduction from annuity)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (suppression de la déduction sur la pension)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. C-17

"Year's

ouvrant droit à

pension »

CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

1. Subsection 2(1) of the Canadian Forces the following in alphabetical order:

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE **DES FORCES CANADIENNES**

L.R., ch. C-17

1. Le paragraphe 2(1) de la Loi sur la Superannuation Act is amended by adding 5 pension de retraite des Forces canadiennes est 5 modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

"Year's Maximum Pensionable Earnings" has Maximum the same meaning as in the Canada Pension Pensionable Earnings" Plan. «maximum des gains annuels

« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension» S'entend au sens du Régime de pensions du Canada.

« maximum des gains annuels ouvrant droit à 10 pension» Year's Maximum Pensionable Earnings'

- 2. Paragraph 5(1)(a) of the Act is replaced 10 by the following:
 - (a) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings; and
- 3. (1) Subsections 15(2), (2.1) and (3) of 15 the Act are repealed.
 - (2) Subsection 15(7) of the Act is repealed.
- 4. The portion of section 40 of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

- 2. L'alinéa 5(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - a) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension; 15
- 3. (1) Les paragraphes 15(2), (2.1) et (3) de la même loi sont abrogés.
- (2) Le paragraphe 15(7) de la même loi est abrogé.
- 4. Le passage de l'article 40 de la même loi 20 précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui 20 suit:

401003

Minimum benefits

- **40.** (1) If, on the death of a contributor who, on ceasing to be a member of the Canadian Forces, was entitled to an immediate annuity or an annual allowance, there is no person to whom an allowance provided in this Part may be paid, or where the persons to whom such allowance may be paid die or cease to be entitled to it and no other amount may be paid to them under this Part, any amount by which the calculated amount, within the meaning of 10 subsection (2), exceeds the aggregate of all amounts paid to those persons and to the contributor under this Part or Part V of the former Act shall be paid
- 5. Subparagraph 42(1.1)(a)(i) of the Act is 15 replaced by the following:
 - (i) four per cent of the portion of his or her salary that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings,
- 6. Paragraph 50(1)(k) of the Act is repealed.

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE R.S., c. R-11 SUPERANNUATION ACT

7. Subsection 3(1) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act is amended by adding the following in alpha-25 du Canada est modifié par adjonction, selon betical order:

"Year's Maximum Pensionable Earnings" has the same meaning as in the Canada Pension Plan.

40. (1) Si, au décès du contributeur qui avait droit, au moment où il a cessé d'être membre des Forces canadiennes, à une annuité immédiate ou à une allocation annuelle, il n'y a personne à qui une allocation prévue par la 5 présente partie puisse être versée, ou si les personnes à qui cette allocation peut être versée meurent ou cessent d'y avoir droit et qu'aucune autre somme ne peut leur être versée en vertu de la présente partie, tout excédent de la somme 10 déterminée, au sens du paragraphe (2), sur l'ensemble des sommes versées à ces personnes et au contributeur au titre de la présente partie ou de la partie V de l'ancienne loi est versé:

5. Le sous-alinéa 42(1.1)a)(i) de la même 15 loi est remplacé par ce qui suit:

- (i) quatre pour cent de la portion de son traitement qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension,
- 6. L'alinéa 50(1)k) de la même loi est 20abrogé.

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU **CANADA**

7. Le paragraphe 3(1) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale l'ordre alphabétique, de ce qui suit : 25

« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension» S'entend au sens du Régime de pensions du Canada.

« maximum des gains annuels ouvrant droit à pension » Maximum Pensionable Earnings'

L.R., ch. R-11

8. Paragraph 5(1)a) of the Act is replaced 30 by the following:

- (a) four per cent of the portion of his or her pay that is less than or equal to the Year's Maximum Pensionable Earnings; and
- 9. (1) Subsections 10(2), (2.1) and (3) of 35 the Act are repealed.
 - (2) Subsection 10(7) of the Act is repealed.

8. L'alinéa 5(1)a) de la même loi est remplacé par ce qui suit: 30

- a) quatre pour cent de la portion de sa solde qui ne dépasse pas le maximum des gains annuels ouvrant droit à pension,
- 9. (1) Les paragraphes 10(2), (2.1) et (3) de la même loi sont abrogés. 35
- (2) Le paragraphe 10(7) de la même loi est abrogé.

Prestations minimales

"Year's Maximum Pensionable Earnings" «maximum des gains annuels ouvrant droit à pension »

10. Paragraph 26(g) of the Act is repealed. 10. L'alinéa 26g) de la même loi est abrogé.

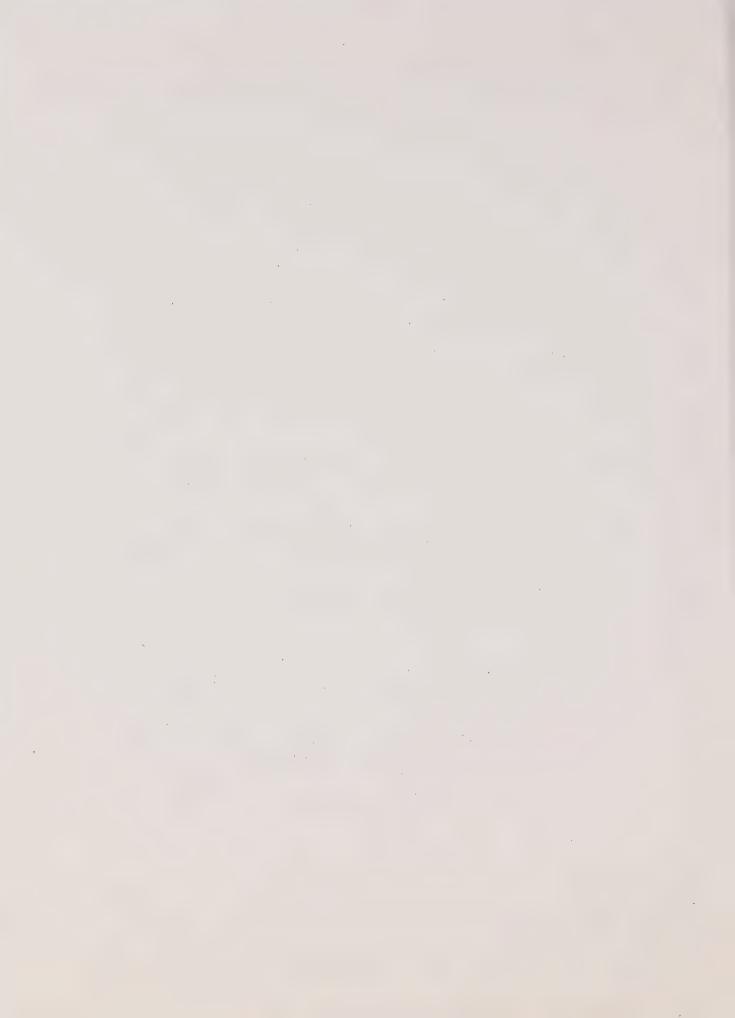


Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canac a
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



4<u>1</u> (<u>0</u> (1)

C-202

C-202

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-202

PROJET DE LOI C-202

An Act to amend the Parliament of Canada Act (members who cross the floor)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (changement d'appartenance politique)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment provides that a member's seat in the House of Commons will be vacated and a by-election called for that seat if the member, having been elected to the House as a member of a political party or as an independent, changes parties or becomes a member of a party, as the case may be. A member's seat will not be vacated if the member, having been elected as a member of a political party, chooses to sit as an independent.

SOMMAIRE

Le texte prévoit que le siège d'un député devient vacant et que cette vacance entraîne le déclenchement d'une élection partielle si le député, ayant été élu à titre de membre d'un parti politique ou comme député indépendant, change de parti ou devient membre d'un parti, selon le cas. Toutefois, le siège n'est pas considéré comme vacant si le député, élu à titre de membre d'un parti politique, décide de sièger comme député indépendant.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-202

PROJET DE LOI C-202

An Act to amend the Parliament of Canada Act (members who cross the floor)

Loi modifiant la Loi sur le Parlement du Canada (changement d'appartenance politique)

R.S., c. P-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Parliament of Canada Act is section 27:

Change of Political Affiliation

Seat deemed vacated

Notice

Speaker to

address a

warrant

- 27.1 (1) Any person holding a seat in the House of Commons who becomes a member of a registered party as defined in subsection 2(1) of the Canada Elections Act is deemed to have 10 vacated the seat and ceases to be a member of the House if, in the last election, the person was endorsed by another registered party or was not endorsed by a registered party.
- (2) The leader of the registered party of 15 which the person referred to in subsection (1) has become a member shall, without delay, notify the Speaker of the House of Commons in writing that the person is a member of that party.
- (3) The Speaker of the House shall, on 20 receipt of the notice referred to in subsection (2), address a warrant of the Speaker to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.
- (4) If there is no Speaker of the House, if the 25 Speaker is absent from Canada or if the member whose seat is vacated is the Speaker, the leader referred to in subsection (2) shall address the

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada édicte:

1. La Loi sur le Parlement du Canada est amended by adding the following after 5 modifiée par adjonction, après l'article 27, de 5

Changement d'appartenance politique

- 27.1 (1) Tout député qui devient membre d'un parti enregistré au sens du paragraphe 2(1) de la Loi électorale du Canada est réputé abandonner son siège et perd sa qualité de 10 député si, lors de la dernière élection, il était soutenu par un autre parti enregistré ou n'était soutenu par aucun parti enregistré.
- (2) Le chef du parti enregistré dont devient membre la personne visée au paragraphe (1) est 15 tenu d'en aviser sans délai par écrit le président de la Chambre des communes.
- (3) Dès réception de l'avis mentionné au paragraphe (2), le président de la Chambre adresse au directeur général des élections l'ordre 20 officiel de délivrer un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance.
- (4) Si la présidence de la Chambre est vacante, si le président est absent du Canada ou si le député dont le siège devient vacant est le 25 président de la Chambre, le chef visé au paragraphe (2) adresse au directeur général des

Ordre officiel du président

L.R., ch P-1

Vacance

présumée

Procédure en 'absence du président

where Speaker

Proceedings

401006

warrant, under the hand and seal of the leader, to the Chief Electoral Officer for the issue of a writ for the election of a member to fill the vacancy.

2

élections l'ordre officiel, signé de sa main, de délivrer un bref d'élection en vue de pourvoir à la vacance en question.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 085
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
http://publications.gc.ca

C-203

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-203

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-203

PROJET DE LOI C-203

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on the sale of Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les home heating fuels)

combustibles de chauffage domestique)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax (GST) on the sale of home heating fuels.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de combustibles de chauffage domestique à l'application de la taxe sur les produits et services (TPS).

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-203

PROJET DE LOI C-203

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on the sale of home heating fuels)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les combustibles de chauffage domestique)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the Excise Tax Act is Part X:

PART XI

HOME HEATING FUELS

1. A supply of fuel, including natural gas, propane gas, heating oil, kerosene and electricity, for heating a home.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. E-15

1. L'annexe VI de la Loi sur la taxe amended by adding the following after 5 d'accise est modifiée par adjonction, après 5 la partie X, de ce qui suit:

PARTIE XI

COMBUSTIBLES DE CHAUFFAGE **DOMESTIQUE**

1. La fourniture de combustibles, y compris le gaz naturel, le gaz propane, l'huile de chauffage, le kérosène et l'électricité, destinés au chauffage domestique. 10



401018

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

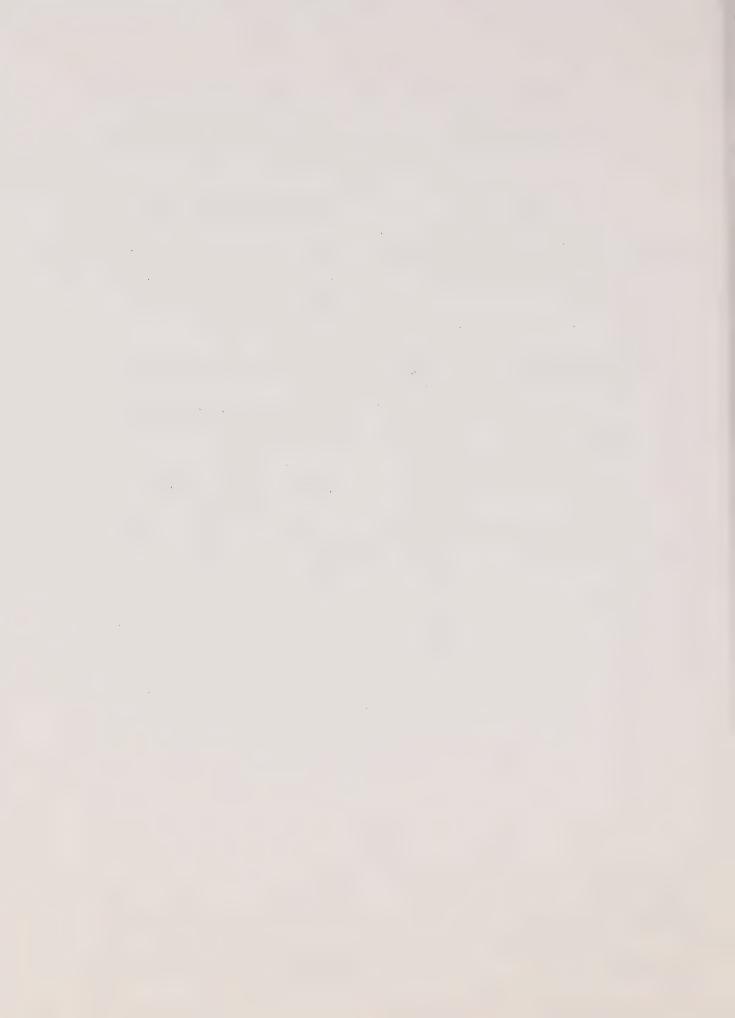
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C-204

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-204

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-204

PROJET DE LOI C-204

international community with respect to Sudan

An Act to encourage accountability by Canada and the Loi visant à accroître la responsabilité du Canada et de la communauté internationale à l'égard du Soudan

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. COTLER

M. COTLER

This enactment provides that executive agencies must ensure that any contract entered into for the procurement of goods or services includes a certification from the contractor that the contractor does not conduct business operations in Sudan. The enactment also provides that the Government of Canada shall divest from bonds, stocks and other financial instruments invested in Sudan within six months after it comes into force. Finally, it provides that the Government of Canada shall work with members of the international community to adopt measures that will stop countries from knowingly or unknowingly enabling the Government of Sudan to continue to oppress and commit genocide against the people of the Darfur region and other regions of Sudan.

SOMMAIRE

Le texte prévoit que les organismes gouvernementaux doivent veiller à ce que tout contrat conclu pour la fourniture de biens ou services soit assorti d'une attestation du fournisseur certifiant qu'il ne se livre à aucune opération commerciale au Soudan. Il exige également que, dans les six mois suivant son entrée en vigueur, le gouvernement du Canada se dessaisisse des obligations, actions et autres instruments financiers investis au Soudan. Enfin, il prévoit la collaboration du gouvernement du Canada avec les membres de la communauté internationale afin que des mesures soient prises pour empêcher les pays de permettre, sciemment ou inconsciemment, au gouvernement du Soudan de poursuivre ses activités d'oppression et ses crimes de génocide contre les populations de la région de Darfour et d'autres régions du Soudan.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-204

PROJET DE LOI C-204

An Act to encourage accountability by Canada and the international community with respect to Sudan

Loi visant à accroître la responsabilité du Canada et de la communauté internationale à l'égard du Soudan

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement

du Sénat et de la Chambre des communes du

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. This Act may be cited as the Sudan Accountability Act.

5 Soudan.

celui-ci.

Canada, édicte:

1. Loi sur la responsabilisation à l'égard du Titre abrégé

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«activités liées à la production d'énergie»

S'entend de toute opération commerciale por-

nationale d'électricité du Soudan ou toute entité

semblable du gouvernement du Soudan dont le

but est de faciliter la production ou la

distribution d'énergie, notamment par l'établis-

composantes du projet ou l'octroi de contrats de

services liés à l'installation ou à l'entretien de

sement de centrales énergétiques ou de barrages 15 hydro-électriques, la vente ou l'installation de

Définitions

"executive agency « organisme gouvernemen

Short title

Definitions

"executive agency" means

- (a) any of the departments named in Schedule I to the Financial Administration Act;
- (b) any of the divisions or branches of the federal public administration set out in column I of Schedule I.1 to the Financial Administration Act;
- (c) any organization named in Schedule II to 15 the Financial Administration Act;
- (d) a commission under the *Inquiries Act* that is designated by order of the Governor in Council as a department for the purposes of
- (e) the staffs of the Senate, House of Commons, Library of Parliament, office of

« activités minières » S'entend de l'exploration, 20 « activités 20 de l'extraction, du traitement, du transport, de la vente en gros ou de l'échange de minéraux élémentaires — notamment l'or, le cuivre, le chrome, la chromite, les diamants, le fer, le minerai de fer, l'argent, le tungstène, l'uranium 25 et le zinc —, ou du traitement, du transport, de "Government of Sudan" means the government 25 la vente en gros ou de l'échange d'alliages ou d'oxydes métalliques connexes.

the Senate Ethics Officer and office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner.

Sudan' « gouvernement du Soudan»

in Khartoum, Sudan, that is led by the National Congress Party, formerly known as the National Islamic Front, or any successor government formed on or after October 13, 2006, including

« activités liées à la production d'énergie » tant sur un projet commandé par la Société 10 "power production activities'

the coalition National Unity Government agreed upon in the Comprehensive Peace Agreement for Sudan, and does not include the regional government of southern Sudan.

"military equipment" « équipement militaire »

"military equipment" means

- (a) weapons, arms, military supplies, and equipment that may readily be used for military purposes, including radar systems or military-grade transport vehicles; or
- (b) supplies or services sold or provided 10 directly or indirectly to any force actively participating in armed conflict in Sudan.

"mineral extraction activities" means exploring for, extracting, processing, transporting, or wholesale selling or trading of elemental 15 minerals or associated metal alloys or oxides, including gold, copper, chromium, chromite, diamonds, iron, iron ore, silver, tungsten, uranium, and zinc.

"oil-related activities « activités pétrolifères »

"mineral extraction

activities'

« activités

minières »

"oil-related activities" means exporting, extract- 20 ing, producing, refining, processing, exploring for, transporting, selling or trading oil, and constructing, maintaining, or operating a pipeline, refinery or other oilfield infrastructure, but does not include the retail sale of gasoline or 25 «gouvernement du Soudan» Le gouvernement 25 «gouvernement related consumer products in Sudan or the leasing or owning of rights to an oil block in Sudan, if the person selling the gasoline or the person who owns or leases the oil block is not

"power production activities' « activités liées à la production d'énergie »

"power production activities" means any business operation that involves a project commissioned by the National Electricity Corporation of Sudan or other similar entity of the Government of Sudan whose purpose is to facilitate 35 « organisme gouvernemental » power generation and delivery, including establishing power generating plants or hydroelectric dams, selling or installing components for the project, or providing service contracts related to the installation or maintenance of the project, 40

« activités pétrolifères » S'entend de l'exportation, de l'extraction, de la production, du raffinage, du traitement, de l'exploration, du transport, de la vente ou de l'échange de pétrole 5 ainsi que de la construction, de l'entretien ou de 5 l'exploitation d'un pipeline, d'une raffinerie ou d'une autre infrastructure pétrolière. Ne sont pas visés par la présente définition la vente au détail de l'essence ou de produits de consommation connexes au Soudan ou les droits de location ou 10 de propriété d'un bloc de forage au Soudan, si la personne qui vend l'essence ou celle qui est propriétaire du bloc de forage ou qui le loue ne se livre à aucune des activités susmentionnées.

« équipement militaire » Selon le cas :

a) les armes, approvisionnements militaires et équipement qui peuvent être facilement utilisés à des fins militaires, notamment les systèmes radar et les véhicules de transport militaires:

20

b) les approvisionnements ou services vendus ou fournis directement ou indirectement à toute force participant activement au conflit armé au Soudan.

à Khartoum, au Soudan, dirigé par le Parti du congrès national, autrefois appelé le Front islamique national, ou tout successeur de ce gouvernement formé le 13 octobre 2006 ou involved in any other activity described above. 30 après cette date, notamment le gouvernement de 30 l'Unité nationale reconnu dans l'Accord de paix global du Soudan. Est exclu de la présente définition le gouvernement régional du Sud du Soudan.

- a) L'un des ministères mentionnés à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques;
- b) l'un des secteurs de l'administration publique fédérale mentionnés à la colonne I 40 de l'annexe I.1 de cette loi:
- c) toute entité mentionnée à l'annexe II de cette loi:

« activités pétrolifères » activities

15 «équipement militaire » "military equipment"

> "Government of Sudan'

35 « organisme gouvernemen-"executive agency

15

Contracts entered into **3.** (1) The head of each executive agency shall ensure that any contract entered into by that executive agency for the procurement of goods or services includes a certification from the contractor that the contractor does not conduct business operations in Sudan.

Business operations

(2) For the purposes of this section, business operations include power production activities, mineral extraction activities, oil-related activities, and the production of military equipment. 10

Exception

- (3) Despite subsection (2), business operations do not include activities that
 - (a) are conducted under contract directly and exclusively with the regional government of southern Sudan;
 - (b) are conducted under a license from the department of Foreign Affairs and International Trade Canada or have been expressly exempted under federal law from the requirement for such a license;
 - (c) consist of providing goods or services to marginalized populations of Sudan;
 - (d) consist of providing goods or services to an internationally recognized peacekeeping force or humanitarian organization;
 - (e) consist of providing goods or services that are used only to promote health or education; or
 - (f) have been voluntarily suspended.

- d) toute commission nommée sous le régime de la *Loi sur les enquêtes* désignée comme tel, pour l'application de la présente loi, par décret du gouverneur en conseil:
- e) le personnel du Sénat, celui de la Chambre 5 des communes, celui de la bibliothèque du Parlement, celui du bureau du conseiller sénatorial en éthique et celui du bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique.

3. (1) Le responsable de tout organisme gouvernemental veille à ce que chaque contrat conclu par celui-ci pour la fourniture de biens ou services soit assorti d'une attestation du fournisseur certifiant qu'il ne se livre à aucune 15 opération commerciale au Soudan.

(2) Pour l'application du présent article, les opérations commerciales comprennent notamment les activités liées à la production d'énergie, les activités minières, les activités 20 pétrolifères et la production d'équipement militaire.

Opérations commerciales

Contrats

(3) Malgré le paragraphe (2), les opérations commerciales ne visent pas les activités suivantes:

Ехсерио

- a) les activités menées aux termes d'un contrat conclu directement et exclusivement avec le gouvernement régional du Sud du Soudan;
- b) les activités menées en vertu d'un permis 30 octroyé par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international du Canada ou celles expressément exemptées d'un tel permis sous le régime d'une loi fédérale;
- c) la fourniture de biens ou services aux 35 populations marginalisées du Soudan;
- d) la fourniture de biens ou services à une force de maintien de la paix ou à un organisme humanitaire reconnus à l'échelle internationale;
- e) la fourniture de biens ou services utilisés uniquement pour la promotion de la santé et de l'éducation;
- f) les activités qui ont été suspendues volontairement.

15

Fausse

5

attestation

False certification

- (4) If the head of the executive agency determines that the contractor has submitted a false certification under subsection (1), he or she may
 - (a) terminate a covered contract; or
 - (b) debar or suspend the contractor from eligibility for federal contracts for a period not exceeding three years.

Divestment

- 4. Within six months after the day on which Canada shall divest itself of bonds, stocks and other financial instruments invested in Sudan, unless
 - (a) the money is disbursed through established humanitarian assistance programs;
 - (b) the money is used to pay the expenditures and operating costs of a Canadian Embassy, Canadian High Commission, Canadian Consular office or other official representative office in Sudan: or 20
 - (c) the money is otherwise authorized by Parliament.

Measures to be encouraged

- 5. The Government of Canada shall work with members of the international community in
 - (a) publicize the activities of all persons who, through their financial dealings, knowingly or unknowingly enable the Government of Sudan to continue to oppress and commit genocide against the people of the Darfur 30 region and other regions of Sudan; and
 - (b) authorize the divestment from, and the avoidance of further investment in, those persons.

Peacekeeping

6. The Government of Canada shall continue 35 to work with other members of the international community, including the permanent members of the United Nations Security Council, the African Union, the European Union, the Arab

- (4) Le responsable de l'organisme gouvernemental peut, s'il détermine que l'attestation produite par le fournisseur en application du paragraphe (1) est fausse:
- a) mettre fin au contrat en question;
 - b) déclarer le fournisseur inadmissible aux contrats conclus avec le gouvernement fédéral de façon permanente ou provisoirement pour une période d'au plus trois ans.
- 4. Dans les six mois suivant la date d'entrée 10 Dessaisissement this Act comes into force, the Government of 10 en vigueur de la présente loi, le gouvernement du Canada se dessaisit des obligations, des actions et autres instruments financiers investis au Soudan, à moins que les fonds en cause ne soient, selon le cas: 15
 - a) versés par l'entremise de programmes d'aide humanitaire établis;
 - b) utilisés pour le paiement des dépenses et des frais de fonctionnement d'une ambassade canadienne, d'un haut-commissariat du Ca-20 nada, d'un consulat canadien ou de tout autre bureau officiel représentant le Canada au Soudan:
 - c) autrement autorisés par le Parlement.
- 5. Le gouvernement du Canada collabore 25 Mesures avec les membres de la communauté internatioorder to encourage them to adopt measures that 25 nale pour inciter ceux-ci à adopter des mesures
 - a) d'une part, font connaître au public les activités des personnes qui, au moyen de 30 leurs transactions financières, permettent sciemment ou inconsciemment au gouvernement du Soudan de continuer à opprimer les populations de la région de Darfour et d'autres régions du Soudan et à commettre 35 des crimes de génocide contre elles:
 - b) d'autre part, autorisent le dessaisissement des investissements faits auprès de ces personnes et empêchent tout investissement futur auprès d'elles. 40
- 6. Le gouvernement du Canada continue à collaborer avec d'autres membres de la communauté internationale, notamment les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'Union africaine, l'Union euro- 45 League, and the Government of Sudan, to 40 péenne, la Ligue arabe et le gouvernement du

Maintien de la

facilitate the urgent deployment of a peacekeeping force to Sudan, the delivery of humanitarian aid, and the surrender of persons for whom arrest warrants have been issued by the International Criminal Court for crimes 5 against humanity in Darfur.

Resolution to be brought to a vote

7. The Government of Canada shall bring before the United Nations Security Council, and call for a vote on, a resolution requiring meaningful multilateral sanctions against the 10 Government of Sudan in response to its acts of genocide against the people of Darfur and its continued refusal to allow the deployment of a peacekeeping force in Sudan, the delivery of humanitarian aid, and the surrender of persons 15 d'une force de maintien de la paix au Soudan, la for whom arrest warrants have been issued by the International Criminal Court for crimes against humanity in Darfur.

Soudan, en vue de faciliter le déploiement urgent d'une force de maintien de la paix au Soudan, la prestation d'aide humanitaire et la remise des personnes contre lesquelles la Cour pénale internationale a délivré des mandats 5 d'arrêt reprochant la perpétration de crimes contre l'humanité à Darfour.

7. Le gouvernement du Canada présente au Conseil de sécurité des Nations Unies, en vue de sa mise aux voix, un projet de résolution 10 exigeant que d'importantes sanctions multilatérales soient imposées contre le gouvernement du Soudan pour avoir commis des crimes de génocide contre la population de Darfour et pour avoir persisté à refuser le déploiement 15 prestation d'aide humanitaire et la remise des personnes contre lesquelles la Cour pénale internationale a délivré des mandats d'arrêt reprochant la perpétration de crimes contre 20 l'humanité à Darfour.

Projet de résolution



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

CPL Xt -655

C-205

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-205

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-205

PROJET DE LOI C-205

An Act respecting the labelling of food products

Loi concernant l'étiquetage des produits alimentaires

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. DEWAR

M. DEWAR

This enactment requires the Minister of Health to make regulations within nine months after the day on which this enactment comes into force with respect to the labelling of any meat product or poultry product that has been produced using hormones, antibiotics or rendered slaughterhouse waste and with respect to any food product that has been produced using pesticides or genetically modified organisms.

SOMMAIRE

Le texte exige que, dans les neuf mois suivant la date de son entrée en vigueur, le ministre de la Santé réglemente l'étiquetage de tout produit de viande ou de tout produit de volaille dont la production comprend l'utilisation d'hormones, d'antibiotiques ou de résidus d'abattoir récupérés ainsi que de tout produit alimentaire dont la production comprend l'utilisation de pesticides ou d'organismes génétiquement modifiés.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-205

PROJET DE LOI C-205

An Act respecting the labelling of food products

Loi concernant l'étiquetage des produits alimentaires

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Food Products Labelling Act.

TITRE ABRÉGÉ

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement

1. Loi sur l'étiquetage des produits alimen-Titre abrégé 5 taires. 5

INTERPRETATION

Definitions

"genetically

modified

organism" « organisme

modifié »

« ministre »

génétiquement

Short title

2. The following definitions apply in this

"genetically modified organism" means an organism whose genetic material has been altered using genetic engineering techniques 10 causing the expression of modified traits in the organism.

"Minister"

"Minister" means the Minister of Health.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

« ministre » Le ministre de la Santé.

« ministre » "Minister"

Définitions

« organisme génétiquement modifié » Organisme dont le matériel génétique a été modifié 10 à l'aide de techniques de génie génétique entraînant l'expression de caractères modifiés dans l'organisme.

« organisme génétiquement modifié » "genetically modified organism'

REGULATIONS

Regulations

- 3. Despite anything in the Food and Drugs Minister shall, within nine months after the day on which this Act comes into force, make regulations providing
 - (a) that no person shall sell a meat product or poultry product that has been produced using 20 hormones, antibiotics or rendered slaughterhouse waste unless a label is affixed to the package, meat product or poultry product clearly showing that the meat product or

RÈGLEMENTS

3. Malgré toute disposition de la Loi sur les Act or the regulations made under that Act, the 15 aliments et drogues ou de ses règlements 15 d'application, le ministre interdit par règlement, dans les neuf mois suivant la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

> a) de vendre un produit de viande ou un produit de volaille dont la production com- 20 prend l'utilisation d'hormones, d'antibiotiques ou de résidus d'abattoir récupérés, à moins que ne soit apposée sur le produit ou son emballage une étiquette indiquant clairement que des hormones, des antibiotiques ou 25

401010

Réglements

- poultry product has been produced using hormones, antibiotics or rendered slaughterhouse waste; and
- (b) that no person shall sell any food product that has been produced using pesticides or 5 genetically modified organisms unless a label is affixed to the package or food product clearly showing that the food product has been produced using pesticides or genetically modified organisms.
- des résidus d'abattoir récupérés ont été utilisés dans la production du produit de viande ou du produit de volaille;
- b) de vendre un produit alimentaire dont la production comprend l'utilisation de pestici- 5 des ou d'organismes génétiquement modifiés, à moins que ne soit apposée sur le produit ou son emballage une étiquette indiquant clairement que des pesticides ou des organismes génétiquement modifiés ont été utilisés dans 10 la production du produit alimentaire.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca C-206

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-206

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-206

PROJET DE LOI C-206

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on books or Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les pamphlets)

livres et brochures)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. DEWAR

M. DEWAR

SOMMAIRE

This enactment amends the Excise Tax Act to eliminate the goods and services tax on the sale of books and pamphlets.

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de livres et de brochures à l'application de la taxe sur les produits et services.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-206

PROJET DE LOI C-206

on books or pamphlets)

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les livres et brochures)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the Excise Tax Act is X:

PART XI

BOOKS AND PAMPHLETS

1. A supply of a book or a pamphlet.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. E-15

1. L'annexe VI de la Loi sur la taxe amended by adding the following after Part 5 d'accise est modifiée par adjonction, après 5 la partie X, de ce qui suit :

PARTIE XI

LIVRES ET BROCHURES

1. La fourniture de livres ou de brochures.



401031

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

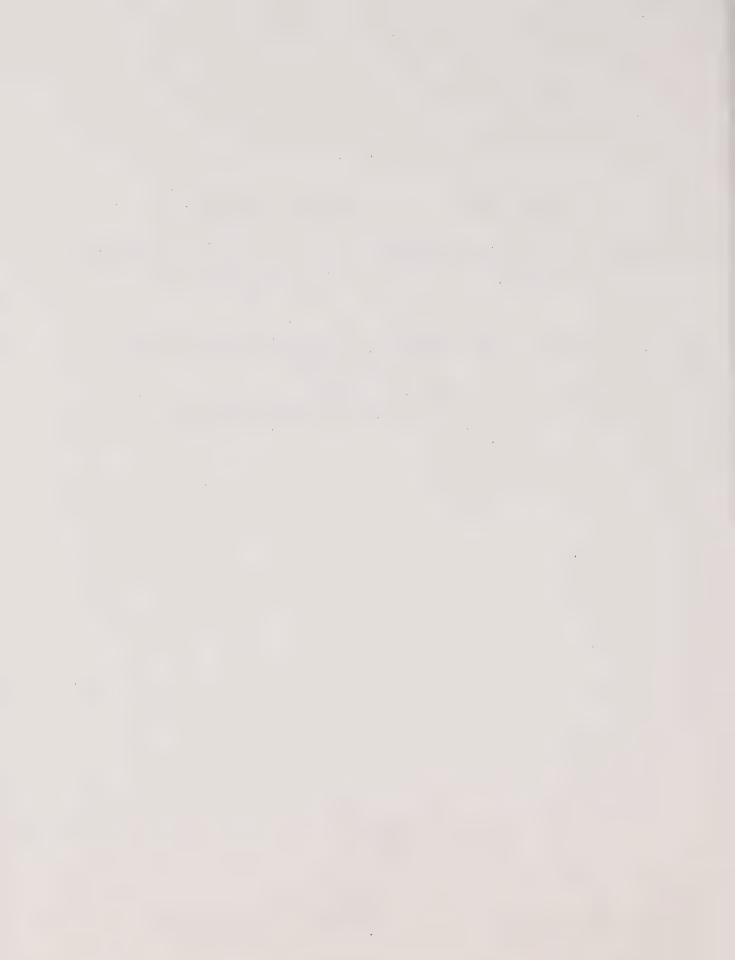
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca





C-207

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-207

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-207

PROJET DE LOI C-207

An Act to amend the National Capital Act (appointments and meetings)

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale (nominations et réunions publiques)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. DEWAR

M. DEWAR

This enactment amends the National Capital Act to

- (a) reduce the number of members of the National Capital Commission from fifteen to seven:
- (b) have the Chairperson, Vice-Chairperson and other members of the Commission appointed to hold office during good behaviour and increase the term of the other members from three to four years;
- (c) require that two of the other members also be city councillors, one for the city of Ottawa and one for the city of Gatineau; and
- (d) open the Commission's meetings to the public.

SOMMAIRE

Le texte modifie la Loi sur la capitale nationale afin:

- a) de ramener de quinze à sept le nombre de membres ou commissaires de la Commission de la capitale nationale;
- b) d'exiger que le président, le vice-président et les commissaires soient nommés à titre inamovible et, dans le cas des commissaires, de faire passer de trois à quatre ans la durée de leur mandat;
- c) de prévoir que deux des commissaires doivent également occuper la fonction de conseiller municipal, l'un pour la ville d'Ottawa et l'autre pour la ville de Gatineau;
- d) de rendre publiques les réunions de la Commission.

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-207

PROJET DE LOI C-207

An Act to amend the National Capital Act (appointments and meetings)

Loi modifiant la Loi sur la capitale nationale (nominations et réunions publiques)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. N-4

NATIONAL CAPITAL ACT

dirigeant.

LOI SUR LA CAPITALE NATIONALE

L.R., ch. N-4

1. (1) Subsections 3(1) to (3) of the National Capital Act are replaced by the 5 sur la capitale nationale sont remplacés par ce 5 following:

Corporation continued

3. (1) The corporation called the National Capital Commission is continued, consisting of seven members including a Chairperson and a Chief Executive Officer.

1. (1) Les paragraphes 3(1) à (3) de la Loi

qui suit: 3. (1) Est maintenue la Commission de la capitale nationale, dotée de la personnalité morale et composée de sept membres, ou

10 commissaires, dont le président et le premier 10

Maintien de la Commission

Appointment of members

(2) Each member, other than the Chairperson and the Chief Executive Officer, shall be appointed by the Minister, with the approval of the Governor in Council, to hold office during good behaviour for a term not exceeding 15 respectifs de quatre ans au maximum, ces four years that will ensure, as far as possible, the expiration in any one year of the terms of office of not more than one half of the members.

(2) Les commissaires, sauf le président et le Mandat

premier dirigeant, sont nommés à titre inamovible par le ministre, avec l'approbation du gouverneur en conseil, pour des mandats 15 mandats étant, dans la mesure du possible, échelonnés de manière que leur expiration au cours d'une même année touche au plus la moitié des commissaires. 20

Appointment of Chairperson and Chief Executive Officer

(3) The Chairperson and the Chief Executive Officer shall each be appointed by the Governor 20 inamovible le président et le premier dirigeant in Council to hold office during good behaviour for a term that the Governor in Council considers appropriate.

(3) Le gouverneur en conseil nomme à titre pour le mandat qu'il estime indiqué.

Président et premier dirigeant

- (2) Paragraphs 3(4)(a) to (c) of the Act are replaced by the following:
 - (a) one city councillor for the city of Ottawa;
- (2) Les alinéas 3(4)a) à c) de la même loi 25 sont remplacés par ce qui suit:
 - a) un conseiller municipal de la ville d'Ottawa;

401004

- (b) one city councillor for the city of Gatineau; and
- (c) three members from any other place in Canada.
- (3) Section 3 of the Act is amended by 5 adding the following after subsection (5):

Expiration of

- (5.1) Should a member's term as city councillor expire during his or her term of office on the Commission, a replacement shall be appointed under subsection (2).
- 2. Subsection 5(2) of the Act is replaced by the following:

Public meetings

(2) The Commission shall meet at least three times a year in the National Capital Region and the Commission is dealing with contracts or personnel matters, in which case the meeting or any part of it may be held in private.

- b) un conseiller municipal de la ville de Gatineau:
- c) trois personnes de tout autre lieu au Canada.
- (3) L'article 3 de la même loi est modifié 5 par adjonction, après le paragraphe (5), de ce qui suit:
- (5.1) Si le mandat d'un conseiller municipal expire pendant son mandat à la Commission, son remplaçant est nommé conformément au 10 10 paragraphe (2).

Expiration du

Réunions

- 2. Le paragraphe 5(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (2) La Commission se réunit au moins trois fois par an dans la région de la capitale 15 publiques all meetings shall be open to the public, unless 15 nationale. Toutes ses réunions sont publiques; toutefois, elles peuvent être tenues en tout ou en partie à huis clos si elles portent sur des contrats ou des questions de ressources humaines.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-208

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-208

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-208

PROJET DE LOI C-208

medals

An Act to prohibit the sale of Canadian military and police Loi visant à interdire la vente de médailles des forces militaires et policières canadiennes

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment prohibits the sale or export for sale of any medal awarded by the Government of Canada in respect of service with the Canadian Forces or the Royal Canadian Mounted Police or in respect of service as a police officer outside Canada on behalf of the Government of Canada.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet d'interdire la vente et l'exportation pour la vente de toute médaille décernée par le gouvernement du Canada à l'égard du service accompli dans les Forces canadiennes ou la Gendarmerie royale du Canada ou à titre de policier affecté à l'étranger pour le compte du gouvernement du Canada.

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-208

PROJET DE LOI C-208

An Act to prohibit the sale of Canadian military and police medals

Loi visant à interdire la vente de médailles des forces militaires et policières canadiennes

Preamble

Whereas the integrity of the Canadian Honours System, under which the Government of Canada awards medals to members of the Canadian Forces and the Royal Canadian Mounted Police and to police officers in respect 5 of service outside Canada, has been eroded as a result of the auctioning off of such medals to the highest bidder;

And whereas the Parliament of Canada wishes to preserve the integrity of the Canadian 10 Honours System:

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada enacts as follows:

Attendu:

Préambule

que l'intégrité du Régime canadien de distinctions honorifiques, dans le cadre duquel le gouvernement du Canada décerne des médailles aux membres des Forces canadien- 5 nes et de la Gendarmerie royale du Canada ainsi qu'aux policiers pour le service à l'étranger, s'est érodée en raison de la vente aux enchères de ces médailles au plus offrant;

que le Parlement du Canada désire préserver 10 l'intégrité du Régime canadien de distinctions honorifiques,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

15

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Sale of 15 Medals Prohibition Act.

TITRE ABRÉGÉ 1. Loi interdisant la vente de médailles.

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"police officer" «policier»

"police officer" means any officer, constable or the preservation and maintenance of the public peace.

"sell" « vendre » "sell" includes offering for sale, causing to be sold, exporting for sale and trading for other goods.

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

« policier » Officier, agent de police ou toute « policier » other person ordinarily employed in Canada for 20 autre personne habituellement chargée au Ca- 20 "police officer" nada du maintien de la paix publique.

> « vendre » Est assimilé à l'acte de vendre le fait d'offrir en vente, de vendre indirectement, d'exporter pour la vente et d'échanger des 25 biens. 25

« vendre » "sell"

401009

OFFENCE AND PUNISHMENT

Prohibition

- **3.** (1) No person shall sell any medal that has been awarded by the Government of Canada in respect of service
 - (a) with the Canadian Forces or the Royal Canadian Mounted Police; or
 - (b) as a police officer outside Canada on behalf of the Government of Canada.

Punishment

(2) Every person who contravenes subsection (1) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

INFRACTION ET PEINE

3. (1) Il est interdit de vendre une médaille qui a été décernée par le gouvernement du Canada pour le service accompli:

Interdiction

- a) soit dans les Forces canadiennes ou la Gendarmerie royale du Canada;
- b) soit à titre de policier affecté à l'étranger pour le compte du gouvernement du Canada.
- (2) Quiconque contrevient au paragraphe (1) Pein commet une infraction punissable sur déclara10 tion de culpabilité par procédure sommaire. 10



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

C-209

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-209

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-209

PROJET DE LOI C-209

pornographic material involving children

An Act to prevent the use of the Internet to distribute Loi visant à interdire l'utilisation d'Internet pour la diffusion de documents pornographiques impliquant des enfants

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment provides for the licensing of Internet service providers by the Canadian Radio-television and Telecommunications Commission (C.R.T.C.) on conditions to be set by the Minister of Industry by regulation. It also requires service providers to co-operate in minimizing the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography or the facilitation of a sex offence involving a child.

Anyone who uses the Internet to facilitate any of the designated sex offences involving children is guilty of an offence.

Internet service providers may be required to block access to identified portions of the Internet that carry child pornography.

The Minister may enter into agreements with provinces or foreign states to assist in achieving the purposes of the Act. Special powers under search warrants may be prescribed by the Minister to facilitate electronic searches.

SOMMAIRE

Le texte prévoit la délivrance de licences aux fournisseurs d'accès Internet par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (C.R.T.C.) à des conditions établies par le ministre de l'Industrie par voie de règlement. Il rend obligatoire l'intervention des fournisseurs d'accès afin de restreindre le recours au réseau pour publier ou diffuser de la pornographie juvénile ou pour faciliter la perpétration d'une infraction sexuelle impliquant un enfant

Est coupable d'une infraction quiconque a recours à Internet pour faciliter la perpétration d'une infraction sexuelle désignée concernant un enfant.

Les fournisseurs d'accès Internet peuvent être tenus d'interdire l'accès à certains secteurs d'Internet qui comportent de la pornographie juvénile.

Le ministre peut conclure des accords avec les provinces ou des États étrangers pour aider à l'application de la loi. Il peut accorder par règlement les pouvoirs spéciaux nécessaires à l'exécution de mandats pour permettre la fouille de matériel électronique.

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-209

PROJET DE LOI C-209

An Act to prevent the use of the Internet to distribute pornographic material involving children

Loi visant à interdire l'utilisation d'Internet pour la diffusion de documents pornographiques impliquant des enfants

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Internet Child Pornography Prevention Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la prévention de la pornographie 5 juvénile dans Internet. 5

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definitions

2. The definitions in this section apply in this Act.

"child pornography" « pornographie iuvénile »

DÉFINITIONS 2. Les définitions qui suivent s'appliquent à

Définitions

"child pornography" has the same meaning as in section 163.1 of the Criminal Code.

« abonné » Personne qui utilise les services d'un fournisseur d'accès Internet, ou qui conclut un accord avec lui, pour avoir accès à Internet.

la présente loi.

« abonné » "subscriber"

"Commission" « Conseil »

"Commission" means the Canadian 10 Radio-television and Telecommunications Commission established by the Canadian Radiotelevision and Telecommunications Commission Act.

«Conseil» Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes constitué par la Loi sur le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes.

«Conseil» "Commission"

"designated offence involving a child" « infraction désignée concernant un enfant »

"designated offence involving a child" means an 15 offence under any of the following provisions of the Criminal Code, where the victim was 14 years of age or more but under the age of 18 vears at the time of the commission of the offence, and the offender was in a position of 20 Code criminel dont la victime était soit âgée trust or authority towards the victim or was a person with whom the victim was in a relationship of dependency or where the victim was under the age of 14 years at the time of the commission of the offence:

« fournisseur d'accès Internet » Personne qui 15 « fournisseur fournit des services permettant l'accès à Internet, que ce soit gratuitement ou contre rémunération.

d'accès "Internet service provider

«infraction désignée concernant un enfant» Infraction à l'une des dispositions ci-après du 20 d'au moins quatorze ans mais de moins de dixhuit ans à la date de l'infraction et dont l'auteur était dans une situation d'autorité ou de confiance par rapport à la victime, ou celle-ci 25

« infraction désignée concernant un enfant» "designated offence involving a child"

15

- (a) section 151 (sexual interference);
- (b) section 152 (invitation to sexual touching);
- (c) section 153 (sexual exploitation);
- (d) section 155 (incest);
- (e) section 159 (anal intercourse);
- (f) subsection 160(2) or (3) (compelling commission of bestiality or bestiality in presence of or by child);
- (g) section 170 (parent or guardian procuring 10 sexual activity);
- (h) section 172 (corrupting children);
- (i) subsection 173(2) (exposure to person under age of 16 years);
- (i) section 271 (sexual assault);
- (k) section 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm); and
- (1) section 273 (aggravated sexual assault).

"Internet service provider" means a person who 20 provides a service that facilitates access to the Internet, whether or not the service is provided free or for a charge.

"Minister" « ministre »

"prescribed" Version anglaise

"Internet service

provider"

d'accès Internet »

« fournisseur

"Minister" means the Minister of Industry.

"prescribed" means prescribed by regulation.

"subscriber" « abonné »

seulement

"subscriber" means a person who contracts with or uses the services of an Internet service provider to obtain access to the Internet.

PURPOSE

Purpose of Act

3. The purpose of this Act is to prevent the use of the Internet to unlawfully promote, 30 recours à Internet pour promouvoir, représenter display, describe or facilitate participation in unlawful sexual activity involving young persons.

dans une situation de dépendance par rapport à l'auteur de l'infraction, soit âgée de moins de quatorze ans à la date de l'infraction:

- a) article 151 (contacts sexuels);
- b) article 152 (incitation à des contacts 5 sexuels);
 - c) article 153 (exploitation sexuelle);
 - d) article 155 (inceste);
 - e) article 159 (relations sexuelles anales);
 - f) paragraphes 160(2) ou (3) (usage de la 10 force pour commettre un acte de bestialité ou bestialité en présence d'enfants ou incitation de ceux-ci):
 - g) article 170 (père, mère ou tuteur qui sert 15 d'entremetteur):
 - h) article 172 (corruption d'enfants);
 - i) paragraphe 173(2) (exhibitionnisme devant un enfant de moins de seize ans);
 - j) article 271 (agression sexuelle);
 - k) article 272 (agression sexuelle armée, 20 menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles);
 - l) article 273 (agression sexuelle grave).

« ministre » Le ministre de l'Industrie.

« ministre » "Minister

25 « pornographie juvénile » S'entend au sens de 25 « pornographie l'article 163.1 du Code criminel. pornography"

OBJET

3. La présente loi a pour objet d'interdire le Objet ou décrire illégalement des activités sexuelles illicites impliquant des enfants ou pour faciliter 30 la participation à de telles activités.

LICENCE

Service providers licensed **4.** (1) No person shall offer the services of, or operate as, an Internet service provider unless the person has been granted a licence to operate as an Internet service provider in accordance with subsection (2).

LICENCE

4. (1) Nul ne peut offrir des services de fournisseur d'accès Internet ou exploiter une entreprise offrant ces services s'il n'a obtenu une licence pour exploiter une entreprise de 5 services d'accès Internet conformément au 5 paragraphe (2).

Obligation d'obtenir une licence

Délivrance d'une

licence

Granting a licence

Licence

cancelled

- (2) The Commission shall grant a licence to operate as an Internet service provider to any applicant who meets the prescribed requirements and who has submitted to the Commission
- (2) Le Conseil délivre une licence pour exploiter une entreprise offrant des services de fournisseur d'accès Internet à tout demandeur qui répond aux exigences réglementaires et qui 10 10 a soumis au Conseil:
- (a) an application in the prescribed form and manner; and
- a) une demande selon la procédure et la forme réglementaires;
- (b) a written undertaking to report the prescribed information in accordance with the regulations.
- b) un engagement écrit de fournir les renseignements réglementaires conformément aux 15 règlements.
- (3) The Commission may cancel a licence granted under subsection (2) if the licensee or, déwhere the licensee is a corporation, a director or officer of the corporation is convicted of an offence under section 163.1 of the *Criminal* 20—*Code* or a designated offence involving a child, or commits an offence under this Act.
 - (3) Le Conseil peut annuler la licence délivrée aux termes du paragraphe (2) si le titulaire ou un dirigeant ou un administrateur du titulaire, si celui-ci est une personne morale 20) est déclaré coupable d'une infraction à l'article 163.1 du *Code criminel* ou d'une infraction désignée concernant un enfant, ou s'il commet une infraction à la présente loi.

Annulation de la

PROHIBITION

Prohibited service

- **5.** (1) No Internet service provider shall knowingly permit the use of its service
 - (a) for placing child pornography on the 25 ses services:
 Internet or for viewing, reading, copying or retrieving child pornography from the Internet;

 a) servent lecture, la pornography
 - (b) by any person who the provider knows has been convicted of an offence under this 30 Act within the previous seven years; or
 - (c) by any person who the provider knows has used the Internet within the previous seven years for a purpose that would be an offence under this Act.

 35

- INTERDICTION
- 5. (1) Il est interdit à tout fournisseur 25 services interdits d'accès Internet de permettre sciemment que ses services:
 - a) servent à la diffusion, la visualisation, la lecture, la reproduction ou la récupération de pornographie juvénile par Internet; 30
 - b) soient utilisés par une personne qu'il sait avoir été reconnue coupable d'une infraction à la présente loi au cours des sept années précédentes;
 - c) soient utilisés par une personne qu'il sait 35 avoir utilisé Internet au cours des sept années précédentes à des fins qui seraient considérées comme une infraction à la présente loi.
- (2) Nul ne peut diffuser de la pornographie juvénile dans Internet pour la communiquer à 40 quelqu'un ou pour permettre à quelqu'un de la

Diffusion de pornographie juvénile dans Internet

- on the Internet for the purpose of communicating it to another person or making it accessible
- Use of Internet for child pornography

to another person for viewing, reading, copying or retrieval, whether such access is open or restricted by any means.

Possession of pornography from Internet

(3) No person shall possess any child pornography retrieved from the Internet.

visualiser, la lire, la reproduire ou la récupérer, que l'accès en soit libre ou restreint de quelque facon.

(3) Il est interdit de posséder de la porno-5 graphie juvénile provenant d'Internet.

Possession de 5 pornographie provenant d'Internet

Use of Internet to contact person

(4) No person shall use the Internet to contact a person for the purpose of facilitating a designated offence involving a child.

(4) Il est interdit de contacter par Internet une personne en vue de faciliter la perpétration d'une infraction désignée concernant un enfant.

Utilisation d'Internet pour contacter une personne

Person contacted

(5) No person shall respond to a contact that facilitating a designated offence involving a child.

(5) Il est interdit de répondre à un contact is made using the Internet for the purpose of 10 établi par Internet pour faciliter la perpétration 10 d'une infraction désignée concernant un enfant.

Personne contactée

OFFENCE

Offence and nunishment

6. (1) A person who contravenes subsection 5(1), (2), (3), (4) or (5) is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not 15 coupable d'une infraction punissable sur déclaexceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both.

INFRACTION

6. (1) Toute personne qui contrevient aux

paragraphes 5(1), (2), (3), (4) ou (5) est

passible d'une amende maximale de 100 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de deux ans,

ou de l'une de ces peines.

Infraction et peine ration de culpabilité par procédure sommaire et 15

Directors and

(2) A director or officer of a corporation that commits an offence under subsection (1) who is offence is based before it is committed, or becomes aware of them while it is being committed, is also guilty of the offence and liable to the punishments provided in subsection 25 paragraphe.

Exception

- (3) An Internet service provider is not guilty of an offence under subsection (1) if, immediately after becoming aware that a person is using its service to commit an offence under this Act, the provider
 - (a) terminates its service to that person;
 - (b) takes all reasonable steps to remove or prevent access to any material unlawfully placed on the Internet by that person; and
 - (c) advises the Minister of the identity of that 35 person, the nature of the material and the means whereby it may be accessed by others.

(2) Tout administrateur ou dirigeant d'une Administrateurs personne morale qui a connaissance des cir-20 et dirigeants aware of the circumstances on which the 20 constances dans lesquelles cette personne morale commet une infraction au paragraphe (1), avant qu'elle soit commise ou pendant qu'elle est commise, est lui-même coupable de l'infraction et passible des peines prévues à ce 25

(3) N'est pas coupable d'une infraction visée au paragraphe (1) le fournisseur d'accès Internet qui apprend qu'une personne utilise ses services pour commettre une infraction à la présente loi 30 30 et qui, sans tarder:

- a) interrompt ses services auprès de cette personne;
- b) prend toutes les mesures raisonnables pour supprimer d'Internet tout document qui 35 s'y trouve illégalement ou pour en interdire l'accès;
- c) informe le ministre de l'identité de la personne, de la nature du document et des moyens d'accès dont d'autres peuvent dispo- 40 ser.

Exception

Access blocked

7. The Minister may order an Internet service provider to use all means that are reasonably available to the Internet service provider to prevent access by its subscribers to any material inquiry, determines to be child pornography.

Offence and penalty

8. (1) An Internet service provider who refuses or fails to comply with an order made under section 7 is guilty of an offence and liable \$50,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Directors and officers

(2) A director or officer of a corporation that is an Internet service provider that commits an offence and liable to the punishments provided in subsection (1).

AGREEMENTS

Agreements

9. The Minister may enter into agreements with a province or a foreign state relating to the prevent or minimize the use of the Internet for the publication or proliferation of child pornography or for facilitating the commission of an offence under the Criminal Code or this Act or a similar law of the province or foreign state.

WARRANTS

Warrants

10. (1) The Minister may prescribe any special powers that are reasonably necessary in the opinion of the Minister to facilitate searches of electronic data or systems or storage under section 487 of the Criminal Code in respect of an offence or suspected offence under this Act.

Warrant subject to usual principles

(2) A warrant conferring any powers presame principles respecting authorization and grounds for suspicion as, and to the procedures and conditions required in respect of, a search warrant under the Criminal Code.

- 7. Le ministre peut ordonner au fournisseur d'accès Internet de prendre tous les movens raisonnables à sa disposition pour empêcher les abonnés d'avoir accès à tout document qui se on the Internet that the Minister, after reasonable 5 trouve dans Internet et que le ministre déclare, 5 après enquête raisonnable, être de la pornographie juvénile.
- 8. (1) Tout fournisseur d'accès Internet qui refuse ou omet de se conformer à l'ordre donné en vertu de l'article 7 est coupable d'une 10 on summary conviction to a fine not exceeding 10 infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire et passible d'une amende maximale de 50 000 \$ et d'un emprisonnement maximal d'un an, ou de l'une de ces peines.
- (2) Tout administrateur ou dirigeant d'une personne morale qui est un fournisseur d'accès offence under subsection (1) is also guilty of the 15 Internet et qui commet une infraction au paragraphe (1) est lui-même coupable d'une infraction et passible des peines prévues à ce 20 paragraphe.

ACCORDS

9. Le ministre peut conclure des accords de collaboration et d'échange de renseignements exchange of information and co-operation to 20 avec les provinces ou des États étrangers dans le but de prévenir ou de réduire l'utilisation 25 d'Internet pour publier ou diffuser de la pornographie juvénile pour faciliter la perpétration d'une infraction au Code criminel ou à la 25 présente loi ou une loi semblable de la province ou de l'État étranger. 30

MANDAT DE PERQUISITION

10. (1) Le ministre peut prévoir, par règlement, les pouvoirs spéciaux qu'il juge raisonnablement nécessaires pour faciliter les recherches dans les données, les mémoires ou les systèmes in the execution of a search warrant issued 30 informatiques lors de l'exécution d'un mandat 35 de perquisition délivré en vertu de l'article 487 du Code criminel relativement à une infraction constatée ou présumée à la présente loi.

(2) La délivrance d'un mandat comportant scribed under subsection (1) is subject to the 35 les pouvoirs visés au paragraphe (1) est soumise 40 ordinaires aux mêmes principes relatifs à l'autorisation et aux motifs de soupçon, et aux mêmes procédures et conditions de délivrance qu'un mandat de perquisition aux termes du Code criminel.

Censure

Infraction et peine

Administrateurs et dirigeants

Accords

Mandat de perquisition

Les règles s'appliquent au

REGULATIONS

Regulations

- 11. The Minister may make regulations prescribing
 - (a) the form and manner of making an application for a licence under section 4;
 - (b) any financial and technical resources that 5 an applicant must show to the Commission in order to be granted a licence under section 4;
 - (c) any information that a person who is granted a licence under section 4 is required to report to the Commission for the purposes 10 of this Act;
 - (d) any special powers that may be conferred by a search warrant for the purposes of subsection 10(1); and
 - (e) anything that by this Act is to be 15 prescribed.

RÈGLEMENTS

11. Le ministre peut, par règlement, prévoir :

Règlements

- a) la procédure et la forme des demandes de licence visées à l'article 4:
- b) les ressources financières et techniques dont le demandeur doit faire état devant le 5 Conseil pour obtenir la licence visée à l'article 4;
- c) les renseignements que les titulaires d'une licence visée à l'article 4 doivent fournir au Conseil pour l'application de la présente loi; 10
- d) les pouvoirs spéciaux nécessaires à l'exécution des mandats de perquisition délivrés en application du paragraphe 10(1);
- e) toute autre mesure d'ordre réglementaire prévue par la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de:
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 055
Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
http://publications.gc.ca



C-210

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-210

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-210

PROJET DE LOI C-210

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces (marriage after the age of sixty years)

canadiennes (mariage après l'âge de soixante ans)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008



MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment amends the *Canadian Forces Superannuation Act* to allow the survivor of a contributor to receive an annual allowance after the death of the contributor even if the contributor and the survivor married or commenced to live in a conjugal relationship after the contributor had attained the age of sixty years.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes* afin de permettre au survivant d'un contributeur de recevoir une allocation annuelle après le décès de celui-ci même s'ils se sont mariés ou ont commencé à vivre dans une relation conjugale après que le contributeur a atteint l'âge de soixante ans.

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-210

PROJET DE LOI C-210

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act (marriage after the age of sixty years)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes (mariage après l'âge de soixante ans)

R.S., c. C-17

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 31(1) of the Canadian Forces ing:

Marriage after sixty years of age

31. (1) For greater certainty and subject to any other provision of this Act, the survivor of a contributor is entitled to an annual allowance in at the time the contributor married the survivor or began to cohabit with the survivor in a relationship of a conjugal nature, the contributor had attained the age of sixty years.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Le paragraphe 31(1) de la Loi sur la Superannuation Act is replaced by the follow- 5 pension de retraite des Forces canadiennes est 5 remplacé par ce qui suit:

31. (1) Il demeure entendu, sous réserve des autres dispositions de la présente loi, que le survivant du contributeur a droit à une allocarespect of the contributor under this Act even if, 10 tion annuelle à l'égard de celui-ci au titre de la 10 présente loi même si, au moment du mariage ou au début de la cohabitation dans une union de type conjugal, le contributeur avait atteint l'âge de soixante ans.

Mariage après soixante ans

L.R., ch. C-17



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca





C-211



C-211

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-211

PROJET DE LOI C-211

An Act respecting a Seniors' Day	Loi instituant la Journée des aînés
FIRST DE ADDIG NOVEMBER 21, 2000	
FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

This enactment designates the first Sunday of February in each and every year as "Seniors' Day" in recognition of the contribution made by seniors to Canadian society.

SOMMAIRE

Le texte désigne le premier dimanche de février comme « Journée des aînés » en reconnaissance de la contribution des aînés à la société canadienne.

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-211

PROJET DE LOI C-211

An Act respecting a Seniors' Day

Loi instituant la Journée des aînés

Preamble

Whereas the Parliament of Canada wishes to recognize the contributions of seniors to Canadian society and to express Canada's appreciation for that contribution:

advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Seniors' Day Act.

Attendu que le Parlement du Canada souhaite souligner la contribution des aînés à la société canadienne et manifester la reconnaissance du Canada à cet égard,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the 5 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 5 du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur la Journée des aînés.

Titre abrégé

Préambule

SENIORS' DAY

Seniors' Day

Short title

2. Throughout Canada, in each and every 10 year, the first Sunday of February shall be known as "Seniors' Day" in recognition of the contributions made by seniors to Canadian society.

JOURNÉE DES AÎNÉS

2. Le premier dimanche de février est, dans Journée des tout le Canada, désigné comme « Journée des 10 aînés aînés » en reconnaissance de la contribution des aînés à la société canadienne.

Not a legal holiday

3. For greater certainty, Seniors' Day is not a 15 legal holiday or a non-juridical day.

3. Il est entendu que la Journée des aînés n'est pas une fête légale ni un jour non iuridique.



401045

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



XU See

C-212

C-212

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-212

PROJET DE LOI C-212

An Act to amend the Income Tax Act (in-home care of relatives)	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (soins à domicile d'un proche)
FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow a taxpayer with a live-in relative who is 65 years of age or older, or who has a mental or physical infirmity, to receive a personal tax credit equivalent to the subsidy normally provided by the Government of Canada to a long-term care facility with respect to such a relative.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre à un particulier vivant avec un proche, âgé d'au moins soixante-cinq ans et souffrant d'une infirmité mentale ou physique, de recevoir un crédit d'impôt personnel équivalant à la subvention qu'aurait normalement fournie le gouvernement fédéral à un établissement de soins de longue durée pour ce proche.

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-212

PROJET DE LOI C-212

An Act to amend the Income Tax Act (in-home care of relatives)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (soins à domicile d'un proche)

R.S. c.1 (5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The portion of paragraph 118(1)(c.1) of the Income Tax Act after subparagraph (iii) is 5 Loi de l'impôt sur le revenu suivant le sousreplaced by the following:

the amount that is equal to the amount that the long-term care facility closest to the self-contained domestic establishment would have received from the Government 10 of Canada with respect to the particular person had that person been a resident of the facility,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

I.R ch l (5e suppl.)

1. Le passage de l'alinéa 118(1)c.1) de la alinéa (iii) est remplacé par ce qui suit:

> le montant équivalent à celui que l'établissement de soins de longue durée le plus rapproché de l'établissement domestique autonome aurait reçu du gouvernement 10 fédéral à l'égard de cette personne si elle y avait résidé;



401051

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-213

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-213

PROJET DE LOI C-213

An Act to amend the Financial Administration Act and the Passport Services Fees Regulations (passports for veterans, members of the Royal Canadian Mounted Police and their spouses or common-law partners, and seniors)

Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et le Règlement sur les droits des services de passeports (passeports pour les anciens combattants, les membres de la Gendarmerie royale du Canada et leur époux ou conjoint de fait ainsi que pour les personnes âgées)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment amends the *Financial Administration Act* and the *Passport Services Fees Regulations* to provide for free passport services to veterans, members of the Royal Canadian Mounted Police and their spouses or commonlaw partners. The enactment also provides for seniors to receive those services at a 50% discount.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la gestion des finances publiques* et le *Règlement sur les droits des services de passeports* de façon à permettre aux anciens combattants, aux membres de la Gendarmerie royale du Canada et à leur époux ou conjoint de fait d'obtenir des services de passeport à titre gratuit. Il permet également aux personnes âgées d'obtenir des services de passeport à droits réduits de 50%.

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-213

PROJET DE LOI C-213

An Act to amend the Financial Administration Act and the Passport Services Fees Regulations (passports for veterans, members of the Royal Canadian Mounted Police and their spouses or common-law partners, and seniors)

Loi modifiant la Loi sur la gestion des finances publiques et le Règlement sur les droits des services de passeports (passeports pour les anciens combattants, les membres de la Gendarmerie royale du Canada et leur époux ou conjoint de fait ainsi que pour les personnes âgées)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

FINANCIAL ADMINISTRATION ACT

LOI SUR LA GESTION DES FINANCES **PUBLIQUES**

L.R., ch. F-11

1. Paragraph 19.1(a) of the Financial ing:

- 1. L'alinéa 19.1a) de la Loi sur la gestion Administration Act is replaced by the follow- 5 des finances publiques est remplacé par ce qui 5 suit:
 - (a) by regulation prescribe the fees or charges to be paid for a right or privilege conferred by or on behalf of Her Majesty in right of Canada, by means of a licence, 10 permit or other authorization, by the persons or classes of persons on whom the right or privilege is conferred, including the issuance of a passport to
- a) fixer par règlement, pour l'octroi par licence, permis ou autre forme d'autorisation d'un droit ou avantage par Sa Majesté du chef du Canada ou en son nom, le prix à payer, 10 individuellement ou par catégorie, par les attributaires du droit ou de l'avantage, et notamment pour la délivrance d'un passeport:
- (i) a veteran, as defined in subsection 2(1) 15 of the War Veterans Allowance Act, or the spouse or common-law partner of a veteran,
- (i) à un ancien combattant, au sens du 15 paragraphe 2(1) de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ou à l'époux ou conjoint de fait d'un ancien combattant,
- (ii) a member of the Royal Canadian Mounted Police or the spouse or com-20 mon-law partner of a member, and
- (ii) à un membre de la Gendarmerie royale 20 du Canada ou à l'époux ou conjoint de fait d'un membre.
- (iii) persons 65 years of age or more; or
- (iii) à une personne âgée de soixante-cinq ans ou plus;

R.S., c. F-11

401012

C.R.C., c. 719

PASSPORT SERVICES FEES REGULATIONS

2. Subsection 2(1) of the Passport Services Fees Regulations is replaced by the following:

- 2. (1) Subject to section 3, every person who requests that a passport service set out in
 - (a) if the person is less than 65 years of age, the fee set out in column 2; or
 - (b) if the person is 65 years of age or more, 50% of the fee set out in column 2.

3. The portion of section 3 of the Regulations before paragraph (b) is replaced by the following:

- 3. No fee is payable in respect of
- (a) a passport service performed for
 - (i) a destitute person,
 - (ii) a child or mentally incompetent person living in an institution in another country,
 - (iii) a veteran, as defined in subsection 2(1) of the War Veterans Allowance Act, or 20 the spouse or common-law partner of a veteran, or
 - (iv) a member of the Royal Canadian Mounted Police or the spouse or common-law partner of a member; or

RÈGLEMENT SUR LES DROITS DES SERVICES DE PASSEPORTS

2. Le paragraphe 2(1) du Règlement sur les droits des services de passeports est remplacé par ce qui suit:

- 2. (1) Sous réserve de l'article 3, toute personne qui demande la prestation d'un service 5 column 1 of the schedule be performed shall 5 de passeport mentionné à la colonne 1 de l'annexe paie le droit suivant:
 - a) si la personne est âgée de moins de soixante-cinq ans, le droit indiqué à la colonne 2:
 - b) si la personne est âgée de soixante-cinq ans ou plus, 50% du droit indiqué à la

3. Le passage de l'article 3 du même règlement précédant l'alinéa b) est remplacé 15 par ce qui suit:

- 3. Aucun droit n'est exigible quant à l'un ou 15 l'autre des services de passeport suivants:
 - a) un service de passeport lorsqu'il est effectué pour l'une des personnes suivantes : 20
 - (i) une personne dans l'indigence,
 - (ii) un enfant ou une personne mentalement malade vivant dans une institution dans un pays étranger,
 - (iii) un ancien combattant, au sens du 25 paragraphe 2(1) de la Loi sur les allocations aux anciens combattants, ou à l'époux ou conjoint de fait d'un ancien combattant,
 - (iv) un membre de la Gendarmerie royale 30 du Canada ou l'époux ou conjoint de fait d'un membre;



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de: Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-214

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-214

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-214

PROJET DE LOI C-214

An Act respecting a Tartan Day Loi instituant le Jour du tartan PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008 FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

SOMMAIRE **SUMMARY**

This enactment designates the sixth day of April in each and every year as "Tartan Day".

Le texte a pour objet de désigner le 6 avril « Jour du tartan ».

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-214

PROJET DE LOI C-214

An Act respecting a Tartan Day

Loi instituant le Jour du tartan

Preamble

Whereas Canadians of Scottish descent have played an influential role in the development of Canada and have contributed immensely to the arts, the sciences, politics, law, and other fields;

Whereas over four million Canadians claim 5 Scottish roots, thereby constituting the fifth largest ethnic group in Canada;

And whereas Tartan Day has been proclaimed in each of the provinces of Canada;

Attendu:

Préambule

que les Canadiens d'ascendance écossaise ont joué un rôle de premier plan dans le développement du Canada et ont largement contribué aux domaines des arts, des scien- 5 ces, de la politique et du droit, pour ne nommer que ceux-là;

que plus de quatre millions de Canadiens se déclarent d'ascendance écossaise, ce qui fait d'eux le cinquième groupe ethnique en 10 importance au Canada;

que chacune des provinces canadiennes a institué un Jour du tartan,

Now, therefore, Her Majesty, by and with the 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

du Sénat et de la Chambre des communes du 15 Canada, édicte:

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

1. This Act may be cited as the *Tartan Day* Act.

1. Loi sur le Jour du tartan.

Titre abrégé

TARTAN DAY

JOUR DU TARTAN

Tartan Day

Short title

- 2. Throughout Canada, in each and every 15 year, the sixth day of April shall be known as "Tartan Day".
 - 2. Le 6 avril est, dans tout le Canada, désigné Jour du tartan comme « Jour du tartan ».

Not a legal holiday

- 3. For greater certainty, Tartan Day is not a legal holiday or a non-juridical day.
- 3. Il est entendu que le Jour du tartan n'est 20 Statut pas une fête légale ni un jour non juridique.



401043

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-215

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-215

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-215

PROJET DE LOI C-215

An Act to change the name of the electoral district of Sackville — Eastern Shore	Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Sackville — Eastern Shore	
FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008	

MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment changes the name of the electoral district of Sackville — Eastern Shore to "Sackville — Preston — Eastern Shore".

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier le nom de la circonscription électorale de Sackville — Eastern Shore en le remplaçant par « Sackville — Preston — Eastern Shore ».

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-215

PROJET DE LOI C-215

An Act to change the name of the electoral district of Sackville - Eastern Shore

Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Sackville - Eastern Shore

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. In the representation order declared in Name changed to "Sackville-Preston-Eastern Shore" under the Electoral Boundaries Readjustment Act, paragraph 8 of that part relating to the Province of Nova Scotia is amended by substituting the name "Sackville — Preston —

Eastern Shore".

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Dans le décret de représentation électorale force by proclamation of August 25, 2003, 5 déclaré en vigueur par la proclamation prise le 5 « Sackvi 25 août 2003 en vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales, le paragraphe 8 de la partie relative à la province de la Nouvelle-Écosse est modifié par la Eastern Shore" for the name "Sackville - 10 substitution du nom « Sackville - Preston - 10 Eastern Shore » au nom « Sackville — Eastern Shore ».

Nom modifié: « Sackville -Eastern Shore »



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

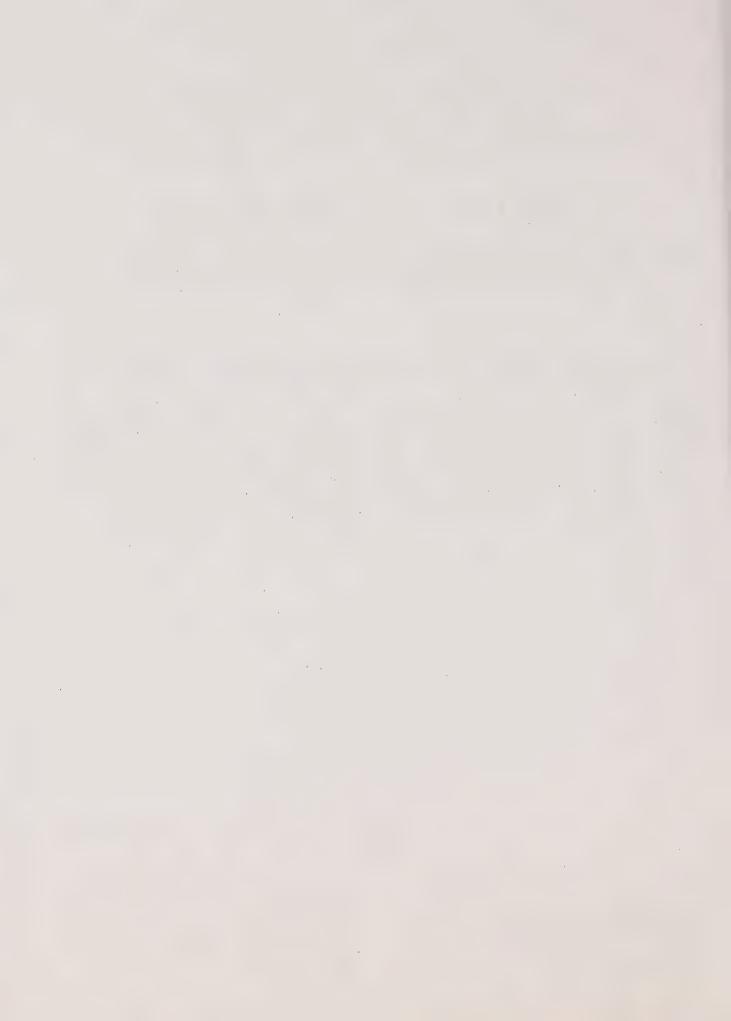
Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-216



C-216

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

PROJET DE LOI C-216

public authority)

An Act to amend the Income Tax Act (services to a charity or Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (services à un organisme de bienfaisance ou une administration publique)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow taxpayers who provide a minimum of 250 hours of service in a taxation year to a registered charity, a non-profit organization or a municipality or other public authority, and receive for such service no salary, stipend or other remuneration in excess of \$3,000 to deduct \$1,000 in the computation of their taxable income.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* de façon à accorder une déduction de 1 000 \$ dans le calcul du revenu imposable aux contribuables qui, au cours d'une année d'imposition, ont rendu un minimum de 250 heures de services à un organisme de bienfaisance enregistré, une organisation à but non lucratif ou une municipalité ou autre administration publique sans toucher de salaire ou autre rémunération de plus de 3 000 \$ pour ces services.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-216

PROJET DE LOI C-216

An Act to amend the Income Tax Act (services to a charity or public authority)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (services à un organisme de bienfaisance ou une administration publique)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 1

- 1. (1) Subsection 110(1) of the Income Tax "and" at the end of subparagraph (i)(iii), by adding the word "and" at the end of paragraph (k) and by adding the following after paragraph (k):
- 1. (1) Le paragraphe 110(1) de la Loi de Act is amended by striking out the word 5 l'impôt sur le revenu est modifié par adjonc- 5 tion, après l'alinéa k), de ce qui suit :

Services to charity or public authority

- (l) where the taxpayer provides a minimum 10 of 250 hours of service in the taxation year to a registered charity, a non-profit organization or a municipality or other public authority and does not receive a salary, stipend or other remuneration in excess of \$3,000 for such 15 service, an amount equal to \$1,000.
- 1) lorsque le contribuable a rendu, au cours de l'année d'imposition, un minimum de 250 heures de services à un organisme de bienfaisance enregistré, une organisation à but 10 non lucratif ou une municipalité ou autre administration sans toucher pour ces services un salaire ou autre rémunération de plus de 3 000 \$, la somme de 1 000 \$.

Services à un organisme de bienfaisance ou une adminis-

- (2) Section 110 of the Act is amended by adding the following after subsection (1.7):
- (2) L'article 110 de la même loi est modifié 15 par adjonction, après le paragraphe (1.7), de ce qui suit:

Proof of hours

(1.8) A deduction under paragraph (1)(1) certifying the total number of hours of service performed by the taxpayer for a registered charity, a non-profit organization or a municipality or other public authority is issued by the and is filed with the taxpayer's return of income for the year.

(1.8) La déduction prévue à l'alinéa (1)1) shall not be allowed unless a prescribed form 20 n'est permise que si le contribuable présente avec sa déclaration de revenu pour l'année le 20 formulaire prescrit délivré par l'organisme de bienfaisance enregistré, l'organisation à but non lucratif ou la municipalité ou autre adminischarity, organization, municipality or authority 25 tration à qui il a rendu les services et qui atteste le nombre total d'heures qu'il lui a consacrées. 25

Preuve des ervices

Registres et

2. Section 230 of the Act is amended by adding the following after subsection (2.1):

Records and books of account

- (2.2) Every registered charity, non-profit organization or municipality or other public authority that issues a certificate pursuant to subsection 110(1.8) shall keep records and books of account at an address in Canada recorded with the Minister or designated by the Minister containing
 - (a) a duplicate of each such certificate; and 10 continuent ce qui suit:
 - (b) other information in such form as will enable the Minister to verify the hours of service provided to the charity, organization, municipality or authority for which a deduction is available under this Act. 15

- 2. L'article 230 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2.1), de ce qui suit:
- (2.2) Tout organisme de bienfaisance enregistré, organisation à but non lucratif ou 5 livres de 5 municipalité ou autre administration qui délivre des attestations en application du paragraphe 110(1.8) doit tenir des registres et des livres de comptes à une adresse au Canada, enregistrée auprès du ministre ou désignée par lui, qui 10
 - a) un double de chaque attestation ainsi délivrée:
 - b) d'autres renseignements sous une forme qui permet au ministre de vérifier le nombre 15 d'heures de services qui ont été rendus à cet organisme, organisation, municipalité ou administration et qui donnent droit à une déduction aux termes de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca

C-217

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008/

C-217

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANAL

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

PROJET DE LOI C-217

An Act to amend the Employment Insurance Act and the Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et le Code canadien Canada Labour Code (compassionate care benefits for caregivers)

du travail (prestations de soignant)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

The purpose of this enactment is to extend the benefit period and the maximum number of weeks of benefits payable to persons on compassionate care leave.

SOMMAIRE

Le texte vise à prolonger la période de prestations et le nombre maximum de semaines de prestations dont peuvent bénéficier les personnes en congé de soignant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-217

PROJET DE LOI C-217

An Act to amend the Employment Insurance Act and the Canada Labour Code (compassionate care benefits for caregivers)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi et le Code canadien du travail (prestations de soignant)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1996, c. 23

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

1. Paragraphs 10(15)(b) and (c) of the the following:

- (b) no extension under subsection (13.1) or (13.2) may result in a benefit period of more than 78 weeks; and
- (c) no extension under subsection (13.3) may 10 result in a benefit period of more than 93 weeks.

2. (1) Paragraph 12(3)(d) of the Act is replaced by the following:

(d) because the claimant is providing care or 15 support to one or more family members described in subsection 23.1(2), is 26.

(2) Subsection 12(4.1) of the Act is replaced by the following:

Maximum compassionate care benefits

(4.1) Even if more than one claim is made, or 20 certificate is issued, in respect of the same family member, the maximum number of weeks of benefits payable under section 23.1 is 26 weeks during the period of 52 weeks beginning with the first day of the week referred to in 25 six semaines au cours de la période de paragraph 23.1(4)(a).

LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

- 1. Les alinéas 10(15)b) et c) de la Loi sur Employment Insurance Act are replaced by 5 l'assurance-emploi sont remplacés par ce qui 5 suit:
 - b) soixante-dix-huit semaines, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes (13.1) ou (13.2);
 - c) quatre-vingt-treize semaines, dans le cas 10 d'une prolongation au titre du paragraphe (13.3).

2. (1) L'alinéa 12(3)(d) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

- d) dans le cas de soins ou de soutien à 15 donner à un ou plusieurs membres de la famille visés au paragraphe 23.1(2), vingt-six semaines.
- (2) Le paragraphe 12(4.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (4.1) Même si plus d'une demande de prestations est présentée ou plus d'un certificat est délivré relativement au même membre de la famille, les prestations prévues à l'article 23.1 ne peuvent être versées pendant plus de vingt-25 cinquante-deux semaines qui commence au début de la semaine visée à l'alinéa 23.1(4)a).

prestations de soignant

(3) Paragraphs 12(5)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) is extended under subsection 10(13.1) or (13.2), the maximum number of combined weeks is 76; and
- (c) is extended under subsection 10(13.3), the maximum number of combined weeks is 91.

3. Paragraphs 23(3.3)(b) and (c) of the Act are replaced by the following:

- (b) for an extension under subsection (3.21) or (3.22), 78 weeks; and
- (c) for an extension under subsection (3.23), 93 weeks.

4. (1) The portion of paragraph 23.1(2)(a) 15 of the Act before subparagraph (i) is replaced by the following:

- (a) a family member of the claimant has a serious medical condition with a significant risk of death within 52 weeks 20
- (2) Subparagraph 23.1(4)(b)(iii) of the Act is replaced by the following:
 - (iii) the expiration of 52 weeks following the first day of the week referred to in 25 paragraph (a).

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

5. (1) The portion of subsection 206.3(2) of the Canada Labour Code before paragraph (a) is replaced by the following:

Entitlement to leave

- (2) Subject to subsections (3) to (8), every employee is entitled to and shall be granted a 30 l'employé a droit à un congé d'au plus leave of absence from employment of up to 52 weeks to provide care or support to a family member of the employee if a qualified medical practitioner issues a certificate stating that the family member has a serious medical condition 35 with a significant risk of death within 52 weeks from
- (2) Subparagraph 206.3(3)(b)(ii) of the Act is replaced by the following:

(3) Les alinéas 12(5)b) et c) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

- b) soixante-seize, dans le cas d'une prolongation au titre des paragraphes 10(13.1) ou (13.2);
 - c) quatre-vingt-onze, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe 10(13.3).

3. Les alinéas 23(3.3)b) et c) de la même loi 10 sont remplacés par ce qui suit:

- b) soixante-dix-huit semaines, dans le cas 10 d'une prolongation au titre des paragraphes (3.21) ou (3.22);
- c) quatre-vingt-treize semaines, dans le cas d'une prolongation au titre du paragraphe (3.23).15

4. (1) Le passage de l'alinéa 23.1(2)a) de la même loi précédant le sous-alinéa (i) est remplacé par ce qui suit:

- a) un membre de la famille du prestataire est gravement malade et le risque de décès est 20 important au cours des cinquante-deux semaines qui suivent:
- (2) Le sous-alinéa 23.1(4)b)(iii) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - (iii) la période de cinquante-deux semai- 25 nes qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa a) prend fin.

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

L.R., ch. L-2

Modalités d'attribution

- 5. (1) Le passage du paragraphe 206.3(2) du Code canadien du travail précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit : 30
- (2) Sous réserve des paragraphes (3) à (8), cinquante-deux semaines pour offrir des soins ou du soutien à un membre de la famille dans le cas où un médecin qualifié délivre un certificat 35 attestant que ce membre de la famille est gravement malade et que le risque de décès est important au cours des cinquante-deux semaines suivant:
- (2) Le sous-alinéa 206.3(3)b)(ii) de la 40 même loi est remplacé par ce qui suit:

- (ii) the expiration of $\underline{52}$ weeks following the first day of the week referred to in paragraph (a).
- (3) Subsection 206.3(7) of the Act is replaced by the following:

Aggregate leave — more than one employee

- (7) The aggregate amount of leave that may be taken by two or more employees under this section in respect of the care or support of the same family member shall not exceed 52 weeks in the period referred to in subsection (3).
- (ii) la période de <u>cinquante-deux</u> semaines qui suit le début de la semaine visée à l'alinéa *a*) prend fin.
- (3) Le paragraphe 206.3(7) de la même loi 5 est remplacé par ce qui suit :
- (7) La durée maximale de l'ensemble des congés que peuvent prendre aux termes du présent article plusieurs employés pour le même membre de la famille pendant la période visée 10 au paragraphe (3) est de cinquante-deux semai- 10 nes

Durée maximale du congé plusieurs employés

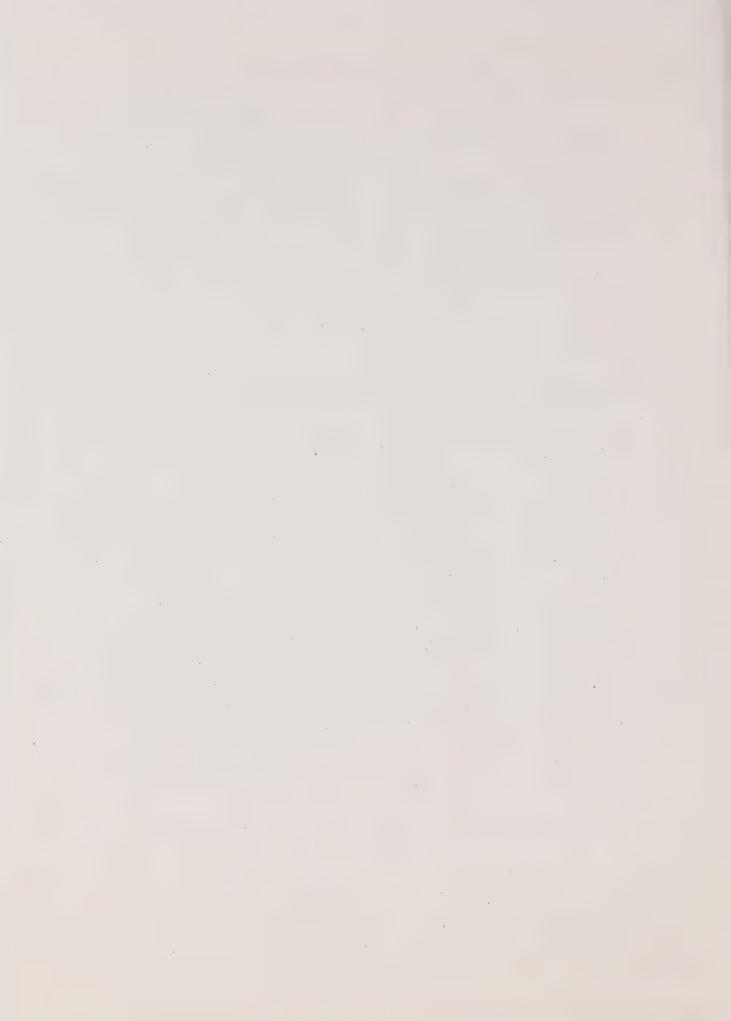


Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 055
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
http://publications.gc.ca





C-218

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-218

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-218

PROJET DE LOI C-218

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (increase of allowance for surviving spouse and children)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (augmentation de l'allocation des conjoints survivants et des enfants)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

The purpose of this enactment is to increase the allowance given to surviving spouses and children of Canadian Forces or Royal Canadian Mounted Police contributors from 50% to 60% of the contributor's annuity or allowance.

SOMMAIRE

Le texte vise à augmenter l'allocation versée au conjoint survivant et aux enfants d'un contributeur des Forces canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada afin de la faire passer de 50 % à 60 % de l'annuité ou de l'allocation du contributeur.

1st Session, 40th Parliament. 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-218

PROJET DE LOI C-218

An Act to amend the Canadian Forces Superannuation Act and the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act (increase of allowance for surviving spouse and children)

Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes et la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada (augmentation de l'allocation des conjoints survivants et des enfants)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

> CANADIAN FORCES SUPERANNUATION ACT

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DES FORCES CANADIENNES

Canada, édicte:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement

du Sénat et de la Chambre des communes du

L.R., ch. C-17

- 1. The portion of subsection 25(1) of the
- paragraph (a) is replaced by the following:

Benefits payable on death of retired member

R.S., c. C-17

25. (1) On the death of a contributor who, at the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or an annual contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period number of years of pensionable service to the contributor's credit, one eighty-third of the product so obtained being referred to in this section as the "basic allowance":

1. Le passage du paragraphe 25(1) de la Canadian Forces Superannuation Act before 5 Loi sur la pension de retraite des Forces 5 canadiennes précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

25. (1) Le survivant et les enfants du contributeur qui, à la date de son décès, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à 10 contributeur allowance, the survivor and children of the 10 une allocation annuelle ont droit, à compter de cette date, aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit de la solde annuelle moyenne reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sous-alinéa 15(1)a)(ii) par 15 specified in subparagraph 15(1)(a)(ii) by the 15 le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, un quatre-vingt-troisième du produit ainsi obtenu étant ci-après appelé «l'allocation de base»:

Prestations payables au décès d'un avant droit à une annuité ou allocation

L.R., ch. R-11

ROYAL CANADIAN MOUNTED POLICE R.S., c. R-11 SUPERANNUATION ACT

2. The portion of subsection 13(1) of the Royal Canadian Mounted Police Superannuation Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Benefits payable on death

13. (1) On the death of a contributor who, at 5 the time of the contributor's death, was entitled under this Part to an annuity or annual allowance, the survivor and children of the contributor are entitled to the following allowances, computed on the basis of the product 10 obtained by multiplying the average annual pay received by the contributor during the period specified in subparagraph 10(1)(a)(ii), by the number of years of pensionable service to the product so obtained being hereinafter referred to as the "basic allowance":

LOI SUR LA PENSION DE RETRAITE DE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA

2. Le passage du paragraphe 13(1) de la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

13. (1) Au décès d'un contributeur qui, à cette date, avait droit selon la présente partie à une annuité ou à une allocation annuelle, le survivant et les enfants du contributeur ont droit aux allocations suivantes, calculées sur la base du produit obtenu au moyen de la multiplication 10 de la solde annuelle moyenne, reçue par le contributeur durant la période spécifiée au sousalinéa 10(1)a)(ii), par le nombre d'années de service ouvrant droit à pension à son crédit, un contributor's credit, one eighty-third of the 15 quatre-vingt-troisième du produit ainsi obtenu 15 étant ci-après appelé « l'allocation de base » :

5 Prestations payables au décès



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

CA1 XE

C-219

C-219

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

PROJET DE LOI C-219

An Act to amend the Fisheries Act (deposit in lakes)	Loi modifiant la Loi sur les pêches (immersion ou rejet dans un lac)

SOMMAIRE

This enactment prohibits the use of lakes for depositing deleterious substances.

Le texte vise à interdire l'immersion ou le rejet de substances nocives dans un lac.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-219

PROJET DE LOI C-219

An Act to amend the Fisheries Act (deposit in lakes)

Loi modifiant la Loi sur les pêches (immersion ou rejet dans un lac)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. F-14

FISHERIES ACT

1. Section 36 of the Fisheries Act is subsection (5):

Limitation

(5.1) No lake may be prescribed for the purpose of authorizing the deposit of any quantity or concentration of a deleterious substance or class thereof.

LOI SUR LES PÊCHES

L.R., ch. F-14

- 1. L'article 36 de la Loi sur les pêches est amended by adding the following after 5 modifié par adjonction, après le paragraphe 5 (5), de ce qui suit:
 - (5.1) Ne peut être autorisé par règlement Restriction l'immersion ou le rejet dans un lac de quelque quantité ou degré de concentration que ce soit 10 de substances nocives ou de catégories de 10 substances nocives.



401024

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

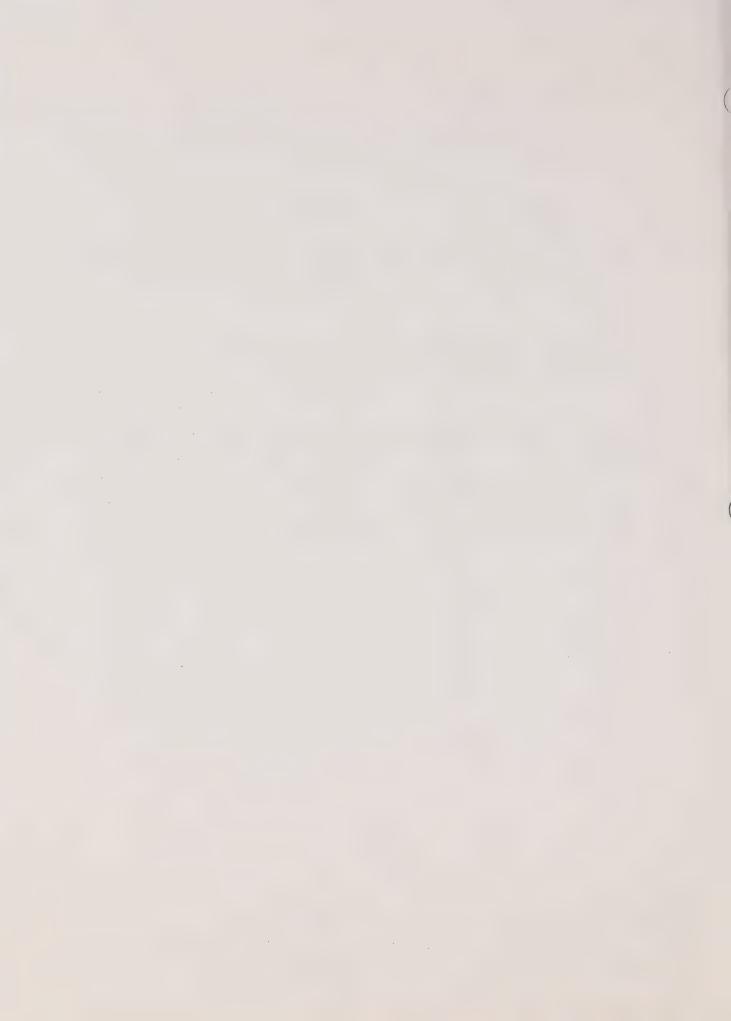
publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-220

C-220

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

PROJET DE LOI C-220

arrangements)

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on funeral Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les arrangements de services funéraires)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY ·

This enactment amends the *Excise Tax Act* to eliminate the goods and services tax (GST) on the sale of goods and services under an arrangement for funeral services.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la taxe d'accise* afin de soustraire la vente de produits et services aux termes d'arrangements de services funéraires à l'application de la taxe sur les produits et services (TPS).

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-220

PROJET DE LOI C-220

An Act to amend the Excise Tax Act (no GST on funeral arrangements)

Loi modifiant la Loi sur la taxe d'accise (aucune TPS sur les arrangements de services funéraires)

R.S., c. E-15

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Schedule VI to the Excise Tax Act is **X**:

PART XI

FUNERAL ARRANGEMENTS

1. A supply of goods and services under an arrangement for funeral services in respect of an individual, including the provision of a coffin, a funeral, burial or cremation of the individual that is provided under the arrangement.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. E-15

1. L'annexe VI de la Loi sur la taxe amended by adding the following after Part 5 d'accise est modifiée par adjonction, après 5 la partie X, de ce qui suit:

PARTIE XI

ARRANGEMENTS DE SERVICES **FUNÉRAIRES**

1. La fourniture de biens et services aux termes d'arrangements de services funéraires relativement à un particulier, y compris la headstone or any other property relating to the 10 livraison d'un cercueil, d'une pierre tombale 10 ou d'un autre bien lié aux funérailles, à l'enterrement ou à la crémation du particulier prévu par les arrangements.



401021

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

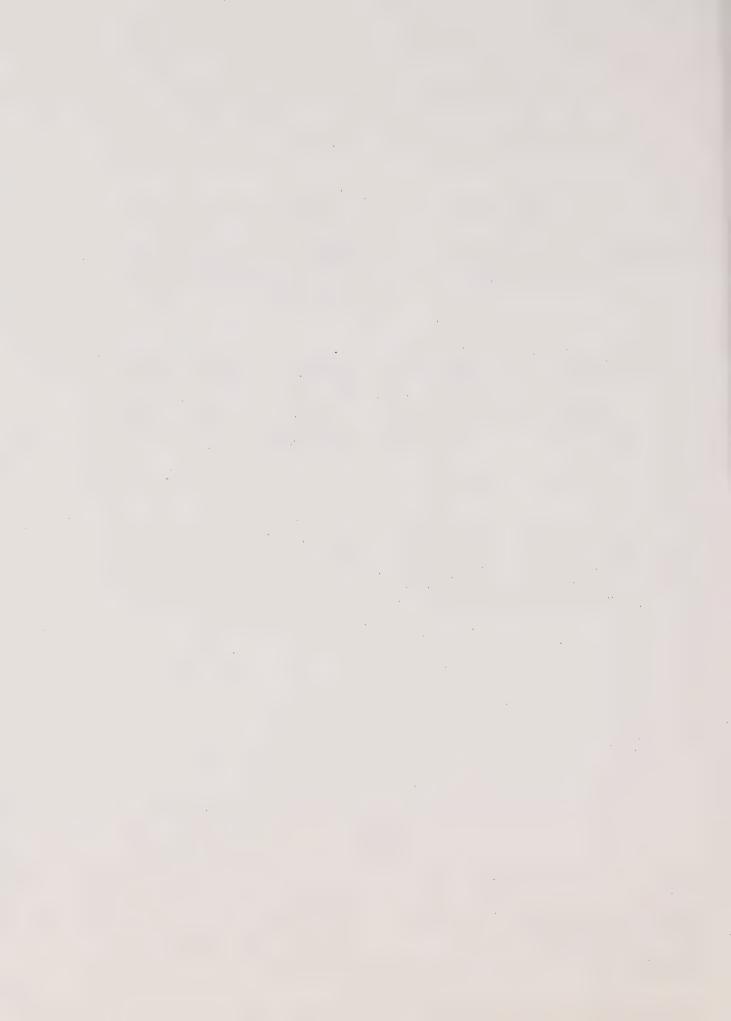
Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-221

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-221

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

PROJET DE LOI C-221

An Act to amend the Criminal Code (peace officers)	Loi modifiant le Code criminel (agents de la paix)
FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

Mr. Stoffer M. Stoffer

This enactment amends the *Criminal Code* to impose more severe penalties on persons who assault peace officers and to eliminate the possibility of parole for those who murder peace officers.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin d'imposer des peines plus sévères à la personne qui se livre à des voies de fait sur un agent de la paix et d'éliminer la possibilité de libération conditionnelle pour le meurtrier d'un agent de la paix.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-221

PROJET DE LOI C-221

An Act to amend the Criminal Code (peace officers)

Loi modifiant le Code criminel (agents de la paix)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. (1) Subsection 235(1) of the Criminal Code is replaced by the following:

Punishment for murder

- 235. (1) Subject to subsection (3), every one who commits first degree murder or second degree murder is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to imprisonment for life.
- (2) Section 235 of the Act is amended by 10 adding the following after subsection (2):

Punishment for murder of a neace officer

(3) For the purposes of Part XXIII, every one who commits first degree murder when the victim is a peace officer is guilty of an indictable offence and shall be sentenced to 15 criminel et doit être condamné à l'emprisonneimprisonment for life without eligibility for parole.

2. Subsection 270(2) of the Act is replaced by the following:

Punishment

- (2) Every one who commits an offence under 20 subsection (1) is guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding ten years and to a minimum punishment of imprisonment for a term of four years.
- 3. (1) Section 745 of the French version of 25 the Act is replaced by the following:

Emprisonnement à perpétuité

745. Sous réserve de l'article 745.1, en cas de condamnation à l'emprisonnement à perpétuité:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. (1) Le paragraphe 235(1) du Code 5 criminel est remplacé par ce qui suit :

235. (1) Sous réserve du paragraphe (3), quiconque commet un meurtre au premier degré ou un meurtre au deuxième degré est coupable d'un acte criminel et doit être condamné à l'emprisonnement à perpétuité. 10

(2) L'article 235 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:

(3) Pour l'application de la partie XXIII, quiconque commet un meurtre au premier degré 15 meurtre d'un sur un agent de la paix est coupable d'un acte ment à perpétuité sans bénéfice de la libération conditionnelle.

2. Le paragraphe 270(2) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit:

(2) Quiconque commet une infraction visée Peine au paragraphe (1) est coupable d'un acte criminel et passible d'un emprisonnement maximal de dix ans, la peine minimale étant 25 de quatre ans.

3. (1) L'article 745 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit:

745. Sous réserve de l'article 745.1, en cas Emprisonnement de condamnation à l'emprisonnement à perpé- 30 à perpétuité tuité:

401037

L.R., ch. C-46

Peine pour

meurtre

agent de la paix

- a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;
- b) pour meurtre au deuxième degré, dans le 5 cas d'une personne qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au 10 moins vingt-cinq ans de la peine;
- b.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas où l'accusé a déjà été reconnu coupable d'une infraction visée aux articles 4 ou 6 de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les 15 crimes de guerre qui avait à son origine le meurtre intentionnel, prémédité ou non, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;
- c) pour meurtre au deuxième degré, <u>le</u> bénéfice de la libération conditionnelle est <u>subordonné</u> à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de 25 l'article 745.4;
- d) pour toute autre infraction, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'application des conditions normalement prévues.
- (2) Section 745 of the Act is amended by adding the following after paragraph (a):
 - (a.1) despite paragraph (a), in respect of a person who has been convicted of first degree murder where the victim is a peace officer, 35 that the person be sentenced to imprisonment for life without eligibility for parole;
- 4. Subsection 745.6(2) of the Act is replaced by the following:
- (2) An application under subsection (1) may 40 not be made by a person who has been convicted of

- a) pour haute trahison ou meurtre au premier degré, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;
- b) pour meurtre au deuxième degré, dans le 5 cas d'une personne qui a déjà été condamnée pour homicide coupable équivalant à meurtre, peu importe sa qualification dans la présente loi, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au 10 moins vingt-cinq ans de la peine;
- b.1) pour meurtre au deuxième degré, dans le cas où l'accusé a déjà été reconnu coupable d'une infraction visée aux articles 4 ou 6 de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les 15 crimes de guerre qui avait à son origine le meurtre intentionnel, prémédité ou non, le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné à l'accomplissement d'au moins vingt-cinq ans de la peine;
- c) pour meurtre au deuxième degré, <u>le</u> bénéfice de la libération conditionnelle est <u>subordonné</u> à l'accomplissement d'au moins dix ans de la peine, délai que le juge peut porter à au plus vingt-cinq ans en vertu de 25 l'article 745.4;
- d) pour toute autre infraction, <u>le bénéfice de la libération conditionnelle est subordonné</u> à l'application des conditions normalement prévues.
- (2) L'article 745 de la même loi est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :
 - a.1) malgré l'alinéa a), pour meurtre au premier degré, lorsque la victime est un agent 35 de la paix, la personne qui a été reconnue coupable ne bénéficie pas de la libération conditionnelle:
- 4. Le paragraphe 745.6(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (2) Une demande <u>visée au</u> paragraphe (1) ne peut <u>être présentée par</u> une personne déclarée coupable:

Exceptions

Exceptions

- (a) more than one murder, whether or not proceedings were commenced in respect of any of the murders before another murder was committed; and
- (b) first degree murder where the victim is a 5 peace officer.
- <u>a)</u> de plus d'un meurtre, que des procédures aient ou non été engagées à l'égard d'un des meurtres au moment de la commission d'un autre meurtre;
- b) de meurtre au premier degré, lorsque la 5 victime est un agent de la paix.



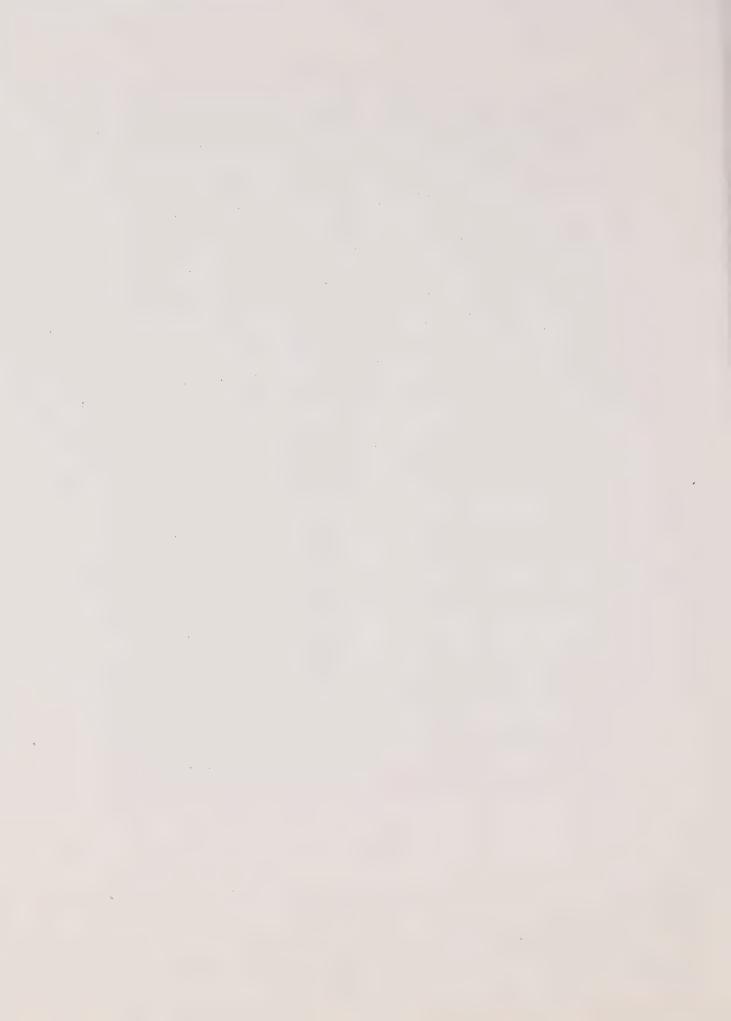
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-222

C-222

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

PROJET DE LOI C-222

amateur sport fees)

An Act to amend the Income Tax Act (physical activity and Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais liés à la pratique d'une activité physique et d'un sport amateur)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow the deduction of fees paid by an individual for his or her participation, or the participation of a dependant of the individual, in physical activity or amateur sport.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'autoriser la déduction des frais payés par un particulier pour la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur par lui ou une personne à sa charge.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-222

PROJET DE LOI C-222

An Act to amend the Income Tax Act (physical activity and amateur sport fees)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (frais liés à la pratique d'une activité physique et d'un sport amateur)

Preamble

Whereas physical activity and amateur sport are key elements in promoting the physical and mental health of Canadians and need to the encouraged;

Whereas the fees for participating in physical 5 activity or amateur sport are often high;

And whereas tax laws must allow the deduction of those fees in order to lower the tax burden of Canadians:

Attendu:

que l'activité physique et le sport amateur sont des éléments clés de la promotion de la santé physique et mentale des Canadiens et

doivent être encouragés;

que les frais entraînés par la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur sont souvent élevés:

que les lois fiscales doivent permettre la déduction de ces frais afin d'alléger le 10 fardeau fiscal des Canadiens.

R.S., c. 1 (5th Supp.) Now, therefore, Her Majesty, by and with the 10 Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 1

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 118.95:

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 15 modifiée par adjonction, après l'article 118.95, de ce qui suit:

118.96 (1) Le montant obtenu par la formule

l'impôt payable par un particulier en vertu de la 20 physique ou

suivante peut être déduit dans le calcul de

présente partie pour une année d'imposition:

A x B

Credit for the cost of participating in physical activity or amateur sport

118.96 (1) For the purpose of computing the 15 tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted an amount determined by the formula

 $A \times B$

20 où:

where

A is the appropriate percentage for the year; A représente le taux de base pour l'année; and

401039

Préambule

Crédit pour frais

liés à la pratique

d'une activité

d'un sport

B is the total of all fees paid by the individual in the year for the individual or a dependant of the individual to participate in physical activity or amateur sport.

Definitions

(2) The definitions in this subsection apply in 5 this section.

"amateur sport "
«sport
amateur»

"amateur sport" means any sport in which the individual or a dependant participates without receiving any remuneration.

"dependant" «personne à charge» "dependant" means a person who in a taxation 10 year is the child, grandchild, niece or nephew of the individual or of the individual's spouse or common-law partner, and who resides with the individual or the individual's spouse or common-law partner in Canada at any time in the 15 year.

"physical activity" « activité physique » "physical activity" means any activity that requires the person performing it to develop specific skills and expend energy beyond what is required by the person for basic living 20 functions.

Filing of vouchers (3) The individual shall file, with the individual's return of income for the year, vouchers setting out the fees paid by the individual for the participation of the individual 25 or a dependant of the individual in physical activity or amateur sport.

Regulations

(4) The Governor in Council may make regulations prescribing the types of fees that may be deducted under subsection (1).

- B le total des montants qu'il a payés au cours de l'année pour la pratique d'une activité physique et d'un sport amateur par luimême ou une personne à sa charge.
- (2) Les définitions qui suivent s'appliquent 5 Définitions au présent article.

« activité physique » Activité qui exige de l'exécutant l'acquisition d'habiletés spécifiques et une dépense énergétique supérieure à celle requise pour accomplir les activités élémentaires 10

« activité physique » "physical activity"

de la vie.

« personne à charge » Personne qui, au cours d'une année d'imposition, est l'enfant, le petitenfant, le neveu ou la nièce du particulier ou de son époux ou conjoint de fait, et qui réside avec 15 lui au Canada à un moment de l'année.

«personne à charge» "dependant"

« sport amateur » Tout sport que le particulier ou une personne à sa charge pratique sans rémunération.

« sport amateur » "amateur sport"

- (3) Le particulier doit joindre à sa déclaration 20 Pièces de revenu pour l'année les pièces justificatives indiquant les montants qu'il a payés pour la pratique d'une activité physique ou d'un sport amateur par lui-même ou une personne à sa charge.
- (4) Le gouverneur en conseil peut, par règlement, préciser le type de frais pouvant être 30 déduits aux termes du paragraphe (1).



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Télécopieur : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca CAT YE LUST

C-223

C-223

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

PROJET DE LOI C-223

An Act to amend the Income Tax Act (community service group membership dues)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (cotisations de membre d'un groupe de services communautaires)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

Mr. Stoffer M. Stoffer

The purpose of this enactment is to allow members of community service groups a tax credit in respect of their annual membership dues.

SOMMAIRE

Le texte a pour objet de permettre aux membres des groupes de services communautaires d'obtenir un crédit d'impôt pour leurs cotisations annuelles.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-223

PROJET DE LOI C-223

An Act to amend the Income Tax Act (community service group membership dues)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (cotisations de membre d'un groupe de services communautaires)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 118.95:

118.96 (1) For the purpose of computing the tax payable under this Part by an individual for a taxation year, there may be deducted such amount as the individual claims not exceeding the amount determined by the formula

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

where

A is the appropriate percentage for the year;

- B is the lesser of \$200 and the total amount of annual dues paid by the individual in the 15 year to maintain his or her membership in one or more community service groups;
- C is the highest percentage referred to in subsection 117(2) that applies in determining tax that might be payable under this Part 20 for the year; and
- D is the total amount of annual dues paid by the individual in the year to maintain his or her membership in one or more community service groups.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 1 (5° suppl.)

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est 5 modifiée par adjonction, après l'article 5 118.95, de ce qui suit:

118.96 (1) Un particulier peut déduire, dans le calcul de son impôt payable en vertu de la présente partie pour une année d'imposition, un montant qui ne dépasse pas le montant calculé 10 communau-10 selon la formule suivante:

Crédit d'impôt pour la cotisation de membre d'un groupe de services taires

$$(A \times B) + [C \times (D - B)]$$

où:

A représente le taux de base pour l'année;

- le moins élevé de 200\$ et du montant total 15 des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour demeurer membre d'un ou de plusieurs groupes de services communautaires:
- le taux le plus élevé, mentionné au para-20 graphe 117(2), applicable au calcul de l'impôt qui pourrait être payable en vertu de la présente partie pour l'année;
- le montant total des cotisations annuelles payées par le particulier pour l'année pour 25 demeurer membre d'un ou de plusieurs groupes de services communautaires.

Credit for deduction by individual of community service group membership dues

Regulations

- (2) The Governor in Council may make regulations defining "community service group" and any expressions referred to in that definition for the purposes of subsection (1).
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), le gouverneur en conseil peut, par règlement, définir « groupe de services communautaires » ainsi que tout terme mentionné dans cette définition.

5

Règlement



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca C-224

C-224

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

PROJET DE LOI C-224

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing) FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008	Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droi logement)	
	PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008	

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

SOMMAIRE

This enactment amends the Canadian Bill of Rights to include the right to proper housing at a reasonable cost and free of unreasonable barriers.

Le texte modifie la *Déclaration canadienne des droits* en y ajoutant le droit à un logement adéquat à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-224

PROJET DE LOI C-224

An Act to amend the Canadian Bill of Rights (right to housing)

Loi modifiant la Déclaration canadienne des droits (droit au logement)

Preamble

1960, c. 44

Whereas the Parliament of Canada recognizes the dignity and worth of all individuals and acknowledges that individuals have the right to enjoy the security and benefits provided by proper housing;

And whereas continued access to proper housing, free of unreasonable financial or other barriers, is necessary to ensure that right;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 1 of the Canadian Bill of Rights is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) the right of the individual to proper 15 housing, at a reasonable cost and free of unreasonable barriers:

Attendu:

que le Parlement du Canada reconnaît la dignité et la valeur de tous les individus et que chacun a droit à la sécurité et aux avantages que procure un logement adéquat; 5

que l'exercice de ce droit passe par l'accès permanent à un logement adéquat, sans obstacles injustifiés, notamment financiers,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement 1960, ch. 44 advice and consent of the Senate and House of 10 du Sénat et de la Chambre des communes du 10 Canada, édicte:

Préambule

1. L'article 1 de la Déclaration canadienne des droits est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) le droit de l'individu à un logement 15 adéquat, à un prix raisonnable et sans obstacles injustifiés;



401068

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

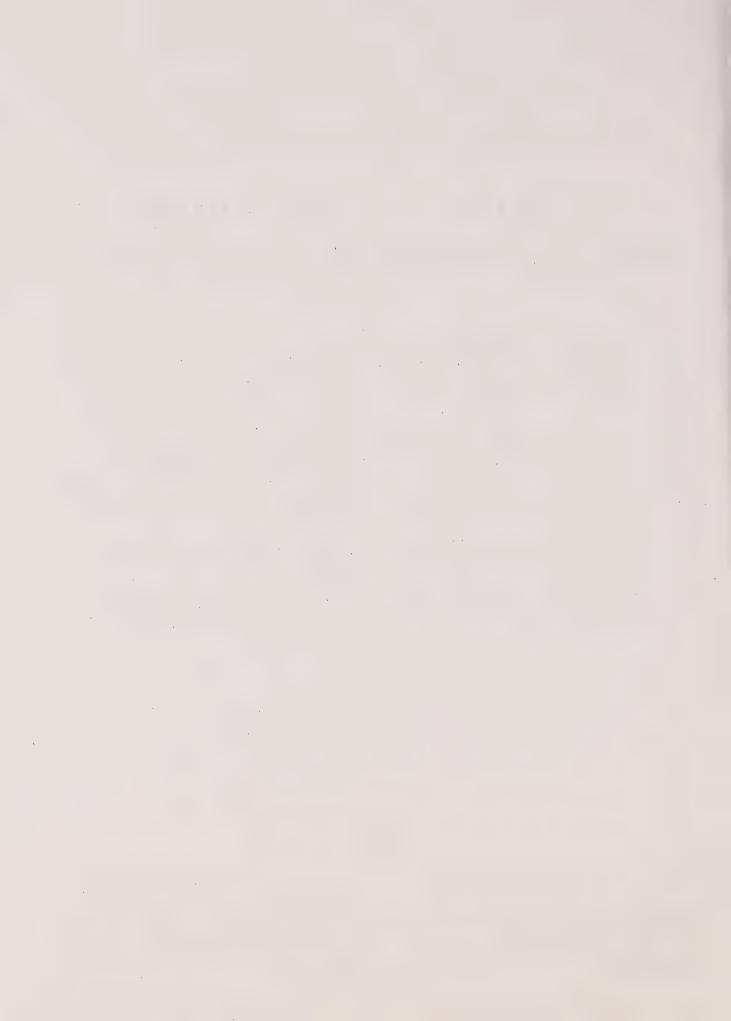
publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-225

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-225

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

PROJET DE LOI C-225

An Act to amend the Income Tax Act (expenses incurred by caregivers)	Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dépenses engagées par les aidants naturels)

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment amends the *Income Tax Act* to allow a taxpayer who provides care to a member of the taxpayer's family — "member of the taxpayer's family" being defined in a broad sense — to deduct the cost of reasonably necessary goods, equipment and services purchased or leased in order to care for the individual if the individual is entitled to an impairment credit under section 118.3 of that Act.

A taxpayer may be a caregiver by voluntary act. It is not necessary that the nearest relative be the caregiver.

Expenses that would be incurred if the member of the taxpayer's family were not impaired, such as for food, normal household supplies and normal utilities, are excluded.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin de permettre au contribuable qui prend soin d'un membre de sa famille — défini dans un sens large — de déduire le coût des biens, équipements et services raisonnablement nécessaires qu'il a achetés ou loués à cette fin pourvu qu'il soit admissible à un crédit d'impôt pour déficience en application de l'article 118.3 de cette loi.

Tout contribuable peut, de son gré, devenir aidant naturel. Il n'est pas nécessaire qu'il s'agisse du plus proche parent.

Sont exclues les dépenses — telles les dépenses de nourriture et les dépenses normales d'articles ménagers ou de services publics — qui seraient faites si le membre de la famille n'avait pas de déficience.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-225

PROJET DE LOI C-225

An Act to amend the Income Tax Act (expenses incurred by caregivers)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (dépenses engagées par les aidants naturels)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Definitions

"caregiver

« dépense de l'aidant

expense'

naturel »

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Income Tax Act is amended by adding the following after section 118.4:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. La Loi de l'impôt sur le revenu est

5 modifiée par adjonction, après l'article 118.4, 5

de ce qui suit:

déficience.

L.R., ch. 1 (5e suppl.)

118.41 (1) The definitions in this subsection apply in this section.

Définitions

"caregiver expense" means the cost of purchasing or leasing any goods, equipment or services prescribed by the regulations that are reasonably 10 necessary to enable the taxpayer to care for an individual mentioned in subsection (2), including special equipment, services or modifications brought to a dwelling in order to feed, protect and care for the individual or to improve the 15 individual's mobility or general well-being, but does not include the cost of food, household supplies, normal utilities and other household expenses that would normally have been incurred by the individual if the individual were 20 not impaired.

118.41 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent au présent article.

« dépense de l'aidant naturel » S'entend du coût

ou de services, visés par règlement, raisonna-

blement nécessaires au contribuable pour lui

permettre de prendre soin d'un particulier visé au paragraphe (2), y compris l'équipement

apportées à une habitation pour le nourrir, le

protéger ou en prendre soin ou pour améliorer

sa mobilité ou son bien-être. Sont toutefois

exclus de la présente définition le coût de la nourriture, des articles ménagers et des services 20

publics normaux et les autres dépenses ména-

gères qui auraient normalement été engagées

par le particulier s'il n'avait pas eu de

spécial, les services ou les modifications 15

« dépense de d'achat ou de location de biens, d'équipement 10 l'aidant naturel » "caregiver" expense"

"member of the taxpayer's family" includes

(a) the taxpayer's spouse or common-law partner; and

« membre de la famille du contribuable » Vise : 25 « membre de la

a) l'époux ou le conjoint de fait du contribuable:

famille du contribuable » "member of the taxpayer's family'

taxpayer's family' « membre de la famille du contribuable»

"member of the

- (b) the taxpayer's child, grandchild, parent, grandparent, sibling, aunt or uncle, or a person in an equivalent relationship with the taxpayer as a result of
 - (i) marriage, or
 - (ii) a common-law relationship.

Deduction for caregiver expenses

- (2) There may be deducted from the taxable income of a taxpayer for a taxation year the aggregate of all amounts each of which is an amount paid in the year by the taxpayer for 10 caregiver expenses necessary to care for an individual who was, in the year,
 - (a) a member of the taxpayer's family;
 - (b) entitled to a credit under section 118.3 in respect of an impairment; and 15
 - (c) as a result of a normal family obligation or the voluntary undertaking by the taxpayer to be a caregiver, dependent on the taxpayer for care by reason of the impairment.

- b) le fils, la fille, le petit-fils, la petite-fille, le père, la mère, le grand-père, la grand-mère, le frère, la soeur, la tante ou l'oncle du contribuable ou toute personne qui se trouve liée de façon similaire à celui-ci du fait:
 - (i) soit d'un mariage,
 - (ii) soit d'une union de fait.
- (2) Peut être déduit du revenu imposable d'un contribuable pour une année d'imposition le total des montants représentant chacun une 10 dépense de l'aidant naturel engagée par le contribuable au cours de l'année d'imposition nécessaire pour prendre soin d'un particulier qui, au cours de cette année, remplissait les conditions suivantes:

Déduction des dépenses de l'aidant naturel

- *a*) il était un membre de la famille du contribuable;
- b) il avait droit à un crédit d'impôt en application de l'article 118.3 du fait d'une déficience; 20
- c) en raison de sa déficience, il était à la charge du contribuable pour ses soins du fait d'une obligation familiale normale ou de la volonté de ce dernier d'être aidant naturel.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C-226 First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-226

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

PROJET DE LOI C-226

An Act to propose and examine a program giving financial Loi visant à proposer et examiner un programme d'aide assistance to high-school students visiting military memorial sites abroad

financière à l'intention des élèves du niveau secondaire qui visitent les lieux commémoratifs militaires à l'étranger

FIRST READING, NOVEMBER 21, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 21 NOVEMBRE 2008

MR. STOFFER

M. STOFFER

SUMMARY

This enactment requires the Minister of Canadian Heritage to initiate a process for proposing and considering a program to give financial assistance to groups of high-school students travelling to visit military memorial sites abroad.

SOMMAIRE

Le texte exige que le ministre du Patrimoine canadien mette en place un processus pour proposer et examiner la possibilité d'un programme d'aide financière à l'intention des groupes d'élèves du niveau secondaire qui voyagent à l'étranger pour visiter les lieux commémoratifs militaires.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-226

PROJET DE LOI C-226

An Act to propose and examine a program giving financial assistance to high-school students visiting military memorial sites abroad

Loi visant à proposer et examiner un programme d'aide financière à l'intention des élèves du niveau secondaire qui visitent les lieux commémoratifs militaires à l'étranger

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Assistance to Students Visiting Military Memorial Sites 5 commémoratifs militaires à l'étranger. Abroad Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur l'aide aux élèves visitant les lieux

Titre abrégé

INTERPRETATION

Definition of "Minister"

2. In this Act, "Minister" means the Minister of Canadian Heritage.

DÉFINITION

2. Dans la présente loi, « ministre » s'entend du ministre du Patrimoine canadien.

Définition de « ministre »

PREPARATION OF REPORT

Consultation by Minister

- 3. (1) The Minister shall, in consultation with
 - (a) the Canadian Forces,
 - (b) the Royal Canadian Legion,
 - (c) the Canadian Merchant Navy Veterans Association Incorporated,
 - (d) the National Council of Veterans Asso-15 ciations,
 - (e) any other association of war veterans that the Minister designates,
 - (f) representatives of ministers of the Crown responsible for education in every province, 20 and

ÉTABLISSEMENT DU RAPPORT

3. (1) Le ministre établit, après avoir 10 consulté les entités et personnes mentionnées ci-après, un rapport proposant un programme 10 d'aide à l'intention des groupes d'élèves du niveau secondaire au Canada qui voyagent à l'étranger pour visiter les lieux commémorant les services et les sacrifices des membres des Forces canadiennes, des membres de la marine 15 marchande et des civils qui ont servi, ont été blessés ou sont morts lors de guerres et de conflits:

- a) les Forces canadiennes;
- b) la Légion royale canadienne;

c) Les Anciens combattants de l'Association de la Marine marchande canadienne Incorporée;

Consultation par le ministre

20

401053

(g) such other persons or organizations as the Minister designates,

prepare a report that proposes a program to assist students attending a high school in Canada who are travelling as part of a group 5 to visit sites abroad that memorialize the service and sacrifice of members of the Canadian Forces, members of the merchant navy and civilians who served, suffered injury or died in past wars and conflicts.

Recommenda-

- (2) The report shall include recommendations as to
 - (a) whether qualifications should be established for participation in the program;
 - (b) whether the program should have a 15 specified educational element; and
 - (c) what proportion of the cost of such a visit should be paid from public funds.

REPORT TO PARLIAMENT

Report laid before Parliament

Referral to

committee

- 4. The Minister shall cause the report described in section 3 to be laid before each 20 l'article 3 devant chaque chambre du Parlement House of Parliament not later than the fifth day on which that House is sitting following the first anniversary of the day on which this Act comes into force.

5. On being laid before a House of Parlia-25 ment, the report shall be automatically referred to the standing committee of the House that normally deals with veterans' affairs for consideration and report to the House.

STATEMENT BY MINISTER

Announcement by Minister re program

6. After the standing committee of each 30 House of Parliament has made a report under section 5 and the House has considered the report, or has sat for 50 days after receiving the report, whichever occurs first, the Minister shall make a statement to the House of Commons 35 communes une déclaration annoncant soit la announcing the steps that will be taken to establish and fund the program or giving reasons why the program will not be established, and shall cause a copy of the statement to be laid before the Senate.

- d) le Conseil national des associations d'anciens combattants:
- e) toute autre association d'anciens combattants qu'il désigne;
- f) les représentants des ministres de l'éduca- 5 tion des provinces;
- g) toute autre personne ou entité qu'il désigne.
- (2) Le rapport contient des recommandations concernant:

Recommanda-10 tions

- a) l'opportunité d'établir des critères d'admissibilité au programme;
- b) l'opportunité d'inclure au programme un volet éducatif déterminé:
- c) la proportion du coût de ces visites à payer 15 sur les fonds publics.

RAPPORT AU PARLEMENT

4. Le ministre fait déposer le rapport visé à au plus tard le cinquième jour de séance de celle-ci qui suit le premier anniversaire de 20 l'entrée en vigueur de la présente loi.

Dépôt du rapport au Parlement

Renvoi au

comité

5. Le rapport déposé devant une chambre du Parlement est automatiquement renvoyé, pour étude et rapport, au comité permanent de celleci habituellement chargé des questions touchant 25 les anciens combattants.

DÉCLARATION DU MINISTRE

6. Après que le comité permanent de chaque chambre du Parlement a présenté son rapport aux termes de l'article 5 et que celle-ci l'a examiné ou, sinon, a siégé cinquante jours après 30 l'avoir recu, le ministre fait à la Chambre des prise de mesures visant la création et le financement du programme, soit les motifs pour lesquels le programme ne sera pas créé, et fait 35 déposer le texte de la déclaration devant le 40 Sénat.

Annonce du ministre concernant le programme

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

C-227

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-227

remière session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

PROJET DE LOI C-227

An Act to amend the Income Tax Act (travel and Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des accommodation deduction for tradespersons)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des frais de déplacement et de logement pour les gens de métier)

FIRST READING, NOVEMBER 24, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 24 NOVEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment allows tradespersons and indentured apprentices to deduct from their taxable income any travel and accommodation expenses that they have incurred in order to secure and maintain employment in a construction activity at a job site that is located at least 80 kilometres away from their ordinary place of residence.

SOMMAIRE

Le texte permet aux gens de métier et aux apprentis liés par contrat de déduire de leur revenu imposable les frais de déplacement et de logement qu'ils ont engagés afin d'obtenir et de garder un emploi dans le domaine de la construction sur un chantier situé à au moins quatre-vingts kilomètres de leur lieu habituel de résidence.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-227

PROJET DE LOI C-227

An Act to amend the Income Tax Act (travel and accommodation deduction for tradespersons)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction des frais de déplacement et de logement pour les gens de métier)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 8(1) of the Income Tax Act is paragraph (q):

- (a.1) amounts expended in the year by a taxpayer in respect of travel and accommodation expenses incurred by the taxpayer in order to secure and maintain employment as a 10 duly qualified tradesperson or an indentured apprentice in a construction activity at a job site that was located at least 80 kilometres away from the taxpayer's ordinary place of residence, if the taxpayer 15
 - (i) was required under the contract of employment to pay those expenses,
 - (ii) did not receive from his or her employer an allowance in respect of those expenses that is excluded from the tax-20 payer's income under paragraph 6(1)(b), and
 - (iii) does not claim those expenses as a deduction for the year under any other provision of this Act; 25

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 1

(5e suppl.)

- 1. Le paragraphe 8(1) de la Loi de l'impôt amended by adding the following after 5 sur le revenu est modifié par adjonction, 5 après l'alinéa q), de ce qui suit:
 - a.1) les dépenses faites au cours de l'année par un contribuable pour le déplacement et le logement afin d'obtenir et de garder un emploi à titre de personne de métier dûment 10 qualifiée ou d'apprenti lié par contrat pour des activités de construction sur un chantier situé à au moins quatre-vingts kilomètres de son lieu habituel de résidence, s'il:
 - (i) est tenu de payer ces dépenses aux 15 termes de son contrat d'emploi,
 - (ii) n'a reçu de son employeur, relativement à ces dépenses, aucune allocation qui est exclue de son revenu aux termes de l'alinéa 6(1)b),
 - (iii) ne demande, relativement à ces dépenses, aucune déduction pour l'année au titre des autres dispositions de la présente loi;



401158

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

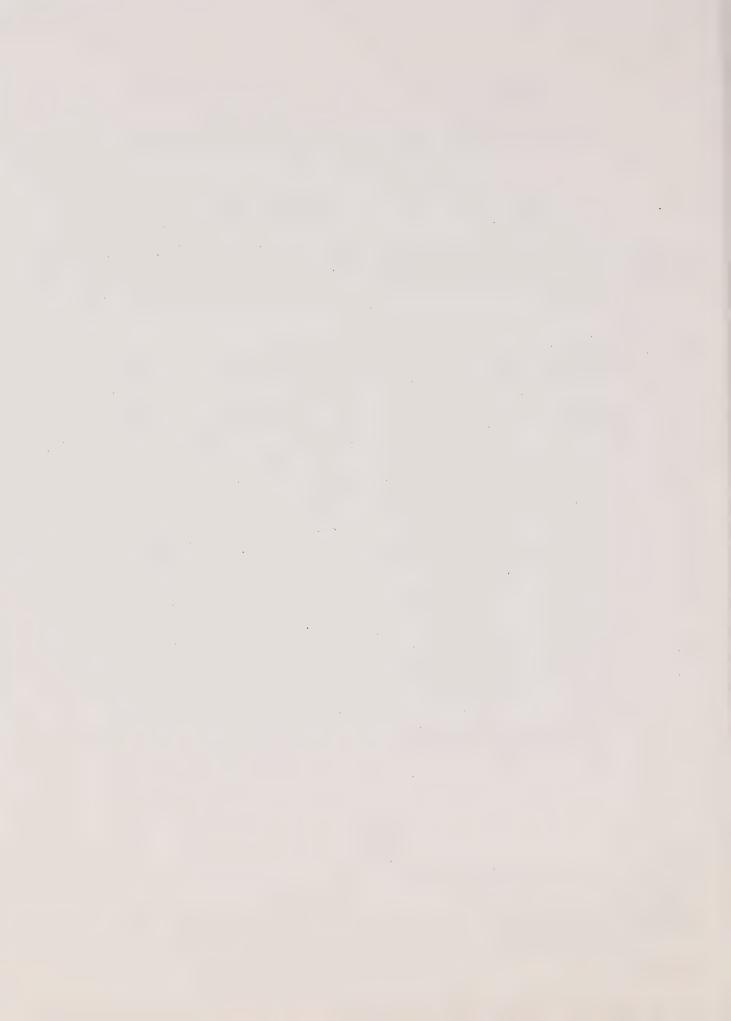
publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-228

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-228

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

PROJET DE LOI C-228

An Act respecting the preservation of Canada's water resources

Loi concernant la préservation des ressources en eau du Canada

FIRST READING, NOVEMBER 25, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 25 NOVEMBRE 2008

SUMMARY This enactment prohibits the removal of water in bulk from major drainage basins in Canada. Le texte interdit le captage massif d'eau des grands bassins hydrographiques du Canada.

1st Session, 40th Parliament. 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-228

PROJET DE LOI C-228

An Act respecting the preservation of Canada's water resources

Loi concernant la préservation des ressources en eau du Canada

Preamble

Whereas Canada must protect the integrity of its ecosystems from the harmful impacts of large-scale removals of freshwater from the nation's major drainage basins;

Whereas future demand for water in North 5 America and around the world will create added pressures on Canada's freshwater resources:

And whereas protecting Canadians' common freshwater heritage from the environmental effects of removal of water in bulk requires a 10 consistent approach across political jurisdictions:

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

que le Canada doit protéger l'intégrité de ses écosystèmes contre les conséquences néfastes des prélèvements de grands volumes d'eau douce des grands bassins hydrographiques 5 canadiens;

que la demande d'eau future en Amérique du Nord et dans le monde exercera une pression supplémentaire sur les ressources en eau douce du Canada; 10

que les sphères politiques doivent agir de manière cohérente pour protéger le patrimoine canadien commun d'eau douce contre les conséquences environnementales du captage massif d'eau,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du 15 Canada, édicte:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Canada Water Preservation Act.

TITRE ABRÉGÉ

Titre abrégé

15

1. Loi sur la préservation de l'eau au Canada. 20

PURPOSE

Purpose

2. The purpose of this Act is to foster the sustainable use of Canada's water resources and. in particular, to prevent the removal of water in 20 Canada et, plus particulièrement, de prévenir le bulk from major drainage basins in Canada.

OBJET DE LA LOI

2. La présente loi a pour objet de favoriser l'utilisation durable des ressources en eau du captage massif d'eau des grands bassins hydrographiques du Canada. 25

INTERPRETATION

Definitions

3. The following definitions apply in this

"major drainage basin' «grand bassin hydrographiaue »

"major drainage basin" means a major drainage basin as defined in the regulations.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister of the Environ- 5 ment.

"removal of water in bulk" «captage massif "removal of water in bulk" means the removal of water, whether it has been treated or not. from the major drainage basin in which the 10 water is located

- (a) by any means of diversion that includes a pipeline, canal, tunnel, aqueduct or channel;
- (b) by any other means of diversion by which more than 50,000 litres of water per 15 « ministre » Le ministre de l'Environnement. day is removed from the major drainage basin.

DÉFINITIONS

3. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

«captage massif

Définitions

«captage massif d'eau» Le captage d'eau, qu'elle ait été traitée ou non, du grand bassin hydrographique où elle se trouve:

- d'eau » "removal of 5 water in bulk"
- a) soit par tout moven de dérivation, notamment grâce à un pipeline, un canal, un tunnel, un aqueduc ou un chenal;
- b) soit par tout autre moven de dérivation permettant le captage de plus de 50 000 litres 10 d'eau par jour du grand bassin hydrographique.

«grand bassin hydrographique» S'entend au sens des règlements.

« grand bassin hydrographi-^cmajor drainage

15 « ministre » 'Minister

APPLICATION

Binding on the Crown

- 4. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.
- Aboriginal and treaty rights
- 5. For greater certainty, nothing in this Act 20 shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of the 25 de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de Constitution Act. 1982.

Non-application

6. This Act does not apply to boundary waters as defined by the International Boundary Waters Treaty Act.

CHAMP D'APPLICATION

4. La présente loi lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

Obligation de Sa Maiesté

ancestraux et

issus de traités

Droits

- 5. Il est entendu que la présente loi ne porte pas atteinte à la protection des droits existants - ancestraux ou issus de traités — des peuples 20 autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au titre 1982.
- 6. La présente loi ne s'applique pas aux eaux 25 Non-application limitrophes au sens de la Loi du traité des eaux limitrophes internationales.

PROHIBITION

Prohibition against bulk removal

7. Subject to sections 8 and 9 and the 30 regulations, no person shall remove water in bulk from a major drainage basin to a location outside the basin.

INTERDICTION

7. Sous réserve des articles 8 et 9 et des règlements, il est interdit de capter massivement de l'eau d'un grand bassin hydrographique pour 30 son transfert à l'extérieur de celui-ci.

Captage massif

NON-APPLICATION OF PROHIBITION

Non-application of prohibition

8. (1) Section 7 does not apply in a province in which an order made under subsection (2) is 35 provinces où un décret pris en vertu du in force.

NON-APPLICATION DE L'INTERDICTION

8. (1) L'article 7 ne s'applique pas aux paragraphe (2) est en vigueur.

Non-application de l'interdiction Agreement with province

(2) If the Minister and a province agree in writing that there are laws of that province in force that have an effect that is equivalent to that of section 7, the Governor in Council may, on order declaring that section 7 does not apply in that province.

Non-application of prohibition

- 9. Section 7 does not apply in respect of the removal of water in bulk from a major drainage basin if
 - (a) the removal was done as part of an undertaking that was commenced before January 1, 2009 and the amount of water removed from the basin by means of the undertaking in a calendar year does not 15 exceed the greatest amount of water removed from the basin by the undertaking in any calendar year between 1970 and 2009;
 - (b) the water that was removed is used in a conveyance such as a vessel, aircraft or train 20 as ballast, for the operation of the conveyance or in respect of people, animals or goods on or in the conveyance;
 - (c) the water that was removed is included in a manufactured product, including water and 25 any other beverage placed in bottles or other containers for commercial purposes; or
 - (d) the water that was removed is used in a non-commercial project on a short-term basis for safety, security, firefighting or humanitar- 30 ian purposes.

REGULATIONS

Regulations

- 10. (1) The Governor in Council shall, on the recommendation of the Minister, make regulations generally for carrying out the purposes and provisions of this Act including, 35 des règlements: in particular, regulations
 - (a) defining the term "major drainage basin" for the purposes of this Act;
 - (b) respecting the use, diversion and removal of water in bulk under this Act; and

- (2) Lorsque le ministre et une province conviennent par écrit que celle-ci dispose de lois en vigueur avant un effet équivalent à celui de l'article 7, le gouverneur en conseil peut, par the recommendation of the Minister, make an 5 décret et sur recommandation du ministre, 5 déclarer que cet article ne s'applique pas à cette province.
 - 9. L'article 7 ne s'applique pas au captage massif d'eau d'un grand bassin hydrographique 10 si: 10
 - Non-application de l'interdiction

Règlements

Accord avec une

province

- a) le captage a été effectué par une entreprise démarrée avant le 1er janvier 2009 et que le volume d'eau qu'elle a capté du bassin dans une année civile ne dépasse pas le volume d'eau le plus élevé qu'elle a capté de ce 15 bassin dans une année civile comprise entre 1970 et 2009;
- b) l'eau captée est utilisée à bord d'un moyen de transport-notamment un navire, un aéronef ou un train-comme lest, pour le 20 fonctionnement du moyen de transport ou pour l'usage des occupants, des animaux ou des marchandises à son bord:
- c) l'eau captée est incluse dans un produit manufacturé, notamment l'eau et toute autre 25 boisson mises en bouteille ou dans d'autres contenants à des fins commerciales:
- d) l'eau captée est utilisée de façon temporaire, dans le cadre d'un projet non commercial, pour des motifs de sécurité, pour la 30 lutte contre les incendies ou à des fins humanitaires.

RÈGLEMENTS

- 10. (1) Sur recommandation du ministre, le gouverneur en conseil prend des règlements pour l'application de la présente loi, notamment 35
 - a) définissant le terme « grand bassin hydrographique » pour l'application de la présente
 - b) régissant l'utilisation, la dérivation et le 40 captage massif d'eau aux termes de la présente loi;

(c) defining the scope of the exceptions provided for in sections 8 and 9 and providing for any other exceptions that the Minister considers necessary for carrying out the purposes and provisions of this Act.

Coming into force of regulations

(2) Any regulations that are made under subsection (1) shall be brought into force within nine months after this Act comes into force.

Proposed regulations to be laid before Parliament

11. (1) Before a regulation is made under regulation before each House of Parliament.

Review and report by committee

(2) A proposed regulation that is laid before Parliament shall be referred to the appropriate committee of each House, as determined by the review the proposed regulation and report its findings to the House.

Making of regulations

- (3) A regulation may not be made before the earliest of
 - (a) 30 sitting days after the proposed regula- 20 tion is laid before Parliament;
 - (b) 160 calendar days after the proposed regulation is laid before Parliament; and
 - (c) the day after the appropriate committee of each House of Parliament has reported its 25 findings with respect to the proposed regulation.

Explanation

(4) The Minister shall take into account any report of the committee of either House. If a regulation does not incorporate a recommenda- 30 donné suite à l'une ou l'autre des recommandation of the committee of either House, the Minister shall lay before that House a statement of the reasons for not incorporating it.

Alteration

(5) A proposed regulation that has been laid before Parliament need not again be so laid prior 35 nouveau le projet de règlement, même s'il a subi to the making of the regulation, whether it has been altered or not.

Exceptions

- 12. (1) A regulation may be made without being laid before either House of Parliament if the Minister is of the opinion that 40
 - (a) the changes made by the regulation to an existing regulation are so immaterial or insubstantial that section 11 should not apply in the circumstances; or

c) définissant la portée des exceptions prévues aux articles 8 et 9 et prévoyant toute autre exception que le ministre estime nécessaire pour l'application de la présente

(2) Les règlements pris en vertu du paragraphe (1) entrent en vigueur dans les neuf mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en vigueur des règlements

11. (1) Le ministre fait déposer tout projet de section 10, the Minister shall lay the proposed 10 règlement visé à l'article 10 devant chaque 10 projets de chambre du Parlement.

Dépôt des

(2) Le comité compétent, d'après le règlement de chacune des chambres du Parlement, est saisi du projet de règlement et peut procéder rules of that House, and the committee may 15 à l'étude de celui-ci et faire part de ses 15 conclusions à la chambre.

Étude en comité et rapport

(3) Le règlement ne peut être pris avant le premier en date des jours suivants:

Date de prise du règlement

- a) le trentième jour de séance suivant le dépôt; 20
- b) le cent soixantième jour civil suivant le dépôt;
- c) le lendemain du jour où le comité de chaque chambre du Parlement a présenté son 25 rapport.
- (4) Le ministre tient compte de tout rapport établi au titre du paragraphe (2). S'il n'est pas tions que contient un rapport, le ministre dépose devant la chambre d'où provient celui-ci une 30 déclaration motivée à cet égard.
- (5) Il n'est pas nécessaire de déposer de des amendements.

Modification du projet de règlement

Déclaration

- 12. (1) L'obligation de dépôt ne s'applique 35 Exceptions pas si le ministre estime:
 - a) soit que, le projet de règlement n'apportant pas de modification de fond notable à des règlements existants, l'article 11 ne devrait pas s'appliquer; 40

(b) the regulation must be made immediately in order to prevent harm to the environment.

Notice of opinion

(2) If a regulation is made without being laid before Parliament, the Minister shall lay before Minister's reasons.

b) soit que la prise du règlement doit se faire sans délai en vue de prévenir des dommages à l'environnement.

(2) Le ministre dépose devant les deux chambres du Parlement une déclaration énoneach House of Parliament a statement of the 5 cant les motifs sur lesquels il se fonde pour ne pas déposer un projet de règlement.

Notification au 5 Parlement

OFFENCE

Offences and punishment

- 13. (1) Every person who contravenes section 7 is guilty of an offence and liable
 - (a) on conviction on indictment, to a fine of not more than \$1,000,000 or to imprisonment 10 for a term of not more than three years, or to both: or
 - (b) on summary conviction, to a fine of not more than \$300,000 or to imprisonment for a term of not more than six months, or to both. 15

Continuing offences

(2) A contravention of section 7 that is committed or continued on more than one day is deemed to constitute a separate offence for each day on which the contravention is 20 committed or continued.

INFRACTION

13. (1) Quiconque contrevient à l'article 7 Infractions commet une infraction passible:

- a) sur déclaration de culpabilité par mise en 10 accusation, d'une amende maximale de 1 000 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de trois ans, ou de l'une de ces peines;
- b) sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de 15 300 000 \$ et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.
- (2) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute contravention à l'article 7. 20

Infractions

INJUNCTION

Injunction

- 14. (1) When, on the application of the Minister, it appears to a court of competent jurisdiction that a person has done or is about to do or is likely to do any act or thing constituting under this Act, the court may issue an injunction ordering any person named in the application
 - (a) to refrain from doing any act or thing that it appears to the court may constitute or be directed toward the commission of the 30 offence: or
 - (b) to do any act or thing that it appears to the court may prevent the commission of the offence.

INJONCTION

14. (1) Si, sur demande présentée par le ministre, il conclut à l'existence, l'imminence ou la probabilité d'un fait constituant une infraction à la présente loi, ou tendant à sa or directed toward the commission of an offence 25 perpétration, le tribunal compétent peut, par 25 ordonnance, enjoindre à la personne nommée

> a) de s'abstenir de tout acte susceptible, selon lui, de constituer l'infraction ou de tendre à sa perpétration; 30

dans la demande:

b) d'accomplir tout acte susceptible, selon lui, d'empêcher la perpétration de l'infraction.

Injonction

Notice

- (2) No injunction shall issue under subsection (1) unless 48 hours' notice is given to the party or parties named in the application or the urgency of the situation is such that service of notice would not be in the public interest.
- (2) L'injonction est subordonnée à la signification d'un préavis d'au moins quarante-huit heures aux parties nommées dans la demande, sauf lorsque cela serait contraire à l'intérêt 5 public en raison de l'urgence de la situation.

Préavis



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-229

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-229

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

PROJET DE LOI C-229

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment amends the Criminal Code by consolidating animal cruelty offences and increasing the maximum penalties.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* de façon à regrouper les infractions concernant la cruauté envers les animaux et à augmenter les peines maximales.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-229

PROJET DE LOI C-229

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

RS c C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Criminal Code is amended by adding the following after section 182:

PART V.1

CRUELTY TO ANIMALS

Definition of "animal"

182.1 In this Part, "animal" means a vertebrate, other than a human being.

Killing or harming animals

- 182.2 (1) Every one commits an offence who, wilfully or recklessly,
 - (a) causes or, being the owner, permits to be 10 caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal;
 - (b) kills an animal or, being the owner, permits an animal to be killed, brutally or viciously, regardless of whether the animal 15 dies immediately:
 - (c) kills an animal without lawful excuse;
 - (d) without lawful excuse, poisons an animal, places poison in such a position that it may easily be consumed by an animal, 20 administers an injurious drug or substance to an animal or, being the owner, permits anyone to do any of those things;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Le Code criminel est modifié par ad-5 jonction, après l'article 182, de ce qui suit :

PARTIE V.1

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

182.1 Dans la présente partie, « animal » s'entend de tout vertébré, à l'exception de l'être humain.

Définition de « animal »

Tuer ou blesser

L.R., ch. C-46

- **182.2** (1) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des consé- 10 des animaux quences de son acte:
 - a) cause à un animal ou, s'il en est le propriétaire, permet que lui soient causées de la douleur, des souffrances ou des blessures inutiles: 15
 - b) tue sauvagement ou cruellement un animal — que la mort soit immédiate ou non ou, s'il en est le propriétaire, permet qu'il soit tué ainsi:
 - 20 c) tue un animal sans excuse légitime;
 - d) sans excuse légitime, empoisonne un animal, place du poison de manière qu'il puisse être facilement consommé par un animal ou administre une drogue ou substance nocive à un animal ou, s'il en est le 25 propriétaire, permet à quiconque de le faire;

401136

- (e) in any manner encourages, promotes, arranges, assists at or receives money for the fighting or baiting of animals, including training an animal to fight another animal;
- (f) makes, maintains, keeps or allows to be 5 made, maintained or kept a cockpit or any other arena for the fighting of animals on premises that he or she owns or occupies;
- (g) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for or takes part in any 10 meeting, competition, exhibition, pastime, practice, display or event at or in the course of which captive animals are liberated by hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot at the moment 15 they are liberated; or
- (h) being the owner, occupier or person in charge of any premises, permits the premises or any part of the premises to be used in the course of an activity referred to in paragraph 20 (e) or (g).

Punishment

- (2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 25 five years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both. 30

Failing to provide adequate care

- **182.3** (1) Every one commits an offence who
 - (a) negligently causes unnecessary pain, suffering or injury to an animal;
 - (b) being the owner, or the person having the 35 custody or control of an animal, wilfully or recklessly abandons it or negligently fails to provide suitable and adequate food, water, air, shelter and care for it; or

- e) de quelque façon que ce soit, encourage ou organise le combat ou le harcèlement d'animaux, en fait la promotion, y assiste ou reçoit de l'argent à cet égard, notamment en dressant un animal pour en combattre un 5 autre:
- f) fait, entretient ou garde une arène pour les combats de coqs ou d'autres animaux sur les lieux qu'il possède ou occupe, ou permet qu'une telle arène soit faite, entretenue ou 10 gardée sur ces lieux;
- g) organise, dirige ou facilite tout événement notamment une réunion, un concours, une exposition, un divertissement, un exercice, une démonstration au cours 15 duquel des animaux captifs sont mis en liberté manuellement ou par actionnement d'une trappe ou d'un dispositif ou par tout autre moyen pour qu'on les tire au moment de leur libération, ou fait la promotion d'un 20 tel événement, y prend part ou reçoit de l'argent pour celui-ci;
- h) s'il est le propriétaire ou l'occupant d'un lieu, ou la personne en ayant la charge, permet que tout ou partie de celui-ci soit 25 utilisé dans le cadre d'une activité visée à l'un des alinéas e) et g).
- (2) Quiconque commet l'infraction visée au Peine paragraphe (1) est coupable:
 - a) soit d'un acte criminel passible d'un 30 emprisonnement maximal de cinq ans;
 - b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de 35 dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.
- **182.3** (1) Commet une infraction quiconque:
 - d'accorder des soins ou une surveillance raisonnables es 40

Omission

- a) par négligence, cause à un animal de la douleur, des souffrances ou des blessures 40 inutiles;
- b) s'il est le propriétaire d'un animal ou la personne qui en a la garde ou le contrôle, l'abandonne volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte ou, par 45

(c) negligently injures an animal while it is being conveyed.

Definition of "negligently"

(2) For the purposes of subsection (1), "negligently" means departing markedly from the standard of care that a reasonable person 5 qui s'écarte de facon marquée du comportement would use.

Punishment

- (3) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 10 two years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five thousand dollars or imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Order of prohibition or restitution

- **182.4** (1) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection 182.2(2) or 182.3(3),
 - (a) make an order prohibiting the accused from owning, having the custody or control 20 of or residing in the same premises as an animal for any period that the court considers appropriate, and in the case of a second or subsequent offence, for a minimum of five vears; and 25
 - (b) on application of the Attorney General or on its own motion, order that the accused pay to a person or an organization that has taken care of an animal as a result of the commission of the offence the reasonable 30 costs that the person or organization incurred in respect of the animal, if the costs are readily ascertainable.

Breach of order

(2) Every one who contravenes an order offence punishable on summary conviction.

Application

(3) Sections 740 to 741.2 apply, with any modifications that the circumstances require, to orders made under paragraph (1)(b).

- négligence, omet de lui fournir la nourriture. l'eau, l'air, l'abri et les soins convenables et suffisants:
- c) par négligence, cause une blessure à un animal lors de son transport.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), « par négligence » s'entend d'un comportement normal qu'une personne raisonnable adopterait.

Définition de négligence »

- (3) Quiconque commet une infraction visée 10 Peine au paragraphe (1) est coupable:
 - a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans:
 - b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure som- 15 maire, d'une amende maximale de cinq mille dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.
- 182.4 (1) Le tribunal peut, en plus de toute autre peine infligée en vertu des paragraphes 20 prohibition ou de dédommagement 182.2(2) ou 182.3(3):

Ordonnance de

- a) rendre une ordonnance interdisant à l'accusé, pour la période qu'il estime indiquée, d'être propriétaire d'un animal, d'en avoir la garde ou le contrôle ou d'habiter un lieu où se 25 trouve un animal, la durée de cette période étant, en cas de récidive, d'au moins cinq ans;
- b) à la demande du procureur général ou d'office, ordonner à l'accusé de rembourser à la personne ou à l'organisme qui a pris soin 30 de l'animal les frais raisonnables engagés par suite de la perpétration de l'infraction, si ceux-ci sont faciles à déterminer.
- (2) Est coupable d'une infraction punissable made under paragraph (1)(a) is guilty of an 35 sur déclaration de culpabilité par procédure 35 l'ordonnance sommaire quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a).
 - (3) Les articles 740 à 741.2 s'appliquent, Application avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance prononcée en vertu de l'alinéa (1)b). 40

Common law defences

182.5 For greater certainty, the defences set out in subsection 429(2) apply, to the extent that they are relevant, in respect of proceedings for an offence under this Part.

Aboriginal rights

182.6 For greater certainty, nothing in this 5 Part shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the aboriginal peoples of Canada by the recognition and affirmation of those rights in section 35 of 10 titre de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de the Constitution Act, 1982.

Definition of enforcement animal"

182.7 (1) In this section, "law enforcement animal" means a dog, a horse or any other animal used by a peace officer or public officer in the execution of their duties.

Poisoning. injuring or killing law enforcement animal

(2) Every one commits an offence who wilfully or recklessly poisons, injures or kills a law enforcement animal while it is aiding or assisting a peace officer or public officer engaged in the execution of their duties or a 20 person acting in aid of such an officer.

Punishment

- (3) Every one who commits an offence under subsection (2) is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than 25 five years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than ten thousand dollars or to imprisonment for a term of not more than eighteen months, or to 30 both.

Order of restitution

- (4) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection (3), order the accused to pay all reasonable costs associated with the loss of or injury to the law 35 les frais raisonnables qui découlent de la perte enforcement animal as a result of the commission of the offence, if the costs are readily ascertainable.
- 2. Paragraph 264.1(1)(c) of the Act is replaced by the following:

182.5 Il est entendu que les moyens de défense prévus au paragraphe 429(2) s'appliquent, dans la mesure où ils sont pertinents, à toute procédure relative à une infraction à la présente partie.

Défense de common law

182.6 Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de leur reconnaissance et de leur confirmation au 10 1982.

Droits existants des autochtones

182.7 (1) Au présent article, « animal d'assistance policière » s'entend d'un animal, notamment d'un chien ou d'un cheval, dont se 15 policière » 15 sert un agent de la paix ou un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions.

Définition de « animal d'assistance

(2) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte, empoisonne, blesse ou tue un 20 d'assistance animal d'assistance policière pendant l'utilisation de celui-ci par un agent de la paix ou un fonctionnaire public — ou toute personne assistant l'un ou l'autre — dans l'exercice de ses fonctions. 25

Empoisonner, blesser ou tuer un animal policière

Peine

- (3) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (2) est coupable:
 - a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;
 - b) soit d'une infraction punissable, sur dé-30 claration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.
- (4) Au moment de la détermination de la 35 Dédommagepeine infligée aux termes du paragraphe (3), le tribunal peut ordonner à l'accusé de rembourser de l'animal d'assistance policière ou des blessures qui lui ont été causées et qui sont 40 engagés par suite de la perpétration de l'infraction, s'ils sont facilement déterminables.
- 2. L'alinéa 264.1(1)c) de la même loi est 40 remplacé par ce qui suit:

- (c) to kill, poison or injure an animal that is the property of any person.
- 3. Subsection 429(2) of the Act is replaced by the following:

Colour of right

- (2) No person shall be convicted of an 5 offence under sections 430 to 443 where the person proves that he or she acted with legal justification or excuse and with colour of right.
- 4. The heading before section 444 and

- c) de tuer, d'empoisonner ou de blesser un animal qui est la propriété de qui que ce soit.
- 3. Le paragraphe 429(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une 5 Apparence de infraction visée à l'un des articles 430 à 443 s'il prouve qu'il a agi avec une justification ou une excuse légale et avec apparence de droit.
- 4. L'intertitre précédant l'article 444 et les sections 444 to 447.1 of the Act are repealed. 10 articles 444 à 447.1 de la même loi sont 10 abrogés.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

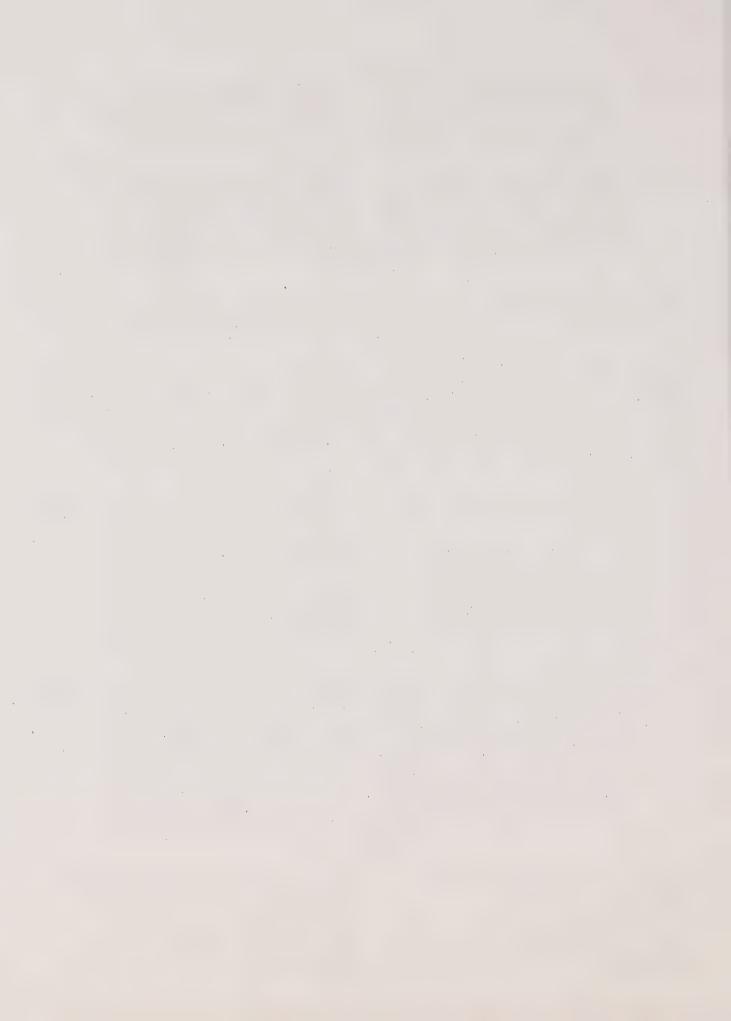
Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943

Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de: Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-230

C-230

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

PROJET DE LOI C-230

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)	Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)
FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

1.011 4.5

SUMMARY

This enactment adds a new Part to the *Criminal Code* for animal cruelty offences and repeals the existing provisions relating to animal cruelty that are found in Part XI of the Code (Wilful and Forbidden Acts in respect of Certain Property).

SOMMAIRE

Le texte ajoute au *Code criminel* une nouvelle partie traitant des infractions concernant la cruauté envers les animaux, et en abroge les dispositions relatives à la cruauté envers les animaux qui figurent actuellement à sa partie XI (Actes volontaires et prohibés concernant certains biens).

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-230

PROJET DE LOI C-230

An Act to amend the Criminal Code (cruelty to animals)

Loi modifiant le Code criminel (cruauté envers les animaux)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 182:

PART V.1

CRUELTY TO ANIMALS

Definition of "animal" **182.1** In this Part, "animal" means a vertebrate, other than a human being.

Killing or harming animals

- **182.2** (1) Every one commits an offence who, wilfully or recklessly,
 - (a) causes or, being the owner, permits to be 10 caused unnecessary pain, suffering or injury to an animal:
 - (b) kills an animal without lawful excuse;
 - (c) in any manner encourages, promotes, arranges, assists at or receives money for 15 the fighting or baiting of animals, including the keeping or management of premises for the purpose of animal fighting or training an animal to fight another animal;
 - (d) without reasonable excuse, administers a 20 poisonous or injurious drug or substance to a domestic animal, or an animal wild by nature that is kept in captivity, or, being the owner of such an animal, permits a poisonous or injurious drug or substance to be adminis-25 tered to it;

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Le *Code criminel* est modifié par ad-5 jonction, après l'article 182, de ce qui suit :

PARTIE V.1

CRUAUTÉ ENVERS LES ANIMAUX

182.1 Dans la présente partie, «animal» s'entend de tout vertébré, à l'exception de l'être humain.

Définition de « animal »

Tuer ou blesser des animaux

15

L.R., ch. C-46

- **182.2** (1) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des consé-10 quences de son acte:
 - a) cause à un animal ou, s'il en est le propriétaire, permet que lui soient causées de la douleur, des souffrances ou des blessures
 - b) tue un animal sans excuse légitime;

inutiles;

- c) de quelque façon que ce soit, encourage ou organise le combat ou le harcèlement d'animaux notamment par l'affectation d'un lieu pour le combat d'animaux ou le 20 dressage d'un animal pour en combattre un autre —, en fait la promotion, y assiste ou reçoit de l'argent à cet égard;
- d) sans excuse raisonnable, administre une drogue ou substance empoisonnée ou nocive 25 à un animal domestique ou à un animal sauvage en captivité ou, étant le propriétaire

401137

- (e) promotes, arranges, conducts, assists in, receives money for or takes part in any meeting, competition, exhibition, pastime, practice, display or event at or in the course of which captive animals are liberated by 5 hand, trap, contrivance or any other means for the purpose of being shot at the moment they are liberated; or
- (f) being the owner, occupier or person in charge of any premises, permits the premises 10 or any part of the premises to be used in the course of an activity referred to in paragraph (c) or (e).

Punishment

- (2) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding ten 20 thousand dollars or imprisonment for a term of not more than eighteen months or to both.

Failing to provide adequate care

- **182.3** (1) Every one commits an offence who
 - (a) being the owner, or the person having the 25 custody or control of an animal, wilfully or recklessly abandons it or negligently fails to provide suitable and adequate food, water, air, shelter and care for it; or
 - (b) injures an animal while it is being 30 conveyed.

Definition of "negligently" (2) For the purposes of subsection (1), "negligently" means departing markedly from the standard of care that a reasonable person would use.

Punishment

(3) Every one who commits an offence under subsection (1) is guilty of

- d'un tel animal, permet qu'une drogue ou substance empoisonnée ou nocive lui soit administrée;
- e) organise, dirige ou facilite tout événement notamment une réunion, un 5 concours, une exposition, un divertissement, un exercice, une démonstration au cours duquel des animaux captifs sont mis en liberté manuellement ou par actionnement d'une trappe ou d'un dispositif ou par tout 10 autre moyen pour qu'on les tire au moment de leur libération, ou fait la promotion d'un tel événement, y prend part ou reçoit de l'argent pour celui-ci;
- f) s'il est le propriétaire ou l'occupant d'un 15 lieu ou la personne en ayant la charge, permet que tout ou partie de celui-ci soit utilisé dans le cadre d'une activité visée à l'un des alinéas c) et e).
- (2) Quiconque commet l'infraction visée au 20 Peine paragraphe (1) est coupable:
 - a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;
 - b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure som- 25 maire, d'une amende maximale de dix mille dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.
 - 182.3 (1) Commet une infraction quiconque:

Omission
d'accorder des soins ou une surveillance raisonnables

- a) s'il est le propriétaire d'un animal ou la personne qui en a la garde ou le contrôle, l'abandonne volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte ou, par négligence, omet de lui fournir la nourriture, 35 l'eau, l'air, l'abri et les soins convenables et suffisants:
- b) cause une blessure à un animal lors de son transport.
- (2) Pour l'application du paragraphe (1), 40 Définition de « par négligence » s'entend d'un comportement qui s'écarte de façon marquée du comportement 35 normal qu'une personne raisonnable adopterait.
 - (3) Quiconque commet une infraction visée Peine au paragraphe (1) est coupable: 45

- (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than two years; or
- (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding five 5 thousand dollars or imprisonment for a term of not more than six months or to both.

Order of prohibition or restitution

- 182.4 (1) The court may, in addition to any other sentence that it may impose under subsection 182.2(2) or 182.3(3),
 - (a) make an order prohibiting the accused from owning, having the custody or control of or residing in the same premises as an animal during any period that the court considers appropriate, but in the case of a 15 second or subsequent offence, for a minimum of five years; and
 - (b) on application of the Attorney General or on its own motion, order that the accused pay to a person or an organization that has taken 20 care of an animal as a result of the commission of the offence the reasonable costs that the person or organization incurred in respect of the animal, if the costs are 25 readily ascertainable.

Breach of order

(2) Every one who contravenes an order made under paragraph (1)(a) is guilty of an offence punishable on summary conviction.

Application

(3) Sections 740 to 741.2 apply, with any orders made under paragraph (1)(b).

Common law defences

182.5 For greater certainty, the defences set out in subsection 429(2) apply, to the extent that they are relevant, in respect of proceedings for an offence under this Part.

Aboriginal rights

182.6 For greater certainty, nothing in this Part shall be construed so as to abrogate or derogate from the protection provided for existing aboriginal or treaty rights of the and affirmation of those rights in section 35 of the Constitution Act, 1982.

- a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de cinq mille 5 dollars et d'un emprisonnement maximal de six mois, ou de l'une de ces peines.

182.4 (1) Le tribunal peut, en plus de toute autre peine infligée en vertu des paragraphes 10 10 182.2(2) ou 182.3(3):

Ordonnance de prohibition ou de dédommagement

- a) rendre une ordonnance interdisant au prévenu, pour la période qu'il estime indiquée, d'être propriétaire d'un animal, d'en avoir la garde ou le contrôle ou d'habiter un lieu où se trouve un animal, la durée de celle- 15 ci étant, en cas de récidive, d'au moins cinq ans;
- b) à la demande du procureur général ou d'office, ordonner au prévenu de rembourser à la personne ou à l'organisme qui a pris soin 20 de l'animal les frais raisonnables engagés par suite de la perpétration de l'infraction, si ceux-ci sont facilement déterminables.
- (2) Est coupable d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 25 l'ordonnance sommaire quiconque contrevient à une ordonnance rendue en vertu de l'alinéa (1)a).

Application

Violation de

(3) Les articles 740 à 741.2 s'appliquent, modifications that the circumstances require, to 30 avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance prononcée en vertu de l'alinéa (1)b).

> Défense de common law

182.5 Il est entendu que les moyens de défense prévus au paragraphe 429(2) s'appliquent, dans la mesure où ils sont pertinents, à 35 toute procédure relative à une infraction à la présente partie.

> Droits existants des autochtones

182.6 Il est entendu que la présente partie ne porte pas atteinte à la protection des droits existants — ancestraux ou issus de traités — des peuples autochtones du Canada découlant de aboriginal peoples of Canada by the recognition 40 leur reconnaissance et de leur confirmation au 40 titre de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

Definition of "law enforcement animal" 182.7 (1) In this section, "law enforcement animal" means a dog, a horse or any other animal used by a peace officer or public officer in the execution of their duties.

Poisoning, injuring or killing law enforcemen animal (2) Every one commits an offence who 5 wilfully or recklessly poisons, injures or kills a law enforcement animal while it is aiding or assisting a peace officer or public officer engaged in the execution of their duties or a person acting in aid of such an officer.

Punishment

- (3) Every one who commits an offence under subsection (2) is guilty of
 - (a) an indictable offence and liable to imprisonment for a term of not more than five years; or
 - (b) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine of not more than ten thousand dollars or to imprisonment for a term of not more than eighteen months, or to both.
- 2. Subsection 429(2) of the Act is replaced by the following:

Colour of right

- (2) No person shall be convicted of an offence under sections 430 to 443 where the person proves that he or she acted with legal 25 justification or excuse and with colour of right.
- 3. The heading before section 444 and sections 444 to 447.1 of the Act are repealed.

182.7 (1) Au présent article, «animal d'assistance policière» s'entend d'un animal, notamment d'un chien ou d'un cheval, dont se sert un agent de la paix ou un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions.

Définition de « animal d'assistance policière »

Empoisonner, blesser ou tuer

Peine

5 (2) Commet une infraction quiconque, volontairement ou sans se soucier des conséquences de son acte, empoisonne, blesse ou tue un animal d'assistance policière pendant l'utilisation de celui-ci par un agent de la paix ou un 10 fonctionnaire public — ou toute personne assistant l'un ou l'autre — dans l'exercice de ses fonctions.

un animal d'assistance policière

- (3) Quiconque commet une infraction prévue au paragraphe (2) est coupable : 15
 - a) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de cinq ans;
 - b) soit d'une infraction punissable, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, d'une amende maximale de dix mille 20 dollars et d'un emprisonnement maximal de dix-huit mois, ou de l'une de ces peines.
- 2. Le paragraphe 429(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (2) Nul ne peut être déclaré coupable d'une 25 Apparence de infraction visée à l'un des articles 430 à 443 s'il prouve qu'il a agi avec une justification ou une excuse légale et avec apparence de droit.
- 3. L'intertitre précédant l'article 444 et les articles 444 à 447.1 de la même loi sont 30 abrogés.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K.1A 085
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Télécopieur : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca -856

C-231

C-231

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

PROJET DE LOI C-231

Conditional Release Act (consecutive sentences)

An Act to amend the Criminal Code and the Corrections and Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (peines consécutives)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

This enactment provides that a sentence imposed for the offence of sexual assault under section 271 of the *Criminal Code* is to be served consecutively to any other sentence for an offence under that section or section 272 or 273 to which the offender is subject at the time the sentence for sexual assault is imposed. However, the enactment also gives the sentencing judge discretion to order that the sentence be served concurrently rather than consecutively where he or she is satisfied that it is appropriate to do so. Where the judge makes such an order, he or she must give both oral and written reasons for that decision.

The enactment also provides that, where an offender is sentenced for first or second degree murder and is, at the time the sentence is imposed, subject to a sentence for any offence other than murder, the offender will not be eligible for parole until he or she has served the parole ineligibility period required by law to be served for that other sentence—the lesser of one third of that sentence and seven years—and the parole ineligibility period required by law to be served for the first or second degree murder.

The enactment further provides that, where an offender is sentenced for first or second degree murder and is, at the time the sentence is imposed, subject to a sentence for another first or second degree murder, the sentencing judge has the discretion to order, where he or she is satisfied that it is appropriate to do so, that the offender must—on the expiration of the parole ineligibility period the person is required by law to serve for that other murder—serve a further parole ineligibility period not exceeding 25 years for the murder for which he or she is being sentenced. However, in no case must the total parole ineligibility period required to be served by the offender exceed 50 years. The enactment also provides that, where the sentencing judge does not make an order for a further period of parole ineligibility, he or she must explain, both orally and in writing, why he or she did not make that order.

SOMMAIRE

Le texte exige que la peine imposée à un contrevenant pour une agression sexuelle — infraction prévue à l'article 271 du *Code criminel* — soit purgée consécutivement à toute autre peine infligée pour une infraction prévue à cet article ou aux articles 272 ou 273 qu'il purge à ce moment-là. Il donne cependant au juge qui prononce la peine le pouvoir discrétionnaire d'ordonner, s'il l'estime indiqué, que celle-ci soit purgée concurremment plutôt que consécutivement. Le juge doit alors donner les motifs d'une telle ordonnance oralement et par écrit.

Le texte prévoit également le temps d'épreuve auquel est assujetti le délinquant à qui est imposée une peine pour meurtre au premier ou au deuxième degré et qui purge à ce moment-là une peine infligée pour une infraction autre qu'un meurtre. Celui-ci doit purger le temps d'épreuve prévu par la loi pour le meurtre plus le tiers, jusqu'à concurrence de sept ans, de la peine infligée pour l'autre infraction.

En outre, il prévoit, dans le cas du délinquant à qui est imposée une peine pour meurtre au premier ou au deuxième degré et qui purge à ce moment-là une peine infligée pour un autre meurtre au premier ou au deuxième degré, que le juge peut, s'il l'estime indiqué, lui ordonner de purger—à l'expiration du temps d'épreuve prévu par la loi pour l'autre meurtre—un temps d'épreuve supplémentaire d'au plus vingt-cinq ans pour le meurtre visé par la peine qu'il prononce. Toutefois, le temps d'épreuve total ne peut en aucun cas dépasser cinquante ans. Si le juge n'ordonne pas de temps d'épreuve supplémentaire, il est tenu d'en donner la justification oralement et par écrit.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-231

PROJET DE LOI C-231

An Act to amend the Criminal Code and the Corrections and Conditional Release Act (consecutive sentences)

Loi modifiant le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (peines consécutives)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. C-46

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L.R. ch C-46

Peines consécutives

1. Section 271 of the Criminal Code is subsection (1):

Sentences to be consecutively

- (2) Subject to subsections (3) and (4), a sentence imposed on an offender for an offence under subsection (1) shall be served consecutively to any other sentence for an offence under 10 subsection (1) or section 272 or 273 to which the offender is subject at the time the sentence is imposed on the offender for an offence under subsection (1), unless the judge who sentences the offender is satisfied that the serving of that 15 sentence consecutively would be inconsistent with the principles of sentencing contained in sections 718 to 718.2, in which case the judge may order that the sentence be served concurrently. 20
- (3) In deciding whether to make an order under subsection (2), the judge shall have regard
 - (a) the nature of the offence;
 - (b) the circumstances surrounding the com-25 mission of the offence;

- 1. L'article 271 du Code criminel est amended by adding the following after 5 modifié par adjonction, après le paragraphe 5 (1), de ce qui suit:
 - (2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), la peine imposée à un contrevenant pour une infraction prévue au paragraphe (1) est purgée consécutivement à toute peine imposée pour une 10 infraction prévue à ce paragraphe ou aux articles 272 ou 273 qu'il purge à ce moment-là, sauf si le juge qui la prononce est convaincu que le fait de la purger consécutivement ne serait pas conforme aux principes de détermination de la 15 peine prévus à l'un des articles 718 à 718.2, auquel cas il peut ordonner que la peine soit purgée concurremment.

Factors

- (3) Pour décider s'il y a lieu de rendre Facteurs l'ordonnance visée au paragraphe (2), le juge 20 tient compte des facteurs suivants:
 - a) la nature de l'infraction;
 - b) les circonstances de sa perpétration;
 - c) l'ampleur des dommages corporels ou émotionnels que la perpétration de l'infrac-25 tion a causés à la victime:

401087

- (c) the degree of physical or emotional harm suffered by the victim as a result of the commission of the offence;
- (d) whether the offender abused a position of trust, power or authority in the commission of 5 the offence;
- (e) the criminal record of the offender; and
- (f) the attitude of the offender respecting the offence committed by the offender.
- (4) Where the judge makes an order under 10 subsection (2), the judge shall give both oral and written reasons for that order.

d) la question de savoir si l'infraction perpétrée par le contrevenant constitue un abus de pouvoir ou de confiance:

- e) le casier judiciaire du contrevenant;
- f) l'attitude du contrevenant à l'égard de 5 l'infraction qu'il a commise.

Motifs motifs de toute ordonnance rendue aux termes du paragraphe (2).

(4) Le juge donne oralement et par écrit les

Reasons

1992, c. 20

CORRECTIONS AND CONDITIONAL RELEASE ACT

2. Section 120 of the Corrections and Conditional Release Act is amended by adding the following after subsection (2):

Sentences to be consecutively

- (3) The portion of a sentence of imprisonment for life that an offender who has been convicted of first degree murder or second degree murder must serve before the offender may be released on full parole is, subject to 20 subsection (4), the one provided for in section 745 or 745.1 of the Criminal Code and, in addition, where the offender is under another sentence of imprisonment for another offence arising out of the same event or series of events 25 or under any other sentence at the time the sentence of imprisonment for life is imposed on the offender, the lesser of one third of any other sentence of imprisonment and seven years.
- (4) Subject to subsections (5), (6) and (7), 30 where a judge sentences an offender to a term of imprisonment for life for first degree murder or second degree murder and the offender is, at the time the sentence is imposed, under a sentence of imprisonment for life for another first degree 35 murder or second degree murder, the judge may order that the offender serve - on the expiration of the parole ineligibility period referred to in section 745 or 745.1 of the Criminal Code to which the offender is subject in respect of the 40 conviction for the other first degree murder or second degree murder—a further parole

LOI SUR LE SYSTÈME CORRECTIONNEL ET LA MISE EN LIBERTÉ SOUS CONDITION

· 1992 ch 20

- 2. L'article 120 de la Loi sur le système 10 correctionnel et la mise en liberté sous 15 condition est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:
 - (3) Dans le cas du délinquant condamné à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au 15 consécutives premier ou au deuxième degré, le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération conditionnelle totale est, sous réserve du paragraphe (4), celui prévu aux articles 745 ou 745.1 du Code criminel, plus le tiers, jusqu'à 20 concurrence de sept ans, de toute autre peine imposée pour une autre infraction basée sur les mêmes faits ou de toute autre peine d'emprisonnement que le délinquant purge à ce moment-là. 25

(4) Sous réserve des paragraphes (5), (6) et Meurtre: récidive. (7), lorsque le juge condamne un délinquant à l'emprisonnement à perpétuité pour meurtre au premier ou au deuxième degré et que celui-ci purge, au moment de l'imposition de la peine, 30 une peine d'emprisonnement à perpétuité pour un autre meurtre au premier ou au deuxième degré, le juge peut ordonner que le délinquant purge-à l'expiration du temps d'épreuve prévu aux articles 745 ou 745.1 du Code 35 criminel pour l'autre meurtre—un temps d'épreuve supplémentaire d'au plus vingt-cinq ans pour le dernier meurtre commis.

Subsequent murder conviction

ineligibility period not exceeding 25 years in respect of the first degree murder or second degree murder for which the judge is sentencing the offender.

Maximum parole ineligibility

Factors

Reasons

(5) Where an offender is required to serve 5 more than one further parole ineligibility period referred to in subsection (4), the periods shall be served consecutively but in no case shall the total period of parole ineligibility exceed 50 years.

(6) In deciding whether to order a further parole ineligibility period under subsection (4), and in deciding the length of that period, the sentencing judge shall have regard to whether the total period of parole ineligibility would 15 adequately denounce the murder and whether it would adequately acknowledge the harm done to the victim.

(7) Where the judge does not make an order under subsection (4), the judge shall, orally and 20 terms du paragraphe (4), il en donne la in writing, explain why he or she did not make that order.

(5) Tout temps d'épreuve supplémentaire auquel est assujetti un délinquant aux termes du paragraphe (4) est purgé consécutivement à l'autre temps d'épreuve, le temps d'épreuve total ne pouvant en aucun cas dépasser 5 10 cinquante ans.

Temps d'épreuve maximal

(6) Pour décider s'il y a lieu d'ordonner un Facteurs temps d'épreuve supplémentaire aux termes du paragraphe (4) et en fixer la durée, le juge qui prononce la peine évalue si le temps d'épreuve 10 total est suffisant pour bien dénoncer le meurtre et reconnaître le tort causé à la victime.

(7) Si le juge ne rend pas d'ordonnance aux justification oralement et par écrit. 15

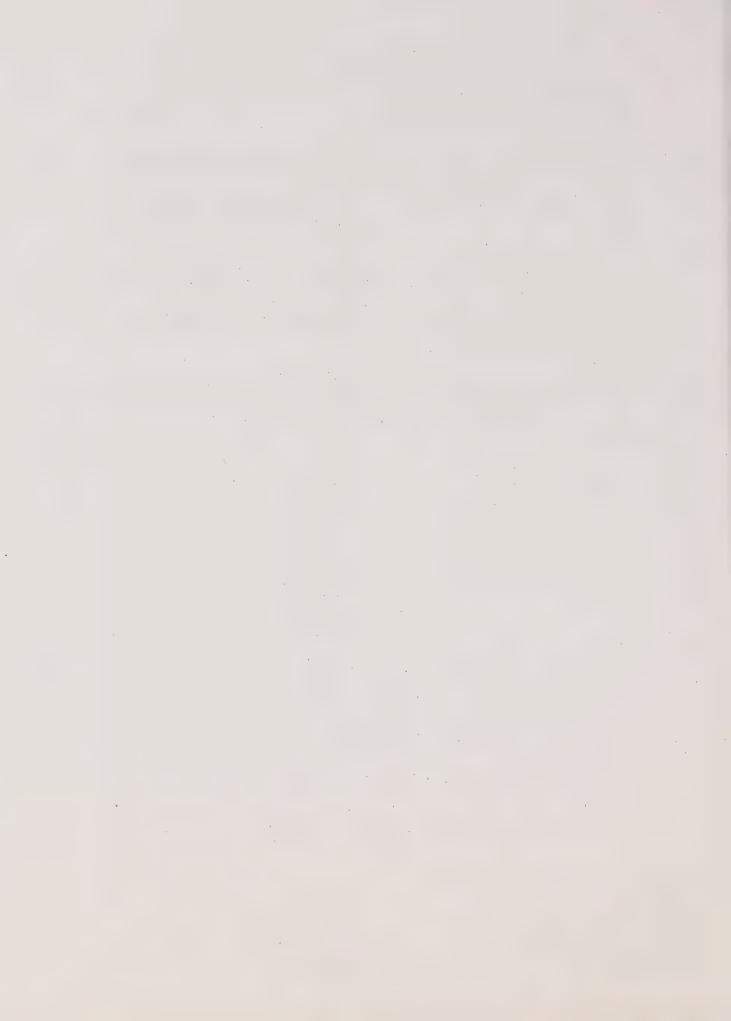


Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



CA1 XB -1356

C-232

C-232

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

PROJET DE LOI C-232

An Act to amend the Supreme Court Act (understanding the official languages)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

MR. GODIN

M. GODIN

This enactment amends the Supreme Court Act and introduces a new requirement for judges appointed to the Supreme Court to understand English and French without the assistance of an interpreter.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Cour suprême* et crée une nouvelle condition de nomination des juges de la Cour suprême selon laquelle ceux-ci doivent comprendre l'anglais et le français sans l'aide d'un interprète.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-232

PROJET DE LOI C-232

An Act to amend the Supreme Court Act (understanding the official languages)

Loi modifiant la Loi sur la Cour suprême (compréhension des langues officielles)

R.S., c. S-26

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 5 of the Supreme Court Act is amended by adding the following:

Who may be appointed judges

(2) In addition, any person referred to in subsection (1) may be appointed a judge who understands French and English without the assistance of an interpreter.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. L'article 5 de la Loi sur la Cour suprême renumbered as subsection 5(1) and is 5 devient le paragraphe 5(1) et est modifié par 5 adjonction de ce qui suit:

> (2) En outre, les juges sont choisis parmi les personnes visées au paragraphe (1) qui comprennent le français et l'anglais sans l'aide d'un 10 interprète.

Condition de nomination

10

L.R., ch. S-26



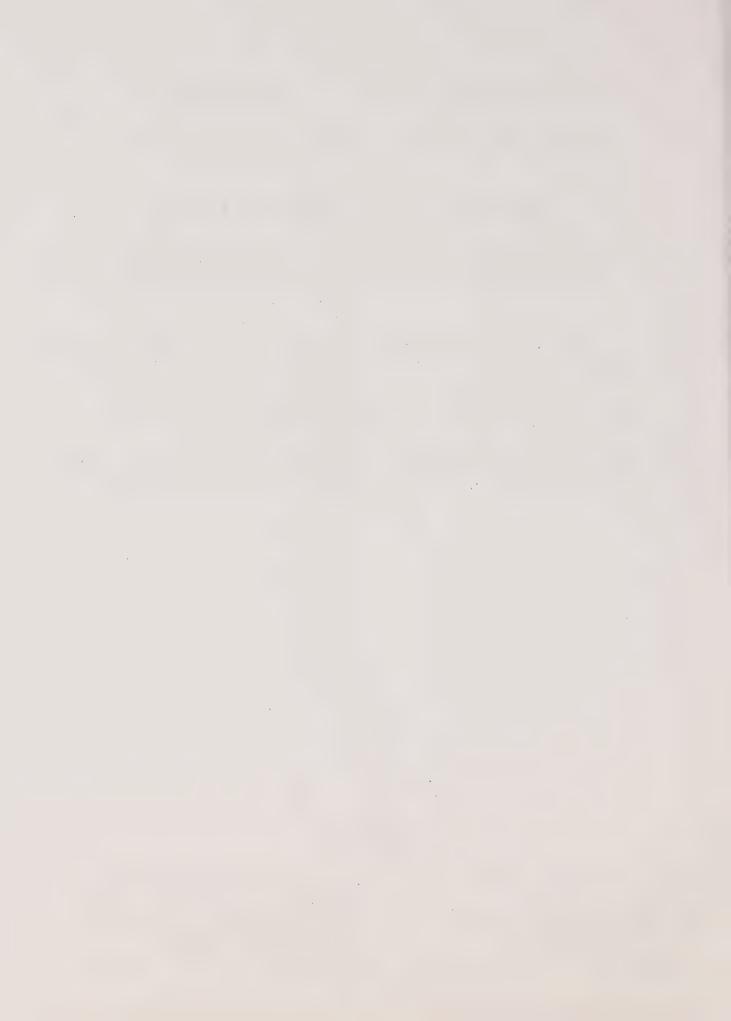
401097

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-233

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

PROJET DE LOI C-233

period increase for regional rate of unemployment)

An Act to amend the Employment Insurance Act (benefit Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (majoration de la période de prestations en fonction de la hausse du taux régional de chômage)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

MR. GODIN

M. GODIN

SOMMAIRE

This enactment increases benefit periods under the *Employment Insurance Act* based on regional rates of unemployment.

Le texte augmente la durée des périodes de prestations en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi* en fonction de la hausse du taux régional de chômage.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-233

PROJET DE LOI C-233

An Act to amend the Employment Insurance Act (benefit period increase for regional rate of unemployment)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (majoration de la période de prestations en fonction de la hausse du taux régional de chômage)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 10 of the Employment Insurance subsection (2):

Adjustment for unemployment

- (2.1) The benefit period established by subsection (2) is increased by
 - (a) 2 weeks for every percentage point by which the regional rate of unemployment 10 exceeds 4% but does not exceed 10%, and
 - (b) 3 weeks for every percentage point by which the regional rate of unemployment exceeds 10%.

subject to a maximum period of 52 weeks.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1996, ch. 23

- 1. L'article 10 de la Loi sur l'assurance-Act is amended by adding the following after 5 emploi est modifié par adjonction, après le 5 paragraphe (2), de ce qui suit:
 - (2.1) La période de prestations établie en application du paragraphe (2) est majorée :

Rajustement en fonction du taux de chômage

- a) de deux semaines pour chaque point de pourcentage du taux régional de chômage qui 10 est au-delà de 4% sans dépasser 10%;
- b) de trois semaines pour chaque point de pourcentage du taux régional de chômage qui est au-delà de 10%.
- 15 Elle ne peut cependant, après majoration, 15 dépasser un nombre total de cinquante-deux semaines.



401108

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

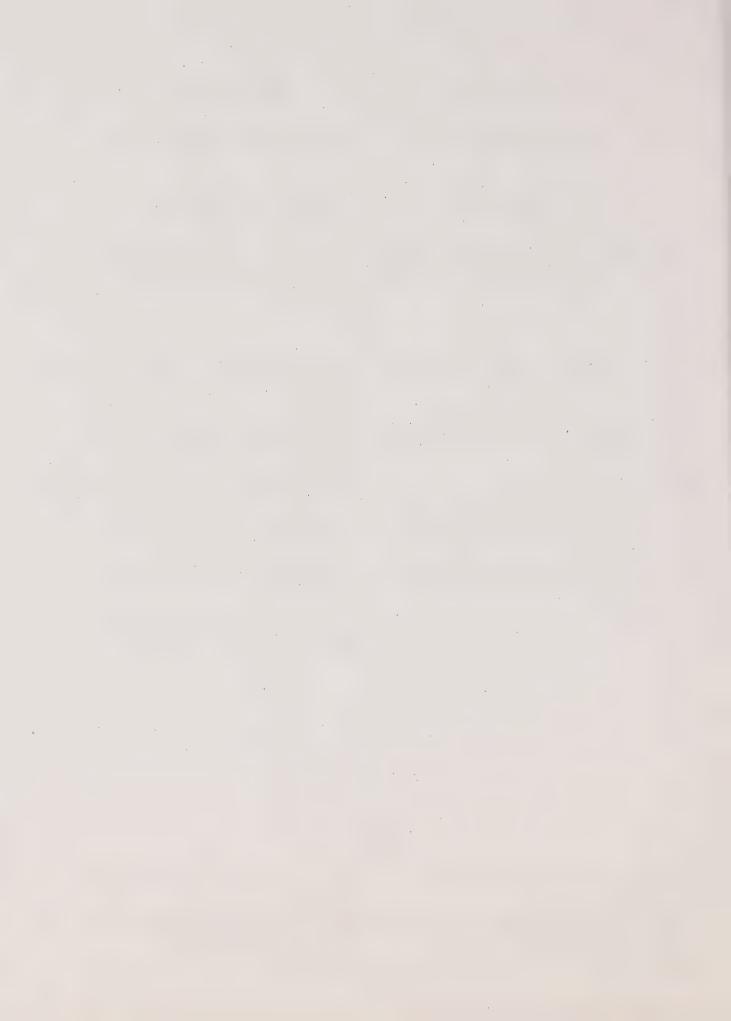
publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

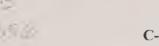
Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca





First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

PROJET DE LOI C-234

An Act to amend the Employment Insurance Act (length of Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (durée de la période de prestations)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

MR. GODIN

M. GODIN

This enactment increases the duration of benefits, first by providing that a week in which at least 15 hours were worked counts as a week of insurable employment, and second by providing that every 30 hours of the total hours worked counts as a week of insurable employment.

SOMMAIRE

Le texte augmente la durée de la période de prestations, en prévoyant d'abord qu'une semaine comptant au moins quinze heures de travail soit considérée comme une semaine d'emploi assurable, et ensuite que chaque groupe de trente heures du total des heures travaillées compte comme une semaine d'emploi assurable.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-234

PROJET DE LOI C-234

An Act to amend the Employment Insurance Act (length of benefit period) Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (durée de la période de prestations)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 10(2) of the *Employment Insurance Act* is replaced by the following:

Length of benefit period (2) <u>Subject to</u> subsections (2.1) and (10) to (15) and section 24, the length of a benefit period is one week for every week of insurable employment in the qualifying period, up to a maximum of 52 weeks.

Determination of weeks of insurable employment

- (2.1) In determining the number of weeks of insurable employment for the purposes of subsection (2).
 - (a) a week in which the claimant worked for at least 15 hours counts as a week of 15 insurable employment; and
 - (b) the number of weeks of insurable employment shall not be less than the total number of hours worked in the period divided by 30.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

- 1. Le paragraphe 10(2) de la *Loi sur* 5 *l'assurance-emploi* est remplacé par ce qui 5 suit:
- (2) Sous réserve des paragraphes (2.1) et (10) à (15) et de l'article 24, la durée d'une période de prestations correspond à une semaine pour chaque semaine d'emploi assurable au cours de 10 la période de référence, jusqu'à concurrence de cinquante-deux semaines.

(2.1) Le calcul du nombre de semaines d'emploi assurable visé au paragraphe (2) est effectué de la manière suivante :

nombre de semaines d'emploi assurable

Calcul du

1996, ch. 23

Durée de la période de

prestations

- a) toute semaine au cours de laquelle le prestataire a travaillé pendant au moins quinze heures est comptée comme une semaine d'emploi assurable;
- b) le nombre de semaines d'emploi assurable 20 ne peut être inférieur au quotient obtenu par division du nombre total d'heures travaillées par trente.



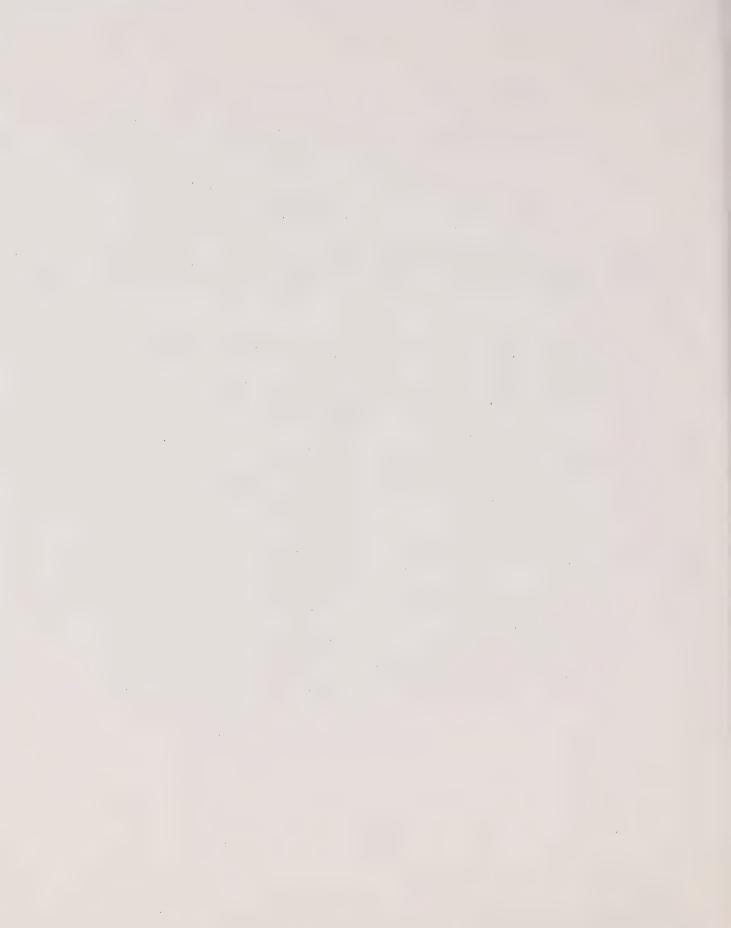
401105

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-235

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

PROJET DE LOI C-235

disease registry)

An Act to amend the Canada Labour Code (occupational Loi modifiant le Code canadien du travail (registre des maladies professionnelles)

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

This enactment requires employers to report information about all accidents, occupational diseases and other hazardous occurrences known to the employer to the Minister of Labour. It also requires the Minister to maintain a registry containing all of that information and to make the information available to employees and potential employees for examination.

SOMMAIRE

Le texte oblige les employeurs à fournir au ministre du Travail les renseignements relatifs à tous les accidents, les maladies professionnelles et les autres situations comportant des risques dont ils ont connaissance. Il exige de plus que le ministre tienne un registre où figurent tous ces renseignements et qu'il mette ceux-ci à la disposition des employés actuels et potentiels afin qu'ils puissent les examiner.

1st Session, 40th Parliament. 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-235

PROJET DE LOI C-235

An Act to amend the Canada Labour Code (occupational disease registry)

Loi modifiant le Code canadien du travail (registre des maladies professionnelles)

R.S., c. L-2

- Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:
- 1. Subsection 125(1) of the Canada Labour after paragraph (c):
 - (c.1) report to the Minister for the purposes of the occupational disease registry referred to in section 125.4 all accidents, occupational diseases and other hazardous occurrences 10 known to the employer;
- 2. The Act is amended by adding the following after section 125.3:

OCCUPATIONAL DISEASE REGISTRY

Occupational disease registry

- 125.4 (1) The Minister shall maintain an occupational disease registry containing infor-15 maladies professionnelles où figurent les rensei-15 mation about all accidents, occupational diseases and other hazardous occurrences reported under paragraph 125(1)(c.1).
- Information available
- (2) The Minister shall make information contained in the registry readily available for 20 contenus dans le registre à la disposition des examination by employees and potential employees for the purpose of identifying health and safety risks associated with various work places.

Disclosure

(3) The Minister may disclose information 25 contained in the registry to an individual or organization for scientific research or statistical purposes, other than the identity of any person

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

- 1. Le paragraphe 125(1) du Code canadien Code is amended by adding the following 5 du travail est modifié par adjonction, après 5 l'alinéa c), de ce qui suit :
 - c.1) de signaler au ministre, aux fins du registre des maladies professionnelles visé à l'article 125.4, les accidents, les maladies professionnelles et les autres situations com- 10 portant des risques dont il a connaissance;
 - 2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 125.3, de ce qui suit :

REGISTRE DES MALADIES PROFESSIONNELLES

- 125.4 (1) Le ministre tient un registre des gnements sur les accidents, les maladies professionnelles et les autres situations comportant des risques signalés au titre de l'alinéa 125(1)c.1).
- professionnelles

Registre des

maladies

L.R., ch. L-2

- (2) Le ministre met les renseignements 20 Disponibilité des renseignements employés actuels et potentiels pour que ceux-ci puissent identifier les risques pour la santé et la sécurité associés aux différents lieux de travail.
- (3) Le ministre peut communiquer les rensei- 25 Communication gnements contenus dans le registre, sauf l'identité d'une personne ou des renseignements

401178

— or information that can reasonably be expected to be used in the identification of any person.

susceptibles de servir à identifier une personne, à tout individu ou à toute organisation à des fins de recherche scientifique ou statistique.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 085
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :
Les Éditions et Services de dépôt
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Ottawa (Ontario) K1A 0S5
Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943
Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757
publications@tpsgc.gc.ca
http://publications.gc.ca

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-236

Prémière session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

PROJET DE LOI C-236

Marie

An Act to change the name of the electoral district of Sault Ste. Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Sault Ste. Marie

FIRST READING, NOVEMBER 26, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 26 NOVEMBRE 2008

This enactment changes the name of the electoral district of Sault Ste. Marie to "Sault Ste. Marie — Algoma".

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier le nom de la circonscription électorale de Sault Ste. Marie en le remplaçant par « Sault Ste. Marie — Algoma ».

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-236

PROJET DE LOI C-236

An Act to change the name of the electoral district of Sault Ste. Marie

Loi visant à modifier le nom de la circonscription électorale de Sault Ste. Marie

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. In the representation order declared in under the Electoral Boundaries Readjustment Act, paragraph 79 of that part relating to the Province of Ontario is amended by substituting the name "Sault Ste. Marie - Algoma" for the name "Sault Ste. Marie".

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Dans le décret de représentation électorale force by proclamation of August 25, 2003, 5 déclaré en vigueur par la proclamation prise en 5 «Sault Ste. Marie vertu de la Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales le 25 août 2003, le paragraphe 79 de la partie relative à la province d'Ontario est modifié par la substitution du nom 10 « Sault Ste. Marie — Algoma » au nom « Sault 10 Ste. Marie ».

Nom modifié: Algoma »



401177

Name changed

to "Sault Ste Marie -Algoma

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-237

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

PROJET DE LOI C-237

An Act to amend the Criminal Code (motor vehicle theft)

Loi modifiant le Code criminel (vol de véhicule à moteur)

FIRST READING, DECEMBER 1, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2008

This enactment amends the *Criminal Code* to provide that a first offence for motor vehicle theft will be proceeded with by either summary conviction or by indictment while a second or subsequent offence will be proceeded with by indictment.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de prévoir qu'une première infraction de vol de véhicule à moteur soit poursuivie par procédure sommaire ou par mise en accusation, et que toute récidive soit poursuivie par mise en accusation.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-237

PROJET DE LOI C-237

An Act to amend the Criminal Code (motor vehicle theft)

Loi modifiant le Code criminel (vol de véhicule à moteur)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 334:

Punishment for motor vehicle theft

- 334.1 Every one who commits theft of a motor vehicle is
 - (a) in the case of a first offence.
 - (i) guilty of an offence punishable on summary conviction, or 10
 - (ii) guilty of an indictable offence and liable to imprisonment for a term not exceeding two years; and
 - (b) in the case of a second or subsequent offence, guilty of an indictable offence and 15 liable to imprisonment for a term not exceeding ten years.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

- 1. Le *Code criminel* est modifié par ad-5 jonction, après l'article 334, de ce qui suit :
 - **334.1** Quiconque commet un vol de véhicule à moteur est coupable :

Vol d'un véhicule à moteur

L.R., ch. C-46

- a) dans le cas d'une première infraction:
 - (i) soit d'une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure 10 sommaire,
 - (ii) soit d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de deux ans;
- b) en cas de récidive, d'un acte criminel passible d'un emprisonnement maximal de 15 dix ans.



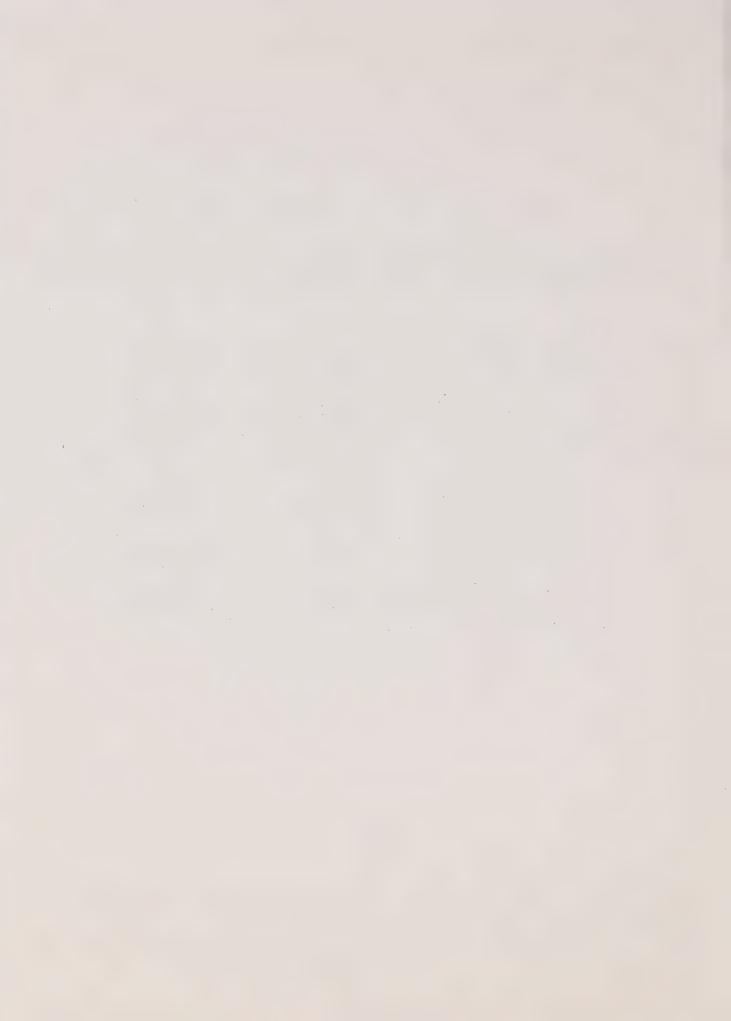
401135

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008



C-238

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

PROJET DE LOI C-238

An Act to establish a Holocaust Monument in th Capital Region	National Loi visant à ériger le Monument de l'Holocauste dans la de la capitale nationale
FIRST READING, DECEMBER 1, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2008

Ms. NEVILLE

M^{ME} NEVILLE

This enactment requires the Minister responsible for the *National Capital Act* to establish and work in cooperation with a Holocaust Monument Development Council to design and build a Holocaust Monument to be located in the National Capital Region.

SOMMAIRE

Le texte exige que le ministre responsable de l'application de la Loi sur la capitale nationale constitue le Conseil d'édification du Monument de l'Holocauste et collabore avec celui-ci afin de concevoir et d'ériger un monument de l'Holocauste dans la région de la capitale nationale.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-238

PROJET DE LOI C-238

An Act to establish a Holocaust Monument in the National Capital Region

Loi visant à ériger le Monument de l'Holocauste dans la région de la capitale nationale

Preamble

Whereas, there is no public monument to honour all of the victims and Canadian survivors of the Holocaust in the National Capital Region;

Whereas, the Holocaust shook the founda- 5 tions of modern civilization with its crimes against humanity:

Whereas it is important to ensure that the Holocaust continues to have a permanent place in our nation's collective memory; 10

Whereas we have an obligation to honour the memory of Holocaust victims as part of our collective resolve to never forget;

Whereas the establishment of a national monument shall forever remind Canadians of 15 one of the darkest chapters in human history and the dangers of state-sanctioned hatred and of anti-Semitism;

And whereas a national monument shall act as a tool to help future generations learn about 20 the root causes of the Holocaust and its consequences in order to help prevent future acts of genocide;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 25 du Sénat et de la Chambre des communes du Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

qu'il n'y a dans la région de la capitale nationale aucun monument public pour rendre hommage aux victimes et aux survivants canadiens de l'Holocauste;

que les crimes contre l'humanité commis pendant l'Holocauste ont ébranlé les fondements de la civilisation moderne:

qu'il est important de veiller à ce que l'Holocauste ait toujours une place perma-10 nente dans la mémoire collective de notre nation:

que notre promesse collective de ne jamais oublier nous oblige à honorer le souvenir des victimes de l'Holocauste:

que l'édification d'un monument national rappellera à tout jamais au peuple canadien l'un des moments les plus noirs de l'histoire de l'humanité ainsi que les dangers qu'engendrent la haine sanctionnée par l'État et 20 l'antisémitisme:

qu'un monument national servira d'outil qui aidera les générations futures à prendre connaissance des causes profondes de l'Holocauste et de ses conséquences, afin de 25 contribuer à prévenir d'autres génocides,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement Canada, édicte:

Titre abrégé

Définitions

Short title

1. This Act may be cited as the Holocaust Monument Act.

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

"Council" « Conseil » "Council" means the Holocaust Monument 5 «Conseil» Le Conseil d'édification du Monu-Development Council established by the Minister under section 4.

"Minister" « ministre » "Minister" means the Minister responsible for the National Capital Act.

"Monument" «Monument»

established under section 3.

"public land" « terrain public »

"public land" means an area of land owned by the Crown that is accessible to the public at all times.

Establishment of Holocaust

3. A Holocaust Monument shall be estab-15 lished to commemorate the victims and Canadian survivors of the Holocaust.

Council to be established

Monument

4. The Minister shall establish a council, to be referred to as the Holocaust Monument Development Council, to be composed of not 20 causte, qui est composé d'au plus dix membres. more than 10 members.

Selection process

5. (1) The Minister shall hold an open application process whereby members of the public who possess a strong interest in, may apply to the Minister to become a Council member.

No remuneration for Council members

(2) The members of the Council are not entitled to be paid any remuneration for acting as Council members.

By-laws

(3) The Council shall adopt by-laws to carry out its functions under this Act.

Design and location of Monument

6. (1) The Minister, in cooperation with the Council, shall oversee the planning and design area of public land in the National Capital Region for the Monument to be located.

Recommendations from the public

(2) The Minister, in cooperation with the Council, shall engage in public consultation and the public when making any decision under subsection (1).

1. Titre abrégé: Loi sur le Monument de l'Holocauste.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

> 5 «Conseil» "Council"

ment de l'Holocauste constitué par le ministre en vertu de l'article 4.

«ministre» Le ministre responsable de l'application de la Loi sur la capitale nationale.

« ministre » "Minister

"Monument" means the Holocaust Monument 10 «Monument» Le Monument de l'Holocauste 10 «Monument» "Monument créé par l'article 3.

> « terrain public » Terre appartenant à Sa Majesté qui est accessible au public en tout temps.

« terrain public » "public land"

3. Le Monument de l'Holocauste est créé Création du Monument pour rendre hommage aux victimes et aux 15 survivants canadiens de l'Holocauste.

4. Le ministre constitue un conseil, appelé le Conseil d'édification du Monument de l'Holo-

Constitution du Conseil

5. (1) Le ministre lance un processus de 20 Processus de sélection sélection ouvert au public dans lequel il invite ceux qui manifestent un vif intérêt pour connection to, or familiarity with the Holocaust 25 l'Holocauste, qui ont des liens avec l'Holocauste ou qui connaissent bien ce sujet à lui soumettre leur demande de candidature en vue 25 d'occuper un poste de membre du Conseil.

> (2) Les membres du Conseil n'ont droit à aucune rémunération pour l'exercice de leurs 30 fonctions.

Aucune rémunération

(3) Le Conseil adopte des règlements admi- 30 Règlements administratifs nistratifs pour l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi.

6. (1) Le ministre, en collaboration avec le Conseil, supervise la planification et la concepof the Monument and shall choose a suitable 35 tion du Monument et choisit un terrain public 35 approprié dans la région de la capitale nationale pour ériger le Monument.

Conception et emplacement du Monument

(2) Le ministre, en collaboration avec le Conseil, mène des consultations publiques et shall take into account the recommendations of 40 tient compte des recommandations présentées 40 par les membres du public lorsqu'il prend des décisions en application du paragraphe (1).

Recommandations du public Construction and maintenance of Monument

7. The Minister shall be responsible for the construction and maintenance of the Monument.

7. Le ministre est chargé de la construction et de l'entretien du Monument.

Construction et entretien du Monument

Historic Sites and Monuments Board of Canada **8.** The Historic Sites and Monuments Board of Canada may assist the Council in the performance of its functions under this Act.

8. La Commission des lieux et monuments historiques du Canada peut aider le Conseil 5 dans l'exercice de ses fonctions sous le régime de la présente loi.

Commission des lieux et monuments 5 historiques du Canada

Timeline

9. The Monument shall be completed not later than three years after this Act comes into force.

9. Le Monument doit être achevé dans les trois ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi.

Délai d'achèvement



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 085
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 085 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

61 L 356

C-239

C-239

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

RILL C-239

PROJET DE LOI C-239

MME NEVILLE

An Act respecting the National Ecosystems Council of Canada Loi sur le Conseil national des écosystèmes du Canada

FIRST READING, DECEMBER 1, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2008

Ms. Neville

SOMMAIRE

This enactment establishes a national council to study the sustainability of Canadian ecosystems and to implement measures to protect those ecosystems.

Le texte constitue un conseil national chargé d'étudier la durabilité des écosystèmes canadiens et de mettre en oeuvre des mesures pour les protéger.

1st Session, 40th Parliament. 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-239

PROJET DE LOI C-239

An Act respecting the National Ecosystems Council of Canada

Loi sur le Conseil national des écosystèmes du Canada

Preamble

Whereas Parliament recognizes that the sustainability of many of Canada's ecosystems is at risk and that it is of vital importance to the Canadian environment to preserve and protect those ecosystems;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the National

Attendu:

Préambule

que le Parlement reconnaît que la durabilité de nombreux écosystèmes du Canada est actuellement compromise et qu'il est primordial pour l'environnement canadien de les 5 préserver et de les protéger,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

TITRE ABRÉGÉ

Ecosystems Council of Canada Act.

1. Loi sur le Conseil national des écosystè- 10 Titre abrégé

10 mes du Canada.

INTERPRETATION

Definitions

2. The following definitions apply in this

"Council" « Conseil » "Council" means the National Ecosystems Council of Canada established by subsection 3(1).

"Minister" « ministre » "Minister" means such member of the Queen's Privy Council for Canada as may be designated by the Governor in Council as the Minister for the purposes of this Act.

"President" «président» "President" means the President of the Council 20 appointed under subsection 3(1).

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à Définitions la présente loi.

« Conseil » Le Conseil national des écosystèmes 15 du Canada constitué par le paragraphe 3(1).

« ministre » Le membre du Conseil privé de la Reine pour le Canada chargé par le gouverneur en conseil de l'application de la présente loi.

«président» Le président du Conseil nommé aux termes du paragraphe 3(1).

« ministre » "Minister"

« président »

"President"

«Conseil»

"Council"

ESTABLISHMENT OF COUNCIL

Council established

3. (1) There is hereby established a Council, to be called the National Ecosystems Council of Canada, consisting of a President and not more than twelve other members to be appointed by the Governor in Council.

Council incorporated

(2) The Council is a body corporate that has power to acquire and hold real, personal, movable and immovable property for the purposes of and subject to this Act.

DUTIES AND POWERS

Duties of Council

4. The Council has charge of such matters 10 affecting Canadian ecosystems and related environmental matters as may be assigned to it by the Governor in Council.

Powers of Council

- 5. Without limiting the general powers conferred on or vested in the Council by this Act, 15 peut notamment: the Council may
 - (a) subject to the approval of the Governor in Council, make by-laws for the conduct of its business:
 - (b) control and direct the work of the 20 Council through the President;
 - (c) undertake all necessary studies and make recommendations to the Government of Canada as to the measures that must be taken in order to 25
 - (i) restore degraded and threatened areas in the Great Lakes and the St. Lawrence River and estuary,
 - (ii) reopen closed shellfish harvesting areas in the Gulf of St. Lawrence through 30 remediation of land-based sources of pollution.
 - (iii) remediate the damage due to harmful pollutants and practices in the Areas of Concern identified under the Great Lakes 35 Water Quality Agreement of 1978 concluded between Canada and the United States, as amended from time to time. including remediation of contaminated sediments in Hamilton Harbour, 40

CONSTITUTION DU CONSEIL

3. (1) Est constitué le Conseil national des écosystèmes du Canada, composé d'au plus douze membres et d'un président nommés par le gouverneur en conseil.

Constitution du Conseil

(2) Le Conseil est doté de la personnalité 5 Personnalité morale et de la capacité d'acquérir et de détenir des meubles et des immeubles et des biens personnels et réels dans le cadre de la présente

MISSION ET POUVOIRS

- 4. Le Conseil est responsable de toutes les 10 Mission du questions touchant les écosystèmes canadiens et des questions environnementales connexes que lui confie le gouverneur en conseil.
- 5. Dans l'exécution de sa mission, le Conseil

15 Conseil

- a) avec l'approbation du gouverneur en conseil, prendre des règlements administratifs pour la conduite de ses affaires;
- b) confier la direction de ses activités à son président; 20
- c) entreprendre les études nécessaires et formuler des recommandations au gouvernement du Canada quant aux mesures à prendre
 - (i) rétablir les zones dégradées et mena-25 cées des Grands Lacs, du fleuve St-Laurent et de son estuaire.
 - (ii) rouvrir les zones de pêche aux mollusques dans le golfe du Saint-Laurent par l'application de mesures correctives aux 30 sources terrestres de pollution,
 - (iii) corriger les dommages causés par les polluants nocifs et les pratiques nuisibles dans les secteurs préoccupants désignés dans l'Accord de 1978 relatif à la qualité 35 de l'eau dans les Grands Lacs, avec ses modifications successives, conclu entre le Canada et les États-Unis, y compris le traitement des sédiments contaminés du port de Hamilton, 40

Pouvoirs du

ORGANIZATION

Tenure of office

6. Each member of the Council, other than the President, shall be appointed to hold office for a term of not more than three years.

Appointment of President

7. The President shall be appointed to hold the Governor in Council may determine.

Executive capacity of President

8. The President is the chief executive officer of the Council and has supervision over and direction of the work of the Council and of the officers, technical and otherwise, appointed for 10 the purpose of carrying on the work of the Council

Acting President

9. If the President is absent or unable to act or if the office of President is vacant, the Minister may appoint, for a period not exceed-15 présidence est assumée, pour une période ing 90 days, an acting President who, while so acting, is a member of the Council and has all the powers of the President.

Re-appointment

10. Any retiring President or other retiring member of the Council is eligible for re-20 président, peuvent recevoir un nouveau mandat. appointment.

Salary and expenses of President

11. (1) The President shall be paid such salary and expenses as are fixed by the Governor in Council.

Acting President's salary and expenses

(2) An acting President shall be paid such 25 salary and expenses as are fixed by the Governor in Council.

Travel and other expenses

(3) The members of the Council, other than the President, shall serve without remuneration but each of those members is entitled to be paid 30 moins, ils ont droit aux frais de déplacement et reasonable travel and other expenses incurred while absent from their ordinary place of residence in the course of performing duties under this Act.

for additional duties

(4) Notwithstanding subsection (3), a mem-35 ber of the Council, other than the President, shall, for any period during which the member performs with the approval of the Council any duties on its behalf in addition to their ordinary duties, be paid such remuneration therefor as 40 son approbation. may be authorized by the Council.

Head office

12. The head office of the Council shall be at such place in Canada as may be designated by the Governor in Council.

FONCTIONNEMENT

6. Les conseillers, à l'exception du président, sont nommés pour un mandat maximal de trois

Mandats des conseillers

Mandat du

- 7. Le gouverneur en conseil nomme le 5 président office for such term, not exceeding five years, as 5 président pour un mandat maximum de cinq
 - 8. Le président est le premier dirigeant du Conseil; à ce titre, il en assure la direction et contrôle la gestion de son personnel.

Attributions du président

- 9. En cas d'absence ou d'empêchement du 10 Intérim du président ou de vacance de son poste, la maximale de quatre-vingt-dix jours, par la personne que nomme le ministre.
- 10. Les conseillers sortants, y compris le 15 Renouvellement du mandat
- 11. (1) Le président reçoit le traitement et les indemnités fixés par le gouverneur en conseil.

Rémunération du président

(2) Le président suppléant reçoit le traite-Rémunération du président ment et les indemnités fixés par le gouverneur 20 suppléant en conseil.

> Indemnités des autres conseillers

(3) Les conseillers, à l'exception du président, ne recoivent aucune rémunération; néanautres entraînés par l'accomplissement, hors de 25 leur lieu ordinaire de résidence, des fonctions qui leur sont confiées en application de la présente loi.

Missions

- (4) Par dérogation au paragraphe (3), les conseillers, à l'exception du président, recoivent 30 extraordinaires la rémunération que peut autoriser le Conseil à l'occasion des missions extraordinaires qu'ils accomplissent pour le compte de celui-ci et avec
- 12. Le siège du Conseil est fixé, au Canada, 35 siège au lieu désigné par le gouverneur en conseil.

- (iv) in the Toronto area, improve urban water quality, restore fish and wildlife populations and reopen contaminated beaches,
- (v) help decontaminate and restore the 5 health of the rivers that flow into the Great Lakes and the St. Lawrence River.
- (vi) identify and remediate the environmental impact of those persistent toxic substances that have a widespread harmful 10 effect on the environment,
- (vii) develop technology to allow municipal wastewater systems to treat and remove chemicals of concern.
- (viii) facilitate research to improve our 15 understanding of the effect of key pollutants on Canadian ecosystems, the impact of toxic discharges and poor air quality on human health, the impact of climate change on our planet and the effects of 20 environmental damage on biodiversity,
- (ix) integrate the monitoring of air quality, water quality and quantity, biodiversity and habitat to provide better information about the state of the Great Lakes and 25 St. Lawrence ecosystem,
- (x) restore the health of Lake Winnipeg in partnership with those jurisdictions in Canada and the United States that comprise the Lake Winnipeg watershed, 30
- (xi) make a valid assessment of the health of the Mackenzie River and Columbia River basins, in consultation with the governments of the affected First Nations peoples, British Columbia, the Northwest 35 Territories, the affected municipalities and the affected states of the United States, and
- (xii) in collaboration with the Government of British Columbia, develop and implement a comprehensive water use and air 40 quality plan for the Okanagan watershed.

- (iv) dans la région de Toronto, améliorer la qualité de l'eau en zone urbaine, rétablir les populations de poisson et de faune et rouvrir les plages contaminées,
- (v) aider à décontaminer et à rétablir la 5 santé des rivières qui se déversent dans les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent.
- (vi) cerner et corriger l'impact sur l'environnement des substances toxiques persistantes qui ont des effets nocifs généralisés 10 sur l'environnement,
- (vii) mettre au point des technologies permettant aux réseaux d'égouts municipaux de traiter et d'éliminer les substances chimiques préoccupantes, 15
- (viii) faciliter les recherches visant à accroître nos connaissances des effets des principaux polluants sur les écosystèmes canadiens, de l'impact des rejets toxiques et de la mauvaise qualité de l'air sur la 20 santé humaine, de l'impact des changements climatiques sur notre planète et des effets sur la biodiversité des dommages à l'environnement,
- (ix) intégrer la surveillance de la qualité de 25 l'air, de la qualité de l'eau et de sa quantité, de la biodiversité et des habitats pour fournir de meilleurs renseignements sur l'état de l'écosystème des Grands Lacs et du fleuve Saint-Laurent,
- (x) rétablir la santé du lac Winnipeg en partenariat avec les autorités des provinces canadiennes et des états américains qui font partie du bassin du lac Winnipeg,
- (xi) procéder à une évaluation valide de la 35 santé des bassins des rivières Mackenzie et Columbia, en consultation avec les gouvernements des premières nations touchées, de la Colombie-Britannique et des Territoires du Nord-Ouest, avec les admi- 40 nistrations municipales touchées et avec les états touchés des États-Unis.
- (xii) de concert avec le gouvernement de la Colombie-Britannique, élaborer et appliquer un plan d'ensemble pour l'utilisa- 45 tion de l'eau et la qualité de l'air dans le bassin de la rivière Okanagan.

Meetings

13. The Council shall meet at least three times a year at such times and at such places in Canada as it considers necessary.

Executive committee

14. (1) There is hereby established an executive committee of the Council consisting of the President and at least six other members to be selected by the Council.

Powers of executive committee

(2) The executive committee of the Council may exercise the powers of the Council and minutes of the proceedings of that committee since the last preceding meeting of the Council.

Agent of Her Majesty

15. (1) The Council is for all purposes of this Act an agent of Her Majesty and it may exercise its powers under this Act only as an 15 peut exercer ses pouvoirs qu'à ce titre. agent of Her Majesty.

Proceedings by and against the Council

(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Council on behalf of Her Majesty, whether in its name or in the name of 20 en justice sous son propre nom devant les Her Majesty, may be brought or taken by or against the Council in the name of the Council in any court that would have jurisdiction if the Council were not an agent of Her Majesty.

13. Le Conseil tient au Canada, aux date.

heure et lieu de son choix, un minimum de trois réunions par an.

14. (1) Est constitué un bureau du Conseil, 5 composé du président et d'au moins six autres 5 conseillers désignés par le Conseil.

(2) Le bureau du Conseil exerce les pouvoirs du Conseil; il dépose à chaque réunion du shall submit, at each meeting of the Council, 10 Conseil le procès-verbal des travaux qu'il a exécutés depuis la dernière réunion de celui-ci. 10

Attributions du

Réunions

Bureau

15. (1) Le Conseil est, dans le cadre de ses attributions, mandataire de Sa Majesté et il ne

Qualité de mandataire de Sa Maiesté

(2) À l'égard des droits et obligations qu'il assume pour le compte de Sa Majesté sous le 15 justice nom de celle-ci ou le sien, le Conseil peut ester tribunaux qui seraient compétents s'il n'était pas mandataire de Sa Majesté.

Actions en

AUDIT

Audit relating to Council

16. All the receipts and expenditures of the 25 Council are subject to examination and audit by the Auditor General of Canada.

VÉRIFICATION

16. Les recettes et dépenses du Conseil sont 20 Vérification du Conseil examinées par le vérificateur général du Canada.

ANNUAL REPORT

Annual report to Parliament

17. The President shall, within four months after the termination of each fiscal year, transmit Council in that fiscal year, the recommendations made by the Council to the Government of Canada in that fiscal year and the progress made by the Government of Canada in implementing fiscal year, and the Minister shall cause that report to be laid before Parliament within 15 days after the receipt thereof or, if Parliament is not then sitting, on any of the first 15 days next thereafter that either House of Parliament is 40 sitting.

RAPPORT ANNUEL

17. Dans les quatre premiers mois de chaque Rapport annuel exercice, le président présente au ministre le to the Minister a report on the operations of the 30 rapport d'activité du Conseil pour l'exercice 25 précédent, les recommandations formulées par le Conseil à l'intention du gouvernement du Canada pendant le même exercice et les mesures prises par le gouvernement du Canada recommendations of the Council during that 35 au cours de l'exercice en vue de la mise en 30 oeuvre des recommandations du Conseil. Le ministre fait déposer le rapport devant le Parlement dans les quinze jours suivant sa réception ou, si celui-ci ne siège pas, dans les quinze premiers jours de séance ultérieurs de 35 l'une ou l'autre chambre.

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services

Public Works and Government Services Canada

Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

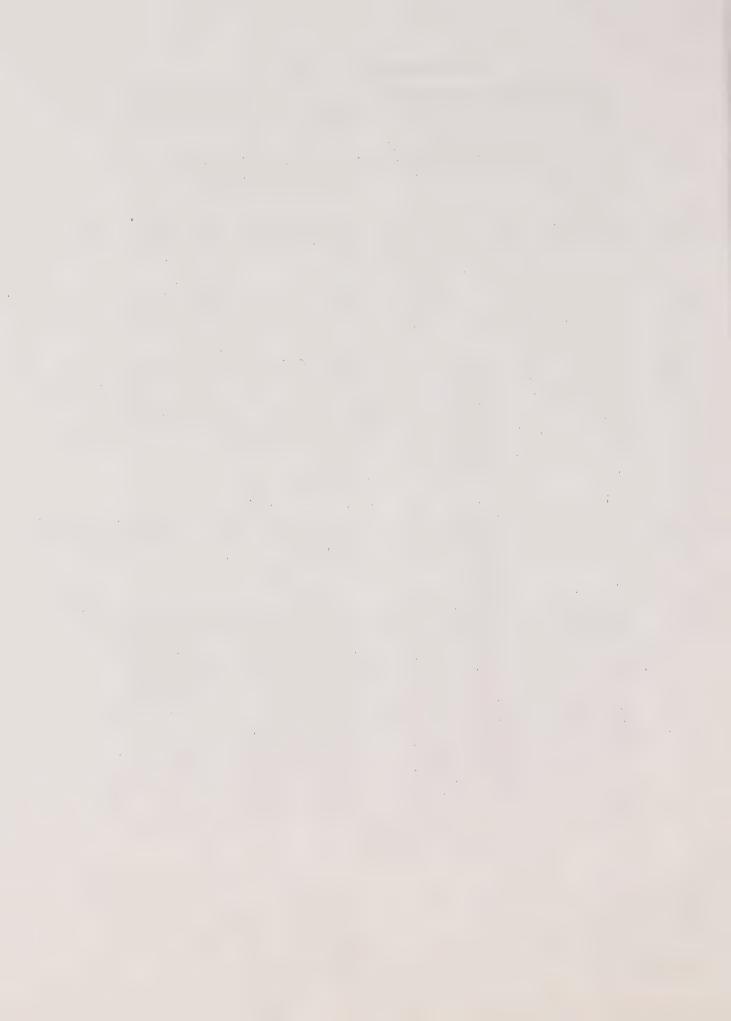
Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



This enactment amends the *Income Tax Act* to allow volunteer emergency workers to deduct from their taxable income the amount of \$1,000 if they performed at least 100 hours of volunteer service, and \$2,000 if they performed at least 200 hours of volunteer service.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* afin d'accorder aux volontaires des services d'urgence une déduction, sur leur revenu imposable, qui s'élève à 1 000 \$ s'ils ont accompli au moins 100 heures de service à ce titre et à 2 000 \$ s'ils en ont accompli au moins 200 heures.

C-240

C-240

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

PROJET DE LOI C-240

An Act to amend the Income Tax Act (deduction for volunteer emergency service)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction pour volontaires des services d'urgence)

FIRST READING, DECEMBER 1, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2008

MR. EASTER

M. EASTER

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-240

PROJET DE LOI C-240

An Act to amend the Income Tax Act (deduction for volunteer emergency service)

Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu (déduction pour volontaires des services d'urgence)

R.S., c. 1 (5th Supp.)

Volunteer

emergency

Volunteer

emergency

service - 200

service — 100

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 60 of the Income Tax Act is paragraph (y) and by adding the following after paragraph (z):

(z.1) \$1,000, if the taxpayer performed in the taxation year at least 100 hours but less than 200 hours of volunteer service as an ambu-10 lance technician, a firefighter or a person who assists in the search or rescue of individuals or in other emergency situations; and

(z.2) \$2,000, if the taxpayer performed in the taxation year 200 hours or more of volunteer 15 service as an ambulance technician, a firefighter or a person who assists in the search or rescue of individuals or in other emergency situations.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

L.R., ch. 1 (5e suppl.)

- 1. L'article 60 de la Loi de l'impôt sur le amended by striking out "and" at the end of 5 revenu est modifié par adjonction, après 5 l'alinéa z), de ce qui suit:
 - z.1) 1000 \$, si le contribuable a accompli pendant l'année d'imposition au moins 100 heures et moins de 200 heures de service à titre de technicien ambulancier volontaire, de 10 pompier volontaire ou de volontaire participant aux activités de recherche ou de sauvetage de personnes ou à d'autres situations d'urgence;

Volontaires des services d'urgence 100 heures

z.2) 2000 \$, si le contribuable a accompli 15 Volontaires des pendant l'année d'imposition au moins 200 heures de service à titre de technicien ambulancier volontaire, de pompier volontaire ou de volontaire participant aux activités de recherche ou de sauvetage de personnes ou 20 à d'autres situations d'urgence.

services d'urgence

2. The Act is amended by adding the 20 following after section 60.03:

Certificate for claim under paragraph 60(z.1)

60.04 (1) In order to claim a deduction under paragraph 60(z.1), a taxpayer shall provide a certificate issued by the municipality taxpayer performed at least 100 hours but less than 200 hours of volunteer service of a type referred to in that paragraph.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 60.03, de ce qui suit :

60.04 (1) Le contribuable doit, pour se prévaloir de la déduction visée à l'alinéa 25 la déduction 60z.1), remettre une attestation délivrée par la or other public authority certifying that the 25 municipalité ou toute autre administration et certifiant qu'il a accompli au moins 100 heures

visée à l'alinéa 602 1)

401076

Certificate for claim under paragraph 60(z.2)

(2) In order to claim a deduction under paragraph 60(z.2), a taxpayer shall provide a certificate issued by the municipality or other public authority certifying that the taxpayer performed 200 hours or more of volunteer 5 service of a type referred to in that paragraph.

Training and related duties

(3) For the purposes of this section, volunteer service includes time spent in training and in carrying out any related duties that are requested by the municipality or other public 10 authority that issues the certificate.

Limitation as to paragraphs 60(z.1) and (z.2)

60.05 A taxpayer is not entitled to claim a deduction under paragraph 60(z.1) or (z.2) for a taxation year if there has been excluded from the computation of the taxpayer's income for 15 that taxation year an amount under subsection 81(4).

et moins de 200 heures de service à titre de volontaire dans les fonctions qui y sont mentionnées.

(2) Le contribuable doit, pour se prévaloir de la déduction visée à l'alinéa 60z.2), remettre une attestation délivrée par la municipalité ou toute autre administration et certifiant qu'il a accompli au moins 200 heures de service à titre de volontaire dans les fonctions qui y sont mentionnées.

Attestation pour 5 la déduction visée à l'alinéa 60z.2)

- 10
- (3) Pour l'application du présent article, est compris dans le service à titre de volontaire le temps consacré à la formation et à l'exercice de fonctions connexes demandées par la municipalité ou l'administration qui délivre l'attesta-15 tion.

Formation et fonctions connexes

60.05 Le contribuable ne peut se prévaloir de la déduction visée aux alinéas 60z.1) ou z.2) pour une année d'imposition si un montant a été exclu du calcul de son revenu pour cette année 20 aux termes du paragraphe 81(4).

Restriction relative aux alinéas 60z.1) et



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de :

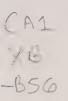
Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-241

C-241

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

PROJET DE LOI C-241

An Act to amend the Employment Insurance Act (removal of waiting period)	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression de délai de carence)	
FIRST READING, DECEMBER 1, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 1 ^{ER} DÉCEMBRE 2008	

MR. OUELLET

M. OUELLET

This enactment removes the waiting period that precedes the commencement of benefits after an interruption of earnings and repeals provisions that refer to that waiting period.

SOMMAIRE

Le texte supprime le délai de carence qui précède le versement des prestations après l'arrêt de la rémunération et abroge les dispositions qui s'y rapportent.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-241

PROJET DE LOI C-241

An Act to amend the Employment Insurance Act (removal of waiting period)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression du délai de carence)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1996, c. 23

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1996, ch. 23

Rémunération au

cours de

périodes de

- 1. (1) The definition "waiting period" in Act is repealed.
- (2) The definition "disentitled" in subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:
- 1. (1) La définition de « délai de carence », subsection 6(1) of the Employment Insurance 5 au paragraphe 6(1) de la Loi sur l'assurance-5 emploi, est abrogée.
 - (2) La définition de « inadmissible », au paragraphe 6(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit:

"disentitled" « inadmissible » "disentitled" means not entitled under section 10 «inadmissible» Qui n'est pas admissible au 10 «inadmissible» 18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 or 50 or under the regulations;

- titre des articles 18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 ou 50, ou au titre d'un règlement.
- 2. Section 13 of the Act is repealed.
- 2. L'article 13 de la même loi est abrogé.
- 3. (1) Subsection 19(1) of the Act is repealed.
 - 3. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi 15 15 est abrogé.
- (2) The portion of subsection 19(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:
- (2) Le paragraphe 19(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Earnings in periods of unemployment

- (2) Subject to subsections (3) and (4), if the claimant has earnings during a week of 20 le prestataire reçoit une rémunération durant une unemployment, there shall be deducted from benefits payable in that week the amount, if any, of the earnings that exceeds
- (2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), si semaine de chômage, il est déduit des presta-20 chômage tions qui lui sont payables un montant correspondant à la fraction de la rémunération reçue au cours de cette semaine qui dépasse 50 \$, ou vingt-cinq pour cent de son taux de prestations hebdomadaires si celui-ci est de 200 \$ ou plus. 25
- 4. Section 20 of the Act is replaced by the following:
- 4. L'article 20 de la même loi est remplacé 25 par ce qui suit:

401220

Rémunération au

cours de

chômage

périodes de

Earnings in periods of unemployment

- 20. If a claimant is disentitled from receiving benefits for a working day in a week of unemployment, an amount equal to 1/5 of their weekly rate of benefits for each such working for that week.
 - 5. Subsection 22(4) of the Act is repealed.
 - 6. Subsection 23(5) of the Act is repealed.
- 7. Subsection 23.1(7) of the Act is repealed.
- 8. Paragraph 24(1)(h) of the Act is repealed.
- 9. Subsection 28(2) of the Act is replaced by the following:

When disqualification is to be served

- (2) Subject to subsections (3) to (5), the 15 weeks of disqualification are to be served during the period for which benefits would otherwise be payable if the disqualification had not been imposed and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any 20 subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period.
- 10. Subsection 30(2) of the Act is replaced by the following:

Length of disqualification

- (2) The disqualification is for each week of 25 the claimant's benefit period and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period.
- 11. (1) Paragraph 54(a) of the Act is 30 repealed.
- (2) Paragraph 54(f.6) of the Act is repealed.

COMING INTO FORCE

Coming into

12. This Act comes into force 30 days after the date on which it is assented to.

20. Si le prestataire est inadmissible au bénéfice des prestations pour un ou plusieurs jours ouvrables d'une semaine de chômage, il est déduit des prestations afférentes à cette day shall be deducted from the benefits payable 5 semaine un cinquième de son taux de prestations hebdomadaires pour chacun de ces jours ouvrables.

- 5. Le paragraphe 22(4) de la même loi est abrogé.
- 6. Le paragraphe 23(5) de la même loi est 10 abrogé.
- 7. Le paragraphe 23.1(7) de la même loi 10 est abrogé.
 - 8. L'alinéa 24(1)h) de la même loi est 15 abrogé.
 - 9. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - (2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), l'exclusion doit être purgée au cours des semaines de la période de prestations du 20 être purgée prestataire pour lesquelles il aurait sans cela droit à des prestations. Il demeure par ailleurs entendu que la durée de cette exclusion n'est pas touchée par la perte subséquente d'un emploi au cours de la période de prestations.

Période au cours de laquelle l'exclusion doit

- 10. Le paragraphe 30(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- (2) L'exclusion vaut pour toutes les semaines de la période de prestations du prestataire. Il demeure par ailleurs entendu que la durée de 30 subséquente cette exclusion n'est pas affectée par la perte subséquente d'un emploi au cours de la période de prestations.

Exclusion non touchée par une perte d'emploi

Entrée en vigueur

- 11. (1) L'alinéa 54a) de la même loi est abrogé. 35
- (2) L'alinéa 54f.6) de la même loi est abrogé.

ENTRÉE EN VIGUEUR

12. La présente loi entre en vigueur trente 35 jours après la date de sa sanction.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943

Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-242

C-242

Covernment Fablications

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

PROJET DE LOI C-242

An Act to amend the Employment Insurance Act (percentage of insurable earnings payable to claimant)	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (pourcentage de la rémunération assurable à verser au prestataire)
FIRST READING, DECEMBER 3, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

MR. GODIN M. GODIN

This enactment increases the benefit payable to 66% of the weekly insurable earnings.

SOMMAIRE

Le texte porte les prestations hebdomadaires à soixante-six pour cent de la rémunération hebdomadaire assurable.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-242

PROJET DE LOI C-242

An Act to amend the Employment Insurance Act (percentage of insurable earnings payable to claimant)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (pourcentage de la rémunération assurable à verser au prestataire)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Subsection 14(1) of the Employment

Insurance Act is replaced by the following:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1996, ch. 23

1. Le paragraphe 14(1) de la Loi sur 5 l'assurance-emploi est remplacé par ce qui 5 suit:

14. (1) Le taux de prestations hebdomadaires qui peut être versé à un prestataire est de soixante-six pour cent de sa rémunération hebdomadaire assurable.

prestations hebdomadaires

10

Rate of weekly benefits

14. (1) The rate of weekly benefits payable to a claimant is 66% of their weekly insurable earnings.



401106

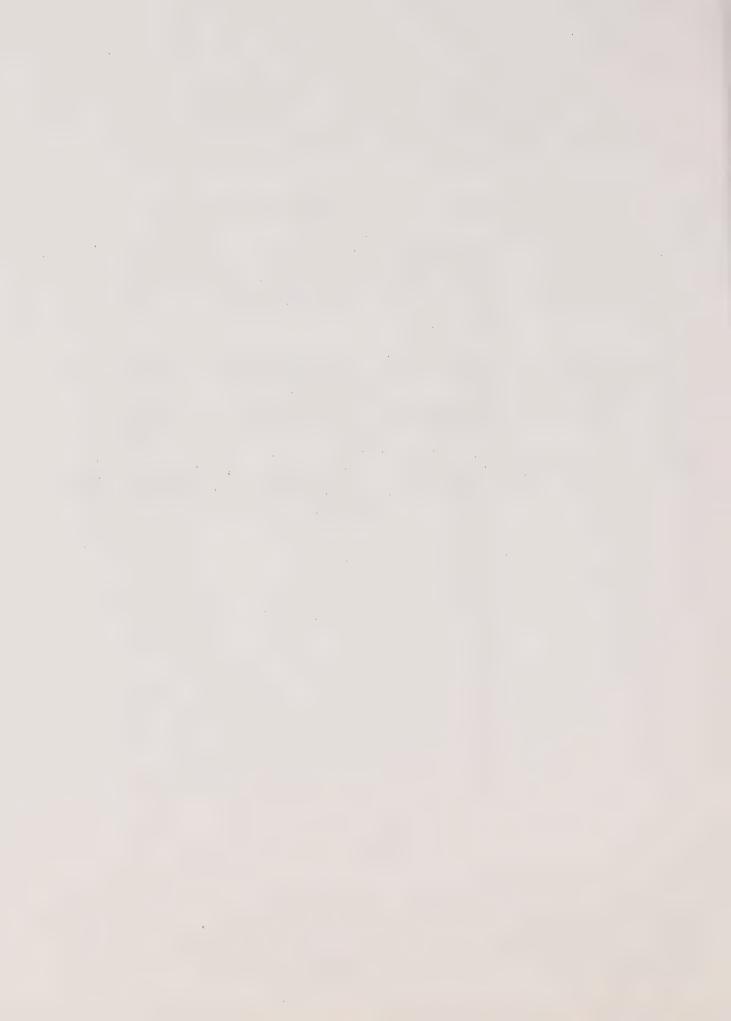
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-243

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-243

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

PROJET DE LOI C-243

An Act to amend the Employment Insurance Act (change of title) and another Act in consequence

Loi modification la Loi sur l'assurance-emploi (modification du titre) et une autre loi en conséquence

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

Mr. Godin M. Godin

This enactment changes the title of the $\it Employment$ $\it Insurance$ $\it Act$ back to its original version, the $\it Unemployment$ $\it Insurance$ $\it Act$.

The enactment also changes the name from that of Employment Insurance Account to that of Unemployment Insurance Account.

SOMMAIRE

Le texte rétablit l'ancien titre de la loi, soit la Loi sur l'assurance-chômage.

Le texte change également le nom du Compte d'assurance-emploi, qui devient le Compte d'assurance-chômage.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-243

PROJET DE LOI C-243

An Act to amend the Employment Insurance Act (change of title) and another Act in consequence

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (modification du titre) et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

LOI SUR L'ASSURANCE-EMPLOI

1. Le titre intégral de la Loi sur l'assu-

2. (1) L'article 1 de la même loi est

1996, c. 23

EMPLOYMENT INSURANCE ACT

1996, ch. 23

1. The long title of the Employment Insurance Act is replaced by the following:

An Act respecting unemployment insurance in

Loi concernant l'assurance-chômage au Canada

5 rance-emploi est remplacé par ce qui suit :

2. (1) Section 1 of the Act is replaced by the following:

ment Insurance Act.

remplacé par ce qui suit:

1. This Act may be cited as the Unemploy-10

1. Loi sur l'assurance-chômage.

Titre abrégé

de mention

Remplacement

Replacement of references

Short title

- (2) Unless the context requires otherwise, every reference to Employment Insurance Act is replaced by a reference to Unemployment Insurance Act in any other Act of Parliament. 15 la mention de la Loi sur l'assurance-chômage.
- (2) Sauf indication contraire du contexte, 10 Remplacement dans toute autre loi fédérale la mention de la Loi sur l'assurance-emploi est remplacée par

Replacement of references

- (3) Unless the context requires otherwise, any reference to the Employment Insurance Act is replaced by a reference to the Unemployment Insurance Act wherever it occurs in regulations, as defined in section 2 20 sens de l'article 2 de la Loi sur les textes of the Statutory Instruments Act and in any other instrument made in the execution of a power conferred under an Act of Parliament or by order or under the authority of the Governor in Council. 25
- (3) Sauf indication contraire du contexte, la mention de la Loi sur l'assurance-emploi 15 de mention est remplacée par la mention de la Loi sur l'assurance-chômage dans les règlements au réglementaires et dans les autres textes pris soit dans l'exercice d'un pouvoir conféré sous 20 le régime d'une loi fédérale, soit par le gouverneur en conseil ou sous son autorité.

401103

Replacement of "Employment Insurance Account'

3. The Act is amended by replacing the expression "Employment Insurance Account" with the expression "Unemployment Insurance Account" wherever it occurs.

3. Dans la même loi, « Compte d'assurance-emploi » est remplacé par « Compte d'assurance-chômage ».

Remplacement de « Compte d'assuranceemploi »

2005, ch. 34

CONSEQUENTIAL AMENDMENT

DEPARTMENT OF HUMAN RESOURCES AND 2005. c. 34 SKILLS DEVELOPMENT ACT

4. Section 29 of the Department of Human 5 Resources and Skills Development Act is replaced by the following:

Audit by Auditor General

29. The Auditor General of Canada shall annually audit the accounts and financial transactions of the Commission for the previous 10 fiscal year. The Auditor General shall also audit the Unemployment Insurance Account established by section 71 of the Unemployment Insurance Act, and a report of that audit shall be made to the Minister.

MODIFICATION CORRÉLATIVE

LOI SUR LE MINISTÈRE DES RESSOURCES HUMAINES ET DU DÉVELOPPEMENT DES **COMPÉTENCES**

4. L'article 29 de la Loi sur le ministère des Ressources humaines et du Développement des 5 compétences est remplacé par ce qui suit :

29. Le vérificateur général examine chaque année les comptes et les opérations financières de la Commission pour l'exercice précédent; il examine également, pour la même période, le 10 Compte d'assurance-chômage créé par l'article 71 de la Loi sur l'assurance-chômage et en fait

rapport au ministre.

15

Vérification



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

C-244

C-244

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

PROJET DE LOI C-244

An Act to amend the Employment Insurance Act (removal of waiting period)	Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression du délai de carence)
FIRST READING, DECEMBER 3, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

This enactment removes the waiting period that precedes the commencement of benefits after an interruption of earnings and repeals provisions that refer to that waiting period.

SOMMAIRE

Le texte supprime le délai de carence qui précède le versement des prestations après l'arrêt de la rémunération et abroge les dispositions qui s'y rapportent.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-244

PROJET DE LOI C-244

An Act to amend the Employment Insurance Act (removal of waiting period)

Loi modifiant la Loi sur l'assurance-emploi (suppression du délai de carence)

1996, c. 23

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

- 1. (1) The definition "waiting period" in Act is repealed.
- (2) The definition "disentitled" in subsection 6(1) of the Act is replaced by the following:

"disentitled" « inadmissible »

18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 or 50 or under the regulations;

- 2. Section 13 of the Act is repealed.
- 3. (1) Subsection 19(1) of the Act is repealed.
- (2) The portion of subsection 19(2) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Earnings in periods of unemployment

- (2) Subject to subsections (3) and (4), if the claimant has earnings during a week of 20 le prestataire recoit une rémunération durant une unemployment, there shall be deducted from benefits payable in that week the amount, if any, of the earnings that exceeds
- 4. Section 20 of the Act is replaced by the following:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1996 ch 23

Rémunération au

périodes de

- 1. (1) La définition de « délai de carence », subsection 6(1) of the Employment Insurance 5 au paragraphe 6(1) de la Loi sur l'assurance-5 emploi, est abrogée.
 - (2) La définition de « inadmissible », au paragraphe 6(1) de la même loi, est remplacée par ce qui suit:
- "disentitled" means not entitled under section 10 «inadmissible» Qui n'est pas admissible au 10 «inadmissible» 'disentitled' titre des articles 18, 21, 31, 32, 33, 36, 37, 49 ou 50, ou au titre d'un règlement.
 - 2. L'article 13 de la même loi est abrogé.
 - 3. (1) Le paragraphe 19(1) de la même loi 15 est abrogé.
 - (2) Le paragraphe 19(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - (2) Sous réserve des paragraphes (3) et (4), si semaine de chômage, il est déduit des presta- 20 chômage tions qui lui sont payables un montant correspondant à la fraction de la rémunération reçue au cours de cette semaine qui dépasse 50\$, ou vingt-cinq pour cent de son taux de prestations hebdomadaires si celui-ci est de 200 \$ ou plus. 25
 - 4. L'article 20 de la même loi est remplacé 25 par ce qui suit:

401247

cours de

chômage

périodes de

Earnings in periods of unemployment

- 20. If a claimant is disentitled from receiving benefits for a working day in a week of unemployment, an amount equal to 1/5 of their weekly rate of benefits for each such working for that week.
 - 5. Subsection 22(4) of the Act is repealed.
 - 6. Subsection 23(5) of the Act is repealed.
- 7. Subsection 23.1(7) of the Act is repealed.
- 8. Paragraph 24(1)(h) of the Act is repealed.
- 9. Subsection 28(2) of the Act is replaced by the following:

disqualification is to be served

- (2) Subject to subsections (3) to (5), the 15 weeks of disqualification are to be served during the period for which benefits would otherwise be payable if the disqualification had not been imposed and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any 20 entendu que la durée de cette exclusion n'est subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period.
- 10. Subsection 30(2) of the Act is replaced by the following:

Length of disqualification

- (2) The disqualification is for each week of 25 the claimant's benefit period and, for greater certainty, the length of the disqualification is not affected by any subsequent loss of employment by the claimant during the benefit period.
- 11. (1) Paragraph 54(a) of the Act is 30 repealed.
- (2) Paragraph 54(f.6) of the Act is repealed.

- 20. Si le prestataire est inadmissible au bénéfice des prestations pour un ou plusieurs iours ouvrables d'une semaine de chômage, il est déduit des prestations afférentes à cette day shall be deducted from the benefits payable 5 semaine un cinquième de son taux de prestations hebdomadaires pour chacun de ces jours ouvrables.
 - 5. Le paragraphe 22(4) de la même loi est
 - 6. Le paragraphe 23(5) de la même loi est 10 abrogé.
 - 7. Le paragraphe 23.1(7) de la même loi 10 est abrogé.
 - 8. L'alinéa 24(1)h) de la même loi est 15 abrogé.
 - 9. Le paragraphe 28(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
 - (2) Sous réserve des paragraphes (3) à (5), l'exclusion doit être purgée au cours des semaines de la période de prestations du 20 être purgée prestataire pour lesquelles il aurait sans cela droit à des prestations. Il demeure par ailleurs pas touchée par la perte subséquente d'un emploi au cours de la période de prestations.

10. Le paragraphe 30(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(2) L'exclusion vaut pour toutes les semaines de la période de prestations du prestataire. Il demeure par ailleurs entendu que la durée de 30 subséquente cette exclusion n'est pas affectée par la perte subséquente d'un emploi au cours de la période de prestations.

Exclusion non touchée par une perte d'emploi

Période au cours

l'exclusion doit

de laquelle

- 11. (1) L'alinéa 54a) de la même loi est abrogé. 35
- (2) L'alinéa 54f.6) de la même loi est abrogé.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-245

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-245

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

PROJET DE LOI C-245

An Act to amend the Canada Evidence Act (interpretation of numerical dates)	Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada (interprétation des dates numériques)
FIRST READING, DECEMBER 3, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

MR. KRAMP

M. KRAMP

This enactment amends the Canada Evidence Act to direct courts on how to interpret a numeric date that is in dispute.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la preuve au Canada* afin d'uniformiser, en cas de contestation, l'interprétation par les tribunaux d'une date numérique.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-245

PROJET DE LOI C-245

An Act to amend the Canada Evidence Act (interpretation of numerical dates)

Loi modifiant la Loi sur la preuve au Canada (interprétation des dates numériques)

R.S., c. C-5

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The Canada Evidence Act is amended by adding the following after section 30:

Construing numeric dates in documents

Definition of

proceeding"

"legal

- **30.1** (1) Where a date in a document that is expressed as three groups of numerals is in dispute in any legal proceeding, the date shall be construed as if the year were first, the month contrary intention is expressed in the document.
- (2) In this section, "legal proceeding" means any civil or criminal proceeding or inquiry in which evidence is or may be given, and includes an arbitration.

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

- 1. La Loi sur la preuve au Canada est 5 modifiée par adjonction, après l'article 30, de 5 ce qui suit:
- 30.1 (1) En cas de contestation, dans le cadre d'une procédure judiciaire, d'une date exprimée sous forme numérique dans un document, le premier groupe de chiffres désigne 10 were second and the day were third unless a 10 l'année, le deuxième le mois et le troisième le iour, sauf indication contraire du document.
 - (2) Au présent article, « procédure judiciaire » s'entend de toute procédure ou enquête, en matière civile ou pénale, dans laquelle une 15 15 preuve est ou peut être donnée, y compris l'arbitrage.

numériques

Interprétation

L.R., ch. C-5

Définition de « procédure iudiciaire »



401142

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





C-246

C-246

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

PROJET DE LOI C-246

An Act to amend the Criminal Code (child sexual predators)	Loi modifiant le Code criminel (prédateurs sexuels d'enfants)
	·
FIRST READING, DECEMBER 3, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment amends the *Criminal Code* to establish the offence of child sexual predation, carrying a minimum sentence of life imprisonment. It covers cases of sexual assault on a child that involve repeated assaults, multiple victims, repeat offences, more than one offender, an element of confinement or kidnapping, or an offender who is in a position of trust with respect to the child.

SOMMAIRE

Le texte modifie le *Code criminel* afin de créer une infraction portant la désignation de « prédateur sexuel d'enfants », dont la peine minimale est l'emprisonnement à perpétuité. Cette désignation s'applique dans le cas d'une agression sexuelle à l'endroit d'un enfant impliquant de multiples agressions, plus d'une victime, des infractions répétées, plusieurs agresseurs, une séquestration ou un enlèvement, ou une situation de confiance vis-à-vis de l'enfant.

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-246

PROJET DE LOI C-246

An Act to amend the Criminal Code (child sexual predators)

Loi modifiant le Code criminel (prédateurs sexuels d'enfants)

R.S., c. C-46

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Criminal Code* is amended by adding the following after section 273:

Child sexual predator

- 273.01 (1) Every one who commits an offence under section 271 (sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated sexual assault) in which the victim is a 10 child under the age of sixteen, and who
 - (a) has been convicted of any such offence in different circumstances at any time in the previous ten years,
 - (b) in the commission of the offence, com-15 mits a sexual assault on the victim of the offence on more than one occasion,
 - (c) during the events constituting the offence, or immediately before or after the offence, commits a sexual assault on more than one 20 victim,
 - (d) is a relative, teacher, custodian, guardian or employer of or otherwise in a position of trust with respect to the victim of the offence,
 - (e) in the commission of the offence, acts 25 together with or in the presence of another person who is convicted of an offence under section 271 (sexual assault), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated 30

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

1. Le *Code criminel* est modifié par ad-5 jonction, après l'article 273, de ce qui suit:

273.01 (1) Est coupable d'un acte criminel et doit être déclaré prédateur sexuel d'enfants et condamné à l'emprisonnement à perpétuité quiconque est déclaré coupable d'une infraction prévue aux articles 271 (agression sexuelle), 10 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 273 (agression sexuelle grave) dont la victime est un enfant de moins de seize ans et

a) a été déclaré coupable d'une telle infraction dans d'autres circonstances au cours des dix années précédentes;

qui, selon le cas:

- b) pendant la perpétration de l'infraction, commet une agression sexuelle plus d'une 20 fois à l'endroit de la victime:
- c) pendant les événements constituant l'infraction, ou immédiatement avant ou après la perpétration de celle-ci, commet une agression sexuelle à l'endroit de plus d'une 25 victime:
- d) est une personne en situation de confiance vis-à-vis de la victime, notamment le parent, l'enseignant, le gardien, le tuteur ou l'employeur de celle-ci;

L.R. ch C-46

Prédateur sexuel d'enfants

15

sexual assault) with respect to the same victim or another victim in the same circumstances, or

(f) in the same circumstances, is also convicted of an offence under section 279 5 (kidnapping), 279.1 (hostage taking) or 281 (abduction of person under fourteen) with respect to the same victim,

is guilty of an indictable offence and shall be declared a child sexual predator and sentenced 10 to imprisonment for life.

Minimum punishment

(2) For the purposes of Part XXIII, the sentence of imprisonment for life prescribed by subsection (1) is a minimum punishment.

Double jeopardy

(3) For greater certainty, a person who has 15 committed an offence mentioned in the portion of subsection (1) that precedes paragraph (a) may not plead in accordance with section 607 to prevent the court from considering an application by the Crown to have the offender 20 convicted of an offence under subsection (1) and declared a child sexual predator in relation to the conviction for the first mentioned offence or in relation to a previous conviction for an offence mentioned in paragraph (1)(a), whether 25 or not the previous conviction was considered before in an application under this section and whether or not the application was granted.

Parole ineligibility

(4) Notwithstanding subsection 120(1) of the Corrections and Conditional Release Act, the 30 la Loi sur le système correctionnel et la mise en court, in imposing a sentence under subsection (1), shall order that the offender serve twenty years of imprisonment before being eligible for release on full parole.

e) pendant la perpétration de l'infraction, agit de concert avec une tierce personne -- ou en présence de celle-ci — qui a été déclarée coupable d'une infraction prévue aux articles 271 (agression sexuelle), 272 (agression 5 sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 273 (agression sexuelle grave) à l'endroit de la même victime ou d'une autre victime dans les mêmes circonstances: 10

f) est aussi déclaré coupable, dans les mêmes circonstances, d'une infraction prévue aux articles 279 (enlèvement), 279.1 (prise d'otage) ou 281 (enlèvement d'une personne âgée de moins de quatorze ans) à l'endroit de 15 la même victime.

(2) Pour l'application de la partie XXIII, l'emprisonnement à perpétuité prescrit par le paragraphe (1) est une peine minimale.

Peine minimale

- (3) Il est entendu que la personne qui 20 Risque antérieur commet une infraction mentionnée dans le passage du paragraphe (1) précédant l'alinéa a) ne peut invoquer un moyen de défense prévu à l'article 607 afin d'empêcher un tribunal de considérer la demande de la Couronne de la 25 faire condamner pour une infraction au titre du paragraphe (1) et de la faire déclarer prédateur sexuel d'enfants par rapport à sa condamnation pour l'infraction mentionnée en premier lieu ou par rapport à une condamnation antérieure pour 30 une infraction mentionnée à l'alinéa (1)a), que la condamnation antérieure ait ou non fait l'objet d'une demande visée au présent article et que cette demande ait ou non été accordée.
- (4) Par dérogation au paragraphe 120(1) de 35 Libération conditionnelle liberté sous condition, le tribunal, en imposant une peine conformément au paragraphe (1), fixe par ordonnance à vingt ans le temps d'épreuve pour l'admissibilité à la libération condition- 40 nelle totale du contrevenant.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

XE -850

C-247

C-247

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

PROJET DE LOI C-247

An Act to amend the Criminal Code (bail for persons charged with violent offences), the Extradition Act and the Youth Criminal Justice Act

Loi modifiant le Code criminel (caution des personnes accusées d'infractions avec violence), la Loi sur l'extradition et la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

MR. KRAMP

M. KRAMP

SUMMARY

This enactment repeals section 522 of the *Criminal Code* to remove the power of a judge of a superior court of criminal jurisdiction to grant interim release to a person accused of one of the very serious offences listed in section 469. These offences are

- (a) an offence under any of the following sections:
 - (i) section 47 (treason),
 - (ii) section 49 (alarming Her Majesty),
 - (iii) section 51 (intimidating Parliament or a legislature),
 - (iv) section 53 (inciting to mutiny),
 - (v) section 61 (seditious offences),
 - (vi) section 74 (piracy),
 - (vii) section 75 (piratical acts), or
 - (viii) section 235 (murder);
- (b) the offence of being an accessory after the fact to high treason or treason or murder:
- (c) an offence under section 119 (bribery of judicial officers);
- (c.1) an offence under any of sections 4 to 7 of the Crimes Against Humanity and War Crimes Act;
- (d) the offence of attempting to commit any offence mentioned in any of subparagraphs (a)(i) to (vii); and
- (e) the offence of conspiring to commit any offence mentioned in paragraph (a).

The enactment also prohibits the interim release of a person accused of an offence under section 264 (criminal harassment), 272 (sexual assault with a weapon, threats to a third party or causing bodily harm) or 273 (aggravated sexual assault), if there is direct evidence of identification. It provides that, if an application for the interim release of such a person is brought before a justice, and the justice is satisfied that there is credible or trustworthy evidence of identification of the accused by a victim or witness, the application must be refused

The enactment also makes related amendments to the *Extradition Act* and the *Youth Criminal Justice Act*.

SOMMAIRE

Le texte abroge l'article 522 du *Code criminel* afin d'enlever aux juges des cours supérieures de juridiction criminelle le pouvoir d'accorder une mise en liberté provisoire aux prévenus accusés de l'une des infractions très graves mentionnées à l'article 469. Ces infractions sont les suivantes:

- a) une infraction visée à l'un des articles suivants :
 - (i) article 47 (trahison),
 - (ii) article 49 (alarmer Sa Majesté),
 - (iii) article 51 (intimider le Parlement ou une législature),
 - (iv) article 53 (incitation à la mutinerie),
 - (v) article 61 (infractions séditieuses),
 - (vi) article 74 (piraterie),
 - (vii) article 75 (actes de piraterie),
 - (viii) article 235 (meurtre);
- b) l'infraction d'être complice après le fait d'une haute trahison, d'une trahison ou d'un meurtre;
- c) une infraction visée à l'article 119 (corruption de fonctionnaires judiciaires);
- c.1) une infraction visée à l'un des articles 4 à 7 de la Loi sur les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre;
- d) l'infraction de tenter de commettre une infraction mentionnée à l'un des sous-alinéas a)(i) à (vii);
- e) l'infraction de comploter en vue de commettre une infraction mentionnée à l'alinéa a).

Le texte interdit également la mise en liberté provisoire des prévenus accusés d'une infraction visée aux articles 264 (harcèlement criminel), 272 (agression sexuelle armée, menaces à une tierce personne ou infliction de lésions corporelles) ou 273 (agression sexuelle grave), s'il existe une preuve d'identification directe. Le juge de paix saisi de la demande de mise en liberté provisoire d'un détenu doit la rejeter s'il est convaincu de l'existence d'une preuve crédible ou digne de foi, émanant d'une victime ou d'un témoin, qui identifie le prévenu.

En dernier lieu, le texte apporte des modifications connexes à la Loi sur l'extradition et à la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature. 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-247

PROJET DE LOI C-247

An Act to amend the Criminal Code (bail for persons charged with violent offences), the Extradition Act and the Youth Criminal Justice Act

Loi modifiant le Code criminel (caution des personnes accusées d'infractions avec violence), la Loi sur l'extradition et la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'ayis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. C-46

Failure to

comply with

condition of

recognizance

undertaking or

CRIMINAL CODE

CODE CRIMINEL

L. R., ch. C-46

- 1. The portion of subsection 145(3) of the replaced by the following:
- (3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to comply with a condition of that undertaking or 10 recognizance, and every person who is bound to comply with a direction under subsection 515(12) or an order under subsection 516(2), and who fails, without lawful excuse, the proof condition, direction or order, is guilty of

1. Le passage du paragraphe 145(3) du Criminal Code before paragraph (a) is 5 Code criminal précédant l'alinéa a) est rem- 5 placé par ce qui suit: (3) Quiconque, étant en liberté sur sa pro-

Omission de se conformer à une messe remise ou son engagement contracté condition d'une devant un juge de paix ou un juge et étant tenu promesse ou de se conformer à une condition de cette 10 engagement promesse ou de cet engagement, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes 515(12) ou 516(2), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de of which lies on them, to comply with the 15 se conformer à cette condition ou ordonnance 15 est coupable:

2. The portion of subsection 499(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

499. (1) Where a person who has been 20 arrested with a warrant by a peace officer is taken into custody for an offence other than one listed in section 469, the officer in charge may, if the warrant has been endorsed by a justice under subsection 507(6),

2. Le passage du paragraphe 499(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

499. (1) Le fonctionnaire responsable peut, 20 Mise en liberté lorsqu'une personne a été mise sous garde après avoir été arrêtée par un agent de la paix pour une infraction autre que l'une de celles mentionnées à l'article 469 aux termes d'un 25 mandat visé par un juge de paix conformément 25 au paragraphe 507(6):

fonctionnaire responsable lorsque l'arrestation a été faite aux termes d'un mandat

warrant

Release from custody by

where arrest

made with

officer in charge

3. Subsection 503(2) of the Act is replaced by the following:

Conditional

(2) If a peace officer or an officer in charge is satisfied that a person described in subsection (1) should be released from custody conditionally, the officer may, unless the person is detained in custody for an offence listed in section 469, release that person on the person's giving a promise to appear or entering into a recognizance in accordance with paragraphs 10 mentionnée à l'article 469. 498(1)(b) to (*d*) and subsection (2.1).

4. Subsection 507(6) of the Act is replaced by the following:

Endorsement of warrant by instice

(6) A justice who issues a warrant under this section or section 508 or 512 may, unless the 15 vertu du présent article ou des articles 508 ou offence is one listed in section 469, authorize the release of the accused pursuant to section 499 by making an endorsement on the warrant in Form 29.

5. Subsection 515(1) of the Act is replaced 20 by the following:

Order of Release

- 515. (1) Subject to this section, where an accused who is charged with an offence other than
 - (a) an offence listed in section 469, or
 - (b) an offence under section 264, 272 or 273, where the court is satisfied that a person who was the victim of or a witness to the alleged offence has made a statement under oath or by solemn affirmation identifying the accused 30 as the person who committed the offence and the justice, after inquiry made or evidence presented under subsection 518(1), is satisfied that the statement is credible or trustworthy in the circumstances,

is taken before a justice, the justice shall, unless a plea of guilty by the accused is accepted, order, in respect of that offence, that the accused be released on his giving an undertaking without conditions, unless the prosecutor, hav-40 ing been given a reasonable opportunity to do so, shows cause, in respect of that offence, why the detention of the accused in custody is justified or why an order under any other provision of this section should be made and 45 where the justice makes an order under any

3. Le paragraphe 503(2) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(2) L'agent de la paix ou le fonctionnaire responsable, convaincu de la nécessité de cette 5 mesure, peut mettre en liberté conditionnelle, 5 conformément au paragraphe (2.1) et aux alinéas 498(1)b) à d), une personne visée au paragraphe (1), à moins qu'elle ne soit détenue sous garde pour avoir commis une infraction 10

Libération conditionnelle

4. Le paragraphe 507(6) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(6) Le juge de paix qui décerne un mandat en 512 peut, sauf si l'infraction est une de celles 15 mentionnées à l'article 469, autoriser la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 en inscrivant sur le mandat un visa selon la formule 29.

Visa du mandat par le juge de

5. Le paragraphe 515(1) de la même loi est 20 remplacé par ce qui suit:

515. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, lorsqu'un prévenu inculpé d'une infraction autre qu'une infraction visée 25 aux alinéas a) ou b) est conduit devant un juge 25 de paix, celui-ci doit, sauf si un plaidoyer de culpabilité du prévenu est accepté, ordonner que le prévenu soit mis en liberté à l'égard de cette infraction, pourvu qu'il remette une promesse sans condition, à moins que le poursuivant, 30 avant eu la possibilité de le faire, ne fasse valoir à l'égard de cette infraction des motifs justifiant la détention du prévenu sous garde ou la délivrance d'une ordonnance aux termes de toute autre disposition du présent article et, 35 35 lorsque le juge de paix rend une ordonnance en vertu d'une autre disposition du présent article, l'ordonnance ne peut se rapporter qu'à l'infraction au sujet de laquelle le prévenu a été conduit devant le juge de paix : 40

a) une infraction mentionnée à l'article 469;

b) une infraction visée aux articles 264, 272 ou 273, si le tribunal est convaincu qu'une victime ou un témoin de l'infraction reprochée a, au moven d'une déclaration sous 45 serment ou sous affirmation solennelle,

Mise en liberté sur remise d'une promesse

other provision of this section, the order shall refer only to the particular offence for which the accused was taken before the justice.

Cases where no interim release

- (1.1) If an accused is charged with an offence referred to in paragraph (1)(a), or with an offence referred to in paragraph (1)(b) where the circumstances mentioned in that paragraph apply, no court, judge or justice may release the accused before or after the accused has been ordered to stand trial.
 - 6. Section 522 of the Act is repealed.

7. Subsection 523(1) of the Act is replaced by the following:

Period for which appearance notice, etc.. continues in

Hearing

523. (1) Where an accused, in respect of an offence with which he is charged, has not been 15 infraction dont il est inculpé, n'a pas été mis taken into custody or has been released from custody under or by virtue of any provision of this Part, the appearance notice, promise to appear, summons, undertaking or recognizance issued to, given or entered into by the accused 20 continues in force, subject to its terms, and applies in respect of any new information charging the same offence or an included offence that was received after the appearance notice, promise to appear, summons, under-25 sommation ou la citation à comparaître lui a été taking or recognizance was issued, given or entered into, until his trial is completed, and if the accused is, at his trial, determined to be guilty of the offence, until a sentence within the meaning of section 673 is imposed on the 30 que sa peine au sens de l'article 673 n'a pas été accused unless, at the time the accused is determined to be guilty, the court, judge or justice orders that the accused be taken into custody pending such sentence.

8. (1) Subsections 524(3) to (7) of the Act 35 are replaced by the following:

(3) Where an accused who has been arrested with a warrant issued under subsection (1), or who has been arrested under subsection (2), is taken before a justice, the justice shall hear the 40 paragraphe (2) est conduit devant un juge de prosecutor and his witnesses, if any, and the accused and his witnesses, if any.

identifié le prévenu comme étant l'auteur de l'infraction et si le juge de paix, après avoir fait une enquête ou reçu une preuve conformément au paragraphe 518(1), est convaincu que la déclaration est crédible ou digne de foi 5 dans les circonstances.

(1.1) Lorsqu'un prévenu est inculpé d'une 5 infraction visée aux alinéas (1)a) ou b) et que, dans ce dernier cas, les circonstances qui y sont mentionnées s'appliquent, aucun tribunal, juge 10 ou juge de paix ne peut mettre le prévenu en liberté avant ou après le renvoi aux fins de 10 procès.

Mise en liberté provisoire interdite

6. L'article 522 de la même loi est abrogé.

7. Le paragraphe 523(1) de la même loi est 15 remplacé par ce qui suit:

523. (1) Lorsqu'un prévenu, à l'égard d'une sous garde ou a été mis en liberté aux termes d'une disposition de la présente partie, la 20 sommation ou la citation à comparaître qui lui a été délivrée, la promesse de comparaître ou la promesse qu'il a remise ou l'engagement qu'il a contracté demeure en vigueur selon ses termes et s'applique à l'égard d'une nouvelle dénon-25 ciation lui imputant la même infraction ou une infraction incluse qui a été reçue après que la délivrée, que la promesse de comparaître ou la promesse a été remise, ou que l'engagement a 30 été contracté, tant que son procès n'a pas pris fin et, s'il est déclaré coupable à son procès, tant prononcée, à moins que, au moment où sa culpabilité est déterminée, le tribunal, le juge ou 35 le juge de paix n'ordonne qu'il soit mis sous garde en attendant le prononcé de la peine.

validité de la citation à comparaître, etc.

Période de

8. (1) Les paragraphes 524(3) à (7) de la même loi sont remplacés par ce qui suit:

(3) Lorsqu'un prévenu qui a été arrêté aux 40 Audition termes d'un mandat décerné en vertu du paragraphe (1) ou qui a été arrêté en vertu du paix, celui-ci doit entendre le poursuivant et ses témoins, le cas échéant, ainsi que le prévenu et 45 ses témoins, le cas échéant.

(2) The portion of subsection 524(8) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Powers of justice after hearing

- (8) Where an accused described in subsec-
- (3) Subsection 524(12) of the Act is replaced by the following:

Provisions applicable to proceedings under this section

- (12) The provisions of sections 517, 518 and 519 apply, with such modifications as the 10 quent, compte tenu des adaptations nécessaires, 10 applicables aux circumstances require, in respect of any proceedings under this section.
- 9. Subsection 672.16(3) of the Act is replaced by the following:

Presumption of custody in certain circumstances

Release or

pending new

trial or new

detention

hearing

- (3) An assessment order made in respect of 15 an accused who is detained under subsection 515(6) shall order that the accused be detained in custody under the same circumstances referred to in that subsection, unless the accused shows that custody is not justified under the 20 paragraphe. terms of that subsection.
- 10. Subsection 679(7.1) of the Act is replaced by the following:

(7.1) Where, with respect to any person, the court of appeal or the Supreme Court of Canada 25 suprême du Canada ordonne un nouveau orders a new trial, section 515 applies to the release or detention of that person pending the new trial or new hearing as though that person were charged with the offence for the first time, except that the powers of a justice under section 30 de la cour d'appel dispose pour l'appliquer des 515 are exercised by a judge of the court of appeal.

11. The portion of subsection 680(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

Review by court of appeal

- **680.** (1) A decision made by a judge of the court of appeal under section 261 or 679 may, on the direction of the chief justice or acting chief justice of the court of appeal, be reviewed by that court and that court may, if it does not 40 d'une révision par ce tribunal et celui-ci peut, confirm the decision.
- 12. Paragraphs (d) and (e) of Form 8 of the Act are replaced by the following:

(2) Le passage du paragraphe 524(8) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit:

(8) Lorsqu'un prévenu visé au paragraphe tion (3) is taken before the justice and the justice 5 (3) est conduit devant le juge de paix et que 5 celui-ci conclut que, selon le cas:

Pouvoirs du juge de paix après l'audition

(3) Le paragraphe 524(12) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(12) Les articles 517, 518 et 519 s'applià toute procédure engagée en vertu du présent article.

Dispositions vertu du présent article

9. Le paragraphe 672.16(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(3) L'accusé doit être détenu en conformité 15 Détention obligatoire avec une ordonnance d'évaluation dans les cas et sous réserve des conditions énumérés au paragraphe 515(6), sauf s'il démontre que sa détention n'est pas justifiée aux termes de ce 20

10. Le paragraphe 679(7.1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:

(7.1) Lorsque la cour d'appel ou la Cour procès, le régime de mise en liberté ou de 25 nouveau procès détention provisoire prévu par l'article 515 s'applique à la personne en cause comme si elle était accusée pour la première fois, et le juge pouvoirs conférés au juge de paix par cet article. 30

Mise en liberté ou détention en attendant le ou la nouvelle audition

11. Le passage du paragraphe 680(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé 35 par ce qui suit:

680. (1) Une décision rendue par un juge de Révision par la la cour d'appel en vertu des articles 261 ou 679 35 cour d'appel peut, sur l'ordre du juge en chef ou du juge en chef suppléant de la cour d'appel, faire l'objet s'il ne confirme pas la décision:

12. Les alinéas d) et e) de la formule 8 de 40 la même loi sont remplacés par ce qui suit:

- (d) the accused has contravened or was about to contravene his (promise to appear or undertaking or recognizance) and the same was cancelled, and the detention of the accused in custody is justified or seems 5 proper in the circumstances [524(8)];
- (e) there are reasonable grounds to believe that the accused has after his release from custody on (a promise to appear or an undertaking or a recognizance) committed 10 an indictable offence and the detention of the accused in custody is justified or seems proper in the circumstances [524(8)];

13. The portion of subsection 145(3) of the replaced by the following:

(3) Every person who is at large on an undertaking or recognizance given to or entered into before a justice or judge and is bound to recognizance, and every person who is bound to comply with a direction ordered under subsection 515(12) or an order under subsection 516(2), and who fails, without lawful excuse, the condition, direction or order, is guilty of

14. The paragraph of Form 29 of the Act is replaced by the following:

Whereas this warrant is issued under section of an offence other than an offence listed in section 469 of the Criminal Code, I hereby authorize the release of the accused pursuant to section 499 of that Act.

15. Item 1 of Form 32 of the Act is 35 replaced by the following:

1. Whereas the said hereinafter called the accused, has been charged that (set out the offence in respect of which the accused has been charged);

Now, therefore, the condition of this recognizance is that if the accused attends court on day, the day of, at o'clock in the noon 45 heures, et est présent par la suite selon les and attends thereafter as required by the court in

- d) que le prévenu a violé ou était sur le point de violer (sa promesse de comparaître ou sa promesse ou son engagement) et que celui-ci (celle-ci) a été annulé(e), et que la détention du prévenu sous garde est justifiée ou semble 5 appropriée dans les circonstances [524(8)];
- e) qu'il y a des motifs raisonnables de croire que le prévenu a commis un acte criminel après sa mise en liberté sur (promesse de comparaître ou promesse ou engagement), et 10 que la détention du prévenu sous garde est justifiée ou semble appropriée dans les circonstances [524(8)];

13. Le passage du paragraphe 145(3) de la Act before paragraph (a), cited in Form 12, is 15 même loi précédant l'alinéa a), cité dans la 15 formule 12, est remplacé par ce qui suit:

(3) Quiconque, étant en liberté sur sa promesse remise ou son engagement contracté devant un juge de paix ou un juge et étant tenu comply with a condition of that undertaking or 20 de se conformer à une condition de cette 20 promesse ou de cet engagement, ou étant tenu de se conformer à une ordonnance prise en vertu des paragraphes 515(12) ou 516(2), omet, sans excuse légitime, dont la preuve lui incombe, de the proof of which lies on them, to comply with 25 se conformer à cette condition ou ordonnance 25 est coupable:

14. L'attendu de la formule 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

Attendu que le présent mandat est décerné en 507, 508 or 512 of the Criminal Code in respect 30 vertu des articles 507, 508 ou 512 du Code 30 criminel, relativement à une infraction autre que l'une de celles mentionnées à l'article 469, j'autorise par les présentes la mise en liberté du prévenu en application de l'article 499 de cette 35 loi.

15. L'article 1 de la formule 32 de la même loi est remplacé par ce qui suit:

1. Attendu que ledit, ci-après appelé le prévenu, a été inculpé d'avoir (indiquer l'infraction dont le prévenu a été 40 40 inculpé);

À ces causes, le présent engagement est subordonné à la condition que si le prévenu est présent au tribunal lejour exigences du tribunal, afin d'être traité selon la

order to be dealt with according to law (or, where date and place of appearance before court are not known at the time recognizance is entered into if the accused attends at the time thereafter as required by the court in order to be dealt with according to law) [515, 520, 521, 523, 524, 525, 680];

And further, if the accused (insert in Schedule directed), the said recognizance is void, otherwise it stands in full force and effect.

comparution devant le tribunal ne sont pas connus au moment où l'engagement est contracté si le prévenu est présent aux temps and place fixed by the court and attends 5 et lieu fixés par le tribunal et est présent par la 5 suite, selon les exigences du tribunal, afin d'être traité selon la loi) [515, 520, 521, 523, 524, 525, 6801:

loi (ou, lorsque la date et le lieu de la

Et qu'en outre si le prévenu (insérer dans la of Conditions any additional conditions that are 10 Liste de conditions toutes conditions supplé-10 mentaires qui sont fixées), ledit engagement est nul mais qu'au cas contraire il a pleine force et plein effet.

1999, c. 18

EXTRADITION ACT

16. Subparagraph 18(1)(a)(i) of the Extradition Act is replaced by the following:

> (i) the person, having been given a reason- 15 able opportunity to do so, shows cause why their detention in custody is not justified within the meaning of subsection 515(10) of the Criminal Code, and

2002, c. 1

YOUTH CRIMINAL JUSTICE ACT

17. Subsection 33(8) of the Youth Criminal 20 Justice Act is replaced by the following:

Interim release by youth justice court judge only

(8) If a young person against whom proceedings have been taken under this Act is charged with an offence listed in section 469 of the Criminal Code, a youth justice court judge, but 25 criminal, seul un juge du tribunal pour adolesno other court, judge or justice, may, before or after the young person has been ordered to stand trial, release the young person from custody if he or she, having been given a reasonable opportunity to do so, shows cause why his or 30 her detention in custody is not justified within the meaning of subsection 515(10) of the Criminal Code.

Order re no communication

(8.1) A youth justice court judge referred to person be detained in custody under this section may include in the order a direction that the young person abstain from communicating, directly or indirectly, with any victim, witness

LOI SUR L'EXTRADITION

1999, ch. 18

16. Le sous-alinéa 18(1)a)(i) de la Loi sur l'extradition est remplacé par ce qui suit :

(i) la personne, après en avoir eu la possibilité, fait valoir que cette mesure n'est pas justifiée au sens du paragraphe 515(10) du Code criminel,

LOI SUR LE SYSTÈME DE JUSTICE PÉNALE POUR LES ADOLESCENTS

2002, ch. 1

Mise en liberté

provisoire par un

juge du tribunal

17. Le paragraphe 33(8) de la Loi sur le 20 système de justice pénale pour les adolescents est remplacé par ce qui suit:

(8) Lorsqu'un adolescent poursuivi sous le régime de la présente loi est inculpé d'une infraction mentionnée à l'article 469 du Code 25 pour adolescents cents, à l'exclusion de tout autre tribunal, juge ou juge de paix, peut mettre l'adolescent en liberté avant ou après le renvoi aux fins de procès si celui-ci, après en avoir eu la 30 possibilité, démontre que sa détention sous garde n'est pas justifiée au sens du paragraphe 515(10) du Code criminel.

(8.1) Le juge du tribunal pour adolescents in subsection (8) who orders that a young 35 visé au paragraphe (8) qui ordonne la détention 35 s'abstenir de communiquer sous garde d'un adolescent aux termes du présent article peut, dans son ordonnance, enjoindre à l'adolescent de s'abstenir de communiquer, directement ou indirectement, avec toute personne — victime, témoin ou autre — 40

Ordonnance de

or other person identified in the order except in accordance with the conditions specified in the order that the judge considers necessary.

Release of young person

(8.2) If the youth justice court judge does not custody under this section, the judge may order that the young person be released on giving an undertaking or entering into a recognizance described in any of paragraphs 515(2)(a) to (e)of the Criminal Code with the conditions 10 described in subsections 515(4), (4.1) and (4.2) of the Criminal Code that the judge considers desirable.

(8.3) The provisions of sections 517, 518, Application of sections 517, 518 and 519 of the Criminal Code

this section to that other offence.

Other offences

Criminal Code apply, with such modifications as the circumstances require, in respect of a hearing held under subsection (8). (8.4) Where a young person is charged with

Code and with any other offence, a judge acting

under this section may apply the provisions of

nommée dans l'ordonnance, sauf en conformité avec les conditions qui y sont prévues et que le juge estime nécessaires.

(8.2) Si le juge du tribunal pour adolescents order that the young person be detained in 5 n'ordonne pas la détention sous garde de 5 de l'adolescent l'adolescent aux termes du présent article, il peut, par ordonnance, faire mettre celui-ci en liberté sur remise de la promesse ou de l'engagement visé à l'un des alinéas 515(2)a) à e) du Code criminel et à celles des conditions 10 prévues aux paragraphes 515(4), (4.1) et (4.2) du Code criminel qu'il estime souhaitables.

Mise en liberté

- (8.3) Les dispositions des articles 517, 518, à except subsection (2) thereof, and 519 of the 15 l'exception de son paragraphe (2), et 519 du Code criminel s'appliquent, avec les adaptations 15 criminel nécessaires, à l'audience tenue en application du paragraphe (8).
 - Application des articles 517, 518 et 519 du Code
- (8.4) Lorsqu'un adolescent est inculpé à la Autre infraction an offence listed in section 469 of the Criminal 20 fois d'une infraction mentionnée à l'article 469 du Code criminel et d'une autre infraction, le 20 juge agissant en vertu du présent article peut appliquer les dispositions de celui-ci à cette autre infraction.

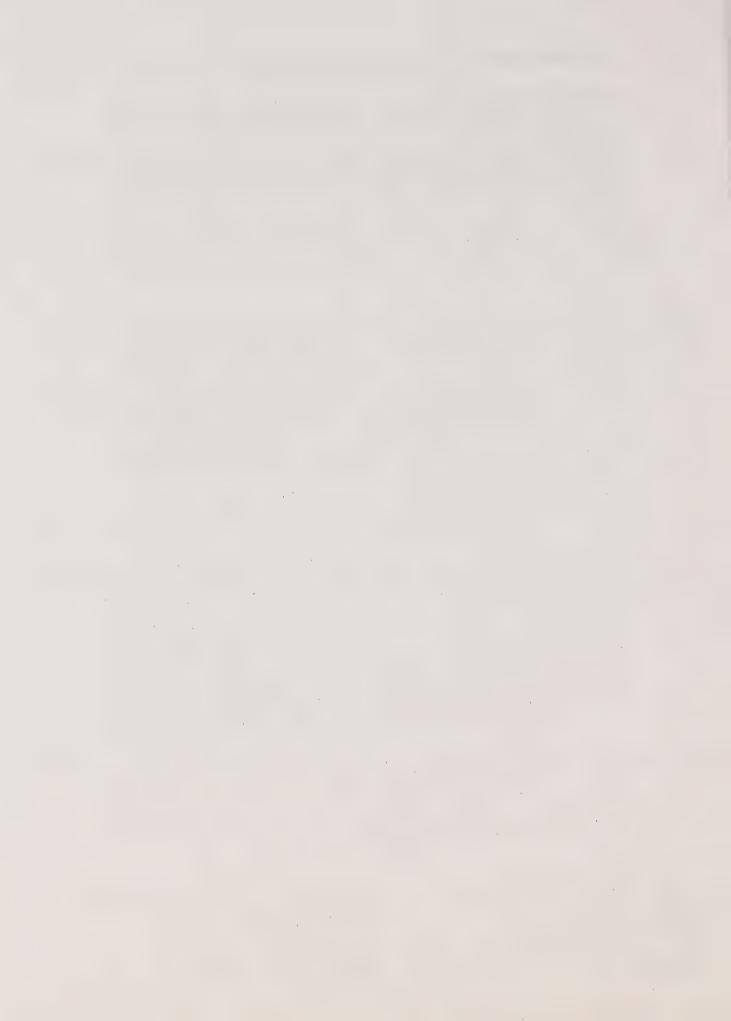
Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



C-248

C-248

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

JAN U CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

PROJET DE LOI C-248

An Act respecting Louis Riel	Loi concernant Louis Riel
FIRST READING, DECEMBER 3, 2008	PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment reverses the conviction of Louis Riel for high treason and recognizes and commemorates his role in the advancement of Canadian Confederation and the rights and interests of the Métis people and the people of Western Canada.

SOMMAIRE

Le texte annule la condamnation de Louis Riel pour haute trahison, puis reconnaît et commémore son rôle dans l'avancement de la Confédération canadienne et des droits et intérêts du peuple métis et des peuples de l'Ouest du Canada.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-248

PROJET DE LOI C-248

An Act respecting Louis Riel

Loi concernant Louis Riel

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the Louis Riel Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi sur Louis Riel.

Titre abrégé

PURPOSE

Purpose

Short title

- 2. The purpose of this Act is to reverse the conviction of Louis Riel for high treason and to formally recognize and commemorate his role in the advancement of the Canadian Confederation and the rights and interests of the Métis 10 canadienne et des droits et intérêts du peuple people and the people of Western Canada, in recognition that
 - (a) beginning in 1670, under charter from King Charles II of England, the Hudson's Bay Company governed the territory known 15 as Rupert's Land;
 - (b) Canada negotiated the purchase of the Hudson's Bay Company's rights in the territory without consulting the inhabitants of that territory;
 - (c) the people of the territory, led by Louis Riel, refused to allow Canada to acquire jurisdiction over the territory without recognition of their rights;
 - (d) in 1869, after the Hudson's Bay Com-25 pany ceased to govern the territory and before Canada acquired jurisdiction over it, the people of the portion of the territory known as Red River established a Provisional

OBJET

- 2. La présente loi a pour objet d'annuler la 5 Objet condamnation de Louis Riel pour haute trahison et de reconnaître et commémorer officiellement son rôle dans l'avancement de la Confédération métis et des peuples de l'Ouest du Canada, 10 compte tenu:
 - a) qu'à compter de 1670, en vertu d'une charte accordée par le roi Charles II d'Angleterre, la Compagnie de la Baie d'Hudson a gouverné le territoire connu sous le nom de 15 Terre de Rupert;
 - b) que le Canada a négocié l'achat des droits détenus dans ce territoire par la Compagnie de la Baie d'Hudson sans en consulter les 20 habitants:
 - c) que le peuple qui s'y trouvait, dirigé par Louis Riel, a refusé de laisser le Canada acquérir la juridiction sur le territoire si ses droits n'étaient pas reconnus;
 - d) qu'en 1869, après que la Compagnie de la 25 Baie d'Hudson a cessé de gouverner le territoire et avant que le Canada n'acquière la juridiction sur ce dernier, la population

401008

- Government based upon principles of tolerance and equality of representation between the Métis majority and the French, English and First Nations minority populations;
- (e) the Provisional Government elected 5 Louis Riel as its President;
- (f) as a condition of its acceptance of that territory's acquisition by Canada, the Provisional Government drafted and unanimously adopted a *List of Rights* for the governance of 10 the territory;
- (g) the List of Rights was accepted by the Government of Canada as the basis for the entry of the territory into the Canadian Confederation and for the passage of the 15 Manitoba Act;
- (h) the rights of the Hudson's Bay Company to such lands were transferred to Canada on July 15, 1870, whereupon Manitoba became the fifth province to join Confederation and 20 the first province in Western Canada;
- (i) the name "Manitoba" was submitted by Louis Riel and chosen by the Parliament of Canada as the name of the province;
- (*j*) Louis Riel is recognized as the Founder of 25 the Province of Manitoba:
- (k) in 1871, Louis Riel, at the request of Adam G. Archibald, the Lieutenant-Governor of Manitoba, organized the Métis to repel the Fenian threat to Canada, for which he was 30 publicly commended by the then Lieutenant-Governor;
- (*l*) Louis Riel was elected three times to the House of Commons of Canada, on October 13, 1873, January 13, 1874, and September 3, 35 1874, but as a result of political pressure, was never allowed to take his seat;
- (m) as a further result of the same political pressure, Louis Riel was forced to leave Canada; 40
- (n) by the 1880s, the people living in the Northwest Territories had become increasingly concerned about the lack of respect by the Government of Canada for their rights;

- habitant la partie du territoire connue sous le nom de Rivière Rouge avait établi un gouvernement provisoire selon les principes de tolérance et de représentation égalitaire entre la majorité métisse et les groupes 5 minoritaires français, anglais et des Premières Nations;
- e) que le gouvernement provisoire a élu Louis Riel comme président;
- f) que, pour accepter l'acquisition de ce 10 territoire par le Canada, le gouvernement provisoire a rédigé et adopté à l'unanimité une *Liste des droits* liés à la direction du territoire;
- g) que le gouvernement du Canada a accepté 15 la *Liste des droits* comme fondement de l'entrée du territoire dans la Confédération canadienne et de l'adoption de la *Loi sur le Manitoba*;
- h) que les droits de la Compagnie de la Baie 20 d'Hudson sur les terres en question ont été transférés au Canada le 15 juillet 1870, date où le Manitoba est devenu la cinquième province à entrer dans la Confédération et la première province de l'Ouest du Canada; 25
- i) que le nom « Manitoba » a été proposé par Louis Riel et choisi par le Parlement du Canada pour être le nom de la province;
- *j*) que Louis Riel est reconnu comme le fondateur de la province du Manitoba;
- k) qu'en 1871, à la demande d'Adam G. Archibald, lieutenant-gouverneur du Manitoba, Louis Riel a mobilisé les Métis pour repousser la menace des Fenians contre le Canada, action pour laquelle le lieutenant-35 gouverneur de l'époque lui a rendu hommage publiquement;
- *l*) que Louis Riel a été élu trois fois à la Chambre des communes du Canada, soit le 13 octobre 1873, le 13 janvier 1874 et le 3 40 septembre 1874, mais qu'il n'a jamais pu occuper son siège à cause de pressions politiques;
- m) qu'à cause de ces mêmes pressions politiques, Louis Riel a été obligé de quitter 45 le Canada;

- (o) in 1884, they called on Louis Riel to return to Canada to assist them in negotiating once more with the Government of Canada in respect of their land claims and the very survival of the Métis people;
- (p) all of the petitions sent by the Métis to the Government of Canada requesting a redress of the people's grievances and the recognition of their rights were ignored;
- (q) the Government of Canada responded by 10 sending troops against the Métis at Batoche;
- (r) the Métis, under the leadership of Louis Riel and Gabriel Dumont, defended their homes;
- (s) the First Nations joined the Métis in the 15 defense of their lives, families, rights and territories:
- (t) as a result of the events in the Northwest Territories in 1885, Louis Riel was wrongfully tried, convicted and, on November 16, 20 1885, executed for high treason by the Government of Canada:
- (*u*) in March of 1992, the House of Commons and the Senate of Canada unanimously adopted resolutions recognizing the various 25 and significant contributions of Louis Riel to Canada and to the Métis people and, in particular, recognizing his unique and historic role as a founder of Manitoba;
- (v) in May of 1992, the Legislative Assem-30 bly of Manitoba unanimously passed a resolution recognizing "the unique and historic role of Louis Riel as a founder of Manitoba and his contribution in the development of the Canadian Confederation"; and 35
- (w) it is consistent with history, justice and the recognition of the unique and important contributions of Louis Riel to Canada and to the Métis people that the conviction of Louis Riel for high treason be reversed and that his 40 historic role be formally recognized and commemorated.

- n) que, dans les années 1880, les habitants des Territoires du Nord-Ouest étaient de plus en plus préoccupés par le manque de respect manifesté à l'égard de leurs droits par le gouvernement du Canada:
- o) qu'en 1884, ils ont demandé à Louis Riel de revenir au Canada pour les aider à négocier encore une fois avec le gouvernement du Canada au sujet de leurs revendications territoriales et de la survie même du 10 peuple métis:
- p) que toutes les pétitions envoyées par les Métis au gouvernement du Canada pour demander qu'on donne suite à leurs griefs et qu'on reconnaisse leurs droits ont été passées 15 sous silence;
- q) que le gouvernement du Canada a répondu en envoyant des troupes contre les Métis à Batoche:
- r) que les Métis, sous la direction de Louis 20 Riel et de Gabriel Dumont, ont défendu leurs fovers;
- s) que les premières nations se sont unies aux Métis pour défendre leurs vies, leurs familles, leurs droits et leurs territoires; 2
- t) que, par suite des événements survenus dans les Territoires du Nord-Ouest en 1885, Louis Riel a été injustement jugé, condamné et, le 16 novembre 1885, exécuté pour haute trahison par le gouvernement du Canada;
- u) qu'en mars 1992, la Chambre des communes et le Sénat du Canada ont adopté à l'unanimité des résolutions reconnaissant les contributions diverses et importantes de Louis Riel au Canada et au peuple métis, et 35 reconnaissant en particulier son rôle unique et historique en tant que fondateur du Manitoba;
- v) qu'en mai 1992, l'Assemblée législative du Manitoba a adopté à l'unanimité une résolution reconnaissant le rôle unique et 40 historique de Louis Riel comme fondateur du Manitoba ainsi que sa contribution au développement de la Confédération canadienne;

w) qu'il est conforme à l'histoire, à la justice et à la reconnaissance des contributions uniques et importantes de Louis Riel au Canada et au peuple métis que la condamnation de Louis Riel pour haute trahison soit 5 annulée et que son rôle historique soit officiellement reconnu et commémoré.

CONVICTION OF LOUIS RIEL REVERSED

Conviction of Louis Riel reversed

3. Louis Riel is hereby deemed to be innocent of the charge of high treason. His conviction for high treason is hereby reversed.

Existing rights and remedies maintained

4. Nothing in this Act abrogates or derogates action, that a person had on the coming into force of this Act, or confers on a person any right or remedy, including any right of action.

Saving provision

5. Nothing in this Act shall be construed as Majesty's royal prerogative of mercy or the Letters Patent Constituting the Office of Governor General of Canada relating to pardons.

RECOGNITION OF HISTORIC ROLE OF LOUIS RIEL

Recognition of Louis Riel's place in history

6. Louis Riel is hereby recognized as a Father of Confederation and the Founder of 15 à titre de père de la Confédération et de the Province of Manitoba.

Louis Riel Day

7. (1) Throughout Canada, in each and every year, the 15th day of July shall be known as "Louis Riel Day".

Not a legal holiday

(2) For greater certainty, Louis Riel Day is 20 not a legal holiday or a non-juridical day.

POWERS OF THE MINISTER OF CANADIAN HERITAGE

The powers of the Minister of Canadian Heritage

- 8. The Minister of Canadian Heritage may
- (a) mark or commemorate by means of historical plaques or monuments, or in any other suitable manner, the places and build-25 ings where events of historical significance in the life of Louis Riel took place;
- (b) authorize the placing of a statue of Louis Riel on Parliament Hill;

ANNULATION DE LA CONDAMNATION DE LOUIS RIEL

3. Louis Riel est par les présentes réputé innocent de l'accusation de haute trahison et sa déclaration de culpabilité de ce crime est par les 10 présentes annulée.

Annulation de la condamnation de Lonis Riel

4. La présente loi n'a pas pour effet de porter from any right or remedy, including any right of 5 atteinte aux droits et recours, y compris les droits d'action, qu'une personne pouvait avoir à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi 15 ni ne confère quelque droit ou recours.

Préservation des droits et recours

5. La présente loi n'a pas pour effet de Réserve limiting or affecting in any manner Her 10 restreindre ou de modifier le droit de grâce de Sa Majesté, ni les dispositions relatives au pardon des Lettres patentes constituant la 20 charge de gouverneur général du Canada.

RECONNAISSANCE DU RÔLE HISTORIQUE DE LOUIS RIEL

6. Par la présente loi, Louis Riel est reconnu fondateur de la province du Manitoba.

Reconnaissance de la place de Louis Riel dans l'histoire

7. (1) Dans tout le pays et chaque année, le 25 Journée de Louis 15 juillet est célébré sous le nom de « Journée de Louis Riel ».

(2) Il est entendu que la Journée de Louis Riel n'est pas une fête légale ni un jour férié.

N'est pas une fête légale

POUVOIRS DU MINISTRE DU PATRIMOINE CANADIEN

- 8. Le ministre du Patrimoine canadien peut : 30 Pouvoirs du
- a) marquer ou commémorer au moyen de monuments ou de plaques historiques ou d'une autre manière appropriée les endroits et bâtiments où ont eu lieu des événements d'importance historique de la vie de Louis 35 Riel:

ministre du Patrimoine canadien

- (c) undertake, pursue or sponsor research relating to these historical events and take appropriate steps to respect the historical record;
- (d) take appropriate action for the preserva- 5 tion of the Métis culture, languages and history; and
- (e) establish a scholarship program for Métis students in Louis Riel's name.
- b) autoriser l'érection d'une statue de Louis Riel sur la Colline du Parlement;
- c) entreprendre, poursuivre ou soutenir des recherches liées à ces événements historiques et prendre des mesures appropriées pour que 5 le compte rendu historique soit exact;
- d) prendre des mesures appropriées pour préserver la culture, les langues et l'histoire métis;
- e) établir un programme de bourses d'étude 10 au nom de Louis Riel pour des étudiants métis.

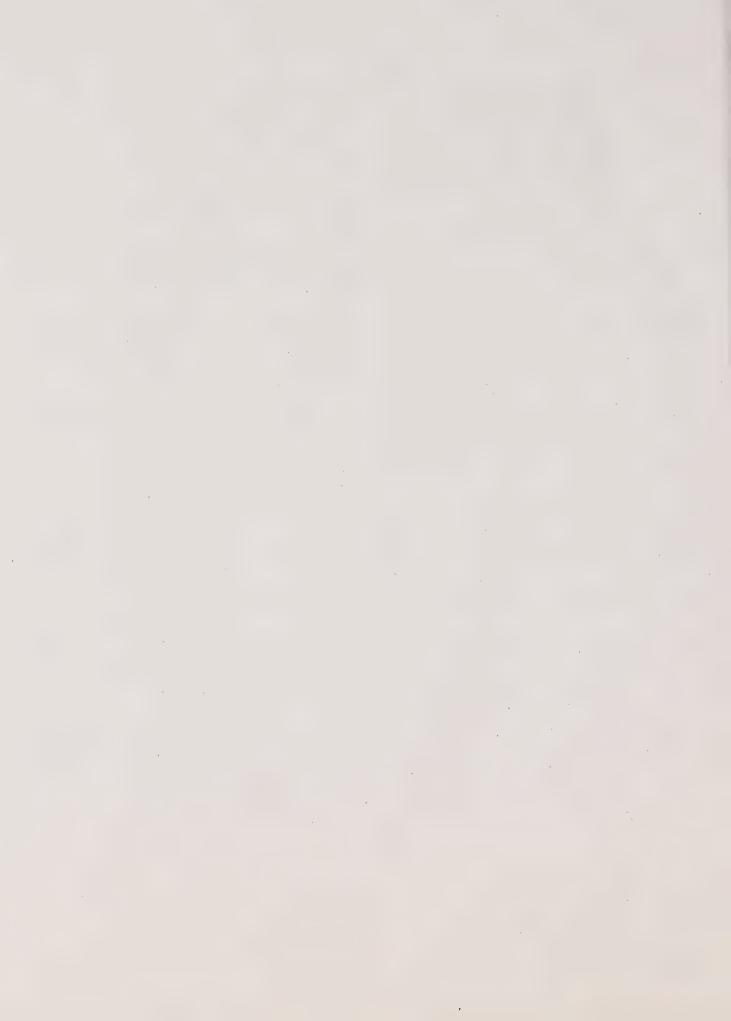


Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:
Publishing and Depository Services
Public Works and Government Services Canada
Ottawa, Ontario K1A 0S5
Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943
Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757
publications@pwgsc.gc.ca
http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone : (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur : (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca



-135 Co

C-249

C-249

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

PROJET DE LOI C-249

An Act to ensure that appropriate health care services are Loi visant à assurer la prestation de services de soins de santé provided to First Nations children in a timely manner

appropriés dans les meilleurs délais aux enfants des Premières Nations

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008

SUMMARY

This enactment implements Jordan's principle to provide that, if the Government of Canada has an obligation to pay for health care services that have been provided to a First Nations child whose ordinary residence is on a reserve, the first department of that government that is requested to pay for those expenses shall do so in a timely manner.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre le principe de Jordan selon lequel le ministère fédéral qui, le premier, se voit demander d'assumer les frais des services de soins de santé fournis à un enfant d'une première nation dont la résidence habituelle est située dans une réserve doit le faire dans les meilleurs délais, si le gouvernement fédéral est tenu de payer de tels frais.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008 1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-249

PROJET DE LOI C-249

An Act to ensure that appropriate health care services are provided to First Nations children in a timely manner

Loi visant à assurer la prestation de services de soins de santé appropriés dans les meilleurs délais aux enfants des Premières Nations

Preamble

Whereas Jordan was a First Nations child who was unable to move from a hospital to a family home as a result of a dispute between departments of the Government of Canada as to which department should bear responsibility for 5 the cost of providing health care services to Jordan in his home:

Whereas as a result of this dispute Jordan died in hospital without ever having been able to live in a family home; 10

Whereas there are frequent disputes among departments of the federal and provincial governments in respect of where the responsibility lies for the payment for health care services provided to a First Nations child whose 15 ordinary residence is on a reserve;

And whereas the Government of Canada wishes to make sure that funding disputes of this nature do not prevent First Nations children from receiving appropriate health care;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

que Jordan était un enfant d'une première nation dans l'incapacité de quitter l'hôpital pour un foyer familial en raison d'un différend entre des ministères fédéraux sur 5 la question de savoir lequel assumerait les frais des services de soins de santé à domicile pour Jordan:

que Jordan est décédé à l'hôpital en raison de ce différend et qu'il n'a jamais pu vivre dans 10 un foyer familial;

qu'il existe fréquemment des différends entre les ministères des gouvernements fédéral et provinciaux sur la responsabilité du paiement des services de soins de santé fournis à un 15 enfant d'une première nation dont la résidence habituelle est située dans une réserve:

que le gouvernement fédéral souhaite s'assurer que les différends de cette nature en matière de financement n'empêchent pas un 20 enfant d'une première nation de recevoir des soins de santé appropriés,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte: 25

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the First Nations
Children's Health Protection Act.

1. Loi sur la protection de la santé des Titre abrégé 25 enfants des Premières Nations.

Définitions

INTERPRETATION

2. The following definitions apply in this Definitions Act.

"department" « ministère »

"department" means a department of the Government of Canada set out in Schedule I to the Financial Administration Act.

"First Nations child" « enfant d'une première nation »

"First Nations child" means a person under the age of 18 years who is registered as an Indian under the Indian Act, or is entitled to be so registered, and includes a legally adopted child custom.

"ordinary residence « résidence habituelle»

"ordinary residence" in respect of a First Nations child means the place in which the child ordinarily resides or would ordinarily reside if not for the fact that the child has had 15 to reside elsewhere in order to receive appropriate medical treatment.

"reserve" « réserve » "reserve" has the same meaning as in the Indian Act.

PAYMENT PRINCIPLE

Payment for health care services

3. Where the Government of Canada has an 20 obligation to pay for health care services that have been provided to a First Nations child whose ordinary residence is on a reserve, payment for those services shall be made within with a claim for payment in respect of those services.

REPORT TO PARLIAMENT

Report on failure to pay

4. Where the department referred to in section 3 fails to make a payment as required by that section, the Minister responsible for that 30 article, le ministre responsable fait déposer department shall, within 30 days after becoming aware of the failure, cause a report to be laid before both Houses of Parliament detailing the reasons for the failure.

REIMBURSEMENT AND DISPUTE RESOLUTION

Application for reimbursement

5. If the department that makes a payment 35 under section 3 is not the department that would normally be responsible for making that payment, and the responsible department fails to reimburse it within 30 days, the department that

DÉFINITIONS

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

> «enfant d'une première nation » "First Nations child"

« enfant d'une première nation » Personne âgée de moins de dix-huit ans qui est inscrite à titre 5 d'Indien conformément à la Loi sur les Indiens, ou qui a droit de l'être. Sont compris dans la présente définition les enfants légalement adoptés, ainsi que les enfants adoptés selon la coutume indienne.

and a child adopted in accordance with Indian 10 «ministère» Ministère du gouvernement fédéral 10 «ministère» "department mentionné à l'annexe I de la Loi sur la gestion des finances publiques.

> «réserve» S'entend au sens de la Loi sur les Indiens.

« réserve » "reserve"

services de soins

Rapport sur le

paiement

de santé

«résidence habituelle» Dans le cas d'un enfant 15 « résidence habituelle » d'une première nation, lieu où l'enfant réside "ordinary habituellement ou résiderait habituellement s'il residence' ne devait pas résider ailleurs pour recevoir le traitement médical approprié.

PRINCIPE DU PAIEMENT

3. Lorsque le gouvernement fédéral est tenu 20 Paiement des de payer les frais des services de soins de santé fournis à un enfant d'une première nation dont la résidence habituelle est située dans une réserve, le ministère qui, le premier, reçoit la 30 days by the department that is first presented 25 demande de paiement à l'égard de ces services 25 paie les frais dans les trente jours.

RAPPORT AU PARLEMENT

4. Lorsque le ministère mentionné à l'article 3 ne s'acquitte pas du paiement visé à cet devant les deux chambres du Parlement, dans 30 les trente jours après avoir pris connaissance du défaut de paiement, un rapport en détaillant les motifs.

REMBOURSEMENT ET RÈGLEMENT DES **DIFFÉRENDS**

5. Si le ministère qui effectue le paiement visé à l'article 3 n'est pas celui normalement 35 remboursement chargé de le faire et que le ministère responsable ne lui en rembourse pas le montant dans les trente jours, le ministère qui a effectué le

Demande de

made the payment may apply to the person appointed under section 6 for an order providing for the reimbursement of that payment by the responsible department.

resolution services

6. The Minister of Indian Affairs and North- 5 ern Development shall, in accordance with regulations made under section 7, appoint a person to provide dispute resolution services in respect of any disputes that may arise between provincial government regarding responsibility for making a payment for health care services provided to a First Nations child whose ordinary residence is on a reserve.

paiement peut demander à la personne nommée conformément à l'article 6 de délivrer une ordonnance enjoignant au ministère responsable d'effectuer le remboursement.

6. Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien nomme, conformément aux règlements pris en vertu de l'article 7, une personne chargée de fournir des services de règlement de différends pour tout différend departments or between a department and a 10 survenant entre des ministères ou entre un 10 ministère et un gouvernement provincial quant à la responsabilité du paiement des services de soins de santé fournis à un enfant d'une première nation dont la résidence habituelle est située dans une réserve. 15

5 Services de règlement des différends

Règlements

REGULATIONS

Regulations

- 7. The Governor in Council shall, within six 15 months after this Act comes into force, make regulations respecting
 - (a) the appointment of the person referred to in section 6:
 - (b) the powers that may be exercised by that 20 person, and the circumstances under which they may be exercised, and the procedures to be followed by that person, in providing dispute resolution services; and
 - (c) any other matters necessary to carry out 25 the purposes and provisions of this Act.

RÈGLEMENTS

- 7. Dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, le gouverneur en conseil prend des règlements concernant:
 - a) la nomination de la personne visée à l'article 6: 20
 - b) les pouvoirs que peut exercer cette personne, les circonstances dans lesquelles ils peuvent être exercés et les procédures à suivre pour fournir des services de règlement de différends; 25
 - c) toute autre mesure d'application de la présente loi.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C-250

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-250

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

PROJET DE LOI C-250

An Act to prohibit the export of water by interbasin transfers

Loi visant à interdire l'exportation d'eau par voie d'échanges entre bassins

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008



SUMMARY

SOMMAIRE

The purpose of this enactment is to prohibit the export of water by interbasin transfers.

Le texte a pour objet d'interdire l'exportation d'eau par voie d'échanges entre bassins.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II. 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-250

PROJET DE LOI C-250

An Act to prohibit the export of water by interbasin transfers

Loi visant à interdire l'exportation d'eau par voie d'échanges entre bassins

Preamble

Whereas it is recognized that water is one of Canada's most valuable natural resources;

Whereas Canada is committed to preserving water resources within its boundaries:

And whereas Canada will continue to pro- 5 mote adherence to the Boundary Waters Treaty by Canada and by the United States when managing boundary water matters;

Now, therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of 10 du Sénat et de la Chambre des communes du Commons of Canada, enacts as follows:

Attendu:

Préambule

qu'il est reconnu que l'eau est l'une des ressources naturelles les plus précieuses du Canada;

que le Canada s'est engagé à préserver les 5 ressources en eau sur son territoire;

que le Canada continuera de promouvoir, dans la gestion des affaires concernant les eaux limitrophes, le respect du Traité des eaux limitrophes par le Canada et par les 10 États-Unis,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement Canada, édicte:

SHORT TITLE

Short title

1. This Act may be cited as the Canada Water Export Prohibition Act.

TITRE ABRÉGÉ

1. Loi interdisant l'exportation des eaux du 15 Titre abrégé Canada

INTERPRETATION

Definition of 'Minister'

2. For the purposes of this Act, "Minister" means the Minister of the Environment.

DÉFINITION

2. Pour l'application de la présente loi, Définition de « ministre » 15 «ministre» s'entend du ministre de l'Environnement.

HER MAJESTY

Binding on Her Majesty

3. This Act is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

SA MAJESTÉ

3. La présente loi lie Sa Majesté du chef du 20 Obligation de Sa Canada ou d'une province.

INTERBASIN TRANSFERS

Prohibition

4. Notwithstanding any other Act of Parliament, no person shall export water from Canada by interbasin transfers.

Duty of Minister

5. The Minister shall take such measures as interbasin transfers.

Consultative arrangements with provinces and territories

- 6. For the purpose of facilitating the formulation of policies and programs with respect to interbasin transfers within Canada, the in Council, enter into an arrangement with one or more provincial or territorial governments
 - (a) to conduct research on the effects of interbasin transfers;
 - (b) to maintain continuing consultation on 15 interbasin transfers; and
 - (c) to formulate and coordinate the implementation of interbasin transfer policies and programs.

JUDICIAL REVIEW

Judicial review

7. Any person may apply for judicial review 20 of the Minister's exercise or non-exercise of any power or fulfilment or non-fulfilment of any duty conferred or imposed on the Minister by this Act, whether or not the person applying for it is affected or has suffered damages.

ÉCHANGES D'EAU ENTRE BASSINS

4. Par dérogation à toute autre loi fédérale, nul ne peut exporter d'eau par voie d'échanges entre bassins.

Interdiction

5. Le ministre prend les mesures nécessaires are necessary to prevent the export of water by 5 afin d'empêcher l'exportation d'eau par voie 5 ministre d'échanges entre bassins.

Obligation du

6. Afin de faciliter la formulation de politiques et de programmes concernant les échanges d'eau entre bassins au Canada, le ministre peut, Minister may, with the approval of the Governor 10 avec l'approbation du gouverneur en conseil, 10 conclure des arrangements avec un ou plusieurs gouvernements provinciaux ou territoriaux:

Arrangements d'ordre consultatif avec les provinces et les territoires

- a) pour la réalisation de recherches sur les effets de ces échanges d'eau;
- b) pour le maintien de consultations perma- 15 nentes au sujet de ces échanges d'eau;
- c) pour la formulation et la mise en oeuvre de politiques et programmes concernant ces échanges d'eau.

CONTRÔLE JUDICIAIRE

7. Toute personne peut demander un contrôle 20 Contrôle iudiciaire judiciaire de l'exercice ou du défaut d'exercice ou de l'exécution ou du défaut d'exécution, par le ministre, d'un pouvoir conféré ou d'une obligation imposée à celui-ci par la présente loi, 25 que le requérant soit ou non affecté ou ait ou 25 non subi des dommages.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

C-251

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-251

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

PROJET DE LOI C-251

An Act to amend the Food and Drugs Act (trans fatty acids)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (acides gras *trans*)

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008



SUMMARY

The purpose of this enactment is to amend the *Food and Drugs Act* to ban *trans* fatty acids in oils and fats intended for human consumption.

SOMMAIRE

Le texte vise à modifier la *Loi sur les aliments et drogues* afin d'interdire les acides gras *trans* dans les huiles et graisses destinées à la consommation humaine.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-251

PROJET DE LOI C-251

An Act to amend the Food and Drugs Act (trans fatty acids)

Loi modifiant la Loi sur les aliments et drogues (acides gras trans)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Maiesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. F-27

"trans fatty

«acides gras

acids'

trans »

FOOD AND DRUGS ACT

LOI SUR LES ALIMENTS ET DROGUES

L.R. ch F-27

1. Section 2 of the Food and Drugs Act is betical order:

"trans fatty acids" means unsaturated fatty acids that contain one or more isolated or nonconjugated double bonds in a trans-configura-

1. L'article 2 de la Loi sur les aliments et amended by adding the following in alpha- 5 drogues est modifié par adjonction, selon 5 l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

tion;

« acides gras trans » Acides gras insaturés qui contiennent une ou plusieurs liaisons doubles isolées ou non conjuguées de configuration 10 trans. 10

« acides gras trans » "trans fatty acids'

2. The Act is amended by adding the following after section 5:

Application

5.1 (1) This section applies to oils and fats, including emulsions with fat as the continuous tion.

2. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

5.1 (1) Le présent article s'applique aux Application huiles et graisses, y compris les émulsions dont phase, that are intended for human consump- 15 la phase continue est constituée par une matière 15 grasse, qui sont destinées à la consommation humaine.

Content of trans fatty acids in oils

(2) No person shall sell to a consumer any oil or fat that contains more than 2 g of trans fatty acids per 100 g of oil or fat.

(2) Il est interdit de vendre à un consomma-Contenu des acides gras trans teur toute huile ou graisse qui contient plus de dans les huiles et 2 g d'acides gras trans par 100 g d'huile ou de 20 graisses graisse.

Content of trans fatty acids in other food

(3) No person shall sell to a consumer any 20 food that contains one or more ingredients in addition to oil or fat if the food contains more than 2 g of trans fatty acids per 100 g of oil or fat in the food.

(3) Il est interdit de vendre à un consommateur tout aliment qui renferme d'autres ingrédients en plus des huiles ou graisses, s'il contient plus de 2 g d'acides gras trans par 25 100 g d'huiles ou de graisses présentes dans l'aliment.

Contenu des acides gras trans dans d'autres aliments

Exception

(4) This section does not apply to naturally occurring amounts of trans fatty acids that are contained in animal fats.

(4) Le présent article ne s'applique pas à la teneur en acides gras trans d'origine naturelle des graisses animales.

Exception

TRANSITIONAL PROVISION

Grace period

3. (1) During the period of two years after references in section 5.1 to "2 g of trans fatty acids" shall be read as references to "5 g of trans fatty acids".

DISPOSITION TRANSITOIRE

3. (1) Dans les deux ans suivant l'entrée the coming into force of this Act, the 5 en vigueur de la présente loi, les mentions de 5 « 2 g d'acides gras trans », à l'article 5.1, valent mention de « 5 g d'acides gras trans ».

Délai de grâce

Saving

(2) Products manufactured before the manufactured within a period of two years after the coming into force of this Act may be sold until the expiry of the "best before" date.

(2) Les produits fabriqués avant l'entrée coming into force of this Act and products 10 en vigueur de la présente loi et ceux fabriqués dans les deux ans suivant cette entrée en 10 vigueur peuvent être vendus jusqu'à la date « meilleur avant » qui y est inscrite.

Exception



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757 publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca

C-252

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

C-252

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

PROJET DE LOI C-252

Mint Act (abolition of the cent)

An Act to amend the Currency Act and the Royal Canadian Loi modifiant la Loi sur la monnaie et la Loi sur la Monnaie royale canadienne (retrait de la pièce de un cent)

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008



SUMMARY

This enactment amends the *Currency Act* and the *Royal Canadian Mint Act* to provide that one cent coins will not be legal tender beginning on January 1 of the year immediately following the year in which the enactment is assented to, and will be called in following a proclamation by the Governor in Council.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la monnaie* et la *Loi sur la Monnaie royale* canadienne afin que, à compter du l^{er} janvier de l'année suivant celle de la sanction du texte, les pièces de monnaie de un cent n'aient plus pouvoir libératoire et soient retirées par proclamation du gouverneur en conseil.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-252

PROJET DE LOI C-252

An Act to amend the Currency Act and the Royal Canadian Mint Act (abolition of the cent)

Loi modifiant la Loi sur la monnaie et la Loi sur la Monnaie royale canadienne (retrait de la pièce de un cent)

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte:

R.S., c. C-52

CURRENCY ACT

L.R., ch. C-52

1. Section 7 of the Currency Act is subsection (2):

Cent not current

(3) Notwithstanding subsection (1), begin-

ning on January 1 of the year immediately following the year in which this Act receives royal assent, a coin shall not pass current.

- 2. (1) Subsection 8(2) of the Act is amended by adding "and" at the end of paragraph (c), by striking out "and" at the end of paragraph (d) and by repealing paragraph (e). 15
- (2) Section 8 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

LOI SUR LA MONNAIE

- 1. L'article 7 de la Loi sur la monnaie est amended by adding the following after 5 modifié par adjonction, après le paragraphe 5 (2), de ce qui suit:
 - (3) Malgré le paragraphe (1), à compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la présente loi est sanctionnée, la pièce 10 de un cent n'a plus cours légal.

Retrait de la pièce de un cent

- 2. (1) L'alinéa 8(2)e) de la même loi est abrogé.
- (2.01) Beginning on January 1 of the year immediately following the year in which this Act receives royal assent, every amount payable 20 est sanctionnée, tout montant payable en in cash shall be rounded as follows:
 - (a) 1 and 2 cents, rounded down to the nearest 10 cents:
 - (b) 3 and 4 cents, rounded up to the nearest 5 25
 - (c) 6 and 7 cents, rounded down to the nearest 5 cents; and

- (2) L'article 8 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit:
- (2.01) À compter du 1er janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la présente loi espèces est arrondi de la facon suivante:

Opérations en espèces

- a) montant de un ou deux cents, au multiple 20 de dix cents inférieur:
- b) montant de trois ou quatre cents, au multiple de cinq cents supérieur;
- c) montant de six ou sept cents, au multiple de cinq cents inférieur; 25

401054

Cash

transactions

5 Retrait de la

pièce de un cent

et arrêt de sa

production

- (d) 8 and 9 cents, rounded up to the nearest
- 3. Subsection 9(1) of the Act is replaced by the following:

Calling in and ceasing production of coins of one cent

- 9. (1) The Governor in Council
- (a) shall, not later than January 1 of the year immediately following the year in which this Act receives royal assent, by proclamation, call in all coins of a denomination of one cent, in exchange for coins or notes of a 10 denomination of five cents or more; and
- (b) may, by proclamation, call in any other coins of any date and denomination.

d) montant de huit ou neuf cents, au multiple de dix cents supérieur.

- 3. Le paragraphe 9(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit:
- 9. (1) Le gouverneur en conseil:
 - a) au plus tard le 1^{er} janvier de l'année suivant celle au cours de laquelle la présente loi est sanctionnée, doit retirer par proclamation toutes les pièces de un cent et les remplacer par des pièces ou des billets de 10 cinq cents ou plus;
 - b) peut retirer par proclamation toute autre pièce de monnaie, quelles qu'en soient la date et la valeur faciale.

R.S., c. R-9

ROYAL CANADIAN MINT ACT

4. Section 6.4 of the Royal Canadian Mint Act is amended by adding the following after 15 royale canadienne est modifié par adjonction, subsection (2):

One cent coins

- (3) Any order made under subsection (1) in respect of a one cent coin is revoked and without further effect.
- 5. Items 7 to 9 of Part 2 of the schedule to 20 the Act are repealed.

LOI SUR LA MONNAIE ROYALE **CANADIENNE**

L.R., ch. R-9

- 4. L'article 6.4 de la Loi sur la monnaie 15 après le paragraphe (2), de ce qui suit :
- (3) Tout décret pris au titre du paragraphe (1) Pièce de un cent qui a pour objet la pièce de un cent est révoqué et cesse d'avoir effet. 2.0

5. Les articles 7 à 9 de la partie 2 de l'annexe de la même loi sont abrogés.



Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from: Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5 Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca

http://publications.gc.ca

Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt Travaux publics et Services gouvernementaux Canada Ottawa (Ontario) K1A 0S5 Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757 publications@tpsgc.gc.ca

http://publications.gc.ca



C-253

First Session, Fortieth Parliament, 57 Elizabeth II. 2008

C-253

Première session, quarantième législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

PROJET DE LOI C-253

postage to members of the Canadian Forces)

An Act to amend the Canada Post Corporation Act (mail free of Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (envois en franchise aux membres des Forces canadien-

FIRST READING, DECEMBER 3, 2008

PREMIÈRE LECTURE LE 3 DÉCEMBRE 2008



MR. MARTIN (Winnipeg Centre)

M. MARTIN (Winnipeg-Centre)

SUMMARY

This enactment amends the Canada Post Corporation Act to allow mail to be sent free of postage to or from a member of the Canadian Forces serving outside Canada.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la Société canadienne des postes* afin de permettre que soient transmis en franchise les envois dont un membre des Forces canadiennes en poste à l'étranger est l'expéditeur ou le destinataire.

1st Session, 40th Parliament, 57 Elizabeth II, 2008

1^{re} session, 40^e législature, 57 Elizabeth II, 2008

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-253

PROJET DE LOI C-253

An Act to amend the Canada Post Corporation Act (mail free of postage to members of the Canadian Forces) Loi modifiant la Loi sur la Société canadienne des postes (envois en franchise aux membres des Forces canadiennes)

R.S., c. C-10

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. Section 36 of the *Canada Post Corporation Act* is replaced by the following:

Members of the Canadian Forces **35.1** (1) Subject to regulations made pursuant to section 36, mail to or from a member of the Canadian Forces serving outside Canada is free of postage.

Application

- (2) Subsection (1) does not apply in respect 10 f
- (a) parcels; or
- (b) postage for registration, special delivery, insurance or other special services.

Regulations

36. The Governor in Council may make 15 regulations governing transmission of mail free of postage for the purposes of subsections 35(1) and (3) and 35.1(1).

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte: L.R., ch. C-10

- 1. L'article 36 de la *Loi sur la Société* 5 canadienne des postes est remplacé par ce qui 5 suit :
 - **35.1** (1) Sous réserve des règlements pris en vertu de l'article 36, les envois dont un membre des Forces canadiennes en poste à l'étranger est l'expéditeur ou le destinataire sont transmis en 10 franchise.

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas: Réserve

- a) aux colis;
- b) aux droits des prestations spéciales, notamment la recommandation, la distribution 15 par exprès et l'assurance.

36. Le gouverneur en conseil peut, pour Règlements l'application des paragraphes 35(1) et (3) et 35.1(1), prendre des règlements régissant la transmission des envois en franchise.



401061

Published under authority of the Speaker of the House of Commons

Available from:

Publishing and Depository Services Public Works and Government Services Canada Ottawa, Ontario K1A 0S5

Telephone: (613) 941-5995 or 1-800-635-7943 Fax: (613) 954-5779 or 1-800-565-7757

publications@pwgsc.gc.ca http://publications.gc.ca Publié avec l'autorisation du président de la Chambre des communes

Disponible auprès de : Les Éditions et Services de dépôt

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Ottawa (Ontario) K1A 0S5

Téléphone: (613) 941-5995 ou 1-800-635-7943 Télécopieur: (613) 954-5779 ou 1-800-565-7757

publications@tpsgc.gc.ca http://publications.gc.ca





